# LA VIE INTELLECTUELLE

REVUE MENSUELLE
JUILLET 1950

LIBRARY
1962

**V. I.**
*Une loi de l'efficacité chrétienne.*

**A. DANSETTE**
*Marc Sangnier et le Sillon.*

**J. LACROIX**
*La philosophie de Maurice Blondel.*

**R. DE LA PRADELLE**
*Ascq : Fusillerons-nous les otages ?*

★

J. DUMONTIER : *L'économie française à la recherche d'un stimulant.*

J. LEQUILLER : *Le Labour-party et l'Europe.*

★

**LES SIGNES DU TEMPS**

*L'Europe et la neutralité. — Après la Chine, la Corée ? — Moscou s'enferme derrière l'Oder. — L'Eglise catholique en Roumanie. — Tunisie et Union française. — Azimuths.*

**LIVRES — THEATRE — CINEMA**

S ÉDITIONS DU CERF . PARIS

R 8:2
1950

# SOMMAIRE

V. I. : **Une loi de l'efficacité chrétienne** ..... 1

A. DANSETTE : **Marc Sangnier et le Sillon.** 4

J. LACROIX : **La philosophie de Maurice Blondel** ..... 27

R. DE LA PRADELLE : **Ascq : Fusillerons-nous les otages ?** ..... 43

## NOTES ET CHRONIQUES

J. DUMONTIER : L'économie française à la recherche d'un stimulant ..... 56

J. LEQUILLER : Le Labour-Party et l'Europe.. 67

## LES SIGNES DU TEMPS

L'Europe et la neutralité (J. NANTET), 78. — Après la Chine, la Corée ? (A. VIATTE), 84. — Moscou s'enferme derrière l'Oder (J. CREACH), 86. — Armée française ? (Gl. Y.), 89. — L'Église catholique en Roumanie, (R. JUSSIEU), 94. — D'une élection à l'autre (H. MULLER), 96. — Les élections belges (Y. BRADART), 99. — Tunisie et Union française (P. A. MARTEL), 101. — Azimuths (A.-Z. SERRAND), 105. — Le mois de juin, 112.

M. CHAVARDÈS : Graham Greene ou la nudité de Dieu ..... 113

Livres ..... 118

H. GOUHIER : Théâtre : Les jeunes Compagnies provinciales ..... 122

J.-P. CHARTIER : Cinéma : Un très grand film : *Alexandre Newsky* ..... 126

# *Une loi de l'efficacité chrétienne*

*La rencontre des événements (prochaine réédition de la première* Action *et la mort récente du fondateur du* Sillon) *réunit dans la même revue les deux noms de Maurice Blondel et de Marc Sangnier. Quelle autre raison de rapprocher le sage dont, selon l'heureuse formule de l'abbé Duméry*[1]*, la philosophie est « un intellectualisme intégral », et le prophète dont l'emprise sur tant de jeunes fut toute de générosité, voire de sentimentalité?*

*Pourtant une leçon est à tirer de ce rapprochement. Marc Sangnier et Maurice Blondel furent des chrétiens au sens total du terme; leur volonté fut à tous deux, bien que par des chemins différents, d'implanter le christianisme en pleine vie. Encore que beaucoup soient encore étrangers à ce souci, la formule ne surprend plus aujourd'hui. Mais c'est en grande partie à ces deux hommes que nous le devons. Car au début du siècle il fallait une foi peu commune pour être assuré que l'Évangile, en apportant plus que l'homme n'osait souhaiter, était cependant une réponse aux questions posées par la vie. Chacun à sa façon, Marc Sangnier et Maurice Blondel l'apprirent à leurs contemporains.*

*Suivant patiemment les démarches de l'intelligence humaine en toutes ses activités, le philosophe de* L'Action *dégageait les questions dernières que l'homme laissait sans réponse et qui s'adressaient désormais à plus*

1. Henry Duméry, *La Philosophie de l'Action*. Aubier, éd., p. 16.

*grand que lui; avec une tout autre pédagogie, s'adressant aux jeunes garçons qu'il rencontrait personnellement, Marc Sangnier leur apprenait de plain-pied avec la vie à choisir d'être chrétien.*

*Pareille tentative ne va pas sans danger. L'homme sera toujours trop petit pour vivre pleinement et dans un parfait équilibre la vie de Dieu. Il n'est pas étonnant qu'à chaque fois qu'il s'y essaie il risque d'insister trop sur un aspect, au point de négliger l'aspect complémentaire. Au temps où Maurice Blondel et Marc Sangnier étaient des jeunes gens, les chrétiens qui les entouraient, et dont certains aussi étaient fervents, semblaient surtout pris par la disproportion entre la vérité que Dieu nous révélait et la vie à laquelle l'homme s'élevait par les forces humaines. D'où le caractère de séparation qui frappait la vie chrétienne. A rappeler trop fortement que la transcendance de Dieu était aussi immanente, on risquait de mettre trop l'accent sur ce second aspect; à vouloir mettre la foi en pleine vie, on s'exposait à ne plus s'occuper que des problèmes de vie humaine, problèmes sociaux ou problèmes politiques, à y réduire la vie théologale elle-même. L'Église est alors là pour donner les avertissements utiles.*

*Marc Sangnier et Maurice Blondel connurent cette pénible épreuve.* Le Sillon *fut condamné par une encyclique de Pie X;* L'Action *n'encourut aucune condamnation, mais sa nouveauté déconcerta. Maurice Blondel connut la méfiance de théologiens en vue et de hautes autorités ecclésiastiques; et ce fut pour lui aussi très douloureux. Faut-il rappeler avec quel esprit de foi l'un et l'autre la supportèrent? On sait avec quelle obéissance Marc Sangnier se soumit à la mesure qui le frappait. On sait aussi avec quelle minutieuse patience Maurice Blondel reprit sa lente réflexion afin de présenter au terme de sa vie, dans une trilogie, une vue plus complète et plus équilibrée de sa pensée. Le résultat? Chacun le sait. Jamais ne s'était peut-être réalisée*

*avec tant de force la prophétie faite par le Christ lui-même : « Les rameaux qui portent des fruits, mon Père les émonde afin qu'ils en portent davantage » (Jean, xv). Pour peu que l'on réfléchisse à ces cinquante dernières années, on reconnaîtra les fruits du travail et de l'obéissance de l'un et de l'autre. C'est en tout domaine de la recherche philosophique ou de l'effort social que l'on retrouve l'influence de Maurice Blondel; et quiconque connaissait avant guerre le catholicisme français savait bien qu'à la naissance de tout mouvement fécond, de toute réalisation efficace, que ce soit à Paris ou dans une petite ville perdue de province, on trouvait un sillonniste qui s'était soumis. Un Jacques Maritain donna, lors de la condamnation de* L'Action française, *semblable exemple. On sait aussi quel fut depuis vingt ans la puissance de son rayonnement. Mais tous ceux qui s'étaient fait contre Blondel et Sangnier les champions de l'orthodoxie, y compris parmi les théologiens, ne donnèrent pas le même exemple d'acceptation de la discipline chrétienne. On soutiendrait difficilement qu'ils eurent dans l'Église de France comparable influence.*

*La leçon n'est pas sans utilité pour nous. Le problème d'une remise en contact du monde avec la foi au Christ se pose aujourd'hui en termes pressants et nouveaux. La même attitude sera alors demandée aux jeunes chrétiens d'aujourd'hui qu'à leurs aînés, c'est-à-dire, jointe à cette volonté indomptable de répondre à l'appel du Christ, qui attend que son Évangile soit prêché en termes intelligibles à tous, la même décision aussi fermement arrêtée d'écouter les avertissements de l'Église, qui aura toujours à corriger nos paroles et nos actes même en intention les plus vrais, les plus généreux.*

*A cette double condition seulement le témoignage attendu sera rendu au Christ pendant les années qui vont venir; puis après la génération d'aujourd'hui une autre prendra la relève; et quand le Fils de l'Homme reviendra, il trouvera encore la foi sur la terre.*

## MARC SANGNIER ET LE SILLON

En 1894, un jeune garçon âgé de vingt ans, du nom de Marc Sangnier, prépare Polytechnique au collège Stanislas. Arrière-petit-fils de Mme Ancelot, petits-fils de Lachaud, il a été tôt formé par une mère exceptionnelle et par des livres de ses maîtres préférés, des inquiets et des croyants : Ibsen, Tolstoï, Gratry et Pascal, le Gratry des *Sources* et le Pascal des *Pensées*, plus près de nous Ollé-Laprune qui annonce Maurice Blondel, et avec eux, plus encore qu'eux, Léon XIII.

Sous le regard bienveillant du censeur de Stanislas, il organise des débats qui se déroulent une fois par semaine pendant les récréations de midi, dans une salle basse qu'on appelle la crypte. Il y a là des garçons destinés à de brillantes carrières d'hommes publics, un Henry de Jouvenel, un Anatole de Monzie, diserts, charmeurs, déjà un peu sceptiques, qui veulent séparer l'action sociale de l'action religieuse, et Marc Sangnier, passionné, fiévreux, quoique généralement maître de l'éloquence apostolique dont il est possédé : « Ah! camarades, arrachons ces plantes banales et malsaines; plantons en nous l'arbre fécond et plein de sève, le grand arbre du christianisme démocratique et social... Il faut enfin satisfaire notre grand besoin de parler entre nous de toutes ces ardeurs qui nous brûlent le cœur, de nous connaître, de nous aimer, de nous faire une âme commune. Sortons à jamais des vulgarités d'une vie toute

matérielle et sans au-delà. Soyons prêts pour les grandes luttes de demain. Voici que commence la veillée d'armes fraternelle. »

Tout Sangnier est dans cette apostrophe où l'on trouve la substance de ses futurs discours. Son exceptionnel rayonnement au service de quelques idées et de quelques sentiments très simples domine la crypte de Stanislas, et la crypte préfigure le Sillon. Autour de lui se forme un réseau de juvéniles amitiés, conçues comme l'attraction réciproque de deux personnalités certes, mais aussi comme le « don simultané de deux êtres finis à la perfection infinie ». Ces amitiés, il n'aspire qu'à les étendre à l'humanité tout entière : que le royaume de Dieu ne soit pas seulement une espérance dans l'au-delà, mais une réalité ici-bas, œuvre des hommes de bonne volonté, fruit de leur amour réchauffé et épuré par le christianisme. Voilà la cité idéale de la démocratie chrétienne entrevue par un prophète de vingt ans, qui en chante la beauté à ses camarades émerveillés. A la fin d'un banquet de la Saint-Charlemagne, Marc Sangnier lève son verre à la République. Il fait un jour venir de Lille un ouvrier catholique que ses condisciples portent en triomphe; des parents scandalisés s'indignent : envoient-ils leurs enfants dans ce collège bien tenu pour que les ouvriers y viennent leur faire la leçon? Mais les apôtres ne se laissent pas arrêter par les préjugés qu'ils ont justement pour mission de combattre...

Ainsi fut la crypte, « trois ans d'élans du cœur et de rêves, de désirs fougueux que nulle action extérieure n'alimentait et qui se nourrissait seulement de ce que Dieu mettait dans l'âme... ». Elle fit eux-mêmes les premiers sillonistes.

En 1898, Marc Sangnier, jeune sous-lieutenant du génie, démissionne pour se consacrer tout entier à l'éducation populaire. Il forme un comité d'initiative dont la revue *Le Sillon,* fondée par son camarade Renaudin, devient l'organe et dont l'instrument sera le cercle d'études, un cercle d'études d'un caractère encore inconnu dans les œuvres catholiques. Ses membres n'y jouent pas un rôle passif d'élèves, mais un rôle actif d'interlocuteurs; ils ne sont pas instruits, mais conseillés par un aumônier ou un laïque plus cultivé qu'eux. C'est la formule de l'enseignement mutuel.

Les cercles d'études réunissent des éléments très divers, étudiants, bourgeois, ouvriers, dont les plus nombreux appartiennent aux classes moyennes; les milieux urbains d'employés et d'artisans fourniront toujours au Sillon son principal recrutement.

De ce travail des cercles d'études doit sortir une élite « éclairée et agissante ». Encore faut-il qu'elle accomplisse sa tâche qui est de rayonner et de conquérir. Les universités populaires, dont Paul Bourget a ridiculisé dans *L'Étape* l'enseignement désordonné et inassimilable, connaissent alors un succès éphémère. Elles apparaissent à Marc Sangnier comme une tentative de mainmise de quelques intellectuels sur le peuple. A partir de 1901, il crée des « instituts populaires » qui, eux, doivent étendre l'influence apostolique des cercles d'études.

Mais l'institut populaire ne s'adresse qu'à un public restreint. On atteindra de plus vastes auditoires par la réunion publique, le « meeting », comme on dit alors. Et comme les meetings se trouvent sous la domination des forts de la Halle et des garçons bouchers de La Villette qui y organisent chahuts et bagarres, une équipe de

garçons vigoureux et dévoués est rassemblée en septembre 1901 sous le nom de Jeune Garde.

C'est précisément un meeting tenu le 23 mai 1903 à la salle des Mille-Colonnes, rue de la Gaîté, pour protester contre la politique combiste, qui va faire pénétrer partout le nom du Sillon. L'ex-abbé Charbonnel et Henry Béranger, venus avec leurs bandes, sont protégés à l'intérieur de la salle par les Jeunes Gardes. Marc Sangnier présente à la foule le prêtre apostat :

Camarades, quelque chose de grand et de terrible se passe ici. Cet homme n'est pas un adversaire comme les autres. Il est et demeure marqué au front d'un signe sacré qui domine et déborde, malgré tout, ses trahisons mêmes. Ce Dieu qu'il a renié, ce Christ qu'il combat, il l'a appelé jadis sur l'autel, tandis que ses mains consacrées tenaient l'hostie... Comment la violence ne tomberait-elle pas, camarades, en présence d'une aussi épouvantable détresse morale?... Nous devons le plaindre d'une douloureuse pitié. Le Christ n'a-t-il pas, sur la croix, prié pour ses bourreaux? Ceux-là même qui ne partagent pas notre croyance ne sentent-ils donc pas toute la mystérieuse épouvante du spectacle qui nous est offert? Ne sont-ils pas étreints, eux aussi, comme d'un religieux effroi?... » Charbonnel riposte en ces termes : « Eh bien! oui, je suis le défroqué, l'ancien prêtre; je suis devenu le chef des apaches... » Il n'en est pas moins écouté en silence. Mais les apaches dont il se reconnaît le chef et ceux de Béranger guettent la sortie. On se bat jusqu'au siège du Sillon, boulevard Raspail. Le lendemain le grand public connaît Marc Sangnier et son œuvre.

Le succès du Sillon s'amplifie rapidement. A la fin de 1903, il a essaimé à travers la France des groupes

régionaux dont les plus importants se trouvent à Nancy, Épinal, Belfort, Bordeaux, Roubaix, Lyon, Tours, Limoges et Orléans. Le congrès de Belfort a réuni quatre cent cinquante délégués en mai précédent; celui de Paris en reçoit deux mille en février 1904.

⁂

Dix ans ont alors passé depuis la naissance de la crypte. Marc Sangnier atteint la trentaine. Ses idées n'ont pas changé. La mission première du Sillon, qui le met en œuvre, est de vivre le catholicisme : être pénétré par la pensée du Christ, la faire habiter en chacun de nous, ne pas pouvoir se passer de lui. Le vivre individuellement, le vivre collectivement aussi. Et d'abord à l'intérieur du Sillon, de ce Sillon qui est « une grande amitié où l'on se fixe si l'on a l'âme commune ». Les différences de classes, de costumes, de langage, s'effacent : plus d'ouvriers ni de bourgeois, il n'existe que des camarades. De la diversité d'origines demeure seulement des diversités d'aptitudes nécessaires à l'efficacité de l'élite nouvelle. Le catholicisme, le Sillon doit le vivre collectivement aussi par son zèle apostolique, son action de conquête empreinte de la même ferveur humaine. Ce zèle, cette action ont un caractère démocratique, en ce sens que la démocratie est pour Marc Sangnier « l'organisation sociale qui tend à porter au maximum la conscience et la responsabilité de notre programme, se penser à mesure que nous vivions chacun ». La démocratie est donc moins pour Marc Sangnier un régime déterminé qu'un idéal moral qui doit promouvoir l'élite des consciences chrétiennes sorties du Sillon.

De telles aspirations ne forment pas une doctrine. Le Sillon est un mouvement spirituel et non pas intellectuel. Il y a un esprit silloniste, il n'y a pas de théorie silloniste comme il y a une théorie marxiste ou une théorie d'Action française. Le silloniste a une conception optimiste de l'homme; il croit à sa réforme morale, il lui fait confiance et il va de l'avant. Ses quelques idées générales procèdent de l'action autant qu'elles la précèdent. « N'avons-nous pas, écrit Marc Sangnier, été frappés nous-mêmes de sentir nos idées directrices, notre programme, se préciser à mesure que nous vivions ces idées et qu'inconsciemment nous appliquions déjà ce programme en l'élaborant? » Ce que traduit une formule plus simple : « Se laisser faire par la vie. » Et quand on se plaint de l'imprécision de ces idées et de ce programme, il répond : « Du reste, nous ne savons pas où nous allons. » Ce qui veut dire qu'il n'y a pas lieu de se préoccuper des institutions; elles naîtront des circonstances. Il suffit de répandre l'esprit civique et le sens social qui les animera.

La ferveur que vivent les sillonistes, l'exaltation de leur « âme commune », exercent sur l'organisation et les méthodes du Sillon la même influence que sur leur programme. En vérité, le Sillon ressemble à la démocratie dont rêve Sangnier; sa structure importe peu; elle est presque inexistante. Étrange groupement qui n'est ni une association, ni une ligue, ni un parti, qui ne comporte ni inscription, ni cotisation, ni règlement, ni élection. On y entre et on en sort librement, sans être assujetti à aucune formalité. On y agit en dehors de toute contrainte administrative. C'est d'abord que tout y repose sur l'amitié et le dévouement. Au lieu d'être une association définie par des statuts, le Sillon est

« un lien immatériel entre les âmes »; le journal *Le Matin* est une marchandise; *L'Éveil démocratique*, hebdomadaire silloniste fondé en 1905, est une « lettre personnelle de Marc »; les camarades ne reçoivent pas de salaires, mais des indemnités; les plus capables ne sont pas désignés par des scrutins, ils s'imposent naturellement par voie de sélection.

Ce dédain des formes classiques et des procédés habituels est sanctionné par la réussite. Là où les abbés démocrates se sont perdus en efforts dispersés et peu efficaces, le Sillon part comme une fusée. Cela tient à la valeur de sa mystique qui répond aux besoins de la jeunesse; cela tient aussi à l'exceptionnelle personnalité de son président. Le Sillon c'est Marc Sangnier.

***

Voici d'abord sa photographie : un Gaulois, le Gaulois de la légende aux yeux bleus et à la moustache blonde tombante, mais un peu court et vite épaissi; et voilà un portrait sans fard qu'a tracé dans *L'enfant chargé de chaînes* François Mauriac, disciple déçu qui rendra plus tard un éclatant hommage à son ancien maître : « Ceux qui l'aimaient ne voyaient pas sa cravate mal mise, ni ses cheveux en désordre, cette bouche commune dans une face lourde, le cou énorme, les joues flasques et toujours mal rasées; ils ne voyaient que ses yeux admirables, son regard perdu, un regard qui attaquait les âmes, et de belles mains longues et fines qui, dans un geste habituel, allaient sans cesse vers les mains de l'homme à conquérir et, crispées, le retenaient d'une étreinte impérieuse. »

Oui, son emprise est faite de la beauté du regard, —

e regard pur d'amant chaste et pourtant dominateur, - de la tendresse des gestes, — les bras offerts ou errés autour des épaules de l'ami, — de la chaleur une voix aux résonances profondes et des familiarités u langage, — ce tutoiement fraternel, cet emploi xclusif du prénom (Marc Sangnier c'est Marc et seument Marc) et du pronon possessif avant le prénom : Mon Charles », « Mon Paul », — et surtout de cette mpréhension des tourments et des élans de la jeesse, de cet art inné de provoquer et de recevoir les nfidences. Encore une telle énumération laisse-t-elle happer l'essentiel : la vie, l'âme, le secret qu'on ne ut expliquer, mais que nul n'a mieux évoqué qu'un ncien camarade, Louis Gillet : « Le plus beau de ses rivilèges, c'est le don d'être aimé. Jamais je n'ai nnu à personne cette incomparable puissance, cet trait sur les cœurs... »

Marx Sangnier doit encore l'efficacité de son aposto- t à un sur-instinct de la propagande. En ce domaine ussi, il a créé une technique que les dictateurs contemrains retrouveront et mettront en œuvre avec des oyens dont il ne dispose pas. Aucun des procédés susptibles, dans l'ordre émotif et affectif, de conquérir et entraîner, ne lui échappe.

La Jeune Garde instituée, nous l'avons dit, « pour ire respecter la liberté de la parole et de la discuson », et qui devient le « conservatoire de l'esprit du illon », est à cet égard très suggestive. Son règlement écise qu'elle « doit être considérée comme une chelerie des temps modernes. Le désir de travailler d'une çon absolument désintéressée pour l'honneur du Christ pour le bien du peuple doit seul pousser un jeune mme à en faire partie ». D'abord soumis à un stage

de trois à six mois, il est consacré dans la crypte de
basilique de Montmartre après une veillée d'armes fe
vente, souvent décrite par les sillonistes.

On conçoit que le Sillon rassemble et forme une je
nesse d'une valeur morale inaccoutumée à laque
aucune autre ne peut être comparée dans le catholicisr
français, sauf peut-être celle de la Jeunesse ouvriè
chrétienne à ses meilleurs moments. La plupa
des jeunes catholiques ont alors une conception ext
rieure et formaliste du catholicisme; ils souhaitent pl
ou moins consciemment de ne pas en être gêné et ils
contentent d'en meubler un des compartiments de le
vie, séparé des autres par des cloisons étanches; aus
leur zèle religieux se manifeste-t-il surtout par le cul
négatif des « anti » : antirépublicanisme, antilaïcism
antimaçonnisme, antisémitisme, etc. Or, les sillonist
vivent leur catholicisme, un catholicisme qui leur don
un nouveau style de pensée et d'action, transforme le
vie intérieure et leur vie familiale. Avec eux, de respe
humain, de complexe d'infériorité, il n'est plus que
tion... Ce sont des conquérants, et c'est pour cela qu
la rénovation du catholicisme des trente dernières a
nées leur sera en grande partie due.

***

Ce tableau comporte des ombres, mais sa lumière e
si vive qu'elles demeurent d'abord inaperçues. Ell
aussi viennent de Sangnier; Marc est un apôtre, n
pas un saint. Il a les immenses défauts de ses do
uniques.

Aimer les jeunes et les pétrir comme pâte fraîche e
pour lui un impérieux besoin. Son affection, son appé

e domination spirituelle sont exclusifs. Ils n'admettent
l'opposition ni le partage. Et l'on doit constater que
s traits qui donnent au Sillon son originalité concour-
nt aussi à assurer et à perpétuer le pouvoir illimité
e son chef. La collaboration étroite avec les hommes
its et connus que sont les abbés démocrates suppose-
it un partage d'autorité auquel Marc Sangnier ne se
soudrait pas. L'influence de jeunes intellectuels le for-
erait à donner à sa pensée une précision qui répugne
son tempérament. Une organisation administrative
eviendrait peu à peu une force avec laquelle il devrait
ompter, le système électif l'empêcherait de désigner
artout ses lieutenants; l'autonomie des Sillons régio-
aux leur assurerait une certaine indépendance à l'é-
ard du Sillon central. Marc Sangnier écarte donc tout
e qui pourrait freiner l'exercice de son pouvoir.

Au cours des premières années, nul ne songe à dis-
uter cette dictature consentie, désirée, très aimée, dont
poids n'est même pas ressenti tant est prodigieuse
idolâtrie dont Sangnier est l'objet et qu'il favorise par
ous les mouvements de son être. Il y a dans cette dé-
ocratie autoritaire qu'est le Sillon un culte du chef
ue tout exprime naïvement, jusqu'à la mode du cha-
eau noir à larges bords et de la lavallière noire portés
ar Marc. François Mauriac n'a guère forcé les traits
e la scène où il montre les disciples de Jérôme Servet
roupés autour du maître : « Vincent Hiéron, à genoux
ur le tapis, ramassait pieusement le linge du grand
omme, les flanelles humides encore d'une généreuse
ueur; le maître lui avait enseigné que la plus humble
esogne est magnifique si on l'accepte pour la cause. »
Des garçons se dépensent autour de Sangnier. Leur
évouement total est acquis à la fois au chef et à

l'œuvre, mais ils ne se rendent pas compte qu'ils vouent à une vie monacale sans avoir le soutien d'Ordre et de sa Règle. L'enthousiasme de la jeuness l'amitié de Marc, la foi dans la cause pourvoient d'bord à tout. La première exaltation calmée, la disproportion devient évidente entre l'engagement pris et lmoyens de le tenir.

L'adoration ne se maintenant plus au même degré, est fatal que les yeux dessillés finissent par diagnostquer chez Marc un certain narcissisme du christianismet de la démocratie. Des disciples anciens, sinon vieuxprotestent contre ce qu'ils appelleront plus tard sc« césarisme mystique », contre ses méthodes empreintd'un mélange « d'illuminisme et de rouerie ». Ils auroété éliminés sans bruit, sinon sans brutalité par lenouvelles promotions de la démocratie juvénile et sangniériste du Sillon, puisque n'existe aucune formulstatutaire permettant à un silloniste de défendre unopinion repoussée par le maître. Ainsi s'en vonles uns après les autres des jeunes gens doués et dehommes plus âgés qui auraient volontiers apporté aSillon les conseils de leur expérience. Ce sont, en 1903le P. Laberthonnière, Paul Bureau, entrés dans le cmité de rédaction de la revue à laquelle ils voudraiendonner une orientation plus doctrinale, mais que MarSangnier s'est gardé de réunir; en 1905, la plupart dechefs de service soucieux de mettre un peu d'ordre danle fonctionnement administratif du mouvement; puis degroupes régionaux (ceux de l'abbé Desgranges à Limoges, de Marius Gonin à Lyon) dont les tendances fédéralistes sont insupportables à l'esprit centralisateur dSangnier; autant de départs et de scissions qui ralentissent sans l'arrêter le développement de l'œuvre, mai

empêchent la formation d'une équipe d'hommes de valeur. Il est écrit que, né de Marc Sangnier et en vivant, le Sillon se destine à en mourir.

*
* *

Le Sillon s'est d'abord exclusivement consacré à l'éducation populaire. Sa conception apostolique et fraternelle du christianisme devait le conduire à étendre son activité d'abord au domaine social, puis au domaine politique.

Dès 1904, Sangnier crée un office social qui répand des brochures et organise des conférences. *Le Sillon* préconise la disparition des tutelles économiques héritées du passé afin que les prolétaires s'élevant à une dignité réservée jusqu'alors aux seuls patrons, leur personnalité acquière sa pleine autonomie. Il est normal qu'ils soient séduits par l'idéal coopératif qui fait appel au sentiment de la responsabilité des coopérateurs. Passant à la réalisation, l'office social provoque la création de coopératives, surtout de coopératives de consommation dont l'organisation est facile, mais aussi de coopératives de production comme celles de Fougères (chaussure) et de Lieusant (confection) qui ont un certain retentissement.

A partir de 1905, Marc Sangnier aborde le terrain politique. Il y est porté par la pente naturelle de son esprit et poussé par la maturation des sillonistes; ses camarades qui avaient vingt ans en 1898 en ont maintenant vingt-sept. On évolue vite à cet âge. Les préoccupations civiques, inexistantes au sortir du collège, passent au premier plan, et les sillonistes s'agacent de leur réputation de garçons turbulents; ils sont impa-

tients de se montrer capables de réformer l'État et la société, aussi bien que de régénérer la jeunesse. Marc Sangnier disait encore en septembre 1904 : « Il faut que l'on sache que c'est en nous maintenant à l'écart des luttes politiques que nous pourrons pénétrer les milieux anticléricaux. Aussi bien avons-nous toujours résisté à tous les essais d'embrigadement électoraux .. » Or Henry du Roure écrira en 1907 : « Car enfin, Marc député et à la tête d'un quotidien, on finira par saisir que nous sommes sur le terrain temporel et nous n'étoufferons plus dans ce rôle de bons jeunes gens un peu indisciplinés. »

Mais le Sillon va se heurter dans ce nouveau domaine à des préjugés hostiles. La démocratie d'inspiration chrétienne, dont la République est l'expression politique, ne possède en France qu'une clientèle restreinte. Elle paraît chimérique à la fois aux catholiques qui jugent la République l'ennemie irréconciliable de la religion, et aux républicains qui jugent la religion l'irréconciliable ennemie de la République. Pour constituer un groupement nouveau qui rassemblerait les Français à la fois catholiques et républicains, le Sillon doit séparer des causes que l'on a l'habitude de joindre : Église et Monarchie, République et anticléricalisme, syndicalisme et matérialisme; et désagréger les formations qui dominent la politique française : le bloc républicain anticlérical et le bloc catholique antirépublicain.

La difficulté est accrue par le tempérament de Marc Sangnier qui, habitué à n'envisager les questions politiques que sous leur aspect théorique et moral, lance les idées les plus propres à scandaliser, à tort ou à raison, les catholiques français. En 1905, au cours d'un meeting en faveur des révolutionnaires russes, il re

proche au gouvernement l'alliance sur laquelle repose la politique extérieure de la III[e] République et il parle de ces anarchistes à l'âme mystique et profonde, au rêve troublant et doux que la sainte Russie enferme dans son vaste sein comme des germes inquiétants de révolte et l'étrange rédemption ». A la même époque, au cours d'un autre meeting, il fait l'apologie de ce qu'on appellera plus tard « l'objection de conscience ». Et la revue *Le Sillon* exaltera les hommes de la grande Révolution et leur philosophie religieuse : « C'était, écrit-elle, la substance même du christianisme dont la France vivait. »

En février 1907, Sangnier annonce « le plus grand Sillon », qui prétend « réaliser un nouveau centre d'unité morale » en ralliant « toutes les forces qu'anime consciemment ou inconsciemment l'esprit chrétien », euphémisme qui désigne les protestants et certains libres penseurs. Il serait impossible de passer brusquement de l'apostolat religieux à la propagande politique. Mais il est clair que le plus grand Sillon est l'amorce d'un nouveau parti nécessité par le déclassement des vieux partis. Alors que la revue *Le Sillon* portait en sous-titre : « Revue catholique d'action sociale », elle se qualifie désormais : « Revue d'action démocratique ». Le changement de programme n'est pas moins significatif. On lit dans un tract de 1903 : « Le Sillon considère que son œuvre propre est de vivre le catholicisme... » Le programme de 1907 donne un son de cloche tout différent : « Le Sillon est un mouvement laïque qui se propose de travailler pour sa part à réaliser dans notre pays la République démocratique. »

Le président du Sillon se présente à une élection partielle en 1909 et aux élections générales de 1910. Il

échoue. Mais le 17 mai 1910, au lendemain de sa seconde défaite, l'évolution de son mouvement se précipite. Le Sillon disparaît, remplacé par trois organismes : 1° une union pour l'éducation civique, œuvre de jeunesse confessionnelle qui correspond au Sillon des premières années; 2° un comité démocratique d'action sociale, non confessionnel, qui fédérera des initiatives le plus souvent économiques; 3° une organisation politique dont la création est annoncée et qui, elle aussi, n'aura pas de caractère confessionnel.

*
* *

L'évolution qui fait du Sillon une entreprise de moins en moins confessionnelle et de plus en plus politique conduit Sangnier à un double échec. A gauche, son prestige personnel, bien que considérable, ne suffit pas à désarmer l'anticléricalisme républicain. Si l'on songe à la faiblesse numérique de ses partisans et à la violence des luttes anticléricales au début du siècle, on ne peut s'en étonner et nous n'en parlerons pas davantage.

Plus important est l'accueil que reçoit le Sillon dans les milieux catholiques faute de l'adhésion, ou tout au moins de la sympathie desquels son action est vouée à l'impuissance. Sur le plan intellectuel, Sangnier se heurte à l'Action française qui, bien qu'elle ne fasse pas profession de catholicisme, se recrute comme le Sillon surtout parmi les catholiques. Si le Sillon c'est Marc Sangnier, l'Action française c'est Charles Maurras. On ne peut imaginer deux hommes moins faits pour se comprendre, deux conceptions plus différentes de la vie. Sangnier est sentimental, romantique, chaleureux, vague; Maurras est intellectuel, classique, sec,

tranchant; Sangnier voit dans le catholicisme une foi régénératrice des hommes et de la société; Maurras, au demeurant de conviction athée, admire en lui une discipline au service de l'ordre. Sangnier dit : il faut le Christ; Maurras répond : il faut le roi et l'Église. Pour Sangnier, les problèmes politiques et sociaux sont des problèmes moraux; pour Maurras, des problèmes institutionnels. Maurras dit à Sangnier, qu'il tient pour un « anarchiste » et un benêt : « Jamais peuple ne fut plus éloigné que le nôtre de la sainteté qu'exige la démocratie parce qu'elle ne possède pas de vertus intrinsèques. C'est divaguer que de vouloir transformer la société par les vertus individuelles. » Sangnier répond en substance à Maurras, en qui il méprise un « matérialiste » : « Vous ratiocinez; nous ne sommes pas, nous, des idéologues, mais des hommes pratiques; au lieu de discuter, nous agissons, nous acceptons notre siècle; nous l'aimons, nous le vivons, et la vie trouve d'elle-même les organes qui lui conviennent. » Ce dialogue est un dialogue de sourds, on peut le dire sans allusion à l'infirmité de l'un des interlocuteurs, car chacun d'eux est vraiment incapable d'entendre l'autre.

Peu importe d'ailleurs : il s'agit moins d'un duel que d'une joute dont sera vainqueur celui qui obtiendra les faveurs de l'Église. Sangnier va rapidement perdre la première manche, mais ses héritiers prendront leur revanche trois lustres plus tard.

Ce n'est pas Maurras, en effet, c'est l'Église elle-même qui va mettre Sangnier hors de combat. Tant que le Sillon se plaçait sur le terrain confessionnel, quels que fussent ses penchants politiques, elle ne pouvait que se féliciter de voir grossir d'admirables cohortes de jeunes gens animés d'un magnifique esprit d'apostolat.

Et ses dignitaires ne lui marchandaient pas les louanges hyperboliques auxquelles il aimait s'abandonner. « ... Vous nous jugerez, monsieur », lui affirmait un directeur de séminaire. Mgr Latty, évêque de Châlons, n'était pas moins chaleureux : « Je voudrais redevenir jeune et vous demander une place dans vos rangs. » Mgr Delamare, évêque de Périgueux, se laissait complaisamment appeler « le camarade évêque ». A Bordeaux, Sangnier parlait à des Visitandines à travers la grille de leur cloître. A Rome, il prononçait un sermon sur la Sainte Vierge dans la basilique des Saints-Apôtres, devant un auditoire de prêtres qui comprenait dix-neuf évêques et trois cardinaux.

L'estampille d'orthodoxe accordée au Sillon est sujette à révision. Les autorités religieuses dont les tendances sont dans l'ensemble conservatrices, s'inquiètent d'autant plus de le voir affirmer une politique démocratique et républicaine que son influence est très profonde. Le cardinal Merry del Val lui fait donner un consulteur; mais le consulteur n'est pas consulté. En août 1906 naît le premier incident grave. Mgr Dubillard, évêque de Quimper, interdit à ses prêtres et à ses séminaristes d'assister à une réunion publique et contradictoire donnée par Marc Sangnier et par Biétry. Marc Sangnier relève en termes vifs l'interdiction épiscopale : « Si j'étais prêtre je me serais abstenu. Quand on est prêtre, on a des obligations à remplir. Mais cela n'empêche pas le prêtre de penser que son évêque a commis une gaffe, ni de penser aussi qu'il ne comprend rien aux questions politiques et sociales. Le prêtre peut même prier pour son évêque. On va dire aussi que je suis anarchiste : je m'en moque. » Et il écrit à *La Croix* que le Sillon n'est pas « à proprement parler une œuvre catholique ».

Il aurait dû dire « n'est plus », car lorsque les évêques lui donnaient leur approbation, elle l'était. En septembre suivant, Mgr Péchenard interdit aux prêtres du diocèse de Soissons de se rendre à un congrès sillonniste : « La participation à cette association engendre rapidement, surtout chez les jeunes gens, un esprit de critique, d'irrespect et d'indiscipline. » Devant les réserves et même l'hostilité grandissantes d'une partie de l'épiscopat, un des principaux lieutenants de Marc Sangnier s'écrie à Limoges : « Si les évêques se sont détournés du Sillon, ce ne peut être que de leur faute, parce qu'ils se laissent imposer les chaînes des capitalistes ou que, libérés du concordat, ils peuvent enfin donner libre cours à leurs sentiments antirépublicains. Si Pie X est en méfiance à l'égard de Marc Sangnier, c'est qu'à la différence de Léon XIII il est, lui, un pape réactionnaire, hostile aux aspirations démocratiques. » Lorsque *Le Sillon* écrit à propos d'un congrès à Chambéry : « Rien n'a manqué au messie de la démocratie chrétienne pour évoquer parmi nous le souvenir du divin Maître, pas même la proscription d'Hérode », il fait allusion, avec une plume trempée dans l'encre de Veuillot, à l'opposition rencontrée par Marc Sangnier auprès de l'archevêque. Comment la hiérarchie accepterait-elle l'indépendance et les insolences d'un mouvement dont la doctrine, assez confuse, heurte les préjugés de la plupart de ses membres et dont la tactique aboutit à une exploitation politique du catholicisme? En 1907, le président du Sillon va à Rome, où il se fait tancer par Pie X, mais il revient triomphant comme s'il n'avait reçu que des louanges. Dès 1908, dix archevêques et vingt-six évêques ont interdit à leurs prêtres de faire partie du Sillon.

Le 25 août 1910, Pie X adresse aux archevêques et évêques français une lettre consacrée au Sillon où, après en avoir évoqué « les beaux temps », il constate que ses chefs, « insuffisamment armés de sciences historiques, de saine philosophie et de forte théologie », se sont laissés emporter par leur « ardeur généreuse... dans une voie aussi funeste que dangereuse ». D'abord, « il convient de relever sévèrement la prétention du Sillon d'échapper à la direction de l'autorité ecclésiastique ». Ensuite, il n'est pas acceptable que les sillonistes « placent l'autorité dans le peuple ou la suppriment à peu près et prennent comme idéal de réaliser le nivellement des classes », qu'ils rêvent de changer les « bases naturelles et traditionnelles » de la société et « de promettre une cité future édifiée sur d'autres principes qu'ils osent déclarer plus féconds, plus bienfaisants que les principes sur lesquels repose la société chrétienne ». Il les critique enfin d'avoir fondé une association interconfessionnelle pour travailler avec d'autres que des catholiques à la réforme de la civilisation, œuvre religieuse au premier chef. Le Sillon qui donnait « autrefois de si belles espérances, ce fleuve limpide et impétueux a été capté dans sa marche par les ennemis modernes de l'Église et ne forme plus dorénavant qu'un misérable affluent du grand mouvement d'apostasie organisé, dans tous les pays, pour l'établissement d'une Église universelle qui n'aura ni dogmes, ni hiérarchie, ni règles pour l'esprit, ni frein pour les passions, et qui, sous prétexte de liberté et de dignité humaine, amènerait dans le monde, si elle pouvait triompher, le règne légal de la ruse et de la force, et l'oppression des faibles, de ceux qui souffrent et qui travaillent ».

En conclusion, Pie X prescrit aux groupes du Sillon de se ranger par diocèses sous la direction des évêques et de prendre le qualificatif de catholique. C'est un arrêt de mort.

Il n'est pas niable que Marc Sangnier s'est offert à la condamnation en mêlant dangereusement le spirituel et le temporel : sur le terrain disciplinaire, il a aiguillé vers la politique et soustrait à l'autorité des évêques, des catholiques, prêtres et fidèles, qu'il avait d'abord groupés dans une organisation confessionnelle d'accord avec la hiérarchie ecclésiastique; et sur le terrain doctrinal, il a paru soutenir, sinon lui-même explicitement, du moins par le comportement général de son mouvement, que le christianisme implique la démocratie.

Mais la lettre sur le Sillon développe d'autres arguments qui sont diversement commentés. Un document de cette nature n'engage certes pas l'infaillibilité pontificale; les fidèles, s'ils doivent lire avec un respect filial le texte du Souverain Pontife et se conformer à sa décision, gardent la liberté de ne pas se rendre aux raisons qui la motivent. La dureté des termes de la condamnation, tels qu'ils paraissent frapper des ennemis de l'Église, le reproche fait aux sillonistes de vouloir réformer « la cité chrétienne actuelle », présentée par la lettre comme vraiment « catholique », et d'entreprendre dans la « promiscuité » des « hétérodoxes » cette réforme qualifiée « d'œuvre religieuse au premier chef », étonnent des catholiques très déférents à l'égard du Saint-Siège. « Ce qui m'attriste, écrit Mgr Mignot, très favorable à l'œuvre condamnée, c'est de constater... le calme de l'exécution. Il me semble que les collaborateurs du Saint-Père auraient dû se souvenir que ceux qu'ils frappent sont les meilleurs parmi les bons... » Et

il se préoccupe de constater que « la lettre affiche ouvertement pour l'Église le droit d'avoir une politique catholique, une économie catholique, un système social catholique qui s'imposeraient à quiconque est soumis à l'Église ».

A cette condamnation qui anéantit son œuvre en la soustrayant à son autorité et en la dispersant, Marc Sangnier répond par une soumission totale qu'annonce un bel article. Chez les disciples comme chez le maître, l'humilité chrétienne et l'obéissance religieuse prévalent sans combat sur l'orgueil silloniste : « Il y a évidemment, écrit Henry du Roure, des accusations qui ne portent pas sur nos idées et nos sentiments. Mais, après tout, notre tort est d'avoir laissé entendre que nous pensions ainsi. » « Nous sommes coupables, ajoute un autre militant, Amédée Guiard, non dans nos intentions, mais dans les résultats de nos actions », et il copie à genoux la lettre du pape.

***

Six ans plus tard, en recevant l'ancien président du Sillon, Benoît XV, qui aura renoué la tradition de Léon XIII, se dira convaincu que son interlocuteur n'était personnellement tombé dans aucune des erreurs condamnées par Pie X, mais que ces erreurs s'infiltraient chez les jeunes séminaristes dont il fallait refréner les dangereuses tendances. Et il encouragera Marc Sangnier à de nouveaux efforts.

L'histoire du Sillon a d'ailleurs été trop belle pour s'arrêter brusquement. Et d'abord, son chef demeure. Il va poursuivre le même apostolat, mais sur un terrain

désormais exclusivement politique : « Puisqu'il y a des groupements monarchistes qui se donnent comme les champions du catholicisme, pourquoi n'y aurait-il pas aussi des groupements expressément républicains et démocrates pour défendre les droits et les libertés de l'Église ? »

Il fonde en 1912 la *Ligue de la Jeune République*. En 1919, il sera élu député. Battu en 1924, il se lancera un peu plus tard dans l'action pacifiste. Ses thèmes ne changeront pas : « l'âme commune », « l'amour plus fort que la haine », le rapprochement des cœurs et des esprits, l'éveil démocratique. « Tout le reste », écrira-t-il dès le lendemain de la première guerre mondiale, « n'est que moyens et instruments. Combien la Providence n'en a-t-elle pas déjà brisé dans nos mains de ces instruments ? Et qu'il serait donc insensé de s'y attacher définitivement et en aveugles, oubliant que le corps est plus que le vêtement et la vie plus que la nourriture ». Soit! mais de tous ces instruments, un seul a longtemps réussi : le Sillon. Il y a dans la vie de Marc Sangnier un contraste pathétique entre ce succès prestigieux et les médiocres échecs qui l'ont suivi.

Est-ce la condamnation qui a rompu le charme? Explication non négligeable, mais insuffisante. Marc Sangnier agit désormais dans un domaine où il est libre. Après la guerre, sa politique sera celle du Saint-Siège; il bénéficiera de l'appui de Benoît XV, qui souhaitera le voir diriger la politique du catholicisme français. Lui-même n'aura pas évolué; il en est incapable, et ce sera précisément la cause de ses insuccès répétés. L'ancien président du Sillon a le génie de l'éducation populaire, mais sa personnalité débordante, sa logique implacable et candide, son horreur instinctive de toute

organisation, son éloignement des problèmes concrets, le rendent impropre au travail politique qui s'exerce dans le contingent et le relatif. Rayonnant au milieu d'une poignées d'anciens disciples restés fidèles, il demeurera insaisissable et insupportable, et les catholiques de gauche ne pourront à peu près rien entreprendre, ni avec lui, ni sans lui. Les années passeront, sa moustache blanchira, il prendra figure de vieil original prêchant dans le désert, entouré de quelques jeunes gens pressés autour de leur grand homme incompris. Puis, après la seconde guerre mondiale, devenu un patriarche symbolique et inoffensif, ses héritiers du Mouvement républicain populaire l'assoieront à la place d'honneur et vénéreront en lui une relique des temps héroïques.

Mais rien pour lui n'est à regretter, pas même la condamnation qui foudroya son œuvre. Elle avait dépassé son zénith, elle commençait à vieillir, elle glissait de la mystique à la politique : elle se fut compromise dans le temporel, divisée en scissions douloureuses. Le message était écrit; les hommes étaient formés. Dans le clergé, dans le journalisme ou l'édition, à l'origine des mouvements spécialisés d'Action catholique, du Parti démocrate populaire, du Mouvement républicain populaire, l'Histoire les retrouvera, eux ou leur influence, partout où un effort sera accompli pour rajeunir le catholicisme français. Quant à Marc Sangnier, il suffira à sa mémoire d'avoir été le créateur et le chef du plus beau mouvement religieux de jeunesse qu'on ait jamais connu en France et d'avoir lancé dans son Sillon une semence qui a produit une abondante moisson.

ADRIEN DANSETTE.

# LA PHILOSOPHIE DE MAURICE BLONDEL (1861-1949)

Le XIX^e siècle français — au moins dans ses soixante-quinze premières années — ne fut pas un siècle philosophique. Au temps où l'idéalisme allemand brillait du plus vif éclat, avec Fichte, Schelling, Hegel, ce qui restait de philosophie en France se réfugiait en dehors de l'Université. Auguste Comte, Renouvier, Maine de Biran, plus tard Ravaisson, étaient seuls à maintenir la flamme, mais pour la plupart leur influence fut surtout posthume. C'était l'époque où le grand maître de l'Université, Victor Cousin, voulait conduire ses professeurs de philosophie « comme un régiment ». Mais la philosophie, qui vit de liberté, meurt de contrainte, et la doctrine imposée — si on peut appeler l'éclectisme une doctrine — ne pouvait subsister que par l'absence de toute réflexion. Son rôle, d'ailleurs, était surtout politique et social. La bourgeoisie capitaliste du XIX^e siècle avait besoin d'une sorte de spiritualisme abstrait, autant que possible vidé de toute pensée et émancipé de la religion, pour discipliner la classe ouvrière et légitimer le pouvoir de la classe bourgeoise sans imposer à cette dernière des devoirs trop précis. Il fallait en somme une philosophie qui liât les conquêtes de la Révolution française à la domination capitaliste par la défense du libéralisme. Telle fut la fonction — peu glorieuse — de l'éclectisme dont Victor Cousin pensait qu'il jouerait le même rôle, si l'on peut dire libéral-conservateur, que le hégélianisme en Allemagne. « Il était, comme moi, a-t-il dit de Hegel, pénétré de l'esprit nouveau, il considérait la Révolution française comme le plus grand pas qu'ait fait le genre humain

depuis le christianisme, et il ne cessait de m'interroger sur les choses et les hommes de cette grande époque. Il était profondément libéral sans être le moins du monde républicain. Ainsi que moi, il regardait la République comme ayant peut-être été nécessaire pour jeter bas l'ancienne société, mais incapable de servir à l'établissement de la nouvelle, et il ne séparait pas la liberté de la royauté. Il était donc sincèrement constitutionnel et ouvertement déclaré pour la cause que soutenait et représentait en France M. Royer-Collard. »

Après la défaite de 1870, l'Université de France, à la suite d'un examen de conscience dont on ne redira jamais assez la noblesse, opéra un magnifique redressement. Lachelier, grâce à la méditation de Kant, réveille la pensée française de son sommeil éclectique et forme à l'École normale supérieure des générations de penseurs comme lui sévères et profonds : Lagneau, le maître d'Alain et de Barrès, en est le plus célèbre exemple — la *Revue de Métaphysique et de Morale,* sous l'énergique impulsion de Xavier-Léon, se fonde pour combiner en effet l'approfondissement métaphysique et le redressement moral; des penseurs comme Lagneau et des hommes d'action comme Lyautey s'unissent pour créer un foyer spirituel, l'*Union pour la vérité et l'action morale,* qui concilie la recherche du vrai et la conduite de la vie. Les thèses fameuses de ceux qu'on appela parfois les quatre grands B : Boutroux, Bergson, Brunschvicg, Blondel, s'échelonnent de 1874, avec *De la contingence des lois de la nature,* à 1897, avec la *Modalité du jugement,* en passant par l'*Essai sur les données immédiates de la conscience* en 1889 et *L'Action* en 1893. C'est une grande ère philosophique qui s'ouvre : Boutroux réconcilie la philosophie et son histoire et assouplit l'intelligence en la délivrant des chaînes du mécanisme; — Bergson rend l'esprit à lui-même, recommence la révolution socratique et rend à nouveau l'homme capable de toutes les aventures de la liberté;

— Brunschvicg prend la taille de l'homme à travers ses œuvres et rend à l'idéalisme le prestige des philosophies difficiles; — Blondel, enfin, le plus novateur et le plus traditionnel à la fois, publie à trente ans, en 1893, cette thèse sur *L'Action,* dont l'influence discrète et forte se développe plus en profondeur qu'en extension, et mûrit pendant quarante années sa trilogie sur *La Pensée, L'Être et les êtres, L'Action,* en attendant les derniers volumes sur *L'Esprit chrétien.* Au cours d'une conversation avec Maurice Barrès, qui l'interrogeait sur ses dernières œuvres, le philosophe d'Aix avait répondu : « Elles seront sans doute posthumes. » Parole prophétique dans son ironie souriante. Quelques jours avant sa mort, il signait un contrat avec son éditeur pour la publication d'un nouveau volume, et il disait à ses proches : « J'aurais encore tant de choses à dire! » Une réflexion philosophique, qui est un itinéraire vers Dieu, pouvait-elle s'achever ici-bas autrement que dans la mort; non point coupure, « déchet », selon la forte expression de Gabriel Marcel, mais acte suprême qui couronne, dans un ultime dépouillement, le témoignage d'une vie. « N'est-il pas normal, disait-il, à Frédéric Lefèvre, que la philosophie soit un fruit de vieillesse, un testament, un message d'éternité, selon le vœu de Platon et de Spinoza?[1] » Connaît-on pareil exemple d'une pensée qui se livre d'un seul jet dans l'élan enthousiaste de sa trente-deuxième année, s'éprouve ensuite silencieusement pendant quarante ans et délivre à nouveau son message, purifié et approfondi, en lui donnant par sa mort, le 14 juin 1949, le sceau de l'éternité?

***

Si l'on voulait indiquer d'abord d'une façon schéma-

1. Propos rapportés par Charles Devivaise dans les *Cahiers universitaires catholiques,* juillet 1949.

tique sans doute, mais juste, l'orientation générale de la philosophie blondélienne, il faudrait la définir comme un *réalisme intégral*, c'est-à-dire comme un effort pour restituer à la philosophie l'intégralité de son domaine. L'éclectisme voulait bien d'un concordat entre philosophie et religion, mais à condition qu'elles fussent radicalement distinctes et entièrement séparées : le concordat aboutissait au concordisme — l'idéalisme critique, sans nier la métaphysique, voulait de plus en plus la réduire au problème de la connaissance — plus généralement le rationalisme, sous ses diverses formes, n'admettait comme objet de la philosophie que ce qui était perméable à l'intelligence claire, en tout cas séparée. La philosophie, a-t-on dit, a pour substance le rationalisme, c'est-à-dire la conscience claire et distincte de la raison qui est dans l'homme et dans l'univers. Mais ce rationalisme du tout fait méconnaît l'*intention philosophique*. S'il y a quelque part du rationnel, c'est que la raison s'est bel et bien risquée et se risque encore dans le chaos et qu'elle a su y prévaloir sur quelques points. On a dit de la science — et c'est plus vrai encore de la philosophie — qu'elle fut un risque hardiment couru. On ne voit pas pourquoi il faudrait s'arrêter. A faire le petit rentier du rationnel, on court le risque le plus grave, celui de perdre le peu qui fut acquis par d'autres et dont on vit. Allons plus loin. La communication avec les formes les plus humbles de l'être est une condition du développement de toute personnalité : par delà la *logique de la contradiction* qui isole l'homme dans sa pensée, il convient d'édifier une *logique de la participation* qui lui permettrait de communier à l'immense rumeur du monde. Le rationalisme, en somme, est une philosophie qui coupe les ponts avec le réel, mais qui vit des choses avec lesquelles il a coupé les ponts. D'où l'importance de la méthode qu'explicite Maurice Blondel au début de *La Pensée* : ne pas élever en hauteur des édifices de pensées, mais se retourner toujours en

bas vers ces données élémentaires dédaignées comme n'apprenant rien qu'on ne sache déjà et regardées comme scientifiquement inutilisables. L'instrument philosophique est une sorte de procédé de forage qui permet de découvrir, par implications successives, tous les présupposés de l'être concret. Au lieu de dissimuler ce dont on vit — et de le nier, au risque d'en mourir — il convient de le mettre à nu pour le mieux connaître, car rien ne doit échapper à la prospection philosophique.

Attitude qui n'a rien d'anti-intellectualiste. Bien au contraire! Et il semble aujourd'hui extraordinaire qu'on ait pu s'y tromper. Maurice Blondel a raconté lui-même qu'à vingt ans, encore élève de l'École normale supérieure, il écrivit pendant un cours en lettres capitales ce mot *Action* sur une feuille et la passa, sans mot dire, à son voisin. « Qu'est-ce que ça signifie? lui dit le camarade. — Ce sera le titre de ma thèse. — Tu es fou. L'*Action* n'est pas un sujet philosophique : mets au moins *L'Idée de l'action*! » Tant il est vrai que l'atmosphère commune était celle d'un rationalisme d'idées. Or, suivant l'intuition simple et profonde de Bergson, ce n'est pas avec des idées que l'on pense, mais avec l'esprit. C'est ce que la fin du XIX[e] siècle français comprenait mal, et l'incompréhension du public à l'égard de Blondel fut la même que celle de ses camarades. Parce qu'il avait donné à sa thèse ce titre si surprenant, *L'Action,* il apparut à beaucoup, en 1893, comme un tenant du pragmatisme et même de l'activisme. On l'accusa d'introduire une philosophie, voire une théologie nouvelle, discréditant l'intelligence et s'efforçant d'atteindre le vrai plus dans le vécu que dans le connu. Reproche incomphréhensible, puisque l'originalité — si traditionnelle — de l'auteur de *L'Action* a seulement été de penser avec Lachelier que l'office propre de la philosophie est de tout comprendre, même la religion. Aussi cette œuvre, comme vient de l'établir excellemment M. Duméry, procède-t-elle en réalité d'un

*intellectualisme intégral*[2]. Et c'est précisément parce qu'il veut tout comprendre que Maurice Blondel ne part pas d'un fait unique, d'un fait intime et privilégié, mais de cette expérience spirituelle totale qu'il appelle *action*. L'action en effet, au sens blondélien, est proprement l'activité de l'esprit en sa source et dans l'intégralité de son déploiement. La caractéristique essentielle de cette pensée est de se placer en deçà de l'intelligence et de la volonté, à leur source commune, dans ce dynamisme originaire de l'être spirituel où elles puisent leur force d'agir. La trilogie sur *La Pensée, L'Être et les êtres, L'Action*, n'aura pas d'autre but que d'analyser ce déploiement total de l'esprit.

Ainsi se dégage clairement l'erreur d'un certain rationalisme clos : elle consiste à analyser la raison à part, comme si elle était en nous l'étrange témoin d'on ne sait quel esprit impersonnel sans rapport avec l'homme et l'humanité. Par quels abus logiques a-t-on pu si longtemps supposer en tous les hommes une sorte de faculté sans commune mesure avec toutes les autres et qui leur serait radicalement transcendante, venue on ne sait d'où et qui aurait le singulier privilège de découvrir par un effort purement contemplatif une vérité pour ainsi dire homogène et identique pour tous les esprits ? Comment a-t-on pu distinguer, jusqu'à les opposer, une croyance qui serait l'œuvre des puissances supposées inférieures de la personne, à savoir la sensibilité et la volonté, et un savoir qui serait l'œuvre d'une raison impersonnelle sans lien avec la personnalité ? Le blondélisme est la philosophie qui réintègre la connaissance dans l'ensemble de l'activité humaine. En ce sens, si l'on veut bien reconnaître au mot *comportement* le sens profond que lui a donné Merleau-Ponty, de débat et explication avec nous-mêmes, avec le monde,

2. Cf. *La philosophie de l'action*, par Henry Duméry, chez Aubier, Paris, 1949.

avec les autres — il faut ajouter avec Dieu —, on peut définir le blondélisme comme la philosophie du total comportement humain. Raisonner, aussi bien que vouloir ou agir, implique une certaine manière de se comporter avec les choses et les êtres, de se débattre avec eux, de nous y adapter comme de les adapter à nous : l'intelligence n'est pas seulement la faculté d'expliquer le monde, mais de s'expliquer avec lui. Au delà du penser, du sentir ou de l'agir, il y a l'être qui pense, qui sent et qui veut, et c'est jusqu'à lui qu'il faut remonter pour comprendre ses multiples réactions, intellectuelles ou sensibles. Le savoir le plus intellectualisé n'est lui-même qu'instrument. Non pas instrument de l'action au sens pragmatiste. Mais instrument de l'être lui-même qui utilise tous ses modes pour se réaliser et s'épanouir intégralement. Il ne s'agit aucunement de minimiser le savoir, de le mettre pragmatiquement au service de la volonté ou de la sensibilité, mais de reconnaître en toutes ces facultés des modalités de l'être concret. Penser c'est, comme agir ou sentir, réagir au milieu — milieu physique, milieu social, milieu spirituel. Toutes ces réactions ont certes leurs conditions propres, mais elles ne sont ni isolées ni isolables. Elles sont complémentaires et se rapportent toutes à l'être qui les crée et les utilise. Ainsi la connaissance la plus abstraite — qui joue un rôle capital dans l'ensemble du *comportement* humain — ne doit jamais être considérée en elle-même et pour elle-même : il faut la situer dans l'ensemble des moyens que nous avons à notre disposition pour nous réaliser. De ce point de vue, bien loin d'avoir aucun rapport avec l'empirisme ou l'activisme, la pensée de Blondel peut se caractériser comme une *promotion de la logique* : c'est la substitution d'une logique totale de la personne, d'une *normative* de l'être à la logique séparée de l'intelligence pure. Lui-même l'a affirmé vigoureusement dès 1902 : « C'est une sorte de *panlogisme* que je propose, une réintégration totale de la vie dans la pen-

sée... Je me propose, en effet, d'établir une Logique gé
nérale dont la Logique aristotélicienne, baconienne o
hégélienne ne serait qu'un cas particulier... Si j'ai par
anti-intellectualiste, c'est parce que je veux conquérir
la rationalité des domaines que la philosophie de l'idé
qui n'est pas celle de l'intelligence et de l'intelligibi
lité exclut, à force de se restreindre à ce qui est foyer
virtuel de lumière, abstraction faite des conditions rée
les et des sources vitales. »

Ce qui est simplement affirmer, contrairement à l'in
tuitionnisme bergsonien, que la philosophie blondé
lienne est entièrement, totalement dialectique. Cett
dialectique s'efforce de fournir le sens intégral des im
plications du dynamisme spirituel tel qu'il se laisse dé
couvrir ou analyser dans le connaître, l'être ou l'agir
Utilisant les plus humbles expériences, généralement né
gligées par les doctes, n'ignorant rien des conquêtes le
plus récentes des sciences de la nature et des science
de l'homme, intégrant les diverses recherches philoso
phiques dans leur apport positif tout en dénonçant fe
rmement leurs déficiences, elle entraîne l'homme à
plus totale *expansion* de lui-même, ne reprochant ri
d'autre aux diverses philosophies que de s'arrêter trop
tôt et de l'abandonner en route. Le problème blondélie
n'est que le problème classique de la connaissance, o
plutôt de la réalisation de soi; mais nul encore n'avai
montré avec une telle force jusqu'où il nous entraî
et décrit avec une telle rigueur les multiples étap
de notre accomplissement. On a dit parfois que
thèse de 1893 était la première œuvre française phén
ménologique, parce qu'elle voulait faire seulement l'i
ventaire de ce qui est dans la conscience. Maurice Blo
del a toujours protesté contre cette interprétation
l'ouvrage, qui se terminait par la brève et impérati
formule *C'est*, prétendait bien déceler déjà toutes l
implications de l'être. Il n'en est pas moins vrai que
méthode restait ambiguë et que l'auteur lui-même en

reconnu l'insuffisance. Dans l'œuvre définitive, toute difficulté a disparu : on est directement installé dans l'être. Pour Blondel, la phénoménologie restait un phénomisme et il tenait particulièrement à ce que sa philosophie fût comprise comme une ontologie.

Mais l'homme est cet être qui est présent, sans être entièrement donné à lui-même. C'est toute la raison de l'opposition irréductible de la méthode dialectique de Blondel à l'intuitionnisme de Bergson, pour lequel il fut toujours sévère et parfois un peu injuste. En tout cas nul n'a davantage dénoncé le privilège classique de la conscience : l'immédiation, l'adéquation propres à la connaissance de soi. « L'inadéquation de ce que nous connaissons de nous et de ce que nous sommes... n'est pas un fait accessoire et provisoire, mais la loi essentielle de la vie et la vérité première de la philosophie », a-t-il écrit. Non que l'idéal de la connaissance humaine ne soit l'intuition : devenir l'autre, ne faire qu'un avec lui, c'est bien le vœu de l'intelligence. *Videre est habere* : voir c'est posséder. Mais cet idéal est inaccessible à l'homme, et la médiation continue est le substitut nécessaire d'une impossible immédiation. Le monde représente la distance qui nous sépare de nous-mêmes en même temps qu'il nous permet de la franchir. Pour aller de soi-même à soi-même, pour égaler sa connaissance à ce que l'on est, il n'y a point de voie directe : jamais nous ne possédons sans intermédiaire la plénitude de notre être. L'homme s'échappe à lui-même, nous sommes toujours en train de nous faire. Blondel craint par-dessus tout l'idée d'une « vue instantanée et définitive ». Suivant une formule de son disciple Paliard, « l'essence de la pensée est de dominer en projet notre inégalité intérieure ». Le *Cogito* lui-même, bien loin d'être statique, doit s'interpréter comme la connaissance en mouvement d'un sujet qui toujours s'affirme et poursuit de s'affirmer parce que jamais il ne se possède immobile. C'est que « si nous avons notre être, nous ne sommes pas

absolument notre être ». Aussi la personne ne peut-elle se boucler sur soi et doit-elle éviter les *équivoques du personnalisme* — entendons d'un personnalisme clos, de ce que les Français appellent désormais strictement individualisme pour l'opposer au personnalisme communautaire. Notre pensée n'est pas une essence, elle n'est pas une nature définissable, elle n'est pas un être subsistant en soi. S'il y a en elle une tendance radicale à se dépasser, c'est qu'elle ne devient intelligible pour elle-même qu'en se tournant vers la Pensée parfaite. Sans doute faut-il bien qu'il y ait en un sens une conscience originaire de soi, sans quoi le dynamisme orienté de l'esprit serait lui-même inintelligible. Mais la connaissance primitive est obligation et recherche plus que fait et possession : l'être apparaît comme engendrant la connaissance afin de se savoir et de se posséder.

Par-delà le moi constructeur du kantisme, Blondel a donc su découvrir le moi d'appel et d'accueil : nos constructions mêmes ne sont pas une simple réplique à un choc venu du dehors, comme chez Brunschvicg, mais une réponse à une aspiration plus profonde, à cette *norme* qui m'oblige à m'égaler à moi-même. Le philosophe belge Paul Decoster voyait dans l'inquiétude la *marque de l'être*. Tel est aussi le sens de l'aspiration blondélienne. C'est dire que l'action effective est différente en nature de l'idée de l'action, qu'elle n'est pas le prolongement d'un mouvement qui commencera dans la connaissance et s'achèverait en elle : elle suppose une reprise totale; elle est, comme la pensée, une expression originale du dynamisme spirituel. Aussi possède-t-elle en elle-même sa norme spécifique. Elle n'est un risque que par rapport à l'intelligence et aux justifications purement intellectuelles, mais non pas en elle-même, parce qu'elle porte en elle sa propre loi et le principe de son propre discernement. Le problème est un problème de sincérité à la fois subjective et objec-

tive, si l'on peut dire : l'action la plus sincère est celle qui répond le plus adéquatement à ma plus profonde volonté voulante. Chaque attitude pratique, par-delà la douteuse sincérité des paroles, se juge elle-même du dedans. Être sincère avec soi-même ce n'est pas chercher à fonder l'action sur les seules lumières de l'intelligence, c'est se décider pour le plus *probable*, à condition d'entendre par là ce qui est *prouvable* (suivant les deux sens de *probabilis*) si l'on fait l'effort de générosité nécessaire au contrôle du devoir par le devoir obéi. C'est à ce prix qu'une *certitude morale*, suivant la formule d'Ollé-Laprune, c'est-à-dire une certitude parfaitement raisonnable, ne manque jamais à la volonté droite et que même parmi les ombres de notre vie itinérante la finalité initiale s'achève sans risques vers le suprême aboutissement.

Ainsi l'Affirmation fondamentale constitue une sorte d'atmosphère où notre pensée et notre action respirent, même à leur insu : toute affirmation comme toute négation doivent nécessairement prendre force et racine en elle. C'est en ce sens qu'il n'y a pas d'athée, car un fond de croyance en l'Absolu réel subsiste au cœur de toute pensée comme de tout acte. En leur signification ultime penser c'est toujours penser Dieu comme agir, c'est toujours agir Dieu, si l'on peut dire : il y a un aspect nécessairement ontologique de toute pensée et de toute action. Si la méthode employée est souvent kantienne, on voit ici qu'elle la dépasse nettement : l'*a priori* se fonde sur l'être et le transcendental sur le transcendant[3]. Est-ce à dire que nous en revenions à une secrète intuition de l'être dont nous n'aurions qu'à développer par réflexion le contenu, intuition qui fonderait en somme une preuve ontologique et qu'on pourrait appeler une conception auto-affirmative de l'être ? Nullement, car « tout en maintenant qu'une idée implicite

3. Suivant une juste formule de M. Luchèze.

et réelle de l'Être en soi est congénitale à tout esprit », Blondel a grand soin de lui garder ce caractère d'idée implicite que seul peut expliciter le développement intégral des exigences qui nous meuvent. Sur l'argument ontologique d'ailleurs la position de Blondel est originale et profonde. Il montre comment « la preuve ontologique, défaillante en nous, a en soi sa force nécessaire ». Elle établit que l'idée de l'Être est « auto-affirmative » en soi, que Dieu est générosité, c'est-à-dire existe, comme dit Descartes, par une sorte de surabondance d'être. Mais notre idée de l'Être n'est pas cet être même : absolument parlant c'est, non en nous, mais en Dieu seulement qu'il y a en cette matière certitude de simple vue. Pour notre pensée la certitude intrinsèque peut s'accroître sans jamais devenir intuition; l'argument ontologique n'est donc qu'une « ébauche ». Il ne conclut pas par lui-même, mais il le devrait en quelque sorte et le pourrait dans d'autres conditions. La vérité qu'il énonce n'est pas établie en fait, mais elle traduit d'une façon hypothétique une liaison qui est la vérité même de l'existence de Dieu. La nécessité qu'il exprime est vraie en soi et le serait pour nous si nous pouvions de quelque façon obtenir l'intuition de ce qui est intérieur à la nature divine et nous donnerait sa raison d'être en nous livrant son secret. De même, en un sens, toutes les preuves intellectuelles de l'existence de Dieu sont à la fois nécessaires et insuffisantes, fortes et déficientes. C'est qu'elles n'aboutissent guère qu'à l'idée de Dieu, et que l'idée de Dieu ne suffit pas. En elle-même, elle n'est qu'une « exigence d'option ». Quelle que soit leur validité, les preuves de l'existence de Dieu n'offrent donc aucune suffisance : elles ont pour rôle de préparer, de susciter « une option décisive entre des voies où l'intervention de la pensée la plus éclairée et de la liberté la plus responsable ont à s'employer dans leur intégralité ». Le Dieu blondélien n'est point un concept et comme le dernier chaînon d'une démons-

tration. Le prouver ce n'est pas seulement achever l'explication de l'univers, mais nous mettre en demeure de nous engager pour ou contre lui. La vie morale s'opère tout entière dans ce clair-obscur, cher à Pascal, où il y a assez de lumière pour justifier les condamnations et assez de ténèbres pour laisser au mérite la fleur du désintéressement. Nul déisme donc, mais un théisme ouvert : le Dieu des philosophes et des savants conduit, ouvre au Dieu d'Abraham, d'Isaac et de Jacob.

Par là apparaît mieux en quel sens on a pu appeler le blondélisme une *philosophie chrétienne*. Ce fut l'intention délibérée de Maurice Blondel de confronter directement la synthèse catholique et l'exigence philosophique sans recourir à aucun système historique. Philosophie et religion, autonomie et hétéronomie furent le thème constant de sa pensée. Or la difficulté est extrême, si l'on veut renoncer à tout accord extérieur, à tout concordisme. Il faut, d'une part, que la raison appelle la foi sans aliéner sa propre autonomie, et que, d'autre part, le surnaturel soit obligatoire sans cesser d'être gratuit. Blondel est le philosophe qui a refusé de dissocier l'une de l'autre l'expérience religieuse et la structure intellectuelle qui la garantit et qui l'exprime. Après lui il n'est pas possible de juxtaposer, ou plutôt de superposer, une *nature*, objet de la philosophie, et une *surnature*, objet de la théologie. Ce que découvre le philosophe, c'est qu'il y a dans la nature même comme un appel du surnaturel qui la travaille. « Autant toute religion naturelle est artificielle, autant l'attente d'une religion est naturelle. » Sans doute le surnaturel reste-t-il entièrement gratuit, et il n'appartient ni à l'homme de se le donner à lui-même ni au philosophe d'affirmer sa nécessité. Mais le danger ne serait pas moins grand d'imaginer une nature pure — qui n'est jamais donnée en fait — et de concevoir comme simplement possible un surnaturel extrinsèque qui ne pourrait plus pénétrer en elle que du dehors. Rationalisme et

fidéisme sont également inadmissibles. La philosophie a son mot à dire, bien qu'elle ne puisse résoudre le problème. Car la philosophie de l'insuffisance est elle-même insuffisante : qui a posé le problème de l'action ne peut ignorer celui de son achèvement. Puisqu'elle ne s'achève pas, elle peut bien conduire à *l'hypothèse* de ce qui pourrait l'achever — d'autant plus que la réalité de ce don nous est proposée par ailleurs. « A la philosophie de montrer la nécessité de poser l'alternative : Est-ce ou n'est-ce pas ? » Si elle ne peut ni ne doit prouver l'existence de ce surnaturel conçu par elle comme simple hypothèse, elle établit au moins que tout homme prend parti par rapport à lui : est-ce ou n'est-ce pas, il faut opter. Le philosophe, en somme, établit conditionnellement que si l'achèvement de l'action lui est proposé, d'autre part il n'a pas le droit de s'y soustraire : il ne peut parler d'une *exigence du surnaturel*, mais il peut établir hypothétiquement une *exigence d'option, si* le surnaturel est donné — il ne peut dire le surnaturel nécessaire, mais il peut montrer la nécessité du choix en présence du surnaturel supposé. Et par là Blondel dénonçait le rationalisme de tous ceux — philosophes et théologiens — qui acceptaient l'autonomie absolue de la raison humaine, à laquelle se superposerait du dehors le surnaturel. Ainsi se trouvait dénoncé, au moins dans les termes où il se posait habituellement à ses contemporains, le conflit de la raison et de la foi. En effet, le séparatisme de l'une et de l'autre s'avérait doublement faux — du point de vue de la raison, parce que l'ordre naturel n'est pas clos et achevé — du point de vue de la foi, parce que le surnaturel se reconnaît des points d'attache ou des pierres d'attente dans l'ordre naturel lui-même.

Tel est donc cet *humanisme ouvert*, par en bas et par en haut, si l'on peut dire, c'est-à-dire sur le monde et sur Dieu. Non seulement rien d'humain, mais rien d'infra et de supra-humain ne demeure étranger à la

pensée blondélienne. Les philosophes ont presque toujours supposé l'existence de deux réalités séparées : l'une matérielle, l'autre spirituelle, et ils étudient leurs rapports, s'efforçant souvent de les ramener l'une à l'autre. C'est dans ce postulat, qui est comme « le mensonge premier, l'illusion radicale à éviter », que Blondel voit la source de toute erreur. D'une part, le monde matériel ne se suffit pas à lui-même. Non seulement il est pour nous cette « déception systématique » dont parlait African Spir, mais encore il est instable, à la fois multiple et un, ayant la double fonction de séparer et de solidariser à la fois. D'autre part, la pensée ne se suffit pas davantage à elle-même. Rien de plus puéril que cette conception d'un sujet pensant qui surgirait on ne sait d'où et se trouverait en face d'un objet — le monde — qui ne serait aucunement préparé à le recevoir. Par-delà les états de conscience ou de subconscience, il faut chercher, jusque dans le monde physique, ce qui seul les rend possibles. La pensée ne surgit pas subitement du néant : elle est inviscérée dans l'univers auquel elle donne son unicité. L'homme n'est pas un empire dans un empire. Le sujet blondélien s'enracine dans l'univers; il est immergé dans le cosmos. L'univers des raisons est au sein même du monde des choses. En ce sens du minéral à l'homme il y a continuité ascentionnelle. L'animal déjà concentre les forces de la nature sans en pénétrer le dedans. « Ses actes sont des conclusions particulières dont les prémisses sont en dehors de lui. » Mais cette pensée qui ne se pense pas, cette pensée purement pensée suppose une pensée pensante, qui est l'homme. Cette pensée pensante implique à son tour une pensée de la pensée, sans laquelle elle ne serait pas. Ainsi l'inférieur conditionne le supérieur sans l'expliquer : il peut y avoir à la fois discontinuité par en bas et continuité par en haut. Du monde à Dieu un immense mouvement emporte les êtres : la matière, c'est ce qui est vitalisable — la vie, c'est ce qui est spi-

ritualisable — l'esprit, c'est ce qui est divinisable, *capax entis, capax Dei.* La personne n'est consciente de soi que parce qu'elle est consciente de l'univers : tout esprit est une perspective singulière sur l'universel.

***

Au total[4], la grandeur de l'œuvre blondélienne réside dans le rare équilibre de deux ordres : celui de l'intelligence et celui de la charité. D'une part, la plus haute valeur de la trilogie blondélienne se trouve dans la puissance du mouvement ascensionnel qui nous fait accéder à l'ordre de la charité. Mais, d'autre part, c'est toute l'expérience humaine qui est prise et emportée dans ce mouvement, de sorte que rien n'est ignoré ou méconnu des complexités de l'expérience sous ses formes les plus humbles et les plus hautes, en ses variétés sensible et scientifique, morale et sociale, psychologique et spirituelle. L'homme blondélien est celui qui répond à ce vœu profond du monde moderne de la communication avec la nature, de la communauté avec les hommes, de la communion avec Dieu. Aussi, parce qu'elle a plus visé l'éternité que la temporalité, la philosophie de Maurice Blondel paraît-elle promise à une durable actualité. Opposée autant à l'idéalisme qu'au bergsonisme, à la phénoménologie qu'à l'existentialisme, elle se trouve donner totale satisfaction à ce qu'il y a de valable dans ces divers courants sans jamais partager leurs erreurs. Et l'on trouve dès *L'Action* de 1893 bien des analyses qu'on a présentées plus tard comme nouvelles, mais intégrées dans une dialectique qui les dépasse et qui peut aujourd'hui jouer un rôle capital dans l'orientation de l'humanité et collaborer au salut de l'homme total parce qu'elle s'adresse à la totalité de l'homme.

JEAN LACROIX.

4. Comme l'a montré M. Duméry.

## ASCQ : FUSILLERONS-NOUS LES OTAGES ?

Le problème de la culpabilité collective dont *La Vie Intellectuelle* avait déjà entretenu ses lecteurs a repris tout à coup une actualité nouvelle. Le 3 juin 1950 la Cour de cassation a rejeté les pouvoirs formés par les neuf condamnés de l'affaire d'Ascq contre le jugement rendu par le Tribunal militaire de Metz, qui avait prononcé contradictoirement huit peines de mort et une peine de quinze ans de travaux forcés. Les pourvois étaient fondés essentiellement sur l'inapplicabilité de la loi du 15 septembre 1948, contraire au droit international, — supérieur à la loi interne par le jeu des articles 26 et 28 de notre constitution, — ainsi qu'à la Déclaration universelle des droits de l'homme et également contraire au droit exprimé par le jugement de Nuremberg, auquel la loi se réfère expressément.

La Cour suprême, éludant le débat, a, contre toute attente, estimé que c'est sur le fondement du droit commun qu'avait été rendue la décision du Tribunal militaire, et sans référence aucune à la loi du 15 septembre 1948.

Une telle décision a surpris tous ceux qui ont suivi les débats. Le procès avait eu lieu à Lille, où était venu siéger le Tribunal pour que la répression se fasse à proximité du lieu du crime. Pendant les quatre longues journées d'audience, du 2 au 5 août 1949, il n'avait été question que de la loi du 15 septembre 1948, et à aucun

moment, à part le cas du lieutenant S.S. Hauck, chef du convoi, et d'un sous-officier, Rasmussen, l'accusation ne tenta d'établir la culpabilité individuelle des accusés.

Bien plus, répondant aux conclusions déposées par la défense dans l'intérêt de six accusés, le tribunal avait, par un jugement du 3 août 1949, donné acte du fait matériel qu'aucun des vingt-trois témoins cités par l'accusation ou entendus par le président en vertu de son pouvoir discrétionnaire n'avait reconnu l'un quelconque des accusés « comme étant l'un des auteurs des meurtres et pillages commis à Ascq ».

Ces six accusés, qui n'avaient passé aucun aveu, qui n'avaient pas été reconnus et contre lesquels n'existait aucune preuve, ont été condamnés à mort. En application du droit commun, a décidé la Cour de cassation; en raison de l'application de la loi du 15 septembre 1948, ont affirmé les défenseurs. M. le conseiller Pepy, ancien professeur des Facultés de Droit, rapporteur devant la Chambre criminelle, après une étude approfondie, avait conclu à la cassation du jugement au bénéfice des condamnés à l'exclusion de Hauck, dont le rôle personnel avait été nettement établi au cours de l'information et des débats.

M. l'avocat général Dupuich, suivant les instructions du Parquet général, avait soutenu que le tribunal n'avait pas condamné sous l'empire de la loi du 15 septembre 1948. Il avait basé son argumentation sur deux éléments de la procédure écrite; l'acte d'accusation et le jugement du 5 août 1949 qui, ni l'un ni l'autre, n'auraient mentionné la loi du 15 septembre 1948.

Quelques jours à peine après la publication, dans la grande presse, de l'arrêt de la Cour de cassation, le

doyen des jurés du Tribunal militaire écrivait à l'un des défenseurs pour lui dire son étonnement et affirmer que « les questions qui ont été posées au Tribunal militaire n'ont pas eu le sens que la Cour de cassation croit devoir leur prêter en ce qu'elles ne l'ont pas été indépendamment de la loi de septembre 1948 ».

Ainsi la Cour de cassation, trop soucieuse d'éviter de prendre position sur la loi du 15 septembre 1948, et qui avait négligé les conclusions de son rapporteur, pourtant juriste très averti et d'une haute conscience, se voyait infliger un cinglant démenti.

Que devons-nous penser devant un tel problème qui touche à la fois au fondement même de notre droit pénal et aux garanties qu'offre *actuellement* notre organisation judiciaire ? Nous allons nous efforcer de l'exposer aussi brièvement et clairement que possible eu égard à l'ampleur d'un tel sujet.

*
**

Notre droit pénal est fondé sur le principe de la responsabilité personnelle ou, si l'on préfère, de la culpabilité individuelle. Nul ne peut être considéré comme coupable d'un crime ou d'un délit auquel il n'a pas effectivement participé.

Il est également un principe jusqu'alors absolu qui veut que l'accusation apporte la preuve des faits qu'elle allègue et que l'accusé soit présumé innocent tant que sa culpabilité n'aura pas été démontrée.

Ces principes, conformes à la morale chrétienne, avaient été solennellement affirmés dans la déclaration des Droits de l'homme et du citoyen de 1789 (articles 8 et 9) et non moins solennellement réaffirmés dans le préambule de la Constitution du 27 octobre 1946.

A ces principes s'en ajoute un autre, la non-rétroactivité de la loi pénale, mais il est depuis les régimes dictatoriaux constamment transgressé, et notre démocratie a conservé cette facilité pour répondre à son souci de répression de certains crimes ou délits politiques. Nous n'en ferons pas ici notre propos.

Pourtant ces trois principes, sans le respect desquels il ne peut y avoir ni justice ni liberté individuelle — celle ci étant la garante de celle-là — ont été violés simultanément par un texte qui est la loi du 15 septembre 1948.

Son article premier est ainsi conçu :

Lorsqu'un des crimes prévus par l'ordonnance du 28 août 1944 sur la répression des crimes de guerre est imputable à l'action collective d'une formation ou d'un groupe faisant partie d'une organisation déclarée criminelle par le tribunal militaire international agissant en vertu de l'acte du 8 août 1945, *tous les individus appartenant à cette formation ou à ce groupe peuvent être considérés comme co-auteurs, à moins qu'ils n'apportent la preuve de leur incorporation forcée et de leur non-participation au crime.*

Cette disposition méconnaît le caractère personnel de la responsabilité pénale, oblige l'accusé à rapporter la preuve de son innocence et s'applique à des faits qui ont été commis antérieurement à la promulgation de la loi. On ne peut sans frémir penser qu'avec un tel texte il n'y a plus aucune garantie dans l'ordre judiciaire, aucune sécurité dans le droit, et que l'homme est livré à la discrétion du pouvoir. En effet, il suffit de déplaire pour être accusé et d'être accusé pour être condamné.

C'est cette loi qui a essentiellement permis la poursuite et la condamnation des accusés de l'affaire d'Ascq.

***

Dans la nuit du 1[er] au 2 avril 1944, un train transpor-

tant trois cent cinquante S.S. de la division Hitler-Jugend venait de Belgique pour se rendre en Normandie. Vers 23 h. 30, il fut arrêté à quelques centaines de mètres de la gare d'Ascq par une explosion qui fit dérailler deux voitures. C'était, depuis dix jours, le troisième attentat accompli par la résistance fer contre un train allemand à proximité d'Ascq. Le chef du convoi, le lieutenant Hauck, avait pris la précaution de faire suivre par son convoi, à quelques minutes, le rapide Anvers-Paris. De ce fait, il fut persuadé que les responsables de l'attentat étaient sur place. Il fit partir dans le village trois commandos ayant à leur tête un sous-officier et chargés de ramener au train tous les hommes de dix-huit à soixante ans.

Certains de ces commandos se conduisirent avec une incroyable sauvagerie, et c'est ainsi que M. l'abbé Gilleron, curé d'Ascq, fut massacré dans son presbytère. Les autres victimes furent conduites le long de la voie, où un affreux massacre fut perpétré sous l'instigation d'un sous-officier qui déclara plus tard à ses chefs allemands qu'il avait donné l'ordre de tirer parce que les Français cherchaient à fuir.

Le crime, on le voit, est monstreux. Il y eut à déplorer soixante-dix-sept victimes françaises. Mais, à la suite de l'émotion suscitée par un tel forfait, le lieutenant S.S. Hauck et les sous-officiers envoyés en commandos durent faire des rapports circonstanciés à leurs chefs hiérarchiques. Ces rapports tombèrent entre les mains des autorités alliées en 1945 et on put ainsi connaître les noms des sous-officiers envoyés dans le village et de tous ceux qui avaient participé au massacre. Une vingtaine d'hommes, tout au plus, sur les trois cent cinquante de la formation avaient joué un rôle

dans cette tuerie. On comprend d'ailleurs que le train, qui avait plusieurs centaines de mètres de longueur, en raison des nombreux wagons plates-formes contenant des tanks et de la D.C.A., n'avait été, pour cette opération de police, abandonné que par ceux qui étaient chargés, en cas d'alerte, d'assurer sa sécurité.

Le service de recherche des crimes de guerre fit procéder dans les camps de prisonniers à un recensement de tous les hommes qui avaient pu appartenir au convoi. Ce souci était d'autant plus légitime que même parmi les S.S. qui n'étaient pas coupables pouvaient se trouver des témoins importants. Parmi ceux dont les rapports allemands avaient révélé les noms comme responsables, on trouva simplement l'officier chef du convoi, Hauck, et un sous-officier, Rasmussen, qui reconnut avoir tiré dans la nuit. Par contre, aucun des autres responsables ne fut retrouvé, mais dans les camps britanniques on identifia de jeunes S.S. qui s'étaient trouvés à Ascq dans la nuit du 1er au 2 avril 1944. Ceux-là furent transférés en France.

En l'absence de toute charge précise contre eux, ils ne furent retenus dans les liens de la prévention que sous le couvert de la loi du 15 septembre 1948. Le raisonnement du Ministère public était très simple : ils étaient S.S., les S.S. étaient une organisation déclarée criminelle par le Tribunal militaire international de Nuremberg, la loi du 15 septembre 1948 permettait donc de les considérer comme co-auteurs du crime commis par leur formation. C'était à eux qu'il appartenait d'apporter la preuve de leur innocence.

On ne poussa pas la logique d'un tel raisonnement jusqu'à poursuivre les trois cent cinquante hommes de la formation, et on se contenta de poursuivre par contu-

mace ceux dont on avait les noms comme étant les auteurs du massacre tels qu'ils apparaissaient dans les rapports allemands. Quelques-uns, pourtant, bénéficièrent d'une bienveillance singulière, tel Stun, l'un des principaux tueurs, qui bénéficia d'un non-lieu sous prétexte que, pour la régularité de la procédure, il n'aurait pas été suffisamment identifié quant à son état civil.

*
**

L'affaire d'Ascq est la première qui ait mis en jeu l'application de la loi du 15 septembre 1948 et du principe nouveau de la culpabilité collective.

Le procès devait aboutir à seize condamnations à mort[1] et à une condamnation à quinze ans de travaux forcés.

Au cours des débats qui se sont déroulés à Lille du 2 au 5 août 1949, vingt-trois témoins, rescapés ou veuves de victimes, vinrent à la barre. Aucun d'eux ne reconnut les accusés comme ayant participé au massacre ou aux pillages, et seul fut reconnu Wronna. Mais le témoin qui le reconnaissait affirmait que Wronna était intervenu personnellement pour empêcher le massacre. Wronna déclara qu'il avait toujours dit la vérité, qu'il n'avait pas quitté le train et que le témoin se trompait. Pour avoir été ainsi reconnu, mais à tort et dans un sens excluant toute participation au crime, il fut, en dépit de toute logique, condamné à quinze ans de travaux forcés.

Par un premier jugement, le tribunal avait donné acte à la défense de ce qu'aucun témoin n'avait reconnu les

1. Dont huit par contumace.

accusés comme ayant participé au crime, mais en même temps le tribunal avait constaté qu'aucun témoin n'avait apporté la preuve négative que les accusés n'avaient pas non plus participé au crime. Cette réserve était l'application même de la loi du 15 septembre 1948.

Le commissaire du gouvernement, dont la tâche se trouvait très simplifiée, déclara qu'il n'avait aucune discrimination à faire entre les accusés puisqu'il y avait une loi sur la culpabilité collective, que cette loi s'imposait à lui, qu'elle s'imposait aux juges et qu'elle s'imposait également aux défenseurs. Il n'avait donc aucune preuve à apporter, aussi se borna-t-il à démontrer l'atrocité du crime et à demander la peine de mort. Le rôle de la défense avait consisté essentiellement à démontrer l'inapplicabilité de la loi du 15 septembre, parce que contraire au droit international général, en application des articles 26 et 28 de la Constitution du 27 octobre 1946, qui spécifie que les traités diplomatiques ont force de loi dans le cas même où ils seraient contraires aux lois internes françaises.

De plus, la défense soutenait que la loi du 15 septembre 1948 ne pouvait pas s'appliquer à tous les S.S. mais simplement à ceux des S.S. faisant partie de l'organisation déclarée criminelle par le jugement de Nuremberg et que cette question préjudicielle devait être tranchée suivant les règles normales de la preuve, c'est-à-dire que la démonstration devait en incomber au Ministère public.

Il faut, en effet, retenir que le jugement de Nuremberg n'a déclaré comme faisant partie d'une organisation déclarée criminelle que les membres S.S. ou de la Gestapo qui avaient été volontaires pour en faire partie et qui avaient connaissance des buts criminels de

ces organisations. Ce crime d'appartenance était, comme on le voit, un crime comme les autres, intentionnel, dont la démonstration était à la charge du Ministère public. Mais, en prétendant considérer comme auteur du crime reproché tous les S.S. sans rechercher s'ils avaient été volontaires pour faire partie de la S.S. et en renversant sur ce point la charge de la preuve sans même se préoccuper qu'ils aient eu connaissance des buts criminels de cette organisation nazie, le tribunal, en appliquant la loi du 15 septembre 1948, violait d'une façon manifeste le jugement de Nuremberg, auquel elle se référait expressément.

La défense s'était appuyée sur une remarquable consultation donnée par M. Donnedieu de Vabres, professeur à la Faculté de droit de Paris, grand juge français du Tribunal militaire international. Le professeur Donnedieu de Vabres précisait dans sa consultation que jamais les juges de Nuremberg n'avaient voulu faire échec au principe de la culpabilité individuelle et qu'ils s'étaient toujours opposés à celui de la criminalité collective.

Le jugement de Nuremberg contient, en ce qui concerne la déclaration de criminalité des organisations nazies, des recommandations énoncées afin d'éviter que des innocents ne soient frappés par la répression.

... Étant donné, dit le jugement de Nuremberg, que la déclaration relative aux organisations et aux groupes déterminera la criminalité de leurs membres, cette définition devra exclure les personnes qui n'ont pas eu connaissance des buts ou des actes criminels de l'organisation. Elle devra exclure également ceux qui ont été mobilisés par l'État pour en faire partie, à moins qu'ils aient été personnellement impliqués, en qualité de membres de l'organisation, dans la perpétration d'actes déclarés criminels par l'article 6 du Statut. La seule appartenance formelle à l'organisation ne suffit pas à elle seule pour rentrer dans le cadre de ces

déclarations. (Nuremberg, 1947. — *Documents officiels*, jugement, t. I, p. 270.)

Le professeur Donnedieu de Vabres ne manquait pas dans sa consultation de porter un jugement particulièrement sévère sur l'œuvre du législateur de 1948 :

Force nous est de conclure, si affligeante que soit pour l'honneur français une telle constatation, que la loi du 15 septembre 1948 n'est pas la manifestation d'un droit juste. Elle est, si j'ose employer le barbarisme que la terminologie récente de l'O.N.U. a imposé à la langue française, une espèce de « génocide » légal.

Cette loi était contraire, comme nous l'avons dit plus haut, à la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, dont l'article 8 flétrit la rétroactivité des lois pénales, et l'article 9 déclare que tout homme doit bénéficier d'une présomption d'innocence. Ces dispositions ont été solennellement réitérées dans le préambule de notre constitution actuelle. Le 10 décembre 1948, sur l'initiative de la France, à l'Assemblée des Nations Unies réunie au palais de Chaillot, fut votée à l'unanimité la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui fut par la suite publiée au *Journal Officiel* du 19 février 1949.

L'article 11 de la Déclaration universelle des droits précise :

1° Toute personne, accusée d'un acte délictueux, est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie au cours d'un procès public où toutes les garanties nécessaires à sa défense lui auront été assurées.

2° Nul ne sera condamné pour les actions ou omissions qui, au moment où elles ont été commises, ne constituaient pas un acte délictueux d'après le droit national ou international. De même il ne sera infligé aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'acte délictueux a été commis.

La loi du 15 septembre 1948 et l'application qui en a té faite dans l'affaire d'Ascq sont une violation manifeste de la Déclaration des droits. Il est regrettable que a France puisse donner dans la pratique de sa vie judiiaire un démenti aussi flagrant aux principes qu'elle ropose à titre d'exemple aux peuples du monde entier.

M. Jean Schlumberger, dans un courageux article aru dans *Le Figaro* du 20 juin 1950, n'a pas craint de étrir cette loi du 15 septembre 1948 qui, aux yeux du onde, fait douter de notre bonne foi. Pour nous cette i, en droit strict, doit être rejetée par les juges, parce ue contraire au Droit international général et contraire a droit de Nuremberg, qu'elle prétend abusivement apiquer. Cette loi heurte non seulement toute conscience rétienne, mais aussi toute conscience humaine. *En mps de guerre l'exécution des otages est déjà considrée comme un crime; en temps de paix, sous le court de l'organisation judiciaire, le crime n'est-il pas us grave encore ?*

***

Il faut reconnaître d'ailleurs que cette loi répugne à ut le monde et même à ceux qui l'appliquent, car elle aussi une loi honteuse. Ceux qui l'appliquent n'ont pas l'avouer. La Cour de cassation a craint de re une critique, même légère, au législateur, et elle a étendu que le tribunal s'était prononcé suivant le oit commun. Mais les juges qui ont pris la lourde sponsabilité de condamner sans preuves sous le court de la loi du 15 septembre 1948 accepteront-ils la sponsabilité accrue que fait peser sur eux l'arrêt de Cour de cassation ? L'un d'entre eux, au moins, re-

jette dès à présent l'idée qu'il a pu dans les termes du droit commun condamner à mort des hommes sans que leur culpabilité et leur rôle individuel aient pu être établis.

De singulières erreurs matérielles se sont glissées dans la procédure soumise à la Cour de cassation : l'acte d'accusation déféré à la Cour suprême ne visait pas la loi du 15 septembre 1948, alors que les expéditions remises aux accusés en visaient expressément le texte. Le jugement final ne mentionne pas la loi du 15 septembre 1948 comme ayant servi de base aux réquisitions du Commissaire du gouvernement qui aurait requis dans les termes du droit commun. Or son réquisitoire s'est borné à demander la peine capitale sans faire aucune discrimination entre les accusés et en application expresse de la loi du 15 septembre. Les condamnés à mort ont, par l'intermédiaire de leurs avocats, déposé une plainte en faux et usage de faux à Metz. A Paris, ils ont déposé une requête en révision entre les mains du Garde des Sceaux.

Les voies de la justice demeurent ouvertes. Il faut espérer que, dans une affaire aussi grave par l'importance des principes qu'elle met en cause, l'honneur de la justice française sera sauf.

Il n'y a pas que les affaires d'Ascq et d'Oradour. Des centaines d'hommes sont actuellement détenus dans les prisons françaises sans que l'on sache quels faits peuvent leur être personnellement reprochés. Ils sont privés de leur liberté depuis des années. Leur détention est contraire à toute tradition judiciaire. Au regard du droit international cette détention est une véritable séquestration.

La France ne peut plus longtemps mépriser ses en-

gagements les plus solennels. La loi du 15 septembre 1948 est une loi nazie. C'est une loi monstreuse et qui crée le plus redoutable des précédents. Si elle devait demeurer dans le droit français, il est à craindre que le principe de la culpabilité collective ne trouve à s'étendre davantage, et, sans prophétiser, nous pouvons dire, à la lumière de l'histoire, que la violation des principes qui sont la garantie des particuliers se retourne toujours contre ceux qui ont osé les transgresser.

RAYMOND DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE.

# L'ECONOMIE FRANÇAISE A LA RECHERCHE D'UN STIMULANT

Quand, au commencement de l'année 1949, les conseillers économiques du président Truman déposèrent un rapport mettant en garde contre les menaces d'inflation, la Chambre des Représentants était déjà alertée par les milieux industriels qui croyaient percevoir des signes avant-coureurs de crise. Aussi créa-t-elle concurremment une Commission contre la déflation et une Commission contre l'inflation. On fit des gorges chaudes à l'annonce de cette dualité. En réalité, seule une théorie trop étriquée décrit l'économie sous l'aspect alternatif d'une dépression ou d'une expansion.

Un an après les États-Unis, la France connaît de même une période difficile à analyser avec les schémas actuellement à la mode d'un côté et de l'autre de l'Atlantique. Le flou de l'image que donnent de l'économie les analyses classiques autorise chacun à porter les diagnostics les plus divers et, souvent, les plus contradictoires.

## I. — Le point de la situation

Le seul élément dont on soit certain est que, depuis six mois, l'évolution est relativement lente et que les grèves de mars ont influencé la conjoncture bien moins qu'on ne le craignait. La production industrielle a été évidemment affectée par les arrêts de travail au commencement du printemps; elle tend néanmoins, au mois

de mai, à retrouver l'indice 130 par rapport à 1938, indice qui a constitué le maximum de la production française, atteint pendant trois ou quatre mois au printemps 1949 et qu'une lente progression depuis septembre dernier faisait espérer de nouveau.

Alors que la remise en ordre a laissé une impression générale de mévente, une activité nouvelle a, tout récemment, donné timidement le branle dans le commerce de détail, notamment dans le textile. Comme toutes les reprises, elle est perçue avec beaucoup de difficultés; le seul fait qu'on en parle montre déjà qu'elle n'est pas négligeable. Les industries lourdes sont en retard sur les industries de consommation; elles se ressentent encore de la conséquence des grèves et d'une concurrence renaissante sur les marchés extérieurs; en outre, la crainte d'une baisse de valeur des stocks de marchandises conduit les industriels à travailler avec un volant réduit de stocks, ce qui ralentit la transmission de la reprise aux industries premières. La crainte d'une chute des prix internationaux des matières premières agit dans le même sens.

Les mouvements de la main-d'œuvre en mai et juin confirment cette bonne impression. Les chômeurs inscrits ont constamment diminué depuis le 1er avril, de même que les offres d'emploi non satisfaites, cependant que les demandes étaient en augmentation constante. On peut certes voir là un phénomène saisonnier, mais c'est déjà un bon signe que ces phénomènes saisonniers se produisent sans réticence; l'année dernière, avec moins de chômeurs, le mouvement de reprise n'avait pas été perçu. Il est vrai, également, que les soixante mille chômeurs inscrits ne représentent qu'un minimum; une enquête approfondie sur tous ceux qui, pour une raison ou pour une autre, n'ont pas actuellement d'emploi révélerait un chiffre d'un ordre de grandeur très différent, qu'on obtiendrait presque en ajoutant un zéro au nombre des inscrits. Il n'y a là rien d'anormal; c'est dans les mouvements relatifs plutôt que dans le nombre absolu des chômeurs qu'il faut trouver un symptôme.

Au total, l'activité industrielle n'évolue aucunement en forme de crise, mais il est cependant certain que l'on n'arrive pas à sortir du niveau atteint l'année dernière et qui semble un palier difficile à dépasser. C'est pourquoi le théoricien se penche sur le problème pour trou-

ver le moyen de stimuler une expansion plus efficace ment.

En matière agricole, l'excellence des conditions atmosphériques a changé un peu les résultats d'une campagne qui se présentait sous les mêmes auspices que la production industrielle, en raison d'une réduction de engrais utilisés.

La production agricole de 1950 satisfera incontestablement les besoins français sous tous les rapports, et le problème sera de trouver des débouchés. Or, les prix étrangers en Europe occidentale continentale présentent des possibilités différentes suivant les produits. Un excédent de lait et de viande de bœuf, de légumes et de fruits, nécessitera des mesures directes et interdit d'envisager un pool agricole sans l'Angleterre. Par contre, le déficit étranger s'annonce considérable pour les céréales et perceptible pour le sucre. Il sera donc facile d'écouler les excédents correspondants.

Les prix ont souligné ce palier de la production ainsi que l'annonce d'une bonne récolte.

L'ensemble des produits alimentaires qui font partie du budget d'une famille type a, pratiquement, la même valeur en juin 1950 qu'en novembre 1949 ou en novembre 1948, date où ils étaient à peine plus chers qu'en janvier de la même année. Les mouvements des prix ont été divers, certains produits, comme les légumes, ont été exagérément chers cet hiver, mais, au total, tout rentre dans l'ordre, depuis que les produits laitiers sont spectaculairement passés en quinze jours de la rareté à l'abondance.

Les autres dépenses d'un ménage ont augmenté, par contre, d'une manière sensible depuis novembre dernier, après avoir connu un palier d'environ un an.

Les prix des matières premières sont évidemment influencés par une hausse mondiale

en partie due aux besoins nécessités par le réarmement, mais aussi, si simple que l'explication puisse paraître, parce que la crise tant attendue ne s'est pas encore fait sentir aux États-Unis. Ces hausses ont été, en général, absorbées dans les prix de détail français.

A la suite des grèves, il semble qu'une augmentation de salaire de 5 à 8 % ait été accordée pour les entreprises les plus généreuses,

ce qui correspond à une augmentation générale moyenne de 3 à 4 %; tenant compte de l'augmentation obtenue par glissements successifs en 1949, le gain, depuis un an, est d'environ 8 %. Cette augmentation, bien que du même ordre, est sans doute légèrement supérieure à l'augmentation du coût de la vie. Le pouvoir d'achat ne s'est pas dévalué depuis un an et il a en gros gardé la même valeur.

Ce ne sont pas les produits industriels, mais la rémunération des services qui a augmenté de prix depuis trois mois. Quelque regrettable que soit cette évolution pour celui qui paye un service rendu, il faut bien reconnaître que la seule manière d'élever le niveau de vie du pays est d'augmenter le prix des services par rapport à celui des objets fabriqués, ce qui revient à payer plus l'homme que la machine. Quand on se plaint, dans les milieux bien pensants, de l'augmentation de la « main-d'œuvre », qu'il s'agisse du domestique ou du plombier qui vient réparer les lavabos, on ne veut pas comprendre que, vue de l'autre côté, cette augmentation représente une amélioration de salaire.

C'est pourquoi, malgré la tension qui se fait sentir sur un indice qui tiendrait compte des services (car l'indice officiel n'en tient pas compte et doit être taxé d'optimisme en 1950 après avoir été inopportunément décourageant en 1948 et 1949), la remise en ordre des prix des services, ainsi que des produits des entreprises nationalisées, est un signe de prospérité.

L'évolution du commerce extérieur de la France est, également, relativement satisfaisante,

malgré que la situation soit toujours préoccupante vis-à-vis de la zone dollar, mais c'est là un point commun à tous les pays européens. Les chiffres du commerce extérieur de 1949 avaient déjà révélé un redressement sensible : le solde débiteur des règlements commerciaux avaient été réduit alors de 60 % par rapport à 1948. Les premiers mois de cette année ont, dans l'ensemble, confirmé cette amélioration. Le mois de mai, en particulier, comprend des importations en diminution, notamment en ce qui concerne les arrivées de

blé et de charbon rendues inutiles par la production métropolitaine. On peut certes déplorer le ralentissement des achats en matières premières comme symptôme d'une diminution de l'activité, mais les résultats considérés sur une longue durée ne sauraient être inquiétants; il ne faut se plaindre que la mariée soit trop belle : la tenue du franc sur le marché des changes est l'indice d'un bon rétablissement, et le problème du dollar dépasse de loin la politique économique française.

## II. — Causes empêchant une reprise plus nette

Les jugements portés sur un tel palier sont souvent trop sévères ou trop indulgents. Si l'on regarde en arrière, *on est frappé de la méconnaissance systématique des progrès réalisés.* Depuis quatre ans, la remontée est certaine, mais toute amélioration nouvelle est considérée comme un dû ou, qui pis est, n'est même plus enregistrée par le consommateur moyen. Le sort fait aux Français dans leur ensemble en 1949 est meilleur qu'il n'a jamais été, et cet excellent état de choses s'est maintenu pendant le premier semestre 1950. Il y a certes un grand nombre de défavorisés, mais il y en a toujours eu et, si ce ne sont pas les mêmes, les « économiquement faibles » de 1950 sont, dans leur ensemble, moins défavorisés que précédemment. Le brassage des classes et surtout, dans la presse, la tendance à multiplier les aptitudes des entrepreneurs et des paysans à donner sur la marche de l'économie une note systématiquement pessimiste, font croire à des possibilités qui n'auraient pas été exploitées et laissent entendre qu'une évolution bien meilleure aurait pu avoir lieu. C'est incontestablement faux. Depuis la guerre, il était difficile de remonter sensiblement plus le niveau de la production et, depuis un an, de mieux tenir les prix.

*Cependant ce niveau ne peut être tenu comme satis-*

*faisant* en lui-même, non seulement parce qu'il y a toujours des besoins à satisfaire, mais aussi *parce que la production de pays comme l'Angleterre, les États-Unis, la Suisse ou la Suède montre qu'un niveau de vie double ou quelquefois triple peut être obtenu* dans des économies dont la structure est voisine de la nôtre.

*Diverses causes ont été mises en avant* pour rendre compte de l'état de choses actuel; même si elles ne sont pas responsables d'un mauvais fonctionnement de l'économie, elles pourraient freiner, dans une certaine mesure, l'effort d'expansion. C'est pourquoi *il convient de les examiner les unes après les autres.*

Le premier de ces prétendus obstacles est *l'insuffisance de l'équipement français et la pauvreté en énergie dont dispose notre pays.*

Ce sont là des facteurs sérieux, en relation étroite avec la différence du standard des Français et de certains de leurs voisins, mais ils ne semblent pas avoir une influence déterminante dans l'arrêt actuel de l'expansion. L'hypothèque dont ils grevaient la production il y a quatre ans était beaucoup plus sérieuse, ce qui n'a pas empêché la reprise. En outre, s'ils jouaient présentement, ce serait dans le cadre des prévisions du plan Monnet, qui moulait précisément l'évolution économique sur les disponibilités en énergie et en équipement. Le palier actuel n'est donc pas de cet ordre technologique.

*Les difficultés du commerce extérieur, et en particulier la pénurie de dollars,* ne semblent pas non plus pouvoir être tenues pour responsables. Certes, une échéance se précise pour 1952, mais avec une souplesse beaucoup plus grande qu'on aurait pu le croire, et là encore le déroulement des événements ne permet pas d'attribuer à un phénomène précis une cause si générale dans le temps et l'espace.

Un des arguments les plus fréquemment mis en avant est *l'augmentation des charges de l'État*. Un total de dépenses de deux mille milliards, soit le quart du revenu national, a, certes, de quoi effrayer, mais, en réalité, il est relativement plus supportable en 1950 que dans les années précédentes. Si les services de l'État constituent une consommation de richesse qui tend quelquefois au gaspillage, l'ensemble du système fiscal ne fait que prélever des ressources pour les redistribuer entièrement à l'économie productive et aux consommateurs. L'État ne connaît plus, malgré des prophéties célèbres, de déficits sérieux depuis environ dix-huit mois. Le Trésor a pu couvrir en 1949 l'ensemble de ses dépenses globales à concurrence de 78 %, alors qu'il n'avait atteint qu'environ 70 % en 1948 et bien moins les années précédentes. Il n'est pas utile de rappeler que dans les années qui ont précédé la dernière guerre une telle proportion n'avait jamais été atteinte. Si des charges fiscales étaient supprimées en même temps que certaines dépenses publiques, notamment des dépenses d'équipement, bien des entreprises pourraient peut-être baisser leurs prix de revient, mais rien n'assure qu'elles trouveraient plus facilement à assurer à ce nouveau prix la vente de leurs produits dans une économie où les commandes auraient diminué et où le pouvoir d'achat des consommateurs aurait été amenuisé.

C'est pour cette même raison que *les plaintes relatives aux charges sociales* sont non seulement illusoires, mais même dangereuses. Que l'on trouve opportun de payer plus le célibataire et de soutenir moins la famille est un point de vue moral qui se discute, mais que l'on espère trouver dans une diminution des charges sociales un moyen qui facilitera la vente des produits est un paradoxe assez curieux. Si un seul entrepreneur était subitement soulagé de ses charges sociales, sans que

l'ensemble du marché en soit affecté, cela serait incontestablement pour lui une aubaine, puisqu'il pourrait placer à plus bas prix des produits dans une clientèle dont les possibilités n'auraient pas changé; mais si, pour l'ensemble de la France, certaines répartitions sociales étaient supprimées, ce qu'elles servaient à acheter précédemment ne trouverait évidemment plus preneurs et des prix diminués ne faciliteraient pas la vente dans l'ensemble du pays. Une analyse économique plus fine peut admettre l'opportunité ou l'inconvénient de certaines mesures, mais l'erreur communément faite en soulignant la conséquence économique d'un seul des deux aspects d'un transfert de revenu devrait au moins être évitée aujourd'hui, et à fortiori n'est pas tolérable comme mesure de propagande politique.

*La politique du crédit* a également été l'objet de sévères récriminations. Effectivement, à l'automne 1948, on avait recouru à certaines mesures pour stopper un développement inconsidéré de crédit, notamment par un relèvement du taux de l'intérêt, par une limitation du réescompte bancaire et par l'obligation imposée aux banques de conserver des valeurs du Trésor. Tout au courant de l'année dernière, ces mesures n'ont pas empêché la Banque de France d'aider l'économie d'une manière substantielle.

A l'heure actuelle, on ne peut plus aucunement parler de restriction de crédit. Au premier trimestre 1950, une légère diminution des dépôts bancaires était compensée par une augmentation de même envergure des billets en circulation. En avril et en mai, les demandes de concours des banques à l'Institut d'émission ont diminué, il semble que l'augmentation des dépôts ait permis aux établissements bancaires d'accorder les crédits demandés. En outre, les taux de l'intérêt viennent d'être abaissés. Aucune barrière à l'expansion n'est donc élevée par le système bancaire français.

Ces deux dernières explications de la stagnation actuelle sont souvent tentées en même temps, ce qui est d'autant plus curieux que l'une est incompatible avec l'autre. Il s'agit de l'insuffisance de l'épargne et de celle du pouvoir d'achat.

La première ressort de la constatation technique que les capitaux refusaient en général de s'investir à long terme dans la crainte d'une dépréciation monétaire qui eût diminué la valeur des titres; c'est pourquoi la plus part des investissements ont été faits par l'État ou les grands établissements nationalisés en utilisant, sous leur propre responsabilité, des dépôts timidement restés à court terme. La suppression de cet état de fait assainirait incontestablement la technique de l'investissement, mais elle ne suffirait pas à elle seule à en augmenter le volume.

Si l'épargne est insuffisante, la part de la consommation dans les revenus ne saurait l'être. Il est impossible que le pouvoir d'achat soit également limité, car les revenus que distribue la production n'ont comme destination utile que l'une ou l'autre de ces éventualités, et donc, s'il est indispensable de remettre de l'ordre dans le mécanisme bancaire et boursier, ce n'est pas encore là qu'il faut trouver les raisons d'un grippage de la machine.

## III. — Nécessité d'un instrument plus approprié pour l'analyse économique

Mais la machine est-elle vraiment grippée? Autrement dit, l'expansion de l'économie et l'accroissement de la productivité, qui en est un autre aspect, nous sont-elles données par surcroît si nous acceptons certaines disciplines monétaires et financières. C'est là que l'analyse économique actuelle se révèle impuissante à proje

ter une lumière suffisante sur le déroulement de l'économie française.

L'ancienne théorie classique, celle qui, en ce mois de juin 1950, appelle stabilisation le fait de donner au franc un poids légal d'or, néglige un certain nombre de phénomènes pourtant réels et importants. Quand le rapport de la Banque de France qui, par ailleurs, est un remarquable exposé économique, voit dans la rentrée des devises une sécurité plus grande pour la monnaie française, il passe sous silence les expériences d'avant-guerre, où les encaisses de la banque en or et en devises étaient beaucoup plus grandes qu'elles ne seront jamais dans les jours à venir, ce qui n'a pas empêché la monnaie française de subir des atteintes sérieuses. En outre, les émissions de billets de la banque en échange des devises qui proviennent de l'étranger ou de l'or précédemment caché sous le pommier ne sont peut-être pas inflationnistes par définition, mais elles n'en risquent pas moins de déclencher une hausse des prix, puis des salaires avec toutes les conséquences sociales et psychologiques d'une inflation authentique. Sous le couvert des hypothèses les plus classiques, c'est par une émission supplémentaire de billets que l'expansion serait réalisée. En outre, si l'or et les devises ne viennent pas, il n'y a qu'à les attendre sans rien faire.

C'est pourquoi, depuis la grande crise, les théories anglo-saxonnes, filles de Keynes, sont fort à la mode. Ce sont elles, en particulier, qui nous ont amenés à analyser une situation économique comme l'équilibre entre l'inflation d'un côté et la déflation et le chômage de l'autre.

Déficit budgétaire, expansion du crédit, excédent du commerce extérieur sont les trois moyens d'augmenter le revenu national et, par le truchement de dépenses accrues, de soutenir la production. Mais cette analyse simpliste ne résiste pas à l'expérience de 1936, où la crise et l'inflation existaient en même temps en France :

elle n'est satisfaisante qu'en cas de chômage prononcé. Les Anglo-Saxons ont alors conditionné le fonctionnement de ce phénomène à un assainissement des mécanismes économiques comprenant principalement une amélioration de la concurrence; c'est pourquoi la loi antitrust, la défense des consommateurs et une large mobilité de la main-d'œuvre doivent garantir le fonctionnement d'une économie mi-keynésienne mi-classique [1].

La situation actuelle ne se laisse malheureusement pas analyser par ces instruments qui sont pratiquement les seuls dont disposent, en France, les plus de cinquante ans pour le premier, et les moins de cinquante ans pour le second. C'est pourtant à ces schémas simples et très peu représentatifs de la réalité économique que se réfère la plupart des actions de politique économique. Ce n'est pas que celles-ci ne soient pas moins méritoires, elles doivent seulement être moins prétentieuses : il n'y a pas de stimulant universel. Mais à l'inverse, on connaît des déprimants réels, et ce n'est pas une mince besogne que de lutter tous les jours pour les éviter.

13 juin 1950.

J. DUMONTIER.

1. Les conférences prononcées en novembre 1949 à la Faculté de Droit de Paris par M. Eugène Rostow rendent assez bien compte de cette manière de penser.

# LE LABOUR PARTY ET L'EUROPE

La publication du manifeste de politique étrangère du Labour Party a provoqué en France une émotion considérable et compréhensible. Coïncidant avec le refus anglais de participer à la Conférence de Paris sur le Plan Schuman, *European Unity* a paru révéler les motifs cachés de la réticence officielle; et, par ses postulats doctrinaux affirmés avec la plus brutale des franchises, il a décrit la politique travailliste dans les termes mêmes qu'employaient depuis longtemps ceux des Français qui la critiquaient. L'idée d'une adhésion à une fédération européenne est vigoureusement repoussée par le manifeste, d'abord parce que, dans l'état actuel des forces politiques en Europe, une telle fédération, si elle est représentative, ne peut être socialiste, ensuite parce que l'Angleterre n'est pas seulement une puissance européenne et qu'elle doit ménager ses relations avec le Commonwealth et son amitié spéciale avec les États-Unis. De toute façon, *European Unity* devait, par ses tendances générales et par certaines phrases particulièrement insulaires ou nationalistes, soulever en France de vives protestations. Mais, venant au moment où s'engage la discussion sur le Plan Schuman, ce document ne pouvait que provoquer des polémiques encore plus âpres; en repoussant le principe même d'une autorité supra-nationale, et en affirmant que toute planification européenne exige au préalable des planifications nationales, *European Unity* s'oppose formellement à deux principes énoncés dans le texte connu sous le nom de « Plan Schuman », puisque celui-ci prévoit une auto-

rité supra-nationale indépendante, et précise que l
régime de la propriété n'a pas à être modifié. Malgr
les efforts de M. Attlee pour dissocier le gouvernemer
du Labour Party, et malgré les précautions verbales d
M. Dalton, *European Unity* a paru constituer en fait un
réponse négative au projet français et dire tout haut c
que le gouvernement pensait tout bas, lorsqu'il échar
geait sa série de notes diplomatiques avec le Qua
d'Orsay. Pour les Français, qui aiment les déclaration
de principe, *European Unity* offrait enfin ce qu'il
souhaitaient : une définition claire et distincte des mo
tifs et des intentions travaillistes à l'égard de l'Europe
jusque-là, les chefs du Labour Party avaient été sur c
sujet d'une grande prudence; on devinait bien chez eu
de multiples réserves; mais ils avaient soigneusemer
évité de prendre trop franchement position; après avo
été hostiles au Mouvement Européen, ils avaient cepen
dant permis d'abord à certains députés travaillistes d
se rendre au Congrès de La Haye, et nommé ensuit
des délégués à l'Assemblée de Strasbourg; si M. Bevi
freinait énergiquement toute évolution fédéraliste,
agissait dans le secret de quelques bureaux, ou dans l
demi-secret de quelque commission; mais, cette fois-c
un document officiel du parti, en quelques paragraphe
parfaitement explicites, prenait nettement position, e
s'offrait aux objections françaises avec une sorte d
naïveté.

Il n'est pas sûr que ce texte ait une telle importanc
et qu'il mérite à la fois tant d'honneur et tant d'ind
gnité. D'abord Transport House, le siège du Labou
Party, n'est pas le siège du gouvernement; ensuite,
n'est pas dans les habitudes anglaises de se tracer
notamment en matière de politique étrangère, une voi
aussi droite et aussi étroite. Il est certain que *Europea
Unity* traduit, sur bien des points, les sentiments d
nombreux travaillistes, et même de nombreux Anglais
Mais il ne faut pas s'imaginer qu'en lisant ce texte

nous pénétrions enfin dans le saint des saints, et que la politique britannique se dévoile enfin à nos yeux étonnés. Notre goût pour les idées et pour les textes risque ici de nous induire en erreur. Ni les unes ni les autres n'ont en Angleterre la force que nous leur prêtons. Ainsi, le programme de politique étrangère que s'était fixé le Congrès du Labour Party en 1945 n'a guère été exécuté, pour la bonne raison qu'il ne pouvait l'être si la Russie soviétique refusait la main qu'on lui tendait. Or, aujourd'hui, ce n'est pas même le congrès annuel qui a parlé; c'est simplement l'Exécutif du parti (qui lui doit des comptes). Mais, objectera-t-on, cet Exécutif compte notamment parmi ses membres M. Attlee, M. Morrison, M. Bevin, M. Shinwell, M. Griffiths et M. Dalton, qui font tous partie du gouvernement; devons-nous croire que ce que dit M. Attlee comme membre de cet Exécutif n'a aucun rapport avec ce qu'il fait comme Premier Ministre? Oui et non. On peut être à peu près sûr que M. Attlee n'avait même pas lu *European Unity* avant que cette brochure fût publiée. En fait, la publication d'*European Unity* a considérablement gêné le Premier Ministre devant son Parlement et devant l'opinion internationale; il serait bien aveugle et bien naïf s'il avait lui-même préparé les verges dont les conservateurs, les Français, les Américains, et bien d'autres, l'ont fouetté. Cela n'empêche naturellement pas *European Unity* d'être un document travailliste, exprimant les idées de chefs et de militants travaillistes dont l'influence peut s'exercer sur le gouvernement; même si M. Attlee ne partageait pas lui-même de telles opinions, il devrait en tenir compte, et sa politique pourrait s'en trouver affectée. Mais, pour apprécier à cet égard le sens et la portée de ce manifeste, il devient ici nécessaire d'être plus précis et de distinguer entre les problèmes lointains et les problèmes immédiats.

*European Unity* a en effet été essentiellement conçu comme une définition de l'attitude du Labour Party

envers le Conseil de l'Europe. Ce texte a été préparé depuis de longs mois par un sous-comité présidé par M. Dalton. Entre temps, le Plan Schuman a vu le jour. Les auteurs du manifeste n'ont évidemment pas pu éviter d'y faire allusion; mais, dans leur esprit, l'incident était accessoire, et il fallait séparer le cas « Plan Schuman » du cas « Conseil de l'Europe ». La distinction, certes, était pratiquement impossible, et on le leur fit bien sentir lorsqu'ils remirent ce document à la presse. Une de leurs erreurs fut notamment de ne pas constater eux-mêmes les contradictions d'abord entre les postulats du manifeste et ceux du Plan Schuman, ensuite entre les principes généraux qu'ils posaient et les prudentes réserves formulées par le Foreign Office au cours de sa récente discussion avec le Quai d'Orsay. Mais, pour voir plus clair dans cette affaire compliquée, il est commode d'admettre cette distinction quelque peu artificielle.

Or, en ce qui concerne le Conseil de l'Europe, il est certain que *European Unity* est un document éminemment représentatif. Les Anglais, qu'ils soient conservateurs ou travaillistes, ne sont nullement prêts à accepter un « gouvernement européen » au moins dans un avenir proche. S'ils appartiennent au Labour Party, ils expliquent que ce gouvernement ne peut leur convenir, puisqu'il serait non-socialiste ou antisocialiste; mais, comme l'a dit M. Dalton, leur attitude serait identique si les autres gouvernements d'Europe occidentale étaient socialistes. Lorsque les conservateurs accusent les travaillistes de nourrir des préjugés doctrinaires sur cette question, ils sont donc d'une bonne foi discutable: d'une part, pour la grande majorité du Labour Party, une Europe même socialiste ne devrait pas être fédérale; et, d'autre part, les conservateurs ont exactement sur ce sujet les mêmes opinions. On ne sache pas que M. Churchill ait jamais repris, par exemple, sa fameuse proposition de 1940, sur une nationalité commune

franco-britannique. C'est par là que *European Unity* est un bon manifeste électoral : les conservateurs peuvent certes s'en servir pour démontrer que les travaillistes ne conçoivent les relations internationales qu'en fonction de leurs convictions politiques, et compromettent ainsi la position internationale de la Grande-Bretagne; mais, en défendant vigoureusement, et par principe, la souveraineté nationale, il flatte des sentiments très répandus au Royaume-Uni et il ne prête guère le flanc à la critique conservatrice. Les Français n'abordent pas le problème de la même façon; d'abord, ils ont souffert de la guerre plus directement que les Anglais, et ils sont, d'une façon générale, plus prêts à renoncer à certaines valeurs sentimentales qui leur paraissent dépassées par l'événement; en outre, ils sont volontiers tentés par un certain verbalisme; il leur semble qu'en abandonnant solennellement le principe de la souveraineté nationale, ils accomplissent un geste « efficace ». Les Anglais sont à la fois plus traditionnels et plus empiriques. En leur proposant de renoncer d'emblée à la souveraineté nationale, on provoque chez eux une manière d'effarement. Ce n'est pas la bonne façon de les convaincre. Mais ils sont fort capables d'accepter en fait, sur tel ou tel point, des limitations à leur souveraineté nationale. L'exemple de l'organisation du commandement interallié, pendant la guerre, est révélateur à cet égard; les généraux anglais et américains qui servaient sous le général Eisenhower restaient en principe soumis à leurs chefs d'état-major respectifs; cela n'a pas empêché le général Eisenhower d'exercer ses fonctions de commandant en chef dans les mêmes conditions que le maréchal Foch en 1918. Selon les Anglais, il ne sert à rien, et il est même nuisible, de proclamer l'abdication des souverainetés nationales, surtout si l'on s'arrête là; c'est pour eux créer des difficultés inutiles; l'important est bien plutôt de se mettre d'accord sur les tâches à accomplir et sur les méthodes

à employer; s'il est démontré que l'exécution de ces tâches exige l'abandon de la souveraineté nationale, ils déclarent être prêts à ce sacrifice; mais ils préfèrent certes ne pas évoquer cette question.

Cela dit, l'erreur des auteurs d'*European Unity* est précisément de mettre en avant la souveraineté nationale, pour la défendre envers et contre tout. Les Anglais peuvent avoir raison lorsqu'ils reprochent aux Français de soulever inutilement un problème artificiel. Mais le manifeste de l'Exécutif travailliste a le grand tort d'insister sur ce problème pour le résoudre de la façon la plus négative. Lorsque M. Churchill évoque la situation de l'Angleterre à l'égard de l'Europe, il est beaucoup plus prudent et emploie des formules beaucoup plus vagues qui laissent toutes les possibilités ouvertes; il dit ainsi que « le Royaume-Uni participe à la fois à trois cercles : le cercle anglo-américain, le cercle du Commonwealth et le cercle européen ». Les travaillistes, en proclamant sur le ton agressif « qu'ils sont plus proches des Australiens que des Européens, la distance mise à part » (ceci est en toutes lettres dans *European Unity*), se conduisent comme s'ils découvraient soudainement des réalités qui jusqu'ici leur avaient été cachées... et que M. Churchill, quant à lui, connaît bien et depuis fort longtemps. C'est une observation qui mérite d'être faite : les travaillistes, devant les réalités nationales ou impériales, ont en quelque sorte l'enthousiasme et la naïveté des néophytes. Leur internationalisme fut celui d'intellectuels modestes, pleins d'un amour souvent abstrait pour l'humanité; en fait, avant d'être au pouvoir, ils ne savaient pas eux-mêmes combien ils étaient britanniques. Les conservateurs, qui ont eu souvent le privilège d'une éducation plus complète et plus cosmopolite, qui ont voyagé davantage, et que leur métier « civil » a préparés à manier les affaires internationales, savent mieux mesurer leurs émotions et tempérer les élans de leur patrio-

tisme. Qu'on nous fasse la grâce de ne voir là qu'une remarque de fait, ne cherchant à être désobligeante pour personne.

En outre, comme socialistes, les membres du Labour Party ont de bonnes raisons de se méfier de l'Europe. Les plus clairvoyants d'entre eux trouvent certes ridicule le ton de supériorité qu'adoptent le manifeste et M. Dalton pour parler des continentaux; après tout, font-ils remarquer, nous n'avons nous-mêmes que cinq voix de majorité aux Communes... Cependant, lorsqu'ils considèrent l'évolution de l'Europe depuis 1945, que peuvent-ils constater, sinon une scission de plus en plus nette entre les communistes et communisants d'un côté, et les non-socialistes ou antisocialistes de l'autre? Dans cette aventure, que devient, par exemple en France, le mouvement socialiste? Il soutient un gouvernement dont il serait bien difficile de dire qu'il applique, dans le domaine économique ou social, un programme socialiste. En suivant soit les mots d'ordre communistes, soit les chefs radicaux, M.R.P. ou R.P.F., les Français déçoivent sans aucun doute le Labour Party. Le manifeste *European Unity* a le grand mérite d'être sur ce point d'une parfaite franchise; il appelle en même temps à la lutte contre « l'impérialisme soviétique » et contre les « forces réactionnaires »; mais — et c'est une remarque sur laquelle les Français auraient sans doute intérêt à réfléchir — *l'Europe lui paraît être plus réactionnaire que les États-Unis;* c'est une thèse qui peut paraître paradoxale à beaucoup de Français, mais qui explique l'aisance avec laquelle les travaillistes insistent sur la nécessité de conserver les meilleures relations avec les États-Unis, et condamnent les tendances « neutralistes » sur le continent. Et si les travaillistes tiennent à leur socialisme, s'ils ne veulent pas se définir uniquement comme des anticommunistes prêts à s'allier avec n'importe qui, s'ils croient sincèrement que le libéralisme économique est un mal ou un danger,

pourquoi en effet ne resteraient-ils pas sur la réserve envers l'Europe? Puisqu'ils ne veulent ni du totalitarisme communiste ni du libéralisme, comment une politique axée sur l'amitié anglo-européenne ou anglo-française pourrait-elle susciter chez eux un grand enthousiasme? Si les mouvements de gauche français non communistes veulent être forts pour critiquer les travaillistes sur ce point, il faut qu'ils s'affirment eux-mêmes plus vigoureusement dans leur propre pays.

Voilà pour l'attitude générale du Labour Party envers l'Europe. Quant aux problèmes immédiats posés notamment par le Plan Schuman, le manifeste *European Unity* est moins négatif qu'il ne paraît, et n'engage d'ailleurs pas aussi profondément la politique gouvernementale. Naturellement, comme nous l'avons dit, certains de ses principes généraux s'opposent à ceux du Plan Schuman. Cela n'empêche pas le gouvernement, en pratique, de pouvoir négocier sur ce plan, s'il le désire, et si le gouvernement français ne se cramponne pas lui-même à ses positions de départ. Car, si le manifeste se prononce contre toute autorité supra-nationale, il préconise également la coopération sur le plan gouvernemental, même avec des non-socialistes. Il est bien exact que *European Unity*, par ses tendances générales et sa date de publication constituait, *en fait*, une réponse négative au Plan Schuman, tel qu'il se présentait dans le texte soumis tout d'abord par le Quai d'Orsay (et qui peut fort bien comporter d'importants amendements, comme le discours de M. Schuman devant la presse anglo-américaine l'a démontré). Il est inexact qu'après cela le gouvernement britannique ait les mains liées, et soit condamné à renier l'Exécutif national ou à se réfugier dans un farouche isolement. Ce sont d'autres éléments qui peuvent déterminer son attitude. Sans doute, le conformisme et le conservatisme d'*European Unity* se retrouvent-ils chez certains chefs travaillistes fort importants; mais il existe égale-

ment dans les rangs du Labour Party des hommes beaucoup plus souples et s'inspirant de motifs moins étroits. Laissons les doctrinaires à leur doctrine, et les conformistes à leur conformisme, et examinons plutôt les objections des Anglais de bonne foi et sans préjugé insulaire.

Deux critiques essentielles sont faites par eux au Plan Schuman, du moins tel qu'il se présente actuellement[1]. D'une part, la Haute Autorité Internationale n'est pas contrôlée par un organisme représentatif; d'autre part, elle peut être contrainte de pratiquer une politique déflationniste. En effet, selon le texte établi par MM. Schuman et Monnet, les techniciens qui seraient chargés de diriger le pool européen du charbon et de l'acier seraient en quelque sorte des maîtres absolus. Or, comme le plan français lui-même le souligne, ce sont là deux industries-clés pour l'économie européenne; ceux qui en exerceraient le contrôle auraient donc des pouvoirs très étendus; ils peuvent décider de fermer tel puits de mine — donc créer du chômage —, déplacer telle usine métallurgique — donc déplacer de la main-d'œuvre —, toucher aux salaires — donc toucher aux niveaux de vie; autrement dit, leur activité peut avoir d'immenses conséquences politiques et sociales; dans ces conditions, ces techniciens ne peuvent-ils pas devenir des technocrates, s'ils ne sont pas rendus responsables devant un organisme représentatif? La synarchie ne montre-t-elle pas ici le bout de l'oreille? Or, quels organismes, sinon les gouvernements eux-mêmes, peuvent être considérés comme assez représentatifs à cet égard? Si l'on cite le Conseil de l'Europe, les Anglais font remarquer que ses délégués ne sont pas élus, que les communistes sont par hypothèse exclus, et que — la Grande-Bretagne mise à part — certains de ses membres ne sont pas appelés à participer au pool.

1. Écrit le 16 juin.

De plus, de nombreux travaillistes craignent qu'en fait, cette Haute Autorité n'adopte les mêmes méthodes restrictives que le cartel d'avant-guerre. Il est bien entendu que telle n'est pas l'intention de M. Schuman; pour lui, son système se distingue essentiellement d'un cartel, car il se donne pour but de développer la production et d'améliorer la condition ouvrière, il n'est pas basé sur des accords secrets, et il est géré par des hommes n'ayant pas d'intérêts directs — au sens « capitaliste » du mot — dans les industries associées dans le pool. Là n'est pas la question. Même, disent les Anglais dont nous parlons, si les intentions de M. Schuman sont pures, sa Haute Autorité ne risque-t-elle pas de fonctionner pratiquement comme un cartel limitant la production et menaçant ainsi la politique de plein emploi? Chacun est d'accord pour considérer que, dans l'état actuel de la production et de la consommation, on peut s'attendre à un surplus d'acier d'environ huit millions de tonnes en 1953. Si la Haute Autorité veut, comme le dit M. Schuman, développer la production, elle doit donc développer également la consommation. Mais le peut-elle, si elle limite son activité aux industries de base? Comment pourra-t-elle pousser les industries de transformation et les consommateurs plus lointains à acheter davantage? Certes, en rationalisant la production française et allemande, elle peut réaliser une baisse des prix de revient, donc des prix de vente, et encourager ainsi la consommation. Mais, en l'absence de pouvoirs plus étendus, on doute, chez les travaillistes, que son influence s'exerce assez efficacement dans ce sens. Et, si la consommation ne peut augmenter, la production devra diminuer. En somme, à cet égard, le Plan Schuman paraît aux travaillistes trop timide; il n'est pas d'un dirigisme assez strict et assez large pour leur convenir parfaitement. Et, en proposant une planification plus complète, *European Unity*

est plus logique — sinon plus réaliste — qu'on ne l'a dit.

Telles sont (les questions de souveraineté nationale mises à part, et les manœuvres et contre-manœuvres diplomatiques remises à leur vraie place, qui est médiocre) les observations les plus valables qui soient présentées du côté travailliste sur le Plan Schuman. Ajoutons qu'on attend ici de savoir plus clairement ce que proposent exactement les Français avant de prendre une attitude plus nette. On commence en Angleterre à se demander si les Français n'ont pas un peu trop d'idées; on les a entendus exposer leurs thèses sur la Ruhr et la Rhénanie; on les a entendus parler de « politique carolingienne » et de « politique atlantique »; on sait que le fameux Plan Monnet n'est exécuté qu'à moitié; on a donc tendance à se demander si, derrière ces plans mirifiques, existent des projets assez sérieusement étudiés et la volonté de les mettre en application.

C'est aux Français de donner tort à ces mauvaises langues et de démontrer qu'ils ont de bon vin à mettre dans leur outre. Si notre sens pratique est à la hauteur de notre imagination, la discussion franco-anglaise promet d'être intéressante et peut être fructueuse; il se pourrait qu'alors les malentendus actuels soient dissipés ou éclaircis. Dans le cas contraire, l'épisode que nous vivons aura marqué sans aucun doute un semi-divorce entre la Grande-Bretagne et le continent. Il faudrait être aveugle pour ne pas mesurer les conséquences de cette évolution.

Jean Léquiller.

## *LES SIGNES DU TEMPS*

### De la Corée a l'Oder

*La conjoncture internationale l'emportera de plus en plus sur toute autre. A qui serait tenté de l'oublier, la guerre de Corée le rappelle. Ici, de même que dans le numéro précédent, nous groupons quelques notules sur la situation actuelle. Aux réflexions d'Auguste Viatte sur la guerre de Corée et à celles de J. Creach sur le récent accord germano-polonais, nous croyons utile de joindre des réflexions du colonel Y. sur le numéro d'*Esprit *consacré à l'Armée française (mai 1950) et une note écrite au début du mois de juin, sur l'aspect politique de la neutralité européenne, par Jacques Nantet, dont l'article sur « L'Europe et la politique »* (La Vie Intellectuelle, *décembre 1949) dénonça avec tant de pertinence l'hostilité de Bevin et du travaillisme à l'égard de « l'Europe », qu'il fut mis en demeure de résilier ses fonctions internationales.*

*L'Europe et la neutralité.*

L'Europe unifiée aurait une tendance fondamentale à la neutralité. Ceux qui travaillent à la construire souhaitent son indépendance politique à la fois de l'U.R.S.S. et de l'Amérique, c'est un mouvement naturel chez eux. S'ils ne le désiraient, que voudraient-ils ?

Il faut bien avouer que vis-à-vis de l'U.R.S.S. beaucoup vont plus loin. L'antipathie s'en mêle et ils songent à forger une arme défensive, certains prétendent offensive, pour la tourner contre l'Empire soviétique. C'est l'idée des chancelleries qui ont négocié la création du Conseil de l'Europe. Mais ce serait beaucoup dire que tous les Européens se rallient à cette position. Des fédéralistes convaincus appartiennent aux milieux de gauche et désirent un rapprochement. D'autres, plus à droite, ne veulent pas donner aux communistes cet argument supplémentaire, alors qu'ils ont déjà celui, si facile, que faire l'Europe c'est intégrer l'Allemagne et passer l'éponge sur les crimes nazis. D'autres encore, animés d'un patriotisme véritablement européen, ne sauraient oublier que l'Europe orientale, ses démocraties populaires, sont des sœurs séparées. J'oserai dire que plus ils participent à un idéal sincère moins ils sont anticommunistes.

Quant à la volonté d'indépendance à l'égard de la démocratie d'outre-Atlantique, je l'ai sentie s'affirmer partout. Les économistes préconisent un grand marché intérieur pour que les prix de revient soient réduits et les chances meilleures données aux productions continentales de pénétrer en Amérique. Une influence renforcée, concentrée, saurait obtenir l'abaissement des barrières douanières de ce côté-là. Ce n'est pas un Plan Marshall qu'il nous faut, dit-on, mais un marché américain.

Cette double affirmation peut-elle être acceptée par les deux mastodontes ? Merleau-Ponty écrit :

Nous postulons, en effet, que la guerre n'est pas commencée, que le choix n'est pas entre la guerre à l'U.R.S.S. et la docilité à l'U.R.S.S., entre le pour et le contre, que la vie de l'U.R.S.S. est compatible avec l'indépendance des pays occidentaux, qu'il y a encore dans la marche des choses ce minimum de jeu qui est indispensable pour qu'on

puisse parler de vérité et pour qu'on oppose à la propagande autre chose qu'une contre-propagande; qu'on ne peut pas, au nom des vérités possibles de demain, cacher les vérités contestables d'aujourd'hui.

N'est-ce pas raisonnable? Que sont devenus les pronostics pessimistes d'occupation à coup sûr de la Suisse, de la Suède, de l'Espagne?

Je ne crois pas que la politique de l'U.R.S.S. soit entièrement agressive à l'égard de l'Europe. Cette politique serait agressive si elle devait donner au peuple l'apparence de satisfactions extérieures pour compenser les souffrances, les restrictions de toutes sortes imposées. Mais les soviets n'ont besoin de donner aucune satisfaction d'aucune sorte. La comparaison avec Hitler n'est pas bonne. Tout était lié à sa personne, mais Staline est moins pressé. Le nazisme impliquait, justifiait, le recours à la guerre, alors que les Soviétiques croient avoir établi scientifiquement que les États capitalistes doivent attaquer un jour ou l'autre le gouvernement prolétarien. En conséquence, avant toute autre considération, celui-ci assure des bases stratégiques solides pour parer à cette agression. Les dispositions que l'on croit offensives sont défensives et de protection. L'exposé de la doctrine soviétique à ce point de vue se trouve dans de multiples écrits. C'est Staline qui définit.

L'encerclement capitaliste, cela veut dire qu'il existe un pays, l'Union soviétique, qui a instauré chez lui l'ordre socialiste, et qu'il existe, en outre, un grand nombre de pays pays bourgeois, qui continuent à mener un genre de vie capitaliste et qui encerclent l'Union soviétique, guettant une occasion de l'attaquer, de la briser ou, en tout cas, de saper sa puissance et de l'affaiblir.

Et plus loin :

Ce serait une erreur de croire que la sphère de la lutte de classe est limitée aux frontières de l'U.R.S.S. Si une

aile de la lutte de classe agit dans le cadre de l'U.R.S.S., son autre aile s'étend jusque dans les limites des États bourgeois qui nous entourent. Les débris des classes défaites ne peuvent l'ignorer. Et, justement parce qu'ils le savent, ils continueront à l'avenir encore leurs attaques désespérées.

Cette éventualité fait sacrifier aujourd'hui aux Russes le beurre aux canons. Ne trouvent-ils pas, d'ailleurs, une certaine justification de leurs points de vue dans les interventions des puissances en 1918? Comme ils l'écrivent :

Les impérialistes d'Occident redoutaient enfin que l'existence du pouvoir des soviets sur le territoire d'un immense pays et ses succès intérieurs, consécutifs au renversement du pouvoir de la bourgeoisie, ne fussent un exemple contagieux pour les ouvriers et les soldats de l'Occident.

Pour les marxistes, l'impérialisme se définit le stade suprême du capitalisme. Mais pourquoi les Soviétiques attaqueraient-ils les premiers, alors qu'ils poursuivent une expérience économique dont le succès final resterait la seule réponse sans réplique, et que cette expérience serait certainement compromise par un conflit? Pourquoi attaquer, alors que la doctrine promet l'écroulement d'elles-mêmes des économies capitalistes, et qu'il n'y a qu'à attendre? Admettons un instant que les Russes passent outre et déclenchent une offensive. Pourquoi serait-ce en Europe, où ils ne touchent pas directement l'adversaire, et non pas en Extrême-Orient, où leurs bases sont déjà établies en Chine, qui visent la côte Pacifique? Et si ce premier mouvement s'accomplit, quel serait l'intérêt d'en faire un autre vers nous, et d'ouvrir un second front?

Pourtant, c'est un fait, les partis communistes de l'Europe occidentale luttent férocement contre son unification, la redoutent ouvertement. Mais je crois que c'est une politique à courte vue (ils ont fait d'autres

erreurs) sur laquelle on pourrait les éclairer. Les communistes constatent qu'aujourd'hui l'infrastructure économique est contre eux, que toutes les négociations sérieuses, pétrole, sterling, Indochine, se font avec les États-Unis. Expliquons-le à la Russie : c'est à cause de leur dispersion, par leurs divisions, que les pays de l'Europe occidentale dépendent des États-Unis. C'est parce que chacun négocie seul qu'il ne peut assurer son indépendance à l'égard de l'Amérique et qu'il se jette dans ses bras. L'Europe occidentale unifiée peut être neutre, alors qu'une France isolée devient un satellite militaire américain. De plus, maintenir côte à côte, à l'intérieur d'un organisme comme le Pacte de Bruxelles, les éléments d'excitation que représentent chacun des gouvernements nationaux et leurs rivalités, c'est doubler encore l'inconvénient qu'ils dépendent, avant tout, des États-Unis.

Comment l'intégration politique et économique de l'Europe serait-elle accueillie en Amérique ? L'Amérique y a trop poussé pour qu'on ignore qu'elle la désire. D'un point de vue économique, si je vais poser ma chaise en Amérique, je me rends compte de ses raisons. Je suis assis dans l'abondance. Sous mes pieds, j'écrase des épis; de ma canne, je déterre des pépites d'or. D'un côté j'aperçois dans des champs luxuriants les productions nordiques. De l'autre, au contraire, et par degrés, je vois s'étaler l'agriculture des pays modérés, puis des climats exotiques, toute en bonne terre. En plus de l'or, on me signale partout, en quantité, des métaux de toutes sortes. Surproduction en tout, la fumée des usines obscurcit l'horizon. Dans ma poche crisse un billet tout raidi du métal qui le garantit. Et si du Nord au Sud, selon la théorie du fuseau économique, s'échangent tous ces biens, partout il y a en trop, partout il reste, malgré ces relations faciles et longitudinales. Si l'Amérique ne compte que sur ce marché intérieur, pourtant

vaste et de toute couleur, elle traversera de profondes et périodiques crises de dépression, elle ne pourra maintenir constant un standing élevé. Il faudra exporter cet échantillonnage vers l'Europe, traduction fidèle de ce qui lui convient. L'Europe est à portée de l'Amérique, au delà d'une mer que sillonnent ses vaisseaux, moins dépensiers plus ils vont loin. L'Europe l'aspire autant qu'elle transpire et la soulage autant qu'elle est submergée. Elle est son complément et provoque ce courant qui maintient les vannes ouvertes, qui ramène le niveau à l'étiage, écoule les eaux stagnantes.

Stratégiquement, avouons-le, l'Union européenne est apparue aux *State Department* un moyen pratique de renforcer sa défense contre l'U.R.S.S. C'est l'origine de l'erreur, de la grande mystification, de la compromission de l'idée européenne. Peut-être les Américains commencent-ils à en revenir et à soupçonner que ce nouveau pouvoir, une fois constitué, demanderait sa neutralisation et la suppression de la clause automatique du Pacte atlantique. Que pourraient-ils lui reprocher alors? N'ont-ils pas gardé eux-mêmes leur indépendance jusqu'à *Pearl Harbour,* c'est-à-dire jusqu'à ce qu'ils soient nationalement menacés? Et si, contrairement à ce que nous pensons, bien qu'arrivés au sommet de la gloire et de la prospérité, un esprit agressif les anime, les États-Unis chercheraient les communistes où ils sont : en Extrême-Orient. Pourquoi ouvrir alors un second front, fragile, en Europe, que l'adversaire lui-même ne provoquerait pas? Le centre névralgique s'est déplacé. La clause d'engagement automatique seule le maintient dans nos parages.

Seule l'Europe unie peut lever cette hypothèse, à son propre avantage, et à celui des deux principaux intéressés.

1er juin 1950. JACQUES NANTET.

*Après la Chine, la Corée?*

S'il existe un plan communiste visant à la conquête de l'Asie, celle de la Corée y représente une opération de nettoyage. La péninsule, attachée aux flancs de la Chine, reste loin à l'arrière des régions atteintes par les armées de Mao-Tsé-Tung. Le départ des troupes américaines y supprime le danger d'un heurt direct; la guerre froide, devenue chaude, peut encore s'y camoufler en guerre civile. Événement grave cependant, et l'opinion mondiale ne s'y est pas trompée.

On connaît les faits. L'Empire de Corée, longtemps indépendant et fermé, avait été annexé par le Japon en 1910; les Alliés, au beau temps de Yalta, avaient promis sa libération. Mais les Russes l'envahissaient du Nord tandis que les Américains débarquaient au Sud; une ligne de démarcation était donc tracée, et ne tardait pas à devenir le rideau de fer séparant deux mondes : ligne arbitraire, suivant en ligne droite le trente-huitième parallèle, sectionnant un pays homogène, au point de couper des baies et des caps; d'un côté en zone américaine, la grande majorité des habitants, vingt et un millions, mais de l'autre, avec neuf millions seulement, la plupart des ressources industrielles; les deux tronçons ressentant douloureusement la coupure et aspirant à se rejoindre, comme en Allemagne, comme en Autriche.

En réalité, toujours comme en Allemagne, leur évolution politique les différenciait de plus en plus, et, plutôt que de s'unir, chacune rêvait d'absorber l'autre. Les Russes établissaient dans le Nord une République populaire sur le modèle de leurs satellites; ils y créaient une forte armature policière, puis, aux derniers jours de 1948, lui cédaient le contrôle de l'État et retiraient leurs troupes. Les États-Unis n'imitaient leur geste que six mois plus tard : ils avaient auparavant procédé à des élections sous le contrôle de l'O.N.U., et celles-ci

avaient hissé au pouvoir un vétéran de la résistance antijaponaise, le Dr Syngmar Rhee, dont le nationalisme conservateur n'était pas sans évoquer celui de Tchiang Kaï-Chek; comme chez Tchiang Kaï-Chek d'ailleurs, tout n'allait pas pour le mieux dans le meilleur des mondes, et de nouvelles élections, le mois dernier, éliminant les candidats gouvernementaux au profit d'indépendants, donnaient à réfléchir, tout en vérifiant qu'au moins l'expression des préférences restait libre.

C'est dans ces conditions qu'après divers incidents de frontière et des tentatives d'insurrection vite enrayées les communistes du Nord se sont décidés à frapper le grand coup. On sait que les Américains ont immédiatement relevé le défi, aussi bien le Département d'État en saisissant le Conseil de Sécurité que le général Mac Arthur en envoyant une aide militaire. Ils engagent donc leur prestige, et il est désormais trop tard pour attribuer au conflit une signification purement locale. Une telle fiction n'eût d'ailleurs trompé personne : le fait était là, l'empiétement soviétique sur une zone d'intérêts américains, comme l'écrit le *Times*, et non plus sur une zone intermédiaire telle que la Chine, champ de manœuvres encore indéfini; la barrière s'est déplacée, ou du moins on tente de la déplacer, cette barrière qu'il a suffi jusqu'ici de mettre en cause, à Trieste, à Salonique ou à Berlin, pour faire reculer les partenaires devant les conséquences d'un faux pas.

Se battra-t-on pour la Corée? Il est douteux que les Américains en viennent là, et les Russes le savent bien. Notons qu'agissant par personnes interposées, les Russes sont d'autre part beaucoup mieux placés que les Américains pour se permettre un recul; l'échec de l'invasion, à moins d'une contre-attaque sur le territoire du Nord, signifierait tout bonnement un retour au *statu quo*. Son succès, en revanche, aurait un retentissement énorme : Hong-Kong ne tiendrait guère : Mao Tsé-Toung et ses alliés apparaîtraient de plus en plus comme

les hommes de l'avenir, ralliant autour d'eux ceux que fascine la force; et ce ne serait plus seulement l'Asie du Sud-Est, ce seraient le Japon et les Philippines, où Washington prendrait figure de faux athlète que l'on peut bafouer impunément.

Pour les Nations Unies aussi, la circonstance est grave. L'échec et la pusillanimité de la S.D.N., dans l'affaire de Mandchourie, avaient sonné le glas de la paix en démontrant aux agresseurs qu'ils trouveraient toujours des avocats et qu'ils ne risquaient pas grand chose; en passant par l'Éthiopie, l'Autriche et Munich, 1939 est sorti en droite ligne de 1931. En ira-t-il autrement cette fois? Des mesures que prendra Lake Success et de leur efficacité dépend moins encore l'avenir immédiat de l'Extrême-Orient que celui du monde entier dans une dizaine d'années.

26 juin 1950.

AUGUSTE VIATTE.

*Moscou s'enferme derrière l'Oder.*

Le 7 juin dernier, le gouvernement polonais a signé avec celui de l'Allemagne orientale, à Varsovie, un accord aux termes duquel : 1° Un important traité commercial est promis à la République populaire allemande. 2° Celle-ci reconnaît que la ligne Oder-Neisse constitue la frontière définitive de la Pologne.

Le premier point sur lequel la propagande communiste allemande a mis l'accent signifie deux choses :

Sur le plan économique, la Saxe va être amalgamée au combinat tchéco-silésien; son orientation traditionnelle vers les marchés de l'Est va se trouver, si l'on peut dire, durcie et systématisée. Leipzig, d'ici quelques mois, devra couper les derniers liens qui pouvaient, en la rattachant à l'Allemagne occidentale, lui laisser quelque autonomie en face de Moscou. C'est

Moscou qui, du sommet de l'énorme pyramide de l'économie soviétique, décidera seule des marchés de l'Est allemand. Celui-ci va se trouver aligné dans la même discipline que Prague ou Bucarest. Sur le plan politique, une satisfaction est fournie aux communistes allemands traités jusqu'ici en parents pauvres par la famille du Kominform.

Le second point, qui soude la Silésie à la Pologne, en même temps qu'il sanctionne l'élargissement de sa façade balte, entre Stettin et Dantzig, a été largement publié et commenté en Pologne comme en U.R.S.S. Il n'est pas surprenant que les communistes allemands ne l'aient découvert que très discrètement à leur opinion : maint organe de la zone soviétique d'Allemagne a trouvé plus opportun de le taire.

Jusqu'ici en effet, la propagande communiste pouvait donner Pieck, Grotewohl et Ulbricht comme les seuls défenseurs de l'unité allemande; ils jouaient sur l'espérance du retour des provinces orientales. Et cette illusion était nourrie par l'équivoque que les russophiles d'Allemagne croyaient voir dans la politique du Kremlin : une « bonne » Allemagne — *id est* communiste — retrouvera la Prusse, la Silésie; une mauvaise Allemagne les perdra.

L'équivoque est aujourd'hui dissipée aux yeux même de ces obstinés. Mais, du même coup, Moscou (on peut l'attendre de son réalisme prévoyant) a accepté de casser les reins à la propagande communiste en Allemagne, au parti communiste allemand. Moment de la dialectique ou souscription à une situation de fait, les Soviets pour l'instant renoncent à l'Allemagne de l'Ouest, acceptent son alignement sur le bloc atlantique et que les amputés de la zone orientale se tournent eux aussi vers Washington, comme vers la capitale de leur libération. Ainsi les accords de Varsovie signifient-ils un recul politique des Soviets sur l'Oder.

Moscou, après bien des hésitations, se serait-elle ré-

signée à jouer la carte polonaise, à compenser, dans un élan de générosité, l'annexion en 1945 de Lwow et de Brest-Litovsk ? Quelques déclarations officielles russes doivent être rappelées qui montrent que, depuis cinq ans, la politique russe sur cette frontière suit une ligne très rigoureuse et très droite : 1° Le 18 septembre 1946, M. Molotov répondait en ces termes à une déclaration de M. Byrnes à propos des mystérieux accords de Potsdam :

La déclaration de Potsdam a déjà fixé les frontières occidentales de la Pologne, elle n'attend plus que son expression formelle à la future conférence internationale pour le traité de paix avec l'Allemagne... La décision historique de la conférence de Berlin ne peut être mise en cause par personne. Les faits mêmes témoignent que, tout simplement, il n'est plus possible de le faire.

2° Les États-Unis et l'Angleterre protestèrent dès le 9 juin contre les accords de Varsovie. Une semaine plus tard, sans prendre la peine de répondre officiellement à cette protestation, les Soviets écrivaient dans leur organe officiel à Berlin, la *Taeglische Rundschau* :

Tout effort pour annuler l'annexion du territoire allemand par la Pologne provoquerait une nouvelle guerre. Les Etats-Unis ont accepté cette frontière à Yalta.

3° En novembre dernier, le maréchal Rokossovsky, russe, était placé à la tête de l'armée polonaise. Le journal du parti communiste polonais, le *Trybuna Ludu*, commenta l'événement en ces simples termes :

Le nouveau chef de l'armée polonaise a pour mission d'assurer l'intégrité de la frontière de l'Oder.

Cette désignation montrait déjà sans équivoque possible que la Pologne désormais n'était plus qu'une des provinces du nouvel Empire russe. Le retrait de la scène politique des derniers communistes qui persistaient à

A *nos amis qui s'intéressent de plus près à la vie et aux efforts de notre maison, ces* Lettres de la Tour Maubourg *veulent donner le moyen de suivre, à travers les publications variées que nous leur présentons, le développement d'un effort que nous pensons cohérent. Cette lettre-ci voudrait leur dire quel a été et quel demeure notre but en publiant* Rencontres.

*Cette collection, publiée depuis 1941, compte aujourd'hui une trentaine de volumes parus. Cet ensemble de cahiers ressortit apparemment à des préocupations assez diverses, et ceux mêmes qui ont lu quelques-uns d'entre eux peuvent ne pas apercevoir le lien qui les réunit.*

des moyens d'expression normaux avaient disparu, des hommes et des équipes retrouvaient là un moyen de mettre en commun leurs angoisses, leurs espoirs, leurs forces. Le cercle de leurs préoccupations était large, allant de la spiritualité (*Contemplation*, *Chronique de la Vie Spirituelle*, *Spiritualité de la famille*, *Chercher Dieu*) aux problèmes de la vie de l'Église (*La France, pays de Mission? Problèmes missionnaires de la France rurale*), et de la culture vivante (*Traditions de notre culture*, *Responsabilités de l'École*, *Foyers de notre culture*) aux conditions sociales et économiques d'une survie du pays pendant et après la guerre (*L'Économie sans abondance*, *Travail et salaire*). Tous ces cahiers trouvèrent un

Il s'agit toujours de « rencontres ». Le but de la collection, c'est de permettre à des hommes, dont la vie est engagée dans des recherches parallèles, soit dans le domaine de la vie, soit dans le domaine de l'action, de se connaître, de dialoguer, de confronter leurs expériences et leurs idées. Il s'agit aussi d'étendre ce dialogue, par la publication, à tous ceux qui, n'ayant pas la liberté de poursuivre de telles recherches eux-mêmes, ou du moins de les élaborer sous une forme claire, se trouvent pourtant, dans leur vie et dans leur action, confrontés avec les mêmes problèmes. C'est ainsi que l'expérience de l'abbé Godin a aidé d'innombrables prêtres, mêlés à la vie ouvrière, à prendre conscience des condi-

tirages, qui vont de 35.000 à 100.000, disent suffisamment l'influence qu'ils ont exercée. C'est pour une large part par ces trois livres que l'Église de France a été mise dans cet état d'alerte missionnaire que le cardinal Suhard, dans *Essor ou déclin de l'Église*, sanctionnait de sa haute autorité. Avec ces trois livres, un chantier a été ouvert auquel des travailleurs de plus en plus nombreux apportent leur contribution, et RENCONTRES a continué et continuera méthodiquement d'en mettre en œuvre les matériaux. Le livre du P. Chéry, *Communauté paroissiale et Liturgie. Notre-Dame Saint-Alban*, tire les conclusions de l'expérience lyonnaise de ce précurseur que fut l'abbé Rémillieux. Le *Journal d'un Ca-*

fort reste fidèle à lui-même. Dans *Catéchisme et Mission ouvrière*, de l'abbé Rétif, collaborateur puis continuateur de l'abbé Michonneau au Petit-Colombes, est posé l'immense problème de l'enseignement du catéchisme dans les milieux urbains déchristianisés. Le nouveau livre de l'abbé Michonneau, *L'Esprit missionnaire*, qui vient de paraître, montre à l'apôtre engagé dans une action qui se veut « missionnaire », quelles exigences spirituelles, quelle purification personnelle comporte une telle action. Enfin, le livre en préparation du chanoine Boulard, *Essor ou déclin du clergé français*, demandé à l'auteur par le cardinal Suhard, posera le problème du manque de prêtres en France, en appor-

tions évangéliques qui exigent actuellement des catholiques de France un effort renouvelé pour assurer la présence de la *pensée* chrétienne dans tous les domaines de l'esprit. Les « Semaines des Intellectuels catholiques », tenues ces dernières années, l'activité de l' « Union catholique des Scientifiques français », les débats ouverts dans plusieurs revues sur les questions bibliques, pour ne prendre que ces trois exemples, montrent bien que ce besoin est partout ressenti. Ici encore, RENCONTRES veut être fidèle à son titre : « rencontres » non plus seulement entre des hommes travaillant ensemble pour l'Église, mais aussi « rencontres » entre leur foi vivante et les multiples problèmes que les courants de la

que pas. Ici, notre chantier est moins avancé; pourtant, plusieurs lignes de travail sont déjà tracées et nous entendons les suivre avec persévérance.

Les sciences ont largement transformé la vision du monde de l'homme d'aujourd'hui. Quelle place cette vision scientifique du monde fait-elle à la foi chrétienne, quel cadre idéologique et imaginatif offre-t-elle à l'expression vivante de cette foi ? C'est l'un des problèmes les plus importants qui se posent aujourd'hui au chrétien soucieux d'une certaine « unité de l'esprit ». Un premier cahier de *Rencontres scientifiques* a commencé à défricher ce domaine neuf : après avoir pris conscience des transformations que les progrès des sciences mathé-

# LE CHRÉTIEN DANS LE MONDE D'AUJOURD'HUI

Les transformations politiques, sociales et économiques du monde posent aux peuples et aux individus des problèmes d'existence. Et nous savons bien que ces problèmes ne seront pas résolus par le chrétien comme tel. Ils appellent des solutions politiques, économiques et sociales — et non des solutions « chrétiennes ». Mais ils ne laissent pas de poser au chrétien quelques questions sur les conditions et la valeur de son intervention proprement chrétienne dans le monde. A cet égard, on ne peut pas ne pas être frappé par l'espèce de lassitude et de sentiment d'échec qui affectent aujourd'hui les efforts des chrétiens engagés dans ce domaine. Ceux mêmes qu'un christianisme fervent a lancés dans les combats de ce monde éprouvent de plus en plus l'impression que leur foi est de peu de secours dans ces combats. Un premier cahier essaiera de faire le diagnostic de cela en étudiant *la crise du catholicisme social.* Il

dans un monde qui change, une Église faite de pierres vives.

A cet effort de rassemblement des intelligences et des énergies chrétiennes, nous convions aussi nos lecteurs et nos amis. Ce sont eux, finalement, qui lui donneront toute son efficacité. Ils feront que RENCONTRES ait, non seulement *des publics* (les lecteurs de chacun de ses cahiers), mais *un public*, qui, à la suite des cahiers, en discerne l'inspiration commune, et prend ainsi activement part à cette « rencontre », dans la pensée et dans l'action, dans laquelle nos collaborateurs voient un moyen de servir la « catholicité » de l'Église.

de suggérer à votre libraire de présenter en vitrine un *ensemble* de fascicules divers (nous pourrions faire l'envoi en dépôt de ces ouvrages à votre libraire).

3° La collection RENCONTRES, nous l'avons dit, est liée à la revue *La Vie Intellectuelle*. Celle-ci, dans un contact plus immédiat avec l'actualité, sert le même but, dans le même esprit. La lecture de la revue permet de garder le contact permanent avec les équipes qui rédigent les cahiers successifs de RENCONTRES. Pour soutenir l'effort de RENCONTRES, lisez et faites connaître *La Vie Intellectuelle*.

— *Étienne Gilson, philosophe de la Chrétienté*, par un Groupe de philosophes et de théologiens, avec une réponse d'Étienne Gilson. 296 pages.
Prix : 480 fr.

**A paraître :**

— *La lecture chrétienne de l'Ancien Testament* (titre provisoire), par un Groupe d'exégètes, de théologiens et d'écrivains.

— *Essor ou déclin du clergé français ?* par le chanoine F. Boulard.

— *Évangile et Morale*, par un Groupe de théologiens et d'écrivains.

— *Problèmes de la Sexualité*, par un Groupe de théologiens, de médecins et d'écrivains.

— *La Crise du Catholicisme social*, par un Groupe d'économistes, de syndicalistes, de sociologues et de théologiens.

— *Catholicisme français, Catholicisme mondial*, par un Groupe de théologiens et d'écrivains français et étrangers.

l'alinéa inutile { et je vous envoie — par chèque postal, — virement postal au C.C.P. Paris, 1436-36, — par mandat ci-joint (biffer les mentions inutiles) — la somme ci-dessus.

*Date :* *Signature :*

---

Je soussigné :

Nom .....

Adresse (complète) .....

.....

désire recevoir tous les fascicules à paraître dans la collection « RENCONTRES » dès leur parution; je les paierai à leur réception.

biffer la mention inutile { par l'intermédiaire de mon libraire, M ..... directement.

*Date :* *Signature :*

Imprimé en France.

**Pour suivre l'effort de la collection « RENCONTRES » :**

- Demandez les *fascicules de la collection qui vous manquent*;
- Souscrivez *aux fascicules à paraître*

en remplissant les deux bulletins ci-dessous.

- *Si vous êtes en relations avec un libraire,* **remettez-lui** ces bulletins; il vous assurera les services demandés.
- S'il n'y a pas auprès de vous de libraire qui puisse vous servir, vous pouvez envoyer **directement** ces bulletins aux *Éditions du Cerf*.

---

Je soussigné :

NOM .....

ADRESSE (complète) .....

.....

désire recevoir les fascicules suivants, déjà parus, de la collection « RENCONTRES » :

..... .....

..... .....

..... .....

..... .....

..... .....

..... .....

Voici les fascicules de la collection « RENCONTRES » qui sont actuellement disponibles :

— *La France, pays de Mission ?* par l'abbé H. Godin et l'abbé Y. Daniel. 164 pages. Prix : 220 fr.

— *Problèmes missionnaires de la France rurale*, par le chanoine F. Boulard. En deux volumes, de 192 et 316 pages. Prix : 220 fr.

— *Paroisse, communauté missionnaire*, par l'abbé J. Michonneau et le P. Ch. Chéry. Préface du cardinal Suhard. 495 pages. Prix : 240 fr.

— *Communauté paroissiale et Liturgie. Notre-Dame-Saint-Alban*, par le P. Ch. Chéry. 160 pages. Prix : 170 fr.

— *Journal d'un Catéchumène*, par J. Jouvenroux. 288 pages. Prix : 200 fr.

— *Les trois tentations de l'Apostolat moderne*, par l'abbé H. Duméry. 160 pages. Prix : 200 fr.

— *Catéchisme et Mission ouvrière*, par l'abbé M. Rétif. 494 pages. Prix : 540 fr.

— *Le Nationalisme marocain*, par F. Taillard. 208 pages. Prix : 130 fr.

devra être suivi par d'autres. Signalons dès maintenant le cahier qui confrontera, à la fois dans le domaine de la vie proprement ecclésiale et dans celui de l'influence profane, *Catholicisme français et Catholicisme mondial.*

## POUR L'EFFICACITÉ DE « RENCONTRES »

On le voit, les cahiers successifs de RENCONTRES ne viennent pas s'inscrire les uns à la suite des autres selon un plan systématique; les directeurs de la collection se sont toujours refusés à tracer un tel plan, voulant, au contraire, rester attentifs aux sollicitations de l'actualité. RENCONTRES n'est pas un édifice bâti dans l'abstrait selon une épure idéale; c'est un chantier ouvert sur un terrain mouvant, dont les possibilités se révèlent de façon parfois im-

Par quels moyens pratiques? Nous en suggérons trois à nos amis :

1° En suivant eux-mêmes *toute* la collection. Ils trouveront ci-après la liste des fascicules de RENCONTRES qui ne sont pas épuisés, et pourront ainsi, au besoin, compléter leur collection. Ils peuvent aussi, pour l'avenir, s'assurer de recevoir tous les fascicules de RENCONTRES en souscrivant, auprès de leur libraire habituel, ou à défaut aux Éditions du Cerf, à la collection (cha-

matiques, physiques et biologiques ont imposées non seulement à notre idée du monde extérieur, mais aux modes de pensée qui lui font face, il s'agit, non pas de chercher quelque nouveau concordisme entre cette pensée scientifique et la foi chrétienne, mais de saisir quelles purifications cette pensée scientifique impose peut-être à la foi, et en même temps quelle « actualité » nouvelle cette foi, toujours la même, peut y retrouver. Un second cahier, en préparation, abordera dans le même esprit le problème de *l'évolution*.

Dans un autre domaine, l'œuvre d'*Étienne Gilson, philosophe de la Chrétienté*, lui-même magnifique témoin de l'ouverture de regard d'une pensée chrétienne vivante, a permis à plusieurs de ses amis et de ses disciples de l'interroger et de s'interroger sur l'efficacité et les conditions de

tions disputées » qui passionnent — et ceci est un fait nouveau — non seulement les théologiens, mais le grand public chrétien : *la lecture chrétienne de l'Ancien Testament*.

Un autre cahier, *Évangile et Morale*, essaiera de mettre au point les critiques faites actuellement à la morale catholique traditionnelle, soit en dehors de l'Église, soit dans l'Église, et d'en dégager une vue plus claire et plus vigoureuse de la liberté du chrétien.

Enfin, un cahier est en préparation sur les *Problèmes de la Sexualité*; l'envahissement de la littérature contemporaine par l'érotisme est un signe, non seulement sans doute d'une décadence, mais aussi d'une prise de conscience valable d'une question posée à l'homme d'aujourd'hui par son

tant les éléments d'information statistique qui permettent d'y voir clair, et en dégageant les conclusions qui s'imposent : au delà d'un simple « effort de recrutement », une véritable réforme des conditions de vie et d'apostolat du clergé diocésain.

On voit, par la simple énumération de ces titres, la continuité et l'ampleur de l'effort entrepris. Par le mouvement liturgique, par le mouvement biblique, par les conquêtes et aussi par les crises de l'Action catholique depuis vingt ans, l'Église de France a pris une conscience des conditions de son témoignage et de sa croissance, qui est peut-être son apport le plus valable à la marche en avant du catholicisme mondial. Nulle part mieux qu'en notre pays, le discernement ne s'est fait entre les conditions extérieures de l'action de l'Église dans le monde, son influence politique, sociale, économique d'une part, et d'autre part les conditions proprement *ecclésiales* de son développement. S'il est une leçon que l'Église de France a tiré des dures expériences de la guerre et de l'occupation, c'est bien celle-là. Il importe qu'elle ne soit pas perdue; que l'Église de notre pays puise de mieux en mieux ses forces là où sont les sources de sa vie, c'est-à-dire dans l'Évangile pur, pour s'appliquer à ce qui est son unique tâche, à savoir l'évangélisation. L'effort poursuivi par la collection RENCONTRES n'aura pas été vain s'il a permis à beaucoup de chrétiens en France de le percevoir et d'en tirer les conséquences.

tions d'efficacité de l'évangélisation à laquelle ils travaillaient; elle a aussi brutalement révélé à beaucoup d'autres des problèmes qu'ils pressentaient sans les voir clairement. De même, l'expérience de l'abbé Michonneau à Colombes, au delà de son efficacité immédiate, en recevait une autre; elle guidait les réflexions de beaucoup de prêtres de paroisses sur leur propre action.

C'est ce débat à nombreuses voix que la collection RENCONTRES veut maintenir. Ceci, dans trois grands domaines : celui de la vie de l'Église; celui de la culture chrétienne; celui du monde au milieu duquel le chrétien de France doit agir.

## « RENCONTRES », ORGANE DE RECHERCHE DE L'AVANT-GARDE MISSIONNAIRE DANS L'ÉGLISE DE FRANCE

Il n'est pas nécessaire de revenir sur les trois livres qu'on a appelés « les classiques de la pastorale missionnaire en France » : *La France, pays de Mission?* [illegible] *téchumène*, de J. Jouvenroux, est un essai pour porter en bourgeoisie les préoccupations missionnaires de l'abbé Godin dont

# DU PROVISOIRE QUI A TENU

Le lancement de la collection RENCONTRES est lié à des circonstances de fait que nos amis n'ont pas oubliées. La collection a voulu prolonger, en des temps difficiles, le travail de la revue *La Vie Intellectuelle*. L'occupation allemande nous interdisait alors de continuer la publication de la revue qu'il ne pouvait être question pour nous de soumettre à une censure préalable; par un procédé devenu bientôt classique chez les éditeurs libres, nous avons alors remplacé la revue par la collection. Nous avons pu ainsi faire paraître, jusqu'à la Libération, un certain nombre de cahiers rédigés en toute indépendance et dont aucun n'a jamais été présenté à la moindre

large écho, et par ce qu'ils disaient, et par ce qu'ils taisaient et laissaient comprendre aux Français d'alors habitués à saisir bien des choses à demi-mot. Plusieurs de ces cahiers étaient liés à l'actualité. D'autres conservent une valeur permanente, entre autres le plus retentissant d'entre eux, *La France, pays de Mission?* qui, depuis sa publication, n'a cessé d'exercer dans toute l'Église de France une influence profonde.

Dès 1945, *La Vie Intellectuelle* reparaissait librement; mais l'expérience faite avec les cahiers de RENCONTRES nous avait montré que ces cahiers méritaient de continuer; à côté de la revue, ils permettraient de garder ouvert un chantier permanent où

# LETTRE

## *de la Tour Maubourg*

CHRONIQUE DES ÉDITIONS DU CERF · PARIS

Nº 6 **JUIN 1950**

SUPPLÉMENT AU Nº DE JUILLET DE LA VIE INTELLECTUELLE

## *UN CHANTIER :*

demeurer plus polonais que russes, de M. Gomulka, de M. Minc, ministre de l'industrie qui, pourtant, avait dénoncé M. Gomulka, et qui était donné dans tout le glacis comme un planificateur de première force, la purge de l'administration et de l'armée qui s'ensuivit, la mise au pas, le mois dernier, de l'Eglise de Pologne, tous ces faits sont venus confirmer que la terre de Mickiéwicz est réduite en esclavage. Les fortifications que les Soviets ont bâties de Stettin à Dantzig, autant que les mines de Sibérie, en font une plaque essentielle du blindage de l'U.R.S.S. à l'Ouest. Et les accords de Varsovie, conséquence de cette situation stratégique, fixent, en fait, sur l'Oder la frontière de la Russie. Ils enferment de la sorte les Soviets à l'intérieur de leur forteresse, ils accusent, pour très longtemps sans doute, la coupure de l'Europe.

JEAN CREACH.

*Armée française?* (Lettre sur le récent numéro d'*Esprit*, mai 1950).

L'amour de la paix est solidement ancré dans les cœurs occidentaux, et ceci à juste titre. Cet amour a pour corollaire une haine de la guerre qui est un slogan évidemment idéal et impliste pour toute propagande. On conçoit que personne n'en veuille laisser le monopole à son adversaire politique. Mais beaucoup de gens se sont aperçus qu'il y a pire que la guerre : c'est la défaite. C'est moins évident cependant qu'il ne paraît. Ce n'était pas obligatoirement vrai aux XVIII[e] et XIX[e] siècles. Ce n'est pas vrai pour tous les hommes d'un même pays, et nous pourrions citer beaucoup d'exemples où une fraction d'une nation a appelé de ses vœux une défaite extérieure pour l'exploiter d'une façon ou d'une autre à son profit.

Si vous dites que la Défense Nationale a pour but de préserver la paix, vous réunirez une unanimité sur cette formule (mais pas sur la façon d'y parvenir). Si vous dites que la Défense Nationale a pour but d'éviter la défaite, vous précisez mieux le problème, et vous cernez mieux du coup le jeu des

procédés, mais vous n'avez déjà plus l'unanimité fondam
tale sur le principe lui-même.

Permettez-moi de placer une parenthèse. Dans un vi
bouquin, *Les Hommes frénétiques*, Pérochon avait imag
une société d'où le héros était banni. Le patriotisme était p
de mort. Non seulement la gloriole, mais le courage l
même étaient des défauts sanctionnés. Bien entendu, tout c
se terminait par un étripement général au grand dam
gens qui avaient joué franc jeu. L'auteur avait forcé s
doute son tableau pour les besoins du roman, mais il y a
peu de ça.

Je reviens à ma définition. Vous me direz qu'éviter la
faite mérite d'abord d'expliciter ce que l'on entend p
défaite. Elle se définit par ses conséquences. Pour les u
c'est tout bonnement l'occupation style 1940-1944 par u
puissance étrangère, mais d'autres vous soutiendront qu'u
emprise économique de l'étranger est déjà une défaite.
vous laisse le soin de vous y retrouver dans ces exégèses.
crois d'ailleurs qu'il y a un test en la matière, qui est ce
de la majorité des avis.

Si l'on admet que le but de la Défense Nationale est d'é
ter la défaite, cela conduit dans le cadre d'une politique d'
sociations internationales visant à créer un équilibre, ou plu
un déséquilibre favorable, à forger un outil capable de se b
tre victorieusement. Je m'excuse de ce truisme, mais je cr
que c'est là une conclusion capitale qui découle du rais
nement précédent.

Si vous voulez vous limiter à tenter vos chances de main
nir la paix, vous pouvez peut-être jouer à vos risques et pé
un autre jeu. Celui de Pérochon par exemple, ou encore u
prédication convenable de l'adversaire éventuel, ou enc
vous en remettre aux bons soins des autres. En général
exclut ces solutions, mais on se rallie à celle, bien plus da
gereuse : d'habiller un épouvantail.

Je ne me laisserai pas entraîner à prétendre bâtir tout
système, nous n'en finirions plus, et d'ailleurs, sans av
encore dit un mot du numéro d'*Esprit*, je me laisse alle
une controverse subconsciente qui correspond à l'imprégn
tion d'une lecture rapide et peut-être incompréhensive.

On a abusé de la comparaison des mérites respectifs de l'
fensive et de la défensive, et le bon peuple traduit ces façc
d'agir en une espèce de pragmatisme physique où la charge
la baïonnette le dispute à la ligne Maginot. Schématiquemer
l'offensive est la volonté de porter des coups. La défensive
la possibilité de les encaisser. Ces deux formes d'action

sont ni incompatibles ni au fond tellement tranchées, mais elles déterminent grandement la forme à donner aux moyens de combat, ou plutôt leur dosage.

Si une orientation s'impose, les chances psychologiques de sauvegarder la paix et les chances matérielles de ne pas subir de défaite sont plus grandes à posséder un appareil de choc qu'à tenter d'élever des môles ou des digues. A mon avis (et ici je rentre dans le vif sujet traité par le colonel X.) nous ne pouvons fonder notre Défense Nationale sur la poussière de bataillons (dits à tort de choc) préconisée. Des formations de cet ordre doivent entourer et supporter l'appareil offensif, mais seules je les considère comme vouées non seulement à la défaite, mais même à une autodilution.

Je sais ce qu'on peut attendre des partisans et des maquis, mais on s'accorde sur leur inefficacité s'ils ne s'appuient pas sur une force extérieure ou s'ils ne s'attaquent pas à un adversaire déjà désagrégé. C'eût été le cas des partisans ukrainiens sans la proximité du groupe d'armée de Timochenko ou celui des guerilleros espagnols sans l'armée de Wellington, etc... Des partisans se « liquident » quand on veut ou quand on peut y mettre le prix. Au début des affaires d'Indochine, un camarade qui connaissait bien la question m'avait dit : « Il faut 250.000 hommes pendant deux ans, ou 200.000 pendant cinq ans. » Nous n'avons pas pu consentir plus de 150.000. Voyez le résultat. La Résistance est un phénomène qu'on peut dans une certaine mesure orienter, mais en fait il est pour une grande part spontané. Il faut que le climat existe, et si ce climat se crée inévitablement, du moins exige-t-il du temps pour que les maladresses et les exactions de l'occupant aient produit leur effet.

En bref, je me garderai bien de faire fi de la Résistance, des maquis, etc., mais ce n'est qu'un appoint qui n'a de valeur que dans un ensemble et qui n'intervient qu'à terme. En matière de Défense Nationale, il faut faire du sentiment, c'est le côté propagande de la question, mais il faut se garder d'être sentimental et de perdre ainsi l'esprit critique de juste évaluation des forces.

Je suis resté volontairement dans le vague pour ce qui est de l'appareil offensif et de choc, qui peut se concevoir sous la forme d'un corps de bataille, ou d'une aviation puissante, ou d'armes nouvelles. L'essentiel est de pouvoir porter des coups.

*Esprit* a mis, non sans parfois une certaine arrière-pensée, l'accent sur l'indépendance dans la préparation même de la Défense Nationale. « L'appareil de choc » est à mon sens le

plus sûr garant de cette indépendance, et c'est peut-être la raison pour laquelle on tient à nous le voir posséder ni d'un côté ni de l'autre. Si vous fondez vos espoirs sur la Résistance, ou plus généralement sur la Défensive, vous êtes sûr d'être entre les mains de l'étranger, non pas parce que vous ne pourrez pas vous en tirer tout seul, cela nous le savons bien et c'est vrai dans les deux cas, mais parce que vous ne serez en aucune façon maître de votre choix et que vous devrez subir la volonté d'autrui sans discussion possible.

On nous répondra que tout cela n'est qu'un vœu pieux, et que, le voudrions-nous, nous n'aurions pas les moyens d'équiper une Défense Nationale valable. Je ne peux avoir sur ce sujet la prétention d'apporter du nouveau.

Machiavel a dit que pour combattre il fallait de l'or, du fer et des hommes. Il a ajouté que ces trois facteurs n'avaient pas une importance égale, car on peut dans une certaine mesure tenter de compenser une insuffisance en fer et en or, tandis que sans soldats le prince est sans force. Pour ce qui est de l'or, vous connaissez la question mieux que moi. Même chose pour le fer. Cependant je pense que la surproduction industrielle, de plus en plus sensible, non seulement trouvera, mais même recherchera un débouché dans un équipement national de Défense. Certains répondent : « Certainement pas. S'il y a un jour surproduction, on se suréquipera en moyens rentables. » Et de donner la S.N.C.F. comme exemple d'un tel suréquipement possible... Je laisse à d'autres le soin de se débrouiller avec l'or et le fer, mais, comme Machiavel, mon inquiétude se porte sur les hommes.

Active, réserve, armée nationale, armée de métier, que l'on mette l'accent sur l'une ou l'autre de ces formules, qu'on le mélange, qu'on fasse ce qu'on voudra, il n'en faut pas moins, en temps de paix, un minimum de gens qui consacrent leur activité à la Défense Nationale. Ce sont les cadres de carrière. Or, et c'est là le drame le plus grave du moment, nous sommes dans ce domaine en crise de quantité et de qualité. Ceci est sensible à tous les échelons, mais surtout à la base.

Si un jour on lance un plan d'armement quelconque, il pourra être efficace dans un délai relativement court, tandis que le noyau des cadres de carrière qui lui servira de support sera à échéance de rendement largement décalé. Les à-coups dans le recrutement des jeunes officiers, par exemple (je pense plus à la qualité qu'à la quantité), se répercutent très longtemps, surtout dans les armes techniques. Le sous-lieutenant débouche dans une unité trois ou quatre ans après

s'être orienté en corniche ou en taupe vers l'armée. Lorsqu'il arrive, il ne constitue guère qu'un potentiel qui a besoin d'un large complément de formation et de spécialisation. Encore faut-il qu'il trouve dans les régiments, et plus encore dans les écoles, des instructeurs. Quant aux cadres supérieurs, il est d'évidence que l'hystérésis au rendement est encore plus grande. Tout se tient d'ailleurs, et si les militaires professionnels ne valent rien, soyez sûr que les réserves seront mal instruites elles aussi.

On peut remonter une force combattante en matériel dans un laps de temps de l'ordre de quatre ans, mais une armée qui a subi une crise de recrutement en sentira les effets pendant dix ans. Ces délais sont très approximatifs et dépendent en particulier du « noyau » qui subsiste lorsqu'on se décide à démarrer. La Reichswehr a mis six ou sept ans en partant des 100.000 hommes de von Seekt et grâce à des mesures camouflées qui avaient permis de sauvegarder une large fraction des cadres licenciés en 1918. Les U.S.A. sont allés plus vite, en partant de leur armée de métier d'avant 1938, dont on n'a pas assez vanté la qualité remarquable, et à qui d'ailleurs aucun moyen n'était refusé.

Je laisse à d'autres le soin de faire le point de la situation en France. Les tests actuels me paraissent sévères. La désaffection pour l'armée est certaine, au point qu'un début de chômage n'arrive pas à créer un courant de recrutement dans les régions traditionnellement les mieux disposées. Le grave est qu'il n'y a pas de cause absolument pertinente, pas d'opposition nette qu'on puisse prendre à bras le corps. Tout joue de façon diffuse. La propagande antimilitaire, la crainte du départ en Indochine, les soldes insuffisantes, un climat moral mauvais, le travail écrasant qui incombe à ceux qui restent parce que les déficits sont excessifs, l'instabilité géographique, etc...

Prenez la question pécunière. Il est classique de dire que les militaires sont mal payés, et c'est vrai. Mais je ne suis pas sûr qu'une majoration de 10 ou 15 % ait un effet décisif sur le recrutement. Elle attirera peut-être quelques candidats gradés subalternes, mais ne retiendra pas les gens de valeur atteints par l'incertitude. Notez cependant que le côté pécuniaire est important, et que, depuis que l'Indochine offre des soldes « conséquentes », le malaise du départ T.O.E. s'est tout de même atténué.

Les militaires sont embarqués sur la même galère que les fonctionnaires, et il y a des avantages à cet amatelotage. Encore faut-il que leur classement de correspondance soit hon-

nête et qu'on ne les défavorise pas lorsque l'occasion s'en présente. Il y a trop de piqûres d'épingles qui, en d'autre temps, seraient encaissées avec un haussement d'épaules mais qui, dans le climat actuel, finissent par jouer un rôl sensible.

Cette constatation est d'ailleurs générale. L'épiderme du militaire ou du candidat militaire s'est terriblement sensibilis ces derniers temps. Il compare et interprète (souvent à tort toutes choses, et les moindres ont des répercussions imprévi sibles (histoires de cantines, de service social, etc...). C'es peut-être à cet aspect du mal qu'il faut s'attaquer d'abord s l'on veut obtenir des résultats. L'armée est malade, d'un maladie de langueur. Elle a besoin de beaucoup de soins, d petits soins, d'attentions, de gentillesse. Une médication bru tale risque de l'achever.

Et je termine cette trop longue épître. N'en retenez, si vou voulez, que deux idées : celle de la nécessité d'un « appare de choc » et celle de la primauté dans le temps (sinon en importance) à accorder à l'homme. Ce sont des vues person nelles, elles n'ont pas plus de valeur que d'autres, mais, en définitive, ce qui importe le plus, c'est de définir une ligne d conduite quelle qu'elle soit, et surtout de s'y tenir.

G[l] Y.

## *L'Église catholique en Roumonie.*

Le 27 avril dernier s'est tenu à Targu-Mures un congr de « représentants » du clergé et de fidèles catholiques d Roumanie au terme duquel furent votées des résolution aussi bien en faveur de la Paix que du rétablissement d relations normales entre l'Église catholique et l'État rou main.

Les autorités roumaines profitèrent de cette assemblé pour tenter de créer un mouvement catholique dissident.

Elles ont utilisé, dans ce but, la campagne entrepris depuis plusieurs semaines dans toute la Roumanie en faveu de l'adhésion à l'Appel pour la Paix du Congrès d Stockholm.

Afin de prévenir une manœuvre communiste sur ce ter rain, les vicaires généraux d'Alba-Julia (Transylvanie) et d Jassy (Moldavie) avaient, dès le milieu d'avril, rédigé un lettre circulaire exposant le point de vue catholique sur l

problème de la paix, destinée à être lue dans les églises de leurs diocèses. Mais, dès qu'elles eurent connaissance de cette initiative, les autorités décidèrent d'interdire la lecture de la pastorale. L'interdiction fut notifiée individuellement à chaque curé par la Milice.

Passant à la contre-attaque, les communistes s'employèrent alors à rééditer le scénario qui avait déjà servi en octobre 1948 pour constituer l'Assemblée gréco-catholique de Cluj, chargée de proposer le ralliement des Uniates à l'Église orthodoxe. Un certain nombre de prêtres et de membres laïcs des Conseils de fabrique furent arrêtés, maintenus quelques jours dans l'isolement puis conduits à une Assemblée, convoquée à leur insu, où ils se trouvèrent en présence de délégués officiels et de quelques ecclésiastiques à l'entière dévotion du gouvernement. Une fois réunis, on les contraignit, malgré leur résistance, à signer d'abord l'Appel de Stockholm, puis une seconde résolution demandant l' « encadrement » de l'Église romano-catholique, c'est-à-dire sa soumission à un statut conforme à la loi roumaine des cultes. Ils durent, en outre, se résoudre à la création d'un « Comité catholique d'action » ayant à sa tête l'archiprêtre Agotha, récemment excommunié par le Saint-Siège.

Bien que les dignitaires de l'Église eussent refusé d'approuver les résolutions de cette prétendue « Conférence », les émissaires du gouvernement et du Comité d'Action se mirent immédiatement en campagne, tant en Transylvanie qu'en Moldavie, pour recueillir les signatures des membres du clergé. Ainsi, la presse peut-elle publier, chaque jour, de longues listes de prêtres ayant adhéré à l'Appel de Stockholm. En fait, d'après les indications que j'ai pu recueillir, beaucoup d'entre eux ont simplement signé des déclarations personnelles en faveur de la Paix, d'une teneur très différente de celle de l'Appel de Stockholm. Leurs noms n'en ont pas moins figuré parmi les signataires de celui-ci. Les autorités se sont employées, par surcroît, à créer une confusion, en présentant ces derniers comme ralliés, du même coup, aux décisions votées à Targu-Mures en faveur de l' « encadrement ».

Pour augmenter le désarroi du petit clergé et des fidèles, des mesures ont été également prises contre les prélats encore en fonctions. Le vicaire général d'Alba Julia, Mgr Boga, a été arrêté le 11 mai. Quelques jours plus tard, ce fut le tour de Mgr Cisar, ancien archevêque de la capitale, puis administrateur apostolique du diocèse de Bucarest, enfin de Mgr Schaeffler, évêque de Satu-Mare (Transylvanie). Le vicaire général de Jassy, Mgr Glaser, étant décédé,

le ministre des Cultes roumain nomma aussitôt à son pos un prêtre rallié au régime.

Enfin, d'après un communiqué officiel publié par toute presse, une démarche a été effectuée le 24 mai auprès ministre des Cultes par le Comité catholique d'action. Celu ci a soumis à M. Stoian des propositions relatives à rémunération du clergé et au paiement des pensions. Il demandé, en outre, que « comme conséquence naturelle la dénonciation du Concordat », l'ancien *Status cathol cus* reprît son activité. Il s'agit, en l'espèce, d'une inst tution spéciale à la Transylvanie, datant du régime hongro et qui, en l'absence d'évêques, avait eu jadis pour but pourvoir à l'administration des biens d'Église. Le minist a promis que les mesures nécessaires seraient bientôt pris pour résoudre ces problèmes.

Usant à la fois de la force et de la ruse, le gouvernemen roumain a éliminé peu à peu toute résistance sérieuse d catholiques à la constitution d'une Église inféodée à l'Éta Aussi bien la rupture avec Rome paraît-elle aujourd'hu imminente et le projet de résurrection du *Status cathol cus*, impliquant l'administration de l'Église par des Assem blées composées à la fois de prêtres et de laïcs, permet sa doute de prévoir la forme de l'organisation qui lui ser imposée.

Dans ces conditions, la nonciature s'attend à voir bien tôt son sort réglé. Elle se demande seulement si le gouver nement de Bucarest saisira l'occasion du nouveau statu donné à l'Église catholique de Roumanie pour demande son départ, ou s'il voudra auparavant l'impliquer dans u procès dirigé contre les anciens évêques et dont on assu que la « préparation » est aujourd'hui terminée.

R. Jussieu.

## *D'une élection à l'autre.*

Pour la première fois depuis deux ans, un nombr important de Français (près de huit millions d'inscrits dont cinq millions et demi ont accompli le devoir électo ral) sont allés aux urnes.

Il s'agissait d'élire des administrateurs de caisses du moins en principe, mais la campagne n'a porté qu sur la réforme de la Sécurité sociale (laquelle ne dépen

que du parlement) et elle n'a servi, en fait, qu'à noter l'influence des différentes confédérations qui se disputent l'organisation syndicale des salariés du commerce et de l'industrie.

Une étude géographique et sociologique précise de ces élections est à faire, et ces quelques notes n'ont pas la prétention de la remplacer. Nous voudrions, toutefois, commenter brièvement le résultat d'ensemble de façon à aider les lecteurs de la revue à sortir du mensonge de la grande presse.

Le premier aspect est la stabilité des grandes masses. La C.G.T. avait atteint 59,2 % des voix en 1947; si l'on ajoute, cette fois-ci, les 43,5 % des voix cégétistes aux 15,2 % des voix F.O. on s'aperçoit que cette masse s'est peu modifiée depuis 1949.

Il reste, bien entendu, que le quart de la C.G.T. de 1947 l'a quittée pour F.O.

En pratique, si l'on tient compte de l'énorme supériorité de la C.G.T. dans la S.N.C.F. et les Mines, qui ne votaient pas au cours de ces élections, on peut dire que la moitié de la classe ouvrière française dont un peu plus de la moitié des secteurs-clés reste cégétiste.

Une autre stabilité est la stabilité de la C.F.T.C. On aurait pu s'attendre à la voir s'effondrer. Lorsqu'elle avait réuni, en 1947, 26,36 % des voix, tout le monde s'était écrié qu'il ne s'agissait pas là de ses effectifs, mais de gens qui s'étaient comptés sur la seule Centrale qui fasse opposition à la C.G.T. C'était d'ailleurs faux à l'époque, puisqu'il y avait déjà les mutualistes. A force de s'attendre à la chute de la C.F.T.C., un certain nombre de journaux l'ont bruyamment annoncée. En réalité, dans des élections où elle n'avait à compter cette fois-ci que sur ses seules forces, on s'aperçoit qu'elle garde avec 21,3 % de suffrages plus du cinquième de la classe ouvrière et qu'elle reste la deuxième Centrale syndicale française, nettement en avant de F.O.

Les Associations familiales lui ont fait perdre que ques voix en matière de Sécurité sociale, ce qui repr sente, comme l'a écrit Locardel dans *L'Aube*, un effo absurde et inefficace pour diviser des gens d'esprit v sin. L'amusant est que la présence des mouvements fa liaux ait fait perdre des voix à la C.F.T.C. en matiè de Sécurité sociale, mais pas sensiblement en matiè d'allocations familiales.

Les mouvements familiaux devraient probablemen s'interroger plus sérieusement qu'ils ne le font sur le mission et leurs moyens.

Les mutualistes posent un autre problème. Le lecte moyen de *l'Époque*, de *l'Aurore*, du *Parisien libér* voire du *Figaro*, après avoir été directement ou ind rectement très sollicité de voter pour les mutualistes, appris avec une vive satisfaction qu'ils avaient eu u succès considérable.

En fait, ils sont passés de 9,17 % de votants 11,1 % des votants. Étant donné que si l'on met à pa la propagande du *Populaire* (40.000 lecteurs) pour F.O et celle des journaux communistes pour la C.G.T., le mutualistes sont la seule organisation qui ait bénéfic de l'appui de grands journaux quotidiens; c'est à dés pérer de faire de la propagande électorale par voie d presse.

Alors que les Français n'avaient pas voté depu deux ans du moins en masse, les Belges ont voté tro fois en un an.

Ces élections n'ont pas marqué non plus de mouv ments de masse, encore que le parti communiste a perdu aux dernières élections et que le corps electo belge ait donné aux libéraux une sévère leçon : c n'est pas tout de promettre (sans pouvoir le tenir) d diminuer les impôts pour éviter de prendre parti sur seule question politique qui se posait : la questio royale. La démagogie, même bourgeoise et libéral semble ne pas payer toujours, du moins en Belgique.

En fait, les élections belges ont donné deux fois de suite la majorité au roi, et ces deux victoires successives n'ont fait que très faiblement progresser la question royale. Pourquoi ? Parce que la moitié de la classe ouvrière au moins en Belgique s'oppose à la solution voulue par la moitié du corps électoral.

Élire un parlement n'est pas tout. Il faut encore que ce parlement dégage une certaine majorité. Il faut enfin que cette majorité soit l'image de la partie réellement active du pays, et sur ce point le système belge du vote obligatoire donne une fausse sécurité à la majorité qu'il désigne, car si malheureusement une épreuve de force, telle que la grève, se produit, l'ensemble de ceux qui sont des votants sans être des citoyens ne pèse d'aucun poids dans la balance.

Cela, il n'était peut-être pas inutile de le rappeler au lecteur de bonne foi de la presse française de droite, du *Figaro* à *L'Aurore*.

Il serait peut-être agréable de manipuler les lois électorales de façon qu'à la Chambre le nombre des communistes et apparentés tombe de quatre-vingts à trente ou quarante.

Il serait d'ailleurs infiniment plus franc et plus efficace d'interdire tout simplement toute candidature communiste et de supprimer le parti. Mais quand on a fait cela, il faut bien comprendre qu'on n'a encore rien fait à la moitié des salariés français, si les deux tiers des cheminots et des mineurs restent des militants qui ne voient que dans « le Parti » la réalisation possible de leurs revendications.

H. Muller.

*près les élections belges.*

---

Les élections du 4 juin ont amené un apaisement dans épineuse question de la politique belge. On sait qu'après consultation populaire du 12 mars, il appartenait au par-

lement de tirer les conséquences de l'état de l'opinion, m
qu'après plus d'un mois de palabres, les partis n'étaient ar
vés à rien. En désespoir de cause, le P. S. C. (parti soc
chrétien) se montrait décidé à courir la chance de faire vot
une loi déclarant terminée l'incapacité de régner du roi « c
fait de l'ennemi », bien qu'il lui manquât quelques vo
et qu'il eût donc eu besoin d'un concours de gauche. M
le prince régent intervint alors pour imposer la dissolutio

L'expérience lui a donné raison. Le corps électoral s'
montré plus sage que les hommes politiques. Se détourna
des petits partis (les communistes sont tombés à huit sièg
à la Chambre sur deux cent douze), il a renforcé le P. S.
qui a désormais quatre voix de majorité à la Chambre
probablement cinq au Sénat (le Sénat est formé d'une
çon assez compliquée et sa composition ne sera entièrem
connue que vers le début de juillet), et encore plus
P. S. B. (parti socialiste belge), qui gagne dix sièges à
Chambre et forme une minorité compacte.

Ces élections assainissent le régime. Pour la première f
depuis 1914, un parti majoritaire est en état de former
gouvernement homogène, avec une opposition puissan
elle aussi disciplinée, en face de lui. Le P. S. C. a aussi
revendiqué ses responsabilités, laissant là les libéraux (co
servateurs de gauche) tombés à vingt à la Chambre, av
lesquels il formait le gouvernement précédent. En quaran
huit heures, le gouvernement était formé.

Les ministres sont des hommes jeunes, actifs et intègr
qui ont presque tous fait leurs preuves. Sur quinze, d
seulement ont plus de soixante ans et trois en ont moins
quarante. Le P. S. C. bénéficie de l'énergique remaniem
de ses cadres politiques aux élections de 1946, où 85 % d
députés du parti ont été renouvelés. Sept des ministres s
professeurs d'université. On a rarement vu une équipe da
laquelle on puisse placer autant d'espoir.

Cependant la route sera semée de pièges. La majorité d
P. S. C. n'est pas considérable. Lui-même est divisé sur to
ce qui ne concerne pas la question religieuse. Pour maint
nir et renforcer ses positions devant le corps électoral,
devra se montrer modéré dans sa politique religieuse, ha
dans sa politique sociale. Or, après la solution de la questi
royale, la première question qui se posera sera la questi
scolaire, à propos de réformes d'importance secondaire,
est vrai, mais, du moment qu'on touche cette question-l
les passions se déchaînent.

La question royale reste cependant première; mais là aus
un certain apaisement se dessine. Le P. S. C. ne cache p

son intention de faire voter la loi déclarant terminée l'incapacité de régner « du fait de l'ennemi ». Les gauches paraissent résignées à cette conséquence normale des élections, bien que certains journaux s'attachent encore à formuler les propos violents, mais sans grande conviction. En réalité, la fatigue est générale. Le roi reprendra donc l'exercice de ses fonctions; c'est à lui qu'il appartiendra alors d'apprécier si à l'incapacité de régner « du fait de l'ennemi » ne s'en est pas substituée une autre du fait de l'opposition à sa personne de près de la moitié des parlementaires élus par 52 % du corps électoral. Car, si 58 % des électeurs ont formulé le vœu que le roi revienne, lorsqu'on les interrogeait sur cette question isolément, 48 % seulement ont voté pour le P. S. C., seul parti ayant le retour du roi à son programme.

On voit combien la situation est curieuse. Le P. S. C a la majorité au parlement, mais la minorité dans le pays; le roi a une majorité dans le pays, mais le parti du roi a la minorité. Comme imbroglio, c'est joli! Et cependant la situation est plus claire que par avant, parce qu'on voit comment faire jouer les institutions.

Bruxelles, 17 juin.

YVES BRADART.

## *Tunisie et Union française.*

M. Habib Bourguiba vient à Paris, il expose nettement quoique avec habileté les revendications nationalistes; le bey de Tunis s'adresse au président Auriol et attire son attention sur l'urgence qu'il y a d'effectuer, dans la Régence, des réformes politiques; le parti socialiste, en quête d'un programme d'opposition, s'empare du problème tunisien; le résident général, M. Mons, est appelé à d'autres fonctions. La Tunisie est à l'ordre du jour. Si elle s'y présente avec une soudaineté apparente, les problèmes soulevés ne sont pas tellement nouveaux, mais le cadre dans lequel ils se posent a certainement changé.

Le nationalisme tunisien a une vieille histoire, mouvementée et pleine de vicissitudes. Après une première formation politique en 1907 (au bout de vingt-quatre ans de protectorat), c'est au lendemain de la première guerre mondiale que les revendications nationalistes se cristallisent au sein du parti constitutionnel, le *Destour* (destour=constitution) qui, malheureusement, treize ans plus tard, se divise en *vieux* et *néo-destour*. De cette deuxième fraction, au sein de laquelle se

réunirent les militants les plus « durs » et les moins traditionalistes, Habib Bourguiba est demeuré le leader.

Après la Libération, dans le malaise général causé par l'élimination de Moncef Bey, déposé en 1945 par le général Juin et interné en France, les destouriens mirent leur espoir dans une intervention étrangère. La Ligue arabe, en particulier, leur apparaissait comme l'un des instruments capables d'obtenir l'acheminement du pays vers l'indépendance. Le néo-destour est alors sans lien avec la Régence; l'installation de Lamine Pacha par les autorités françaises a rendu le bey impopulaire. En 1946, la Résidence empêche la réunion d'un congrès auquel les destouriens avaient convié toutes les tendances du nationalisme tunisien en vue de réaliser une unité de combat entre les divers mouvements. Les réformes que le général Mast s'efforça de mettre en application tandis qu'il libérait les prisonniers politiques furent accueillies avec froideur.

Depuis cette époque, les espoirs que les nationalistes avaient nourris à l'égard du Caire n'ont pu être que déçus. En revanche, sur le plan intérieur, le destour a fait des progrès indéniables : son action se fait sentir dans les syndicats, sur la jeunesse, sur les femmes; il s'inscrit bien moins fortement en réaction à l'égard des institutions islamiques. Après la mort de Moncef Bey, le destour a d'autre part affirmé son loyalisme pour Lamine Pacha Bey, lequel, en toutes circonstances, s'est fait le porte-parole des revendications politiques du peuple tunisien. Que M. Bourguiba, lui, comme on s'est plu à le proclamer, ne représente pas toutes les tendances tunisiennes, pas même toutes les tendances nationalistes, il n'en demeure pas moins que le nationalisme tunisien a pu se constituer avec une force et une unité qui lui faisait défaut en 1938. Les autorités françaises, par leur attitude répressive à l'égard de Moncef Bey, et depuis, par une sorte de refus d'aborder le problème tunisien sur un plan vraiment politique, ont d'ailleurs largement contribué, négativement, à cette consolidation du nationalisme tunisien en général et de la force destourienne en particulier.

Que demande donc le nationalisme tunisien ? Lors de son séjour en France, Habib Bourguiba a développé un programme en sept points : 1° reconstitution du pouvoir exécutif tunisien; 2° gouvernement tunisien responsable; 3° suppression du secrétariat général; 4° suppression des contrôleurs civils (fonctionnaires français d'administration); 5° suppression de la gendarmerie française; 6° des municipalités élues (réforme de 1946); 7° élection d'une assemblée constituante.

Nous ne pouvons examiner dans le détail chacune de ces revendications, mais il importe d'en dégager le sens. Elles reviennent en somme à demander la reconnaissance de la personnalité politique de la Tunisie, sa souveraineté, de lui consentir les principaux attributs d'un État. Ce qui entraînerait en premier lieu la suppression des organes français d'administration directe (secrétariat général et contrôleurs civils).

Qu'oppose-t-on à ce programme ? Des arguments de fait et des arguments de droit.

Arguments de fait. Sous des formes variables, on conteste, bien entendu, les capacités des Tunisiens à se gouverner eux-mêmes; on souligne, tel M. François Charles-Roux, la précarité des États asiatiques ou levantins nouvellement constitués et l'on dénonce l'anachronisme des courants nationalistes « pourtant en avance sur le temps dans ces régions africaines et asiatiques »; on ne devrait pas, décemment, aller jusqu'à affirmer l'impossibilité de se voir constituer une armée tunisienne alors que personne n'oublie la part des tirailleurs dans les combats d'Europe. On invoque surtout les droits acquis par les familles européennes installées dans la Régence (quelque 130.000 Français, 150.000 étrangers sur deux millions et demi d'habitants); on rappelle que la mise en valeur et la prospérité du pays sont largement leur œuvre; on met en balance les volumes réciproques des impôts acquittés par les Européens et par les Tunisiens; chiffres à l'appui, on indiquera encore dans quelle proportion l'économie tunisienne est tributaire de l'étranger; on soulignera l'importance des subventions que la France a dû consentir au budget tunisien.

Juridiquement, écrivait M. G. Messud dans *Le Monde*, notre position est très forte. Nous avons acquis des droits en Tunisie, formellement par les traités du Bardo et de la Marsa, moralement par l'action civilisatrice, économique et sociale que nous y avons développée depuis un demi-siècle.

Position très forte, mais peut-être pas cependant totalement inattaquable, même sur le plan juridique, car enfin le protectorat se fonde sur des traités, et qui dit traité ou convention dit accord bilatéral, et quel est l'accord qui, honnêtement, ne pourrait être révisé à la demande de l'une des parties ?

Il y a aussi l'Union Française. Les hommes d'État français n'ont manqué aucune occasion d'affirmer que les protectorats y avaient leur place toute trouvée sous la catégorie d'*États associés*. Le problème dépasse, d'ailleurs, le cas de la seule

Tunisie. La position de celle-ci rejoint celle du Maroc. Si les souverains, comme les nationalistes militants de ces deux pays, rejettent à priori leur entrée dans l'Union Française c'est qu'ils estiment ne pas être en mesure d'y entrer librement. Habib Bourguiba, dans ses déclarations, loin de rejeter l'hypothèse d'une union entre la Tunisie et la France, demandait seulement que son pays ait la faculté d'y entrer comme un État dont on ne discute pas la personnalité. Les traités et le régime auquel se trouve soumis la Tunisie lui laissent-ils cette faculté ? Sont-ils compatibles avec le degré d'évolution du peuple tunisien et avec l'évolution générale des pays voisins ? Telles sont les questions qu'il importe de poser au premier chef.

La question n'est pas de savoir, écrivait fort justement au *Monde* le professeur Charles-André Julien, si la Tunisie fait ou non partie de l'Union Française en tant qu'État associé, — et je juge pour ma part, déplorables du point de vue politique certaines consultations de juristes officiels, — mais si les traités qui la lient à nous sont compatibles avec les nécessités actuelles. Si l'on pense qu'ils ne le sont plus — ce dont je suis fermement persuadé — que l'on ne se laisse pas arracher bribe par bribe des concessions dont on ne gardera même pas le mérite, et qu'on ne réponde pas aux revendications par des mesures de police, mais qu'on prenne franchement l'initiative de la révision, en dehors de toute pression locale ou internationale.

Il y a en premier lieu à prendre une position de principe, en second lieu une initiative positive en vue d'établir le nouveau mode de relation entre la Tunisie et la France. Il est bien évident que la situation des Français de Tunisie ne doit être ni ignorée ni négligée. Mais n'est-ce pas minimiser, et plus encore fausser le problème que de l'inscrire dans ce dilemme : « Statu quo ou départ ? »

S'il y a drame, c'est que Français et Tunisiens s'affrontent au nom de ce qu'ils considèrent comme des intérêts propres, exclusifs les uns des autres. Chaque camp en appelle, qui, par l'intermédiaire de M. Bourguiba, à l'opinion métropolitaine, qui, par le canal de M. Colona (R. F.)[1], aux services gouvernementaux. M. Mons, qui ne possédait peut-être pas toutes les facultés d'initiative souhaitables, n'en avait pas moins élaboré un programme de réformes. Devant l'opposition de la colonisation et les derniers actes revendicateurs du leader destourien, son maintien en fonction était sans aucun

1. Le Rassemblement français est un regroupement de « Français de Tunisie », essentiellement colons. Bien que se situant sur un plan différent, ce Rassemblement se rattache au R. P. F.

doute délicat. Son successeur, M. Périllier aura un rôle d'arbitrage. Il connaît le pays : souhaitons seulement que ses attaches avec le milieu français de Tunisie ne soit pas un handicap à son action. Plus que d'arbitrer, il devrait d'ailleurs lui revenir de permettre aux Français de Tunisie de rencontrer les leaders nationalistes; de les inviter à discuter de leur avenir commun. Que les Français de Tunisie et les Tunisiens n'ont pas que des intérêts et des soucis antagonistes, qu'ils ont au contraire des intérêts liés en même temps qu'une œuvre commune à accomplir, voilà en effet ce dont il importerait qu'ils prennent, ensemble, conscience.

De Syrie au Viet-Nam il est assez de précédents fâcheux pour que, dominant des intérêts particuliers et locaux, on consente à abandonner les politiques tardives de « goutte-à-goutte » qui finissent toujours mal, pour s'engager délibérément, avec le minimum d'atavisme légiste, dans une voie de confiance envers l'interlocuteur.

PIERRE-ALBIN MARTEL.

## *Azimuths.*

Parmi les revues et les quelques hebdomadaires qui ne se contentent pas de réfléchir l'actualité, mais réfléchissent sur l'actualité — ce qui diminue heureusement leur nombre —, j'aurais aimé signaler de quelques moins brèves analyses ou citations plusieurs articles. Par exemple, dans les *Cahiers du Monde nouveau* (n° 49, pp. 73-93), un article bien construit et vigoureux de Mlle Tête sur le problème de la « laïcité ». Ces réflexions sur l'attitude du chrétien envers l'Église et l'État veulent justifier la proposition paradoxale suivante : « Pas de société humaine, et à plus forte raison chrétienne, sans l'État laïque. » Puis dans *The Downside Review* (n° de printemps, pp. 131-146) un article du théologien anglais bien connu, même en France, Mgr H. F. Davis, sur l'essence du barthisme. Prenant occasion de la thèse récente du P. Hamer, qui lui paraît bien argumentée et basée sur une très large connaissance des écrits de Barth, il propose modestement une exégèse quelque peu différente, une interprétation

moins éloignée du thomisme, de quelques textes barthiens, à première vue abruptement hostiles, sur la foi et l'analogie. Il termine :

Naturellement, d'autres aspects demeurent qu'un catholique ne peut traiter avec une aussi facile sympathie. Par exemple, la dangereuse conviction de Barth, qu'il n'existe aucune saine philosophie pérennelle; ce qui ne doit pas nous empêcher, selon Barth, d'utiliser toutes celles, différentes selon les temps, qui nous peuvent aider dans l'interprétation des Écritures; on les emploiera, non parce qu'elles ne contaminent pas la pureté de ce qu'on interprète, mais parce qu'on ne peut faire autrement; on aura seulement l'espérance et confiance qu'en dépit de cet emploi, l'Esprit nous mènera à la vérité. Ici du moins, les apparences favorisent le jugement du P. Hamer que le barthisme est un occasionalisme théologique.

Ce même H. F. Davis a contribué avec d'autres théologiens au numéro double de *Blackfriars* (avril-mai) sur l'esprit de l'Unité. Dans cette série œcuménique, toute intéressante, le dernier article du P. Ian Hislop « sur la mission universelle de l'Eglise » (pp. 230-238) m'a paru contenir des réflexions historiques et théologiques utiles à tout apostolat.

Dans *Frankfurter Hefte* (n° de juin) un article de I. F. Görres sur l'Église charnelle cherche avec éloquence à prouver que si la « matière » de l'Église « trahit » la présence de Dieu, dans les deux sens du mot, le sens favorable l'emporte sur l'autre; cet article devant faire un livre avec trois autres lettres qui font suite à celle dont *La Vie Intellectuelle* (février 1947) a publié d'importants fragments, nous aurons l'occasion d'y revenir. Ses considérations terminales insistent sur la nécessité, pour les réformes authentiques, de ne pas replier le chrétien sur « un essentiel » défini trop historiquement et étroitement, mais de le lancer dans la vaste création, avec un sens puissant et franciscain du symbolisme qui lui fera prendre pour « objets de piété » les réalités naturelles autrement suggestives que la ca-

mélote qu'on lui offre sous ce nom. Par là, elles m'ont évoqué un article, intéressant aussi, de H. A. Reinhold (dans *Journal of Arts and Letters*, édité par les Frères des Écoles chrétiennes américains) intitulé « Liturgie, Art sacré et Esprit bourgeois ». Mais comme nous avons l'*Art sacré*, et que la *Maison-Dieu* consacrera au symbolisme son prochain cahier (n° 22), je vous y renvoie.

On se contentera également de signaler dans *Annales* (janvier-mars 1950), parmi d'autres articles et notes, l'étude de G. Friedmann sur « le facteur humain dans l'industrie américaine », utile à tous ceux qu'intéresse l'évolution sociale actuelle.

Pour vous consoler de cette sèche nomenclature, je détacherai du *Tablet* (10 juin, pp. 455-456) quelques phrases dont l'heureuse balance satisfait ce goût de la symétrie également chère aux bons esprits du continent et aux intellectuels anglais auxquels s'adresse cet article.

Nos contemporains ont une grande difficulté à comprendre la guerre civile anglaise, parce que nos ancêtres utilisaient alors une terminologie religieuse pour les réalités économiques, alors qu'aujourd'hui nous utilisons un langage économique pour couvrir les réalités religieuses.

Et plus loin :

Le Dr Heenan disait : « Une des grandes hérésies actuelles est ce divorce entre l'amour de Dieu et l'amour du prochain. » A bien des époques, en beaucoup de pays, un péché majeur a été une profession toute formelle de l'amour de Dieu, non accompagné, comme il est trop patent, d'aucun amour authentique du prochain. Mais actuellement, dans notre propre société, l'opposé est beaucoup plus courant...

A cette difficulté, si on la croit réelle, l'on pourra trouver dans l'article du *Tablet* une réponse. Mais je préfère la chercher pour vous là où, à tort, on ne l'aurait guère attendue, à savoir dans le dernier numéro de

la *Revue biblique*. Mais pour bien me faire comprendre, il me faut d'abord citer la fin de l'article (pp. 180-211) d'A. Feuillet sur la synthèse eschatologique de saint Matthieu :

L'eschatologie est un élément essentiel de la doctrine du Christ. La morale de l'Évangile, la survie des âmes individuelles, l'Église, ne sont pleinement intelligibles que dans leur rapport avec la consommation finale, l'achèvement du Règne de Dieu. Être chrétien, c'est autre chose que d'espérer le ciel comme une récompense étroitement individuelle; c'est avoir, comme Jésus, la hantise de la venue du règne sur l'univers; c'est élargir ses ambitions aux proportions de l'humanité rachetée tout entière par le Christ, et c'est en conséquence vivre dans l'attente du grand jour, déjà tout proche aux yeux de la foi, où Dieu sera tout en tous.

Avant d'aller plus loin, je voudrais en quelques mots expliquer ce terme d'eschatologie. On vient de le voir surgir. On l'a ici utilisé souventes fois. Il a des chances de revenir. Peut-être même abordera-t-il quelque jour aux rives fortunées du catéchisme et du sermon, après l'habituelle quarantaine en théologie. Du moins si l'on fait droit aux désirs par quoi A. Feuillet termine son article :

Peut-être est-il permis d'estimer que la théologie, telle du moins qu'elle s'exprime dans les manuels, ne s'est pas suffisamment nourrie des données eschatologiques du Nouveau Testament. C'est ainsi qu'on lui a reproché ces temps derniers de traiter de la mort, du jugement, du ciel et de l'enfer comme de vérités isolées, sans rattacher suffisamment ces enseignements à la personne du Christ ressuscité et vainqueur de la mort. On lui fait grief encore d'être trop individualiste et anthropocentrique et de laisser dans l'ombre l'aspect communautaire et théocentrique du salut, l'avènement du règne de Dieu. Mais cet état de choses a une excuse : l'utilisation des textes est souvent malaisée. C'est aux exégètes qu'il incombe, semble-t-il, de frayer la voie aux théologiens et de dissiper, autant que faire se peut, les obscurités.

Eschatologie signifie donc étymologiquement : traité

des choses dernières. Sous ce mot savant, un œil catholique pourrait ne voir que ce qu'on a coutume d'appeler les « fins dernières », avec lesquelles les « grandes vérités » l'ont familiarisé. Il manquerait par là plus qu'une nuance. Car dans la théologie biblique qui l'a apprivoisé, l'eschatologie a d'abord un sens cosmico-collectivo-historique. La citation précédente le faisait prévoir : ce sont les fins dernières de l'humanité comme telle, et le terme de son évolution, qui attirent d'abord son regard, et en fonction et à l'intérieur de quoi elle fait jouer les fins dernières individuelles.

Il faut se garder d'autre part d'assimiler fin dernière au singulier, avec fins dernières au pluriel. Au singulier, l'expression a un je ne sais quoi qui met d'emblée son contenu au-dessus de l'histoire, puisqu'il s'agit alors de Dieu objet de la vision béatifique de l'élu. Au pluriel, on reste dans l'histoire et ses prolongements, dans la catégorie du temps, essentielle à l'eschatologie biblique. Encore faut-il entendre cette catégorie tout autrement qu'à la grecque. Le Grec calcule les quartiers de l'espace céleste, leur contenu et leur emboîtement. Le Juif, et le chrétien à sa suite, calcule les époques successives déterminées par les gestes de Dieu. Le Grec pense monde, le Juif histoire. Comme le dit E. Stauffer, un bibliste allemand, « le Grec cherche à percevoir l'éternelle harmonie des sphères; les hommes du Nouveau Testament écoutent le pas de l'Histoire universelle ». La Bible décrit plus volontiers la Création en termes de temps, qu'en termes d'espace; elle pense par « siècles », par « éons », année, jour, heure de Yahvé, saison divine, toutes formules qui, en évoquant des événements définissables à nos computs, mesurent nos horloges même stellaires, plus qu'elles ne sont mesurées par elles. Du temps de Dieu dépend l'évolution et le contenu du monde et non celui-là de ceux-ci. Les temps divins valorisent l'univers.

Et nous sommes, nous, dans les temps eschatologi-

ques, dans les derniers temps, caractérisés par l'apparition de certaines valeurs mystérieuses dont la foi chrétienne nous apprend que préparées, prophétisées par la période précédente, elles ne connaîtront pas de fin. Sans doute les apparences en pourront changer, car certaine évolution peut encore s'accomplir du mystère à la gloire, mais à l'intérieur de ces temps, et dominée par un passé à jamais décisif. On parlera aussi de l'ultime maturation vers les derniers jours, où le jugement débrouillera enfin les réalités qui sont encore en lutte, mais Dieu a jeté dans ce jeu tragique ses derniers atouts, la croix et la résurrection de Jésus, déjà victorieux, et qui n'attend plus que le triomphe cosmique définitif.

L'eschatologie, ainsi comprise, n'est qu'une époque, la plus importante, du sens chrétien de l'histoire, celle qui oriente toutes les autres. Pour lui donner toute son ampleur, il faudra que les théologiens nous restituent peu à peu toute l'angélologie et la démonologie du Nouveau Testament. Mes revues n'en parlant pas, je me contenterai de vous renvoyer au livre tout récent du R. P. Bouyer : *La vie de saint Antoine* (collection « Figures monastiques », Édition de Fontenelle, 1950). Son sujet l'a amené à consacrer au thème : « Cosmologie et démonologie dans le christianisme antique », quarante pages très bien construites et passionnantes.

Pour terminer, il me paraît intéressant de vous transcrire encore quelques lignes d'A. Feuillet. Je laisse à regret certains paragraphes qui auraient répondu à quelques-unes des questions posées par les derniers Azimuths. Mais on y reviendra puisque le sens de l'histoire est peut-être le problème majeur posé à nos théologiens et à nos militants. Je me contenterai donc de la page où notre exégète montre en terminant l'élargissement des théologales par l'eschatologie.

Le fondement même de l'Église, c'est la *foi* en la souve-

raineté du Christ, vainqueur du péché et de la mort. On notera que le discours sur le temple porte principalement sur la foi au triomphe de Jésus : les apôtres devront veiller à conserver la pureté et la ferveur de leur foi malgré les faux messies et les faux prophètes; la masse des Juifs est châtiée pour avoir refusé de croire à l'Évangile; les autres, les élus, entrent dans l'Église en même temps que les nations qui se convertissent; les disciples sont invités à avoir une foi assez vive pour savoir discerner dans les malheurs de leur patrie le doigt de Dieu et l'établissement du règne du Sauveur. Ce serait donc fausser le message évangélique que d'en faire une pure espérance tournée vers l'avenir en oubliant la foi en un salut actuellement acquis. Mais ce serait pareillement le dénaturer que de se contenter de la foi, en considérant l'*espérance* comme une concession consentie aux pensées particulières du temps apostolique. Les paraboles de l'intendant, des vierges et des talents mettent en relief la nécessité d'attendre le Christ comme de bons serviteurs attendent leur maître qu'ils servent avec amour ou encore comme une fiancée attend son fiancé : ainsi se trouve marquée la grande place que doit tenir l'espérance en toute vie chrétienne, du fait même que celle-ci ne possède qu'imparfaitement les biens messianiques et que le Règne de Dieu n'a pas encore atteint son achèvement. Enfin, à la fin des temps, la multitude des hommes est jugée sur l'amour, ou plus précisément sur la *charité* fraternelle pratiquée au nom de Jésus. La foi et l'espérance ne serviraient de rien si elles ne s'épanouissaient en charité : jamais Jésus ne l'a dit plus éloquemment que dans la description des assises du jugement de Mat., xxv, 31-46.

Nous avons vu que ce tableau de la Parousie suprême est en réalité un enseignement sur la charité fraternelle, la vertu par excellence de cette période intermédiaire où le Christ glorifié, personnellement soustrait aux regards des siens, n'est visible que dans ses frères. Le but du plan divin sur le monde n'est autre que le triomphe de la charité.

A.-Z. Serrand.

## Le mois de juin

Au lendemain, du retour à Washington de Mr Johnson et du général Bradley, de leur mission au Japon, quatre jours après la déclaration à Séoul de Mr Forster Dulles : « La Corée n'est pas laissée seule », le 25 juin, à l'aube, les troupes communistes de la Corée du Nord franchissent le 38e parallèle et envahissent la Corée du Sud. Le même jour, le représentant soviétique étant absent, le Conseil de Sécurité envoie, de Lake Success, l'ordre de cesser le feu. Le 27, le président Trumann ordonne aux forces navales et aériennes du Pacifique de soutenir la Corée et de protéger Formose; le Conseil de Sécurité, le représentant soviétique toujours absent, approuve la résolution américaine. Le 28, le gouvernement de Londres place les forces navales britanniques sous les ordres du général Mac Arthur. Séoul est occupée par les Nordistes. Moscou affirme une volonté de non-intervention. Le 30 juin, la résistance sudiste s'effondre; des troupes américaines entrent dans la bataille.

Pour étudier la réalisation du pool Schuman, la conférence des Six (France, Allemagne, Italie, Pays-Bas, Belgique, Luxembourg) se réunit à Paris, le 20. La France pose la question de la Haute Autorité du pool, organe exécutif supra-national; les États du Bénélux marquent leur préférence pour que l'on aborde d'abord la discussion des problèmes techniques. Après un échange de plusieurs notes avec la France, la Grande-Bretagne avait décidé de se tenir sur la réserve; le 17, le parti travailliste publiait un manifeste sur l'unité européenne. Washington manifeste des regrets sur l'attitude de l'Angleterre.

Le 23 juin, lors du débat sur le reclassement des fonctionnaires, le gouvernement Bidault est mis en minorité et démissionne. Le 30, M. Queuille reçoit l'investiture de l'Assemblée, mais rencontre des difficultés pour la formation de son ministère. Le 8 juin, avaient eu lieu les élections de la Sécurité Sociale.

En Belgique, aux nouvelles élections générales, le parti social-chrétien a la majorité absolue à la Chambre et au Sénat; M. Duvieusart accepte de former le cabinet. A Varsovie, accord germano-polonais sur la frontière Oder-Neisse. A Bonn, le parlement fédéral approuve l'entrée de l'Allemagne au Conseil de l'Europe.

# GRAHAM GREENE OU LA NUDITE DE DIEU

*Ayant presque fait de lui un auteur de romans policiers, un certain public sourit à Graham Greene. Le romancier de* La Puissance et la Gloire *n'a rien entrepris dans ce sens. Créateur d'intrigues policières, il l'est comme d'autres le sont d'intrigues politiques ou amoureuses. Par nécessité. Du même mouvement que Bernanos élaborant un* Crime. *Avec la conviction que l'existence est mystère, tragédie, tractations plus ou moins louches. Le cinéma s'est emparé de ses personnages. Cela ne pouvait pas ne pas être : ses personnages sont cinématographiques dès leur conception. A l'écran, sans doute, perdent-ils un peu de leur liberté humaine, rançon d'une adaptation trop facile. Voilà Graham Greene connu du grand public, et une majorité de catholiques cultivés le vénèrent comme leur porte-fanion.*

*Lorsqu'il vivait à l'ombre de la grande école que son père dirigeait à Ashbridge, environ 1916, le jeune Greene pressentait-il la gloire de 1950? L'atmosphère y était de tout repos pour un adolescent correct et pratique. Deux vertus qui ne lui furent point départies et qu'il ne rechercha jamais particulièrement. Ashbridge fut pour lui un symbole de la prison — des geôles de partout, des geôles de l'Afrique, du Mexique et des geôles pires d'Europe. Anglais, et Dieu sait jusqu'où! a mesuré la fragilité des institutions occidentales. Il a découvert plus d'hypocrisie que d'humanisme. Mené à voir le salut des grands dans leur dépouillement, il en est venu par un lent sentier au* Magnificat *à l'Évangile. De là à en faire un représentant de l'a-*

*pologétique chrétienne, le pas était court. On l'a vi sauté.*

*Si la question lui était posée de savoir ce qu'est l'hu manisme catholique, Graham Greene étonnerait beau coup de ses lecteurs en avouant qu'il l'ignore, et qu ses yeux il n'y a point d'humanisme catholique. Il y une vérité, dirait-il, une vérité de la vie et une vérité d l'art, une vérité qui n'est point toujours belle et q témoigne de l'homme sans en être un ornement. Pou lui, il n'y a même qu'une vérité ténébreuse, comme u horizon d'orage, avec des fulgurations épouvantable une vérité de la nuit et une vérité de la misère. Il n s'est pas attaché à l'étude de cette vérité par fanfaron nade ni mépris de* l'autre *vérité. Bien sûr, l'autre vérit existe, — l'éblouissement dans la splendeur et le trion phe des bienheureux. Elle est la fin de la vie humaine l'autre versant du Golgotha et l'au-delà de l'aube pas cale. Sans doute, le Royaume annoncé commence dè ici-bas; mais il est un royaume où les brigands sont plu nombreux que les justes, où les justes eux-mêmes ne l sont jamais parfaitement, où l'ivraie prolifère, qui n doit pas être séparée du bon grain. En quelque sorte mon Dieu! un vrai royaume de Pétaud... Eh oui! l'idéa lisme ne sert de rien, pense Graham Greene, qui con siste à se bander les yeux pour mieux célébrer la vertu*

*Ses personnages sont tous des êtres persécutés, tra qués, des hors-la-loi. Scobie, le Scobie de* Fond du Pro blème, *est en butte à l'idée même qu'il s'est faite d sa responsabilité. Catholique, il est rigoureusemen dépourvu de confiance en Dieu. Il refuse de s'en remet tre au Christ pour sauver les âmes dont il a traversé l'existence. De la même façon, le prêtre de* La Puis sance et la Gloire *se défie jusqu'à la fin de la Miséri corde. Lui aussi, lourdement, il porte la responsabilité de cette enfant qu'il a eue en accomplissant le péché A personne il ne délègue le pouvoir de se substituer à lui pour racheter ce fruit de son désespoir. Il ira a*

*martyre comme vont à la clinique les malades incurables. Sans espoir, dans la plus pauvre angoisse, avec la moins exemplaire des peurs. La prison où nous le montre Greene est un résumé saisissant du monde tel qu'il le conçoit. On y trouve des assassins, des ivrognes, des voleurs et une pieuse femme, hélas! écrouée par méprise et pleine de dédain non seulement pour ses compagnons de geôle, mais pour le prêtre lui-même... « Les péchés véniels (l'impatience, les petits mensonges, les occasions perdues) éloignent la grâce plus irrémédiablement que les pires forfaits. » Dans l'innocence, y a-t-il place pour l'amour? Mais le chrétien connaît la loi d'amour. Il y est astreint par vocation. Il est le seul à pouvoir y manquer gravement. Il est même le seul qui puisse pécher mortellement — étant le seul qui sache ce qu'il fait.*

*Graham Greene ne crée ainsi que des pécheurs : pas un de ses personnages — en tant qu'il domine le récit — qui ne soit coupable et ne puisse être jugé sur l'amour. Cette rigueur est le signe d'un romancier pour qui Dieu est essentiellement un Dieu tragique. A une mystique du XIV^e^ siècle, le Christ avouait : « Ce n'est pas pour rire que je t'ai aimée! » Cet aveu pourrait servir d'exergue à la plupart des romans de Graham Greene. Il n'y a rien là pour l'amusement, rien qui n'ait son importance, qui n'amorce une angoisse, ne déclenche un malheur dont la fin est bien souvent la mort. Jusque dans la technique très particulière qui est la sienne, Greene n'utilise un détail — en apparence le moindre — qu'en vue d'un aboutissement, imbriqué dans un ensemble qui n'est jamais fortuit, encore moins fantaisiste. Au début de* The Ministry of Fear, *Rowe gagne dans une kermesse un cake magnifique, un vrai cake, un cake dont on jurerait d'abord qu'il est sans histoire. Un honnête cake. Mais il n'est rien de réellement* honnête *chez Greene : le cake contient des documents secrets; le cake est tragique... De même, l'ano-*

*dîne rencontre, sur un quai brûlant, du prêtre en dérade et du dentiste anglais, aux premières pages de* La Puissance et la Gloire. *De même, à l'orée du* Fond du Problème, *la terrasse de Freetown où Wilson regarde la foule dominicale...*

*L'humanisme ferait sourire Graham Greene parce que l'homme ne vit pas pour une harmonie consciente, en quelque sorte préétablie depuis des siècles. La tranquillité du sage, la paix du juste ne sont pas de ce monde. Il y a bien la morale. Peut-être les moralistes éprouvent-ils une grande sécurité derrière les codes et les commentaires. De bonnes âmes, prodigieusement préservées, rendent grâces au catholicisme de ce qu'on pourrait appeler le balisage et la viabilité de l'existence. Mais combien sont ceux qui marchent sereinement dans les voies de la vertu? Les bien portants ont droit à notre admiration. Je doute que Graham Greene les admire sans mélange... Peu importe. Son témoignage est d'un autre ordre. Il avait à nous dire que la religion et la morale ne se situent pas sur le même plan. Il ne cesse de rappeler que le Christ n'est pas venu pour ceux qui étaient sauvés, mais pour ceux qui étaient perdus, pour les plus misérables de nos frères, pour chacun de nous en tant qu'il se sent pitoyable, qu'il se supporte avec dégoût, qu'il n'aime pas sa vie. Il fallait ainsi nous redire que « quiconque déteste son âme en ce monde, la sauvera dans l'éternité »* (Jean, XII, 25).

*Le Dieu de ses romans est le plus dépouillé que je connaisse. Il est ce supplicié réduit à l'état de nudité totale (non seulement celle du corps, mais celle de l'âme, et jusqu'au cri d'abandon :* Lamma sabacthani), *cet Homme broyé et ce Dieu humilié qui, à l'encontre de toutes les éthiques connues, refuse le châtiment des bourreaux, expire en pensant non point aux justes, mais aux persécuteurs... Le paradoxe est bien que Graham Greene soit le romancier de la sécheresse — de* cette *sécheresse — et celui de l'amour. Qui ne sent, en effet,*

*quelle infinie Miséricorde postulent ces milliers de pécheurs, et que sans la faute* (felix culpa! *dit la liturgie*) *nous eussions été privés de cette extraordinaire preuve d'amour qu'est la Rédemption? Pas de plus grande démonstration d'amour que de donner sa vie pour ceux que l'on aime. Scobie et le prêtre mexicain donnent la leur pour les âmes dont ils ont charge. Ils le font peut-être inconsciemment, sans enthousiasme en tous cas. Mais Jésus au jardin des Oliviers ne nous enseigne point l'enthousiasme. Où la faute abonde, dit l'Écriture, la grâce (c'est à savoir l'amour) surabonde. Et nous voilà ramenés aux mystères de la sainteté.*

*Seulement, c'est ici la barrière de l'art : l'art invente, l'art imagine. Il crée. Or, nul ne crée des saints; nul n'invente la sainteté. Greene ne peint aucun saint. Ni nul autre romancier, même ceux-là qu'on dit — ou qui se disent — chrétiens (Bernanos même, dans* La Joie, *n'a réussi l'admirable Chantal que par le jeu des ombres, et quelles ombres! où vivent, et de quelle vie! les larves de M. de Clergerie, de sa mère, d'Espelette et du Russe).*

*Sans doute, suffit-il que, par le truchement du roman, un esprit pénétrant et un cœur sincère nous livre une vision du monde où les hommes d'aujourd'hui se reconnaissent. On rendra cette justice à Graham Greene que l'image de nous-mêmes qu'il nous renvoie, à travers ses personnages, n'est déformée par aucune complaisance; cependant que, s'il nous amène aux confins de la honte, jamais il ne nous laisse dans la désespérance. Une déchirure palpite au flanc de son univers, une tremblante ouverture par où se fraie le chemin de l'amour.*

MAURICE CHAVARDÈS.

# LIVRES

## François Mauriac : *Journal*. Flammarion.

Ce quatrième tome du *Journal* de Mauriac sera probablement, dans ses œuvres complètes, le cinquième et même le sixième. Mais les précédents non plus que les suivants ne portent sur cette expérience décevante, d'autant plus amère peut-être que l'engagement fut désintéressé et qu'aucune passion n'y trouva aliment : l'expérience politique. Et sans doute, Mauriac, aussitôt restaurées les institutions républicaines, récusa-t-il l'adhésion personnelle à l'un ou l'autre des partis. Non que son cœur ne penchât vers ceux qu'il nomme les fils spirituels de Lacordaire — mais il saluait dans le même temps (en janvier 1945, la guerre durait encore) « la victoire des armées rouges qui délivraient l'Europe ». Au-dessus de la mêlée, mais non tout à fait à l'abri, il n'a cessé d'observer les démarches politiques d'un pays toujours à l'avant-garde de l'indépendance. Nous disons « observer » — mais ce n'est pas à entendre dans le sens du spectateur frigide ni sceptique. Mauriac tient de son Midi bordelais une chaleur, une sensibilité qui lui interdisent la quiétude : aucun de ses propos ne nous laisse en paix.

C'est d'abord, à la veille de l'effondrement allemand, l'objurgation adressée aux acolytes du national-socialisme : « Votre amour de la France l'emportera-t-il enfin sur vos inguérissables phobies ? La haine de la démocratie, une peur viscérale du communisme, l'attachement aux privilèges de l'argent, aux régimes qui mettent la force brutale au service de ces privilèges, l'injustice à l'égard de la classe ouvrière, voilà les murs du cachot qui vous séparent de la France délivrée ! »

L'appel ne devait pas être entendu. Il fut répété, et jamais le ton n'en fut autre que celui de la charité. Plus tard, et bien trop tôt, des dissonances devinrent sensibles parmi les grands triomphateurs d'août 1944. On se souvient du dialogue entre Mauriac et Pierre Hervé, dialogue qui tourna vite au monologue, le fossé étant tel que la voix ne le pouvait plus franchir... Avec d'autres, plus proches par certains côtés, celui qui s'appela Forez, durant les saisons noires, tenta de retrouver les chemins perdus. Aux chrétiens d'obédience marxiste, il demandait de ne pas céder à un emballement puéril, mais de considérer que si l'on est libre d'aller du côté où la passion politique incline, nul n'a le droit de substituer à la réalité catholique d'aujourd'hui une caricature habile et gravement injuste.

Celui qui, au plus sombre de la guerre d'Espagne, étant par tradition ce que l'on appelle un homme de droite, sut choisir publiquement entre l'ordre inique et le profond désir de justice d'un peuple bafoué, celui-là avait qualité pour tenir le langage qu'on a vu. Je ne crois pas que l'on éclaire jamais d'un jour serein la jungle politique. Elle n'en reste pas moins émouvante, la démarche d'un écrivain honnête qui — en dépit d'une sensibilité qu'il

connaît et dont il sait ne pouvoir escompter en l'occurrence qu'a-certume — s'essaie au rôle de l'ange qui passe d'un camp à l'au-re, noue des liens, crée des correspondances et « révèle aux frères nnemis qu'ils sont les pampres de la même vigne, qu'ils partici-ent au même amour ».

Maurice Chavardès.

Henri Rollet : *Les étapes du catholicisme social* (*Culture catholique*, n° 3, Éditions de la Colombe).

« Si un groupe d'hommes se retire de la cité et renonce à toute ction, l'Église, qui mesure les tâches à accomplir, n'est pas indifféente à leur abstention, elle s'efforce de les ramener au devoir. Car ans le Corps mystique, qui est l'Église du Christ, chacun a un ôle à jouer, et il importe au développement de l'ensemble qu'une artie ne soit, volontairement ou non, absente. » Ce commentaire, ui est bien celui d'un chrétien et d'un homme d'action (pourquoi ne pas avouer : d'un homme d'affaires ?), situe la courte étude l'Henri Rollet sur les étapes du catholicisme social. Les milieux atholiques n'ont pas oublié son excellent ouvrage, *L'action sociale les catholiques en France*, 1871-1901, récemment couronné par l'Académie des sciences morales et politiques. Aujourd'hui, Henri Rollet à la fois prolonge sa recherche dans le temps, puisqu'il évoque les premiers efforts d'Ozanam, fondateur de la Conférence de Saint-Vincent-de-Paul, et les missions prolétariennes du P. Loew à Marseille, et l'approfondit, puisqu'il recherche partout les causes du mal à combattre et la pertinente définition de ce mal. Il montre justement qu'on opposerait à tort un catholicisme social à un autre qui ne le serait pas, car, comme le dit Mgr Ireland : « L'histoire de l'Église catholique, c'est l'histoire de l'affranchissement des esclaves, de la défense du pauvre, du peuple... » Mais cette histoire ne s'écrit pas toujours dans la même langue, avec les mêmes slogans sociaux précisément, ce qu'on a trop oublié et qu'il fallait rappeler.

Jacques Nantet.

Henri Rollet : *Albert de Mun et le parti catholique*. Paris, Boivin et Cie, 1949; in-16, 127 pp.

Un tout petit événement dans l'histoire de la IIIe République et du catholicisme français : le 8 septembre 1885, Albert de Mun lance l'idée d'un parti catholique, son appel ne rencontre presque aucun écho favorable et s'enlise déjà dans le silence, lorsque le 9 novembre, désapprouvé par Léon XIII, le projet est abandonné par son auteur. Mais ce petit événement valait la peine d'être conté par le détail, car il en est peu d'aussi significatif. En effet, de Mun savait être très accueillant à toute idée, à toute position généreuse, et demeurer en même temps très indépendant de ce qui n'était pas l'immédiat service de l'Église : position inconfortable qui lui valut l'incompréhension de ses meilleurs amis et fit de son projet

le point de mire des critiques les plus diverses : conservateurs pour qui le catholicisme n'est qu'une tradition vénérable et qui voient dans le parti annoncé un semeur de division dans le bloc royaliste catholiques fervents pour qui la monarchie est la condition providentielle et nécessaire de la restauration chrétienne et de la reconstruction sociale, ou encore catholiques, beaucoup plus rares d'ailleurs, qui rejettent un projet compromettant pour l'Église. De côté du Saint-Siège enfin, le coup de frein de 1885 ne se comprend que dans la perspective du Ralliement qu'eût compromis une tentative vouée à l'insuccès. C'est donc toute l'histoire « psychologique » du catholicisme aux années 1880 que nous raconte ici M. Rollet en marge de ses beaux travaux sur le catholicisme social.

V. G.

Robert Havard de la Montagne : *Histoire de la Démocratie chrétienne de Lamennais à Georges Bidault*. Amiot Dumont, Paris.

Livre de fond pour la bibliothèque du « chrétien régressiste » : cent cinquante ans d'histoire vus par « ceux dont les événements de 1944 ont étouffé la voix et brisé la plume... » (p. 50).

K. W.

## Livres reçus

### Éducation

M.-G. Armett : *En regardant mes enfants vivre*. Les presses d'Ile-de-France, 11×18, 180 pp.

Jacques Leclercq : *La Famille*. Édit. Wesmael-Charlier, Namur, 15×23, 484 pp.

### Histoire

Joseph Chappey : *Histoire générale de la civilisation d'Occident de 1870 à 1950*. Presses universelles, 14×23, 404 pp.

Gustave Cohen : *Scènes de la vie en France au Moyen-Age*. Édit. de Fontenelle, 19×24, 146 pp., 500 fr.

Léon Homo : *De la Rome païenne à la Rome chrétienne*. Robert Laffont, 14×19, 336 pp., 600 fr.

Charles Jordan : *Louis XVII a-t-il été guillotiné ?* Édit. Opta, 14×22, 88 pp., 280 fr.

Pierre Rain : *La diplomatie française (de Mirabeau à Bonaparte)*. Plon, 14×23, 258 pp., 330 fr.

## THEATRE

L'État accorde patronage et subvention à quatre compagnies provinciales, le Centre dramatique de l'Est, dont le port d'attache est Mulhouse, celui de l'Ouest, le Grenier de Toulouse et La Comédie de Saint-Étienne, dont le directeur-fondateur est M. Jean Dasté.

L'expérience prouve d'abord qu'il y a là des centres d'apprentissage dramatique destinés à devenir des pépinières de bons acteurs. On ne dira jamais trop que l'art du comédien est *aussi* un métier, que ce métier s'apprend en jouant la comédie, qu'il s'apprend bien mieux sur une scène où le jeune acteur a l'occasion de jouer de grands rôles dans de grandes œuvres et se trouve soumis aux exigences d'un répertoire varié. Le concours des jeunes compagnies nous révèle chaque année des décors ingénieux, de jolis costumes et même des metteurs en scène de talent : le Centre dramatique de l'Est et le Grenier de Toulouse nous révèlent des acteurs (au moment où cette chronique s'imprime, les deux autres n'ont pas encore donné leurs spectacles.

Le Grenier de Toulouse a présenté *Le Carthaginois* de Plaute, *L'Assemblée des femmes* d'Aristophane, suivie des *Fourberies de Scapin*. Ce choix indique les préférences de son animateur, M. Maurice Sarrazin, qui est aussi l'auteur des adaptations pour les œuvres antiques : il s'agit d'une farce où se mêleraient la pantomime de la comédie italienne, la cocasserie du cirque, le « canular » des revues d'étudiants et la *vis comica* de tous les temps. La tendance à « en remettre » est le danger du genre. L'adaptation d'Aristophane est précédée d'un prologue inutile, dernière trace d' « amateurisme », et elle semble parfois inspirée par la recherche d'effets faciles, quand, par exemple, on met en chanson tel monologue. De même, est-il très heureux

de nous montrer un Carthaginois coiffé d'un « melon » au milieu de romains habillés à l'antique jusqu'à la ceinture et, pour le reste, pourvus de pantalons, culottes de cheval, chaussures à semelles de crêpe ? Ce sont là bonnes blagues de carabins... Hâtons-nous de dire ces choses pour avoir le droit de louer la verve d'adaptations qui respectent la crudité des textes en atténuant leur grossièreté, l'intelligence d'un metteur en scène particulièrement habile à maintenir une continuité comique d'un bout à l'autre de chaque œuvre, continuité essentielle à la farce, enfin l'étonnante vitalité d'une troupe dont il faut au moins citer M. Pierre Mirat, l'esclave noir du *Carthaginois,* M. Jean Bousquet, le Géronte des *Fourberies,* M. Gustave Lacoste et M. Daniel Sorano, le Scapin prédestiné, celui de Plaute comme celui de Molière, et, osons le dire, il l'emporte sur tous les Scapin parisiens que nous connaissons.

La compagnie de M. André Clavé a présenté une comédie manquée et un drame réussi. *Le miracle de l'homme pauvre* est l'œuvre d'un jeune Polonais, Marjan Hemar. Le premier acte démarre avec une lenteur inquiétante. L'intrigue se déroule sans le moindre scrupule dans le choix des moyens et des effets : avec une naïveté qui devient suprême habileté par absence d'habileté, l'auteur retrouve les trucs les plus classiques du mélodrame populaire. On nous promène chez un juge d'instruction, dans une prison, chez le Ministre de la justice, à la Cour d'assise. On nous montre une soutane et des juges en robe. On assiste à un miracle et à un procès, avec réquisitoire et plaidoirie, discussion sur le surnaturel et le pathologique. Tout ce qui peut créer un intérêt *extra* ou *para* dramatique est amalgamé au drame sans le moindre scrupule, problème idéologique, pittoresque judiciaire, psychiatrie et psychanalyse à l'usage du parterre... Et pourtant, le public le plus critique « marche ». D'abord, la mise en scène de M. André

lavé est d'un style sobre et juste, dont les décors sont image la plus sensible, mais qui s'exprime surtout ans une « atmosphère » d'autant plus difficile à créer ue nous sommes vraiment très loin de Paris. Si la roupe est inégale, elle est conduite par quelques acteurs xcellents, à commencer par M. François Darbon dans a remarquable composition du curé.

Un jeune ouvrier électricien abandonne tout travail, asse sa vie au chevet de sa femme paralysée, priant ans écouter les criailleries de sa belle-mère qui doit ourrir toute la maisonnée. Un jour, il revient de l'é-lise, le regard illuminé de joie et d'amour : la statue e sainte Thérèse s'est animée et lui a tendu son col-er de perles, lui disant : « Prends, je n'en ai pas esoin! » Ce miracle en produit aussitôt un autre : la alade se lève. Parents et voisins tombent à genoux, médecin avec eux. Pèlerinages à la statue de la ainte et au pauvre logis de la miraculée, vague de foi ans tout le pays, conversions... Et Joseph? Eh bien, oseph est en prison, car la justice a le devoir d'envi-ager l'hypothèse d'un vol. Bien entendu, si nous n'é-ions pas au théâtre, le cas serait simple : une expertise boutirait très vite à un non-lieu, le juge d'instruction econnaîtrait sans peine en l'ouvrier Joseph le plus hon-ête des voleurs et la victime pseudo-mystique d'une uto-mystification.

Car il y a vol. Quelqu'un le sait, dont l'intérêt serait ourtant qu'il y ait eu miracle : le curé de la paroisse. elui-ci est seul à connaître le secret du collier : les erles sont fausses et il est trop clair que saint Thérèse n'a pu se livrer à une plaisanterie d'un goût douteux. e curé, pensez-vous, se précipite chez le juge d'ins-ruction : le vol devient sans gravité et l'inconscience du voleur est si évidente... Mais nous sommes au héâtre : le curé demande donc une entrevue au Minis-re de la justice pour lui parler d'autre chose, ce qui nous vaut un beau dialogue sur les raisons de la raison

et les autres, puis, magnifique invraisemblance, c'est a pauvre Joseph lui-même que le bon curé confie so secret.

Un ingénieux réquisitoire fera le reste en réveillan la mémoire de l'accusé qui proclame sa culpabilité a moment même où son avocat démontre son innocence Aussitôt, sa femme redevient paralytique, ses fidèle cessent de croire en lui et en son Dieu...

Drame simpliste, candide et émouvant, *Le miracle d l'Homme pauvre* méritait les soins d'une troupe fran çaise certainement plus que bien des pièces présentée à Paris au cours de cette saison. Et les soins d'une troupe qui ne craint pas les difficultés : le Centre dramatique de l'Est l'avait montré l'année dernière en donnant *Un homme de Dieu,* de Gabriel Marcel; elle le montre, cette année, en jouant *L'Otage* et en le présentant au Théâtre Montparnasse quinze jours après la reprise ou plutôt la nouvelle création de la Comédie-Française.

La mise en scène de M. François Darbon est caractérisée par une scrupuleuse fidélité aux indications de Paul Claudel (y compris, ce que je n'avais jamais vu, le domestique qui ouvre les volets entre la scène I et la scène II de l'acte I); c'est un pape en soutane noir, comme le demande l'auteur, qui apparaît, et l'on ne trouvera aucune de ces libertés inopportunes que l'on comprend mal dans la mise en scène de M. Henri Rollan. Pourquoi, rue Richelieu, avoir fixé la grande croix sur un mur de côté et la tapisserie portant l'écu de Coufontaine sur le mur du fond, puisque Claudel prescrit le contraire, puisque, même si Claudel n'avait rien dit, l'œuvre crierait le contraire? Et pourquoi ce finale où Sygne se lève complètement et titube dans les bras de Turelure, alors que Claudel écrit : « Elle fait un effort désespéré comme pour se lever... » Est-il sûr que Turelure doive hurler *Coufontaine! adsum!* Et quelle signification accorder à son signe de croix devant la morte?

Si le pape du Français reste trop longtemps debout, Turelure de Montparnasse reste trop longtemps ssis. Le curé Badilon, à Montparnasse, se tient un peu in de Sygne pendant la confession et pourrait se dé-arrasser plus vite de son chapeau; il semble cependant lus inspiré que son confrère du Français. Le Turelure e M. François Barbon est un homme jeune, que des ons reéls ont mis au premier plan et défendant si bien n cause qu'il devient presque sympathique; celui de l. Jean Davy est vraiment un grand fauve dont l'intel-gence est flair et l'instinct volonté. Il n'est pas néces-ire que Sygne soit belle comme Mme Claude Nollier, ais cela ne nuit pas; celle de Montparnasse est parfois lus émouvante, mais on l'entend mal...

On aimerait à regarder chaque détail. Si ces repré-ntations ne sont pas parfaites, elles sont pourtant elles que leur imperfection éclaire la perfection de œuvre. Ce qui n'est pas un mince mérite quand on ense à la difficulté fondamentale de *L'Otage*. Une anscendance double ici chaque personnage : le pape st un vieillard épuisé, mais il est aussi l'Église et tout on rôle tient dans un contraste entre l'effacement de sa ersonne et l'éternité de ce qu'elle représente; foi et hevalerie sont intimement unies en Sygne comme elles étaient aux origines de sa race, si bien que le Moyen-ge continue à vivre en cette fille lucide où il prend onscience de sa fin; coupée de la foi, la chevalerie n'est lus qu'honneur, le dernier absolu auquel tient Georges e Coufontaine et pour lequel il meurt; la Révolution ève le sinistre Turelure à la grandeur épique. Un onde finit, un monde commence... Le théâtre français 'a sans doute pas de pièce plus profondément histo-que que l'invraisemblable fable de *L'Otage*. On ira la oir ou la revoir là où le Centre dramatique de l'Est la uera. On ira la voir ou la revoir rue Richelieu.

HENRI GOUHIER.

# CINEMA

Eisenstein, aujourd'hui disparu, restera certainement dans l'histoire du cinéma l'un des grands noms de cette époque primitive dont nous ne sommes pas encore sortis. Son avant-dernier film, *Alexandre Nevesky*, réalisé voilà plus de dix ans, n'avait pas encore été présenté au public français et son maintenant dans un petit cinéma, à l'époque où chacun rêve de campagne et de verdure.

Les raisons du mauvais traitement réservé à ce film sont diverses. La première, sans doute, c'est qu'il s'agit d'une œuvre en tous points admirable et d'une extraordinaire grandeur : les exploitants se méfient de ce genre de film et ils n'ont sans doute pas tout à fait tort, car le public qui va régulièrement au cinéma voir un western ou un policier ne peut manquer d'être quelque peu décontenancé quand on lui présente sans avertissement un spectacle aussi différent par son sujet, son style et son ambition. Mais *Alexandre Nevesky* a rencontré, d'autre part, quelques difficultés en U.R.S.S. et a valu, dit-on, à son auteur de sérieux ennuis. Non que son thème soit hétérodoxe, la glorification des héros de l'histoire russe est un sujet désormais admis en U.R.S.S. et, après *Nevesky*, Eisenstein a pu réaliser *Ivan le Terrible* à la gloire d'un autre grand rassembleur de terres russes. Les critiques soulevées par *Alexandre Nevesky* portaient sur le *formalisme* de cette œuvre, accusation désormais courante en U.R.S.S., si l'on en juge par les récentes querelles littéraires et musicales dont nous avons eu les échos.

Une œuvre suspecte de servir l'art pour l'art est une œuvre dangereuse; les critiques marxistes français nous l'ont souvent expliqué; ils se rencontrent sur ce point avec les exploitants de salle du monde occidental bourgeois pour des raisons différentes évidemment; ils se rencontrent également avec certains catholiques, particulièrement américains et italiens, qui, pour d'autres raisons encore, condamnent le formalisme cinématographique et les théories de l'art pour l'art comme des erreurs morales plus ou moins démoniaques.

En ce qui concerne ces derniers adversaires du « formalisme », *Alexandre Newsky* n'a d'ailleurs rien à craindre; c'est un film très moral où l'on voit seulement des masses d'hommes s'entre-tuer le plus régulièrement du monde au cours d'une bataille rangée et où l'intrigue amoureuse est réduite à quelques scènes d'une ironique bouffonnerie qui interviennent en contrepoint dans le déroulement épique du film.

Car, le plus étonnant sans doute dans *Alexandre Newsky*, c'est le dépouillement de l'action dramatique. Ce dépouillement de l'intrigue, auquel correspond une simplicité toute classique du style, marque la nette supériorité d'*Alexandre Newsky* sur *Ivan le Terrible* (où pour éviter sans doute le « formalisme », Eisenstein a compromis le mouvement épique de l'ensemble par des scènes d'explication historico-politique dont les intentions sont soulignées par des effets expressionnistes trop lourdement marqués).

Le film s'ouvre par une séquence bucolique qui fait penser à certaines évocations de l'Odyssée; le prince Alexandre mène une vie patriarcale avec les pêcheurs de son pays sur les bords d'un lac et refuse de se mettre au service des princes mongols qui occupent l'Est de la Russie. Mais une autre menace pèse sur la patrie d'Alexandre : les Allemands envahissent le pays, et Novgorod, dernière ville libre, hésite à faire appel au prince. Le peuple pourtant l'exige et Alexandre ordonne la levée en masse de paysans. Le défilé sur tous les sentiers du pays, des théories de paysans vêtus de longues blouses blanches est l'occasion pour Einsenstein de construire une séquence plastiquement admirable. A cette séquence répond la présentation des chevaliers teutoniques. Ils sont vêtus de longues tuniques immaculées qui rappellent par leur forme les manteaux d'officiers allemands que nous avons connus pendant l'occupation; chevaliers et soldats sont toujours sans visage : leur tête est protégée par un cylindre de fer percé d'une fente qui ne laisse apparaître que les yeux. Cette armée d'automates superbes est commandée par des chefs dont le casque s'orne d'énormes et barbares emblèmes; cornes de buffles ou serres d'aigles. L'ensemble, vu, cadré et présenté par Eisenstein, donne une extraordinaire impression d'armée sans âmes et de discipline inexorable et évoque les *panzer divisionen*, qui devaient envahir l'U.R.S.S. quelques années plus tard, avec plus de puissance qu'aucune vue d'actualité.

L'armée de paysans russes et l'armée de chevaliers allemands ainsi présentées, la plus grande partie du film est consacrée au récit épique de la bataille qui les oppose sur la

glace du lac gelé. L'attaque des chevaliers allemands tout blancs sur la neige blanche, la mêlée grandiose, tantôt héroïque, tantôt bouffonne, les manœuvres des deux armées forment un ensemble admirablement rythmé où les effets de masse et les mouvements de foule sont réglés avec une magistrale maîtrise. Après la victoire russe le film s'achève par le retour à Novgorod de l'armée victorieuse précédée par les traîneaux qui ramènent les morts. Alexandre relâche les soldats « qui n'ont fait qu'obéir », demande rançon aux chevaliers, punit les traîtres et déchaîne la liesse populaire.

On n'a jamais réalisé, à ma connaissance, un film aussi grandiose sur un sujet aussi difficile que le récit d'une grande bataille du XIII^e^ siècle. J'avoue n'être guère documenté sur l'histoire russe de cette époque et moins encore sur les costumes qui jouent un si grand rôle dans ce film, tout entier fait de tableaux d'une admirable beauté. J'imagine qu'Eisenstein a largement interprété l'iconographie de l'époque et qu'il s'est montré très désinvolte avec l'histoire. Les chevaliers teutoniques et leur christianisme sont évidemment très malmenés, et le film présente sans doute toute la partialité d'un film patriotique. Mais il se situe sur un plan supérieur, celui où l'épopée dépasse l'histoire et, par sa beauté (toute formelle sans doute), prend une signification humaine et éternelle. Car, dans ce film où rien n'est expliqué, on trouve l'explication et l'illustration de toutes les guerres nationales; le thème du chef de guerre aux occupations pacifiques, celui des horreurs de l'invasion, de la levée en masse, de la bataille décisive pour la vie d'un peuple sont ici traités avec assez de puissance pour être compris indépendamment des particularités propres à l'époque où se situe le film et de celles de l'époque où il a été réalisé.

La vocation épique du cinéma si souvent affirmée et si rarement illustrée trouve dans *Alexandre Nevsky* une éclatante confirmation.

J.-P. CHARTIER.

Imp. AUBIN, LIGUGÉ (Vienne). *Le Gérant* : G. CHEFFLOT.
D. L., 3^e^ trimestre 1950. — Imprimeur, n° 531.
N.M.P.P.

# *Guerres et rumeurs de guerres*

*Nos lecteurs liront ce billet quatre semaines après sa rédaction : l'imprimerie qui compose et tire la revue prenant ses vacances comme tout le monde, bien des événements se seront encore passés en Orient et ailleurs au jour où les abonnés recevront ce numéro. Il semble cependant que l'on puisse tirer, à propos du conflit de Corée, des leçons qui seront encore valables dans un mois.*

*Pour l'instant, les habitants des villes ont surtout le souci de prendre leurs vacances. Est-ce à dire qu'ils ne prennent pas le conflit actuel au tragique, voire au sérieux? Ou, pour reprendre l'expression d'Étienne Gilson (Le Monde, 13 juillet) qu'* « *ils ne reconnaissent pas les premiers symptômes de la fin du monde* »? *N'est-ce pas le signe, plutôt, d'une acceptation de la fatalité? Ceux qui ont vu la succession des événements de 1935 à 1940 : la Mandchourie, le Rhin, l'Espagne, l'Autriche, la Tchécoslovaquie, la Pologne, pouvaient penser alors que notre tour ne viendrait pas nécessairement. Aujourd'hui que le combat ne se situe plus à l'échelle continentale mais mondiale, il faudrait une forte dose d'illusion, pensent-ils, pour imaginer que le sort de l'Europe ne sera pas un jour en jeu. Or, sur ce plan, ils ne peuvent plus rien. Le plus sage n'est-il pas que l'on profite au moins des* « *dernières vacances* »?

*Prenons des vacances, c'est la sagesse. Mais que ce soit pour chasser toute psychose de guerre. Reconnaître que les événements se déroulent comme il y a quinze ans n'oblige pas de croire à la fatalité de leur enchaînement. Sommes-nous, même maintenant, si assurés que*

*les provocations du nazisme devaient aboutir nécessairement au désastre de 1940? Les documents publiés depuis cinq ans seraient plutôt pour nous convaincre du contraire. Il eût fallu seulement garder la tête froide et se montrer capable de quelque initiative. Pourquoi décider alors a priori que ceux d'aujourd'hui sont marqués de la fatalité? Sans doute l'homme de France est de peu de poids sur certaines décisions d'ordre politique et militaire; mais il en est d'autres où son action peut avoir de graves répercussions pour la paix, et le chrétien doit prendre alors l'exacte mesure de ses responsabilités. La tâche la plus urgente et la plus efficace est de continuer à réparer les blessures, causes de notre faiblesse. Pour cela, il faut garder aujourd'hui encore la tête froide, et le chrétien, appuyé sur le Christ, doit être de ceux qui aident à garder la maîtrise des nerfs.*

*Si la France veut contribuer à la paix, deux problèmes essentiels se posent à elle : l'organisation sociale du pays et l'organisation économique puis politique de l'Europe. Il faut que chacun en France puisse travailler, se nourrir, trouver un logement, avoir les loisirs nécessaires au repos et au développement humain; il faut que les décisions prises à la dernière réunion du plan Schuman soient utilisées pour parvenir au plus tôt à l'entente et à l'organisation économiques de l'Europe. La hantise de la guerre peut nous détacher de ces tâches essentielles. Parce que l'agresseur est la Russie, il ne manquera pas de voix pour nous convier contre le communisme à une croisade qui empêcherait de faire la besogne sociale nécessaire et deviendrait du même coup le meilleur auxiliaire du matérialisme athée. Parce que la guerre menace, on nous convie sans cesse à signer des manifestes qui ont l'air de condamner la guerre et en réalité la favorisent. Pour fixer ce qui peut sauver la paix, il faut en savoir aujourd'hui un peu plus que quelques principes confus et abstraits baptisés, on ne sait pourquoi, chrétiens. Le devoir est de ne pas se laisser jouer par*

*ceux qui entendent mener leur guerre et dont le premier objectif est d'empêcher la poursuite des tâches essentielles.*

*Mais il est une raison plus haute pour laquelle le chrétien doit se garder de céder facilement aux propagandes. Que le drame du monde risque d'atteindre bientôt à la tension la plus tragique, c'est l'évidence même. Mais ce doit être d'abord pour le chrétien une raison de prendre conscience plus précise du message dont il doit être le témoin :* le salut de l'homme par la mort et la résurrection du Christ. *La mort menace aujourd'hui l'humanité entière, cela fait à coup sûr horreur au chrétien, mais ne peut le surprendre. Sa foi est qu'en dépit de l'apparence, apparence qui peut aller jusqu'à la destruction du monde, la Vie a vaincu la mort.*

*Or, si par un souci louable, depuis une trentaine d'années, les chrétiens ont le souci constant d'être présents à l'angoisse actuelle de l'humanité, il est à craindre que parfois cette présence l'emporte sur le témoignage à rendre au Royaume de Dieu. Les uns ne parlent plus que de la civilisation chrétienne et pressent de prendre par tous les moyens sa défense, — les autres traitent l'homme comme un absolu et ne militent plus que contre les armes qui menacent le plus sa vie. Dans les deux cas, on oublie que le Royaume en faveur duquel le chrétien doit d'abord parler n'est pas un royaume visible. Le chrétien est témoin de ce qui ne se voit pas...*

*Sans doute beaucoup seront déçus que son discours vise d'abord la Parole de Dieu. Si l'on en croit l'Évangile, les disciples, et même les apôtres, en furent eux-mêmes déçus. Mais si l'on en croit aussi l'Évangile, c'est à condition d'avoir d'abord le souci du Royaume des cieux que l'action du chrétien aura, même pour cette terre, quelque efficacité.*

V. I.

# DEFAITISME CHRETIEN

Au procès canonique de béatification de Thérèse de l'Enfant-Jésus on demanda à ses sœurs laquelle des vertus chrétiennes pratiquées à la maison avait fait sur elles la plus forte impression. Céline, la plus éloquente, répondit : « Les principales vertus pratiquées à la maison étaient la sanctification du dimanche et le mépris du monde. » Cette réponse, résultat de réflexions et conversations longues et approfondies, met en relief ce qui vraiment a préoccupé la famille et, en même temps, ce qui devait constituer pour les examinateurs la preuve la plus convaincante de la piété et vertu peu communes du ménage Martin. Ainsi cette phrase, nette et concentrée comme dans le viseur d'une caméra, reflète-t-elle l'essence de la piété catholique dans les six décades environ qui séparent la fondation de ce ménage pieux (1858) de la béatification de la plus jeune des enfants (1923). Nous ne pouvons examiner ici, ne serait-ce que superficiellement, l'imbroglio de tous les courants, mouvements et réactions au sein de l'Église d'alors, qu'ils aient été officiels et approuvés ou tolérés et réprimés. Tout ce que nous pouvons entreprendre, c'est de faire

ressortir certains traits du monde spirituel dans lequel vécut Thérèse Martin.

Depuis que la révolution de 1789 avait détruit l'édifice grandiose, déjà miné, de l'Église officielle, et que la tempête de la persécution avait soufflé sur le pays, la nation avait bien souvent changé de structure politique : dictature, empire, première et seconde Restauration, république, second Empire, de nouveau la république; quel était, au vrai, l'entr'acte : le retour de la révolution ou celui de la monarchie? Cependant, sur le peuple chrétien, l'écroulement d'un ordre où il voyait une volonté de Dieu avait laissé une empreinte, qu'il conserva avec une singulière fidélité à travers les changements rapides du décor politique.

Émigrés de l'intérieur, émigrés dans le pays — cette expression, récemment redevenue courante dans la vie politique, qualifie ici des gens restés dans leur pays, qui pourtant émigrèrent, se retirant de la vie politique, ne participant plus à aucune manifestation de la vie nationale. Tournés passivement vers le passé ou travaillant sans repos à la restauration du monde détruit, ils vivaient comme les survivants d'un naufrage, comme, de nos jours, les rescapés d'expulsions massives. Ils protégeaient avec une même ferveur tout ce qui restait des biens d'autrefois, la pacotille et l'or, débris de la grande tradition prérévolutionnaire et formes improvisées, créées pendant les années de la tempête — tout ce qui de quelque façon portait l'estampille catholique.

Cette attitude eut, comme on pouvait bien s'y attendre, des conséquences bizarres et même dangereuses. Monarques et nobles pouvaient revenir, les « émigrés de l'intérieur » gardèrent leur attitude et voulurent la

garder. Leur vie et avant tout leur foi était pour eux une opposition muette continue au régime qui les avait définitivement poussés en marge de la vie. Peut-être est-ce l'outrecuidance des vainqueurs qui leur a donné ce nom d'émigrés, peut-être aussi l'orgueil mélancolique des vaincus : au lieu de combler le fossé, on le creuse encore davantage. En quoi les faits et gestes des puissants du jour regardent-ils l'émigré ? Il tourne le dos au succès et à l'ascension économique ou politique des parvenus. Il tourne le dos à leur littérature qui ne fait que glorifier le triomphe de leur athéisme, à leur science qui n'est que drapeau et arme de combat, à leurs luttes intestines pour le pouvoir, à leurs victoires et défaites extérieures, à tout ce qu'ils appellent politique. Dans ce mépris distingué, il y a beaucoup de noble fierté, beaucoup de fidélité sans espoir, mais aussi un sentiment inavoué d'impuissance et un ressentiment à la longue toxique. On préfère s'abstenir de participer plutôt que de le faire avec de moindres chances d'arriver et avec le sentiment d'être uniquement toléré.

Le danger de cette attitude est que, peu à peu, elle s'objective et se pétrifie. Plus le mur entre les croyants et le « monde » devient haut et large, plus on oublie qui l'a bâti et pourquoi, plus on le tient donc pour primitif et nécessaire. On oublie facilement les racines de cette réserve et de cette froideur, de cette condamnation muette, totale et inexorable du « monde moderne », bien que ces racines soient encore neuves et proches, et on les transpose, pour les justifier, dans le domaine métaphysique et religieux. On ne condamne plus l'art, la littérature, la science des « autres » parce qu'elles sont actuellement un monopole des adversaires, un moyen de renforcer leur autorité, leur passe-temps et

leur expression, mais parce qu'elles sont « mondaines ». Lire des romans est un péché en soi et non seulement quand ils sont mauvais. L'étude et la connaissance sont en elles-mêmes dangereuses et risquées, le théâtre et les journaux ne sont pas uniquement des expressions d'une couche sociale dont on s'éloigne parce qu'elle répousse, ce sont des fêtes et des plaisirs impurs. Le degré de piété chez un homme ou une femme se mesure très facilement à la part qu'ils y prennent. Bref, un nouveau puritanisme se développe dans l'Église, qui ne prend pas naissance dans un courant d'idées ou une volonté de réforme, mais dans une pression extérieure et le désir de justifier une attitude imposée. De petits événements extérieurs mettent ici en mouvement, par leur enchaînement singulier, un processus spirituel extraordinairement important.

Une hérésie antique, souvent réfutée et condamnée, qui, avec une ténacité inquiétante, se réveille toujours pour envahir la chrétienté — parce que ses racines les plus profondes se trouvent dans le cœur même de l'homme —, cette hérésie semblait revenir incognito et par des chemins détournés, non plus à l'occasion de disputes théologiques entre écoles, mais par la porte dérobée d'un défaitisme tout à fait terrestre. Dénoncée, dans ses formes antérieures, comme puritanisme et jansénisme, elle occupait maintenant, sous l'apparence de l'orthodoxie la plus rigoureuse, le monde catholique presque tout entier.

Nous ne croyons pas nous tromper en avançant que la position des catholiques français, entièrement due à des influences historiques extérieures à la religion, a exercé une influence très importante sur le développe-

ment entier de la piété et de la vie intérieure de l'Église depuis le milieu du siècle dernier jusqu'à la première guerre mondiale et bien au delà des frontières nationales. Les fortes tendances à l'expansion chez les congrégations enseignantes françaises qui répondaient à un réel besoin, plus tard l'expulsion de ces mêmes Ordres conduisirent beaucoup de religieux dans les pays voisins plus tolérants. Pendant des générations, les jeunes filles des familles catholiques distinguées de presque tous les pays européens furent élevées par des religieuses françaises. Les milieux conservateurs qui donnaient toujours le ton à la bonne société, tout en ayant perdu l'influence politique, préféraient ces pensionnats. Ce qui devait encourager, même dans les couches sociales de promotion récente, l'envoi des filles dans ces instituts où elles profiteraient dès leur jeunesse de relations mondaines avantageuses. « Être élevée au Sacré-Cœur remplace presque des quartiers de noblesse. » De sorte que cette forme particulière de catholicisme, seule acceptée comme authentique, pénétrait jusque dans les couches libérales et mécroyantes. Celles-ci basaient désormais leur jugement de l'Église et de son enseignement sur ce catholicisme d'une nuance bien spéciale. De tout ce processus l'importance ne saurait être sous-estimée. Car dans cette éducation très consciente de ses buts et très puissante dans ses moyens, cette attitude d'émigrés, complètement détachée de ses causes historiques rapidement oubliées, a été liée à des causes d'apparence uniquement religieuse. Elle s'y donne comme un système ascétique, cohérent dans la pratique sinon dans la théorie, et veut être prise pour l'unique expression valable de la piété de l'élite chrétienne.

Nous croyons que nous sommes ici en présence d'un

racine puissante — souterraine comme sont les racines — de cet égarement singulier de la piété catholique, en ce temps qui devint si néfaste pour l'Église : le rapport avec le monde faussé à la base, la vie du croyant à côté de la réalité, tel fut la grande tentation de notre jeunesse, le reproche préféré de tous les ennemis de l'Église.

Le « mépris du monde » que Céline vantait comme la grande vertu de la maison paternelle, et dont les croyants de cette époque ne pouvaient se rassasier, put sans doute avoir assez souvent une valeur morale très grande; et ses manifestations : la résistance à la cupidité et à l'avidité de jouir monstrueuses du temps, la dignité et pureté personnelles, une simplicité et une spiritualité que nous ne pourrons jamais estimer assez haut, mesurent toute la distance qu'il y a entre le monde de l'*Histoire d'une âme* et le monde des romans de Zola.

Mais ce qui nous frappe, c'est plutôt ce sentiment automnal qu'est le faux mépris du monde à la fin du XIX^e^ siècle. Une défaite sans espoir avait provoqué, disions-nous, dans la conscience des croyants, la conviction de la corruption et de l'absurdité du monde. On mit beaucoup d'adresse et d'onction à faire prendre pour l'amertume de la Croix ce goût de raisins verts.

Ce puritanisme catholique sans nom défini, en quelque sorte illégal, a transformé l'Église jusqu'à l'époque de notre jeunesse d'une façon tellement caractéristique qu'il est encore aujourd'hui, pour beaucoup de contemporains, indissolublement lié à la notion de la piété catholique et, qui pis est, de la foi catholique. Qu'on n'attribue pas à une méchanceté haineuse, au ressenti-

ment ou au manque de piété, cette évocation de souvenirs que l'on oublie volontiers et pour des raisons plus compréhensibles aujourd'hui que jamais. Nous ne devons pas enterrer tout ce qui peut provoquer chez nous honte et humiliation, mais aussi retour sur nous-mêmes. Dans ce domaine aussi nous oublions trop rapidement. Nous oublions que ce monde a été en fait, et assez longtemps, pendant environ deux générations, la réalité catholique. Nous fermons sciemment ou inconsciemment les yeux au fait que le plus grand nombre des mouvements hostiles à l'Église et au Christ des derniers vingt-cinq ans a ses racines dans l'expérience encore vivante de cette réalité.

Faux, le rapport avec le monde l'a été pour ces générations dans les deux sens du mot : faux comme manquant à la fois d'objectivité et de sincérité. Cette tension dont nous parlons, entre ces laïcs et le monde, se distingue essentiellement de celle des moines. Celle-ci est une réponse vraiment religieuse à une réalité du monde saisie objectivement et prise au sérieux. Elle est une des réponses légitimes et toujours valables du chrétien au monde, encore que ce ne soit pas la seule. Elle existera toujours, sous des formes changeantes, là où le christianisme sera purement et passionnément vécu; elle demeurera une des formes impérissables de la vie de foi. De même au refus philosophique du monde matériel en faveur de l'esprit pur, on peut reconnaître une certaine authenticité. Tandis que l'époque dont nous parlons ne tourne pas le dos au monde pour des raisons religieuses ou philosophiques. Elle se comporte envers le monde plutôt comme une femme se comporte envers son époux dans un mariage imposé et haï : soumise et traîtresse à la fois, elle le méprise intérieure-

ment tout en recherchant sa faveur; elle demeure en son pouvoir tout en l'exploitant avec une astuce très consciente.

Dans cette peur du monde on retrouve l'attitude de défavorisés qui ressentent, dans les profondeurs d'une mauvaise conscience refoulée, l'insuffisance — tant au point de vue chrétien qu'humain — de leur négation obstinée et qui, avec l'entêtement de gens qui souffrent d'un mal psychique, accumulent les preuves pour la justifier.

Certes, le premier commandement ne fut pas mis en doute par ces générations; bien au contraire, elles consacrèrent à sa défense grand nombre de volumes apologétiques contre les erreurs matérialistes, panthéistes et pessimistes. Activité d'autant plus surprenante que les mêmes hommes qui s'employaient si énergiquement et continuellement, dans le domaine intellectuel, à la défense de la réalité et majesté du Créateur, semblaient s'intéresser très peu à la dignité de la création. Ils professaient plutôt à l'égard du corps et de l'esprit une hostilité craintive, sans racine dans l'enseignement catholique. Leur pruderie si souvent décrite, condamnée et raillée est un sérieux symptôme d'un désordre plus profond : la peur non dominée du corps, cette part de la réalité que chacun porte avec soi et que personne ne peut fuir.

Nous ne voulons pas nous étendre ici sur ses aberrations ridicules et tragiques, quelquefois pathologiques, mais il ne faudrait pas non plus essayer de les nier. Bien sûr, bien d'autres influences ont collaboré à ce phénomène qu'on retrouve en toute bourgeoisie, tant catholique que protestante. Ce n'est aucunement une spécialité catholique. Cependant nous ne pouvons épar-

gner aux catholiques un reproche : non seulement ils n'ont pas combattu un mensonge si dangereux en s'aidant de la foi et de la tradition catholiques, mais encore ils ont mis à sa disposition l'arsenal le mieux fourni de raisons apparemment religieuses, ils l'ont sanctionné devant la conscience; ils ont souvent été ses défenseurs les plus fidèles et les plus acharnés.

A côté de ce refus du corps se trouvait nécessairement le refus de l'esprit — l'étroitesse, la crainte et même l'hostilité devenues proverbiales de beaucoup de croyants devant la science et la raison qui désormais n'étaient plus regardées que comme des choses « nuisibles » et « dangereuses ». Il est douloureux et honteux que pensée « libre » ait longtemps été synonyme de pensée « hostile au christianisme ou à l'Église ». Du ghetto, que l'on s'était vu imposer, on se fit un refuge librement accepté. Poser une question, même une question où ne s'exprimait ni révolte ni irrespect, était condamné comme le signe d'un esprit orgueilleux en qui on ne peut avoir confiance. Bien trop souvent, dans le domaine religieux, on y vit la preuve du vrai doute impie. « J'ai eu des doutes... » — un vieillard profondément croyant me disait un jour que cette accusation a été dans sa jeunesse une partie permanente de sa formule de confession.

Ce collectivisme craintivement et despotiquement entretenu, selon quoi chaque écart de « l'usage » était une faute, engendrait naturellement une espèce d'obéissance qui n'avait de commun que le nom avec cette belle et rare vertu chrétienne. C'était un genre de conformisme et d'uniformité, fondé sur l'unique désir de ne pas se faire remarquer. Le fait dont on s'est plaint ou étonné si souvent qu'un très grand pourcentage des

élèves de l'enseignement libre reniât si rapidement son éducation pourrait trouver ici, lui aussi, une cause encore peu remarquée. Le principe qu'il faut s'adapter joyeusement et sans critique à l'opinion dominante, ce principe prêché et pratiqué pendant des années, continuait à porter ses fruits même dans un milieu nouveau. Au nouveau style, on s'adaptait avec la même facilité et sans résistance. Cette forme décadente de l'obéissance, fondée non plus sur la conscience, mais sur la crainte, la bêtise, l'inertie et le calcul a peut-être davantage diminué l'autorité et la tradition de la vraie foi que toutes les révoltes bruyantes.

Peut-être aussi la crainte du corps et la crainte de l'esprit n'étaient-elles toutes deux qu'une partie de l'indifférence foncière du croyant pour le monde donné. Le refus des émigrés de s'intéresser à des affaires devenues étrangères se développait en un refus de participer à l' « ici-bas », avec lequel ils n'entretenaient plus bientôt qu'un rapport stratégique. La création n'était plus un bien confié à une activité respectueuse et amoureuse de beaucoup de vraies valeurs; elle perdait son unité, on n'y cherchait plus que des terrains d'exercice, des moyens de racolage. C'est dans ce sens que des pensionnats religieux incorporaient la danse et la gymnastique dans leur programme d'enseignement — non par égard pour un idéal humain qui recherche aussi la perfection du corps, mais comme une concession aux exigences des parents, comme une réponse à la concurrence toujours plus grande des écoles laïques qui, avec de tels moyens, attiraient aussi des élèves des milieux « bien pensants ». Le « Nous aussi! » la spécialisation tactique, se mit à jouer un grand rôle dans la science avant tout apologétique.

Ce but autorisa les croyants à épouser jusqu'à des modes et des préjugés essentiellement « mondains ». Combien profond dut être un mépris qui, pour se camoufler, sut utiliser avec un calcul si froid le vêtement du rival. Il semble qu'une telle attitude ait dû rendre presque impossible la compréhension, non pas tactique, mais chrétienne et humaine, de l'adversaire. Comment comprendre, en effet, les motifs de l'adversaire, ses essais constructifs et les instincts positifs qui soutenaient peut-être ses attaques, le noyau religieux de ses questions apparemment irréligieuses? Combien difficile devient le respect des détresses spirituelles de l'adversaire qui demandent, elles aussi, à être clarifiées, guidées et secourues! L' « incroyant » — et n'appelait-on pas ainsi tout individu qui n'était pas totalement conformiste? — était et restait l'objet de la « conversion » à tout prix, d'une conversion qui comportait une soumission, un enrôlement immédiats, inconditionnels, visibles. Le « croyant » — et qui n'était pas regardé comme tel pourvu qu'il ne se fît pas remarquer? — était infailliblement supérieur. Il n'avait rien à apprendre, rien à recevoir de « l'autre côté » : aucune correction, aucun élargissement de l'horizon, aucune expérience du cœur.

Sans accès et participation aux entreprises essentielles de l'époque, ces croyants devaient presque nécessairement devenir « réactionnaires », hostiles ou au moins méfiants envers tout ce qui était nouveau, parce que c'était inconnu et plein d'imprévu, sympathisants au contraire, du moins secrètement, avec tout ce qui était connu, sûr, confirmé, avec tous les représentants des puissances d'autrefois.

C'est peut-être ici que prend sa source, avec le royalisme de beaucoup de catholiques français, le snobisme

particulier qui chez nous aussi, en Allemagne, caractérise si souvent les milieux croyants : le culte presque enfantin des préjugés de classe, la dévotion confiante et sincère au rang et au titre, qui bien souvent dépassent de loin ce que le véritable christianisme peut admettre. Nulle part des préjugés de classe aussi brutalement soulignés ne furent justifiés « religieusement » de si bonne conscience. Nulle part les problèmes sociaux ne rencontrèrent pendant si longtemps une telle incompréhension.

Cette « grève des croyants », d'abord imposée et ensuite de plus en plus volontaire, pendant la moitié du siècle où se créa, dans la fièvre ou la frénésie, l'Europe d'hier, eut des conséquences tragiques pour la chrétienté et pour le monde. Pour la première fois dans sa longue histoire, les chrétiens n'étaient pas « présents » pendant que l'Occident changeait de visage.

D'autre part, les forces restées disponibles du fait qu'elles ne prenaient aucune part aux événements mondiaux ne pouvaient rester inactives. Ne trouvant aucun lieu d'application dans le « monde » vidé de tout contenu religieux, elles se tournèrent exclusivement vers les affaires intérieures de l'Église. Sur ce point on constate un curieux épanouissement parallèle au développement du « monde » : une fièvre de fondations, la construction de formes et d'institutions religieuses, d'un monde à part. Bien souvent on a désigné ce mouvement comme l'essor de l'Église à la fin du XIX^e^ siècle. Cependant, le croyant d'aujourd'hui qui regarde en arrière se demande si cette étonnante dépense d'activités pieuses, ces efforts gigantesques dans les entreprises de charité et d'instruction, dans des sociétés « culturelles » et autres, ne se présentent pas sous un jour moins favorable, confrontés avec la déchristianisation grandissante

qui peu à peu pénètre tous les domaines de la vie. Les devoirs du chrétien envers le monde, croyons-nous, ne peuvent être remplacés par des activités pieuses en marge du monde, si intenses qu'elles soient.

On peut dès lors demander si le nombre très grand à cette époque des fondations d'Ordres ou plutôt de congrégations est une fleur saine sur l'arbre de l'idée monastique ou s'il n'est au contraire qu'une excroissance malsaine, effet de cette mentalité répandue chez les laïcs, qu'on ne peut mener dans le monde une vie chrétienne pure et agréable à Dieu.

Le laïc avec sa vie religieuse diminuée n'a plus de mesure qui lui soit particulière, et la comparaison avec la piété monastique a un double effet sur lui. — Ou bien le fossé partout creusé entre cet idéal inaccessible et sa propre vie laïque crée en lui un sentiment d'infériorité : en ce cas, le catholique normal abandonne la piété aux dévots, c'est-à-dire à des spécialistes, à des hommes de métier et des amateurs qui ont le temps et l'envie de pénétrer dans le domaine de la « vie spirituelle supérieure »; celle-ci, incroyablement touffue, semble uniquement conçue pour des initiés et connaisseurs qui ont le loisir et le goût d'assister à un nombre incroyable de réunions, qui ne fréquentent guère que des sympathisants, etc. Le mortel ordinaire, lui, se borne strictement à l' « accomplissement des devoirs religieux »; il se borne, comme on dit, « à pratiquer ». — Ou bien la vie religieuse dans le monde est entièrement placée sous le signe de la vie monastique qu'on essaye d'imiter fidèlement. Un grand rôle y est tenu par le vœu privé de chasteté ou l'essai de retrouver l'obéissance monastique dans le rapport avec le « directeur de conscience ». On en vient vite à regarder la soumission absolue et aveugle

comme l'idéal des rapports entre le laïc et le prêtre, entre le laïc et l'autorité ecclésiastique, si humble qu'elle soit. C'est un des signes cararactéristiques de l'époque, dans le domaine spirituel comme dans le capitalisme, que de croire qu'à l'accumulation des biens corresponde toujours un accroissement de valeur.

Le cléricalisme, de si mauvaise renommée, trouvait dès lors dans le monde laïc même le sol le plus favorable à son éclosion, à son développement. Une notion exagérée de l'autorité fut d'ailleurs utilisée comme défense contre les seuls noms de liberté, d'indépendance et d'émancipation partout où résonnaient ces mots d'ordre.

En même temps ce monde catholique artificiel et séparé réglait sa conduite sur des principes d'essence purement mondaine où se trahissait le caractère superficiel du détachement du monde sur lequel les croyants se trompaient eux-mêmes. On n'estimait que nombre et quantité, convention et succès, rang et influence dans la société. C'est peut-être une des raisons du peu d'écho que trouvèrent les encycliques sociales des papes dans les milieux patronaux catholiques. C'est peut-être alors que naquit la renommée, combien équivoque, de mainte entreprise qui s'affichait catholique. Les accusateurs du catholicisme en vinrent jusqu'à parler d'une morale double par rapport au septième et huitième commandements, tandis que les croyants leur reprochaient la même duplicité pour le sixième. Peut-être y avait-il beaucoup de bonne volonté et de confusion dans les individus, mais les fondations de leur comportement envers le monde étaient mal bâties. Impossible de construire un édifice bien d'aplomb à moins de poser de nouveaux fondements.

Tout cela d'ailleurs n'était qu'une partie et un symptôme d'un processus historique beaucoup plus général et plus ancien. Nous voulons parler de la décadence des pouvoirs temporels de l'Église dans l'Occident. Il y a des processus historiques qui sont si vastes que l'individu ne peut les reconnaître que dans un événement tangible, symbolique. Il faut toujours un certain temps pour que les grands changements historiques pénètrent de la surface de la conscience dans ses couches plus profondes où ils provoquent de nouvelles manières de voir et d'agir.

Il est bien possible que, en France et en d'autres pays, l'Église eût gardé de sa domination d'autrefois bien plus d'autorité et de droits particuliers que nous ne l'imaginons aujourd'hui. Reste néanmoins qu'il y eut un changement énorme dans la mentalité générale. Certes, il y avait toujours eu des révoltes, hérésies et résistances, mais jusqu'ici c'était l'Église elle-même qui personnifiait l'ordre, le droit et l'autorité spirituelle, le principe et le fondement; tout soulèvement contre elle était une révolte sacrilège. Tel était le fait, et peu importe ce qu'en pensaient les contemporains. Désormais tout était complètement changé. Le principe, ce qui tient en soi, ce qui va de soi, était désormais le monde, l'Église ne jouant plus qu'un rôle accessoire, de perturbatrice ou d'alliée, de moyen ou de concurrente, et traitée en conséquence. En tout cas, elle avait irrémédiablement perdu la première place dans la conscience des peuples. Elle devait depuis lors peiner pour garder ou regagner avec de gros efforts la seconde place, sinon la troisième ou moins encore. Elle n'avait pas abdiqué, elle avait été détrônée. L'Église se trouvait définitive-

nent dans une position défensive, elle était en voie de devenir l'affaire privée de particuliers ou de groupements.

Cet état de fait n'arrivait pas jusqu'à la conscience des catholiques. Il s'imposait néanmoins par sa force et fut vaguement ressenti; et plus encore que la raison individuelle, ce fut au subconscient collectif de l'analyser intensivement et sans cesse, dans les couches profondes qui, nourries des expériences héritées d'un passé différent, ne pouvaient s'adapter à la nouvelle situation que lentement et difficilement.

De cette confusion naquirent dans les cœurs des croyants deux réponses décisives qui, toutes les deux, ont exercé une influence ininterrompue jusqu'à nos jours sur la forme de la vie catholique. Nous avons déjà parlé de la première, de ce « mépris du monde » qui en réalité représente le non passionné, exclusif et ininterrompu contre la puissance victorieuse et usurpatrice du « monde moderne » sur tous les domaines de la vie.

L'autre est le « oui » ardent et sans restriction, plein d'amour et de fidélité pour l'Église, dans lequel se condensait avec emphase toute la piété de cette époque, ce « oui » exprimé dans ce « légalisme » particulier dont la postérité n'a pas encore entièrement pris conscience.

Peut-être n'y eût-il jamais envers l'Église, ni avant ni après, une telle fidélité et loyauté douloureuses, vigilantes, inconditionnelles, disons même aveugles. Ici non seulement envers elle, mais envers tout ce qui de loin ou de près, dans le passé ou le présent, avait des rapports avec elle. C'est le développement sentimental, enthousiaste, fervent d'une indignation contenue que

l'on porte à une femme abandonnée, à une mère ma traitée, à une reine détrônée. Ces croyants souligner avec joie et insistance tout ce qui les distingue de autres, tout ce qui est nettement confessionnel. Il aiment à s'appeler catholiques plutôt que chrétiens; il aiment mieux nommer leur foi catholicisme que chris tianisme. Ils sont plus papistes que le pape. Ils aime raient bien proclamer continuellement leur attachemen à Rome avec des drapeaux et des insignes aux couleur éclatantes. Ils aiment la médaille de la Vierge sur l robe de soirée, destinée à provoquer des remarques e des questions; ils aiment les écharpes bleues, large comme la main, des enfants de Marie. Nous voyons ic l'origine du caractère démonstratif et agressif de cett piété qui choque tellement notre goût et qui voulai pourtant être courageuse profession de foi et, en même temps « apostolat », prête à supporter la raillerie, à braver les offenses, à entraîner les hésitants, à ren flouer le courage des chancelants. Cette attitude est un mélange curieux et touchant de contradictions. Elle ren ferme de l'orgueil jusqu'à la présomption et, en même temps, un manque d'assurance intérieure qu'elle veut couvrir par de continuelles professions publiques. Elle renferme la prétention de posséder la vérité exclusive en toutes choses et un besoin fanatique de se défendre, besoin devenu chronique. Elle est en même temps distinguée et vulgaire, diplomate et brutale, intime et indiscrète, vouée entièrement à la vie intérieure et pourtant fourvoyée d'une façon enfantine et quelquefois sotte dans des expressions uniquement superficielles. On est même tenté de dire que, par un paradoxe inouï, la laïcisation de toute la vie, par ailleurs condamnée et rejetée, pénétrait, par la méthode même employée à la

combattre, jusqu'au cœur de l'Église. La piété des croyants est déviée dans une mesure effrayante de son vrai et unique objet, elle est horizontale au lieu d'être verticale, elle est reportée de Dieu sur les hommes. Tout en regardant Dieu comme sa dernière finalité, elle observe toujours d'un œil l'impression qu'elle fait sur le « monde », dans l'intention constante de défendre et enseigner la foi, d'édifier ou de convertir. Cette tendance qui domine tout va jusqu'aux choses les plus intimes et les plus personnelles; jusqu'à l'attitude dans la prière, jusqu'aux gestes et aux jeux de physionomie quand on reçoit les sacrements.

Nous sommes ici en présence d'une cause, mais très importante, de cette idolâtrie de l'obéissance dont nous avons déjà parlé. Cette soumission aveugle à toute manifestation de l'autorité ecclésiastique — qui provoquera la raillerie des contemporains et la critique honteuse et gênée de la génération suivante — ne vient pas uniquement d'une contrainte sociale ou du désir de faire comme les autres. Bien souvent elle vient du fond du cœur. Les commandements et lois n'ont peut-être jamais été suivis et honorés avec tant de zèle et de rigueur, jusque dans les moindres détails, avec opiniâtreté, exaltation, intransigeance. Ce n'était pas que l'on comprît parfaitement leur contenu et qu'on l'adoptât en conséquence; ce n'était pas que l'on y attachât une si grande importance, mais, tout simplement, c'était commandé. Peut-être n'a-t-on jamais tant aimé la loi. C'est une obéissance pour le plaisir d'obéir; l'art pour l'art; pour se sentir, en obéissant, un enfant fidèle de l'Église et pour en témoigner. C'est dans cet esprit que l'on se soumet à l'abstinence du vendredi, à l'observance du devoir dominical. Ainsi étend-on l'obéissance à l'index

jusqu'à ne lire aucun livre sans permission expresse du clergé. Ainsi l'interdiction épiscopale de certaines danses fera que des danses nouvelles seront d'abord présentées aux yeux scrutateurs d'un prêtre dans un « salon catholique » afin qu'il juge si elles sont « moralement acceptables » : ce n'est qu'après son approbation qu'elles sont admises pour la jeunesse de ces milieux. Ce qui n'est pas permis, est défendu : voilà le principe silencieusement admis par tout le monde. Et ce qui est bon en soi devient meilleur par le fait que c'est ordonné, que c'est suivi non pas pour sa valeur propre, mais pour obéir à un ordre. Newman, qui rencontrait cette attitude jusque dans son pays, et qui reconnaissait bien le grand danger qui naissait ici d'une noble intention, parle une fois de la « volupté de la soumission » dont certains milieux croyants s'enivraient avec le désir de se surpasser mutuellement.

C'est sans doute ici même que prenait sa source cette tactique généralisée de toujours cacher et taire toutes les faiblesses et toutes les erreurs, passées aussi bien que présentes, de l'Église, cette conjuration tacite et obstinée pour toujours approuver, embellir, excuser et louer toute, absolument toute manifestation de la vie de l'Église, qu'il s'agisse de politique papale ou d'enseignement libre, du contenu spirituel d'un sermon, d'un article de fond ou d'un roman catholique, de la beauté de tableaux religieux, de pièces de théâtre, d'églises ou d'hymnes pontificaux, d'une hypothèse catholique en histoire, d'une institution de charité ou de la vie privée de personnalités catholiques. Tout cela était hors d'atteinte et sacro-saint. Qui osait exprimer un doute sur l'excellence de telles choses était accusé de déloyauté, de trop grande liberté d'esprit et on lui refu-

sait la confiance. Pis encore, ce malheureux se croyait lui-même en défaut; plus d'un s'est ainsi excommunié avant d'avoir été expulsé, dans la conviction ferme d'appartenir déjà aux hérétiques et incroyants.

Sans doute y a-t-il beaucoup d'honnêteté et de noblesse, un esprit de corps et un sens de la responsabilité étonnants dans cette fidélité qui défend aveuglément le drapeau aimé contre toute attaque. Et pourtant, combien d'étroitesse et d'intolérance, combien d'injustice, combien de renoncement chez les subalternes à toute responsabilité propre, combien de paresse à réfléchir, combien de lâcheté jusqu'à l'abdication complète de la saine raison, surtout quelle quantité énorme de mensonges s'est amassée avec le temps sous le large bouclier que ces fidèles combattants maintenaient pour protéger l'héritage attaqué.

Le côté néfaste de ce développement, c'est que ce qui voulait être religion, insensiblement, malgré l'accent mis sans cesse sur le surnaturel, se fermait sur soi. Le sentiment religieux se reportait sur l'Église au lieu de se porter, à travers la forme de l'Église donnée par Dieu, vers Dieu lui-même. Le *sentire cum Ecclesia* qui devait être une expression de notre amour de Dieu et de notre obéissance à Dieu, qui devait tendre sans cesse, à travers la forme et la formule, vers l'Éternel, l'Invisible et l'Indicible, se changeait en une sorte de « patriotisme », satisfait et suffisant, et quelque peu terrestre. La parabole perdait son sens; les signes, leur valeur d'appel; les images, leur transparence; la lettre se figeait et régnait; le mystère s'envasait. Aux émergences les plus fortuites du présent on donnait valeur absolue, le grand héritage devenait, de tradition vivante, un trésor de musée pieusement conservé. C'est

à cette évolution intérieure de l'Église qu'il faut attribuer la révolte d'un vrai besoin religieux chez beaucoup contre la prétention d'identifier cette image déformée de Dieu avec l'Être divin lui-même, et aussi cette insatisfaction, cette recherche d'autres voies.

Une fois de plus, c'était l'automne dans l'histoire de l'Église. Mais pendant que la cime, visible de loin, portait sa dernière parure, « achevée » dans le double sens du mot, riche en formes et belle en couleurs, mais marquée par la mort, la vie indestructible se concentrait profondément dans le tronc et les racines, prête à survivre à l'hiver le plus dur et déjà portant en soi la force d'un nouveau printemps.

IDA FRIEDERIKE GÖRRES.

N.D.L.R. — Nous devons à la bienveillance de la revue autrichienne *Wort und Wahrheit* d'avoir su adapter cet article, paru dans son numéro de février 1950.

# EXIGENCE D'UN DROIT INTERNATIONAL NOUVEAU

La caractéristique du conflit actuel est l'opposition, pour ne pas dire la guerre entre deux systèmes économiques. Nous y résignerons-nous ? Ou bien unirons-nous nos efforts pour empêcher la lutte économique de tourner au conflit sanglant. Il y aurait sans doute quelque naïveté à croire qu'une solution juridique suffit à calmer les esprits et à empêcher les hostilités. Rien cependant ne doit être négligé : s'il se produit une accalmie, il faut que la pensée ait assez réfléchi aux problèmes qui se posent et sache profiter de l'occasion inespérée de maintenir la paix. C'est dans cette perspective qu'est écrite cette étude.

## I. — *Division du monde en systèmes.*

Les journaux ont l'habitude d'étaler en gros titres la lutte qui oppose les « blocs » de l'Ouest et de l'Est. Avec le conflit coréen, l'orientation Ouest-Est s'est tout récemment changée en Sud-Nord, mais les adversaires sont toujours les mêmes. Malgré les innombrables informations, plus ou moins tendancieuses, qui sont fournies sur ces conflits, les causes réelles de l'antagonisme fondamental n'apparaissent pas toujours.

On invoque d'un côté la défense du mode de vie occidental, de la liberté et des droits de l'homme et, de l'autre côté, celle des conquêtes sociales et économiques de la révolution prolétarienne. En termes plus agressifs,

les uns accusent le totalitarisme soviétique de vouloir étendre sa domination sur le monde entier, et les autres s'insurgent contre l'impérialisme des États-Unis qui, par l'intervention de ses capitaux surabondants, veut dominer le monde et éliminer le principal obstacle qui s'y oppose, c'est-à-dire la République socialiste soviétique et les démocraties populaires.

Depuis des siècles, l'histoire a connu toutes sortes de raisons et de prétextes qui ont été invoqués pour augmenter la puissance d'un prince ou d'un pays au détriment d'un autre. Au moment des guerres de religion, la défense des dogmes de la chrétienté a divisé les pays catholiques et protestants, ceux-ci voulant s'affranchir de la tutelle du Saint Empire Romain Germanique. Puis les nations, affirmant leur indépendance et leur supériorité respectives, ont formulé et plaidé le principe de souveraineté nationale pour lequel elles se sont battues. Hitler et les nationaux-socialistes ont voulu étendre cette souveraineté à la race germanique considérée comme la race des seigneurs. Actuellement, ces thèses successives sont devenues secondaires; les heurts se produisent moins entre les nations en tant que telles qu'entre les « modes de vie » ou plutôt les systèmes économiques et sociaux.

Il est facile d'illustrer cette tendance par les incidents mondiaux survenus depuis la fin de la dernière grande guerre.

Si l'on envisage le dernier en date de ces incidents, la guerre de Corée, on constate qu'il ne s'agit évidemment ici que de l'opposition entre le système libéral, maintenu en Corée du Sud, et le système collectiviste, introduit en Corée du Nord. La population coréenne, dont l'unité ethnographique n'a jamais été contestée,

sert ainsi de pomme de discorde à la suite de la coupure de la Corée par le 38e parallèle. Cette ligne de démarcation artificielle, qui a constitué tout de suite après la guerre le compromis accepté par les autorités militaires américaines et soviétiques en application des accords de Yalta, ne correspond plus à l'équilibre des forces locales en présence et n'est plus respectée comme *modus vivendi* régional des deux systèmes.

Un exemple aussi frappant est fourni par le problème de l'admission de la Chine de Pékin à l'O.N.U. Si l'on considère ici uniquement les principes du droit international classique, il n'y aurait en effet aucune raison pour que la reconnaissance de ce gouvernement, qui dispose des attributs essentiels de la souveraineté (contrôle de la majeure partie du territoire de la Chine et de sa population, organisation constitutionnelle et administrative effective), soulève des difficultés. L'O.N.U. a admis la succession de bien d'autres gouvernements d'origine insurrectionnelle. Mais, ici, le système économique et social que la Chine est en train d'adopter s'oppose à celui de la majorité des pays qui composent l'Organisation des Nations Unies. Plusieurs de ceux-ci ont donc des difficultés à reconnaître, non pas la légalité du nouveau gouvernement chinois, mais l'instauration du nouveau régime. Ceci d'autant plus que la Chine jouit statutairement d'un siège permanent au Conseil de Sécurité des Nations Unies.

C'est une des lacunes du droit international contemporain de n'avoir pas encore conçu une procédure pour la reconnaissance de la transformation du système économique et social et de se borner aux anciennes normes de la reconnaissance *de facto* et *de jure* des États.

La séparation de l'Allemagne d'après-guerre en deux

territoires foncièrement divergents par leur régime est un des cas classiques de la division du monde par systèmes. L'unité nationale allemande avait été en effet proclamée par les accords de Potsdam. Si elle devient irréalisable, malgré le désir général des Allemands tant de l'Ouest que de l'Est, c'est uniquement en raison de l'opposition des systèmes économiques et sociaux introduits ou conservés par les vainqueurs. Comme en Corée, les sociétés capitalistes, l'initiative de l'entrepreneur libéral, les crédits bancaires privés se trouvent en effet ici en face des entreprises socialistes, de la planification intégrale et de la nationalisation du crédit.

L'Organisation des Nations Unies devient elle-même le champ de bataille entre les deux grands systèmes.

Les conflits irréductibles s'étaient jusqu'à présent normalement et pacifiquement traduits au Conseil de Sécurité par un veto. Ce sont ainsi des considérations de système qui expliquent trente-sept des quarante vetos prononcés par l'U.R.S.S. au Conseil de Sécurité. De même le contrôle de l'énergie atomique se trouve dans une impasse : au désir des puissances occidentales d'instaurer une autorité supra-nationale dotée, dans une certaine mesure, de la possibilité d'intervenir dans les systèmes économiques des États-membres, s'oppose l'U.R.S.S. qui, devant se trouver en minorité dans cette autorité, n'admet que des inspections par des fonctionnaires internationaux.

Enfin, la division du monde en deux a été particulièrement marquée par l'application exclusive du plan Marshall à l'Europe occidentale. Pourtant, à l'origine, tous les pays d'Europe avaient été conviés à recevoir l'aide des États-Unis d'Amérique. Les raisons officiellement données par l'Est pour décliner cette offre s'expli-

quent par un motif très plausible : l'intervention du capital américain, avec les lois qui lui sont propres, ne pouvant se concevoir que dans le cadre du système capitaliste occidental, une aide sous cette forme était exclue par le système à tendance collectiviste. De ce désaccord date la naissance d'organisations préfédérales tant à l'Ouest, avec l'Organisation européenne de Coopération économique, le Pacte à cinq (Union occidentale), le Conseil de l'Europe et le Pacte Atlantique, qu'à l'Est avec le Conseil d'Assistance économique mutuelle formé en 1949 à Moscou et composé de l'U.R.S.S. et des pays à démocratie populaire. Par ces ébauches de confédérations, dont la base essentielle est, d'un côté, le système économique libéral et, de l'autre, le système économique collectiviste, se trouve renforcée la tendance à un heurt plus vigoureux que jamais des deux grands blocs occidental et oriental.

## II. — *Essai de précision des systèmes en présence.*

A partir du moment où l'on voit ainsi des groupes d'États se combattre en tant que système, la délimitation des contours de ces entités devient nécessaire. Elle n'est pas aussi aisée que la délimitation des États caractérisés par leurs frontières, leur gouvernement, leur drapeau, etc. La définition théorique des systèmes se heurte aussi à la difficulté provenant de l'existence, entre les deux principaux systèmes libéral et collectiviste, d'un certain nombre de régimes de type mixte. Il s'agit notamment du régime instauré par le gouvernement travailliste en Grande-Bretagne ainsi que de ceux des démocraties populaires de l'Est.

Ces *régimes mixtes* sont parfois contestés. C'est ainsi

que celui du gouvernement travailliste sera identifié avec le régime capitaliste par les marxistes-léninistes, alors qu'il sera critiqué comme purement socialiste par certains doctrinaires de l'économie libérale. Dans la bataille des systèmes à laquelle nous assistons, ces régimes mixtes sont d'ailleurs amenés à être politiquement embrigadés dans l'un ou l'autre camp, et c'est cette orientation politique qui leur donnera l'empreinte définitive.

Les deux principaux régimes sont, par contre, assez faciles à préciser.

Les caractéristiques du *régime soviétique* instauré par la révolution russe de 1917 sont connues : propriété socialiste des moyens de production, qu'il s'agisse de la propriété d'État ou de celle du type coopératif; limitation de la liberté d'entreprise, l'initiative économique étant réservée presque exclusivement au secteur public; émulation politique au travail, appelée stakhanovisme, et enfin monopole du commerce extérieur.

*A contrario*, le *système libéral* sera défini comme celui qui réserve à la propriété privée les moyens de production, admet la liberté totale de l'entreprise, élimine l'intervention économique de l'État et des collectivités publiques et a pour principal moteur la recherche du profit, avec son corollaire le salariat. Le régulateur de la vie économique ne sera pas une planification quelconque, mais la grande loi de l'offre et de la demande, qui doit automatiquement rétablir, à elle seule, l'équilibre économique. Cette description pèche malheureusement par un défaut majeur : un tel régime n'a presque jamais existé à l'état pur et ne se rencontre plus nulle part. Qui plus est, sous l'influence des dernières guerres mondiales, et en raison de l'exemple du système collectiviste et des desiderata de nombreux partis socialistes, l'in-

tervention économique de l'État devient de plus en plus importante. Elle englobe souvent de larges secteurs des industries-clés et planifie l'économie de façon partielle ou même générale.

La distinction des deux régimes pourrait être alors recherchée dans la place plus ou moins grande que tient le profit du capital privé dans le revenu national. L'ampleur accordée à la liberté d'entreprise pourrait être également considérée comme un critère. Ces distinctions théoriques ne se trouvent toutefois pas toujours confirmées par les constellations politiques en présence, dont les frontières sont tracées approximativement par les zones monétaires de l'économie dominante [1] de chacun des deux systèmes économiques : soit la zone dollar à l'Ouest et la zone rouble à l'Est, depuis la réforme monétaire soviétique du 28 février 1950.

II. — *Interprétation historique de la lutte des systèmes.*

A première vue, il semble difficile d'admettre que les seules divergences de systèmes économiques et sociaux suffisent pour déclencher la lutte entre deux groupes géants d'États. Une explication historique de ces faits peut être recherchée dans l'interprétation de la révolution russe de 1917 qui, à certains égards, peut être mise

1. L' « économie dominante » est envisagée ici d'après la conception de M. le professeur François Perroux, qui écrit notamment : « Dans maintes branches, elle (l'économie dominante) affirme en effet sa supériorité technique et économique... Si elle exerce sur d'autres économies plus d'influence qu'elle n'en reçoit, c'est aussi par le concours des circonstances historiques. Elle bénéficie d'un immense monopole collectif. » Cf. *Le Capitalisme*, par François Perroux (Presses Universitaires de France, Paris, 1948, p. 61).

en parallèle avec la Réforme du XVI^e siècle. Celle-ci a, en effet, brisé l'unité de la chrétienté, comme la révolution russe du XX^e siècle a brisé l'unité économique du monde. Elle a, en outre, facilité l'éclosion des États nationaux et souverains. L'existence de ceux-ci devait être consacrée par le traité de Westphalie, auquel ont été représentés, en plus de l'empereur, une cinquantaine d'États souverains.

L'analogie entre la révolution russe et la Réforme est en outre troublante en ce qui concerne les guerres auxquelles ces deux événements donnèrent lieu : guerres de religion de l'époque entre États protestants et catholiques (guerre de Trente ans, par exemple) ainsi que guerres fratricides à l'intérieur de plusieurs pays; guerres accompagnées de soulèvements révolutionnaires au XX^e siècle. La comparaison devient même particulièrement inquiétante si l'on a en vue les conséquences terribles qui suivirent l'éclosion des États et la reconnaissance de leur « souveraineté ». De l'admission dans le monde international de cette notion de « souveraineté nationale », découverte par Bodin au XVI^e siècle, datent les guerres nationales. Leurs atrocités et cruautés s'expliquent par la rupture des anciens liens de l'organisation politique de l'Empire, par l'abandon de toute religion et morale communes et par l'absence à cette époque de toute interdépendance économique entre des pays habitués à vivre en autarchie. C'est de cette époque que datent les efforts du grand jurisconsulte Grotius, qui généralement est reconnu comme le père du droit international public, tendant à concilier l'ordre international juridique avec la reconnaissance de la souveraineté de l'État pour chacun d'eux.

L'établissement par la révolution russe de 1917 dans

e partie du monde d'un système économique et social ncièrement hostile à celui qui préexistait aura-t-il les mes conséquences que la rupture du monde spirituel XVI[e] siècle? Cela ne semblait pas être vérifié jus-'en 1945, car, jusqu'à cette époque, les principaux nflits ne résultaient pas exclusivement de l'opposition s systèmes économiques et sociaux. La deuxième erre mondiale, en effet, n'est pas une guerre de sys-nes. Cependant, les événements récents font appa-tre une évolution de plus en plus prononcée vers des tes où seuls les systèmes représentés par deux grands oupes d'Etats seront les combattants.

. — *Principes essentiels influençant actuellement l'évolution des conflits entre les peuples.*

Vivre son époque et essayer de l'observer impartialement semble être une gageure. Mais une telle tentative dégagerait peut-être l'impression que notre universalité contemporaine est gouvernée par trois grands principes :

1° *Le principe des nationalités,* qui a trouvé dès à ésent partiellement sa solution à l'intérieur de chaque système. A l'Est, des assemblées des nationalités ajoutent, comme une deuxième Chambre délibérante, ux représentations du type des soviets ouvriers et paysans. A l'Ouest, les Etats-nations ont seuls en principe e existence juridique reconnue en droit des gens, et ils présentent avec vigueur les nationalités en présence. outefois, leur regroupement à l'intérieur du système se alise d'une part par les organisations préfédérales[2],

2. Voir *supra*, p. 157.

et, d'autre part, par les liens moins visibles des inve tissements du capital financier. Les nationalités so ainsi peu agressives entre elles tant qu'elles appartie nent au même système économique et social.

2° *Le principe de l'interdépendance des collectivit économiques*, qui conduit à la création, tant à l'E qu'à l'Ouest, d'organismes préfédéraux et confédérau réalisant cette solidarité à l'intérieur de chacun d principaux systèmes économiques et sociaux.

3° *Le principe de l'opposition fondamentale des deu grands systèmes* qui, pratiquement, s'est traduit pa l'opposition à l'échelle mondiale des Etats-Unis d'Am rique et de l'U.R.S.S., c'est-à-dire des économies dom nantes des deux systèmes.

## V. — *Possibilités de compromis et de* modus vivend *des systèmes économiques et sociaux.*

Les problèmes posés par les deux premiers principe évoqués ci-dessus ont maintenant reçu des solutions re lativement satisfaisantes. La guerre récente entre l Bolivie et le Paraguay et la guerre entre Arabes et Juif en Palestine ont montré qu'une issue était facile à trou ver pour les conflits qui se posent à l'intérieur du mêm système.

De même, le projet de combinat carbo-sidérurgiqu formulé le 9 mai par M. Robert Schuman et ayant pou but la création d'une « haute Autorité commune », ap pelée à prendre toutes les décisions concernant l'indus trie lourde des pays d'Europe occidentale, a soulev les objections du gouvernement britannique. Celles-c ont été très clairement exprimées par le Manifeste d Labour Party intitulé « Unité européenne » et publié

Londres le 2 juin 1950. Elles relèvent en grande partie de l'opposition entre les systèmes de l'Europe continentale de l'Ouest et celui du type mixte du Royaume-Uni. Le manifeste travailliste met en effet l'accent sur la *planification* et le *plein emploi* qui sont les caractéristiques essentielles de ce régime intermédiaire. Toutefois, comme malgré tout le système travailliste s'apparente aux autres systèmes de l'Europe occidentale, il ne faut pas s'étonner qu'un compromis soit en voie d'élaboration sur les bases de la proposition belge à la Conférence des six qui siège à Paris en ce moment (juillet 1950).

Par contre, les deux grands systèmes antagonistes apparaissent pour l'instant comme inconciliables. C'est peut-être la plus grande lacune de notre droit international contemporain que de n'avoir encore rien prévu pour essayer de remédier à cette opposition fondamentale. Aucune des règles actuelles ne prend en effet en considération cette diversité des régimes et n'essaie d'en formaliser les rapports.

L'idée d'une formule juridique permettant la coexistence de deux entités foncièrement hostiles connaît cependant des précédents célèbres : le catholicisme et l'Islam ont trouvé une formule de *modus vivendi*, avec les capitulations conclues en 1535 par François Ier et Soliman le Magnifique; les guerres de religion, qui ont duré un siècle, ont trouvé, avec le traité de Westphalie, une solution honorable pour tous.

De même que Grotius a su mettre dans une certaine mesure un terme à l'anarchie des nationalités souveraines par la conception de droit international, il semble que nos hommes de science pourraient trouver un accommodement entre les deux grands systèmes en pré-

sence. De telles solutions ne sont pas impossibles à imaginer si l'on tient compte du fait que *l'hostilité des systèmes économiques* se trouve contrariée par la *complémentarité des structures économiques*.

En effet, l'affirmation ancienne d'après laquelle l'Ouest industriel et l'Est agricole auraient réciproquement besoin l'un de l'autre est toujours valable. Elle s'applique tout particulièrement à l'Allemagne occidentale, qui en a d'ailleurs conscience. Toutefois, l'Est agricole devient de moins en moins agricole en raison de l'application de ses plans d'industrialisation. Mais la Chine a un besoin urgent d'équipement industriel que l'Ouest industriel et libéral pourrait bien plus facilement lui fournir que les pays à système collectiviste.

Un effort de conciliation devient fort urgent s'il ne veut pas être devancé et rendu plus difficile par la tendance à l'autarchie économique de chacun des systèmes. Cette orientation, plus facile à réaliser à l'Est qu'à l'Ouest, aboutirait fatalement au renforcement de l'hostilité entre les deux systèmes en présence, ce qui n'est pas précisément le chemin de la paix.

Autarchie ou interdépendance économique sont en effet l'alternative qui risque d'influencer grandement les perspectives des deux mondes à systèmes divergents. Déjà dans l'histoire, l'interdépendance économique a joué un rôle essentiel, tant par son absence que par sa présence. C'est ainsi que son absence a facilité les guerres cruelles et atroces du XVII[e] siècle[3], et c'est sa présence qui, au contraire, a engendré les organismes préfédéraux du XX[e] siècle[4].

En outre, la réglementation de l'ensemble des rap-

3. Voir *supra*, p. 160.
4. Voir *supra*, p. 161.

ports des deux grands systèmes par une nouvelle branche du droit des gens pourrait également influer sur les perspectives d'avenir.

Il ne faut pas en effet sous-estimer la valeur des techniques juridiques; elles ont joué un rôle important dans le passé. Nul ne conteste par exemple que les légistes des rois de France aient grandement facilité l'unification du royaume.

A notre époque, il semble que de nouveaux développements du droit des gens soient nécessaires pour tenir compte de la situation de fait en pleine évolution qui résulte de l'opposition fondamentale des deux grands systèmes économiques et sociaux. En somme, aussi longtemps que les grands conflits mondiaux provenaient du principe des nationalités, il fallait un « droit international » pour essayer de les apaiser. C'est le grand mérite de Grotius et de ses successeurs d'en avoir précisé les données. Maintenant que l'hostilité des systèmes économiques et sociaux l'emporte sur tous les autres facteurs de division, il faut prolonger le droit international par un *droit intersystème* susceptible de permettre un *modus vivendi* pacifique. Cette nouvelle branche du droit suppose une analyse approfondie économico-sociale des régimes en présence et la recherche des précédents qui ont dans l'histoire permis de concilier ce qui semblait à première vue inconciliable.

La nécessité d'un droit intersystème s'imposera d'ailleurs si se confirme la tendance actuellement constatée vers la constitution de deux ou trois grandes fédérations « intrasystèmes ». Ces communautés ne pourraient en effet autrement entretenir entre elles les rapports exigés maintenant par le progrès technique (télécommunications, luttes contre les épidémies...).

L'influence d'un *droit intersystème* sur cette orientation vers des *fédérations intrasystèmes* peut faire l'objet de discussions prolongées. Pour certains, de telles normes risquent de cristalliser et de rendre encore plus farouche l'opposition des deux blocs; pour d'autres, une réglementation juridique pourrait rendre inutile cette cristallisation. En tout état de cause, il semble difficile que l'U.R.S.S. puisse s'opposer à une telle recherche, puisqu'elle proclame souvent, par la voix autorisée de ses représentants, la possibilité d'une coexistence pacifique des deux régimes. S'il en est ainsi, il y aurait intérêt à préciser les normes juridiques de cette coexistence par un droit intersystème.

Les négociations entre l'Ouest et l'Est et le maintien de la paix ne peuvent donc qu'être facilités par l'élaboration de telles règles juridico-économiques. Un Grotius du XX^e^ siècle serait à cet égard fort utile. S'il se révèle parmi nos juristes internationaux, il lui faudra beaucoup de courage pour essayer de remonter les torrents des propagandes guerrières.

HENRI MÉNAHEM.

# A PENSEE RELIGIEUSE DE VICTOR HUGO

(*Documents inédits*)

La publication de l'édition « définitive » des Œuvres mplètes de Victor Hugo (édition dite « de l'Imprime- Nationale ») a été achevée en 1942. Seul un volume *Correspondance* reste à paraître. L'œuvre elle-même Hugo serait désormais révélée tout entière. De fait, tte édition monumentale nous a fourni quantité de xtes neufs d'une valeur inappréciable. Et cependant en des pages du poète demeurent encore inédites, ant été, pour des raisons diverses et fâcheuses, écar- es par les éditeurs. Je dois à la généreuse confiance s héritiers de Victor Hugo (et très particulièrement à mitié de Jean Hugo) d'avoir eu le plus libre accès leurs archives de famille ainsi qu'aux carnets intimes aux notes éparses, innombrables, laissés par le grand ète.

Les textes qu'on va lire proviennent de ce vaste gise- ent et concernent la pensée religieuse de Hugo. Qu'on uille bien me croire si j'affirme que j'ai mis tous mes ins à ne réunir que des « inédits ». Hugo, d'ailleurs, ait pour usage de barrer, d'un trait d'encre oblique, s lignes qu'il empruntait à cette grande réserve d'i- es et d'images (baptisée par lui *Tas de pierres*) pour

les employer dans tel poème, essai ou roman. M
peut-on jamais être sûr, en présence d'une œuvre au
démesurée, que le petit texte qu'on a sous les yeux
pas été repris tout de même, quelque part, par l'é
vain qui aurait omis de l'annuler? Si donc l'on renc
tre, dans les pages qui vont suivre, quelques fragme
peut-être dont un lecteur plus averti que moi reconn
trait l'aspect déjà vu, je pense du moins pouvoir p
tendre, sans excès de témérité, que *presque* tout,
voit le jour pour la première fois.

*
* *

Quelques documents d'abord, en désordre, et vari
exception faite des quatre derniers, tous sont antérieu
à cette date de 1849, capitale dans l'histoire de la
intérieure de Hugo. Au cours de cette année-là, le poè
va passer d'une sympathie respectueuse, mais distan
à l'égard du catholicisme, à une hostilité déclarée qu'a
croîtront encore, violemment, les événements du 2 d
cembre 1851 et l'attitude du clergé. Il n'est pas inut
de rappeler que Victor Hugo n'avait reçu aucune éd
cation religieuse. Il n'était pas baptisé; il n'a pas fa
sa « première communion ». Sa mère était voltairienn
comme son père. Autour de sa vingtième année, à cau
de son mariage d'une part, à cause aussi de l'ambian
mondaine — et des intérêts de sa carrière —, le jeu
Hugo s'est donné pour catholique et s'est sans dou
cru tel, à peu près. Dès 1827, nous avons la preu
qu'il tient le catholicisme pour « dépassé », expiran
comme le font, du reste, la plupart de ses camarad
dans les lettres : Lamartine, Vigny, Brizeux, Michel
(et bientôt, hélas! Lamennais lui-même). Il n'en res

pas moins très déférent envers l'Église, sous Louis-Philippe; ses enfants, les deux garçons comme les deux filles, sont élevés dans la religion catholique.

Dans Fléchier
Je vois Christ souriant et doux; dans Bourdaloue
J'entends le bois qui sonne et le marteau qui cloue.

*

Nous n'avons eu jusqu'à présent que des siècles catholiques. Le XIX^e^ siècle est le premier siècle chrétien.

*

Suisse catholique, Suisse protestante. Le catholicisme fait des bergers; le protestantisme fait des marchands.

*

La bizarre aventure de la montagne Tibidabo. C'est là que Jésus a été transporté par Satan. Le diable essayant de tenter Dieu! Qu'il a d'illusions, le pauvre diable!

*

La Bible, ce livre prodigieux et sombre, plein de sommets sublimes desquels de grandes pensées s'envolent à chaque instant, l'une après l'autre, comme des aigles.

*

23 août 1846. — Le christianisme mord difficilement sur le mahométisme et point du tout sur le bouddhisme.

*

1^er^ novembre 1846. — Zoroastre donne à croire qu'il connaît l'essence de la nature de Dieu, — ce que j'ai, dit-il, la discrétion de ne pas expliquer.

*

8 décembre 1846. — Nous faisons à notre image le prêtre de notre temps. Nous répondrons de lui comme il répondra de nous.

*

24 novembre 1847. — Le dieu unique des druides s'appelait le *Très-Inconnu*.

*

9 décembre 1847. — Le pape Pie IX a un proche parent

nommé Scaramouche (M. Scaramucci, avocat, nommé récemment membre de la municipalité romaine).

*

Le fragment suivant a été publié :

La même auréole pare
. . . . . .
Jésus incliné sur Lazare,
Voltaire penché sur Calas;

mais, dans la marge du manuscrit, figure une note du poète qu'il aurait fallu révéler en même temps : « *Indiquer pourtant la différence énorme des deux.* »

Et voici quatre fragments qui datent des années d'exil.

Il aimait les définitions larges et inattaquables. Par exemple, il disait : Le diable est un ensemble de forces.

*

Ce fut à cette occasion qu'il prononça cette phrase mémorable : Jusqu'au jour où le grand fleuve du catholicisme aura défriché les esprits rebelles et rallumé dans les convictions égarées les vrais instincts chrétiens, jusqu'à ce jour, Messieurs, la monarchie sera comme une branche morte qui, étouffée à son aurore par des mains parricides, déchirée par les contradictions nuageuses de partis, rame inutilement vers le port malgré la toque de Malesherbes et l'écharpe de Bayard! (*Vive sensation.*)

*

Une éminence surmontée d'un gazon, c'est un cardinal en perruque.

*

Ma mère[1], royaliste, n'aimait pas les prêtres : cette forte et austère femme n'entrait jamais dans une église; non à

1. Ces lignes sont précédées, en haut, à gauche, de l'indication : *Histoire d'une conscience honnête.*

use de l'église, mais à cause des prêtres. Elle croyait à Dieu et à l'âme; rien de moins, rien de plus. Je ne crois as l'avoir entendue plus de deux ou trois fois dans sa vie rononcer ce mot : les prêtres. Elle les évitait. Elle ne parait jamais d'eux. Elle avait pour eux une sorte de sévérité uette...

*
* *

La rupture entre Victor Hugo et les catholiques commença par une indignation. Hugo, député, siégeait armi les conservateurs. Il alla même, un temps (août 848), aux réunions de la rue de Poitiers, où régnait le arti catholique. Mais bientôt une gêne le saisit, puis ne espèce d'épouvante, devant le comportement des rands manœuvriers du Parti à l'égard du problème catal de l'heure, celui d'où étaient sorties les Journées e Juin : la misère, la condition affreuse et inhumaine u prolétariat. En juillet 1849, Hugo jette sur une uille de papier cette note : « Être de cette majorité? référer la consigne à la conscience? Non. » Il glisse ors vers le centre gauche, puis, de plus en plus, vers extrême-gauche, devenant l'objet des haines privilégiées, incandescentes, de Falloux, de Montalembert et e Louis Veuillot. Telle note, qui me paraît être de 850, nous le montre dans sa période disons « gauche adicale »; il s'agit ici d'un ancien « rouge », devenu édacteur à *L'Univers* :

Roux-Lavergne[2], de terroriste devenu jésuite. Après avoir

2. Pierre-Célestin Roux-Lavergne avait été disciple de Buchez et ait publié, de 1833 à 1838, une gigantesque *Histoire parlementaire e la Révolution française* (à laquelle Lamartine fit, pour ses *Girondins*, beaucoup d'emprunts). Député d'extrême-gauche à l'Assemlée nationale, Roux-Lavergne avait été battu aux élections de 1849

adoré *Le Père Duchesne* et *L'Ami du Peuple* et les septe briseurs, il est devenu rédacteur de *L'Univers*. Il a passé Veuillot. Il n'a fait que changer de Marat.

Montalembert s'acharne contre Victor Hugo avec u extraordinaire frénésie, et le poète met en réserve alexandrin qui lui est venu :

Montalembert.
Je n'ai que le sifflet; il a le sifflement.

Je ne serais pas surpris que les deux octosyllabes q voici fussent pour Montalembert également :

Judas, le pendu des ténèbres,
N'est pas mort; la corde a cassé.

Et citons ce fragment qu'on lit sur une feuille v lante :

Quand Basile et Veuillot passent, cachant dans l'ombre
Sous leur masque de saint leur profil de bourreau,
Je fais d'un coup de poing voler leur sombrero;
Je déchire sa toge à Bridoison; j'arrache
Sa guenille dorée à Gusman d'Alfarache...

Le dernier lien qui pouvait subsister entre Hugo l'Eglise fut tranché par le *Te Deum* de Mgr Sibour l'honneur de l'assassin du 2 décembre. Hugo, ne l'o blions pas, avait tenu sur ses genoux l'enfant tué la rue Tiquetonne, et le coup d'État de Louis Bon parte, vu de près, fut effectivement une chose atro autant qu'immonde. D'où une convulsion dans l'âr du poète; une horreur non feinte; une brûlure. Il fa

et avait beaucoup modifié sa politique. Vif approbateur de l'exp dition dirigée contre la république romaine, et rallié à l'extrêm droite, il devait entrer dans les Ordres au début de l'Empire.

naître ce profond mouvement d'un honnête homme
ndalisé pour mieux comprendre les textes qui sui-
nt :

Ces prêtres
Ont *tédéumisé* tous les crimes possibles.

*

L'Église engage Dieu dans les crimes de l'homme.

*

L. B.[3]
Sinistre et noir, maudit de tous, béni de Rome.

*

Jésuites!
Chantez les coups d'État et les coups de poignard,
Valets d'autodafé!

*

l'admire Rome. Tout prouve sa grandeur, même le crime.
rtes, il faut que la Ville éternelle soit bien indestructible
ur résister à tous les prodiges qu'elle a enfantés, depuis la
inité de Tibère jusqu'à l'infaillibilité de Borgia.

*

Quand l'aube rougit Rome, on songe au feu du ciel.

*

Projet.) Les cloches arrivent de Rome. Que disent-elles
ns les cieux ? Elles disent... Leur faire raconter les crimes
catholicisme, et recommencer chaque strophe ainsi :
Les cloches arrivent de Rome.
Que disent-elles, ô passant ?

*

Donc ceux que vous tuez et que vous égorgez,
C'est Dieu qui les égorge et qui les tue, ô prêtres!
Son paradis admet vos bandits et vos traîtres;
Vous l'ouvrez; vous avez la clef du cadenas.
Le ciel est de moitié dans vos assassinats.
Clément et Ravaillac ont place en ses phalanges;
Autour des noirs complots que vous forgez, les anges

3. Lisez : « Louis Bonaparte. »

Chantent, brûlant la myrrhe et l'encens et le nard;
Et pendant qu'elle tourne, aiguisant le poignard,
Des constellations jaillissent de la meule!

*

L'empire actuel, c'est la France entre deux parenthèses le jésuite et le gendarme.

*

Bordeaux. Mon discours contre la paix[4],
J'ai la propriété, sitôt que je prononce
A la tribune un mot, de faire fuir le nonce
Et de mettre en déroute en masse les muftis.

*

Royalisme, orléanisme, bonapartisme, cléricalisme. Quatre cochers! Cela n'est bon qu'à un écartèlement.

Bien entendu, la conviction est entrée en lui que l'Église catholique n'est plus la dépositaire de la vérité, que ses dogmes — qu'il connaît fort mal — dénaturent Dieu et l'outragent, et que l'esprit humain doit se libérer de cette chape de plomb, faite d'ignorance et d'imposture, dont Rome entrave son essor :

Les prêtres catholiques sont les faux monnayeurs du divin.

*

Sous le poids du donjon, du cloître, du couvent,
Même la nation la plus sublime tombe.

*

Ces prêtres!
L'effroyable idéal qu'ils se font de leur dieu!

*

Les jésuites :
Libertinage affreux que le libre examen!
Raisonner est mauvais
nous y perdîmes
Nos palais, nos châteaux, nos paysans, nos dîmes.

4. A l'Assemblée nationale, le 1er mars 1871.

Il faut, si l'on veut que la propriété, l'autorité et le trône prospèrent,

Que l'âne esprit humain ait pour ânier le prêtre.

*

La Sainte Trinité commence à se rider.
La raison, sur le ciel, a fait une rature;
Les dogmes cariés tombent en pourriture.
Dieu reste, mais les saints se gâtent; le dry-rot
Se met dans Gabriel comme dans Astaroth.

*

Il n'en faut pas beaucoup vouloir aux pauvres prêtres
De choses que, souvent, ils disent au hasard.

*

Les curés villageois, imbéciles champêtres :
Ils mentent, mais sans fiel; ils damnent, mais sans art.

*

Dieu dit souvent, en regardant l'église :
— De quoi se mêle-t-on dans cette maison-ci ?[5]

*
* *

En présence que ce qu'il tient pour une disqualification et une apostasie de l'Eglise, mettant en péril dans l'âme des peuples jusqu'à la notion même du divin, Hugo se persuade qu'une mission lui est nommément assignée :

Il y a dans ma fonction quelque chose de sacerdotal. Je

5. Toutefois Hugo n'accepte pas d'endosser la responsabilité d'un pamphlet antipapiste, imprimé à Genève, *Le Christ au Vatican*, que son auteur, pour en mieux assurer la vente, avait intrépidement signé : « Victor Hugo ». C'est « une ordure », écrit le poète à ses fils. Un « pasteur de l'Église réformée », César Pascal, lui ayant adressé en hommage une plaquette : *Au pape Pie IX* (Paris, 1869), avec la dédicace suivante : « A l'auteur du *Christ au Vatican*, faible hommage de respect et de sympathie », Hugo note sur la couverture même de l'opuscule : « Je ne suis pas l'auteur du *Christ au Vatican*, qui est une platitude en mauvais style. »

remplace la magistrature et le clergé. Je juge, ce que n'ont pas fait les juges; j'excommunie, ce que n'ont pas fait les prêtres.

Il faut refaire une religion, valable, véridique. Et certes, à côté de cette Église de Rome dont l'humanité ne veut plus et ne saurait plus vouloir, il y a d'autres cultes, mais incertains, mais misérables; ce *credo* nécessaire,

> L'un le fait trop grossier et l'autre trop subtil,
> Et dans ce tas d'erreurs à peine reste-t-il
> Quelques miettes de Dieu que vient becqueter l'âme.

Hugo ne cessera pas de combattre l'athéisme, plaie mortelle, à ses yeux, et menaçante, de la cité humaine. S'il en veut si fort à Rome, c'est qu'il voit en elle l'auxiliaire la plus dangereuse du matérialisme croissant. Les « négateurs » sont pour lui d'effrayants ouvriers des ténèbres, qui « saisissent l'âme au vol et lui crèvent les yeux » :

*Negare, Necare.*

Que de pages, dans son œuvre (et qu'on ne cite jamais), sur l'absurde orgueil satisfait des doctrinaires du néant!

> Bah! va ricanant dans l'ombre
> L'athéisme, triste nain,
> Dieu n'est qu'un substantif sombre
> Dont l'âme est le féminin.

Et sur l'infirmité du scientisme :

> l'algèbre, nuit épaisse,
> Sans étoile, sans ciel, n'admettant qu'une espèce,
> D'infini monstrueux où Dieu n'est pas compté...

es esprits forts l'amusent :

Ah! s'ils disaient à Dieu ce qu'ils ont sur le cœur,
Quel spectacle!
Jéhovah penaud, Nisard moqueur!
apprends avec plaisir
Que le monde est encor étayé, quoi qu'il penche,
Que l'esprit nommé Dieu n'est pas, mais qu'en revanche
Il existe un esprit nommé P.-J. Proudhon.

Entre le parti catholique, toujours d'accord (de la rue Poitiers aux Versaillais) avec les forts contre les faies et avec les riches contre les pauvres, et le parti publicain, qui est le sien, mais qu'emplissent de plus plus les déterministes à la Littré, à la Renan, Hugo ent bon dans sa position difficile, vomi par les uns, illé par les autres[6] :

Je résisterai à la fluctuation sceptique, de quelque part elle vienne, et l'on ne m'arrachera pas plus, d'un côté, on amour du peuple que, de l'autre, ma foi en Dieu.

Il s'est constitué le crieur de Dieu :

Sois un chercheur, un plongeur, un crieur. Arrache du pulcre cette ombre qui fuit! Divulgue le secret! Ébruite ieu!

Sa politique même, quand on en cherche le sens vrai les profonds mobiles, apparaît commandée par une éoccupation religieuse. Le despote est pour lui un isphémateur, que le ciel châtie :

La royauté est une divinité humaine. Or Dieu ne se prête s à l'usurpation de la divinité par l'homme et il rap-

6. Mgr de Ségur le tient pour satanique, et Anatole France l'appelle « enfant de chœur ».

pelle au vrai, par de certaines restrictions ironiques, l
fausses majestés terrestres. Il corrige la perruque d
Louis XIV par une fistule à l'anus.

Et c'est la même raison qui l'oppose à la peine d
mort :

Peine de mort. Quand l'homme tue, il usurpe sur Dieu.

Le progrès (vingt textes de sa main sont là pour l
prouver), loin de se confondre, dans sa pensée, avec u
simple accroissement du bien-être, est avant tout, pou
Hugo, domination sur la matière, ascension de la créa
ture à la rencontre du Créateur :

La Providence appelle et le Progrès répond;
Chacun de son côté fait une arche du pont.

Quant à la liberté, elle se définit par une adhésion pas
sionnée de l'homme à la volonté de Dieu :

La liberté consiste à choisir entre deux esclavages : l'é
gosme et la conscience (...) qui est l'esclavage de Dieu
Celui qui choisit cet esclavage-là, c'est l'homme libre.
(14 juillet 1861).

Dieu nous est à la fois extérieur et intérieur. Il nous
appelle, et en même temps nous pousse vers lui :

Dieu, c'est un vent qui souffle dans les âmes et qui le
pousse au port mystérieux.

Et sans doute, à de certaines heures désespérées,
quand la terre semble en proie aux puissances du mal
une opacité se fait en nous :

Est-ce possible! Avec qui donc est Dieu?

Hugo connaît aussi cette tentation du malheur qui

Sans pouvoir nous arracher nos certitudes sur l'existence d'un Tout-Puissant, incline le cœur qui souffre à ne plus voir en lui qu'un maître aveugle, indifférent :

Je subis sans me plaindre et je comprends le mal,
La haine, le venin, le fiel, l'affront, l'envie,
Un grand Dieu sombre étant le maître de la vie.

La tempête sur l'océan (et que de fois, à Jersey puis à Guernesey, Hugo a considéré ces fureurs des souffles et des vagues, interrogeant l'énigme de ces déchaînements) évoque à l'esprit l'image d'un « Dieu terrible » :

Qui fait écarteler la mer aux quatre vents.

Et la nuit même, avec ses constellations muettes (ces « affirmations colossales », comme disait un jour le poète), dispense aussi l'effroi :

Quel hymne chante-t-on
Dans cette chandeleur sinistre des étoiles?

« Croire est difficile, écrit Hugo. Ne pas croire est impossible »; Dieu, c'est « l'incompréhensible incontestable ». Le devoir du poète est d'être aux aguets, de prêter l'oreille, de tâcher de voir :

La terre répète pour l'homme
L'hymne que le ciel chante à Dieu.

*

La nature, qui met sur l'invisible le masque du visible, est une apparence corrigée par une transparence.

*

Toute chose contient une pensée. Je tâche d'extraire la pensée de la chose.

« Seigneur », disait-il dans un texte qui paraît être de sa trentième année :

> Tu mets dans l'œil du prophète
> L'éclair des cieux triomphants
> Et ta louange parfaite
> Dans la bouche des enfants.

Il ajoute à présent :

> Mon Dieu, nous sommes dans vos mains.
> C'est mon cri de toutes les heures.
> Les âmes cherchent leur chemin;
> Montrez les meilleurs aux meilleures.

*
* *

On se rappelle le curieux chapitre des *Misérables* où Victor Hugo l'anticatholique examine la question des couvents d'un esprit étrangement divisé. Deux notes, dans ses papiers intimes (postérieures l'une et l'autre à 1849), nous apportent le même témoignage contradictoire :

Nous admettons toutes les critiques anciennes des couvents. Elles sont toutes justes. Mais, pour nous, la critique qu'on n'a pas faite est la plus sérieuse de toutes. C'est celle-ci : le couvent n'est qu'un instrument de bonheur. Instrument admirable, mais qui n'aboutit qu'au moi. Quelque soient les austérités, les cilices et les disciplines, et les souffrances acceptées, du moment où l'appareil-couvent les tourne en joie, elles ne peuvent plus compter comme souffrances.

*

La prière continue est peut-être une nécessité de la communication intime entre la terre et le ciel, entre le visible et l'inconnu, entre l'homme et Dieu. Il est bon qu'il y ait çà et là des lieux de parfum. Les religieuses sont des fleurs de prière.

Les requêtes adressées au ciel le font parfois sourire :

Il y a certes bien des absurdités dans ces innombrables prières jetées tous les matins et tous les soirs dans la boîte aux lettres de l'infini.

Mais, parallèlement, ses carnets, ses lettres à sa femme et à ses enfants nous le révèlent priant lui-même avec assiduité :

L'ouragan, le naufrage, le méchant triomphant, le mystère, les constellations, l'infini...
Voilà pourquoi
Je m'endors tous les soirs en faisant ma prière.

Il ne croit pas au Christ-Dieu, et pourtant il rôde autour de la Croix comme quelqu'un qui pressent un secret. Je n'ai pu dater ces quatre vers :

Les bois hérissent les collines.
O Jésus, j'ai souvent cru voïr,
La nuit, ta couronne d'épines
Etreindre notre horizon noir.

Les lignes qui suivent sont du temps de l'exil :

Le Juste suprême qui est venu apporter aux hommes la fraternité, cloué aux fourches entre le meurtre et le vol, entre Dismas qui a dérobé et Gestas qui a assassiné, voilà ce qui pénètre, éblouit, attendrit et terrasse le penseur. La foudre est divine, mais moins que le gibet. Je vois plus de Dieu sur le Calvaire que sur le Sinaï.

Il écrit un jour :

*Maria*, mot charmant et immense, qui veut dire *Marie* et qui veut dire *les mers*.

Et sur un carré de papier figurent ces deux alexandrins :

Personne n'a tué, personne ne tuera
Ce Christ qui survit même aux crimes de ses prêtres.

Parmi des projets, en capitales, d'inscriptions à placer aux murs de sa demeure d'Hauteville-House, ceci :

*CRUX. LUX. DUX.*

Trois textes encore, pour finir, tous trois de ses dernières années :

... à l'heure où va luire pour moi
Ce grand jour de la mort qui se fait sur tout homme.

*

Je suis de ceux qui croient aux promesses de la tombe.

*

Dans les cieux, dans l'horreur des nuits, dans l'air, [dans l'onde,
Dans l'immense univers, ô Dieu vivant, Dieu fort,
Tous les êtres créés, devant toi sans asile,
Attendent, palpitants sous ton regard tranquille,
Les transformations obscures de la mort.

HENRI GUILLEMIN.

# « DERACINES »

Des rapports entre peuples l'attention ne retient aujourd'hui que les conflits internationaux, et c'est compréhensible. Pourtant la condition actuelle du monde soulève d'autres graves problèmes : ceux par exemple de l'émigration. En deux pays différents, le séjour d'étrangers pour des motifs également fort différents, pose des questions pressantes aux chrétiens. Ainsi le verra-t-on à propos des séjours des étudiants sud-américains aux États-Unis et des travailleurs italiens en France.

## Les étudiants latino-américains aux États-Unis

A lire les meilleures revues catholiques d'Amérique latine, on perçoit depuis quelque temps l'écho d'une inquiétude et d'une recherche.

Hâtivement parfois, à travers mille difficultés, mais toujours avec courage, des prêtres et des laïcs s'efforcent de faire la lumière sur la situation exacte du catholicisme dans leurs pays. Ici et là, on mène des enquêtes, on dresse des inventaires. On ne veut plus se bercer d'illusions rassurantes et faire semblant de croire qu'un continent puisse être dit chrétien simplement parce qu'il compte 90 % de baptisés. Les vrais problèmes se posent enfin, et peut-être lirons-nous bientôt une étude d'ensemble qui serait pour l'Amérique latine l'équivalent de ce qu'a été pour la France la fameuse brochure de l'abbé Godin.

C'est qu'en Amérique, aussi bien qu'en Europe, le

temps n'est plus aux formalismes et aux parades. Les façades se lézardent. On commence à être saturé de grands mots et on recherche des *faits*.

Précisément, ce sont des faits et des chiffres que nous a livré récemment un remarquable rapport publié par le P. Gustavo Amigo, S. J., dans la *Revista Javeriana* de Bogota de mars 1950[1]. Cette étude a voulu répondre à une question précise : *Que devient la foi des étudiants latino-américains qui vivent aux États-Unis?*

On devine l'importance de l'enquête. Des milliers de jeunes gens de langue espagnole ou portugaise s'en vont chaque année vers les universités des États-Unis. Leur nombre s'accroît continuellement... Que valent, du point de vue chrétien, ces étudiants qui seront mis demain, dans leurs patries, à la tête de l'enseignement, de la politique et de l'industrie? Livrés à eux-mêmes, après avoir reçu une éducation officiellement catholique, quelle sera la capacité de résistance et de rayonnement de leur foi?

Le rapport que nous avons lu rend un son douloureux. Il a seulement cherché à être sincère et objectif...

*
**

Selon les statistiques publiées par l'*International Institute of New-York*, il y avait aux U.S.A., au début de l'année scolaire 1948, 17.505 étudiants étrangers, parmi lesquels 5.873 jeunes gens venus d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud[2]. Si l'on compare ce dernier chiffre

1. Le P. Amigo, comme il le déclare lui-même, s'est inspiré des conclusions présentées par le P. Sobrino, S. J., au Congrès de *Pax Romana* de Mexico, en 1949. Nous n'avons malheureusement pas sous les yeux le rapport du P. Sobrino.

2. En 1950, ces chiffres ont considérablement augmenté. Selon l'*Osservatore Romano* du 9 juin, il y avait cette année, dans les universités et *collèges* américains, 26.433 étrangers, ce qui représente un accroissement d'environ 9000 en deux ans. Si l'on sup-

à ceux des années précédentes, on note un grossissement continu, de l'ordre de plusieurs centaines par an :

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| *Année* | : 1940 | 1942 | 1943 | 1944 | 1945 | 1946 | 1947 | 1948 |
| *Étudiants* | : 1889 | 2071 | 2592 | 2781 | 3142 | 4283 | 4870 | 5873 |

Ces 5.873 étudiants représentent toutes les nations latino-américaines (sauf Puerto-Rico et les îles Philippines), mais il est évident que les plus fortes proportions d'émigrants correspondent aux pays les plus proches, géographiquement, des États-Unis : Mexique, Cuba, Colombie, Brésil...

Les centres universitaires les plus recherchés sont New-York, Boston, Chicago, San Francisco.

Dans ces centres de formation, ce sont les écoles d'ingénieurs qui sont de beaucoup les plus fréquentées (près de 1200 étudiants). Puis viennent : Philosophie et Lettres (916), Commerce (512), Médecine (271), Agriculture (204), Éducation (123), Physique (103), Beaux-Arts (102), Architecture (102), Chimie (101), etc.

*
* *

Quelques chiffres vont maintenant nous renseigner sur le niveau de vie religieuse de ces milliers de jeunes catholiques, lancés du jour au lendemain dans la vie américaine[3].

En mettant les choses au mieux, il faut constater que 65 à 70 % cessent toute pratique cultuelle dès leur arrivée aux U.S.A. Une petite minorité continue à communier à Pâques, mais tous ou presque tous évitent soi-

pose que le nombre des étudiants latino-américains a augmenté dans la même proportion, on doit avoir, en 1950, un total de plus de 8000.

3. Les observations qui suivent sont presque littéralement extraites du rapport du P. G. Amigo.

gneusement le contact des prêtres et des organisations catholiques.

On sait que dans toutes les universités d'État, des *Newman-Clubs* ont été fondés pour regrouper les étudiants catholiques de toutes nationalités et leur apporter une aide matérielle et spirituelle effective. Or, ces clubs sont volontairement ignorés de la plupart des étudiants latino-américains, qui ne réagissent pas davantage devant les invitations écrites, les revues et les bulletins qui leur sont personnellement adressés. A New-York, Chicago, Michigan, Philadelphie, les efforts faits pour les atteindre ont abouti à un échec : la proportion des jeunes qui font acte de présence au Foyer catholique varie entre 1 % et 10 %.

Par ailleurs, la propagande protestante, habilement dirigée par la YMCA et la YWCA, atteint beaucoup de jeunes gens et de jeunes filles dès leur arrivée aux États-Unis, et obtient parmi eux des succès inquiétants, grâce à des attentions et des prévenances de toute sorte. On signale par exemple que la secte des quakers envoie chaque année une centaine d'étudiants américains au Mexique pour travailler bénévolement dans les hôpitaux et les asiles, mais aussi pour prendre contact avec les jeunes intellectuels mexicains. Après avoir gagné leur confiance, on les persuade de partir pour les États-Unis, on facilite leurs démarches et leurs dépenses... et ainsi commence, bien avant l'année scolaire, une œuvre de prosélytisme qui met en péril la foi catholique du plus grand nombre.

Dans la seule Université de Harvard, Mass., 65 % des étudiants latino-américains ont passé au protestantisme. A l'Université de Ann Arbor, Mich., 90 % du corps professoral venu d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud s'est séparé du catholicisme pour embrasser diverses confessions. A la *Temple University* de Philadelphie, six étudiants sur trente-cinq assistent aux offices protestants, un seul catholique fréquente le *Newman-Club*.

Au *Bureau of Standards of Washington* (Centre de hautes recherches scientifiques) un étudiant catholique affiche courageusement sa foi, cinq autres sont devenus complètement athées, le reste a sombré dans l'indifférence religieuse, après s'être mis dans des situations familiales irrégulières...

On pourrait multiplier les faits de ce genre. Ils seraient presque tous aussi désolants. On en vient à penser, comme le signale le P. Amigo, que « nos étudiants ne sont catholiques que parce qu'ils sont nés dans des pays catholiques ». C'est l'opinion générale des Américains du Nord qui, lorsqu'ils sont eux-mêmes de bons chrétiens, souffrent de ce spectacle, et lorsqu'ils ne le sont pas, s'en scandalisent ou s'en réjouissent...

***

Si l'on s'efforce maintenant d'expliquer une situation aussi alarmante, plusieurs raisons viennent à l'esprit de l'observateur [4].

Tout d'abord, le fait que, sur 5.873 étudiants, 714 seulement sont inscrits dans les universités ou collèges catholiques, tandis que 5.159 fréquentent les établissements de l'État. Ainsi donc, 92 % préfèrent les centres d'enseignement neutre. Pourquoi ? Parce que les universités catholiques sont peu nombreuses et que la pension y est souvent plus chère; parce qu'elles dispensent un enseignement inférieur, parfois, à celui des écoles de l'État et qu'elles ne disposent pas d'un matériel technique suffisamment moderne. Il semble aussi que les établissements libres, qui tiennent à sélectionner leurs élèves en vue d'accroître leur crédit, n'acceptent que difficilement les étudiants « latins », réputés ingouvernables et de moralité assez libre [5].

4. *Op. cit.*
5. *Op. cit.*

D'ailleurs, s'il est vrai que l'Église catholique des États-Unis est en plein essor et pénètre de plus en plus dans la vie nationale, elle influe encore trop peu sur les hautes classes de la société et spécialement sur les milieux intellectuels. L'étudiant latino-américain aura devant les yeux, dès son arrivée aux U.S.A., le spectacle d'une université ou d'un collège admirablement organisé, mais où la pensée catholique sera pratiquement absente. Notons bien que c'est un spectacle très nouveau pour lui, qui vient d'une contrée où le catholicisme est la religion officielle et indiscutée. Quelle tentation de conclure de l'absence de l'Église à son inefficacité et de passer de la foi à l'indifférence, et de l'indifférence au mépris!

Sans compter que le « style de vie » américain (*american way of life*) provoque souvent chez le jeune latino-américain une sorte d'enthousiasme et même d'ivresse. Tout ce qui se pense, tout ce qui se fait chez le « puissant voisin du Nord » est presque toujours pour lui objet d'admiration et d'envie. Pourquoi donc s'étonner si, dans la plupart des cas, le contact brutal avec une civilisation matérielle d'un niveau si élevé, le droit d'accéder à des « libertés » idéologiques et morales inconnues dans son pays, provoquent chez un jeune homme de vingt ans, qui ne demande au fond qu'à s'affranchir, une grave crise religieuse? Il faut un long et intelligent séjour aux États-Unis pour découvrir les richesses spirituelles que renferme cet étrange pays, et pour en profiter... Les premiers « chocs » d'un voyage sont généralement superficiels, mais il arrive qu'ils soient décisifs.

Livré à lui-même, dans un pays étranger où personne ne le surveille, l'étudiant latino-américain cédera bien vite aux multiples occasions de négliger son travail; ses « principes » et ses convictions s'effriteront les uns après les autres. Il courra le danger de corruption morale, dans une ambiance saturée d'hédonisme, où le di-

force est légalement admis, où la réalité du foyer chrétien est, dans beaucoup d'endroits, pratiquement inconnue. Surtout, il sera vite séduit par le « confusionisme idéologique » qui règne aux États-Unis, et s'accoutumera à donner à tous les *credo* une valeur relative, à moins qu'un jour, comme nous l'avons vu, une habile propagande le conduise à changer d'Église.

***

Des solutions ont été cherchées, tant aux États-Unis qu'en Amérique latine, pour remédier à la triste situation que nous avons rapidement décrite. Un peu partout, des organisations catholiques se sont créées pour renseigner et orienter les étudiants latino-américains en partance pour les États-Unis. Des centres d'accueil qui leur sont spécialement réservés commencent à fonctionner à l'ombre des grandes cités universitaires. On cherche par tous les moyens à faciliter l'adaptation de ces jeunes et à protéger leur foi.

Nous permettra-t-on de penser que ces mesures d'adaptation et de protection, pour nécessaires qu'elles soient, ne suffiront pas ? Pourquoi ? Parce que le mal est à la racine. Les faits et les chiffres que nous avons cités sont, hélas! la preuve péremptoire que la formation religieuse qu'ont reçue les étudiants latino-américains dans leurs patries résiste difficilement à l'épreuve de la tentation et du doute. Quand des convictions religieuses dépendent à ce point du « milieu » où elles évoluent, on est en droit de penser qu'elles manquent de profondeur. A cet égard, l'enquête que nous avons présentée a valeur de test...

Nous effleurons ici un problème sur lequel d'autres, nous le savons, se penchent avec angoisse. C'est un grand réveil catholique qu'ils voudraient provoquer dans cet immense continent ibéro-américain qui porte

une large part de l'espoir du monde. Ils ont observé les crises européennes et, sachant que les mêmes causes produisent habituellement les mêmes effets, ils veulent éviter à leurs peuples l'horreur d'une déchristianisation qui serait peut-être pire que la nôtre... Le jour où le jeune étudiant latino-américain partira pour les États-Unis, ou pour tout autre pays du monde, portant dans son cœur non plus seulement de secs principes religieux et des traditions exsangues, mais l'image même de Jésus-Christ, nous n'aurons plus à craindre pour sa foi. Il restera fidèle et deviendra apôtre.

J.-B. Nielly.

## Émigrés italiens en France

Italiens, Polonais, Espagnols, Belges, Allemands, Suisses, Russes, Portugais, Tchèques, Yougoslaves et autres, la France employait au recensement de l'année 1946, 1.046.430 travailleurs étrangers (sans compter les 500.000 prisonniers de guerre allemands).

Pendant les trois années suivantes elle en appela 178.066. Ce dernier chiffre comprend aussi des personnes déplacées d'Europe centrale et orientale et des Marocains. Naturellement, les très nombreux Algériens qui, dotés de la nationalité française, montent travailler en France de plein droit, ne figurent pas dans ce total de l'immigration.

Tous ces hommes apportent à la France leur travail dont elle a besoin, ils y trouvent, au minimum, logement, nourriture et salaire dont ils ont, eux, besoin. Ils n'apportent pas, tant s'en faut, des éléments pour une évolution sociale progressive et vraiment créatrice; ils n'y trouvent pas, souvent, les éléments d'une vie hu-

maine équilibrée qui les encourage à s'insérer avec calme dans cette évolution ou du moins à ne la gêner point par leurs mouvements passionnels. Au niveau psychologique le plus inférieur, quelques-uns forment une bonne réserve de criminalité.

Pourtant ils existent, et la France a besoin d'eux puisqu'elle les fait venir. Ils accomplissent, comme on le sait, des travaux dont les Français ne veulent pas : mines, terrassements, grosses cultures, culture des régions abandonnées, voire cultures de régions riches mais que l'attrait des villes a vidées, élevage, bâtiment, production et utilisation des métaux, grosse manutention, stockage. Ils coopèrent à la vie économique, il leur arrive de nuire à la vie sociale. Pourquoi ? Je ne connais pas le problème pour les autres pays d'émigration, mais je vois comment la chose se passe pour les travailleurs italiens, qui étaient en 1946 environ 300.000 d'après le recensement, 420.000 d'après l'estimation, et dont on a admis pendant ces trois dernières années un total de 111.226.

Pour la nation italienne, l'émigration est une nécessité démographique. Pour le travailleur italien, c'est souvent une nécessité vitale. La famille paysanne du Nord est trop nombreuse pour se nourrir tout entière sur une terre pourtant féconde, la famille paysanne du Sud, encore plus nombreuse, ne parvient pas à arracher d'une terre stérile et mal irriguée le minimum de pain dont se contenterait sa sobriété. D'autre part, les capitaux qu'il faudrait investir dans des entreprises industrielles pour donner du travail à une population ouvrière toujours croissante sont tout à fait insuffisants. Il existe donc un chômage ouvrier (industriel et agricole) évident : il correspond aux deux millions d'inscrits dans les caisses de chômage. Il en existe un autre qui n'apparaît pas ou qui apparaît moins : les familles paysannes et même celles des ouvriers des villes gardent près d'elles des

enfants en âge de travailler, et là où il y aurait de l'ouvrage, de la nourriture, et une maison pour quatre personnes, on vit à huit ou à dix, misérablement. Ces familles-là voudraient souvent s'expatrier tout entières. On peut évaluer ce « surplus invisible » à quatre millions d'âmes.

La bourgeoisie italienne, elle, considère l'émigration comme une soupape de sûreté sociale et une sorte d'exportation capable d'aider à l'équilibre du budget. Comme elle est la première à profiter de tout enrichissement du pays, elle voit, en fait, dans l'envoi de main-d'œuvre à l'étranger une source de revenus. Avec l'éblouissante hypocrisie qui caractérise cette classe dans nos vieux pays d'Europe, peu s'en faut qu'elle n'érige l'émigration en mystique à l'usage du peuple. En tous cas, elle lui en faisait un devoir avant le fascisme, et elle a recommencé depuis la fin de la guerre.

Dans une page cruelle et intelligente de son livre *Cette Italie,* Roberto Ducci écrivait en 1948 à propos de l'émigration préfascite :

Cette politique ou plutôt cette absence de politique rendit certainement un peu de force à la médiocre économie italienne; elle mobilisa un capital-travail qui restait inactif dans le pays; elle donna une impulsion au commerce extérieur, elle permit une amélioration de l'agriculture et la formation de classes moyennes rurales plus étendues. Mais elle contraignit en trente ans des millions d'Italiens à l'exil, et personne n'évalua alors, non pas tant la perte des capitaux investis dans ces millions de têtes et de bras offerts en cadeau à des pays plus fortunés, mais la somme de douleurs, d'humiliations, de désespoirs des premières et plus dures années d'exil, somme à laquelle s'éleva cette énorme saignée; ceux qui restaient au chaud, les pieds dans leurs pantoufles, à l'abri des tarifs de protection, savaient peu de chose et ne se souciaient point de cette accumulation de souffrance des paysans méridionaux qui abandonnaient leurs bourgs pour aller « faire l'Amérique »; ils voyaient seulement, et s'en félicitaient, la soupape de sûreté contre les mouvements sociaux qui pouvaient mettre en péril leurs privilèges, l'éloignement des éléments « violents ou insubor-

donnés », jugés tels par la police d'État, le ruisseau d'or qui provenait de l'envoi à la mère-patrie d'une partie des salaires et qui servait à rétablir l'équilibre de la lire-papier, les gains usuraires des transports maritimes et des agents d'embauche. Quand ils eurent chassé un peuple de sa terre, le rendant étranger à lui-même sans qu'il puisse vraiment partager le sort des peuples avec lesquels il allait vivre, l'obligeant à changer de langue et d'âme, les bien-pensants continuèrent à prescrire aux émigrés de rester fidèles à la patrie antique et de la secourir en cas de nécessité. Toute notre politique consulaire pendant cinquante ans vécut de ce marché profitable exigeant sans donner, encaissant sans restituer.

Ce sombre tableau ne correspond pas à l'attitude du gouvernement démo-chrétien, il reste cependant assez vrai pour que l'émigrant italien se sente poussé hors de chez lui par une administration un peu trop pressée de le faire partir, un peu négligente à le protéger, à l'instruire des conditions de travail qui l'attendent, à le préparer à sa nouvelle vie. Bien sûr, ceci arrive parce qu'il est urgent de caser le surplus de population, parce que les services de l'émigration ont dû, et doivent encore, se réorganiser après une longue période où elle avait diminué, puis disparu, parce que les pays d'immigration posent des conditions de plus en plus difficiles (comme si, de leur côté, ils n'avaient pas besoin de main-d'œuvre!), parce que l'Italien a tôt fait d'entrer dans un complexe d'infériorité et d'oublier que, au fond, il offre une belle et bonne force vive : gros travailleurs, sains, intelligents et sobres... et lesdits travailleurs partent de chez eux mécontents de leur gouvernement, inquiets, ahuris, ignorant le français pour la plupart, ignorant quelles terres les attendent, dans quelles mines il faudra descendre, quels chantiers de constructions les réclameront tour à tour d'un bout de la France à l'autre. Ils sont, dans le sens propre du terme, déracinés.

Que vont-ils trouver en France? En théorie, exacte-

ment les mêmes droits que les travailleurs français; en fait, ils commencent par se perdre dans les complications d'une administration sociale à laquelle ils ne comprennent pas grand'chose parce qu'ils sont plus primitifs que les Français et parce qu'ils ne savent point la langue. Au syndicat, les choses ne vont guère mieux, parce que le syndicat aussi est devenu un organe trop important, trop administratif pour rester humain. Dans les centres usiniers ou miniers, les travailleurs autour d'eux appartiennent à diverses nationalités et parlent toutes sortes de langues. Quant aux ouvriers français, ils se trouvent, par rapport à eux, dans des situations privilégiées de spécialistes ou contremaîtres et, ma foi, ils le leur font sentir. Dans les mines du Nord, dans les centres industriels de la Haute-Loire, dans les exploitations forestières, les immigrants dorment en dortoir et mangent à la cantine, non pas pendant quelques semaines ou quelques mois, mais pendant des années.

Le gouvernement français, soucieux de ne pas fixer une main-d'œuvre dont il ne sait s'il aura toujours besoin, les a fait venir sans leur famille. Lorsque, au contraire, il appelle des familles paysannes, il s'applique à les isoler entre elles pour ne pas créer de « noyaux ethniques » plus difficilement assimilables. Les besognes que l'on demande aux immigrants à la mine, dans les champs de betteraves, à l'usine, dans les ports, sont inévitablement des travaux de manœuvres, puisque c'est pour accomplir ces tâches qu'on avait besoin d'eux. Tout se passe donc comme si la nécessité la plus évidente d'une part, mais aussi les raideurs préhistoriques des deux gouvernements ou leur négligence s'acharnaient à dépouiller ces hommes du plus grand nombre possible de caractères humains.

Or il s'agit d'ouvriers beaucoup moins intellectuels que les Français, mais non moins intelligents et chargés d'une civilisation très ancienne, à base sentimentale et chrétienne : ils aiment la « maison », ils ont le culte de

la famille, pour eux le petit groupe social compte infiniment; non seulement ils sont bons travailleurs, mais il ont le goût de la belle besogne : l'ouvrier mécanicien italien est presqu'un artiste, et dans bien des manœuvres vous pourriez découvrir un spécialiste. Le paysan maudissait, peut-être, la terre qu'il a quittée, mais il l'adorait, et maintenant, lorsqu'il arrive sur cette terre nouvelle, il croit comprendre, souvent à tort, et parce qu'il prend la réserve française pour de l'hostilité, qu'il ne pourra pas se fixer là pour toujours, qu'il sera ouvrier agricole, métayer provisoire, mais que les champs où il peine ne deviendront jamais ses champs à lui, de cette propriété morale que vous accordent le temps, le long travail et l'amour.

De plus, beaucoup d'ouvriers, et tous les paysans, sont, au départ, chrétiens; les prêtres français, bien supérieurs souvent aux prêtres italiens, ne connaissent pourtant pas leur langue et ils sont partout trop peu nombreux même pour la population française. Où ces hommes ont-ils quelque chance de rencontrer un accueil humain? Où pratique-t-on cette fraternité chrétienne dont leur cœur exilé a besoin bien plus qu'il ne l'imaginait lorsqu'il habitait la mère patrie? Lecteurs bien pensants, ne bondissez pas : la fraternité de type chrétien, l'accueil humain, c'est dans la cellule communiste qu'il les trouvera le plus facilement. La solidarité, le désintéressement, l'esprit de sacrifice et même une partie du vocabulaire chrétien, si doux au cœur, animent la cellule de base. Il y a là des vertus que les pauvres pratiquent souvent entre eux, il y aussi cette vieille vérité que Claudel habille à la chrétienne, mais qui est universelle : « on peut tout demander à des hommes (Claudel écrit à des chrétiens); si on n'obtient rien d'eux, c'est qu'on n'ose pas, c'est qu'on ne leur demande pas assez », le parti demande tout à ses hommes de base, et cette exigence leur révèle leur propre richesse, leur aptitude naturelle à donner et à aimer : ils accueillent et

réchauffent l'émigrant que vous avez dépouillé de ses trésors humains, messieurs des deux gouvernements. Mais ce ne sera pas vous qui assimilerez cet homme auquel vous aurez ôté ce qui en lui pouvait vous comprendre.

Pourquoi ne veillez-vous pas plus soigneusement sur les hommes qui vous sont confiés? Pourquoi, par exemple, « services techniques » des deux pays, n'aviez-vous pas encore en avril 1949 (je ne sais ce que l'on a fait depuis) signé un accord pour permettre le transfert forfaitaire en Italie des parts d'assurance de l'employeur, de manière que les familles des émigrés restées chez elles puissent bénéficier, comme celles des autres travailleurs, de l'assistance sanitaire? Saviez-vous qu'il leur fallait s'inscrire aux caisses des indigents ou bien n'être point assistées du tout?

Pourquoi, administration italienne, expédiez-vous vos gens sans préparation ou presque? Pourquoi, services français, les accueillez-vous comme si vous leur faisiez trop d'honneur en leur permettant de passer votre frontière et trop de bien en leur fournissant un salaire en échange de leur travail? N'avait-on pas besoin de ce travail? L'homme ne se nourrit pas seulement de pain... Et vous, chefs d'entreprises qui ne voulez pas risquer l'établissement définitif de ce nouveau personnel, ne croyez-vous pas que les grèves et répressions d'icelles vous coûteront plus cher que les travaux de bâtiment pour loger les familles d'émigrants? Et vous, messieurs les préfets des départements que vous voudriez plus agricoles, ne croyez-vous pas que si vous autorisiez tout un groupe de familles de la même région, « ethniquement » liées, à s'installer chez vous elles ne s'assimileraient pas plus profondément, même si elles le font beaucoup plus lentement qu'une famille isolée? Elles s'assimileront mieux parce qu'elles auront gardé leur trésor humain, leurs mœurs bien pareilles à celles de vos paysans : entre eux ils finiront par se reconnaître, tandis que des

isolés, avec leurs réactions de défense, de douleur ou de servilité, paraîtront étrangers, simplement parce qu'ils ne sont pas eux-mêmes. Ils risquent de se sentir vite solidaires des autres « mal adaptés » du pays.

Comprendra-t-on assez tôt là-bas qu'il ne s'agit pas de résoudre hâtivement un problème matériel ni d'imposer aux nouveaux arrivants une sacro-sainte civilisation à base de chauvinisme ? Il s'agit de s'organiser pour qu'en Europe le plus grand nombre d'hommes possible mène une vie saine, pour le corps et l'âme, productive pour la communauté, sans les obliger, ces adultes, à renoncer à leurs mythes ou à leurs vérités, à ce qu'ils aiment, et, finalement, à tout ce qui fait d'eux des hommes. Il faut les laisser libres « d'exister ». Alors ils béniront la France et ne maudiront plus leur propre patrie.

V. Grifon.

## *LES SIGNES DU TEMPS*

### *Les États-Unis en Extrême-Orient.*

La politique générale américaine en Extrême-Orient fut caractérisée, de 1945 à l'affaire de Corée, à la fois par une intransigeance sur le plan diplomatique et beaucoup de laisser-faire dans les contingences militaires.

Petit à petit, en effet, Tchang Kaï-Chek est abandonné sur les champs de batailles de la Chine, et l'Amérique se lasse de lui faire parvenir cet armement qui passe si régulièrement de l'autre côté du front. Pas de pitié aux derniers instants, et il s'embarque sans aide pour Formose, dont il assurera seul la défense. Les contingents de l'armée de terre sont réduits partout, les Philippines laissées à elles-mêmes, et Mac Arthur doit lutter pour maintenir les garnisons au Japon. La Corée du Sud est évacuée, seule une mission militaire d'information reste sur place. Bien que les militaires aient toujours considéré que la stratégie américaine dans le Pacifique repose essentiellement sur la marine, la flottille de troop-ships est réduite de moitié. Le Pentagone se berce de cette théorie que les moyens défensifs se sont perfectionnés considérablement depuis le dernier conflit, et que l'avantage n'est plus aujourd'hui à l'assaillant.

Parallèlement, la diplomatie maintient inflexiblement toutes les fictions. Mao Tsé Tung, maître de 90 % du territoire chinois, n'est pas reconnu, et Tchang Kaï Chek reste, pour l'Amérique, le chef légitime du gouvernement. Le Conseil de Sécurité prétendra trouver

son autorité dans les décisions de ce gouvernement pratiquement exilé. En Corée du Sud, aucun effort n'est fait pour rapprocher un gouvernement autocratique du peuple et de ses impératifs sociaux. Les rapports des commissions d'enquête des Nations-Unies, même celui, si révélateur, d'août 1949, n'ouvrent pas les yeux, et les États-Unis accordent leur approbation morale à un gouvernement terroriste qui étouffe dans le sang les révoltes successives.

La décision du président Truman de porter les forces militaires américaines au secours de la Corée du Sud et au-devant d'une éventuelle agression sur Formose, tend essentiellement à renverser ces facteurs. Mac Arthur l'emporte sur Bradley. Un effort gigantesque commence pour la Corée. Le budget militaire sera augmenté de 35 %, des appels de réservistes autorisés, les effectifs légaux de l'armée de terre renforcés de 160.000 hommes, ceux de la marine de 60.000, le nombre de divisions aériennes doublé, etc. Enfin le Pentagone a compris qu'une aviation n'agit efficacement que sur des concentrations de troupes, lesquelles ne se produisent que devant une résistance terrestre effective. Aux Philippines, en Indochine, une même politique de secours militaires renforcés est promise.

En revanche, le jeu diplomatique est assoupli. En arrêtant le combat entre communistes et nationalistes chinois, Truman se pose en arbitre. Il déconsidère Tchang Kaï Chek, refusant de se servir de lui une fois de plus. Formose est conçue comme une affaire stratégique pure, que l'on tient à l'écart des querelles intérieures de la Chine. Si Truman s'est affirmé militairement, diplomatiquement, il vient de se placer à égale distance des deux partis. Sans reconnaître Mao Tse Tung, il ne reconnaît plus Tchang Kaï Chek, auquel est refusé ce minimum de souveraineté qui consiste à défendre le territoire national, ou ce qui en reste. On remarquera, d'autre part, que les interventions améri-

caines en Extrême-Orient cherchent de plus en plus à se couvrir des Nations Unies, alors que jusqu'ici elles se faisaient directement. Après un démarrage un peu précipité par les circonstances, les Américains s'affirment de plus en plus en Corée comme le bras séculier des Nations Unies, dont le drapeau couvre la cargaison. Et si le *State Department* insiste pour que des forces alliées rejoignent celles des États-Unis, c'est moins, on peut en être certain, parce qu'il en a besoin sur les champs de batailles, que parce que cela confirme la ligne diplomatique qu'il s'est fixée La négociation entreprise par le Pandit Nehru, qui tend essentiellement à rétablir l'autorité des Nations Unies et à envisager une conciliation dans son cadre, a de ce point de vue plus de chances d'intéresser les Américains que les conversations entre Londres et Moscou. De plus, l'attitude des Indes est observée attentivement en Indonésie, en Birmanie et au Thaïland, et les Américains seraient sensibles au fait qu'un succès clarifierait la situation de ce côté-là.

Il ne faudrait pas croire, pour autant, que le président Truman soit venu à ces sensationnelles décisions après une illumination intérieure et subite. Aujourd'hui tous les Américains semblent d'accord, et ce n'est pas l'action entreprise qui est contestée, si les fautes passées sont toujours reprochées. L'homme de la rue n'a pas encore l'impression d'une guerre nationale, mais approuve les dispositions prises. S'il ne se sent pas engagé, ce n'est pas restriction mentale, mais parce qu'un fond d'optimisme naturel, basé sur le fait que les États-Unis n'ont jamais été battus, lui laisse croire que le conflit sera de courte durée et ne le dérangera pas personnellement. Il n'y a pas guerre nationale, il y a union nationale, à laquelle se rallie Wallace lui-même. Mais hier deux administrations américaines, soutenues par les deux grands partis, s'opposaient en Extrême-Orient. D'un côté, les chefs républicains partageaient l'opinion du Pentagone que la Corée n'était pas défendable et

offrait peu d'intérêt stratégique. Ils estimaient aussi que Formose devait être défendue par des forces américaines avec l'aide et sous l'égide de Tchang Kaï Chek. Dès 1948, cette opinion se laissait entendre dans toutes les conférences internationales qui traitaient de ces questions. En face, les démocrates et le *State Department* ne voulaient pas toucher à Formose. Le président a donc pris, au point de vue intérieur, une position de compromis. Sur la demande personnelle d'Acheson, la Corée est défendue, mais Formose l'est aussi, Tchang Kaï Chek étant pourtant laissé à l'écart, contre le désir des républicains.

Le président Truman pouvait-il agir autrement et se désintéresser du sort de la Corée du Sud ? Il est devenu évident que non. Pendant les quarante-huit heures qui ont précédé l'intervention, des légations et des ambassades du monde entier sont venues des informations pressantes que la non-intervention serait comprise comme un lâchage, et que le système de défense américain s'en trouverait désorganisé.

Cette non-intervention aurait pourtant pu se concevoir, tenant compte de l'impréparation militaire, si la Corée, quelque paradoxal que cela puisse paraître, une fois prise avait menacé directement les États-Unis. Alors, aurait pu se développer une campagne que la situation était si grave qu'on ne pouvait se mettre dans le cas d'un nouvel échec, et qu'un redressement immédiat s'imposait. Mais qui ne comprend que la Corée du Sud évacuée, il eût été très difficile de faire admettre au pays qu'il était en péril ? Dans ce cas, et parce que le Pentagone avait raison, pour obtenir une mobilisation partielle, militaire et économique, il fallait que le combat fût déjà engagé.

Somme toute, dans cette affaire, tout le monde s'est trompé. Staline en croyant que l'Amérique se bornerait à quelques protestations verbales, Truman en pensant que quelques G. I's rétabliraient la situation. L'emploi

de la bombe atomique serait aussi inutile que dangereux. Elle ne frapperait qu'un territoire dépendant et non pas les réserves d'hommes et de matériel. Elle exercerait ses dégâts dans un territoire essentiellement asiatique et les répercussions en seraient dangereuses dans toute l'Asie. Le lancé de la bombe atomique n'est concevable que dans un conflit déjà universel. Il faudrait s'attendre plutôt à un débarquement américain en Corée du Nord, qui soulèverait déjà bien des complications internationales. L'attention pourrait se porter alors en Iran, pays menacé, d'autant que les États de la Ligue arabe ne se sont pas déclarés encore pour un bord ou pour l'autre, sauf le Liban et la Syrie, et que les bases militaires sont fort éloignées, en Israël ou en Grèce.

25 juillet 1950.

JACQUES NANTET.

*Les cartes de Moscou.*

Bien des Français, qu'ils regardent l'U.R.S.S. comme la terre promise ou comme l'enfer, croient que les Soviets, à l'instar des hitlériens, se disposent à régler par les armes le sort de l'Europe. L'image des Cosaques, entourée par les incendies et les massacres de la révolution, secoue leur affectivité — nous pensons à certains Français, des plus responsables et parfois des plus raisonnables , mobilise de ce pays, ici des forces paniques, là des délires d'espérance, et le vide de ses dernières lueurs de réflexion.

La question n'est naturellement pas de démontrer que, de toutes les politiques possibles, la seule à quoi Moscou se refuserait serait celle d'une occupation militaire de l'Europe occidentale. Il s'agit simplement de savoir si cette politique, dans le contexte international actuel, n'est pas plutôt un moyen parmi d'autres — comme Lénine d'ailleurs le professait — d'aboutir à la révolution mondiale, et si les autres moyens, plus économiques, ne sont pas à la fois plus rentables.

L'analyse des conditions dans lesquelles s'est ouvert le

conflit coréen établit quelques faits qui doivent aider à déterminer la méthode aujourd'hui suivie par les Soviets dans une circonstance donnée.

1° La Corée du Sud était une entité politique artificielle, inventée par l'O.N.U., sans aucun support historique, économique, ethnique. Les deux morceaux du pays aspiraient à se rejoindre. La Corée du Sud avait été laissée sans armes par les Américains, qui se méfiaient d'elle et craignaient qu'elle n'attaquât la Corée du Nord. La situation économique de cette zone agricole, coupée de la partie industrielle du pays, était désastreuse. Son gouvernement, corrompu et discrédité, autant que celui de Tchiang Kaï Chek, n'en déplaise aux Américains. Au total, un pays décomposé.

2° Stratégiquement, le général Mac Arthur et les chefs d'État-Major américains avaient décidé, en janvier dernier, de biffer la Corée du dispositif américain du Pacifique : ils considéraient qu'en cas de conflit contre les Soviets, il serait impossible de maintenir longtemps dans cet appendice — aussi longtemps que le Japon ne serait pas autorisé à réarmer — une force militaire quelconque; il serait impossible, prévoyait-on, de garantir, dans cette éventualité, la sécurité des communications de cette force sur les cinq mille milles de l'Océan.

Staline, dont on sait la perfection de l'information sur les services les plus secrets des États-Unis, ceux de l'énergie atomique, ne pouvait ignorer cette décision du Pentagone et de la Maison Blanche, d'où les renseignements les plus confidentiels, voilà six mois, filtraient encore comme à travers deux passoires.

Pour ces deux raisons, les Russes pouvaient considérer que leur intervention en Corée leur offrait le minimum de risques. Ils firent un dernier sondage, pour bien s'en assurer, le 22 juin, en envoyant à Séoul un véritable ultimatum — « Les traîtres nationaux doivent être arrêtés, etc. » — sous le prétexte d'offrir l'unification du pays. La parole de M. Foster Dulles, le 15 juin, offrant à la Corée du Sud la garantie américaine, ne pouvait être prise au sérieux par les réalistes du Kremlin, puisque les Américains n'avaient pas les moyens d'honorer cette garantie sans se placer sur une pente qui mènerait fatalement à un conflit international.

3° La décision de M. Truman d'intervenir a surpris d'abord M. Truman, puis les Soviets. Ceux-ci se trouvent désormais devant un fait nouveau. Cependant, au moment où les Américains, mobilisant 10 milliards de dollars et 600.000 hommes, interviennent directement et abattent tout leur jeu, les Soviets vendent aux Coréens du Nord leurs

chars de 1945, et leurs forces vives ne sont pas engagées. Leurs cent quatre-vingts divisions manœuvrent-elles sur des lignes intérieures ou conservent-elles leur dispositif de fin 1949, on l'ignore. Il est en effet inutile pour Moscou de les mettre en mouvement prématurément : au cas où, en Corée, les communistes ne parviendraient pas à jeter à l'eau les forces américaines, l'armée chinoise — laquelle a arrêté sa démobilisation — procurerait le relais nécessaire. Ce n'est pas en vain (les communistes ne parlent jamais en vain, et neuf fois sur dix ils annoncent ce qu'ils vont faire) que le 28 juin, l'agence de Mao Tse Toung déclarait : « Le peuple chinois, qui a battu l'impérialisme de Tchiang Kaï Chek, le valet de l'impérialisme américain, réussira certainement à chasser les agresseurs américains et à reconquérir Formose ainsi que les autres territoires appartenant à la Chine. » Des centaines de jonques à moteur et à voile se rassemblent à l'heure où nous écrivons sur la côte chinoise à Formose. La flotte alliée est trop affairée en Corée pour pouvoir les intercepter toutes. Et les Américains le feraient-ils, ils se trouveraient embourbés : c'est la Chine tout entière qu'ils auraient pour ennemie.

Mais s'il est pour Washington de première importance, le front de Corée se présente pour Moscou comme un front secondaire : il leur laisse toute liberté d'intervenir sur des théâtres d'opérations où une victoire serait beaucoup plus fructueuse, c'est-à-dire sur les théâtres de l'Europe occidentale.

Il est aisé de voir que certaines des conditions de l'opération de Corée se présentent dans des termes analogues, non pas face à la Yougoslavie — comme l'ont fait croire les rumeurs du début de juillet et les bruits de bottes bulgares — mais face à l'Allemagne de l'Ouest. Deux conditions néanmoins sont essentiellement différentes : la situation économique de l'Allemagne de l'Ouest est bonne, et 150.000 hommes des forces occidentales y sont stationnés. D'autre part, alors que, devant la Corée, le Kremlin « savait » que Washington ne voulait pas intervenir, il sait — M. Acheson et M. Truman l'en ont prévenu — que toute autre opération du type coréen entraînerait le bombardement atomique non pas du satellite, mais du seigneur soviétique.

Si donc Moscou lâche la « police populaire » de l'Est allemand sur Berlin et sur l'Allemagne de Bonn, — voulant obtenir l'unité allemande par cette voie de force que nous désignions le mois dernier comme la seule ouverte aux Russes

depuis les accords de Varsovie, — c'est qu'ils ont décidé de faire la guerre à l'Amérique. Mais, s'ils ne veulent pas risquer une guerre, sont-ils obligés, contrairement à ce qu'ils font en Orient, d'intervenir directement en Europe ?

Les premières semaines de la guerre de Corée ont démontré trois choses : que l'Amérique pensait à tout, sauf à la guerre; qu'elle décidait de mobiliser; qu'il lui fallait deux ans et demi pour passer de sa production actuelle d'avions militaires — ne parlons que d'elle — de 2.500 unités annuelles (contre 2.400 pas mois juste avant Pearl Harbour) à la production de guerre de 60.000 appareils par an. Si même il est entendu que les guerres se déclenchent rarement entre adversaires parfaitement préparés, il reste que les Soviets — dont la faiblesse atomique relative se réduit de mois en mois — se trouvent pendant deux ans et demi devant un Occident désarmé et, pendant un délai moindre, devant un Occident qui, s'il n'est pas insensé, doit mesurer ses risques comme un convalescent. Dans le même temps, la fatalité inscrite dans la mobilisation américaine — mobilisation qui ne fera que s'accentuer avec les déboires d'Extrême-Orient — ne peut, semble-t-il, que porter les Soviets à s'assurer, avant ce terme, des gages substantiels. Or, ce même délai sera celui où l'Europe, harcelée par les États-Unis et hésitant à se compromettre pour eux, sera le plus vulnérable à l'aimantation de la masse soviétique. De là une nouvelle raison pour que les Soviets soient tentés de l'arracher décisivement au champ de l'attraction américaine.

Cependant, il est possible que dans certains pays d'Europe — la France sera-t-elle parmi eux ? — les arrivées d'armes américaines parviennent à neutraliser cette aimantation de la Russie : le délai imparti au libre jeu des Soviets en serait réduit d'autant — disons, pour fixer un ordre de grandeur, à douze ou dix-huit mois. On arrive ainsi à cette première conclusion qu'il existe un maximum de probabilité pour que, dans un délai de un an à un an et demi, les Soviets s'efforcent de ranger l'Europe occidentale sous leur obédience.

Mais il est de l'intérêt de l'U.R.S.S. que l'Europe occidentale puisse travailler pour eux avec le maximum d'efficacité. Cette efficacité serait réduite, la première ivresse des ouvriers passée, par une occupation militaire; et l'expérience des années qui ont suivi la guerre montre que les Soviets ne tiennent pas à laisser leurs troupes au contact de l'étranger. Pourquoi d'ailleurs auraient-ils à se donner les ennuis d'une bataille ? Des Européens de plus en plus nombreux, en France, en Italie, en Allemagne, encore prudem-

ment mais avec une persistance apeurée, laissent entendre qu'une preuve que la fascination joue déjà — qu'un partage du pouvoir, sur le modèle ressuscité du Front populaire ou de la Résistance, avec les communistes, permettrait de neutraliser l'Europe et de lui épargner une invasion russe. Cette formule gouvernementale, fondée sur l'angoisse, et bientôt peut-être sur la panique, ils refusent de voir qu'elle conduit à la démocratie populaire pure. Partout où l'autorité de l'État manquera d'hommes pour oser l'exercer, ces éléments représenteront, à la première alerte grave, et pour un Empire soviétique toujours l'arme au pied, la meilleure et la moins coûteuse des cartes.

31 juillet 1950.

JEAN CREACH.

## *Il n'y a pas que la Corée.*

Dans le conflit de la Corée, la Yougoslavie a pris une position, en apparence paradoxale. Seule, des nations encore représentées au Conseil de sécurité, elle a repoussé la demande américaine d'intervention et suggéré qu'avant toute décision les Coréens du Nord viennent défendre leur point de vue.

Or, nul ne peut l'ignorer, la Yougoslavie est un des pays les plus menacés par l'évolution de la guerre froide.

Mieux, elle serait plus que bien d'autres la bénéficiaire d'une intervention rapide de l'O.N.U. Le délégué de Tito aurait-il donc voté contre ses propres intérêts ?

Si l'on ajoute foi à toutes les nouvelles qui nous viennent quotidiennement des Balkans, on est tenté de répondre : oui.

La Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie concentrent des troupes aux frontières. Au même moment la Hongrie « déplace » sa minorité yougoslave et crée une sorte de *no man's land* dans cette zone. Le dictateur d'Albanie, Enver Hoxa, adresse note sur note à Belgrade et dénonce les provocations dont il est l'objet. La propagande du Kominform contre Tito se fait de plus en plus violente. Enfin, on signale de fréquents incidents de frontières.

De leur côté, les nations du bloc occidental dans cette région se préparent avec une évidente nervosité; le maréchal Pagagos suspend la démobilisation de l'armée grecque, et, en Turquie, le gouvernement doit signaler à la population qu'il est prématuré de s'inquiéter.

Il semble que la Yougoslavie ait décidé, pour mieux vain-

cre, de ne pas accepter le combat tel qu'il lui est proposé. Elle donne, certes, une grande publicité aux « manœuvres agressives » de ses voisins, mais ses dirigeants affichent le calme le plus parfait et invitent tous les pacifistes à venir voir ce qui se passe sur son territoire.

Il n'empêche que le monde s'interroge avec anxiété sur le sort des Balkans. Il est bien impossible de prévoir ce que nous réserve l'avenir. On peut seulement étudier la situation à la lumière de ces quelques réflexions :

1° Actuellement, le régime titiste bénéficie du soutien de la population. Les membres du parti communiste n'ont pas suivi pour la plupart les directives du Kominform. En fait la campagne soviétique ne vise-t-elle pas à intimider les membres du parti communiste yougoslave ? et les non-communistes approuvent Tito dans la mesure où il résiste à l'U.R.S.S. Quant à l'armée, elle compte parmi les meilleures. Les experts affirment même qu'elle surclasse toutes celle des satellites réunis. L'U.R.S.S. serait alors contrainte d'intervenir elle-même.

2° La Yougoslavie peut recevoir des secours extérieurs beaucoup plus facilement et plus rapidement que naguère la Corée du Sud. Les données stratégiques ne sont aucunement comparables.

Au reste l'U.R.S.S. sait bien qu'un conflit provoqué de ce côté déclencherait presque inéluctablement la guerre mondiale. Et cette seule considération risque de l'inciter à agir avec une certaine prudence.

C'est pourquoi on n'attachera pas d'importance immédiate à la menace qui plane sur l'Iran. Là, le gouvernement n'exerce pas une autorité incontestable. Au nord du pays, les minorités nationales subissent l'attraction des Républiques sœurs d'U.R.S.S. Quant aux Kurdes, ils n'attendent qu'une occasion pour manifester leurs talents guerriers. Plus facilement qu'avec la Yougoslavie, il serait alors possible de reprendre avec l'Iran l'opération Corée.

25 juillet 1950.

BERNARD FERON.

## *Les limites de la neutralité.*

Toute revue est un dialogue. *La Vie Intellectuelle* tient plus que toute autre à l'être et même entre ses équipiers. On a lu dans le numéro de juillet, le « *Signe du Temps* » de

Jacques Nantet sur l'Europe et la neutralité; Alfred Frisch, qui appartient également à l'équipe des « Signes du Temps », nous envoie cette fois-ci sa réaction.

La neutralité européenne n'est concevable que comme un instrument de défense de la paix. Ceux qui voient dans la neutralité une vague possibilité d'échapper aux conséquences d'un conflit entre les États-Unis et l'Union Soviétique se font des illusions, tout en défendant une thèse politique moralement indéfendable. La neutralité de la lâcheté ou de l'immobilisme ne présente aucun intérêt. Les forts ne respectent jamais les faibles, si ces derniers manquent de courage et poursuivent, par-dessus le marché, une politique purement égoïste. L'exemple de la Suisse et de la Suède n'est pas valable à l'échelle européenne. Les vagues de la guerre peuvent ménager certains îlots, mais elles ne sauront ignorer une masse continentale compacte. N'oublions pas non plus que la Suède et la Suisse n'ont rien négligé au cours de la dernière guerre pour satisfaire l'Allemagne nationale-socialiste au moins par des concessions commerciales, pour ne pas dire par une collaboration économique également profitable à tous les intéresssés. Nous aboutissons donc à cette première constatation que la neutralité ne pourra être un abri pour une période d'orages mondiaux, mais uniquement et essentiellement un instrument dynamique pour défendre la paix internationale en face de sérieuses menaces. Ajoutons que, d'autre part, cette neutralité ne saura être individuellement française ou belge ou allemande, mais seulement collective et européenne. L'Europe ne pèsera dans la balance de la paix que comme unité organiquement constituée et disposant d'une force économique et militaire réelle.

*Les possibilités actuelles.*

Dans l'immédiat, la neutralité apparaît nettement comme une position théorique, contredite par la réalité. La conscience européenne est un enfant naturel du communisme. La conception de vie occidentale et surtout notre notion de la liberté sont menacées depuis la guerre par la puissance expansionniste du communisme. C'est une vérité bien banale qu'il faut pourtant rappeler, parce que les neutralistes semblent l'avoir oubliée. Bon gré mal gré, l'Europe est au moins idéologiquement engagée dans une lutte décisive contre la philosophie matérialiste et contre le léninisme-stalinisme qui, pour tout le monde oriental et pour tous ceux qui s'y attachent, trouve son expression pratique dans l'Union Soviétique. Séparer le communisme de l'Union Soviétique est absolument inconcevable, et, dans l'idée de nos adversaires, toute attitude anticommuniste est automatiquement une attitude antisoviétique. Comment envisager dans une telle atmosphère une neutralité quelconque ? Veut-on renoncer à la défense anticommuniste ? Ce n'est guère admissible, car un tel renoncement équivaudrait à une véritable capitulation. D'autre part, il est difficile d'espérer, dans la conjoncture politique donnée, que l'Union Soviétique abandonne les partis communistes occidentaux en faveur d'une neutralité européenne qui risque de se transformer en centre d'attraction pour quelques-uns de ses satellites.

Un deuxième obstacle réside dans la faiblesse militaire et économique des candidats à la neutralité, qui ne sauront se passer de l'aide américaine sans courir des dangers militaires et économiques fort sérieux. Accepter la nécessité d'une neutralité armée et laisser croire qu'on pourrait la réaliser avec la rapidité indispensable en renonçant aux armes américaines est, dans l'interprétation la plus favorable, la preuve d'une effrayante

naïveté politique. Dans les circonstances présentes, les États-Unis n'auront aucun intérêt à continuer à appuyer économiquement une Europe neutre exposée sans défense à une éventuelle attaque soviétique. La coupure économique entre l'Europe et les États-Unis provoquerait pourtant de graves troubles économiques et sociaux et faciliterait ainsi la tâche de la propagande communiste. Lorsqu'on se décide, par contre, à accepter, même sans engagement politique et stratégique, l'aide militaire américaine, on cesse d'être neutre aux yeux des soviétiques.

Tient-on aussi suffisamment compte de l'attitude soviétique envers la conception de la neutralité? La tolérance n'existe pas derrière le rideau de fer, où l'on défend une vérité absolue. Celui qui n'est pas pour, est inévitablement contre. Une doctrine intégrale ne reconnaît à aucun individu le droit à la neutralité. Dernièrement, les autorités soviétiques ont clairement précisé cette opinion dans diverses déclarations officieuses.

Depuis l'affaire de Corée, enfin, la situation internationale a profondément changé. Plus que le Pacte Atlantique, le vote au Conseil de Sécurité constitue un engagement ferme de l'Europe occidentale contre les visées soviétiques et, par conséquent, un abandon de la neutralité.

*Les possibilités futures.*

L'impossibilité d'une neutralité européenne dans l'immédiat n'exclut cependant pas une semblable prise de position dans un avenir plus ou moins rapproché. Mais, une fois de plus, il faut insister sur une conception très dynamique et très européenne de la neutralité.

En effet, avant tout, il s'agit de construire une Europe forte, non seulement en bonnes intentions, mais disposant d'atouts économiques et stratégiques réels.

Ce but ne se laissera pas atteindre sans une aide considérable de la part des États-Unis. La propagation présente de l'idée de la neutralité avec tout l'antiaméricanisme qui s'y rattache risquerait donc de compromettre la seule chance de cette neutralité. Il n'est pas moins dangereux que beaucoup de neutralistes prennent une attitude plus que sceptique envers l'œuvre d'unification de l'Europe, tout en défendant des notions dépassées de souveraineté nationale. Une Europe ne réussissant pas rapidement à se libérer des chaînes traditionnelles de souverainetés nationales étouffantes est, en effet, condamnée d'avance.

Lorsque, économiquement et politiquement, la partie occidentale du continent est devenue une réalité, il ne devrait pas être impossible de libérer la nouvelle unité organique de l'emprise américaine, les États-Unis étant parfaitement capables de reconnaître l'indépendance d'un deuxième noyau viable et puissant des conceptions occidentales.

Une deuxième condition préalable pour la neutralité est d'ordre social. Il est essentiel d'éliminer toutes les sources d'injustice sociale et d'associer les masses ouvrières pleinement à l'œuvre européenne, en leur faisant comprendre par des faits et des attitudes pratiques qu'elles participeront intégralement au bien-être de l'Europe. Ce n'est que par une politique sociale sans réserves qu'on réussira à neutraliser en France et en Italie l'influence du parti communiste. Si un jour le communisme est dans ces deux pays aussi faible qu'actuellement en Allemagne et en Grande-Bretagne, et si dans aucun État européen on n'a plus à craindre une recrudescence de ce même communisme, nous pourrons renoncer à la lutte anticommuniste, qui est au fond doublement regrettable parce qu'elle sert de prétexte à une réaction stérile et qu'elle est, en même temps, une provocation constante pour l'Union Soviétique.

En guise de conclusion, nous souhaitons que les neu-

tralistes ne se perdent pas en jeux théoriques dans une Europe chancelante, mais qu'ils mettent leur force à la disposition de cette minorité progressiste qui espère, malgré tout, créer cette troisième force européenne, si souvent ridiculisée, mais seule capable, par sa puissance économique et son dynamisme social, de tenir la balance entre les deux blocs à l'Est et à l'Ouest.

ALFRED FRISCH.

## *De crise en crise.*

Il faut partir tôt, mais pas trop tôt. Exemple : M. Queuille et M. Giacobbi. Leur ministère était fait depuis vingt mois, depuis la chute de M. André Marie. Eh bien! il a échoué, comme celui d'André Marie, préparé pour la chute de Ramadier et arrivé en selle seulement à la chute de Schuman.

Ils ont échoué, d'ailleurs, pour la même raison, c'est que la troisième République est morte et ses résurgences ne trouvent pas l'oxygène nécessaire pour prospérer. Il a suffi que Daladier fasse savoir qu'on lui avait offert un portefeuille pour balayer Queuille — et ses quatre Paul (Giacobbi, Antier, Coste-Floret et Reynaud)[1].

Pourtant un ministère Daladier est d'ores et déjà possible, puisque Daladier préside le R.G.R. après Pleven, président du Conseil actuel. A force de ne pas vouloir rester tranquille, le fantôme de la Troisième fera mourir la Quatrième[2]. On se trompe, Daladier et Rey-

1. Il y avait un cinquième Paul, mais qui sauva l'honneur du prénom (Paul Bacon).

2. On a noté un joli chassé-croisé constitutionnel. En octobre, M. Bidault, qui vota et promulgua la Constitution, et fut d'ailleurs le premier et le seul à l'appliquer, avait emprunté à la Troisième sa tradition. Il s'était présenté à l'investiture, son ministère fait.

naud sont encore impossibles, la Troisième est réellement morte. Elle n'a pas plus été tuée par de Gaulle que par Pétain, elle était totalement véreuse et pourrie en 1940. Et le radicalisme, quoi qu'il en croit et quoi qu'on dise, est mort aussi. Il ne le sait pas, mais cela ne change pas grand'chose.

Le ministère Pleven-Moch, lui, était prêt depuis février, exactement depuis le départ des socialistes. Il fallait, pour qu'il arrive au jour, non seulement étouffer parlementairement l'Affaire que, seul, *Le Populaire*, dans toute la presse, s'obstina à appeler l'Affaire des Généraux, mais surtout que s'apaise à l'intérieur de la S.F.I.O. la lutte entre les pro-Moch et les anti-Moch. A ce moment on pouvait faire tomber Bidault. Il tomba sur trois cents millions, ou quatre cents[3], la crise la moins chère, en apparence, de la législature, car le prétexte financier qui fit tomber ses prédécesseurs valait plusieurs milliards!

Il tombait sur une affaire de fonctionnaires — où les débats ne réussirent pas à entraîner une agitation syndicale (sauf tardive de la C.G.T. sur d'autres revendications); il tombait sur des questions bordelaises, sur le pétrole et sur l'alcool (le ministère qui lui succéda comptait plus de défenseurs des betteraviers que le précédent, et le premier acte après la crise fut de fixer le prix garanti de l'alcool de betterave). Il tombait sur la mauvaise humeur anglo-socialiste vis-à-vis du plan Schuman...

En juillet, M. Queuille, qui vota contre et ne voulut jamais l'appliquer, chercha à tirer de la cérémonie d'investiture son maximum. Il obtint de la majorité de Troisième Force un blanc-seing pour faire un ministère de droite gaullisant. S'il eût posé la question de confiance, il dissolvait la Chambre à coup sûr. Il ne le fit pas, se contentant du coup fourré porté à la Constitution qu'avait regonflée le règne précédent.

3. C'est ce qui restait de différence entre les propositions Guyon et celles du gouvernement.

Après un mois de crise larvée, M. Bidault décida de choisir son mode de chute — le mode constitutionnel — et son terrain, l'autorité de l'État et la loi des maxima. Il réussit au delà du prévisible, fit voter la droite classique contre l'orthodoxie financière, les gaullistes contre l'autorité de l'État, et obtint la première crise constitutionnelle du régime.

Le lendemain éclatait l'affaire de Corée, qui l'eût sauvé, ou l'eût rendu maître du remaniement nécessaire du gouvernement. Le lendemain, dimanche, ou plutôt le mardi, car il semble que ce n'est que trois jours après que la Chambre prit conscience que la guerre commençait.

Aussi voulut-on aller vite. Absurdité! Aller vite ne dispense pas d'aller bien. Queuille s'en aperçut, mais, grâce à la Corée, Guy Mollet et Pleven réussirent (même à dédouaner Giacobbi). D'ailleurs, qu'importait la Corée? Il faut être un partisan de la paix, un signataire de Stockholm ou un citoyen du monde pour penser qu'un gouvernement français était d'une utilité quelconque au moment de l'attaque sur le 38e parallèle. A ce moment, il suffisait de fonctionnaires médiocres.

Il faudrait peut-être, dans les semaines qui viennent, un vrai gouvernement pour se préparer à l'Apocalypse, mais il faudrait d'abord un État. Les Belges s'offrent depuis un an une crise gouvernementale chronique et s'amusent à la question royale. Nous nous réfugions dans les fonctionnaires. Ce sont deux névroses-refuges, deux asiles pour ne voir qu'au dedans de nos frontières. Notre névrose est plus bénigne que celle des Belges, qui risque de pulvériser leur pays, parce que nous sommes moins inquiets : le Français est parti en vacances, le Belge s'est rué, dit-on, dans les magasins pour faire des provisions de sucre, d'huile et de café. Qui a eu raison?

Il serait piquant que cette Assemblée, médiocre, découragée, prête au suicide, et qui n'a entendu parler que

de sa mort prématurée depuis trois ans, soit, comme celles de 1914 et de 1939, prorogée par la grâce d'un seigneur oriental de la guerre.

Celle-ci ou l'autre, qu'importe, d'ailleurs! Manipulez comme vous voudrez les lois électorales, vous savez ce que vous obtiendrez. Des M.R.P. en moins, remplacés par des notables cantonaux inscrits au R.P.F. ou aux Indépendants. Dans cette Chambre, vous avez trois majorités possibles : la majorité de gauche de Thorez à Bidault, possible seulement si le danger russe disparaissait à nouveau par suite de quelque miracle ou incident historique (y compris quelque atomisation); — la majorité de combat en cas de guerre, de de Gaulle aux frontières des progressistes, réunissant Frédéric Dupont, Queuille, Bidault et Moch et les pétainistes; — la Troisième Force.

Dans la prochaine Chambre vous n'aurez, sauf miracle, plus cette troisième éventualité. N'ayez crainte, vous n'aurez pas à choisir, le temps aura choisi pour vous.

H. Muller.

## *Éloge des crises ministérielles.*

Chaque crise ministérielle est source de plaisanterie pour les chansonniers et les faiseurs de chroniquettes, aussi bien qu'occasion de plaintes multiples pour les gens bien pensants; le régime est incapable de fonctionner normalement.

Cette unanimité même crée un certain conformisme : qui ne dit pas qu'une crise ministérielle est une calamité nationale n'est pas sérieux. Comme tous les conformismes, cette attitude écarte la discussion et cache la vérité pourtant simple : la crise ministérielle prévue par la Constitution fait partie du fonctionnement normal du régime parlementaire.

Certes, elle présente des inconvénients, que l'on exagère, d'ailleurs, à l'envi. Car l'instabilité ministérielle est moins grande qu'on ne le pense. A part le Président du Conseil

et le Ministre des Finances, bien des ministres restent en place : le Quai d'Orsay — que l'on invoque souvent en cette matière — n'a eu, jusqu'ici, que deux titulaires et du même parti; et par ailleurs, il est bon que deux ou trois spécialistes puissent permuter à un fauteuil; quand ils ne sont pas ministres ils jouent un rôle prédominant dans les commissions parlementaires, d'où l'on ne peut comprendre le travail ministériel que si l'on y est passé — et assez récemment.

Mais il y a plus : à côté des inconvénients mineurs, les avantages des crises, pour être tus par tous, sont considérables. Le propre du régime démocratique est la direction des affaires publiques par une autorité émanant du peuple et de ses représentants. Or, dans l'évolution rapide du monde moderne, une personnalité « dans le train » à un moment donné, peut ne plus l'être un an plus tard. Les crises sont le moyen d'assurer ce contact permanent. L'histoire montre que, s'ils durent trop longtemps, les régimes les meilleurs se prolongent en catastrophe : la république romaine nommait ses consuls tous les ans.

De même est-il nécessaire de laisser la crise se dénouer suivant le rythme nécessaire. Lors de la tentative malheureuse de M. Queuille, l'on prit prétexte des circonstances extérieures pour réclamer un gouvernement bâclé. On en vit le résultat. Mais quelle était l'urgence? Quelles décisions avait à prendre le gouvernement français? Être fort? Mais c'est précisément pour un gouvernement démocratique être en harmonie avec ceux qu'il représente.

Deux erreurs sont au fond de ce jugement hâtif. La première est celle du rôle d'un chef. Le chef donne les directives, l'état-major les traduit. Bien des ministres travaillent trop. Leur rôle est de prendre les grandes responsabilités et de les défendre devant le Parlement. Or, c'est précisément pendant les crises que ce rôle éminent du chef s'accomplit le mieux. Et c'est cela que l'on voudrait supprimer. L'autre erreur est de croire que les problèmes sociaux et politiques ont toujours des solutions simples et bonnes : ces deux qualités ne vont toujours pas de pair.

En réalité, s'il y a une menace pour la démocratie, ce n'est pas la fréquence des crises qui la constitue, c'est le complexe d'infériorité dont le peuple français est saisi vis-à-vis d'une crise. Le rôle de la presse est, évidemment, celui d'un amplificateur. Les disgrâces momentanées des secrétaires d'État sous la royauté étaient plus discrètes. Il nous faudrait avoir la franchise de nos crises ministérielles et leur laisser leur importance relative. Mais le goût de l'au-

torité pour elle-même est trop fort en France pour que l'on remonte un tel courant. Après, on s'aperçoit que l'autorité n'a rien résolu, mais on se console en pensant que les mutations nécessaires se font dans l'ombre, hier dans les pavillons thermaux, demain dans l'auto-épuration du Comité Directeur du Parti; et les gens bien pensants se réjouissent en eux-mêmes : « Enfin nous sommes gouvernés. »

JACQUES DUMONTIER.

*La question scolaire.*

Les propositions de paix scolaire faites par M. A. Bayet dans sa lettre ouverte du 18 novembre laissaient espérer des conversations entre partisans de l'École publique et partisans de l'École libre.

Nos espoirs ont été vite déçus. Nous avons déjà signalé[1] les réactions immédiates provoquées par ces propositions, réactions que le semestre écoulé n'a pas adoucies.

Notons cependant quelques efforts mutuels de compréhension. Du côté laïc, *La Revue socialiste* a consacré en janvier 1950 un numéro spécial à *L'Enseignement : Problèmes 1950*. M. Deixonne, député du Tarn, faisant allusion aux propositions d'*Esprit*, se réjouit des progrès réalisés par l'idée de nationalisation dans certains milieux catholiques. Le projet d'*Esprit* ne l'intéresse d'ailleurs que dans la mesure où il constitue « une base de départ pour des réflexions et des négociations ultérieures ». Ces négociations seront difficiles, l'auteur ne se le dissimule pas. « C'est l'Église qu'il est essentiel de convaincre », c'est du Vatican qu'il attend les premiers pas vers la conciliation.

1. Voir *La Vie Intellectuelle*, nº de janvier 1950, p. 91.

Aussi longtemps... que les représentants du gouvernement à Rome n'auront pas obtenu de l'Église qu'elle se contente de nous proposer une foi admirable, au lieu de nous imposer un méprisable cléricalisme, il n'y aura pas de paix scolaire en France, les laïcs resteront en état de légitime défense et considéreront la plus légère concession comme un abandon de poste sur le front de la liberté et de la dignité de l'homme.

Prenons acte de cette déclaration énergique qui, du moins, n'exclut pas les négociations.

M. Jules Moch a, lui aussi, évoqué devant le Congrès du parti socialiste, cette possibilité d'une *négociation d'ensemble* entre l'État laïque et l'Église sur les problèmes posés depuis le début de ce siècle (*Le Monde*, 28-29 mai).

Dans le numéro de mars de *La Revue Socialiste*, J. Bois s'interroge sur les *conditions de la paix scolaire et la vraie laïcité*. Ne renonçant pas à convaincre l'adversaire, il émet l'espoir que « l'idée d'abord politiquement conçue de la laïcité peut devenir principe de communion ». Il en prend à témoin la chronique des *Études* (sept. 1949), où le R. P. Rouquette a posé, « en toute clarté et en toute rigueur, la question de l'intolérance légale », et le remarquable article de MM. Vialatoux et Latreille publié par *Esprit* (oct. 1949).

Le chemin parcouru est considérable :

Finalement, ce qui tend à apparaître comme condamnable à la conscience catholique éclairée, ce n'est pas le principe, désormais acquis, d'une égale liberté, assurée à tous en matière d'opinions philosophiques et religieuses, mais seulement, ce qui est tout autre chose, le cléricalisme renversé, c'est-à-dire l'utilisation de la puissance de l'État au profit d'un fanatisme antireligieux.

Pourquoi ne reconnaîtrions-nous pas, nous « laïcs », qu'en fait, contre le cléricalisme de l'Église, il nous est arrivé dans le passé de favoriser le développement de ce que l'on pourrait appeler un cléricalisme de l'anti-Église, voire de l'anti-religion, — comme si la liberté de pensée était nécessairement synonyme de « libre pensée », comme si la personne humaine devenue majeure devait nécessairement balayer toute conviction religieuse...

De telles réflexions publiées dans une revue socialiste témoignent d'une heureuse évolution.

Dans la revue protestante *Christianisme social* (janv.-fév. 1950), M. Arbousse-Bastide analysé la situation du chrétien enseignant à l'école laïque :

On peut aisément concevoir que des éducateurs chrétiens se sentent irrésistiblement poussés à se placer dans des conditions telles qu'ils n'aient à s'imposer aucune dissociation entre les formes les plus concrètes de l'acte didactique et les besoins les plus élevés de leur foi.

On peut aussi concevoir qu'ils ne restent pas fermés aux circonstances réelles de la communauté humaine et qu'ils préfèrent porter leurs efforts vers un multitude hétérogène qui a besoin d'eux et dont les préoccupations religieuses sont différentes des siennes ou inexistantes. Ils acceptent en même temps comme un pacte implicite selon lequel ils n'apportent que ce qui leur est demandé en se gardant de le rompre par des tentatives équivoques pour exercer, sous le couvert de leur enseignement, une influence conforme à l'orientation de leur foi. S'ils se sont mis au service de l'État laïque, le pacte est explicite.

Une parenthèse s'impose alors aux chrétiens qui enseignent, non pour eux-mêmes, il va de soi, mais par rapport aux esprits qui leur sont confiés.

Ce que l'enseignant

doit maintenir entre parenthèses, ce n'est ni sa foi ni son Dieu, mais l'accueil qu'autrui peut être porté à leur faire. Cet accueil pourrait être influencé non seulement par une action directe, mais encore par une partialité à l'égard des positions qui ne sont pas les siennes.

M. l'abbé J. Ball, dans *Masses ouvrières* (février 1950), pense qu'il faut d'abord constater des faits. L'existence de l'école libre et l'attachement que lui portent de nombreux catholiques en est un. L'autre est la présence de catholiques — maîtres et élèves — dans l'école publique.

Hypnotisés par les campagnes de l'école libre, certains catholiques risquent d'oublier ou de négliger ce fait, à savoir que beaucoup ont trouvé pratiquement le moyen de vivre l'in-

tégrité de leur christianisme et d'assurer l'éducation chrétienne de leurs enfants dans le système de l'école publique...

Aux Journées universitaires de Bordeaux (cf. *La Vie Intellectuelle*, juin 1950), Étienne Borne a, sur le terrain philosophique, justifié cette adhésion loyale des Universitaires catholiques au pacte de laïcité.

La volonté commune de compréhension, les points de vue convergents sur la notion de « laïcité » que nous venons d'évoquer, prouvent que tout espoir de conciliation n'est pas perdu.

Il faut cependant reconnaître que ces efforts n'ont pas eu d'influence pratique sur les faits. Aucun problème n'a été résolu; on ne peut, hélas! enregistrer que de nouveaux incidents, de nouvelles déclarations de guerre.

Le syndicat national des instituteurs et les organisations groupées dans les États généraux de la France laïque persistent à écarter l'idée même d'une négociation :

Le 24 novembre 1949, le Syndicat national déclare ne pas croire

que l'Église et les milieux qui sont soumis à son influence soient disposés à reviser leur politique sur la question de l'enseignement.

Ennemie déclarée de notre école laïque, parce qu'elle est instrument de libération du peuple et de libération humaine, l'Église reste, par essence et dans tous les domaines, une puissance réactionnaire avec laquelle on ne compose pas. On ne peut lui prendre la main que pour la ramener, énergiquement, à la place qui lui revient dans la République et rien que celle-là. (*L'École Libératrice*, 1er juillet 1950.)

Les partisans de l'école libre ne semblent pas croire davantage à des possibilités sérieuses de conciliation et dans la pratique un certain nombre de faits particuliers contribuent à maintenir un climat assez tendu. Dans l'Ouest, des municipalités s'efforcent d'obtenir la fer-

meture des écoles publiques (affaire du Longeron, de la Prévière...) sous prétexte qu'elles sont coûteuses et inutiles.

Dans le même temps, des conseils municipaux ou généraux votent des subventions aux établissements secondaires libres ou aux élèves nécessiteux.

Le réflexe de défense laïque s'en trouve renforcé...

La Commission nationale des économies — *sous un gouvernement à direction M.R.P.* — propose de

supprimer purement et simplement tout ou partie des sept mille emplois correspondants à des postes qui ne sauraient être maintenus du point de vue d'une saine gestion des deniers publics.

Et voici démontrée aux yeux des plus inquiets la collusion des forces cléricales de l'Ouest et des pouvoirs publics...

Bien mieux, Mgr Cazaux, évêque de Luçon, n'hésite pas à approuver une initiative prônant la grève de l'impôt.

Vos charges sont trop lourdes et l'injustice trop criante. Alors, en face de cette situation, à regret certes, mais très nettement, nous n'hésiterons pas à vous répondre : devenus, et très largement, créanciers de l'État, vous pouvez, sans offenser la loi morale, différer le paiement de vos impôts jusqu'à ce que le débiteur accepte lui-même de s'acquitter de sa dette. (*La Croix,* 25 avril 1950.)

Des journaux catholiques font des proclamations enflammées :

Nous, les chrétiens, nous avons donné à l'État notre travail, notre argent, nos vies; mais, jamais, nous ne lui donnerons l'âme de nos enfants. Pour garder nos enfants, nous nous dresserons contre ces gouvernements de façade, contre ce parlement éclaboussé de scandales. Pour garder la liberté et pour sauver la France : Chrétiens, debout ! car c'est la dernière bataille qui s'engage...

C'est la lutte finale, unissons-nous et luttons durement, sans faiblesse et relâche pour que s'écroulent toutes les bar-

rières et s'étale bientôt, devant nous, la route magnifique qui nous conduira vers la Justice et la Paix. (*Écho de la Liberté de l'Ouest,* n° spécial.)

Sans doute, ces consignes sont accueillies fraîchement par le gouvernement M.R.P., par des journaux aussi modérés que *Le Monde* (voir article de J. Fauvet, le 3 mai).

Certains dignitaires de la hiérarchie catholique n'ont pas pris une position aussi aventurée que Mgr Cazaux. Ainsi, le cardinal Roques, archevêque de Rennes, a rappelé le 4 juin — reprenant les termes mêmes employés par le Saint Père quelques jours auparavant — que les catholiques doivent défendre leurs intérêts « dans le respect des justes lois et de l'ordre légitime de l'État ». Qu'importent ces réserves, les « militants laïcs » ont la conviction d'être menacés par un vaste complot clérical.

Au mois de juillet, la façon dont évoluent les débats politiques et syndicaux et les incidents des Deux-Sèvres (grève de l'impôt, saisies...) ne laissent guère espérer une amélioration prochaine de l'atmosphère.

Ne serait-ce pas, comme le pense Paul Fraisse (*Esprit,* juillet 1950), que, de part et d'autre, on a défendu des *principes,* très légitimes d'ailleurs, au mépris de l'avenir de nos *enfants* et du *pays ?*

P. CHEYRON.

*W. Weidlé : La Russie absente et présente* [1].

*J'ai plus envie de discuter ce livre avec son auteur, donc avec ses lecteurs, que d'en rendre compte, le résumer, en faire voir les articulations, en définir le sens et*

1. Gallimard.

*la portée. C'est d'abord qu'il faut le lire, avant tout. On ne trouvera pas aujourd'hui meilleure introduction à la recherche d'une petite idée un peu claire de la Russie. L'histoire russe y est racontée par un Russe, qui non seulement la connaît comme on connaît l'histoire de sa famille, mais qui, ayant longuement vécu dans d'autres pays que le sien, ayant été touché par d'autres façons de vivre et de penser que celle de son lieu d'origine, voudrait bien comprendre et savoir : il y a là-bas une conception de la liberté qui ne s'accorde pas du tout avec la nôtre; il y a une telle différence entre ce que nous appelons ici la culture et ce que les Russes attendent de l'esprit. Il y a tant de côtés barbares dans leur comportement avec tant de finesse et de charme dans leur simplicité, qu'il faut bien arriver un jour ou l'autre à se demander si l'un a raison, l'autre a tort, et peut-être à choisir. Sinon, c'est qu'on se contente de gros préjugés et surtout de l'indifférence, un peu satisfaite, qui gagne.*

*Il y a aussi dans cette envie qui me démange de discuter ce livre, et surtout de le voir largement discuter, qu'il me choque assez sensiblement, tandis que je l'admire, dans mon amour pour la Russie. Commencer son discours, comme le fait l'auteur, en disant que l'histoire de la Russie n'est pas une réussite, le continuer en prêchant que l'âme russe est en danger, qu'elle devra renoncer à son anticulture, sinon elle se perdra, n'est peut-être pas la meilleure façon de parler de la Russie aux Français. Ils n'ont que trop tendance à le croire et à rester chez eux. Et ce n'est sans doute pas, non plus, tout à fait juste. D'abord elle n'est pas finie, cette histoire. Qui sait comment elle se terminera, par un échec ou par une trouvaille? La Russie nous a donné coup sur coup la plus haute littérature du XIX^e^ siècle et la police la plus odieuse du XX^e^. C'est un peu déconcertant, il faut le reconnaître. Mais on pourrait se dire aussi que l'un ne va peut-être pas sans l'autre, comme*

*chaque hypothèse sur la vérité sans son erreur inévitable, chaque affirmation sans sa négation complémentaire. Et l'on aurait déjà là un moyen pour essayer de voir ce qui peut venir après. L'âme russe cherche ses voies autrement que la nôtre. Ce n'est pas une raison pour dire qu'elle ne trouvera pas, et peut-être aussi bien que nous, sinon mieux.*

*W. Weidlé le sait bien, du reste. Il sait précisément, et il le dit, que la littérature russe et la police russe ont leur source commune dans la haine des formes, c'est-à-dire dans ce que nous comprenons et admettons le moins ici, et que l'origine de cette haine des formes est dans l'esprit d'humilité, autre sentiment que nous ignorons, ou à peu près, bien qu'il ne soit rien d'autre que l'esprit de l'Évangile, mais, il est vrai, dans son interprétation orientale. « La cordialité, écrit-il (p. 220 de son livre), la spontanéité, l'intensité de l'élan, la fraîcheur de l'émotion, toutes ces qualités que l'Occident a le plus admirées dans ce qu'il connaît des œuvres russes, supposent ce défi jeté aux formes par ceux qui peuvent le moins s'en passer. » Mais qui peut espérer s'en passer? Si l'on est romantique, — et qui ne l'est pas aujourd'hui ou du moins ne l'a pas été? — si l'on est romantique, pourquoi ne par aller jusqu'au bout? « Et même si ce défi, continue W. Weidlé, n'avait de résultats que négatifs, nous ne pourrions le traiter comme s'il s'agissait d'un fléchissement adventice, d'une simple erreur de direction, car il a des racines autrement profondes, étant lié, en dernier ressort, au plus intime arrière-fond religieux de l'âme russe. » Donc si l'anticulture a produit là-bas à la fois tant de beautés et tant d'horreurs, faut-il ne la regarder qu'avec notre méfiance? Notre jardin n'est peut-être pas la seule cité possible et surtout peut-être pas le meilleur endroit pour y élever la vie? Que penserions-nous, par exemple, de notre intelligence, si nous nous rappelions un peu sérieusement qu'elle a réduit l'idée, peut-être obscure, l'idée, peut-être folle, qu'on se*

*faisait de l'amour au XVII^e siècle (pour ne prendre que cet aspect de son ativité, à vrai dire essentiel) à celle qui s'exprime maintenant par les mots de faire l'amour, et même souvent non plus* avec, *ce qui est encore un restant de courtoisie, mais à, ce qui est le comble du mépris. La langue russe, et derrière elle la pensée russe, n'ont pas enregistré jusqu'ici une telle dégradation de l'unique principe de ce que l'on doit entendre quand on parle de culture. C'est peut-être le signe d'un plus grand respect de l'homme que ne le ferait croire l'autre dégradation qui s'est produite là-bas (comme par un effet de la loi d'injustice qui règle notre histoire) et qui abaisse l'individu sous la pire tyranie en le privant de toutes ses libertés.*

*Il ne s'agit pas là, pour moi, de défendre le communisme russe contre l'auteur du livre, nous ne sommes ni l'un ni l'autre de ses partisans, mais de lui demander si sa nostalgie de la culture occidentale, si le regret qu'il a de ne pas l'avoir encore vu tempérer et comme ordonner ce que nous percevons de barbare dans les excès de là-bas, est bien le sentiment le plus juste pour parler des Russes aujourd'hui, sinon pour leur parler. Certes la Russie est dans un moment difficile de son histoire, et l'on a beaucoup de mal à ne pas penser qu'à cette mauvaise période quand on pense à la Russie. Mais l'âme russe a sans doute encore assez de ressources pour se tirer de là sans rien perdre de sa lumière, peut-être même en y gagnant d'adoucir ce qu'elle a toujours eu d'un peu cru pour notre faiblesse. Peut-être, au reste, Weidlé aurait-il écrit son livre autrement s'il avait commencé par son dernier chapitre au lieu de finir par là. On se figure un retour tardif sur soi au bout d'une longue passion, et, comme cela arrive, une vision après coup de ce que le livre aurait dû vouloir dire; on ne s'y est mis que pour obtenir ce regard et tout ce qu'on a fait risque de l'obscurcir.*

B. PARAIN.

## *Le défaut de l'armure.*

*Ce n'est pas la dureté qui caractérise l'homme contemporain. On parle d'égoïsme : le reproche est vieux comme le monde, vidé de sens, pas même monnayable pour les petits jeunes gens des cercles politiques ou confessionnels. S'acagnarder en soi-même est peut-être moins grave que de laisser autrui piétiner le sol détrempé de son âme — détrempé de bonnes intentions, de prosélytisme et de pieux contentement. La malléabilité n'est faite que pour l'enclume et le marteau. Or l'homme est forgeron; plus durs sont les coups, plus nette est la frappe. Mais ils ne doivent venir que de lui, ou bien être agréés sans passivité, en vue d'une œuvre escarpée, altière et patiente.*

*Il existe ainsi une race durement forgée, petit troupeau dont l'héroïsme tient dans une incessante résistance au tonnerre, aux vents, à l'enthousiasme des propagandes, aux micros des agences d'informations. Il y a les autres, les héritiers de la civilisation sous scellés, ceux qui ont des diplômes et qui n'ont pas d'esprit, ceux qui ont la fortune mais à qui manque l'opulence, les apôtres qui ont oublié la croix, les astronomes myopes. Avec eux — univers innombrable de méduses — on a fait de tranquilles et sombres romans. On hésite à en faire avec les héros. Chris Marker qui vient de s'y essayer, vaut donc que nous y regardions de près.*

*Ils sont quatre, dans ce livre* (Le Cœur net, *éditions du Seuil*), *à refuser la supercherie : Joris van Helsen, le directeur d'une ligne aérienne, Jerry le journaliste, Delso le pilote et Hélène qui l'aime. Van Helsen s'est fait dur pour préserver son œuvre; Jerry esquive laborieusement les tentations de facilité; Hélène se ferait volontiers statue de sel pour plus longuement subir avec son amant les épreuves de la pluie de feu; Delso joue sa vie à chaque seconde et possède son âme autant qu'il s'est voulu délivré de la puissance.*

*Plus que la vie professionnelle, les unit la détermination de ne pas appartenir à un monde « où l'on travaille avec un filet de secours, où les joueurs ont des comptes en banque, les enfants prodigues des parents ou des veaux gras qui les attendent, les voyageurs des assurances sur la vie, où les pécheurs peuvent compter sur la confession, les fautifs sur l'indulgence, les époux sur le divorce, où les sociétés sont à responsabilité limitée ». Ce qu'ils veulent, c'est là*

*plénitude par la difficulté, non la difficulté pour elle-même, la plénitude difficile, au sens où Rilke disait que « l'amour est une chose* difficile *». Ils savent que la vie est un mûrissement. Non un vieillissement, encore moins une décomposition. Pour eux, mûrir n'est pas moisir, le temps même n'a de sens qu'à travers l'intensité du courage.*

*Van Helsen se trouve être un contemplatif sous l'épaisseur d'une activité effarante. « Je crois en Dieu (dit-il à Jerry), dans un petit chemin très étroit... Pour que je croie en Dieu, il faut qu'il me ressemble un peu. Mais s'il me ressemble trop, il n'y a plus que moi. Alors, c'est cela, cette petite bande de route très étroite, où je peux tenir avec Dieu. » On voit où se situe l'effort. Pour la majorité, Dieu est le vieux monsieur assis sur un nuage, lorsqu'il n'est pas l'imaginaire protecteur paré des vertus dont on rêve (particulièrement de la rassurante douceur qui fait dire :* le bon Dieu). *« Ce qui compte, dit encore van Helsen, c'est d'attendre la mort en laissant autour de soi son empreinte par ses actes... » En vertu de quoi, l'Eglise ne lui apparaît pas comme une caisse d'épargne qui délivre l'éternité au bout d'un nombre variable de versements.*

*Ni Delso ni Hélène ne travaillent pour la récompense. Ils ne donnent pas pour recevoir. Mais ils se moquent non moins des axiomes de l'idéal codifié : « Il y a plus de joie à donner qu'à recevoir », ou bien : « Dieu ne se laisse pas vaincre en générosité »... Quelles menaces de solitude pèsent sur ces destinées héroïques! Tant pis pour les rois qui se plaignent de ne point trouver d'amis. Il est trop commode, remarque Chris Marker, de se laisser aller à une communion un peu sordide, de se retrouver tous dans un même bain d'impuissance, de désarroi, d'échanger des aveux de faiblesse.*

*N'y aura-t-il en conséquence aucune tendresse permise au surhomme? L'œuvre de toute une vie n'aura-t-elle point de fissure? Le héros ici n'est pas un demi-dieu. Van Helsen, qui semble avoir cherché dans le célibat une préservation de son œuvre, une espèce d'armure, se prend à considérer Delso comme un fils. Un enfant de sa chair autant que de son esprit. De telle sorte que, dans la fermeté de ses actes, il sent toujours un point à vif, une blessure mouvante et cuisante. Le défaut de l'armure. La rigole pour l'écoulement de la vie. Par là, van Helsen redevient homme. Delso meurt en homme, aussi, avec sa cruauté d'enfant et ses yeux de fièvre, avec son exigence mortelle et sa candeur devant les bons côtés de l'existence.*

*Ce roman apporte un défi au monde de la mollesse, au*

*troupeau de la veulerie, de la bourbeuse facilité. Par la maîtrise de sa construction, par le prestige de sa poésie, par un élan jailli d'une philosophie sans bâillement, Chris Marker réussit dans un art où les romanciers du « sombre » s'ébrouent à petits frais. Cent quatre-vingts pages à peine, mais capables de remettre l'univers en question, d'abattre les châteaux d'images, de brûler les parchemins, de démonter le guignol des gardes-chiourme, de violer les chiffres des coffres-forts – capables aussi d'embrayer sur les raisons de vivre, et de justifier, en dehors de tout propos édifiant, ces hommes qui meurent, « emportant avec eux des visages de crucifiés ». C'est l'aventure de peu, — mais peu se tiennent au croisement de l'orgueil et de la mollesse. Et il suffit de peu, parfois, de très peu pour racheter les esclaves, veiller sur le troupeau, sauver ce qui est perdu.*

MAURICE CHAVARDÈS.

## *Azimuths.*

Les sociologues religieux auront sans doute déjà noté sur leurs tablettes l'article de G. Le Bras, intitulé « Mesure de la Vitalité sociale du Catholicisme en France », dans le récent numéro des *Cahiers Internationaux de Sociologie* (pp. 3-40). Incapable d'en apprécier la valeur scientifique, dont l'auteur et ces majuscules sont de sûrs garants, je le crois très utile aux tacticiens et aux stratèges ecclésiastiques. Mais il faudrait que ces doctes travaux suscitent, en concurrence avec eux, quelques essais doctrinaux, par exemple une belle thèse à l'antique : *De gratia et sociologica arte*, ou quelque *Avis aux dévots indiscrets de la statistique sur la différence possible entre élu céleste et électeur catholique*. J'aime que de temps en temps des théologiens rappellent à leurs confrères ou collaborateurs, par quelques feux rouges bien placés, qu'il y a des chemins interdits à leurs machines. Le feu rouge a sans doute je ne sais quoi de provoquant, d'injure personnelle, d'attentat aux droits de la Personne humaine. Mais n'est-il pas intéressant, et peut-être chrétien, de souligner combien l'Esprit de Dieu joue librement et gracieusement de la matière humaine même surnaturalisée, des appareils brevetés qu'on lui propose pour épanouir sa vitalité ? Nous ne manquons pas d'Eliphaz, de Bildad, de Tsophar et même d'Elihu. Il est bon qu'un Job, ou même un Qohéleth, vulgairement nommé l'Ec-

clésiaste, glisse, dans nos computs ou équations, un coefficient d'incertitude. Nos arithmétiques et nos algèbres, nos calculs d'équilibre, sont en effet menacés dans leur exactitude, ou dans leur efficacité, parce que pris entre deux forces difficilement évaluables, la liberté de l'homme même pécheur et la liberté de Dieu.

Témoin ce qu'à propos des équations politiques écrit un théologien autrichien d'*Orbis Christianus* (Vienne, juillet 1950, pp. 464-468).

Les définitions exactes sont une des forces de la pensée catholique. Là où il s'agit de la Révélation divine, l'Église a pouvoir sur elles. Mais, question toute différente, peut-on arriver à définir une fois pour toutes ces réalités de l'histoire qui doivent leur existence et leur forme à la création humaine?... Naturellement, comme le fait la philosophie sociale catholique, on peut construire un concept de l'État, si général qu'il inclue toute structure historique qui ait jamais apparu comme État. De ce concept on peut tirer des principes directifs de toute politique... Mais ces principes sont, comme le concept d'État lui-même, si généraux qu'à les prendre seuls, on n'en peut extraire une décision politique positive.

Aussi la considération philosophique de l'État doit être complétée par l'historique. Celle-là envisage les éléments statiques, celle-ci les dynamiques. A ne partir que du concept philosophique d'État, on risquerait de ne pas faire droit à la réalité.

Ces nobles et courageuses paroles servent d'introduction à des extraits d'un article du chanoine Leclercq intitulé « L'État de demain », paru dans la revue italienne *Humanitas*, en janvier, et que la dite *Humanitas* a emprunté à un livre, *L'Homme nouveau*, dû à une belle équipe de théologiens belges. A travers des paragraphes résumés sous des titres tels que : La Révolution démocratique, — Qu'est-ce que la liberté sociale, — Ni libéral, ni totalitaire, mais pluraliste, — Technicisme de l'État, — Crise de l'État politique, — État et Église, le chroniqueur autrichien arrive à celui-ci : variation nécessaire du concept d'État.

Grâce à cette analyse sociologique, Leclercq défend, avec d'autres théologiens tels que C. Murray, le remarquable jésuite américain, la thèse suivante : un idéal concret, valable pour tous les temps, de l'État et de ses relations avec l'Église, ça ne doit pas exister. Car l'État, sa forme, sa fonction à l'intérieur de la totale communauté humaine, le caractère et la mesure de ses activités, sont jusqu'à un certain point nécessairement déterminés par les rapports techniques et culturels et leurs prolongements spirituels : ils sont si profondément pris dans cette dynamique, que l'État d'aujourd'hui, dans son essence, et donc dans son concept, est autre que l'État de l'antiquité, du moyen âge ou du XVII[e] siècle. L'essence de l'État est en pleine évolution; aussi le concept de

l'État classique dans la philosophie catholique, avec toutes les conséquences qu'on en tire, tombe à côté. L'État est ainsi, dans le présent, et il sera vraisemblablement dans l'avenir, non plus la société la plus haute et la plus naturelle, la « societas completa » de la scolastique, mais surtout un appareil technique utilisé par nombre d'individus et de groupes pour atteindre à leurs fins... Toute immixtion de l'État dans les domaines qui dépassent la gestion des moyens matériels sera ressentie comme une usurpation et rejetée comme opposée à la conscience de la liberté.

Le chroniqueur d'*Orbis Christianus* reconnaît sans peine qu'il parle pour l'Ouest, et que, dans l'Ouest même, il y a dans la pensée catholique, à côté, en face de ce courant historico-inductif, un courant philosophico-déductif, dont il cite un représentant. Ce n'est pas ici le lieu d'en exposer les syllogismes : d'autres le font ailleurs, et avec quelle autorité; aussi bien, une fois admis ses principes, qui seuls font difficulté, il ne réclame qu'un peu d'esprit de géométrie et de passion, et l'on sait s'ils courent les chemins.

*
* *

La liberté divine, elle, est évoquée dans mes revues sur deux plans, à propos de ce qu'on peut appeler l'équilibre économique et l'équilibre psychosomatique nécessaires à la vertu.

Traitant, dans la *Nouvelle Revue théologique* (mai 1950, pp. 468 et 469), des rapports entre civilisation et grâce, voici ce qu'écrit le P. de Bovis, S. J. :

> Saint Thomas, que le problème de la civilisation ne pouvait émouvoir comme il nous émeut, a posé un principe qui met en relief un aspect du rapport civilisation-divinisation. La suffisance des biens de ce monde, dit-il, est nécessaire à la vertu. Suivant les tendances personnelles et le point de vue auquel on se place pour apprécier la civilisation, on exprimera ce rapport de façon plus ou moins lâche. En tout cas, il est impossible de tracer entre royaume de Dieu et civilisation humaine un fossé tel que d'un bord à l'autre ne puisse d'établir aucune liaison. Si le fossé était absolument infranchissable, il faudrait conclure que l'effort de l'Église, au cours des siècles, en faveur des pauvres et des malheureux de toute sorte, n'a été qu'une philanthropie toute profane, que les papes Léon XIII, Pie XI, Pie XII, en s'efforçant d'améliorer le sort temporel des hommes, n'avaient pas et ne pouvaient pas avoir l'espoir de les aider à parvenir à la fin humaine par excellence, qui est la vue de Dieu pour l'éternité.
>
> Mais il faut ajouter immédiatement une restriction. Que la suffisance des biens temporels soit l'auxiliaire de la vertu, ce principe n'est valable que pour l'ensemble. L'exception est toujours

possible; ce sont les saints, et pas seulement les saints canonisés, qui font exception à la règle posée. En effet, l'homme profondément chrétien, qu'il soit dans l'abondance ou la pauvreté des biens matériels ou intellectuels, sait d'une sagesse surnaturelle pour la gloire de Dieu, le bien surnaturel de ses frères, le salut de sa propre personne, sait métamorphoser la pauvreté, la misère même, l'abandon universel en joyaux de grâce. La foule humaine, elle, ne parvient pas à vivre une vie morale et chrétienne dans d'aussi rudes conditions.

La restriction me paraît écorner sérieusement le principe, et avec raison : trop souvent on l'abstrait de son contexte du *De Regno,* où il semble porter sur la collectivité, pour le transformer en règle applicable aux cas individuels; alors on démocratise, contre Aristote, un principe plus aristotélique que thomiste. Car ni l'expérience ni la théologie chrétiennes ne le favorisent. L'expérience nous montre à la fois des groupes humains où se réalise la morale sociale chrétienne, étonnamment fermés à la vie évangélique, et des groupes apparemment évangéliques, assez insoucieux des conditions économiques de la vertu. De la théologie, d'autre part, on pourrait conclure que le rapport est aussi plus complexe qu'on ne le dit d'ordinaire, si du moins sous le mot vertu l'on veut retrouver la charité théologale, son intervention originelle, les lois de sa croissance et de ses rapports avec les vertus cardinales et les préceptes moraux. L'inobservance grave de ceux-ci entraîne la disparition de la charité : de ce point de vue, on peut dire qu'une certaine aisance est nécessaire à la charité : seule cette aisance permet actuellement l'accomplissement normal de l'ensemble des préceptes tel que nous l'ont mis sur les épaules près de deux millénaires de raffinements et de luttes contre les décadences chrétiennes.

C'est là un rapport négatif. Le rapport positif du confort à la charité, soit directement, soit par l'intermédiaire des vertus morales, dont les actes sont à la fois inspirés par la charité et occasions pour elle de croissance, ce rapport est très délicat à établir. Une déduction théologique à partir de l'homme spirituel, fort et tempérant, et maître de ses passions par une méthode plus paulinienne que stoïque, risque de laisser sans fondement chrétien notre corrélation vertu-confort, comme le montrent le P. de Bovis et les Bulles de canonisation, pour autant qu'on peut commenter par elles les encycliques sociales. Peut-être cependant ne perd-elle pas toute valeur pour l'homme spirituel qui, dans sa charité, acceptera pour règle de la justice humaine commune, évoluant avec les civilisations, le niveau de vie tel que le définissent les « vertueux » du coin. Il ne reste plus qu'à désigner

ces vertueux. Mais cela dépasse et mes limites, et ma compétence, et mon courage.

Pour passer de l'équilibre économique nécessaire à la vertu, à l'équilibre sanitaire nécessaire à la vertu, je signalerai deux textes, de deux jésuites, presque homonymes. L'un, le P. Beirnaert, a publié dans les *Études* (juillet, pp. 58-65) un texte accessible, dont les *Mal-pensants* (n° 6, p. 600) ont dit tout le bien qu'il fallait penser. L'autre, le P. Bernhart, traite dans *Geist und Leben* (juin, pp. 172-195) le thème plus général : Sainteté et maladie, dont je ne puis malheureusement citer que quelques phrases :

> Porteur du glaive et du feu, le Christ a pour jamais mis dans l'histoire une inquiétude d'une forme et d'une profondeur particulières; il a fait perdre à l'individu la paix d'une existence tranquille... L'histoire des saints chrétiens est pleine de traits à la fois d'une religieuse béatitude et d'une religieuse névrose... Mais il faut voir le tout. Il n'est pas faux de dire : ce saint est un malade, mais il est plus exact de dire : ce malade est un saint... Il est le plus souvent difficile, voire impossible d'établir si dans une vie vouée à la lutte pour la sainteté, les états pathologiques sont causes ou résultats de cette tension...

Le P. Bernhart distingue bien le déséquilibre causé par la grâce, qui est un équilibre supérieur, une plus haute santé, de celui qui est causé, spécialement dans les cloîtres, par l'absence de tension avec le monde réel, par le manque d'un toi humain réel, par les préjugés médiévaux qui voient dans les visions et stigmates les vrais critères d'une charité supérieure. On sait d'ailleurs combien de bonnes âmes peuvent être déséquilibrées par des traditions, des méthodes calibrées moins pour satisfaire aux besoins fondamentaux que pour parer, par l'accumulation ou le durcissement, aux déficiences d'institutions millénaires.

En tout cas, la grâce chrétienne se montre singulièrement libre à l'égard de la psychiâtrie des *Digest* comme des normes des manuels de spiritualité : les vrais saints ne sont pas nécessairement les bons sujets chers aux supérieurs ni les bons sujets chers aux psychanalystes. Elle joue de tout, tantôt libérant les âmes pour la joie des hommes, tantôt remettant à plus tard, à la Révélation finale, la jouissance de cette liberté à laquelle aspire toute la nature même inférieure à l'homme. Et ce matin-là, comme chantent les *Negro spirituals*, on verra la vanité des tables à calculs, des compteurs à grâce, des pèse-vertus, que nous aimons à manier; on comprendra enfin, je n'ose dire un peu tard, le principe si délicat : la grâce ne détruit pas la nature, mais la perfectionne. Ce

que, pour ma part, je gloserai ainsi, avec un Allemand instruit par l'expérience naziste : « Nous avons renversé le principe qui nous guidait autrefois : nous savons maintenant que c'est le chrétien qui fait l'homme. » Cherchez d'abord le royaume de Dieu et sa justice...

A. Z. Serrand.

## Le mois de juillet

*La guerre en Corée :* Le 2 juillet, le général W. Dean est nommé commandant en chef des troupes américaines. Les Nordistes, le 4, prennent Suwon, le 8 Chanoan, et franchissent le Kum le 11. Le 18, les Américains débarquent une nouvelle division à Pohang. Le 20, reprise de l'offensive par les Nordistes, qui s'emparent de Taejon et le 24 occupent toute la côte occidentale. — Les Américains, selon leur expression « perdant de l'espace pour gagner du temps », organisent pour la fin du mois la défense du triangle Pohang-Taegu-Pusan.

*La tension internationale :* Le 3, M. Gromyko demande au Conseil de Sécurité le retrait des troupes américaines en Corée. — Le 5, les Communes approuvent la politique du gouvernement britannique. — Le 7, M. Truman autorise la mise en vigueur de la loi de conscription et l'augmentation des dépenses militaires, et le 10, le Département de la Défense nationale demande le rappel immédiat de vingt mille hommes. — Le 11, à Moscou, nouvel entretien entre M. Gromyko et l'ambassadeur anglais, sir David Kelly; à Washington, M. Truman signe la loi autorisant l'augmentation des effectifs de l'armée et de l'aviation. — Le 12, appel de M. Trygve Lie pour « l'humanisation de la guerre ». A Washington, M. Acheson déclare : « Toute nouvelle agression soviétique serait de la plus extrême gravité. » Le Pandit Nehru envoie des messages personnels au maréchal Staline et à M. Truman. — Le 14, M. Trygve Lie demande aux membres des Nations Unies d'envoyer des troupes en Corée. — Le 15, M. Wallace approuve l'action américaine; le maréchal Staline répond au Pandit Nehru, réclamant la participation de la Chine communiste au règlement de la question coréenne. — Le 17, nouvelle entrevue Gromyko-Kelly. — Le 18, réponse négative de M. Acheson et nouveau message du Pandit

Nehru. — Le 19, message du président Truman demandant d'importantes mesures militaires et économiques. — Le 20, rendant compte des conversations anglo-russes, M. Attlee affirme une entière communauté de vue avec les Américains. — Le 27, M. J. A. Malik, délégué soviétique, annonce qu'il reprendra sa place au Conseil de sécurité de l'O.N.U. et en présidera la prochaine session le 1er août.

*Pool Schuman* : Tandis que le gouvernement anglais continue à manifester son hostilité à l'égard du Pool, la conférence des six se réunit à Paris le 3 juillet.

*Divers* : Le 9 juillet, aux élections du Schlesvig-Holstein, le parti des réfugiés obtient un important succès. — Le 12 juillet, échange de notes soviéto-iraniennes sur l'établissement de la carte frontière de l'Iran. — Le 22 juillet, Léopold III rentre en Belgique, suscitant ainsi des troubles graves en Wallonie, à Bruxelles et à Anvers. Le 31 juillet, le roi Léopold décide de déléguer ses pouvoirs à son fils aîné, le prince Baudouin.

*France* : Après la chute du gouvernement Queuille (4 juillet), M. Pleven reçoit l'investiture le 11.

*Vatican* : Encyclique de S. S. Pie XII pour la Paix.

*A partir du 1er octobre,*

*La Rédaction de* LA VIE INTELLECTUELLE *recevra les lecteurs et les amis de la revue chaque semaine*

**le mardi,** de 17 h. 30 à 20 heures

## HENRI QUEFFELEC, ROMANCIER BANAL

*Le breton Queffélec écrit des romans bretons. Le romancier Queffélec, dont le métier est par conséquent de faire des romans, imagine de la tragédie et fabrique du drame. Sur ces deux points facilement acquis — et confortables — quiconque pourra dire que Henri Queffélec est un écrivain régionaliste et un romancier comme tous les autres. Ce qui serait lourdement se tromper. Ni régionaliste parce que la Bretagne lui est une sorte de colorant et non une géographie fermée, ni romancier commun parce qu'il est le romancier du commun, et donc tout juste le contraire, Queffélec poursuit une œuvre déjà lourde, sans que d'autres que ses lecteurs s'en aperçoivent. Je ne sache pas, en effet, que les professionnels de la lecture aient jamais essayé de situer cet art apparemment sans position et cette forme romanesque au premier abord sans particularité.*

*De toute évidence, il n'est pas possible de lire* La fin d'un manoir[1] *et* Un recteur de l'île de Sein[2] *en échappant à l'air de Bretagne, en niant le particularisme provincial. Thomas et Mlle Kérézéon sont des personnages plus bretons qu'universels. Mais l'on peut croire davantage à la volonté du romancier de partir de ce qu'il connaît, d'une réalité sociale modelée par la nature, qu'à son impuissance à sortir d'une détermination par le milieu. D'ailleurs celle-ci ne peut lui être un obstacle ni réussir à l'enfermer : elle n'est jamais pour lui quel-*

1. Stock.
2. Stock.

*que chose à quoi on arrive, mais au contraire le point de départ qui fonde la psychologie. Jamais le héros de Queffélec ne se construit sur une crise intérieure, sur la recomposition interne du réel, sur la subjectivité; il est toujours enfermé dans un réseau de forces, de sollicitations, de fatalités extérieures. Le moi de ce romanesque, le je des personnages apparaissent le plus souvent comme les résultantes des habitudes données par le cadre, des puissances de la nature, des plis de la tradition. Et le drame n'est pas la négation de ce drame extérieur, pas plus qu'il ne prend naissance au moment de sa capitulation devant la volonté personnelle. On dirait que le tragique éclate quand le système extérieur est assez usé pour devoir faire place à un autre. A la faveur de cette construction, peut-être faut-il penser que Queffélec s'attache à la peinture de la décomposition d'une certaine société, là où elle s'écroule sous sa propre inertie.*

*De ces héros tout entiers créés par ce qui est en dehors d'eux, on ne peut pas prétendre qu'ils constituent des types, ni même des exceptions. Ils appartiennent à l'ordre commun, ils ne subissent pas le choc d'événements extraordinaires, car c'est au niveau de la banalité — entendez en pleine chair de la vie — que le romancier les prend. Leur valeur tient au potentiel de vie qu'ils recèlent. A travers l'écriture, ils se dépouillent pour nous de l'existence quotidienne, jamais de significations universelles — mais qui ne sont trop souvent universelles que par capacité de fournir des images trop hautes de la condition humaine. Ainsi Mlle Kérézéon n'est nullement l'Avarice : elle est seulement une avare. Henri Queffélec n'est pas Dieu — il ne crée pas l'homme une deuxième fois, l'air qu'il fait respirer à ses créatures n'est pas raréfié, il ne contient pas plus d'oxygène que le nôtre. C'est là tout le problème, qu'on y songe, du roman contemporain et même de toute la littérature.*

*Queffélec, romancier banal : il faut comprendre qu'il*

*inscrit son œuvre non sur le tableau autonome, aliéné de la littérature, mais sur la face de la vie comme s'il était possible qu'à tout instant un homme tombe de l'un de ses livres*[3] *et s'aille mêler à nous sans que nous nous en apercevions. Tandis que chacun des héros de Balzac serait alors un monstre. On peut penser que le concept de littérature est ici remis en question, d'autant que l'œuvre de Queffélec n'est pas la seule à agir en ce sens.*

*Enfin, sans doute la détermination extérieure du personnage romanesque conduit-elle naturellement, sans heurt, à un phénomène proprement contemporain, à une image de l'homme moderne modelé par l'histoire. Queffélec n'est pas étranger à cela. Qu'on lise les nouvelles de* Pas trop vite, s. v. p.[4] *pour bien voir qu'elles forment une chronique de ce temps et, en particulier, le tableau d'une sorte de germination provoquée, dans la conscience des hommes, par le passage des dictatures. On verra combien tel conte est proche de* La vingt-cinquième heure *ou du* Monde des accusés, *c'est-à-dire de tels romans dont on dit qu'ils ouvrent la conscience humaine à la perception de l'histoire la plus immédiate, à la fabrication fondamentale d'une nouvelle mentalité.*

*Romancier banal parce que peintre de la vie quotidienne, Henri Queffélec ne l'est pas par impuissance à saisir l'essentiel. Sa banalité est celle qui ignore l'événement ou plutôt son surgissement et, en même temps, celle qui vit à l'intérieur de l'avènement, dans ce qui a lieu sans que nous le sachions, dans la confusion entre les gestes de tous les jours et les actes qui transforment le monde.*

GABRIEL VENAISSIN.

3. *Journal d'un salaud; Un homme à la côte; La culbute* (Stock), etc.

4. Mercure de France.

# LIVRES

## I. — Écriture Sainte

### *La Bible de Jérusalem.*

L'*Évangile selon saint Matthieu*, traduit, présenté, annoté par le P. Benoît, et le *Livre de la Sagesse*, confié à M. le chanoine Osty, viennent de porter à quatorze le nombre des fascicules parus de la Bible de Jérusalem. Avant la fin de l'année sortiront d'abord les Psaumes, l'Épître aux Hébreux, puis Job, Isaïe. Ce rythme assez rapide, qui n'ôte rien au sérieux de l'entreprise, promet que son premier objectif, la parution en fascicules, sera atteint en 1952. Alors en sortira une édition en un seul volume.

Les caractéristiques de cette traduction par rapport aux autres valent d'être soulignées, car elles soulèvent déjà des problèmes importants : toute traduction biblique se réfère, consciemment ou inconsciemment, à une théologie, laquelle à son tour dépend de la mentalité régnante en cette génération du peuple de Dieu, de telle époque et de telle culture, à qui l'on destine cette traduction.

On suppose évidemment admise la légitimité de la traduction : ce problème ne s'est pas posé aux Septante alexandrins, mais, plus tard, les rabbins, en réaction contre l'utilisation chrétienne, condamnèrent la Bible grecque. Il serait intéressant de voir l'attitude de l'Islam sur ce point.

Il s'agit ensuite de choisir le texte à utiliser : pour la plus grande partie de l'Ancien Testament, trois textes traditionnels et parfois divergents se disputent l'authenticité : la Massore, par quoi l'on entend le texte de la Bible juive, révisé et ponctué après la conquête arabe. La Septante : traduction en grec réalisée vers 150 avant J.-C. pour répondre aux besoins des Juifs dispersés; elle fait foi pour l'Église orientale. Enfin la Vulgate, traduction en latin, revue par saint Jérôme, au IV^e^ siècle, autorisée par les conciles de Trente, puis du Vatican; à laquelle on peut joindre la version en latin classique des Psaumes, entreprise par ordre de Pie XII, première et puissante concurrence officielle au monopole du latin chrétien. La Bible de Jérusalem s'est donné pour base le texte original.

En outre, dans plusieurs pays, ceux surtout qui furent touchés par le biblisme protestant, c'est-à-dire allemands et anglais, se pose la question de tenir compte des traductions modernes entrées dans la langue et la mémoire des chrétiens, qu'il s'agisse de traductions protestantes ou de traductions catholiques entreprises contre celles-là. La France, c'est dommage peut-être, est dispensée de résoudre ce dernier problème : ni Lefebvre d'Etaples, ni Lemaistre de Sacy, aux XVI^e^ et XVII^e^ siècles, ni Crampon près de nous, ne sont vraiment entrés dans la liturgie ecclésiale, familiale, ni, si l'on peut dire, individuelle, des Français. Le champ est libre chez nous pour ceux qui veulent satisfaire les nécessités croissantes de la culture biblique, où tous les observateurs voient un signe de régénérescence.

Reste alors un problème déjà évoqué : en termes démarqués du vocabulaire paulinien (I Cor., XII, XIII, XIV) on pourrait dire que la Bible est « glossolale », qu'elle parle en langues, — qu'il s'agisse de dialectes ou de références à des civilisations devenues à nous étrangères, à un contexte historique lointain, — et donc qu'elle a besoin de « prophètes », c'est-à-dire d'interprètes qui en rendent le contenu accessible à la génération actuelle.

La Bible de Jérusalem a pris un parti moyen, ce qui ne veut pas dire médiocre. On ne saurait mieux exprimer son dessein vraiment ecclésial qu'en donnant ici quelques extraits de la circulaire adressée aux responsables de la traduction :

> Le traducteur doit s'attacher à rendre le texte sacré *dans son état définitif*, tel qu'il est reçu par l'Église. Les notes critiques ou exégétiques peuvent relever à l'occasion les étapes de son évolution littéraire; mais des parties intégrantes de ce texte ne seront rejetées dans les notes critiques que dans des cas exceptionnels, quand il s'agit de gloses manifestes, qui nuisent de façon notoire à la suite de la pensée. Les *citations*, même implicites, de l'Écriture, faites par un auteur sacré, doivent être mises en italiques, avec la référence en marge; les *réminiscences* bibliques sont seulement signalées en note.

Seuls pouvaient assumer ce travail des hommes familiarisés avec tel ou tel domaine biblique, et qualifiés par leurs pairs. Il est heureux pour la science française et belge que les ressources des clergés séculier et régulier de toutes obédiences aient pu fournir à cette demande. Il est sympathique aussi qu'ils se soient pliés avec autant de bonne grâce au travail d'équipe et aux règles très strictes de révision exégétique et littéraire.

L'ensemble est donc une réussite. Et j'ai plus d'une fois

été sensible, dans des comptes rendus publiés dans des revues françaises ou étrangères, à l'admiration de connaisseurs pour une traduction que sa valeur scientifique et esthétique égale aux meilleures éditions des classiques, et à leur souhait qu'elle devienne la version officielle du catholicisme de langue française.

A.-Z. S.

JEAN STEINMANN : *Le prophète Isaïe, sa vie, son œuvre, son temps*. 1 vol. de 381 pp. (« Lectio divina », 5). Paris, Éditions du Cerf, 1950.

Je connais un lecteur qui, ayant abordé avec confiance un commentaire récent, par ailleurs remarquable, d'un livre important de la Bible, l'a refermé sans avoir lu vingt pages. Et le cas n'est pas inouï. C'est que les exégètes n'ont pas coutume de présenter leurs ouvrages, même ceux qui se disent de vulgarisation, sous des dehors attirants. La méthode ne varie guère : un texte continu et uniforme, sans subdivisions, en un français approximatif; et pour le faire goûter et comprendre, un « rez-de-chaussée » compact où voisinent pêle-mêle les discussions philologiques, les remarques stylistiques, les comparaisons littéraires, les conclusions historiques et théologiques. On devine les avantages de cette présentation. Mais on en voit aussi les inconvénients : de tels commentaires peuvent encore être *consultés*, ils ne sont pas *lus*. Si l'on veut offrir aux fidèles et au clergé, avec quelque chance de succès, les livres de la Bible solidement et abondamment commentés, il faut s'y prendre autrement.

M. l'abbé Steinmann l'a compris. Son commentaire d'Isaïe sera lu et goûté, car il constitue une véritable révolution dans la technique du commentaire biblique.

Il s'agit bien d'un véritable commentaire. Tout le livre d'Isaïe I à XXXIX y est présenté, traduit en une belle langue, coulante et nerveuse. De brèves indications techniques accompagnent chaque morceau, donnant les diverses opinions des exégètes sur son unité, son authenticité, sa date, suivies de notes de critique textuelle où des témoins aussi récents que le manuscrit d'Isaïe du désert de Juda sont mentionnés. Bref, de quoi satisfaire les spécialistes les plus exigeants. Mais là n'est pas tout l'intérêt du livre. Ce qui est nouveau, c'est d'abord l'ordonnance de l'ensemble : chaque texte est donné à sa place chronologique, inséré dans la biographie du prophète. Les morceaux inauthentiques sont rejetés à la fin du volume et étudiés à part. Ce qui est nouveau encore, c'est le large commentaire qui suit chaque fragment : un commentaire littéral — très littéral — soulignant la portée historique, psychologique, religieuse du texte.

On devine ce que d'aucuns reprocheront à l'auteur. C'est de mettre dans tout cela beaucoup d'hypothèse, c'est de ne pas uti-

liser les « peut-être » et les « sans doute », c'est d'affirmer, voire de fixer pour l'éternité des positions qui ne sont que provisoires. Il y a du vrai dans tout cela, mais n'est-ce pas le sort commun de toute publication ? Depuis quand attend-on, pour dresser la carte d'un pays, d'en avoir relevé tous les itinéraires et calculé toutes les cotes ? Une carte, même incomplète, servira aux futurs explorateurs et permettra d'obtenir de nouvelles précisions. Le livre de l'abbé Steinmann existe. Grâce à lui, le vieux prophète du VIII[e] siècle revit sous nos yeux; son œuvre prend un relief saisissant.

P. A.

## Dom Célestin Charlier : *La lecture chrétienne de la Bible*. Éditions de Maredsous.

Dom Charlier a voulu munir les lecteurs de la Bible de plus en plus nombreux d'une introduction qui traite de tout ce qu'il faut savoir pour lire chrétiennement l'Écriture. Il a écrit là un grand et beau livre.

Il faut dire pourtant, tout de suite, avec Mgr Weber qui a écrit la préface du volume que l'abscence presque complète de références risque de décevoir l'étudiant réduit à croire presque toujours l'auteur sur parole. Et ce livre fait pour initier sera surtout lu et goûté par ceux qui connaissent déjà la Bible.

Qu'il me soit permis — avant de faire l'inventaire des richesses que nous offre Dom Charlier — de relever quelques affirmations un peu hâtives. Pourquoi parler de jansénisme pour caractériser la désaffection envers la Bible, alors que tout le monde sait que l'hérésie janséniste n'éloignait pas les fidèles de la Bible, bien au contraire? A qui le Révérend Père fera-t-il croire que « le catholique du XVII[e] et du XVIII[e] siècle perd de plus en plus l'habitude de lire la Bible ? » (p. 5). Le Père oublie-t-il Bossuet, Fénelon, Pascal, le P. Lamy, Lemaistre de Sacy, M. Hamon, Duguet, etc..., et leurs dizaines de milliers de lecteurs. Je ne crois pas heureux d'affirmer que *Josué* et les *Juges* sont des livres « purement historiques » (p. 35), quitte plus tard à définir remarquablement (pp. 159-160) ce que les scribes inspirés considéraient comme genre historique. Il est inexact d'affirmer que « c'est au VIII[e] siècle que l'hébreu semble avoir atteint son plein développement avec Isaïe » (p. 43). Le Révérend Père a voulu dire qu'à cette date naît le plus grand poète personnel. Mais la prose hébraïque est déjà parfaite au temps de David et d'Achab. Il est regrettable que, dans un ouvrage publié en 1950, l'auteur soit si sobre de détails sur les manuscrits de la mer Morte (p. 49).

Un grand nombre de fresques séduisantes sont brossées par Dom Charlier qui aime les vues d'ensemble. Mais, pour ma part, je n'ai pu lire sans nombre de réticences l'exposé historique du chapitre III. Qu'Abraham soit originaire d'Ur, c'est moins certain que le Révérend Père ne le pense. Les dates qu'il propose pour Abraham (pp. 77-78) ne coïncident pas avec les conclusions auxquelles

aboutissent les derniers travaux. Les règnes de Saül et de David sont présentés d'après les données bibliques, mais sans une critique suffisante. Il me semble que ce qui est dit du documents jahviste (J) p. 260), s'appliquerait mieux au code sacerdotal (P). Je ne crois pas très heureux l'explication de certains miracles proposés (p. 264). Enfin je dois avouer que les conclusions du Révérend Père sur la Bible et l'art m'ont laissé sur ma faim (pp. 330-334).

Ces quelques réserves faites, il faut dire que la plus grande partie du volume, surtout les chapitres VI, VII et IX sont d'une telle valeur que leur auteur offre la première vraie synthèse entre lecture historique et lecture spirituelle de la Bible. Comme il fait bon s'entretenir de ce sujet avec Dom Charlier ! Comme on est heureux d'entendre enfin un théologien et un spirituel aux affirmations duquel on puisse pleinement souscrire ! Dom Charlier montre comment les grands thèmes de l'Ancien Testament convergent dans l'enseignement et la personne de Jésus, mais après évolution, transformation, sublimation. Puis il en vient dans sa conclusion au débat qui oppose les *littéraux* aux *typologistes*. Il pose l'axiome qui me paraît fondamental : « *Un livre quelconque ne peut avoir qu'un sens, celui qu'a voulu lui donner son auteur* » (p. 296). Il ajoute : « *Le sens littéral est donc le seul vrai sens de la Bible.* » Dire qu'il faut encore se disputer pour faire admettre ces vérités de La Palisse ! Et Dom Charlier assigne son rôle à la typologie : « La typologie n'est pas le but de l'exégèse spirituelle, encore moins son essence, elle n'est qu'un moyen parmi d'autres... La typologie est l'affleurement de l'évolution... la valeur typique d'une donnée de l'Ancien Testament n'est assurée que si elle est reliée sur le plan de l'évolution historique... à l'achèvement chrétien... » (p. 313).

La grande richesse du livre de Dom Charlier est dans ces belles pages. Qu'on fasse de la typologie dans cet esprit et tous les « littéralistes » y applaudiront.

J. Steinmann.

Joseph Chaine, René Grousset : *Littérature religieuse.* Histoire, textes choisis et commentés. Paris, A. Colin, 1949; VIII-844 pp., 116 illust.

Les directeurs de l'ouvrage, le regretté M. Chaine, professeur aux Facultés catholiques de Lyon, et M. Grousset, de l'Académie Française, n'ont pas voulu faire un nouveau manuel d'introduction aux religions ou une suite d'histoires de ces religions. Ils se sont abstenus de commentaires théologiques, fussent-ils ceux des « Pères » (Talmud, Patristique, commentaires du Coran, etc...). Ils ont limité « leur programme à l'étude des livres canoniques respectivement considérés comme les fondements mêmes de la doctrine par le judaïsme, le christianisme, l'islam, le brahmanisme, le bouddhisme, le confucéisme et le taoïsme ».

ls ont délibérément laissé de côté les religions qui ne sont as actuellement « professées par des collectivités numériquement considérables ».

Si ce livre n'est donc pas un manuel, il n'en dispense as; il en fait même sentir le besoin, car il faut bien constater que peu d'ouvrages d'ensemble ont paru depuis *Briout. Où en est l'histoire des religions?* et l'encyclopédie *Christus*, parue en 1912. Mais, faut-il le dire, nous avons esoin d'autre chose que d'un manuel supplémentaire ou même que d'un de ces ouvrages de « première main », qui n'est jamais ici qu'une seconde, puisqu'il s'agit de commentaires. Ici, nous pouvons palper, si je puis dire, la hair vivante de ces textes, goûter directement leur saveur eligieuse!

Les textes sont accompagnés d'un commentaire net et oncis, et des quelques explications indispensables dans ne traduction. D'assez nombreuses illustrations accomagnent ces vénérables documents.

Arrêtons-nous pour finir sur la première section du livre : a Bible. Elle est d'ailleurs de beaucoup la plus importante. 'originalité et la valeur de la présentation consistent prinipalement dans la distinction des genres littéraires et ans le choix judicieux des textes. Avec une hardiesse que ouvait seule autoriser la compétence de son auteur, l. Steinmann a classé les textes non d'après l'ordre canoique, juif ou chrétien, mais d'après l'ordre historique, tel u moins que le reconstituent les travaux les plus autorisés e ces dernières années — compte tenu de la diversité des ourants religieux et des genres littéraires. Les positions rises par M. Steinmann tranchent avec un certain conormisme un peu craintif de beaucoup de manuels. Elles ont nettes, et en même temps nuancées; elles procurent a joie et la délivrance d'une vérité enfin redécouverte. Les raductions sont savoureuses, suggestives et habiles.

A. H.

## II. — Philosophie

T.-M. Gillet : *Thomas d'Aquin* (Dunod).

Rien n'est plus difficile que d'écrire un livre court sur n grand sujet, et il ne suffit même pas, pour y réussir à oup sûr, d'être aussi familier avec ce dont on parle que est Mgr M. Gillet avec la pensée de saint Thomas d'Aquin.

Pourtant, la réussite est là, et, dans un style entièrement différent, ce *Thomas d'Aquin* mérite de prendre place à côté du petit chef-d'œuvre de G. K. Chesterton, ce qui, dans notre pensée, n'est pas un mince éloge.

Il ne pouvait naturellement s'agir de l'étude technique d'aucun point particulier, mais cette présentation d'un « Constructeur », puisque tel est le titre de la collection où ce travail s'insère, restait encore susceptible de formes assez différentes. Mgr M. Gillet a choisi d'en faire une sorte de portrait doctrinal. Après avoir étudié la vocation dominicaine de saint Thomas et sa formation intellectuelle, on décrit en lui le philosophe, puis le théologien, enfin, dans une deuxième partie qui équilibre exactement la première, le moraliste, le sociologue, l'éducateur. Tout cela, non point à l'état de compte rendu ou de résumé analytique, mais vivant, toujours en contact avec les derniers résultats de l'érudition et la position la plus récente des problèmes, dominé enfin par une vue personnelle de l'œuvre du maître qui assure l'originalité même au sein de l'accord avec d'autres interprètes. Notons ce dernier trait, car il est authentiquement thomiste. L'art d'exprimer ce que l'on pense par la parole d'autrui est peu goûté de notre temps. Nous préférons en général chercher des paroles qui soient nôtres pour redire ce que d'autres ont pensé avant nous. Mgr M. Gillet donne à son lecteur l'opportune leçon d'un retour aux bonnes manières intellectuelles de saint Thomas d'Aquin.

Outre le plaisir constant qu'on prend à le lire, ce livre offre l'intérêt, proprement historique, d'une présentation bien équilibrée de ce qu'il est aujourd'hui raisonnable de penser touchant l'œuvre de saint Thomas. Car celui qui exista jadis ne change plus, mais tant de recherches historiques et de controverses modifient progressivement celui des historiens, et c'est une chose excellente qu'un esprit aussi juste que bien informé s'emploie parfois à faire le point. En ce sens, précieux aujourd'hui, le livre de Mgr M. Gillet sera toujours utile à relire pour ceux qui voudront retrouver le saint Thomas de notre temps.

On nous le présente au terme d'une longue évolution historique. D'abord, saint Augustin, le théologien par excellence, qui fut pourtant, lui aussi, capable de philosopher, « avec et même sans l'aide de Plotin » que, s'il faut en croire M. I. Marrou, il « ne connaît pratiquement pas » (p. 29). Beau sujet de conversation pour l'avenir entre historiens de la philosophie et historiens des lettres, les uns pesant ce que les autres comptent. Quoi qu'il en soit, d'ac-

oud avec Augustin pour utiliser la philosophie en théo-
gie, Thomas d'Aquin lui attribuera une fonction moins
*utilitaire* et plus *scientifique*. Cette œuvre s'accomplira
sous l'aiguillon de la philosophie d'Aristote » qui per-
ettra un jour à saint Thomas « d'établir une théologie
riginale, transcendante par rapport à ses sources histori-
ues, bref une théologie scientifique » (p. 31). Au reste, la
hilosophie dont il s'emparera pour créer sa théologie était
moins la philosophie d'Aristote que celle de la raison
umaine » (p. 32) : proposition également reçue aujour-
'hui, mais que l'on peut entendre, comme le fait voir
'exemple de Bergson, en des sens bien différents. Ce qui est
e toute manière certain, c'est que saint Thomas mit la
méthode démonstrative » d'Aristote au service du donné
évélé pour construire « la théologie comme science »
p. 35). Alors que saint Bonaventure ne pouvait admettre
une philosophie autonome » au service de la théologie
p. 37), Thomas d'Aquin, à l'exemple d'Albert le Grand,
nais avec plus d'originalité que son maître, a constitué une
hilosophie « incorporée à sa théologie » sans que, pour
ela, « philosophie et théologie fussent par lui confondues »
p. 52). Non seulement « la distinction entre la philosophie
t la théologie n'empêche pas leur accord », elle le permet.
Cette philosophie est une « philosophie de l'être » saisi
ar une sorte d' « intuition intellectuelle » qui n'est pas
eulement vue de l'objet, mais comporte un jugement sur
ui (p. 55). Grâce à l'usage analogique qu'en fait saint Tho-
as, cette notion devient la clef de voûte de sa métaphysique
t même de sa théorie de la connaissance :

C'est dans l'idée d'être, on ne saurait trop le répéter, que d'ins-
inct et à la réflexion, nous saisissons les notions premières et les
remiers principes qui règlent la pensée et les choses; c'est elle
ui nous permet de trouver à toutes choses leur raison d'être pour
es rendre intelligibles et les élever jusqu'à celui qui a en soi sa
aison d'être et qu'à cause de cela nous appelons l'être même :
Ipsum esse » (p. 58).

Cette interprétation d'une philosophie thomiste où l'in-
uition, tour à tour instinctive et réfléchie, découvre pro-
gressivement les premiers principes et les premières no-
ions ou divisions de l'être, puis « tout ce qui est suscep-
ible d'y être rattaché par « la raison » et démontré avec
igueur » (p. 61), est devenue classique et ralliera certaine-
ment les esprits. Il n'y aura, pour grommeler dans son coin,
ue quelque historien chagrin qui se demandera où, dans
es œuvres, saint Thomas a parlé d'*intuitio intellectualis*,

d'*idea entis* ou d'un Dieu qui, étant à soi-même sa propre *ratio essendi*, serait aussi celle de tout le reste? Deux remarques d'ailleurs s'imposent. D'abord il est impossible de parler en français de saint Thomas sans altérer sa terminologie. Ensuite, ce langage disparaît presque entièrement de l'excellente « esquisse d'une synthèse de la philosophie de l'être » contenue dans les pages suivantes (pp. 65-105). Tout y est rattaché fortement à la preuve de Dieu par la distinction d'essence et d'existence du *De ente et essentia*; d'abord les autres preuves de l'existence de Dieu, puis ses doctrines de la participation, de la création, de la providence, de la liberté. Mgr M. Gillet soulève en passant un intéressant problème, en disant que, saint Thomas ayant reconnu dans l'être l'objet même de l'intelligence, celle-ci a saisi, « dans le concept d'être, le rapport accidentel de l'essence des choses à leur existence » (p. 70). Le mode de cette opération mériterait d'être étudié à part. Bien entendu, ce n'en était pas le lieu.

Si important que soit saint Thomas philosophe, un portraitiste aussi attentif à l'œuvre du « constructeur » se devait de mettre au centre le théologien. C'est ce qu'a fait Mgr Gillet et, de cela aussi, il convient de le louer. On ne pouvait mieux faire voir, *in vivo* pour ainsi dire, en quel sens il est juste de dire que saint Thomas a constitué « la théologie comme science ». Science, cette fois, spéculative, et l'importance de ce point est opportunément notée, mais nous ne distinguerions peut-être pas saint Thomas des disciples de saint Augustin en disant à ce propos que, « pour justifier leur refus d'une science proprement dite de la théologie », ceux-ci « invoquaient la primauté de la charité » (p. 123). Non seulement ils avaient encore d'autres motifs mais surtout ils n'ont jamais refusé que la théologie fût une science proprement dite. Une science pratique reste une science proprement dite. En fait, il y a autant de spéculation chez Duns Scot que chez saint Thomas et elle y est aussi rigoureuse. Même pour démontrer que la théologie n'était pas principalement spéculative, Duns Scot a spéculé, et pour lui aussi la théologie devait être communicable, transmissible de raison à raison, afin de pouvoir remplir sa « fonction sociale en vue du bien commun de l'Église tout entière » (p. 126). A moins de penser qu'une science pratique ne spécule pas, il est difficile de voir en quoi il était nécessaire de définir la théologie comme science spéculative pour qu'elle pût remplir cette fonction. Quoi qu'il en soit de ce point de détail, on trouvera dans ce chapitre un une fidèle et lucide analyse de la méthode proprement théo-

logique instaurée par saint Thomas. Les différences qui distinguent la démonstration philosophique de la démonstration théologique y sont déterminées avec précision, mais on notera surtout, page 130, avec quelle fermeté Mgr M. Gillet maintient le rôle instrumental de la philosophie en théologie, qui ne se propose pas de « promouvoir la philosophie pour elle-même, en regard de son objet propre », mais bien, selon l'expression du P. Gardeil, « de se servir de la raison pour prendre une connaissance meilleure de l'objet de la foi ». Que de conséquences suivraient de là pour l'histoire de ce qu'on nomme la philosophie thomiste ! Mais il n'est pas à craindre que ce problème reste ignoré : les historiens n'ont pas fini d'en parler.

Ayant à montrer sur quelques exemples comment saint Thomas a usé de sa méthode, Mgr M. Gillet a choisi la morale, et cela pour d'excellentes raisons générales auxquelles on peut en ajouter une, toute personnelle : la prédilection dont il a toujours fait preuve pour cette partie de l'œuvre de saint Thomas d'Aquin. Ceci fait voir en outre que la notion de « théologie pratique » ne lui semble pas exclure celle de « théologie comme science » ni, moins encore, celle de spéculation (p. 148). En somme, Duns Scot commencera comme saint Thomas avait fini. Il serait encore plus difficile de résumer cette synthèse de la morale thomiste qu'il ne l'était de la composer. Nous ne pouvons donc que souhaiter beaucoup de lecteurs à cette deuxième partie, où le mystique, le sociologue et l'éducateur que fut saint Thomas, sont caractérisés avec la même justesse que le moraliste. Nous désirons pourtant recommander particulièrement les pages 157-162, où Mgr Gillet nous semble avoir traité avec un rare bonheur le problème controversé du désir naturel de voir Dieu. On ne saurait mieux unir la compétence théologique au sens concret de l'histoire, bref, au bon sens, qui est souvent en pareilles matières, la véritable profondeur.

Étienne Gilson.

L. Goldmann : *La communauté humaine et l'univers chez Kant.* Presses universitaires de France, 1948; in-8, 270 pp.

Un livre purgatif. A utiliser en cas d'indigestion causée par un kantisme scolaire ou une érudition traditionnelle nourrie uniquement des deux premiers chapitres de la *Cri-*

*ligue de la Raison pure*. Particulièrement efficace contre les empoisonnements dus à une philosophie qui rationalisa la foi au XVIII[e] siècle et qui chanta, après Heine, la mort de Dieu au XIX[e] siècle. Le remède kantien agira d'autant plus fortement que les malades le considèrent comme un produit toxique de « l'Intellectualisme ».

Attestations : « Je veux dépasser le savoir afin de redonner place à la foi » (Kant). « L'origine rationnelle de notre penchant au mal demeure pour nous impénétrable » (*ibid.*). « La religion est au-delà des limites de la morale philosophique » (*ibid.*). « Kant a souillé ignominieusement son manteau philosophique de la tache du mal originel afin que les chrétiens aussi soient appâtés et viennent en baiser le bord » (Gœthe).

Composition : 1° l'homme n'est homme qu'uni à Dieu, à la nature et aux hommes; 2° mais il est malfaisant et se déshumanise en se séparant de Dieu, en s'opposant à ses frères, en haïssant l'univers; 3° d'où la seule question métaphysique : jusqu'où *peut* aller son « égoïsme » ? 4° à cette question, les trois *Critiques* répondent dans les trois domaines de la connaissance, de la morale et de l'esthétique; 5° ces trois réponses dépendent d'une religion « chrétienne » : sans foi en une communauté *ailleurs*, sans espérance, l'homme ne pourrait agir et penser raisonnablement *ici-bas*.

Mode d'emploi : ce remède *clair* qui juxtapose des textes et paraît une table des matières de la philosophie kantienne, ne peut être pris sans précautions : il suppose une connaissance sommaire de Kant et la volonté de lire celui-ci afin de vérifier et de critiquer l'interprétation proposée; il suppose aussi que le patient ne manifeste aucune intolérance à l'égard d'un auteur qui avoue son orthodoxie (non son conformisme) marxiste et qui préférerait que Kant remplace la communion des saints par la communauté humaine future et la religion par la philosophie de l'histoire; il suppose enfin que le chrétien remercie son médecin de lui avoir (involontairement) offert une potion chrétienne, en le guérissant de préjugés indigestes (et de quelques paroles naïves quant à la religion) : en attestant, par parole et par action, qu'il veut, lui aussi, collaborer à la communauté des hommes et, comme dit l'auteur, essayer de « faire l'histoire », non parce qu'il s'est débarrassé du ciel, comme M. Goldmann, mais *parce qu'*il croit en l'Amour incarné.

M. Chastaing.

M. Dorolle : *Le raisonnement par analogie.* Presses Universitaires de France, 1949, in-8, 180 pp.

D'apparence modeste et à l'habit vieillot, un *utile* traité pour logiciens : définition du raisonnement par analogie, sa fonction et sa valeur. Les métaphysiciens n'y trouveront rien pour calmer leur appétit; mais l'audace du P. Bochenski leur fournira des aliments (On analogy, *The Thomist*, 1948).

J. Vuillemin : *Essai sur la signification de la mort.* Presses Universitaires de France, 1948, in-12, 318 pp.

Une thèse extraordinaire par sa clarté, où la richesse du fond balance la correction de la forme. Violemment anti-chrétienne par la lettre, elle paraîtra peut-être au liseur catholique chrétienne par l'esprit. Elle se fonde sur l'opposition du *sentiment* qui nous unit au monde dans le travail et dans l'amour, à l'*émotion* qui nous sépare de la nature, des hommes, de notre corps et de nous-mêmes. Ajoutons : de Dieu. L'admirable tableau des contradictions de l'émotion que peint M. Vuillemin nous paraît celui du péché. Et nous ne sommes point trop surpris d'entendre que l'émotion découvre la mort, alors que l'action sentimentale introduit l'homme dans l'éternité. L'auteur toutefois, armé de pensées luthériennes et de citations de Karl Barth, accuse le christianisme d'être la suprême invention de la peur et de la colère. S'il connaissait mieux la pensée catholique (on lui suggère de lire : *De l'eschatologie*, considérée comme un des beaux-arts, du P. Chifflot), il verrait que le chrétien s'efforce d'être ce chevalier travailleur dont le livre dessine l'image et en même temps de ne pas faire de sa foi [1] cette religion émotive qui indigne M. Vuillemin.

E. Mounier : *Le personnalisme.* Presses Universitaires de France, 1950, in-12, 136 pp.

Le dernier livre d'un ami. Jamais celui-ci n'a été plus proche de nous que dans ces quelques pages où il résume la philosophie à laquelle il donna sa vie. C'est Mounier que nous voyons lorsqu'il nous dit : la personne sort de soi, comprend, assume, donne, est libre. C'est l'œuvre de Mounier qu'éclaire chaque chapitre : l'existence incorporée — la communication — la conversion intime — l'affrontement — la liberté sous conditions — l'éminente dignité de l'engagement. Il voulait simplement écrire un bréviaire de la vie personnelle, il témoigne de sa personne. Il nous appelle à répondre au crédit que nous fait encore dans ce testament sa générosité.

M. C.

1. Dont Dom Illtyd Trethowan (*Certainty*, Dacre press Westminster, 1948) tente minutieusement d'éclairer la certitude. L'étude du Chifflot a paru dans *La Vie Intellectuelle*, octobre 1948.

## III. — Divers

*Je saute le mur.* Beau titre pour un roman policier. Mais c'est un vrai livre (320 pp., 21×15) relié, publié par un éditeur sérieux (Hamish Hamilton, Londres). Ce « best-seller », en Angleterre et en Amérique, qui a connu cinq éditions en quelques mois, et les honneurs du *Reader's Digest*, a pour auteur une ancienne religieuse, nièce du Premier Baldwin; et c'est de la devise familiale où se transmet le souvenir d'une illustre évasion au XVI^e^ siècle qu'elle a emprunté son livre, peut-être trop affriolant. Car évasion est un bien gros mot pour un départ toutes portes ouvertes accordé par un indult, pour raison de santé. A partir de quoi, l'on trouve, reliées par les éléments biographiques, deux séries jumelées de notations sur deux espèces de camps retranchés fort différents.

La première série concerne l'Angleterre d'octobre 1941, avec ses restrictions et ses servitudes. Comme Monica Baldwin a ses ressources personnelles bloquées en Amérique, que sa parenté, catholique ou non, regarde son retour comme une désertion après avoir regardé son départ comme une évasion dans un monde inutile et inhumain, comme elle ne veut pas vivre aux crochets d'autrui, la nécessité, le civisme aussi entraînent cette grande dame dans une série d'aventures, sans autre bagage technique et psychologique que celui d'une jeune mondaine d'avant 1914, et d'une religieuse de 1914 à 1941. Peu à peu, non sans courage, elle domine ses complexes et s'habitue à une Angleterre si rapidement évoluée; elle essaye de tous les métiers, fort démocratiquement, même les plus bas. Ses essais, ses échecs lui font traverser, géographiquement toute l'île, jusqu'à ce que les dernières pages la fixent en Cornouailles, où son romantisme celtique semble avoir trouvé l'objet de ses rêves; sociologiquement, elle traverse aussi les couches les plus diverses, des grandes « ladies » aux « girls » les plus populaires. Tout cela avec un humour très plaisant et un style que les connaisseurs ont loué. Cette odyssée d'une aristocrate postvictorienne à la recherche de son graal : un bungalow au bord de la mer, est passionnante de réalisme et d'étrangeté; dans ses treize chants s'animent les types britanniques les plus originaux et les plus courants, y compris les parasites. Bref, si ce livre paraît en octobre chez Gallimard, le lecteur français, amateur de ce demi-siècle et des mœurs anglaises, ne perdra pas son argent.

Il sera également curieux de l'envers du récit d'aventures, de cet arrière-fond de vie conventuelle, décrite en détail, sur lequel le présent s'ouvre aux moments les plus inattendus, les plus normaux bien qu'on en sente ici ou là le procédé. La critique catholique anglaise n'a pas toujours été tendre pour cette partie. Sans doute M. Baldwin s'est faite plus séparée du monde qu'elle ne le fut réellement, puisque son couvent abritait un institut d'éducation où elle travailla. De plus, elle eut le tort d'offrir quelques chapitres surtout celui qui détaille les vêtements et sous-vêtements des religieuses, à une publication analogue à nos hebdomadaires de fin de semaine.

Ces remarques faites, il reste que cette vie paraît fidèlement évoquée, dans ses petitesses comme dans ses grandeurs, M. Baldwin souligne que n'ayant pas la « vocation » elle ne peut parler que de l'extérieur de ces dernières. Néanmoins, avec pertinence et profondeur parfois, elle en dit l'essentiel, encore que l'apologie de la vie religieuse, qui est le dessein fondamental du livre, ne résolve pas toutes les critiques.

Ce livre sera utile aux directeurs de conscience, aux maîtresses de novices et aux jeunes filles de tempérament romantique, surtout attirées vers des cloîtres du type ancien. Pour la majorité des lecteurs, je crains qu'il ne leur manque, — M. Baldwin n'y est pour rien — cette foi vivante qui seule permet de comprendre la vie à dominance contemplative. Or, ce n'est qu'à l'intérieur de cette foi et de cette vie, que l'on peut s'expliquer certaines observances, qui peuvent trouver dans un certain traditionnalisme féminin, une excuse, sinon une raison. Nos lecteurs à nous savent peut-être qu'en France des spécialistes autorisés s'occupent activement de ces questions délicates. Mais, pour répondre aux problèmes posés de façon piquante, sinon pénétrante, par ce livre, comme par certaines vies de sainte Thérèse de Lisieux, les théologiens feront bien d'exposer au grand public, mais non par de massifs essais techniques, critiques ou apologétiques, à quelles marques on reconnaît, par quelles méthodes essentielles s'épanouit, cette magnifique réalité qu'est la « vocation », charisme un peu dilué, hélas ! actuellement, du christianisme de tous les temps.

A.-Z. S.

CHUN-CHAN-YEH : *Fils du Sud.* Éditions du Temps Présent, 1949.

Après la première chasse qui consacre sa virilité, le jeune Ching-Luu, montagnard du Yunnan, a résolu de voir la Grande Muraille et d'atteindre la mer... Il s'arrêtera dans la plaine, chez de braves cultivateurs. Ni la vie douce, ni leur richesse facile, ni l'amour d'une fille qui sait lire dans l'almanach la date des saisons, ne le retiendront. Il renoncera à poursuivre son voyage. Aux premiers signes de l'automne, il reviendra pour recevoir le dernier souffle de la grand'mère « sage » et épouser la fille du grand chasseur de la montagne, la seule qui fût digne de lui.

Histoire on ne peut plus simple où le merveilleux n'altère pas la souriante philosophie — un peu bucolique — du roman. La part d'imagination (dont l'auteur nous prévient) n'empêche pas de pénétrer, mieux qu'en une savante étude, l'âme rude des montagnards du sud de la Chine.

P.-A. M.

## Livres reçus

### Problèmes politiques et sociaux

Pierre Boutang : *La république de Joinovici*. Amiot-Dumont, 19 × 14, 144 pp.

Pierre Varillon : *Mers el Kébir*. Amiot-Dumont, 16 × 21, 223 pp., 480 fr.

Jules Monnerot : *Sociologie du Communisme*. Gallimard, 23 × 14, 512 pp., 700 fr.

A. Brucculeri, S. I. : *Problemi d'oggi*. La civiltà cattolica, 19 × 13, 300 pp.

Leonida de Gobbi : *Democrazia economica*. Instituto Padano di arti grafiche, 20 × 13, 260 pp., 450 lires.

Leonida de Gobbi : *Idee e fatti sociali tra due guerre mondiali*. Istituto Padano di arti grafiche, 20 × 13, 326 pp., 480 lires.

Ivan Petrow : *Il concetto della democrazia bolschevica*. Istituto Padano di arti grafiche, 20 × 13, 355 pp., 450 lires.

Charles Provost : *La sélection des cadres*, P. U. F., 12 × 18, 120 pp.

Philippe Laurent : *Guide de culture sociale*. Spes, 18 × 12, 96 pp., 110 fr.

Alexandre Arnoux : *Contacts allemands. journal d'un demi-siècle*. Albin-Michel, 12 × 19, 408 pp., 390 fr.

Mario et Hilaire Massilia : *Qui fera la paix*. René Lacoste et Cie, 15 × 24, 360 pp.

Anne Collet : *Collet des Tcherkesses*. Corrêa, 12 × 19, 256 pp.

John Kenny, O. P. : *Moral aspects of Nuremberg*. The Thomist press, 15,5 × 23,5, 170 pp., $ 3.00.

Alfred Angel : *Les ouvriers et la religion*. L'Essor, 11 × 17, 128 pp., 60 fr.

Emile James : *Histoire des théories économiques*. Flammarion, 13 × 19, 330 pp., 450 fr.

André Piettre : *Humanisme chrétien et Économie politique*. F.-X. Le Roux, Strasbourg, 17 × 24, 112 pp.

U.N.I.A.P.A.C. : *L'Entreprise privée*, études, publications, éditions, enseignement. 14 × 23, 160 pp., 250 fr.

Dr Henri Flournoy : *Erreurs et dignité de la pensée humaine*. Mont-Blanc, 14 × 19, 158 pp.

Régis Jolivet : *Le problème de la mort chez Heidegger et J.-P. Sartre*. Édit. de Fontenelle, 14 × 19, 112 pp., 300 fr.

Jacques Paliard : *Maurice Blondel ou le dépassement chrétien*. Julliard, 18 × 12, 304 pp., 450 fr.

M. Semenoff : *Pour connaître la pensée de Bouddha*. Bordas, 14 × 23, 178 pp.

René Bertrand : *L'univers cette unité*. La Colombe, 14 × 21, 240 pp., 495 fr.

Dr René Biot : *Offensives biologiques contre la personne*. Spes, 12 × 19, 192 pp., 180 fr.

Emile Borel : *Éléments de la théorie des probabilités.* Albin-Michel, 14×19, 292 pp., 660 fr.
Paul Denis, O. P. : *Les origines du monde et de l'humanité.* Office général du Livre, 13×19, 180 pp.
Ph. Frank : *Einstein.* Albin-Michel, 13×20, 440 pp., 690 fr.
Lionel Laming : *L'astro-nautique.* P.U.F., 11,5×17,5, 112 pp.
Constant Martin : *La musique électronique.* Technique et vulgarisation, 13,5×20,5, 204 pp.
Jean Rostand : *La biologie et l'avenir humain.* Albin-Michel, 19×12, 96 pp.
Pierre Beausire : *Hymnes.* Trois Collines, 18×24, 70 pp.
André Fayol : *Strophes.* Temps Présent, 18,5×12, 80 pp.
Anne Fontaine : *Le premier jour.* Grasset, 11×17, 74 pp., 285 fr.
Pierre Leroy : *Calmes de l'équateur.* Édit. Jeune Afrique, 14×22, 100 pp.
René-François Delissalde : *Les chemins écartés.* Paillard, 14 × 21, 222 pp.
J. de Finance, S. J. : *A pleine vie avec les jeunes.* Apostolat de la Prière, 13 × 16,5, 174 pp.
Pierre Virion : *Le Christ qui est roi de France.* Édit. Saint-Germain, 12×19, 192 pp.
Simone Weil : *Attente de Dieu.* La Colome, 14×21, 240 pp., 380 fr.

Romans

Robert Aron : *Les frontaliers du néant.* Édit. de Flore, 11×16, 176 pp.
Clément Borgal : *Les colonnes d'Hercule.* Deux-Rives, 12×19, 192 pp., 250 fr.

## CINEMA

*Deux films américains non conformistes.*

Le non-conformisme est rare au cinéma. Il devient d'ailleurs de plus en plus rare dans les autres domaines et il est à craindre qu'il soit difficile dans un avenir prochain de le joindre au mot américain. On sait que dix cinéastes d'Hollywood ont été condamnés par la Commission des activités antiaméricaines pour avoir refusé de répondre à la question « Etes-vous communistes ? ». Et sans doute il ne nous appartient pas de juger les moyens employés, pour se défendre à l'intérieur, par un pays qui est en état de guerre de moins en moins larvée. Mais on doit reconnaître qu'un procès d'opinion est un fait nouveau dans une « démocratie », et l'on ne peut manquer de regretter que Edward Dmytryck soit en

prison (il fait parti des dix), quand on voit le film, *Sans amour vous n'êtes rien*, qui vient d'être présenté au référendum de Vichy. Ce film est d'ailleurs américain seulement par son réalisateur et par son sujet. Il a été produit par Rank en Angleterre et doit être considéré, commercialement, comme anglais. Il n'en reste pas moins un témoignage extrêmement intéressant sur l'Amérique et ses problèmes. Film sans doute dans la lignée des *Raisins de la colère* (qu'Hollywood ne réaliserait certainement plus maintenant), mais d'une signification humaine plus générale et imprégnée d'un esprit chrétien authentique (sans sermon et sans intentions édifiantes), qui lui a valu de recevoir à Vichy la coupe de l'hebdomadaire catholique *Radio-Cinéma* pour le « meilleur sujet ».

Le film se déroule à New-York dans les milieux d'immigrants italiens. Gérémio, le principal personnage, est maçon. Il aime son métier malgré ses peines et ses risques (voici un des rares films qui prennent la peine de nous montrer des ouvriers au travail, et leur travail). L'exemple d'un camarade plus âgé qui a voulu « s'amuser », qui a refusé la vie de famille et qui souffre du vide d'une existence sans raison d'être, décide Gérémio à se marier. Comme beaucoup d'Italiens expatriés, il fera venir d'Italie une compatriote. La petite Annunziata ne met à ce mariage qu'une condition : posséder une maison à elle, si pauvre soit-elle, pour y élever ses enfants. Gérémio ne peut remplir entièrement cette condition; il achète à crédit une baraque à Brooklyn. Cette baraque, dont il faut régler le prix, représentera désormais le grand rêve de la vie de Gérémio et d'Annunziata, la grande œuvre à laquelle ils sacrifieront tous les plaisirs de la vie. Pendant des années, Gérémio s'épuise à travailler et Annunziata à économiser pour acheter *leur* maison. Cette maison est un symbole sans doute, mais un symbole dont on comprend toute la signification quand le film, sans insister, nous introduit dans la promiscuité sordide des meublés ouvriers de New-York, si semblables à ceux de toutes les villes industrielles du monde et qui sont sans doute le scandale humain le plus criant de la société dans laquelle nous vivons. Les enfants naissent les uns après les autres dans ce cadre inhumain. Quand l'argent nécessaire au paiement de la maison est presque totalement économisé, éclate la crise de 1929 et le chômage. Il faut utiliser les économies pour nourrir les enfants. Le dégoût et la lassitude gagnent Gérémio; sa femme lui paraît soudain vieillie par le travail et les privations. Il retrouve une ancienne liaison. Il accepte un travail « pourri » et, comme contremaître, y entraîne ses meilleurs amis, quoique les règles de sécurité ne soient pas observées. L'un de ses

camarades sera victime d'un accident et restera infirme. Il nourra lui-même enterré dans une cave à béton, après avoir demandé pardon à sa femme et s'être réconcilié avec ses mis.

Nous avons voulu raconter le sujet de ce film qui ne paraîtra pas avant plusieurs mois sur les écrans, mais, ainsi chématisé, le scénario semble larmoyant et mélodramatique. e principal mérite de la réalisation d'Edward Dmytryck, 'est d'avoir précisément évité ces deux écueils par la discréon et la vérité de sa mise en scène. Film peu bavard, *Sans mour vous n'êtes rien* a sans doute bénéficié des leçons du éo-réalisme italien pour retrouver une certaine authenticité u cadre et pour éviter un jeu ou une présentation théâtral es personnages. Tous ces ouvriers italiens, et particulièrement Gérémio et son vieux compagnon, jouent avec un naturel et une sincérité rares. Léo Padovani, dans le rôle d'Anunziata, sait oublier toutes les recettes des stars tout en gardant le charme vrai d'une jeune femme du peuple amoureuse son mari et dévouée jusqu'à l'héroïsme à ce foyer qu'elle ut rendre digne de ceux dont elle a la charge.

Ce film n'est pas un film à thèse, il ne fait pas le procès capitalisme, il ne prêche pas un christianisme résigné; il conclut pas. Il rend sensible au cœur et à l'esprit les prolèmes de vie qui se posent à la classe ouvrière. Il met ceux i n'en ont qu'une idée abstraite devant la réalité de la ndition prolétarienne, il leur fait partager l'insécurité de la ouvrière, l'angoisse devant la perspective du chômage ujours menaçant.

t pourtant ce film n'est pas un film noir. Il n'est pas seulement un constat désespéré. Toute sa construction dramatique est le résultat d'une tension entre les difficultés de la vie otidienne (le titre anglais, *Give us this day, Donnez-nous ourd'hui...*, souligne la signification profondément chréne de cette revendication primordiale de conditions décentes d'existence) et l'aspiration profonde et consciente de tous personnages vers un amour dont le sens est exactement ui de la charité chrétienne. Chaque scène est animée par très haute conception du précepte : « Aimez-vous les uns autres », chaque personnage, une illustration de l'amour époux entre eux, de l'amour pour les compagnons de tra-, et c'est peut-être dans *Sans amour vous n'êtes rien* que trouve la plus juste et la plus sincère conception du rochain ».

on conformiste dans un tout autre sens, le film, *Planqué gré lui*, de John Ford, a surpris tous les participants du val de Locarno. On s'est habitué, après dix films de très

haute valeur, à considérer John Ford comme un réalisateur de films dramatiques. Or *Planqué malgré lui* est un des meilleurs films comiques de cet après-guerre. On hésite presque à écrire le mot « après-guerre » au moment où une nouvelle guerre commence, surtout à propos d'un film qui prend comme sujet comique la vie militaire et plus particulièrement celle d'un aviateur américain. On ne peut comparer ce film à l'italien, *Sept ans de malheur,* pour l'implacable et irrésistible satire du militarisme et du nationalisme. Il a été présenté en Amérique sous le titre *Le Front et l'Arrière* et pourrait être rapproché du *Miracle of Morgan's crak* pour sa peinture d'une petite ville américaine pendant la guerre. C'est en 1914-1918 que la France a connu l'héroïsme des anciens envoyant joyeusement les jeunes au front au son des orphéons municipaux. L'Amérique a découvert ces ardeurs guerrières tout récemment. John Ford a su faire un film tantôt ironique, tantôt humoristique, mais toujours d'une grande force comique, en racontant les aventures du premier engagé volontaire d'une petite ville américaine, que les insondables mystères de la vie militaire maintiennent contre son gré comme instructeur dans sa ville natale. Ce Bill Kruggs n'est pas un tire-au-flanc comme le Macario de *Sept ans de malheur,* son personnage n'est pas joué par un comique, mais par un acteur sympathique qui n'est pas sans rappeler Gary Grant ou Gary Cooper à leurs débuts, personnifications de l'Américain moyen souriant et bon garçon. Bill Kruggs est un bon soldat, il n'est jamais ridicule, ce sont les situations qui sont comiques. La satire porte sur l'absurdité de la guerre, les militaires ne sont pas pris à parti en tant que tels (comme dans le « comique troupier » français), ils sont comiques parce qu'ils servent cette absurdité fondamentale et à cause de la mécanisation qui en résulte.

Si le « *castigat ridendo mores* » pouvait s'appliquer à la vie des nations, *Planqué malgré lui* serait une incontestable contribution à la paix du monde. Hélas ! le comique ne tue pas la guerre. En riant comme on rit au film de John Ford espérons qu'au moins nous parviendrons à exorciser son ombre.

J.-P. CHARTIER.

Imp. AUBIN, LIGUGÉ (Vienne). *Le Gérant :* G. CHIFFLOT
D. L., 3e trimestre 1950. — Imprimeur, nº 531.
N.M.P.

# *Une année décisive*

*En ce mois d'octobre 1950, mois du redépart,* La Vie Intellectuelle *sait bien que cette année sera pour elle décisive. Pour son existence d'abord, car elle fera l'épreuve de ses possibilités de vivre*[1]. *Mais pour son travail également.*

*Elle a choisi de rappeler, ainsi que fait, par exemple, le premier article du présent fascicule, l'affirmation essentielle de la foi, mais face à une vue aussi exacte que possible des événements et de leur signification. De cet affrontement résultent, pour l'ensemble de ses rédacteurs, des prises de position qu'ils ne prétendent nullement imposer au nom de la foi catholique, mais qu'ils croient susceptibles de rallier un grand nombre, chrétiens ou non. On se contentera pour l'instant d'en tracer les grandes lignes.*

*La guerre de Corée touche à sa fin. Au contraire de ce qu'on pouvait craindre, le temps des vacances s'achève sans que la France soit en guerre ou envahie. Des hommes cependant, durant ces mois d'été, se sont entretués, des villes ont été détruites; mais le pire ne s'est pas produit, la guerre n'est pas devenue mondiale. Cependant la menace continue de peser. Le souci des Français est de la conjurer. Qu'ils ne se leurrent pas : leur possible n'est pas grand, mais, si faible qu'il soit, il serait coupable de le négliger. Le moyen d'action le plus effi-*

1. L'appel publié en tête des feuilles de publicité le démontre.

*cace sera-t-il de créer ou de signer des formules irré*
*préhensibles, laboricusement forgées? Ainsi naît la guerre*
*des manifestes.* La Vie Intellectuelle *pense que ces com*
*bats déclenchés « pour la paix » ou « pour la liberté »*
*n'aboutissent qu'à susciter les passions belliqueuses et à*
*aliéner les consciences. C'est à maintenir le goût de la*
*vérité qu'elle voudrait pour sa part contribuer. Du fatras*
*des informations mensuelles, retenir autant qu'il est pos*
*sible ce qui est exact, ensuite en dégager la signification.*
*Si l'on ne peut y parvenir pleinement, maintenir au*
*moins le désir de vérité afin que l'aveuglement suscité*
*par les positions prises* a priori *n'en vienne jamais à*
*faire prendre la guerre pour inévitable, à faire manquer*
*l'occasion d'un rapprochement. Le règlement du sort de*
*la Corée, l'admission de la Chine à l'O.N.U. seront peut-*
*être ces occasions. L'enjeu est trop sérieux pour que l'on*
*puisse compromettre tant soit peu la lucidité indispen-*
*sable par des déclarations qui soient des aliénations.*

*Le même esprit dictera aussi à la revue son attitude*
*sur le plan social : intérieurement, la guerre de Corée a*
*donné le coup de grâce aux dernières illusions. Le com-*
*munisme, soucieux d'abord de son unité internationale,*
*recherche encore des collaborateurs, mais qui devront*
*accepter pour leur action des buts fixés sans eux. Ainsi*
*s'est trouvée écartée la possibilité de grouper ceux qui*
*veulent une meilleure organisation du travail, une plus*
*juste répartition de ses fruits; de nombreux hommes re-*
*noncent à lutter pour ce qui est leur raison de vivre,*
*tandis que des intérêts, cachés ou affichés, profitent une*
*fois de plus de la crise internationale.*

*Pourtant des syndicalistes de la vieille tradition fran-*
*çaise, d'anciens communistes attachés à la liberté, des*
*socialistes impatients de voir leur parti inefficace, des*
*républicains populaires mécontents de voir l'aile droite*
*l'emporter dans leur Mouvement, d'autres encore, ne*
*peuvent renoncer à une organisation progressive du tra-*

*vail et cherchent seulement un centre de ralliement. La tâche est difficile, car les forces syndicales les plus vivantes sont sous l'influence du parti dont le mot d'ordre actuel est : « Politique d'abord. » Mais, une fois de plus, l'exacte attention à la vérité des faits, le refus de mépriser ce qui ne répond pas aux options* a priori *peuvent permettre de découvrir demain l'action qui n'est pas possible aujourd'hui. Coûte que coûte, il faut améliorer le travail, le loisir, la culture, en un mot la vie de chacun. L'homme, en notre temps, a-t-il perdu son pouvoir d'invention au point de se déclarer impuissant en ce domaine?* La Vie Intellectuelle *se refuse à le croire et appuiera tout effort pour dégager de la vérité des faits les lois actuelles d'une action et d'une recherche, la possibilité d'un regroupement des esprits progressifs et libres.*

*En dépit de son départ modeste, un tel but est peut-être trop ambitieux. L'atteindre, c'est concilier des vouloirs contradictoires, c'est, l'esprit fermement tendu vers ce que l'on se propose, garder cependant la liberté de s'informer même sur ce qu'au premier regard on voudrait combattre, et de trouver la solution aujourd'hui imprévisible que réclament les événements en cours. Une revue catholique pense que l'humanité ne triomphera pas de ces difficultés si des chrétiens ne maintiennent pas présente dans le monde la foi au Christ, seul médiateur des aspirations nécessaires et contradictoires, et par suite seul capable de confirmer la liberté en fixant le cœur et l'esprit. C'est pourquoi, appuyée fidèlement sur l'enseignement autorisé de l'Église,* La Vie Intellectuelle *s'appliquera à dégager, face aux questions posées par le monde, l'affirmation essentielle de la foi. Mais il est inutile d'y insister ici, puisque l'article suivant amorce déjà cet aspect capital de notre travail.*

V. I.

# LES CHRETIENS N'ONT-ILS RIEN A DIRE ?

Les chrétiens sont aujourd'hui interrogés comme ils ne le furent pas depuis longtemps, comme il ne le furent peut-être jamais. Aux Rencontres Internationales de Genève, par exemple, on a pu constater plus d'une fois combien l'assistance était attentive lorsque communistes ou chrétiens avaient à parler. L'attention redoublait quand la dispute s'établissait entre eux. Tout chrétien qui a pris part à une rencontre quelque peu vivante a fait expérience semblable : on attend du chrétien qu'il parle, et qu'il tienne un discours de chrétien.

Mais si le chrétien est interrogé, il s'interroge encore plus sur ce qu'il a à dire. Ce n'est pas que fort souvent des chrétiens ne prétendent élever la voix au nom de leur christianisme : certains, tout récemment, disaient leurs motifs religieux de signer l'appel de Stockholm, d'autres, depuis longtemps, prêchent la croisade, au besoin guerrière, pour défendre la civilisation chrétienne. L'intention est droite assurément, inspirée même en certains cas par une foi ardente, mais l'on voit trop bien qui de tels discours servent pour ne pas souhaiter que le nom chrétien n'y soit mêlé.

Le chrétien renoncera-t-il donc désormais à élever la voix pour aucune cause humaine ? Se réfugiera-t-il dans un domaine purement spirituel, et laissera-t-il le monde aller à son destin, se contentant de rappeler à ses frères les fins dernières auxquelles ils sont appelés comme lui ?

C'est bien pourtant un discours spirituel que l'on attend d'abord du chrétien. Un de mes amis, professeur, engagé à la fois par son enseignement et par son action, me l'écrivait ce mois-ci non sans quelque rage : « Mais qu'il nous donnent donc ce que tous les laïcs leur demandent, incroyants et croyants, un témoignage de spiritualité, de vie intérieure, des grandes synthèses théologiques, et, si possible, un peu de foi. » Oui, c'est le témoignage de la foi que l'on attend du chrétien; et si mon correspondant adressait son apostrophe aux prêtres et aux religieux, c'est tous les chrétiens qu'elle atteint. Dans notre monde en perdition, mais qui ne peut renoncer à l'espérance, on attend une parole de foi, d'une foi qui ne trompe pas. Mais on veut que cette parole résonne dans le monde, c'est-à-dire qu'elle soit proférée par des hommes ayant acquis une claire conscience des inquiétudes et des aspirations du monde où ils vivent, des hommes qui apportent, pour réponse à ceux qui les interrogent et qui sont dans l'angoisse, un message de salut.

On voit donc où se situe la recherche présente. On devine son ambition, mais aussi son humilité. Elle ne prétend pas à définir la Foi chrétienne : la Foi reste éternellement la même; et ce n'est pas à une revue de la définir. L'Église enseignante a reçu mission de garder le dépôt en son intégrité, et, par la grâce toute-puissante de Dieu, elle remplit sa charge. Il s'agit ici de l'écouter en pleine obéissance et de chercher avec opiniâtreté l'affirmation simple qui éclaire de l'intérieur cet enseignement et qui rendra intelligible à tous le message de salut. Or trop souvent nous nous perdons dans les détails sur la morale individuelle ou sociale, sur la multiplication des fêtes et des cérémonies, sur l'enseignement

de vérités particulières. Toutes ces précisions ont leur utilité; il ne s'agit pas de la nier. Mais il importe que les chrétiens, laïcs aussi bien que prêtres, répètent inlassablement la Vérité centrale qui les éclaire et les justifie : l'affirmation de foi qui donne son sens à tout le reste et répond à la question jaillie de l'angoisse présente.

Il faudra donc d'abord préciser la question qui se pose, et dégager ensuite la réponse qui ne peut venir que de la foi. Pareille recherche est délicate et ardue; elle ne peut trouver en un coup sa vérité. Aussi ne voudrait-on proposer ici qu'une première ébauche, afin qu'elle soit discutée, complétée, sinon par l'apport de tous, à tout le moins par celui d'un grand nombre. Un religieux parmi tant d'autres, un prêtre qui n'a pas eu la faveur d'être appelé au travail missionnaire qui bouleverse notre temps, vient apporter ici ses suggestions, afin que d'autres les complètent, les redressent, et que du dialogue sorte une vision plus claire de ce que nous avons à affirmer ensemble. En obéissance fidèle à l'enseignement de l'Église, dans l'attention en même temps aux progrès de l'apostolat et aux questions nouvelles posées par le monde, il proposera ce qui lui semble l'affirmation centrale de sa foi. Pour bien marquer ce qu'il peut y avoir de relatif, parce que trop personnel, en ce qu'il avance, il usera du « je », en toute autre occasion haïssable, avec l'espérance qu'à sa parole solitaire succédera la conversation aux voix multiples.

Or, si je prête attention à l'inquiétude que je sens autour de moi, je vois à sa source une menace qui, pour n'avoir pas été inconnue aux siècles passés, a pris en notre temps une ampleur démesurée : la menace de la mort. Après deux guerres mondiales, ce siècle s'englue

déjà en une troisième, qui n'assure d'être la dernière que dans la mesure où elle promet d'être totalement destructrice. La mort se présente maintenant comme universelle. La mort de l'individu, j'y étais depuis longtemps habitué. Je sais depuis ma naissance qu'un jour je devrai mourir. Mais depuis vingt ans, j'ai appris que la mort peut venir sans que j'aie accompli mon destin sur cette terre. Non seulement je suis appelé à mourir, mais ceux auxquels je devrais transmettre mon héritage sont menacés de mourir avant moi; le monde dans lequel je vis, la civilisation que j'aurais aimé perfectionner et enrichir sont eux-mêmes menacés de mort, et d'une mort totale. L'angoisse est même que les êtres qui échapperont à la destruction ne paient leur survie par un esclavage dont les romans les plus atroces publiés ces dernières années ne peuvent donner qu'une idée bien imparfaite.

Arrivé au milieu de la vie, je peux diviser les hommes qui m'entourent en jeunes et en vieux. Chez les uns comme chez les autres, je ne vois qu'inquiétude, désespoir. Les vieux ont connu cette Europe du début du siècle, qui avait bien ses misères et ses petitesses, mais qui croyait cependant avoir trouvé un statut humain de l'existence Des hommes à coup sûr souffraient encore d'inacceptables injustices, mais l'on espérait que des aménagements sociaux progressifs rendraient bientôt le monde habitable à tous. Tout au moins la liberté de chaque individu semblait-elle assurée : en France, la condamnation injuste d'un seul homme, Dreyfus, avait suffi à dresser un grand nombre pour que justice lui soit rendue. Et maintenant que voient ces mêmes hommes? Un plus grand souci de justice sociale, peut-être,

mais devant une telle misère que l'on se demande si e tout pays chacun pourra avoir quelque chose à manger. Quant à la liberté, comment s'indignerait-on encore de l condamnation d'un seul innocent, alors que tant de mil lions sont en prison ou en camp de concentration ?

Les jeunes ont moins de souvenirs heureux à rappe ler : ils regardent vers l'avenir. Ils ont à assurer leu vie, à fonder un foyer. Mais de cette guerre qui menac ou plutôt commence déjà, ils seront sûrement les victi mes, refuseraient-ils à en être les acteurs. Seront-ils tués ? mutilés ? déportés ? séparés de leurs femmes e de leurs enfants ? Toutes les hypothèses sont possibles et dans un avenir tout proche. Pourtant il faut travail ler, construire. Mais pour l'œuvre à faire, une seule vérité leur est certaine : leurs aînés n'ont rien à leur apprendre, si ce n'est la leçon que l'on peut tirer d'une expérience manquée. S'ils approchent de la trentaine ces jeunes ont déjà connu la guerre et la défaite. En France, ils ont peut-être appartenu à la Résistance. Cette immense espérance n'a laissé qu'une déception amère. Le découragement qui a suivi 1918 n'approche pas celui qui fait suite à 1944. Pour eux comme pour leurs aînés, ce milieu du siècle dégage une odeur de mort.

Comment douter de la Parole à faire entendre ? « Dieu, alors que nous étions morts du fait de nos chutes, nous a rendu la vie avec le Christ. Il nous a ressuscités avec lui. » C'est saint Paul, saint Jean, saint Pierre qu'il faut inlassablement répéter. « Dieu a tant aimé le monde qu'il a donné son Fils unique, afin que quiconque croit en lui ne périsse pas, mais ait la vie éternelle... Il est passé de la mort à la vie. » Je ne dois cesser de redire à chacun de mes frères que la Vie a

vaincu la mort et que ce qui est le plus cher à son cœur est déjà sauvé.

Mais la Vie ne triomphe que par Jésus-Christ, mort et ressuscité. « Et le salut n'est en aucun autre nom : car il n'y a pas sous le ciel un autre nom qui ait été donné aux hommes, par lequel nous devions être sauvés. » Accepter le moindre doute ou la moindre réserve sur ce point, sous le prétexte de ne pas rompre le dialogue, serait manquer à la vérité et à l'amour de mes frères. Si je dois ouvrir l'oreille à leurs interrogations, je ne peux leur répondre que par Jésus-Christ, par Jésus-Christ crucifié et ressuscité. Car si Jésus-Christ n'est pas ressuscité, mes discours, ma foi sont devenus vains.

Peut-être, cependant, ma réponse ne semblera-t-elle pas sans équivoque : ne s'est-elle pas placée à un autre plan que la question ? Ceux qui interrogent sont inquiets de leurs vies et de leurs cités terrestres. La vie que le Christ apporte et qui ne triomphe que par la mort et la résurrection arrache-t-elle aux menaces de guerres et de destructions ? Mais à force de vouloir fuir l'équivoque, je viderai ma foi de son attestation la plus précieuse, la plus irréfutable. Le cœur de l'homme est simple en son premier éveil; et s'il ne reconnaît pas avec lucidité ce vers quoi il se porte, il ne tend pas moins de toutes ses forces vers la vie, vers la vie qui ne cesse pas. C'est cette vie qui est promise : « Celui qui écoute ma Parole, a dit le Christ, a la vie éternelle; il est passé de la mort à la vie. » Que j'atteste donc aux hommes que la vie leur est offerte; c'est l'essentiel de ma foi. Ce qu'est cette vie, si elle se réalise dans le temps, et comment (et pourquoi n'aurait-elle pas quelque réalisation dans le temps ?), ou

si elle n'est possédée que dans un autre royaume, nous en discuterons après. D'abord, j'ai à attester qu'il ne tient qu'à chacun d'être, par la foi au Christ, un vivant.

Après, je ne refuserai pas de considérer l'infini qui sépare la réponse donnée par le Christ, de la demande qui lui est adressée. L'aveugle de naissance ne demandait que de voir de ses yeux charnels. Jésus lui accorda ce qu'il ne demandait qu'inconsciemment : la foi, mais lui rendit aussi la vue. Sa prière d'infirme avait obtenu une vision qu'elle n'osait demander. Pourquoi le Christ ne se servirait-il pas aujourd'hui des interrogations d'un monde aveugle pour le conduire à la vie divine que ce monde ne peut soupçonner, tout en lui accordant une vie terrestre par surcroît ? Dans l'angoisse de ce siècle, on interroge le chrétien comme un homme qui vit l'unique drame humain; n'est-ce pas le Christ, maître des événements et maître de l'histoire, qui a tout disposé pour que s'élève la question dont Il est la seule réponse ? Le peuple juif semblait aussi aux prises avec des conflits purement humains, avec des guerres qui opposaient le peuple d'Occident (alors l'Égypte) au peuple d'Orient (l'Assyrie), et c'est au cœur de ces conflits qu'il approfondit son attente d'un sauveur. En tous temps est montée de la terre la même plainte devant la mort. Si la plainte est devenue maintenant plus universelle, n'est-ce pas pour que le cri poussé vers le Christ soit plus intense que jamais ? Le mystère de Jésus-Christ fût-il d'un autre ordre que la question posée par la condition actuelle du monde, c'est de cette condition et de l'appel des hommes d'aujourd'hui que je partirai pour présenter le Christ. Et parce que la plainte est mêlée d'espoir et de folle ambition, peut-être trouverai-je, dans le décalage infini entre la question et la réponse, la certitude que

non seulement l'angoisse sera apaisée, mais que l'ambition aussi peut être satisfaite.

Si je reviens en effet sur la menace de mort qui pèse sur l'humanité, il m'apparaît bientôt que cette mort est son œuvre. C'est l'homme qui a détruit ses villes et ses pays; c'est lui qui s'emprisonne, se mutile, se tue. Mais dans sa détresse même se révèle sa nouvelle puissance. Si l'homme peut tant détruire, c'est que ses pouvoirs vont croissant. Ce qu'il a démoli fut l'œuvre patiente de siècles : il se sent aujourd'hui capable de le reconstruire en quelques années; et si le charme du passé ne peut être retrouvé, la construction de demain sera par contre mieux adaptée à la vie qu'il veut désormais mener. Le drame reste que la puissance de bâtir ne cesse d'alimenter la fureur de destruction. Inlassablement recommence la menace. Sa propre puissance est pour l'homme le plus grand danger. Par elle il est entraîné à se perdre et à se perdre sans rémission. On sait maintenant comment se ferme le cercle infernal : pour exercer son pouvoir, pour assurer et développer son empire, l'homme doit se regrouper, se hiérarchiser, s'encadrer, — et l'histoire des conquêtes de l'humanité devient l'histoire des tyrannies et des esclavages. A quoi conduit-elle ? On le voit dans les camps de concentration, et plus encore aux procès chargés d'aveux : nul n'est même plus assuré de mourir en rendant témoignage à la cause qu'il veut servir, si redoutable serait aux maîtres la menace d'une telle liberté. Mais la mort est plus intérieure encore; car, si nul n'est assuré de n'être pas victime, nul n'est assuré non plus de ne pas devenir bourreau. Il était facile, hier, d'accuser les nazis, comme il l'est aujourd'hui de dénoncer les staliniens ou les fabricants

de bombe atomique. Mais l'humanité ne se divise pas si aisément en coupables et en innocents : chacun, par son égoïsme ou par sa lâcheté, est enveloppé dans la commune responsabilité; et il faut avoir la veulerie de ne vouloir rien faire pour n'avoir jamais senti monter en son cœur les sentiments de haine, prometteurs de mort. C'est de lui-même que l'homme doit être d'abord sauvé. De lui-même et de l'esprit du mal que chacun devine rôdant. L'existence de Satan est aujourd'hui la moins contestée...

Mais « si Dieu est pour nous, qui sera contre nous? Celui qui n'a pas épargné son propre Fils, qui l'a donné pour nous tous, comment pourrait-il ne pas donner toutes choses avec lui? Contre des gens que Dieu a élus, qui se portera accusateur?... Oui, je suis assuré que ni mort ni vie, ni anges ni dominations, ni choses présentes ni choses futures, ni puissances, ni hauteur, ni profondeur, ni rien de créé ne pourra nous séparer de l'amour de Dieu qui est dans le Christ Jésus, Notre-Seigneur ». Jésus-Christ apporte à chacun la force de n'être pas bourreau. Il dépend de chacun d'accepter cette grâce, qui est l'essentiel. Il ne tient qu'à nous, en dépit de ce que nous pourrons dire et de ce que nous pourrons paraître, de porter par Jésus-Christ, ne fût-ce que dans notre mort, un témoignage qui sera entendu au moins de Dieu. L'ennemi qui menace notre être au plus intime est déjà vaincu.

Mais le Christ n'apporte pas seulement cette ultime possibilité (qui reste le plus grand don) d'être fidèle à son idéal, ne fût-ce qu'en mourant. Lui seul peut sauver l'espoir et l'ambition que l'homme d'aujourd'hui sent irrésistiblement monter en lui. S'il est vrai que la me-

nace croissante de la mort vient de la croissance des pouvoirs humains, ce serait un étrange remède que de supprimer la menace en détruisant cette puissance. Le Christ n'apporte pas le salut dans une déchéance. Pour mieux saisir le don du Christ, auquel je dois rendre témoignage, j'essaierai de pénétrer plus avant dans les conquêtes de l'homme qui semblent le menacer.

Or, pour exprimer le sentiment qu'il éprouve devant ses possibilités accrues, l'homme ne trouve pas de mot plus adapté que celui de « créateur ». C'est là un truisme qui peut s'exprimer en affirmations devenues banales : l'humanité achève de prendre possession de la terre, et se prépare à la conquête de l'univers; elle y parvient par des outils qu'elle ne cesse d'inventer, de fabriquer, de perfectionner. Elle voit aujourd'hui succéder à un mode d'action déjà puissant, un autre infiniment plus puissant. La succession est si rapide d'un monde à l'autre, que chacun prévoit d'autres univers bientôt inventés, créés par nos neveux. La boule terrestre continuera à porter les pieds de l'homme, mais celui-ci la façonne désormais à son gré.

Ce pouvoir créateur se manifeste aussi intérieur à l'homme que se manifestait tout à l'heure son pouvoir de destruction. L'homme porte en lui les modèles des mondes qu'il veut enfanter, et ces modèles sont son œuvre. Il ne cesse de créer de nouveaux outils de pensée, qu'il n'a pas seulement à découvrir, mais à fabriquer. Des vérités nouvelles en naissent en réponse aux interrogations nouvelles qu'il a pu ainsi formuler. Derrière le monde des réalités visibles se révèle ainsi un autre plus mystérieux, plus réel aussi puisque plus efficace, dont la vérité n'existerait pas si l'homme ne l'avait mise au jour. Façonnant la terre, l'homme donne à son intel-

ligence des expansions jusqu'alors inconnues. Entre les nouveautés qu'il amène à la lumière, il choisit celles auxquelles il veut donner croissance, et entre tant de biens qu'il suscite, il fixe ceux auxquels il entend donner valeur. L'homme crée des valeurs nouvelles. Il en fut ainsi dès qu'il commença à bâtir des cités, à créer des civilisations, mais aujourd'hui l'enfantement en est devenu plus rapide; devant des possibilités plus nombreuses l'homme est plus à même de faire son choix. A la croisée de tant de chemins, il en vient à fixer son destin, et à le fixer par une nouvelle création.

Que le chrétien se réjouisse donc de voir l'homme élever de telles prétentions, j'entends le chrétien qui a reçu par la foi mission d'apprendre aux hommes à être enfants de Dieu. Car au début de la Genèse, Dieu dit à l'homme : « Croissez et multipliez-vous. » Pourquoi cette croissance ne concernerait-elle que ce qui est matériel et extérieur à l'homme? Pourquoi ne viserait-elle pas ce qui est intérieur et spirituel? Dieu a eu l'ambition de créer des hommes à son image et à sa ressemblance, créateurs donc en quelque façon à sa ressemblance. Et si l'homme s'est rendu par sa faute incapable d'exercer le pouvoir qui lui avait été donné, il retrouve en Jésus-Christ mort et ressuscité l'originelle puissance, et bien au delà, devenu enfant de Dieu, mis en communion d'Esprit avec le Père, appelé à régner à la fin des Temps, avec lui, le Christ, sur la terre et sur les cieux renouvelés. L'homme n'osait en demander tant; mais c'est ce décalage infini entre la recherche de l'homme et la réponse du Christ qui restitue à l'homme la totalité de son pouvoir créateur. Tout à l'heure je me demandais s'il n'y avait pas équivoque entre la vie que l'homme souhaitait et la vie que le Christ apporte. Oui, il y a,

par bonheur, équivoque : en apportant à l'homme infiniment plus que celui-ci ne demande, le Christ rend de surcroît l'homme capable de découvrir et de réaliser librement ce qu'il cherchait. Car la vie apportée par la mort et la résurrection du Christ, en introduisant l'homme dans l'intimité de la Vérité et du Bien subsistants, empêche l'homme de céder à l'idolâtrie des idées de sa raison. Elle ne le détourne pas du travail nécessaire, mais l'empêche de s'arrêter aux œuvres déjà faites et maintient dans sa pensée l'élan qui fait sa vie.

Ce n'est donc pas en détruisant les pouvoirs qui sont en l'homme que Jésus-Christ vient le sauver de la mort dont ceux-ci le menacent. Il rappelle que ces pouvoirs sont destructeurs s'ils ne sont pas ordonnés à la connaissance et à l'amour du Père et à la connaissance et à l'amour des hommes devenus par le sang du Christ enfants du même Dieu. Jésus-Christ, en assurant notre puissance, nous sauve de la griserie qui amène l'homme à méconnaître la grandeur inamissible qui est en chacun de ses frères. Jésus-Christ, seul, révèle le sacrilège et convainc du crime qu'il y a à traiter un seul homme comme une machine ou même comme un esclave. Car pour triompher de toute tyrannie, il ne suffit pas de découvrir, en un jour de réflexion à notre table, la grandeur de l'homme; cette conviction doit nous pénétrer aux heures du travail et à celles du plaisir, aux jours de guerre et devant le peloton d'exécution, plus encore, sous la torture, comme au sommet de la puissance la plus enivrante. Seules la mort du Fils de Dieu et sa résurrection me tiendront le langage qui peut être toujours entendu, toujours compris; seules elles me diront avec assez de force que le plus misérable et le plus déshérité, celui même à l'égard duquel je me jugerais le plus en

droit d'être exigeant et dur, est, comme moi, enfant de Dieu. En même temps qu'il m'assure de mon triomphe sur le Mal, qu'il maintient par la foi, l'élan de la pensée vers une conquête toujours plus parfaite, Jésus-Christ m'oblige à l'égard de mes frères au respect et à l'amour qu'aucun désir de puissance ne donne le droit de violer.

Le filial et fier attachement que le chrétien porte à son Église vient de ce que cette Église, fondée par Jésus-Christ, a pour raison d'être de maintenir dans le monde la foi en Jésus-Christ, qui est le Seigneur : son enseignement, aux aspects multiples, prend sa source et sa justification dans cette foi. Ce n'est pas seulement l'enseignement, mais encore la vie de l'Église qui doit être un témoignage en notre temps; l'homme découvre en effet qu'il ne marche pas vers la vérité et vers la justice en solitaire, mais dans une étroite dépendance envers des communautés, auxquelles il prétend refuser cependant le droit de porter atteinte à son élan le plus personnel. L'Église concilie ces aspirations pourtant contradictoires, et maintient au cœur du chrétien le vouloir de leur conciliation. Mais elle ne le fait que parce qu'elle est fondée sur la foi en Jésus-Christ. Pour donc que cette conciliation éclate à tous les yeux, plus encore pour que le chrétien soit véritablement chrétien, et vive en vérité de l'obéissance et de la liberté, d'une vie « personnaliste et communautaire », comme disait notre grand Mounier, il faut qu'il rappelle et se rappelle sans cesse l'affirmation essentielle qui commande toutes les autres : la foi en Jésus-Christ, par laquelle l'Église affirme sa sainteté et chaque homme prend sa grandeur.

Du coup, le chrétien rétablit l'ordre nécessaire, et par ce redressement permet à l'homme de se dépasser lui-

même et d'enfanter de nouveaux mondes et une nouvelle humanité. Car, notre siècle est précisément entre deux mondes, entre deux humanités. Mais dans ce passage, l'homme redoute (et il a de fortes raisons de redouter) de quitter la voie droite et de sombrer dans le néant. Jésus-Christ apporte à l'homme de fixer par la foi son esprit dans la Vie, et, ainsi assuré, de poursuivre ses recherches d'ordres humains nouveaux pour des pouvoirs accrus. La fonction du chrétien est donc claire : maintenir par la foi, la Vie dans le monde, afin de permettre à tout homme de n'être ni bourreau, ni éternellement victime, et par surcroît de procurer la possibilité de préparer dans la paix la vie terrestre de demain. Travaillant avec ses frères, il aidera à découvrir les voies d'accès d'un monde nouveau, vers lequel chacun aspire, mais que beaucoup trop désespèrent d'atteindre. « La nature entière gémit et souffre, en tous les êtres qui la composent, les douleurs de l'enfantement. » Jamais cette affirmation n'avait été si clairement compréhensible. Il dépend de la manifestation des fils de Dieu, vivant en ce siècle, que ces douleurs soient pour la vie. De la victoire définitive, pour l'éternité, ils sont pleinement assurés. Mais peut-être dépend-il aussi d'eux que leur siècle triomphe de ses angoisses et réalise ses aspirations. Cela s'est vu plusieurs fois depuis deux mille ans. Pourquoi la victoire ne répondrait-elle pas une fois de plus à leurs efforts ? Dans tous les cas, le chrétien sait qu'il ne peut prétendre à la gloire promise pour la fin des temps, s'il ne peine pas avec le monde où il vit : « Allez loin de moi, maudits, car j'ai eu faim et vous ne m'avez pas donné à manger; j'ai eu soif et vous ne m'avez pas donné à boire... »

Dans un monde menacé de mort, et qui aspire cependant à vivre, les chrétiens ont donc à maintenir la foi en Jésus-Christ mort et ressuscité. Au primat de cette confession je ne puis renoncer. Mais l'ai-je exprimé en un langage clair et fort? N'ai-je pas nécessairement une intelligence déficiente du mystère de Jésus-Christ? J'ai pour guide, il est vrai, une Église qui me précise infailliblement le sens de la Révélation. Mais pour atteindre à l'intelligence plénière de la foi dont le Christ lui a confié le dépôt, je ne peux me contenter de mon seul effort toujours trop pauvre; il faut reprendre inlassablement le dialogue avec tous ceux qui ont soif de connaître le Christ, et d'abord avec les frères qui reçoivent comme moi, avec fidélité, l'enseignement catholique, quelle que soit leur nation, quelle que soit leur tendance.

Rien ne prépare à ce dialogue comme la décision de ne rien préférer à l'affirmation simple et brutale que Jésus-Christ est mort et ressuscité pour que dans un même esprit nous entrions en communion avec le Père. Nées d'habitudes différentes, de connaissances différentes, de cultures différentes, les idées purement humaines ne feraient qu'opposer les hommes partis des divers points de l'horizon pour rencontrer le Christ. Pense-t-on que l'Américain et l'Espagnol, l'Anglais et l'Italien, l'Allemand et le Polonais, le Russe et le Chinois, fussent-ils tous catholiques, se font de la liberté de l'homme et de sa pensée la même représentation, et par suite que l'ouverture de l'âme à la foi chrétienne soit entrevue par eux tous de la même façon? Les derniers conflits (et les conflits qui s'annoncent déjà) nous ont douloureusement divisés. Les blessures sont grandes, les incompréhensions accrues, même entre alliés de la veille.

Comment reprendre le dialogue sur un plan purement humain ?

Cessons donc de préférer les moyens par lesquels nous espérons incarner la Vérité dont nous sommes porteurs à l'affirmation de Jésus-Christ mort et ressuscité. Que le souci de la « civilisation » ou l'attention au « mouvement de l'histoire » ne l'emporte jamais sur l'affirmation première de notre foi. Ces préoccupations sont légitimes et même urgentes; et chacun, par instinct, goût ou vocation, choisit la sienne comme j'ai fait pour ma part mon choix. Mais si je donne le pas à un souci humain sur la présentation de Jésus-Christ, mon témoignage perdra l'équilibre que l'on attend d'un langage purement chrétien. Au contraire, plus je voudrai être d'abord le fidèle témoin de la mort et de la résurrection du Christ, mieux j'apprendrai à compléter mon insuffisance personnelle par l'apport de mes frères. Dans un monde en quête d'équilibre, je travaillerai au maintien de la totalité des valeurs humaines, parce que j'aurai appris à « tout rassembler sous un chef unique, dans le Christ, ce qui est au ciel et ce qui est sur la terre ».

Que le témoignage alors soit rendu avec cette violence que le Christ exigeait de ceux qui veulent ravir le Royaume des cieux. Des apôtres, surtout des apôtres du monde ouvrier l'ont retrouvé en notre temps. L'effort doit être prolongé sur le plan de la réflexion. Que nous sommes timides, nous qui disposons de la force de Dieu et qui hésitons à être accueillants aux conquêtes de l'homme, nous qui ne savons pas répéter à temps et à contre-temps que ces conquêtes ne peuvent conduire l'homme qu'à sa perte s'il méconnaît ou ignore la mort et la résurrection de Jésus-Christ.

A.-J. MAYDIEU.

# L'EUROPE A NE PAS FAIRE

*On parle beaucoup de faire l'Europe, et avec raison. Cet article ne va pas contre un si louable projet. Il le sert au contraire, en disant quelle Europe il ne faut pas faire, et pourquoi.*

Lorsque M. Robert Schuman lança la proposition désormais historique de réunir sous une même autorité les métallurgies française et allemande, il y eut dans l'opinion mondiale un étrange remous.

Tout le monde s'accorda à voir dans cette initiative un acte d'une importance extrême, le plus considérable peut-être qui se fut produit depuis la fin de la guerre. On ne douta point qu'il ne représentât vraiment toute la pensée de notre pays et l'on s'émerveilla même de voir la France prendre ainsi avec audace la tête de la politique européenne. L'Amérique accorda son approbation, un peu surprise de voir émaner de ces décevants Français une suggestion aussi constructive; l'Allemagne fut enthousiaste... Restait la France.

Il apparut bientôt que la France était loin d'être unanime. Sans doute n'entendait-on guère d'opposition bruyante et avouée en dehors de celle des communistes. Mais pour ces derniers il y avait longtemps déjà qu'ils s'opposaient à tout ce qui sortait de la ligne de l'adhésion totale à la Russie soviétique et leur attitude ne pou-

vait produire une forte impression. Plus grave sans doute était le fait que bien des approbations comportaient des réticences et ne semblaient données que par soin de politesse et du bout des lèvres. A mesure que le projet de M. Schuman semblait entrer dans la voie de la réalisation, les difficultés rencontrées par le ministère devant le parlement se faisaient plus nombreuses et plus âpres, si bien que le vote hostile de l'Assemblée survenu le 24 juin 1950 apparaissait comme un inéluctable dénouement. Dès lors une question se pose : pourquoi une telle attitude de la part du parlement ? avait-il mis si peu d'empressement à informer de ses intentions le parlement et le pays ? Telle est la question à laquelle nous voudrions essayer de répondre.

Telle est la question à laquelle nous voudrions essayer de répondre.

*Le Saint-Empire romain germanique.*

On ne saurait nier que l'idée d'une fédération européene ne pose à la France un problème tout à fait particulier et des plus délicats. Il est vrai sans doute que cette idée n'est pas neuve. On peut dire que l'Europe est née à partir du moment où, dans la décomposition de l'Empire romain, l'unité du monde méditerranéen s'est trouvée brisée et où la papauté, se détournant du César byzantin, son ancien et exigeant protecteur, demandait appui contre l'envahisseur lombard au maître du royaume franc, Pépin.

Par l'ouverture, à travers les cols des Alpes et le long de la vallée du Rhin, de relations régulières entre l'Italie et le monde germanique se réalisait l'union en un même milieu économique et culturel des deux domaines si longtemps distincts de la Méditerranée et de

la mer du Nord. Cette unité d'abord réalisée de fait au sein du royaume franc, était bientôt proclamée en droit par la restauration au profit de Charlemagne de l'Empire romain. Empire tout nouveau, rétabli et proclamé par le pape, attribué à un Franc, c'est-à-dire à un Germain, et pour cela dénommé Saint-Empire romain germanique.

Sans doute bien des Français seront-ils surpris de voir à cette occasion exhumer toutes ces vieilleries du fond de la poussière des livres classiques et se demanderont-ils quels rapports elles peuvent bien avoir avec les brûlants problèmes d'aujourd'hui. Nous touchons ici à un des plus graves défauts de notre culture traditionnelle.

Sachons bien, en effet, que tous ces vieux récits, pour tant d'entre nous si dénués de portée, vivent dans l'esprit de nos voisins, et des Allemands plus que de tous les autres. Et peu importe que ce soit de façon exacte ou légendaire, l'essentiel est que des peuples se situent d'instinct eux-mêmes et qu'ils situent aussi les tâches qu'ils se donnent dans un développement continu, l'essentiel est que, sous forme de mythe ou sous forme de connaissance scientifique, l'histoire dirige toute leur action.

Et c'est pourquoi on ne saurait parler d'Europe en négligeant la tradition du Saint-Empire, en oubliant que pendant plus d'un millénaire, de Charlemagne, qui lui donna la vie, à Napoléon, qui le fit périr sous ses coups, le Saint-Empire fut aux yeux des Européens, par-dessus les divisions, les querelles dynastiques et les guerres intestines, le symbole de l'unité et qu'aujourd'hui encore, dans la plus grande partie de ce continent, faire l'unité européenne ce n'est pas ébaucher dans je ne sais quelle cité intemporelle et interplanétaire une construction juri-

dique harmonieuse et pure, c'est avant tout faire revivre le Saint-Empire.

Le Saint-Empire, s'il faut encore le répéter, avait un fondement religieux. Il avait été établi pour maintenir dans le monde chrétien l'ordre et la paix et à lui était attaché de façon indissoluble la notion de chrétienté. Religieux était-il aussi, parce que c'est l'Église qui en avait conçu l'idée, que c'était elle par l'action du pape qui en avait désigné le premier chef et que toujours, depuis, elle s'était prétendue en droit de donner ou de retirer, avec la couronne, la fonction suprême d'empereur. Aussi (et il y a là un redoutable avertissement) ces premiers siècles du Saint-Empire furent-ils pleins du fracas de la lutte entre papes et empereurs et le protestantisme luthérien fut-il en Allemagne (entre beaucoup d'autres choses) aussi le désir d'avoir une existence nationale, de vivre enfin pour soi et d'échapper à cette charge écrasante d'assurer sous l'étroite tutelle romaine le service constant de la chrétienté.

Mais au moment même de cette grande déchirure, l'Empire prenait une face nouvelle. D'institution, il devenait parti et se liait plus étroitement que jamais à l'Église. Par l'élection de Charles-Quint il tombait en effet définitivement et jusqu'à sa destruction aux mains de la maison de Habsbourg, si bien que l'idée impériale devint longtemps comme un héritage de famille de cette maison. D'origine allemande sans doute, les Habsbourg allaient devenir en quelque sorte « supra-nationaux », régnant à Vienne et à Madrid, mais groupant sous leur autorité, avec des Espagnols et des Allemands, des hommes de toute langue (Italiens, Flamands, Tchèques, et, ne l'oublions pas, *Français* : qu'on songe au rôle du Franc-Comtois cardinal de Granvelle et qu'on se rap-

pelle que Charles-Quint eut pour langue maternelle l
français). Maîtres de l'Italie, tenant par là le Saint
Siège à leur discrétion, ils pouvaient sans inconvénien
se montrer les fils soumis des papes et, dans la confusio
de leur cause avec celle de l'Église, trouver honneur e
profit. La Compagnie de Jésus enfin, fondée par u
Espagnol, puissante dans tous les pays soumis au
Habsbourg, tirant de ces pays tous ses supérieurs géné
raux (il n'y eut jamais, on le sait, de général des jésuite
français), fit toujours sentir dans la politique des Habs
bourg une influence vigoureuse et toujours elle soutin
ses efforts pour reconstituer une Europe une et catho
lique, en particulier lors de la guerre de Trente ans.

Or c'est un fait que ces efforts ont échoué et que d
cet échec le responsable principal est la France. Il n'es
pas exagéré de dire que la résistance à l'Europe a été
jusqu'ici le fond même de notre histoire. Nos rois dès
le début ont refusé la suzeraineté impériale. « Le roi d
France est empereur en son royaume », disaient les vieux
légistes.

Position toujours maintenue depuis avec une énergie
inflexible, soit en face des papes par le pieux saint Louis
lui-même, comme par Philippe le Bel (on sait du reste
avec quelle brutalité), soit en face des empereurs. Plus
tard, c'est l'interminable lutte des maisons de France e
d'Autriche, c'est François Ier tenant tête à Charles
Quint dans le long duel où s'est écoulée sa vie; c'es
Henri IV gardant à la fois à la nation son indépendance
et sa foi traditionnelle, ouvrant ainsi le chemin qu
Richelieu devait pleinement parcourir.

*Les deux tendances françaises*

Leur tâche ne fut pas facile. En face des protestants

il existait en effet un parti « ultramontain » apportant au service de l'Église une passion humaine et quasi partisane, voyant en elle un pouvoir non seulement religieux, mais encore humain et prêt à la servir par des moyens politiques, par la victoire des Habsbourg et la réalisation à leur profit de l'unité européenne. Parti ancien, plus ancien sans doute que la Ligue et en tous cas bien plus durable. C'est lui qu'on retrouve dans ce « parti dévot » qui donna tant de tablature à Richelieu dans tout son ministère et qui, sous le couvert de la Fronde, mena la vie si rude à Mazarin. Pour lui la politique de Richelieu était voisine de la trahison de la foi et les traités de Westphalie équivalaient à une défaite.

Ainsi voit-on se poursuivre, tout au long de notre histoire, la lutte entre ces deux tendances, l'une tournée avant tout à réaliser la chrétienté et prête à y faire entrer la France, fût-ce au prix de la souveraineté nationale, l'autre, au contraire, voyant dans la France une culture protégée par l'État, une véritable adaptation à la vie concrète, de l'idéal chrétien proposé par l'Église et nécessairement incomplet, puisqu'il vaut pour tous les temps et tous les pays, et que le chrétien est toujours d'un pays et d'un temps. La France apparaît dès lors comme un style de vie, sanctifié en quelque sorte par l'action de saint Louis et de Jeanne d'Arc et ne pouvant exister que par la protection de son État; il importe donc que cet État soit libre et échappe à toute menace d'assujettissement, même ecclésiastique.

De ces deux tendances est-il nécessaire de dire que la seconde l'a emporté, au point d'être vraiment devenue nationale? C'est un fait que la France n'a guère de tradition européenne. Toujours elle a songé à s'affirmer elle-même et non à gouverner le continent. Louis XIV

lui-même, au faîte de sa puissance, put être impérieux, voire brutal. Il n'en agit pas moins en roi, non en empereur, cherchant à agrandir son domaine, à faire son pré « carré ».

Napoléon sans doute alla plus loin, mais dans la mesure même où il poursuivit le rêve impérial, il s'écartait de la tradition française au point bientôt de ne plus être compris par la nation. Encore aujourd'hui sa prodigieuse carrière apparaît aux Français comme une brillante parenthèse au cours de leur histoire, aventure passionnante à contempler, mais où on ne se sent pas engagé soi-même et dont l'échec n'est pas l'échec même de notre vie.

A qui jette sur le passé national un regard d'ensemble, il apparaîtra sans doute que l'idée d'Europe est aux yeux des Français une idée neuve, un peu quarante-huitarde, à la fois généreuse et utopique, bon sujet de travail pour les orateurs et les professeurs de droit international, mais où la masse du peuple ne se sent point engagée par le cœur et par le sang, où elle ne voit pas la grande tâche nationale à réaliser, le terme des aspirations séculaires qu'on est engagé d'honneur à atteindre, fût-ce au prix des plus rudes efforts.

### *L'Europe, œuvre difficile.*

Cela est grave parce qu'il faut bien savoir que l'unité européenne est une œuvre difficile, qu'on ne l'obtiendra pas seulement par des paroles et qu'elle n'ira pas sans lourds sacrifices pour tous ses membres et en particulier pour notre pays. Voilà plusieurs siècles en effet que la France a pris conscience d'être riche et que son peuple s'est habitué peu à peu, dans des couches toujours plus

profondes, à vivre largement. Richesse d'ailleurs fort singulière qui n'est pas, comme à Rome ou dans l'Espagne du XVI^e^ siècle, fondée sur le pillage des trésors des vaincus, ni comme en Flandre au moyen âge, ou en Angleterre il y a deux cents ans, le produit de l'industrie et de l'exploitation; ni enfin comme jadis à Carthage, à Florence ou à Venise, comme aujourd'hui aux Pays-Bas ou en Suisse, établie sur une activité d'intermédiaire commerçant ou de banquier. Elle s'est au contraire édifiée lentement sur la culture d'une terre étendue et riche, sur l'épargne d'une population nombreuse et laborieuse et sur l'accumulation poursuivie de génération en génération, se manifestant moins encore par le luxe d'une cour brillante et par l'éclat parisien que par l'aisance d'une classe moyenne toujours plus étendue, la modération du rythme du travail, le plaisir de la conversation et de la bonne chère. De tout cela est résultée une civilisation originale, un style de vie où la nation a mis non seulement son plaisir, mais encore son honneur, qu'elle n'abandonnerait que sous la contrainte et avec l'impression de subir une humiliante déchéance.

Or, c'est tout cela qui est aujourd'hui menacé. Et non pas seulement par l'invasion des formes de vie, des techniques, de l'outillage américain. On parle en effet d'opposer à cette invasion l'union européenne. Mais il est certaine conception technocratique de l'Europe, tendue tout entière vers la production d'objets fabriqués en grande série et par grandes masses, vers leur écoulement par la suppression entre les divers marchés de toute différence de goût et d'humeur, bref de toute originalité, qui amène directement à détruire le style de vie cher aux Français d'aujourd'hui.

Il faut en effet avoir le courage de le reconnaître,

notre culture traditionnelle, héritière de Rome plus encore que de la Grèce, a toujours eu pour faiblesse essentielle de se désintéresser du travail sous son double aspect d'effort humain et de production. Rome n'était guère industrieuse, « gouverner et dominer les peuples », telle était la vocation que lui reconnaissait le poète. C'est sa tradition qui, plus que toute autre cause, a contribué à faire de nous un peuple de paysans et de rentiers, vivant de plus en plus de son acquis.

L'unité européenne économique serait en l'état actuel des choses l'immigration d'ouvriers italiens ou allemands qui seraient pour les nôtres de rudes concurrents, ce serait aussi l'entrée en France de produits étrangers, agricoles tels que les vins ou fruits d'Italie, industriels tels que les machines outils ou les produits chimiques d'Allemagne, si bien que le niveau de vie français et le rythme du travail devraient être profondément modifiés. Les auteurs du plan Schuman n'avaient d'ailleurs pas caché que son application amènerait la fermeture en France de nombre de mines ou d'établissements métallurgiques. Ils avaient aussi prévu l'ouverture aux industries étrangères du marché de l'Union française, belle dot apportée par la France à son entrée dans l'Europe unie, mais à laquelle nos voisins seraient en peine de trouver une compensation.

*La France doit y être préparée.*

Loin de nous la pensée de rejeter ici l'union européenne. Nous pensons, au contraire, qu'elle est inévitable et que dès lors mieux vaut la faire soi-même que de la laisser faire par d'autres et contre les intérêts français. Mais nous pensons aussi que le meilleur moyen de la

réaliser n'est pas d'en cacher les difficultés sous de belles phrases et d'y mener à l'aveuglette le peuple français. Il convient au contraire de le prévenir, de lui montrer que derrière les sacrifices immédiats (à la vérité plus lourds pour notre pays que pour ses partenaires) il y a des profits lointains mais réels, et surtout de lui donner l'assurance que les dangers ont été vus, que des mesures sont décidées pour y parer, bref que la France ne jouera pas dans l'affaire un rôle de dupe et que ses chefs sauront remplir le devoir qui leur incombe et qui est d'être d'abord les défenseurs de leur peuple.

Faute de cette prudence, on s'exposerait dès les premiers déboires (et il y en aura; qui pourrait en douter?) à voir les intérêts lésés se coaliser en un puissant mouvement démagogique et agiter bien haut le drapeau de la nation trahie. Dans un pays où la tradition protectionniste est séculaire, dans les foules paysannes surtout, un tel sursaut pourrait avoir quelque chose d'irrésistible et il ne faut jamais en perdre de vue le danger.

L'union européenne en effet met en cause des masses humaines trop nombreuses pour être une simple institution juridique, résultat des délibérations et des contrats de quelques spécialistes même dûment pourvus de mandats réguliers. Comme toutes les grandes créations politiques, elle doit être attendue, attirée même par la confiance et le désir des peuples et naître enfin dans un grand élan d'enthousiasme. Ne nous y trompons point, cette souveraineté nationale, qu'il s'agit aujourd'hui de sacrifier, ce n'est autre chose que l'indépendance de la patrie, cette liberté française pour laquelle, de Jeanne d'Arc à Henri IV, de la Révolution à la Libération, tant d'hommes ont offert leur vie. Et nous ne disons pas que ce sacrifice ne puisse pas un jour devenir nécessaire,

nous disons seulement qu'il ne peut valablement être décidé que par le peuple lui-même, en pleine connaissance de cause. C'est ainsi qu'à la fête de la Fédération du 14 juillet 1790, les délégués de la France entière, au terme d'un mouvement unanime de plus d'un an, ratifièrent l'abandon décidé à la nuit du 4 août de tous les privilèges provinciaux.

Sommes-nous à la veille d'une nuit du 4 août européenne ? Devant cette question immense et pour eux si soudaine, les peuples hésitent et tergiversent. Comment s'en étonner ? Les provinces de France en 1789 n'avaient à abandonner que quelques usages locaux, quelques avantages en matière fiscale; leurs vraies possibilités de développement, leur vraie culture étaient en France. La grande figure de la France était devant elles avec tous ses traits distinctifs. Elles savaient ce qu'elles pouvaient en attendre. Et en venant s'y fondre, elles se retrouvaient elles-mêmes. Ainsi que l'a dit Mistral en paroles immortelles :

> Comme au Rhône va la Durance
> Le gai royaume de Provence
> Dans le sein de la France à la fin s'endormit.

### *L'Europe et la France aujourd'hui*

Mais l'Europe d'aujourd'hui qu'est-elle ? Que réserve-t-elle à ceux qui viendront y perdre leur personnalité ? Les diverses cultures des peuples européens ont acquis aujourd'hui une forme si définie et si précise qu'il serait vain d'en attendre une synthèse. On peut pétrir ensemble des boules de terre glaise, on ne fond pas en un seul des diamants taillés.

A l'intérieur d'un seul et même cadre économique et

juridique, verrait-on naître et s'exaspérer la concurrence des cultures, soudain mises en contact étroit, verrait-on s'étendre les unes et les autres dépérir? Ce problème redoutable que la Suisse jusqu'à présent a su résoudre et qui divise la Belgique, cette épreuve où la monarchie des Habsbourg a trouvé sa ruine, les verrons-nous renaître étendus aux dimensions du continent?

Souvenons-nous qu'en ce cas la situation de la France différerait de celle de presque tous les autres pays d'Europe. Chez presque tous, en effet, l'histoire a eu pour résultat que l'appareil d'État est quasi extérieur à la nation. Ils ont vu se succéder sur leur sol des pouvoirs plus ou moins réguliers sans doute, mais pourtant sentis comme étrangers. La Belgique a vu passer ainsi Bourguignons, Espagnols, Autrichiens, Français ou Hollandais. L'Italie a vu sans se troubler venir et s'en retourner la maison de Savoie. Il en va tout autrement pour la France.

La France, en effet, est d'abord un État. C'est l'action persévérante de ses rois qui lui a donné son être et sa forme. C'est l'État qui consciemment a façonné sa langue et sa culture depuis François Ier, fondateur du collège de France, jusqu'à Richelieu, fondateur de l'Académie, à Louis XIV inspirateur de son siècle et à Napoléon créateur de l'Université. C'est lui qui a donné à notre civilisation son style, si bien qu'être français, c'est participer à l'héritage accumulé par l'État et sous sa protection. On peut concevoir une culture allemande ou italienne subsistant sans cet État en l'absence de qui elles sont nées. On se demande ce qui adviendrait en ce cas de la culture française et jusqu'à quel point la perte de l'État n'infligerait pas à chacun de nous une cruelle diminution, jusqu'à quel point il ne se trouverait pas,

en perdant la France, privé de tout un passé qui lui deviendrait désormais inintelligible.

Aussi faut-il prendre garde aux paroles qu'on prononce à ce redoutable sujet. Quand les chefs de la nation française, appelés par leur peuple à diriger et défendre l'État, laissent entendre soudain que la souveraineté nationale est une notion désuète, ont-ils bien réfléchi que c'est de la vie même de la France qu'il est question ? Se sont-ils demandés de quel droit ils pourraient demain reprocher à tout un parti d'incliner devant le communisme universel cette même souveraineté ? Car enfin on ne peut à la fois s'en prendre à l'indépendance nationale et s'appuyer sur elle. On parle aujourd'hui de mobilisation possible. Certes les Français, et ils l'ont prouvé, savent que l'on peut être appelé à mourir pour la France. Savent-ils que l'on puisse être appelé à mourir pour l'O.E.C.E., l'O.N.U., les États du pacte atlantique ou même pour une entité à venir qui sera sans doute fort belle, mais de forme encore vague, et dont on ignore encore pour l'instant qui en fera partie ou non ? Qu'on y songe bien, il n'est en dernière analyse de sociétés politiques solides que celles pour lesquelles des hommes meurent. Et les hommes ne meurent pas pour des constructions juridiques abstraites. Ils meurent pour ce qui vaut plus qu'eux, ils meurent pour des êtres vivants, pour une société ou s'incarne un grand idéal, une représentation du bien suprême. Si l'Europe doit être, il faut qu'elle inspire à tous les peuples qui y rentreront un seul et même enthousiasme pour un idéal réalisable et pour ainsi dire sensible, auquel elle aura paru donner forme.

*Une Europe religieuse ?*

Pour entraîner en même temps des peuples aussi

divers que ceux de notre continent, pour toucher leur esprit et leur cœur en dépit des traditions qui les séparent et parfois les opposent, une idée politique doit répondre aux aspirations les plus profondes de l'homme et, pour tout dire, avoir quelque chose de religieux. Il y a un aspect religieux. Il y a un aspect religieux de tout mouvement révolutionnaire, et la création de l'Europe, si jamais elle se réalise, ne sera pas moins qu'une révolution, car ses auteurs devront briser de nombreux droits acquis et passer sur de nombreux intérêts. Seul un grand élan religieux peut donner la force nécessaire. Ainsi en a-t-il été dans le passé, la première réalisation de l'Europe fut, ne l'oublions pas, la chrétienté, et l'Empire a pris d'abord la forme d'une vraie communauté religieuse. Napoléon plus tard a usé ses forces dans la tâche surhumaine de donner, par l'asservissement du pape, une apparence catholique à un Empire animé par la philosophie des Droits de l'homme. Que pourrait être l'Europe de demain ?

C'est un fait que l'État bismarckien, fermé sur lui-même et ne voulant connaître à son activité d'autre but que sa propre puissance, n'attire plus aujourd'hui de dévouements passionnés. Moins d'un demi-siècle a suffi pour éteindre à demi la foi de ses fidèles. Il leur a demandé trop de sang et pour des résultats trop minces. Aussi lui arrive-t-il aujourd'hui ce qui arriva à la Cité grecque après les massacres de la guerre du Péloponèse. Les hommes aspirent à quelque chose de plus vaste, et les doctrines politiques où les esprits viennent puiser leur force et chercher une règle sont aujourd'hui universelles.

Tel est d'abord le communisme. C'est par lui en effet qu'il convient de commencer, parce qu'il force notre

attention. Il s'y impose par le fanatisme qui anime ses sectateurs, par l'esprit de discipline qui leur donne, par dessus les différences de nationalité, une tournure d'esprit et une tactique communes, et enfin par la force immense de la Russie soviétique, sur laquelle il peut s'appuyer. Nous n'en parlerons pourtant que pour l'écarter. Et d'abord parce qu'il est clair qu'il ne pourrait réaliser l'unanimité des Européens et que son établissement serait ressenti par le plus grand nombre d'entre eux comme une simple conquête russe. Mais aussi parce que lui-même s'est toujours refusé à parler d'Europe. Non seulement parce qu'il est plus commode pour la Russie d'avoir à côté d'elle des peuples désunis que d'y sentir naître une fédération, mais sans doute aussi parce que l'esprit politique du communisme, étranger aux abstractions de l'esprit juridique, a toujours pris comme point de départ de son action le fait national. Son réalisme foncier s'est toujours gaussé de ce qu'il y avait d'utopique dans les aspirations européennes.

Tout autre est le cas du socialisme. Depuis 1917, en effet, il en est venu peu à peu à se définir essentiellement comme un refus du communisme. Ce refus a commandé toute son évolution ultérieure. L'élimination progressive du marxisme aux contours si définis a laissé subsister comme force animatrice une aspiration sentimentale et empreinte de religiosité vers un avenir meilleur pour tous les hommes et vers plus de justice en leurs relations. L'idée d'Europe vient flatter toutes ces tendances : elle laisse entrevoir aux imaginations un avenir imprécis et meilleur où les hommes, délivrés du poids de la patrie à servir et à défendre, pourront consacrer à la recherche de jouissance toute leur activité.

Malheureusement pour ceux que séduisait ce rêve, la

capacité de réalisation des partis socialistes paraît extrêmement faible. Aux échecs réguliers qu'ils ont subi depuis trente ans dans tous les pays du continent européen s'oppose jusqu'à présent le seul succès du travaillisme anglais, et les conditions spéciales de l'Angleterre rendent bien difficile d'en transporter ailleurs les enseignements. Il apparaît notamment que le pacifisme foncier des socialistes les a mal préparés à la lutte, sans quoi nulle réalisation politique n'est possible, que leur haine du sacrifice les a rendus impropres aux grands efforts et qu'enfin leur matérialisme foncier, mal dissimulé sous un langage biblique, s'il leur a permis en pays protestants des succès limités mais réels, les a presque partout en pays catholiques opposés résolument à l'Église.

Pour toutes ces raisons, il est permis de douter que les partis socialistes puissent d'ici longtemps mener à bien la tâche d'édifier une fédération européenne, et l'attitude observée devant le plan Schuman par le travaillisme anglais vient renforcer encore cette impression.

*Une Europe catholique ?*

Mais ce que le socialisme ne peut faire, une autre force, plus religieuse encore, ne l'a-t-elle pas dès maintenant entrepris ? Pendant que nous parlons de l'Europe future, une Europe catholique n'est-elle pas en train de se réaliser déjà sous nos yeux ? Devant les « démocraties populaires » d'Orient, l'Occident ne retrouve-t-il pas d'instinct le cadre du Saint-Empire et la chrétienté médiévale n'est-elle pas en train de ressusciter devant nous ?

Déjà, aux temps lointains où Léon XIII faisait bon accueil aux forces démocratiques naissantes, nombre

d'écrivains (et notamment en France Georges Goyau, aujourd'hui trop oublié peut-être) avaient signalé cette possibilité. Les révolutions récentes l'ont fait rapidement mûrir.

A peu près partout, en effet, le raz de marée fasciste qui a recouvert l'Europe a eu un résultat fatal à l'ordre social traditionnel fondé sur la hiérarchie des classes et la prépondérance de la grande propriété. Les partis conservateurs qui défendaient cet ordre, bien qu'hostiles au fascisme pour ce qu'ils sentaient en lui de révolutionnaire, n'ont osé nulle part l'attaquer ouvertement. Ils ont partout préféré lier partie avec lui, dans l'espoir que leurs intérêts seraient ainsi épargnés et que leurs adversaires de gauche, socialistes ou républicains, seraient écrasés dans la mêlée. Ce calcul les a partout condamnés à subir justement le poids de la défaite de ce fascisme avec qui ils s'étaient maladroitement compromis.

En dehors d'eux une seule force restait : le catholicisme social, c'est-à-dire l'ensemble de ces milieux populaires, attachés aux croyances catholiques, étrangers de par leur origine sociale même au capitalisme libéral et pénétrés à son égard d'une méfiance profonde, portés tout naturellement à chercher dans le clergé la protection et les cadres dont ils sentaient le besoin, et pour cela fortement suspects à l'Allemagne du III[e] Reich, bref nulle part compromis et apparaissant comme force politique pleinement neuve.

Le succès des partis catholiques sociaux fut à peu près partout instantané. Vers eux se ruèrent les masses inquiètes de l'avenir. Dans l'universel désarroi, chute des gouvernements, craquement des cadres administratifs et dispersion des classes dirigeantes, l'Église, demeurée intacte, pouvait, comme jadis à la fin de l'Empire

romain, fournir aux peuples, doctrines sociales, personnel dirigeant et méthodes d'action. Le suffrage féminin, partout introduit, ne pouvait qu'accentuer cette tendance et augmenter partout l'influence du clergé. On vit ainsi en Italie la démocratie chrétienne de M. de Gasperi atteindre par ses seules forces à la majorité absolue et occuper ainsi solidement le pouvoir, en Autriche le parti catholique dit « du peuple » obtenir le même résultat, en Allemagne l'Union chrétienne démocratique (C.D.U.), du chancelier Adenauer, devenir l'appui essentiel du gouvernement et porter son chef au pouvoir. Le P.S.C. belge (Parti social chrétien) marchait de même vers cette majorité absolue qu'il vient d'acquérir. En Hollande même, traditionellement protestante, la discipline et la position centrale du catholicisme organisé en parti rendaient inconcevable de gouverner sans lui. Si l'on se rappelle qu'au delà des Pyrénées, les dictatures de Salazar et de Franco, bien différentes entre elles, ont pour trait commun de se dire toutes deux catholiques, on s'aperçoit que l'Europe occidentale avait, pour la première fois peut-être au cours de son histoire, dans chacun des pays qui la composent, des gouvernements inspirés d'une même pensée.

Car la France elle-même semblait ne pas faire exception. La foudroyante apparition sur la scène politique du Mouvement républicain populaire (M.R.P.) venait d'y bouleverser les conditions jusqu'alors habituelles. Né de la Résistance, partisan de réformes sociales qu'il ne définissait pas, mais déclarait volontiers « hardies », le M.R.P. avait vu venir à lui de telles masses électorales qu'il avait peine à les encadrer. Par son nombre, par sa position centrale, il imposait sa présence dans toutes les majorités et tous les gouvernements.

*Double signification du M.R.P.*

Vu de France, à un moment surtout où les événements avaient, pour quelque temps au moins, affaibli la voix de la hiérarchie, le succès du M.R.P. semblait l'arrivée au pouvoir d'un catholicisme renouvelé, aux allures de « mouvement de jeunesse », prenant volontiers des libertés avec tous les formalismes, toutes les habitudes, voire toutes les traditions. C'est d'ailleurs ce que la plupart des Français voyaient dans le mot de « populaire » dont il se parait. Il signifiait à leurs yeux sympathie pour tous les « opprimés », prolétariat en France, peuples coloniaux outre-mer.

Mais l'étranger, lui, voyait dans le M.R.P. tout autre chose. Connaissant mal le catholicisme français, ignorant le travail intense de recherche intellectuelle et plus encore de modification de la sensibilité qui s'y poursuivait depuis trente ans et que la guerre et l'occupation allemande avaient encore précipité, les étrangers, les catholiques surtout avaient tendance à voir dans le M.R.P. un parti catholique tel que les leurs, bien plus soumis à la surveillance du clergé, pourvu d'une organisation intérieure et d'une discipline bien plus rigides, bien plus respectueuses, des formes traditionnelles de la vie sociale, bref bien plus conservateur.

De sorte que l'occupation permanente du quai d'Orsay par un ministre M.R.P. (et surtout par M. Robert Schuman) permettait de compléter le tableau d'une Europe continentale « noire », unie par la commune profession de foi catholique de ses divers gouvernements et par leur commune docilité aux indications qui étaient supposées leur venir de Rome.

Cette vue des choses, encore peu familière aux Fran-

çais, est depuis quelque temps déjà couramment évoquée au delà de nos frontières, pour s'en réjouir autant que pour s'en plaindre. On parle çà et là d'une Europe « vaticane », on suppute les suites d'une conjonction possible (d'aucuns disent une « alliance ») des politiques du Vatican et de la Maison Blanche de Washington. Il ne paraît guère possible, en tous cas, d'expliquer de façon pleinement satisfaisante sans recourir à ces vues l'attitude si réticente à l'égard de l'Union européenne des gouvernements socialistes et protestants de Grande-Bretagne et des pays scandinaves, non plus que les velléités d' « Union » qui rapprochèrent ces pays.

*Une construction romanesque ?*

De telles constructions peuvent sembler romanesques, ce n'est pourtant pas une raison suffisante pour les négliger. De longues années de paix au cours du XIX^e^ siècle, et surtout l'action d'une culture nettement intemporelle et dédaigneuse de l'histoire, ont habitué les Français à un profond scepticisme à l'égard de tout ce qui heurte leurs habitudes et, singulièrement, à l'égard de tout ce qui est grand. Les entreprises hitlériennes, auxquelles ils n'avaient jamais voulu croire, les ont choqués, lors de leur réalisation, par leur immensité même et leur ont fait l'effet d'une incongruité. Aussi, après leur effondrement, se sont-ils hâtés de n'y plus penser. Il faut pourtant admettre que les dimensions du monde ne sont plus aujourd'hui celles de jadis. La politique a changé d'échelle et ses projets doivent être menés désormais sur un plan plus vaste.

L'idée d'une sorte d'Internationale des partis catholiques n'est d'ailleurs ni tellement démesurée ni tellement

neuve. Survivance après tout de l'ancienne idée impériale telle que la pratiquèrent les Habsbourg depuis la Contre-Réforme jusqu'à leur chute de 1918, elle n'a jamais cessé d'agir sur l'esprit des catholiques d'Europe centrale et surtout de ceux de langue ou de culture allemandes. Le romantisme allemand la mit en œuvre dans sa lutte contre Napoléon et contre le libéralisme de la Révolution française et le catholicisme germanique, à la suite d'un Gœrres, en demeura dès lors pénétré. Culte du moyen âge, horreur de l'État souverain et de sa législation rationaliste, désir d'une société conçue comme un organisme vivant et qui produirait elle-même, par l'élaboration inconsciente de la coutume, ses organes et les lois de leur fonctionnement sous l'inspiration suprême de l'Église, tous ces thèmes n'ont jamais cessé pour lui d'être actuels, et il les a répandus partout où s'est exercée son influence. Il est notoire en effet que le Centre catholique allemand a servi de modèle aux divers partis catholiques du continent, et l'on a pu voir, avec Mgr Ignaz Scipel, avec les chanceliers Brüning en Allemagne ou Schuschnigg en Autriche, se former dans l'Europe du XX^e^ siècle un type d'homme d'État catholique destiné à un singulier succès. On en retrouverait sans peine les traits en Belgique, par exemple, chez un Van Zeeland, au Portugal chez un Salazar. Chose plus curieuse encore, la politique intérieure française n'est-elle pas menée par M. Robert Schuman, de formation toute germanique, et l'Italie n'est-elle pas guidée d'une main ferme par M. de Gasperi, né à Trente, sujet de François-Joseph, ancien étudiant à Vienne et député pour la première fois au Reichsrat autrichien ?

On ne saurait douter qu'il n'existe ainsi une forme de pensée, capable de faire converger vers un même but,

par-dessus les frontières, l'action des hommes politiques. Et peut-être aucun autre système n'a-t-il en ce moment autant de pouvoir. Devant l'évocation d'une Europe unie par l'action de l'Église, il n'y a lieu ni de sourire ni de s'indigner, mais de prendre au sérieux une chose sérieuse et de l'envisager du double point de vue français et chrétien.

*Dangers pour la France.*

Il est clair que la réalisation d'une telle idée ne va pas sans dangers pour notre pays. Qu'on ne s'y trompe pas en effet, loin d'être aux yeux du catholicisme mondial la fille aînée de l'Église, la France y est souvent l'objet d'une large méfiance. Elle est, aux yeux de beaucoup, le pays gallican qui a réussi, après une opposition séculaire, à briser l'hégémonie catholique des Habsbourg, le pays de l'incroyance voltairienne et de la Révolution satanique, le pays enfin de la république anticléricale. Les catholiques français pour leur part ont contribué depuis un siècle par le ton de leurs plaintes à vulgariser cet état d'esprit. Aussi dans une Europe fondée sur de telles bases, serait-il sans doute l'objet de bien des soupçons et lui demanderait-on bien des gages, si bien que la défense de ses intérêts y exigerait une particulière vigilance.

Les catholiques français eux-mêmes seraient-ils sûrs d'y être toujours compris? C'est une tradition bien ancienne en notre pays que celle d'une foi « dépouillée » et pour ainsi dire d'ordonnance classique, s'attachant avant tout à l'essentiel du message évangélique et cherchant à dégager dans notre civilisation et nos mœurs l'élément religieux de toute la végétation parasite des habitudes locales qui s'y accroche et risque de l'étouf-

fer. Depuis le grand mouvement religieux du début du XVII[e] siècle, il y a dans la religion française un souci d'intériorité qui l'empêche de se satisfaire de manifestations extérieures, même éclatantes et d'attitudes obtenues par contrainte. Bien plutôt s'intéresse-t-elle aux recherches sur la nature et l'objet de la foi qui permettront aux âmes de l'assimiler de façon toujours plus intime. On peut penser qu'un Richelieu, arrêtant la menace de l'hégémonie des Habsbourg, a aussi empêché l'Église universelle de s'attacher trop exclusivement aux formes de vie religieuse hispano-italiennes et a été ainsi un bon serviteur de l'Église comme de l'État.

C'est un fait, des incidents récents l'ont rappelé, et toute la vie intérieure de l'Église en est aujourd'hui influencée, que ces nuances entre le catholicisme français et celui des pays voisins ont été plutôt accentuées en ces dernières années, ne fût-ce que par les effets de l'occupation, qui a arrêté les échanges d'idées entre la France et l'étranger et accéléré chez nous un grand effort de renouvellement dans l'expression et la présentation du message chrétien. De telles circonstances, contribuant à renforcer cette méfiance déjà signalée, pourraient produire effet jusque sur le terrain politique.

La cause allemande, au contraire, en serait bien servie. On n'a pas assez remarqué en France que la ligne de démarcation entre la zone d'occupation russe et l'Allemagne de l'Ouest a été tracée de telle sorte que, laissant de l'autre côté du rideau de fer une très grande majorité protestante, elle a mis dans la zone ouest les catholiques sinon en nette majorité, tout au moins en égalité numérique solide avec les protestants. Cela signifie, en raison de la forte discipline catholique et de la dispersion des protestants en divers partis, une pré-

pondérance catholique symbolisée par le gouvernement du chancelier Adenauer et qui est outre-Rhin un fait nouveau d'une importance incalculable.

On voit dès lors quel serait le prestige allemand au sein d'une fédération d'États gouvernés par leurs partis catholiques. Forte de cette tradition impériale dont elle a pour ainsi dire le dépôt, forte aussi de la diffusion de sa pensée politique dans la plupart des partis catholiques européens, l'Allemagne y parlerait un langage entendu de tous. Elle pourrait en toute bonne foi le tenir pour le langage même de l'Église.

*Dangers pour l'Église.*

Grandes également seraient les difficultés qui naîtraient pour l'Église d'une semblable construction politique. Un parti confessionnel (qu'il le soit de droit ou de fait) est toujours tenté de consolider sa discipline intérieure en utilisant à cet effet l'autorité religieuse, au risque de la détourner de son but. Il est commode de laisser entendre, pour briser toute opposition, qu'enfreindre la discipline du parti c'est trahir la cause sacrée de la religion. C'est amener inéluctablement les autorités ecclésiastiques, seules à pouvoir parler au nom de la religion, à exercer sur le parti un contrôle vigilant de peur qu'il n'engage ses membres dans une voie jugée erronée. Au bout de cette pente le parti confessionnel deviendrait bientôt un organisme pour ainsi dire religieux recevant de l'Église ses inspirations et ses mots d'ordre, et l'Église se trouverait, si ce parti était au pouvoir, chargée par personne interposée du gouvernement d'un grand peuple et encombrée jusqu'à l'oppression de soucis purement politiques. Qui donc pourrait affirmer que, soit en Belgique, soit en Allemagne, soit en Autriche ou

en Italie, une telle situation n'a pas au moins menac de se produire au cours des dernières années ? Le ca serait encore bien plus grave d'une fédération d'État européens gouvernés par des partis catholiques natio naux, car l'organisme religieux qui se verrait dès lor sollicité par l'action politique serait nécessairement l Saint-Siège lui-même.

Sans doute n'y aurait-il là rien d'absolument neuf. O a vu au moyen âge avec ces grands papes, dont Inno cent III est demeuré le plus prestigieux, la papauté ame née à prendre en main le vrai gouvernement de la chré tienté. On a vu plus tard, au retour d'Avignon, les pape désireux d'assurer l'indépendance du Saint-Siège, re constituer et organiser les États de l'Église d'après le conceptions politiques de leur temps et sur le modèl des principautés italiennes, et se trouver de ce fait en traînés dans des intrigues et des combinaisons qui pa la suite ont paru inexplicables. Nous comprenons mieu aujourd'hui comment on a pu y arriver et comment u Jules II a pu, au service de l'Église, organiser et mene à bien des alliances. Nous ne pouvons malheureuseme pas oublier combien cette activité a été suivie de pre par la crise de la Réforme.

Il est clair que le bon fonctionnement d'une fédéra tion requerrait dans tous ses États une même inspiratio gouvernementale. Un pays socialiste dans une fédératio catholique soulèverait (tout comme l'inverse) de redouta bles problèmes. Comment la papauté pourrait-elle s'e désintéresser ? Qui ne voit d'ailleurs que l'autorité su prême d'une fédération se trouverait un jour ou l'autr amenée à intervenir en Italie et aurait beaucoup de chan ces de s'y heurter au Saint-Siège ? Il y a plusieurs siè cles déjà que Machiavel montrait quels problèmes poli

iques avaient résulté de l'existence des États territoiaux, par lesquels l'Église avait cherché à assurer sa iberté d'action. Les rapports de la papauté et d'une utorité fédérale européenne, surtout formée de catholiques, soulèveraient, à une plus vaste échelle, des problèmes analogues.

Pas plus en effet que l'Italie du XV^e^ siècle n'était la hrétienté européenne du temps, l'Europe du XX^e^ siècle e serait la chrétienté universelle d'aujourd'hui, et tout omme l'italianisation extrême amenée depuis le XV^e^ siècle par l'activité politique de la papauté d'alors a eu our résultat la mainmise des souverains d'ancien régime sur la vie de l'Église au-dedans de leurs domaines t la « nationalisation » des divers clergés, il est permis e se demander quels effets une « européanisation » du aint-Siège aurait aujourd'hui sur le catholicisme des tats-Unis, de l'Amérique du Sud et plus encore des iverses contrées d'Asie. La nationalisation des divers ergés depuis le XV^e^ siècle a longtemps été fatale à expansion missionnaire de l'Église... quels seraient les ésultats aujourd'hui de leur « continentalisation » ?

*Ne renonçons pas à l'Europe.*

Ainsi les problèmes naissent-ils sous nos pas à mesure ue nous nous efforçons d'imaginer dans sa réalisation oncrète une fédération européenne faite des éléments tuels, tels qu'ils se poursuivent et comportent avec urs ressources, leurs traditions, leurs passions même. ifier une construction purement juridique entre de les abstractions préalablement dépouillées de tout caactère original est sans doute plus facile... et sans oute aussi plus vain.

Faut-il pour autant renoncer à l'entreprise? Nous n
le croyons certes pas. Aujourd'hui où l'homme com
mence à occuper la planète tout entière et à en anime
les solitudes, notre continent, « petite presqu'île asiat
que », est devenu trop réduit pour demeurer divisé, e
les querelles d'États y ressemblent par trop à ces con
flits puérils où s'éternisaient les cités grecques, alor
que la vaste Asie s'éveillait à la culture hellénique et qu
déjà se construisait l'Empire de Rome. L'issue en sera
par trop facile à prévoir.

Mais la base de toute action ne saurait être que l'ap
préciation exacte des faits. L'Europe, si elle est aujou
d'hui l'objet de bien des aspirations, demeure encor
mal définie et inorganique. Elle n'est guère qu'une sug
gestion de l'intérêt bien entendu; aucune grande idée n
paraît prête à s'y incarner et à attirer vers elle les en
thousiasmes. Peut-être a-t-on voulu jusqu'ici en pose
trop mal les assises. Elle doit être fondée non sur le
nuages, mais sur un terrain solide, et il n'en est pa
d'autre aujourd'hui que le fait national. L'Europe n
doit pas être soutenue contre les nations, mais *pou*
elles, et, bien loin d'exiger la décadence en chacun
d'elles de l'esprit national, elle doit au contraire en appa
raître comme la sauvegarde.

Les peuples d'Europe doivent aujourd'hui compre
dre qu'ils sont dans le monde actuel détenteurs d'un
richesse unique; cette tradition de progrès continu p
laquelle ils poursuivent sans jamais s'immobiliser l'hi
toire même de l'humanité. Autour d'eux la civilisatio
américaine souffre du refus initial de toute tradition
d'une essentielle discontinuité, tandis que les civilis
tions orientales, trop longtemps cristallisées dans un
attitude intemporelle, ont peine à s'adapter aux exiger

ces du moment. Aider les hommes à vivre, leur faire part des richesses qu'ils détiennent, c'est pour les peuples d'Europe un grand devoir, et tout devoir n'est-il pas, pour ceux à qui il incombe, une garantie de durée et d'avenir ?

Remplir ce devoir c'est pour eux d'abord se refaire, reprendre conscience de ce qu'ils sont et reprendre aussi par là même confiance dans leur avenir. Cela ne se peut que dans la paix. Est-il d'ailleurs si difficile aujourd'hui d'écarter les querelles d'amour-propre, les rancunes héréditaires, les disputes autour d'un lambeau de terrain, et nos horizons ne sont-ils pas devenus plus vastes ? Quand l'habitude et le goût auront été fiers de vivre ensemble (et il s'est fait sur ce point de récents et rapides progrès) les institutions suivront sans peine.

Et cependant il faudra harmoniser les intérêts, tâche sans doute plus longue. Ce n'est guère, semble-t-il, que par approximations successives que seront à peu près égalisés prix de revient et niveaux de vie. Et le niveau de vie, ne l'oublions pas, tient étroitement au genre de vie et par là à la tradition nationale elle-même. Réaliser les ententes régionales ébauchées dans ces dernières années telles que Belgique-Pays-Bas ou France-Italie sera chose plus féconde sans doute que rédiger de savantes constitutions.

De ce point de vue, il faut reconnaître que le projet Schuman avait l'avantage de guider les esprits droit au cœur du problème. Telle est en effet la position et l'importance de l'Allemagne que l'accord franco-allemand sera toujours la base essentielle de l'Europe future et, contrairement à ce que pensent encore bien des esprits (surtout peut-être en pays anglo-saxons), l'heure est passée où les passions pourraient y faire obstacle.

Plus grand serait le danger du côté des idéologies et des chimères. L'esprit philosophique de nos voisins d'outre-Rhin se plaît aux systèmes et aux vastes constructions animées d'un souffle vraiment épique. Et même, pourvu qu'il soit grandiose, ne leur déplaît-il pas d'assister à leur effondrement, quitte à reprendre ensuite avec l'imagination et l'enthousiasme de l'enfance la construction d'un nouveau burg de sable? Peut-être sera-ce dans l'Europe d'aujourd'hui la fonction plus particulière de la France que d'écarter les idéologies, d'amener les Européens à retrouver l'Europe en chacune de leurs nations, et de leur donner l'exemple en retrouvant d'abord la foi en elle-même. Car l'Europe sera avant tout affaire d'éducation. Elle ne sera pas l'affaire des experts et des techniciens. Elle se révélera sans doute, lorsqu'elle sera réalisée, incarner quelque grande idée, mais elle ne se fera pas pour illustrer une abstraction, pas plus celle des républiques socialistes unies que celle du Saint-Empire. Elle se fera pour le bien des peuples et par leur effort commun. Et c'est pourquoi les peuples doivent être préparés à cette œuvre qui sera la leur, car tout grand succès au cours de l'histoire est œuvre populaire.

JOSEPH HOURS.

## MAX JACOB ET L'HUMOUR SACRE

*(Émission radiophonique)*

MICHEL MANOLL. — Vous aussi, Stanislas Fumet, vous avez connu Max Jacob ?

STANISLAS FUMET. — Oui, et longtemps. Bien que nous fussions amis, nous nous sommes peu fréquentés. J'ai rencontré Max Jacob pour la première fois chez Apollinaire, en 1910 ou 1911. Je n'avais pas quinze ans et je fondais ma première revue, *La Forge*, qui eut trois numéros en deux fascicules... J'avais été demander à Guillaume Apollinaire sa collaboration. Il nous reçut, le poète René Dessambre et moi, dans son petit appartement de Passy. Max Jacob était avec lui, le monocle dans l'arcade sourcilière. Je revois encore Apollinaire devant la glace, faisant son nœud de cravate. Il s'amusait de ma jeunesse et peut-être de mes prétentions. Quand je lui eus cité Paul Claudel et André Suarès, que j'admirais tout particulièrement, Apollinaire, sans avoir l'air d'y toucher, fit la moue, selon son habitude : « Oh! Claudel, Suarès, vous savez, plus tard on dira que c'étaient des précieux, comme certains des poètes du XVII^e^ siècle dont on ne parle plus. » Max Jacob tenait les mêmes propos; toutefois, ayant peur de nous avoir offensés, il conclut ainsi : « Au fond, tout ce que nous vous disons, nous n'en pensons pas un mot. »

Je revis Max Jacob de temps en temps, comme Apollinaire, au hasard de promenades ou de visites d'expositions. Je le rencontrai plus souvent les deux premières

années de la guerre, celle de 1914. Il portait alors u pantalon de velours, semblait fort pauvre, mais garda son monocle. Puis, après la guerre, ce fut la notoriété il profitait de la gloire de Picasso et des cubistes, se amis. Pour les poètes, leurs éditions de luxe commen çaient à les aider à vivre. La poésie moderne triomphe Max Jacob après Apollinaire devient célèbre, même s on le lit peu. Il existe. C'est le temps de notre *Rosea d'Or,* des conversions retentissantes d'écrivains au ca tholicisme. La conversion de Max Jacob avait été la plu discrète, la plus étrange aussi, au point qu'on mettai en doute, à Montparnasse ou ailleurs, la sincérité d ce très curieux homme qui n'avait jusqu'alors gagné sa vie qu'en se faisant moquer par ses contemporains. U clown, un amuseur public. Mais il était devenu pitr sacré. Déjà réfugié à Saint-Benoît, Max Jacob nou écrivait des lettres, nous envoyait des poèmes. Quand il revenait à Paris, c'était généralement dans un asse mauvais état moral, chassé par la solitude comme aux premiers siècles du christianisme les ermites du désert Mais sa foi ne bronchait pas. Elle avait beau prendre dans ses œuvres, vers ou proses, un caractère asse déconcertant, elle tenait bon contre vents infernaux e marées sensuelles. Du jour où le poète passa à Dieu, i ne s'appartint plus tout à fait, il renâcla peut-être sou le joug « suave et léger », mais il n'essaya plus de s'e débarrasser. Max pécheur pouvait pécher, et péche *fortiter,* il le faisait en chrétien et, s'il jouait les « péni tents en maillots roses » plutôt que les jongleurs d Notre-Dame, il les jouait avec des rires et des sanglots se prenant peu au sérieux, mais ne renonçant pas à la gravité de Dieu, qu'il reflétait, « homme reflet », avec beaucoup de cocasserie sans doute, mais profondément

ttaché à sa foi. Ce n'est pas pour rien que Max Jacob vait touché au cœur un homme aussi différent de lui ue Pierre Reverdy, par exemple, en lui racontant à sa açon la Passion du Christ.

MICHEL MANOLL. — Nous savons que vous êtes un rand ami de Reverdy. Est-ce Max Jacob qui vous l'a ait connaître ?

STANISLAS FUMET. — Oh! pas du tout. Je crois même e les avoir jamais vus ensemble. Je vous répète que je 'étais pas des familiers de Max Jacob. Certaines idées eulement nous rapprochaient, ou certaines expériences pirituelles. Max Jacob avait aimé mon premier livre, *Votre Baudelaire*, qui était, me disait-il un jour, — mais e n'étais pas forcé de le croire, — un de ses livres de hevet.

MICHEL MANOLL. — Mais ces expériences de Max acob, disons ses expériences mystiques, elles vous paaissent authentiques, n'est-ce pas ?

STANISLAS FUMET. — Ah! ici, il faudrait apporter des récisions. Pensez que jusque dans ses derniers écrits Iax Jacob a toujours travesti, ou déguisé, ses sentiients. Ou les a maquillés, fardés, comment dire ? C'est oute sa poésie, cela, tout son génie, et c'est plus fort ue vous, la poésie. L'humour de Max Jacob n'a même as cédé devant Dieu. Son cas est celui d'un homme ui a été humilié pendant longtemps et qui n'a rien rouvé de mieux, pour résister aux injures, que ses grihaces étonnantes, son fol illusionnisme. Il y a du Juif oulourеux dans ce chrétien singulier. Il y a un côté harlot en lui. Alors, quand il exprime les émotions eligieuses les plus hautes, il ne peut s'empêcher de les abiller, comme artiste, comme pitre, de manière bouf-

fonne. Mais c'est l'opéra-bouffe à travers la musiqu de Mozart, car la poésie de Max Jacob est faite perles vraies, qui se donnent pour fausses. Sa sensibili est inouïe, mais il aurait tendance à la ridiculiser, pou ne pas attirer sur lui la vengeance des êtres raisonnable des messieurs de Kafka, si vous voulez. Il en a horreu Pour les désarmer, il lit dans les mains de leurs femm et tire des horoscopes. C'est sa fuite. C'est son espri qui est mobile, agile au possible. Son refuge dans l'aut monde, en passant par l'astral.

Dans ses *Derniers poèmes,* souvent admirables, garde exactement le ton de sa jeunesse et il attend mort comme s'il allait à la rencontre de Marie Kerlo

MICHEL MANOLL. — Vous avez là de ces *Poèmes?*

STANISLAS FUMET. — Oui. Tenez, lisons *Agonie.*

*Alors!... la mort est déjà là?*
*Regrets donc! regrets de la terre?*
*Elle me fut trop tracassière, terre théière en terr*
*Ah! j'aurai crampes plus terribles :* [*de fe*
*ma vie et son panorama*
*où mon aviron noir rama.*
*C'est toi, passé non trépassé?*
*C'est moi qui remonte à ta cible,*
*moribond qui ne fus pas bon.*
*Dieu sait tes tours et tes détours.*
*Dieu connaît mon hypocrisie.*
*Ma vie fut une tragédie, planches pas blanch*
*ma vie et son panorama!* [*et cœter*
*Savoir quand tu étais sincère,*
*vieux personnage de la terre :*
*quand j'étais chaste et vertueux*
*pour plaire à mon ange, à mon Dieu*

*ou quand Satan mettait son masque*
*le sien en mufle de tarasque?*
*Ah! l'épouvante que voilà*
*remords qui mord la sombre mort,*
*remords tout nu sans falbalas.*
*Bien sûr! pour moi c'était trop beau*
*qu'on me conduisît au tombeau*
*avec la face des élus*
*transparente et rien de confus!*
*Mais ce mort! et cette figure*
*que l'appréhension des tortures*
*torture!*
*Cependant vous êtes pardon!*
*Donc épargnez-moi les saumures,*
*brûlures et déconfitures.*
*J'espère en Dieu! en vous j'espère*
*qui ne voulez qu'on désespère.*

C'est prophétique, terrrible, hein! mais ça reste drôle. Et voulez-vous, puisque nous parlons prophétie, et que Max avait prophétisé sa mort, voulez-vous *Le règne des prophètes*?

*Il n'y a plus de blé pour le pain,*
*Il y a encore les vieux monuments si bien réparés.*
*Il n'y a plus de beurre pour les œufs.*
*Il n'y a plus d'œuf pour le beurre.*
*Il y a encore les cicerones dans les vieux monuments.*
*Il n'y a plus, il n'y a plus de veau pour les côtelettes de veau.*
*Il n'y a plus de mouton pour les gigots. Plus de mouton, plus de moutarde.*
*Mais les cicerones ont la science, Dieu merci.*
*Et un peu d'imagination servira.*

*Un jour un très saint évêque se promène dans u très antique église.*

*— Monseigneur, nous n'avons plus de cire pour l cierges, nous n'avons plus de cierges pour les saints, d le ciceron, nous n'avons plus d'huile pour les lampes a sanctuaire.*

*— D'où viennent donc toutes ces lumières qui étin cellent? répond l'évêque. Avez-vous l'électricité?*

*— Votre Grandeur se moque de son humble guid L'église est sombre.*

*— D'où vient que les lampes sont allumées sur l piédestal des statues et les auréoles des saints?*

*— Votre Grandeur est un voyant du ciel, dit le cic rone qui s'agenouille.*

*Et quand l'évêque fut parti le ciceron rencontra l bicylette de M. le curé.*

*— Monseigneur est devenu fou.*

*— En voilà une nouvelle, dit M. le curé. C'est impos sible. Dieu n'aurait pas permis un pareil malheur. Vou avez vu Monseigneur?*

*— Il n'y a plus.*

*— Il n'y a plus, il n'y a plus.*

*— Il n'y a plus de pré-salé.*

*— Mais les évêques deviennent des voyants.*

*— Plutôt n'est-ce pas que les voyants deviennen évêques?*

Michel Manoll. — Mais enfin, il n'y a pas que ç chez Max. Ses *Méditations*, si nombreuses, laissent voi que ses rapports avec Dieu étaient constants et em preints d'une spiritualité sans équivoque.

Stanislas Fumet. — Les *Méditations* de Max Jacob sont à part dans son œuvre. Il en est de remarquables il en est de plus ordinaires. Ce sont des confessions, et

elles cessent d'être méditations quand tout à coup il y perce une intention d'art, et c'est la corne d'un malin génie. Mauvais génie? Pas nécessairement. Mais on sort du plan de la pure méditation. On redevient créateur. Le poème en prose reparaît, ce nouveau poème en prose auquel Rimbaud et Lautréamont ne sont pas étrangers, qui furent les maîtres de l'auteur du *Cornet à dés*. Je crois que l'avenir fera un choix dans les *Méditations* de Max Jacob.

MICHEL MANOLL. — Stanislas Fumet, quel est votre avis sur la nature des visions de Max Jacob?

STANISLAS FUMET. — Ah! il l'a dit lui-même : il en fut de célestes, il en fut d'infernales. Dans presque toutes passe un souffle de sorcellerie. Ces visions de Max Jacob, le ciel et l'enfer y sont inextricablement mêlés. Max Jacob artiste se plaisait à ces mélanges, ou à intervertir le haut et le bas. C'est surtout frappant dans la *Défense de Tartuffe*, ce plus bizarre des chefs-d'œuvre, avec sa *Messe du démoniaque*, ou dans les *Visions infernales*, et, un peu partout, dans les poèmes. D'ailleurs, vous vous rappelez comment le poète procédait :

*J'ai peur que tu ne t'offenses*
*lorsque je mets en balance*
*dans mon cœur et dans mes œuvres*
*ton amour dont je me prive*
*et l'autre amour dont je meurs.*
*Qu'écriras-tu en ces vers*
*ou bien Dieu que tu déranges,*
*Dieu les prêtres et les anges*
*ou bien tes amours d'enfer*
*et leurs agonies gourmandes?*

Il a vu Dieu au cinématographe, avant son baptême.

Dieu et Max prendront l'habitude de se parler. C *Colloque* dans *Fond de l'eau :*

*La douceur d'aimer Dieu si doux*
*il se met à côté de nous comme un velours :*
*— Vous ne me dites pas souvent que vous m'aimez*
*— Seigneur, Vous me parlez durement.*
*— C'est parce que je suis jaloux. Donnez-moi votre porte-plume et laissez vos écritures.*
*— Nous sommes tous les deux. Il n'y a sur terre que Vous et moi.*
*— Vous m'avez attendu longtemps.*
*— Vous étiez derrière le rideau : je le savais, Seigneur.*
*— Il vous est si naturel de croire en moi que vous en oubliez de m'aimer. Ne soyez pas dupe. Méditez sur mes attributs. Que ce soit votre unique but.*
*— Seigneur, je suis ivre de Vous et de ma jeunesse.*
*— Je vous entends mourir d'amour à mes côtés.*
*— Seigneur vous êtes un bien qu'on ne peut pas m'ôter. Quand je me suis donné à Vous, j'ai craint de perdre la raison.*
*— Aujourd'hui c'est la raison qui vous perdrait.*

Max a envoyé depuis longtemps valser la raison.

MICHEL MANOLL. — Mais n'est-il pas comparable à d'autres mystiques que l'Église ne suspecte pas, ou ne suspecte plus ?

STANISLAS FUMET. — C'est possible. Mais ils ne se sont pas exprimés comme lui. Les mystiques catholiques ne sont pas des humoristes. Prenez sainte Hildegarde et son *Enfer*. Même saint Philippe Néri, qui était plein d'humour dans sa vie, mais qui n'a pas laissé par écrit de témoignages cocasses.

MICHEL MANOLL. — Et leurs visions infernales ?

STANISLAS FUMET. — Ils en ont eu, mais il ne leur est pas venu à l'idée de les chanter. Ici Max Jacob est unique. Voyez-vous, pour moi, si Max Jacob a eu de la sainteté — et la fin de sa vie tendrait à le prouver — ce n'était pas la plume à la main. « Donnez-moi votre porte-plume », lui disait Dieu. De même, s'il avait une grande charité, c'était dans ses actes, ou au fond de son cœur, non point dans ses propos, ses médisances. L'artiste, en lui, n'était pas l'auxiliaire du saint, il l'eût plutôt détourné de ses devoirs. L'artiste se pose cette question, relevée dans les *Derniers poèmes* :

« *Le Paradis est une ligne de craie sur le tableau noir de ta vie, vas-tu l'effacer avec les diables de ce temps ?* »

Eh oui ! Max Jacob, artiste, frayait avec les diables de ce temps. Mais cet acoquinement lui coûtait cher. Il savait, lui. Il était éclairé d'en haut, Max Jacob. On ne le trompait pas avec des ersatz de Paradis. On ne l'a jamais trompé, ce Juif chrétien, avec des ersatz. Et même si, durant un temps, il a donné un coup de pouce à ses visions, par des moyens pharmaceutiques, c'est le sacrement que son réalisme spirituel, du premier coup, avait choisi. Max a souffert, il a pleuré, il a aimé. En un mot, il y avait un homme — un drôle d'homme — derrière cet halluciné, un homme de souffrance et de prière qui donnait de la valeur au poète qu'*il est*.

Il y a poésie et poésie. Cocteau dit quelque part que son sang, c'est de l'encre rouge. Avec Max Jacob c'est le contraire. Son encre rouge, c'est son sang.

S. FUMET.

## CHRETIENS DEVANT LE MARXISME

Il y a plus de quinze ans, alors que venaient d'être publiés les écrits de jeunesse où l'on voit Karl Marx passer de la philosophie à l'économie politique, on pouvait envisager l'éventualité d'un *retour à Marx*[1]. Ce mouvement se manifeste aujourd'hui dans la pensée de notre pays, procédant de conditions aussi diverses que le renouveau des études hégéliennes et la puissance du parti communiste, lié à tout un monde qui s'affirme marxiste. Il touche le milieu catholique même, au point d'inspirer à des chrétiens le dessein d'éclaircir la *Signification du Marxisme* ou de présenter *La doctrine économique et sociale de Karl Marx*[2].

Le livre du P. Desroches et celui d'Henri Bartoli ne répondent certes pas au même dessein : le premier, étude philosophique, entend, au delà des textes de Marx, éclaircir le marxisme comme « fait historique concret », élément de la présente situation française et mondiale; le second ouvrage exprime, au contraire, des préoccupations d'économiste, attentif davantage à la seule œuvre de Karl Marx. Quelque part majeure qu'il fasse au *Capital*, le livre de Bartoli n'ignore pas les écrits philosophiques de jeunesse : il présente l'analyse « marxienne » du capitalisme et de son « auto-destruction » dans une perspective qui oppose *aliénation de l'homme* à *libération de l'homme*.

1. Cf. l'article publié sous ce titre dans *Politique*, novembre 1935, pp. 900-914.

2. Par Henri Bartoli, Éditions du Seuil, Paris, 1905, 414 pp.

Libération selon la parole de Hegel que rappelle le P. Desroches après Plékhanov : « La liberté consiste à ne rien vouloir que soi-même[3]. » Elle consiste en une aliénation surmontée. Que devient ce dernier concept, passé de la critique religieuse de Feuerbach dans la critique sociale de Marx, lorsque des chrétiens en font usage dans leur « confrontation » avec le marxisme? Bartoli peut beaucoup concéder aux marxistes critiquant la politique sociale des catholiques et de l'Église même; ces « compromissions » n'altèrent point à ses yeux l'essence de la religion que précisément vise Marx après Feuerbach : « On ne peut parler valablement d'aliénation en perspective chrétienne[4]. » De ce point de vue qui ignore, quant à l'essentiel, « l'aliénation religieuse », est-il possible de retrouver « l'aliénation politique » et « l'aliénation économique » de la réflexion marxienne procédant de la première à la seconde et à la troisième, « plus fondamentale »? Question posée à tout croyant qui, en critique sociale, reprend le concept d'aliénation.

De fait, dans le livre du P. Desroches, ce concept subit une élaboration complexe, une transposition. Quand un chrétien estime « aliéné » un « monde dont l'*existence,* loin d'être l'existence de (son essence), n'arrive qu'à être l'existence de son contraire », il s'agit d' « un monde dont l'*essence* implique la transcendance de l'esprit sur la matière, de la personne sur la société, de Dieu sur l'humanité ». En qualifiant d'aliénation un état de choses « où la transcendance se trouve pratiquement contredite[5] », on n'a plus par ce terme qu'une communication purement formelle, verbale même, avec le marxiste : celui-ci, suivant le *Capital,* voit disparaître à l'horizon le « reflet religieux du monde réel » aussitôt que se réaliseront « des rapports nettement rationnels

3. *Signification...*, p. 20.
4. *La doctrine...*, p. 60.
5. *Signification...*, p. 244.

des hommes entre eux et avec la nature ». Du marxisme historiquement donné, peut-on dire qu'il contienne seulement le « germe » d'un athéisme dont il apparaît au contraire le développement, la critique de la religion y précédant, comme son présupposé, celle de la société capitaliste ? Lorsqu'elle rencontre le marxisme, même si elle en subit l'attrait, une pensée de croyant n'a pas le même point de départ que celle de Marx : pour Bartoli, la notion d'aliénation ne s'applique point au christianisme; ce même concept, le P. Desroches l'élabore, le divise et admet, en fin de compte, « une aliénation qui coïncide avec la libération de l'homme[7] : l'acte par lequel l'homme rejoint Dieu est en même temps l'acte par lequel il se rejoint lui-même[8]. »

C'est toujours un dialogue difficile à saisir que celui d'un chrétien avec un négateur de Dieu. Situé sur un plan où son interlocuteur refuse de se placer, le premier tend à montrer que les arguments de l'adversaire ne portent pas sur lui, que ses analyses, par exemple celle d'aliénation religieuse, ne s'appliquent pas à l'objet qu'elles visent. Dans le cas présent, pour toucher au fond du débat, cette dialectique du croyant ne peut négliger tout l'hégélianisme impliqué, présupposé chez Marx : en se présentant comme dépassement hégélien, à la fois négation et réalisation de *la* philosophie, le marxisme demeure solidaire de la conception philosophique de Hegel, de l'attitude de ce maître et de ses disciples à l'égard de la religion. Si l'on veut critiquer à fond l'athéisme initial de Marx, ne faut-il pas procéder à un examen critique de l'hégélianisme ? Pour ouvrir un débat concluant, le P. Desroches ne se tourne pas cependant vers les origines et les postulats du marxisme, mais plutôt vers ses développements éventuels. Dans la pers-

6. *Ibid.*, p. 173.
7. *Ibid.*, p. 230.
8. *Ibid.*, p. 210.

pective qu'il propose, l'athéisme pourrait s'éliminer du marxisme par « dialectique interne », — ce terme ne désignant pas une logique de purs concepts, mais le mouvement d'une pensée aux prises avec les faits : l'élimination du présupposé athée de Marx deviendrait un « problème expérimental »; la solution s'en trouverait dans « l'expérience » d'une sainteté et d'une vie d'Église que cherchent déjà confusément les croyants d'aujourd'hui[9]. Pour que de tels faits puissent infléchir le marxisme, il faudrait que celui-ci soit devenu si peu « systématique », si purement « une méthode » qu'il puisse mettre en question les présupposés de son fondateur. Selon cet espoir, la politique de la main tendue serait un « symptôme d'ouverture » — à cette expérience décisive. Henri Bartoli constate de son côté : « Le moment pouvait sembler venu immédiatement après la guerre pour les marxistes d'accepter de reconsidérer les anciennes analyses trop facilement reçues », à savoir celles du christianisme comme aliénation; selon cette hypothèse, les chrétiens ne se trouveraient plus devant un « antithéisme fondamental », mais devant « un anticléricalisme de méthode ». Mais présentement, au témoignage du même auteur, il ne s'agit plus de considérer seulement « la positivité du marxisme », sa valeur dans l'ordre des méthodes; « il nous faut maintenant clairement comprendre que le communisme, religion séculière totalitaire, recouvre, digère, intègre tous les éléments valables par ailleurs, mais ne peut manquer d'aller à une lutte farouche avec le christianisme[10]. » Sans traiter cette question, comment déterminer la signification du marxisme, fait historique? Être devenu, dans un cas majeur, une « religion séculière totalitaire », est-ce logique ou déviation de la doctrine, était-ce une des possibilités d'une pensée complexe, un risque dans la réali-

9. *Ibid.*, pp. 174-175, 236, 242-243.
10. *La doctrine...*, pp. 62-65.

sation, prévisible, évitable, et de quelle façon? Nous regrettons que le P. Desroches n'ait pas clairement, nettement posé ce problème.

Il tend à présenter un marxisme « volontairement cantonné dans l'idéal », qui aurait à la fois la pureté et la plasticité d'une « méthode vivante[11] », qui se développerait sur un plan tout autre que celui où le christianisme s'établit. Ce dernier apporte le *salut*, retour à Dieu, et, du même coup, à soi; le marxisme se situerait dans l'ordre du *progrès*. De son côté, Bartoli traite le communisme comme « une conception du progrès indéfini » : interprétation dont on rappelait dernièrement les difficultés en évoquant à nouveau le problème d'une « fin de l'histoire[12] ». De ce problème philosophico-théologique, le P. Desroches a donné un éclaircissement qu'il faut joindre à son livre[13]. C'est chose, en effet, digne de remarque qu'au lieu de l'éviter il pose *la distinction de la nature et de la grâce* comme le principe de son élucidation : « La fin des temps, écrit-il, n'est pas une déduction de la raison, mais une affirmation de la foi », relative à un salut de l'homme et du monde, passage à l'éternité, « extase » où le temps disparaît : un texte de Dostoïevski, en exergue de *Signification du Marxisme*, touche ainsi « à un cœur du problème[14] ». Une telle « eschatologie » n'est-elle pas étrangère au marxisme? Demeurant « au plan de la raison et de l'effort humain », celui-ci doit, pour le P. Desroches comme pour Bartoli, voir dans l'histoire « une progression sans fin ». C'est-à-dire : sans terme, car — le P. Desroches le note bien — lorsqu'un chrétien

11. *Signification...*, pp. 17, 243.

12. Jean Lacroix et J. R. Rabier, compte rendu du livre de Bartoli, dans *Esprit*, août 1950, pp. 266-267.

13. *Progrès humain, foi chrétienne et matérialisme athée. Autour de « Signification du Marxisme »*, in *Idées et Forces*, « Économie et Humanisme », nº 6 (janvier-mars 1950), pp. 5-18.

14. *Ibid.*, pp. 12-14.

se place, par hypothèse, « au plan de la raison et de l'effort humain » et conçoit ainsi la part de *la nature* dans l'histoire, Dieu reste « fin du monde », mais inaccessible : l'histoire purement *naturelle* tendrait vers l'Éternel sans le « rejoindre »; n'est-ce pas, en effet, par pure *grâce* que le Dieu des chrétiens a choisi la « manière d'être fin » qui consiste à « faire participer » d'autres êtres à « sa vie intime »? On peut l'accorder, croyons-nous, au P. Desroches : l'hypothèse, « sur le plan rationnel », d'un progrès indéfini laisse entier le problème du salut, union à l'Être transcendant; sa transcendance nous paraît telle qu'on peut beaucoup « donner à l'espérance de l'homme » sans rien Lui « enlever[15] ». La difficulté n'est pas là, mais dans la transposition, la transmutation que subit le marxisme lorsqu'on le ramène au niveau d'une conception méthodique, d'un *progrès* « sans fin », ce progrès n'équivalant pas, pour l'éliminer, à un *salut,* au sens « définitif », absolu de ce terme spécifiquement religieux.

Bartoli déclare : « Le communisme marque la fin de l'aliénation économique et des aliénations-reflets, il n'est pas la fin de toute aliénation[16]. » Dans cette perspective où la religion n'est plus une « aliénation-reflet », il faudrait rayer du *Capital* les lignes sur la transcendance illusoire de l'objet religieux, « reflet », précisément, d'un monde réel que ne maîtrise pas encore une pratique rationnelle. Et si « la fin de l'aliénation économique » — de l'appropriation privée des moyens de production — ne garantit pas « la fin de toute aliénation », on peut sans doute soumettre à un nouvel examen le problème de « l'aliénation politique ». De fait, Bartoli juge « insuffisante » l'analyse « marxienne » des conditions du fameux « dépérissement » de l'État; il signale les dangers de l'État révolutionnaire »; il craint

15. *Ibid.*, p. 6.
16. *La doctrine...*, p. 389.

qu'après la révolution ne s'établisse « un capitalisme d'État plus écrasant encore pour les masses que le capitalisme privé[17] ». Si des marxistes « s'aliènent au lieu de se libérer », dans de nouvelles exaltations de l'État, c'est, nous dit-on, par infidélité à la « méthode ». Mais, ce disant, on renouvelle — du point de vue de *ces* marxistes — les erreurs des sociaux-démocrates qui doutent du socialisme en U.R.S.S. et réduisent le matérialisme historique à une « attitude méthodologique[18] ». L'efficacité présente du marxisme en politique ne vient-elle pas plutôt de sa condensation en un système, même sommaire? Quand cette pensée se détend et se complique, le capitalisme privé reste-t-il au même degré l'ennemi de l'humanité, l'aliénation économique n'étant plus le fondement assuré de toutes les autres? Les duretés de la dictature du prolétariat seraient-elles justifiées si elles ne conduisaient pas infailliblement à la fin de *toutes* les aliénations? Et si le renversement de sa condition économique ne change pas toute la condition de l'homme, si la combativité du prolétariat n'a plus l'efficace d'une « négativité » qui accomplit une « réintégration », une plénitude, la théorie de la lutte des classes se trouve elle-même mise en question. Au dire de Bartoli, « il y a antinomie à prêcher la lutte des classes pour aboutir à une société sans classes, fût-ce au prix d'une dictature transitoire[19] », propos non plus de social-démocrate, mais de chrétien social... Voilà où l'on peut en venir quand on ôte au marxisme la rigidité d'une « religion séculière ». Les expressions du P. Desroches sont moins brutales, mais il n'accepte pas davantage « l'optimisme marxien », « un optimisme systématique ». Il traite avec scepticisme la formule célèbre : « L'humanité ne se pose jamais que des problèmes

17. *Ibid.*, pp. 82, 312, 399.
18. *Ibid.*, p. 390.
19. *Ibid.*, p. 399.

qu'elle peut résoudre. » Il demande si, par « un inattendu de l'histoire », le règne de la liberté prévu par Marx « ne se dédoublera pas en un univers de coercition », si les nouveaux instruments de conscience et de maîtrise « n'amplifieront pas aussi bien les chances de ce que les sociétés en attendent que les risques de ce qu'elles n'attendent pas[20] ». Lorsque disparaît l'idée d'une fin *des* aliénations accessible à l'effort humain, la conception du progrès devient autre; autre également, l'attitude méthodologique : les conditions du mouvement social apparaissent moins simples, l'analyse ne saurait procéder de la même manière, tant est réelle la solidarité de la méthode avec un « minimum de système ».

Une fois dégagée par le P. Desroches la signification du marxisme, que reste-t-il de ce dernier? D'une part, la conception d'une « science théorico-pratique » de la société, de sa genèse et de l'action qui la peut transformer, discipline d' « auto-expérimentation » collective[21]. D'autre part, des analyses laissées par Marx et ses disciples, celles que peut intégrer ce savoir libéré de la négation préalable de toute transcendance[22]. Les analyses « marxiennes » du capitalisme et de son autodestruction, que le P. Desroches n'examine point, Barbu les expose longuement, avec une grande clarté, en les confrontant avec les vues, qu'il connaît fort bien, des économistes postérieurs. Tâche indispensable : l'œuvre d'un auteur qui passa de la philosophie à l'économie politique ne relève pas seulement d'appréciations philosophiques; l'exposé qui nous est offert de sa doctrine économique et sociale tend à en dégager une valeur, totale ou partielle, indépendante de présupposés hégéliens, même renversés. Les chapitres « Théorie de la plus-

20. *Signification...*, pp. 54, 161-162.
21. *Progrès humain...*, p. 18.
22. *Signification...*, p. 16.

valuc » et « Théorie de la prolétarisation » constituent d remarquables essais de compréhension de la pensée d Marx et d'une interprétation qui réponde aux objection postérieures. Ceux consacrés à la lutte des classes ou la stratégie politique ne semblent pas offrir une discus tion aussi poussée. Peut-être, dans cet inventaire, la pen sée « marxienne » tend-elle à se morceler, le lien ne pa raît plus assez entre la formation philosophique et la con duite de l'analyse économique. Cette présentation de théories partielles qui compose une « doctrine économi que et sociale » demeure cependant l'apport majeur d Bartoli, qui, délibérément, ne propose pas de conclusion détaillées, pratiques. « Marx est peut-être avant tou un témoin[23]. » Cette réflexion finale rappelle l'autre aspect, non dissimulé, du livre : témoignage de l'inci dence du marxisme sur une pensée chrétienne. C'est à notre avis comme témoignage aussi de cette incidence de cet ébranlement, que vaut l'ouvrage du P. Desro ches : cet article ne pouvait en décrire la richesse en « notations » suggestives; il devait, croyons-nous, exa miner quelle transposition « dans l'idéal » ce livre offre du marxisme militant, fanatique[24]; si intéressante que soit cette expérience intellectuelle, il ne convient pas, à notre avis, d'y chercher un guide pour l'action.

PAUL VIGNAUX.

23. *La doctrine...*, p. 415.

24. Ceci, quelle que soit l'intention de l'auteur qui évoque, dans l'article cité plus haut : « La recherche d'un accord pour la paix du monde », *Progrès humain...*, p. 7. En effet, ce livre est loin de contenir, à notre avis, l'analyse *du* marxisme dont « des centaines de millions d'hommes relèvent politiquement » aujourd'hui.

## LE MONDE RURAL DANS L'ECONOMIE MODERNE

### (La Semaine sociale de Nantes)

« Le monde rural dans l'économie moderne », tel fut le sujet de la 37e session des Semaines sociales.

L'exposé d'ensemble des questions rurales qu'on y entreprit tendait, devant l'opinion citadine, à faire connaître un milieu par trop ignoré.

Il est en gros cette fraction de population gravitant autour de la mise en valeur du sol, comprenant les « agricoles », tous ceux qui servent ou écoulent la production de ceux-ci — artisans et commerçants — enfin ceux qui y assument quelque service de la vie sociale. La nature est son cadre, et sa mentalité est marquée par tous les rythmes naturels.

Sa fraction centrale agricole organise son travail en des modes très divers : « exploitation familiale », grande exploitation et même quelques essais d'exploitations communautaires. Elle accède de manières fort différentes aussi à la culture de la terre : par la propriété, par le simple usage avec redevance, dans le fermage et le métayage.

Or, malgré l'immobilité qu'on lui prête volontiers, ce monde vit. Au niveau matériel on s'est mis à attacher plus d'importance aux moyens de mettre le sol en valeur qu'à la possession de ce sol lui-même. C'est que des techniques nouvelles ont commencé d'apparaître au cours du XVIIIe siècle, dans les systèmes de culture et d'élevage et dans l'amélioration du sol, pour s'intensifier, au cours de ces dernières décades, par l'emploi de la machine et du moteur.

En conséquence, cela fait évoluer quantité de choses :

l'importance des exploitations grandit tandis que le volume de la population active diminue. L'aristocratie terrienne a vu diminuer son rôle avec la disparition de la grande propriété foncière, et la bourgeoisie rurale, qui lui avait en partie succédé, assiste à une montée de la paysannerie présentant un type d'homme nouveau, avide de culture personnelle, avide d'indépendance et largement tendu vers l'avenir, en même temps qu'un milieu social plus homogène, sortant peu à peu de l'ancien individualisme.

Toutefois l'information ne fut pas, et à beaucoup près, l'unique but de cette Semaine sociale. Une préoccupation dominait. Un problème était posé. Ce monde rural possède des valeurs humaines de premier ordre : le contact avec la nature, le travail en famille, le sens de la responsabilité, de l'économie, de la continuité. Mais le progrès technique menace ces valeurs, au dedans, par des modes nouveaux de travail que l'on peut être tenté de calquer sur ceux de l'industrie, au dehors, par la résidence à la campagne d'ouvriers qu'entraîne la décentralisation industrielle.

Faut-il moderniser les campagnes ? Si oui, comment sauvegarder l'essentiel des valeurs rurales, et comment en faire bénéficier la fraction nouvelle de population qui s'installe à la campagne ?

A ce problème énoncé dès le cours d'ouverture, on a répondu en prenant acte de la modernisation comme d'une transformation qu'imposent tout à la fois le réalisme économique et l'élévation des niveaux de vie, puis on a indiqué le sens dans lequel on devait orienter cette transformation :

— adoption du progrès technique dans le cadre de l' « exploitation familiale », complétée, pour ce qui dépasse ses moyens, par l'emploi coopératif de certaines machines;

— maintien, avec aménagements de détail, du cadre de propriété privée individuelle;

— apaisement des incertitudes des cultivateurs par des garanties de débouchés et de prix, de stabilité sur leurs fermes, de Sécurité sociale;

— financement de l'agriculture par l'ensemble du pays;

— meilleure répartition de la population agricole sur le territoire;

— réalisation de la décentralisation industrielle en s'efforçant de fournir sur place aux ruraux un travail industriel plutôt qu'en introduisant des éléments nouveaux à la campagne;

— éducation humaine, morale et religieuse du monde rural.

*Les réactions du public.*

Cette manière de poser les problèmes n'a pas obtenu l'adhésion unanime de l'auditoire. Notre compte rendu doit, à côté sans doute des approbations d'une majorité, faire état aussi des déceptions, des réserves et des refus qui se manifestèrent en public comme en privé, non seulement chez plusieurs spécialistes, économistes ou moralistes, mais aussi chez un certain nombre de ruraux appartenant en général à l'Action catholique rurale, principalement chez les jeunes autour de vingt-cinq ans.

Les réactions personnellement enregistrées chez les ruraux sont les suivantes :

D'abord une certaine impatience devant un parti pris de maintenir dans toute la mesure du possible les structures traditionnelles de l'exploitation et le caractère à part du monde rural. Et ceci, moins par désir de nouveau, comme on s'est trop pressé de le dire, que parce qu'on semblait ignorer ou sous-estimer les difficultés supportées par les intéressés dans ces cadres traditionnels.

Cette considération nous amène au deuxième grief formulé : nous ne reconnaissons pas, dans beaucoup de ces

exposés, les faits tels que nous les vivons : nos exploitations familiales ne nous donnent aucune liberté, car le travail n'y est jamais fini, pesant aussi lourdement sur la femme et les enfants que sur les chefs d'exploitation souvents usés avant l'âge. La possibilité d'acheter des outils modernes est nulle ou extrêmement limitée; si l'on parvient à acheter un tracteur, on ne peut acheter le reste de l'outillage et il ne peut être question de l'équipement ménager. Il est également difficile d'utiliser dans ce cadre familial les techniques modernes qui s'y révèlent inapplicables. L'expérience nous amène à envisager des évolutions qui vont jusqu'à des transformations de la structure profonde de l'exploitation familiale.

Une troisième réserve était celle-ci : la comparaison établie entre l'exploitation familiale et la grande exploitation n'est pas valable pour l'ensemble des deux, car les exemples sont pris dans des cas très particuliers dus soit à la fécondité exceptionnelle du sol, comme dans les Flandres, soit au caractère spécial des cultures, comme les cultures florales ou maraîchères.

Enfin en mettant l'accent sur l'exploitation familiale individuelle et en réduisant la coopération à un élément secondaire, chacun s'efforce d'acquérir une exploitation suffisante pour le progrès technique en entrant dans la voie des achats de terres, et c'est l'instauration insensible mais réelle de la concentration des terres en esprit capitaliste et la réduction des exploitants évincés, à l'état de salariés agricoles, quand ce n'est pas leur départ en ville, comme manœuvres.

D'après certains économistes interrogés, les études faites jusqu'ici ont révélé que le revenu des investissements décroissait plus vite dans la grande exploitation que dans les exploitations familiales, mais cet avantage n'est obtenu qu'à un double prix, celui du travail excessif et du niveau de vie inférieur. Quant aux avantages économiques en matière de rendement ou de productivité, on en est encore à chercher les méthodes valables

de comparaison permettant de parvenir à des conclusions certaines. Enfin, en ce qui concerne les possibilités techniques d'adaptation de la totalité du progrès aux cadres d'une agriculture familiale, il semble qu'on ait fait preuve d'un optimisme excessif.

Des moralistes avertis des questions rurales ont constaté qu'il y a dans l'exploitation familiale beaucoup plus qu'un travail en famille; cette dernière est en tout si étroitement liée à l'exploitation qu'on a parlé à son sujet d'une « symbiose » et que les procédés de comptabilité ont révélé l'absolue impossibilité de dissocier les deux réalités au plan économique. Or dans le cas de l'exploitation de la propriété par une famille, on constate trop souvent que la constitution de cette famille est commandée par la constitution de l'exploitation : on unit des terres autant que des personnes; la limitation des terres commande bien souvent celle des naissances. Trop souvent aussi les buts de la vie des exploitants s'identifient à ceux de leur exploitation, dont ils ne sortent jamais, et à la table familiale, siège de l'intimité du foyer, ne sont souvent traitées que les questions de travail. C'est dire que l'homme, image de Dieu, et qui doit pouvoir choisir librement, se voit imposer, par le cadre de l'exploitation familiale, la plupart de ses choix majeurs, — lien conjugal, nombre d'enfants, — et dicter également par ce cadre son comportement familial. Cela n'est pas sans poser des problèmes de morale et sans modérer l'enthousiasme du « travail en famille ». Une éducation des personnes est ici nécessaire, mais il faut aussi envisager l'assouplissement de certains liens avec le cadre.

Il n'est pas jusqu'à des historiens qui ne s'étonnent de voir la Semaine sociale considérer l'exploitation familiale individuelle en propriété privée comme la réalité séculaire en agriculture, alors qu'il y a eu pendant des siècles des types de famille beaucoup plus patriarcaux et des communautés agraires qui ne sont pas mortes de

leur belle mort, mais qu'on a tout fait pour détruire et qui ne nous en ont pas moins légué plus d'une survivance.

*Le problème majeur posé par la modernisation.*

Si nous nous permettons maintenant quelques jugements personnels, il nous semble que la modernisation de l'agriculture est tout entière dominée par un problème majeur qu'on n'a pas vu aborder de face dans cette session. Pour sauver les valeurs humaines on oppose structure à structure, exploitation familiale à grande exploitation, société rurale à société urbaine, et l'on ne remonte pas à ce qui est beaucoup plus fondamental que ces sociétés matérielles : l'esprit qui les anime, la hiérarchie des valeurs qu'on y établit.

On dit qu'il ne faut pas calquer les régimes économiques de l'industrie, mais est-on assez attentif à relever ce qui a présidé à la création de ces structures, la recherche de revenus par le seul investissement de capitaux et conjointement, pour l'obtention de cette fin, la domination du capital sur tout le processus de production, la dévolution de l'autorité et des bénéfices au détenteur du capital ? Et nous pensons que si l'on ne porte pas l'effort de redressement à la racine, on n'évitera pas, quelles que soient les différences manifestées, que dans l'agriculture se modernisant, les même causes ne produisent les mêmes effets. Nous pensons également que les ruraux cités tout à l'heure avaient raison de dénoncer l'invasion sournoise du capitalisme chez celui qui, en proie comme tout homme, aux tentations de la cupidité, découvre la merveilleuse puissance des gros investissements et n'est pas mis en garde en même temps contre les dangers d'accaparement individuel que cela entraîne.

On donne comme critère de la grande exploitation la « différenciation entre la direction et la main-d'œuvre »,

mais voit-on assez que la vraie séparation n'est pas là ? Si l'on envisage matériellement cette différenciation, elle est un progrès, car elle marque l'avènement d'une pensée organisatrice qui fait trop souvent défaut dans nos exploitations familiales; et au surplus, si le chef de l'exploitation n'est rien plus que le premier des travailleurs, il n'y a pas encore de coupure réelle. Mais la coupure commence à partir du moment où cette direction estime que son apport de capitaux l'autorise à se réserver toute la pensée et tous les bénéfices de l'affaire.

A la naissance de l'industrie, on s'est battu pour ou contre la machine, alors qu'il fallait dénoncer l'emploi capitaliste de ces machines, et l'on a vu les canuts de Lyon s'en prendre à des métiers à tisser alors qu'il fallait condamner l'esprit capitaliste qui animait l'emploi de ces métiers. Va-t-on, dans l'agriculture, renouveler les mêmes naïvetés ?

On parle du danger que fait courir aux valeurs du monde rural l'entrée dans le circuit de la commercialisation. Mais là encore le circuit des échanges est indispensable et représente un progrès sur le stade autarcique de l'agriculture. Le danger réside dans l'esprit de mercantilisme qui voit dans les échanges beaucoup moins une prestation de services qu'une utilisation de marchandises, occasions de différences, c'est-à-dire de spéculations pour des bénéfices rapides et volumineux.

On ne semble pas non plus se rendre compte que c'est la même idée de bénéfice dû automatiquement aux investissements qui a envahi l'esprit de beaucoup de propriétaires non exploitants « vivant du revenu de la terre ». Ne sont-ils pas bien persuadés que puisqu'ils ont une terre ils doivent de ce fait en toucher un bénéfice et ne les voit-on pas pénétrés de l'idée que leur fermage est un revenu automatique et non le salaire d'un travail qui consisterait dans l'entretien foncier des terres et des bâtiments ? Or cela pèse aussi sur l'agriculture, et c'est pour se libérer de cette contrainte que les fermiers s'a-

venturent dans l'achat de leurs terres avec toutes les difficultés qui en découlent.

On est étonné de voir que la Semaine sociale ne dégage pas cet aspect important du problème que l'on peut appeler, sans emboîter le pas d'aucune démagogie, l'esprit capitaliste. C'est avant tout une question d'esprit, c'est pourquoi on aurait pu s'attendre à voir plus attentif à cette dimension spirituelle un organisme qui professe de dégager les principes d'une orientation chrétienne. Je reconnais mieux la mission des Semaines sociales dans l'enseignement donné naguère à Dijon en leur troisième session, par exemple dans un cours comme celui de l'abbé de Pascal sur « les justes et équitables rapports des hommes entre eux relativement à l'usage des biens temporels ». Là au moins les rapports humains autour de la propriété et des échanges sont étudiés avec une réelle vigueur de pensée chrétienne...

Est-ce se placer sur un terrain vraiment chrétien que de se raidir dans la défense d'une structure donnée parce qu'il existe un danger réel de socialisation et parce que des idéologies opposées préconisent un processus collectiviste de production ? Nous penserions volontiers que c'est au contraire se placer sur le même terrain matérialiste qu'elles et méconnaître la puissance et l'efficacité de l'esprit chrétien pour orienter, s'il le faut, des structures nouvelles en plein accord avec ses exigences.

Il nous semble qu'on en est venu là parce que l'on a été trop pressé de donner des directives, on ne s'est donc pas astreint à un effort suffisant, soit de rigueur scientifique, soit de pensée théologique.

*Manque de rigueur scientifique.*

Manque de rigueur scientifique, osons-nous affirmer, on a mal posé, par exemple, le problème central qui est celui de l'exploitation familiale.

Le terme paraît simple. Il est pourtant de ces notions

sociologiques qui recouvrent une réalité complexe et sans cesse en évolution. Or il appartient à un effort intellectuel élémentaire d'en analyser avec précision tout le contenu. « *L'exploitation familiale* » comprend des éléments différents. On pourrait facilement en discerner quatre : une équipe de travail, un régime social, un système agraire, un système technique. Or, l'examen révèle que ce sont là des réalités de nature très différente : l'équipe de travail est la famille; le régime social, un mode de propriété non seulement privée, mais individuelle; le système agraire, le partage du territoire en exploitations petites et moyennes et la division de celles-ci en parcelles multiples et disséminées pour les risques; enfin le système technique est la polyculture et l'élevage multiple combinés. Chaque élément mériterait un examen attentif et révélerait d'ailleurs bien des nuances, des complexités et des problèmes.

L'équipe de travail, par exemple, n'est pas uniquement constituée par la famille, puisqu'elle comprend couramment une bonne et un ou deux domestiques. Elle n'est donc familiale qu'à cinquante ou soixante pour cent dans l'ensemble. Peu importe, dira-t-on, ce qui compte c'est que ce n'est pas un procédé de production en masse. Mais nous savons aussi que cela implique l'absence de réglementtion précise et le règne de la fantaisie, bien souvent de l'arbitraire, du seul chef d'exploitation; nous entendons assez leurs fils eux-mêmes s'en plaindre.

Le système social est caractérisé par ce que nous appellerions la domination du « principe de propriété » sur le « principe d'exploitation ». On a bien dit que les valeurs d'exploitation prenaient de plus en plus le pas sur la propriété du fonds, c'est un progrès; mais il n'en reste pas moins que dans l'exploitation familiale, la constitution de cette dernière reste calquée sur la constitution d'une propriété, celle du bailleur, ou une de ses propriétés, ou celle de l'exploitant lui-même, peu im-

porte. Même quand on envisage de modifier l'extrême dispersion des parcelles qui caractérise le système agraire de cette exploitation, on ne pense qu'à un remembrement de propriété foncière. Or, autres sont les exigences de la propriété, autres celles de l'exploitation, et c'est un progrès de les bien discerner.

Quant à la polyculture, elle va de l'exploitation qui « fait de tout pour elle » (j'ai compté dans l'Ouest vingt-trois cultures et une demi-douzaine d'élevages) jusqu'à celle qui pratique les trois ou quatre cultures nécessitées par la rotation des végétations sur le sol. Or, cette dernière ne se rencontre pas dans la seule exploitation familiale.

On voit déjà que ce sont choses de nature différente et présentant bien des nuances. On verrait aussi, en interrogeant l'histoire, que l'équipe de travail se composait de familles patriarcales et de communautés; que l'exploitation était beaucoup moins liée à la propriété individuelle du sol, admettant la mise en valeur de territoires communaux et bien des servitudes collectives. Et nous ne signalons ici que les variations majeures enregistrées dans le passé. Mais il faut bien comprendre que si ces éléments de nature différente ont été bloqués dans un régime complexe et unique, c'est en vertu d'une heureuse rencontre permise notamment par la technique du temps. Aucun principe, même de simple convenance chrétienne, n'impose le maintien d'un pareil blocage. Et l'on peut toujours s'efforcer d'étudier en toute liberté d'esprit de nouveaux éléments ou les exigences d'une civilisation nouvelle.

Il fallait, en regard des principes chrétiens, poser le problème de ce qui est essentiel et permanent et de ce qui est susceptible de se modifier, ce qui n'empêchait pas de tenir, par ailleurs, le plus grand compte des exigences d'une sage évolution.

D'autre part, outre qu'on a mal saisi son principe, *la grande exploitation* a aussi été analysée de façon trop

succincte. Elle ne s'identifie nullement, surtout en France, avec la culture extensive caractérisée par un petit nombre d'opérations ou « façons culturales » sur de vastes territoires, ni avec la monoculture ou culture exclusive d'un produit; elle ne conduit pas davantage à l'épuisement des sols, comme en Amérique.

Il nous semble enfin, sans pourtant vouloir l'affirmer, que la notion du « *monde rural* », qui était un des premiers objectifs de la session, a été quelque peu schématisée. On semble considérer ce monde comme une société fermée à ce qui n'est pas elle, c'est-à-dire au monde urbain. Or ces limites paraissent déjà moins nettes depuis quelques décades, et nous pensons que l'on gagnerait, en procédant toutefois par étapes, à multiplier à la campagne les communications et les moyens d'échange de toutes sortes et à favoriser la prise de contact des citadins avec la nature. L'essor industriel et urbain a placé la campagne au second plan dans un monde moderne. Il ne faudrait peut-être pas trop tenir compte de la scission qu'il a créée entre ces deux éléments, mais tendre à faire des milieux nécessairement et heureusement différents, un monde unique. Mais ce n'est ici qu'une question de nuance.

Nous ne manquerons pas de dire, cependant, que certains exposés de la session ont donné d'excellentes analyses, par exemple : l'exposé sur le revenu comparé de l'agriculture et de la nation, ceux sur l'évolution psychologique du milieu rural ou sur les problèmes de la femme et de la jeunesse. A part cela, et dans l'ensemble, on eût beaucoup gagné en objectivité si l'on avait interrogé les faits de plus près et avec moins de sûreté de soi.

*Défaut de pensée théologique.*

La qualité de la pensée chrétienne aurait aussi beaucoup gagné si, à propos des problèmes existants, la

préoccupation initiale avait été d'interroger les princi pes chrétiens.

Or, comme à des choses bien connues, il ne fut fai à ces principes que des allusions passagères, et l'o s'est beaucoup plus appesanti sur des applications qu l'on considérait comme les conclusions naturelles de ce principes. Nous avons suggéré qu'un meilleur exame des faits eût rendu moins catégorique en bien des points. Or il est non moins certain que l'examen des grands principes régissant la doctrine sociale chré tienne aurait éclairé un domaine dans lequel il ne fau pas croire trop vite que l'on possède la véritable pensé chrétienne. Il nous paraît même des plus salutaires d'o pérer périodiquement ce retour aux sources chrétiennes comme on fait périodiquement son examen de con science pour voir si la conduite n'a pas perdu de sa pu reté et de sa netteté; car il est de fait que la manièr dont on vit et la pression d'une société entière fon qu'on ne reste pas sans effort dans la ligne de l'Évan gile, non seulement dans le domaine de l'action, mai encore dans celui de la pensée.

Sans doute cette étude des principes chrétiens a-t-elle été faite au cours des Semaines sociales antérieures. Cela ne suffit pas. Le grand drame de la pensée chré tienne à l'heure actuelle consiste à en rester à l'affirma tion platonique de principes que personne n'applique ou dans le domaine contingent et au nom de la doctrin sociale chrétienne, à donner du tout fait sous form d'options concrètes.

Or, c'était à propos de ces problèmes nouveaux e dans leur nouveau contexte qu'il fallait, une fois d plus, reprendre l'étude des principes et de l'esprit chré tien.

Il fallait, devant cette poussée humaine qui soulève l monde rural dans ses individus et dans son ensemble interroger la conception chrétienne de l'homme, e étudier la hiérarchie de ses besoins, non seulement pou

voir ce qu'il y avait de légitime et de dangereux dans cette poussée, mais également pour suggérer de nouvelles montées.

Il fallait, devant les problèmes d'utilisation des nouveaux moyens de production, voir avant tout l'esprit dans lequel ce progrès devait être abordé : esprit de service et non de lucre, esprit de détachement et non d'accaparement. En tout cela, on eût alors été amené à dégager l'essentiel du contingent et à faire planer la lumière et l'esprit de l'Évangile.

Faute de ce double recours aux sources : les faits et la Révélation, on s'est installé dans un domaine moyen, celui de l'opinion et des options contingentes, assez loin du réel et de l'esprit chrétien.

*Deux esprits.*

Au fond, si l'on réfléchit aux divergences qui se sont fait sentir au cours de la Semaine sociale, on est amené à penser qu'elles révèlent beaucoup plus que le choc de deux opinions dans les milieux chrétiens eux-mêmes; elles ont fait apparaître deux tournures d'esprit.

On s'est ému, tant à la Semaine sociale que dans la presse catholique, des contradictions ou notes discordantes apportées par des ruraux et quelques autres. Certains ont d'abord pris pour des marques de découragement l'évocation, faite par les jeunes, de leurs difficultés. D'autres ont considéré comme un pragmatisme bien limité le désir de voir mieux éclairer les problèmes actuels, comme un besoin de changement, certaines réserves formulées sur les traditions qu'on voulait maintenir. Et ils ne se sont pas fait faute de critiquer ces impatients avides de nouveauté :

Les plus hardis, déclare l'un, ce ne sont pas ceux qui sacrifient délibérément tout un ensemble de libertés, de traditions et de sentiments profondément enracinés au cœur du rural... ce sont bien plutôt ceux qui, prenant conscience d'une part de la situation de la jeune paysannerie poussée

de force hors de sa voie, d'autre part de la supériorité humaine de l'exploitation familiale, veulent de toute la force de leur volonté adapter celle-ci à de nouveaux besoins, la rendre viable, lui faire donner tout ce qu'elle peut donner, la sauver pour sauver le monde paysan.

Tel autre rend grâce aux Semaines sociales

de conserver cette sérénité et cette vocation de la synthèse qui nous mettent à même, partant d'une doctrine sûre et clairement définie, de trouver les orientations nécessaires et les indispensables adaptations.

C'est ici que nous touchons la différence radicale des deux tournures d'esprit. L'une procédant dogmatiquement en un domaine qui n'est pourtant pas celui des dogmes, l'autre plus attentive aux faits; l'une tendant à déduire des principes chrétiens des directives toutes faites, l'autre observant les événements pour en saisir le sens, la portée et la marche et se référant aux principes chrétiens pour savoir ce qu'il faut penser des faits, comme aussi ce qui doit, au nom des mêmes principes, être mis en question dans ce qui se pratique.

La première façon de penser a abouti à forger peu à peu une certaine opinion « bien pensante », mais cette opinion s'est révélée assez imperméable aux événements et n'a pas été pour autant docile aux principes de l'Église. N'est-ce pas elle qui, au siècle dernier, s'est voilé la face devant les syndicats ouvriers que recommandait pourtant le pape Léon XIII?

Les Semaines sociales qui, pendant longtemps, ont courageusement dénoncé bien des équivoques, ne seraient-elles pas en train de se laisser assagir quand elles abordent le monde rural, ce dernier bastion, qui est aussi le dernier espoir des « bien pensants »?

On a évoqué, au cours de la session, la douloureuse histoire de la classe ouvrière, preuve « que les chrétiens peuvent arriver trop tard ». Serions-nous en train de rééditer la même erreur?

G. ALLO.

# L'ENCYCLIQUE « HUMANI GENERIS »

La dernière Encyclique de S. S. Pie XII est un enseignement d'importance. Bien qu'elle soit adressée aux évêques et aux Ordinaires, beaucoup, en son entier, tiendront à la lire. Signalons que la *Bonne Presse* l'a publiée en une petite brochure de vingt pages. L'actuel format de la Revue empêche de donner ici le texte intégral. Par ailleurs un résumé fidèle coupé de citations sera peut-être la meilleure introduction à une lecture soucieuse de bien pénétrer la signification du texte pontifical.

## De quelques opinions fausses qui menacent de miner les fondements de la doctrine catholique

Tel est le titre de l'Encyclique dans laquelle le Saint-Père déplore qu'aujourd'hui soient « de toutes parts attaqués les principes mêmes de la Culture chrétienne ». On peut y distinguer deux grandes parties et une conclusion. Dans la première partie, l'Encyclique envisage l'ensemble de la situation actuelle et ses dangers. Dans la seconde, elle en distingue selon les disciplines, les aspects particuliers, et affirme en leurs domaines les doctrines à opposer.

### I. — L'ensemble de la situation actuelle

*Les dissentiments et les erreurs en dehors du bercail du Christ.*

*En aucun temps,* les dissentiments et les erreurs ne peuvent surprendre, car, en conséquence du péché originel, la raison humaine, bien que capable en droit d'accéder à la vérité, ne peut échapper totalement à l'erreur.

Bien que la raison humaine, en effet, à parler simplement, puisse vraiment, par ses forces et sa lumière naturelles, arriver à

une connaissance vraie et certaine d'un Dieu personnel, protégeant et gouvernant le monde par sa providence, ainsi que d'une loi naturelle mise par le Créateur dans nos âmes, il y a cependant bien des obstacles empêchant cette même raison d'user efficacement et avec fruit de son pouvoir naturel...

C'est pourquoi il faut dire que la révélation divine est moralement nécessaire pour que les vérités religieuses et morales qui de soi ne sont pas inaccessibles à la raison puissent être, dans l'état actuel du genre humain, connue de tous sans difficulté, avec une ferme certitude et sans mélange d'erreur.

*Aujourd'hui,* les erreurs naissent chez ceux qui, accueillants au « système de l'évolution »,

l'admettent sans prudence ni discernement et prétendent qu'il concerne l'origine de toutes choses, ne craignant pas de se montrer favorables à l'hypothèse moniste et panthéiste d'un univers soumis à une évolution perpétuelle.

Trois erreurs en sont nées : le « matérialisme dialectique », qui tend à « faire disparaître des esprits toute notion de Dieu », l' « existentialisme », qui, « négligeant les essences immuables des êtres », « s'intéresse seulement à l'existence de chaque chose », — « un faux historicisme »,

qui, s'attachant aux seuls événements de la vie humaine, renverse les fondements de toute vérité et de toute loi absolue en ce qui concerne tant la philosophie que les dogmes chrétiens eux-mêmes.

### 2. *Répercussion de ces erreurs dans les milieux catholiques*

Les théologiens et les philosophes catholiques

ne peuvent ni ignorer ni négliger ces systèmes qui s'écartent plus ou moins de la voie droite. Bien plus, il doivent les bien connaître d'abord parce que les maux ne se soignent bien que s'ils sont préalablement bien connus, ensuite parce qu'il se cache parfois dans les affirmations fausses elles-mêmes un élément de vérité, enfin parce que les mêmes affirmations invitent l'esprit à scruter et à considérer plus soigneusement certaines vérités philosophiques ou théologiques.

Mais certains ne se contentent pas de tirer de leur étude un tel fruit et s'exposent à plusieurs dangers. Les uns, parce qu'ils « s'efforcent de se soustraire à la direction du Magistère », les autres parce que,

mus par un zèle des âmes imprudent, éprouvent dans leur ardeur un vif désir de rompre les barrières qui divisent d'honnêtes gens; ils adoptent, en conséquence, un tel « irénisme » que, laissant de côté les questions qui divisent les hommes, ils envisagent non seulement de combattre d'un commun accord l'athéisme envahissant, mais même de réconcilier les dogmes, fussent-ils opposés

Ces derniers en viennent à se demander si la théologie et sa méthode actuelle « ne doivent pas être non seulement perfectionnées, mais encore complètement réformées », afin que le règne du Christ soit propagé plus efficacement « parmi les hommes de quelque culture ou de quelque opinion religieuse que ce soit ».

S'ils n'avaient d'autre prétention que d'adapter davantage par l'introduction d'une nouvelle méthode l'enseignement ecclésiastique et sa méthode aux conditions et aux besoins actuels, il n'y aurait presque aucune raison d'inquiétude;

malheureusement,

certains semblent considérer comme des obstacles à la restauration de l'unité fraternelle ce qui, en fait, est fondé sur les lois mêmes et les principes posés par le Christ et sur les institutions établies par Lui, ou bien constitue la défense et le soutien de l'intégrité de la foi et ne saurait, en disparaissant, qu'assurer l'union dans la ruine.

Ces opinions, enseignées par les uns « avec des précautions et des distinctions », sont proposées par d'autres

plus audacieux de manière claire et sans restriction, non sans faire tort à beaucoup, spécialement au jeune clergé, et non sans dommage pour l'autorité ecclésiastique.

## II. — Différentes disciplines : erreurs particulières et doctrines à maintenir

### 1° *La théologie.*

#### a) *Exposé d'ensemble de la position dénoncée.*

Certains entendent réduire le plus possible la signification des dogmes, libérer le dogme lui-même de la manière de s'exprimer en usage dans l'Église depuis longtemps et des concepts philosophiques en vigueur chez les docteurs catholiques, pour retourner dans l'exposition de la doctrine catholique aux expressions employées par la sainte Écriture et par les Pères.

D'autres, plus audacieux, prétendent que

jamais les mystères de la foi ne peuvent être exprimés en termes vrais, mais seulement en termes approximatifs, et toujours changeables, qui indiquent la vérité dans une certaine mesure, mais qui la déforment aussi nécessairement. C'est pourquoi ils ne jugent pas absurde, mais au contraire absolument nécessaire que la théologie, selon les diverses philosophies dont au cours des temps elle se sert comme d'instruments, substitue de nouvelles notions aux anciennes...

b) *Deux attitudes fautives.* - La première est « le mépris de la doctrine communément enseignée et des termes dans lesquels elle est exprimée ». Pour préciser quel est ce mépris,

Il n'est personne qui ne voie que les expressions employées, soit dans les classes, soit par le magistère de l'Église, pour exprimer ces notions peuvent être améliorées et perfectionnées; on sait d'ailleurs que l'Église n'a pas constamment employé les mêmes termes. Il est clair également que l'Église ne peut se lier à n'importe quel système philosophique, dont le règne dure peu de temps.

Mais « les expressions qui, durant plusieurs siècles, furent établies du consentement commun des docteurs catholiques » reposent sur « la véritable connaissance des choses créées », et, « employées dans les Conciles œcuméniques », elles « en ont reçu une telle sanction qu'il n'est pas permis de s'en éloigner » et de « leur substituer des notions et des expressions flottantes et vagues d'une philosophie nouvelle ».

La seconde attitude est un « manque d'égard » et même « un mépris à l'égard du magistère de l'Église ».

Or « ce qui est proposé dans les Encycliques », bien que « les papes n'y exercent pas le pouvoir suprême de leur magistère », exige l'assentiment, car il appartient au ministère ordinaire du Pontife.

Il est vrai que

les théologiens doivent sans cesse revenir aux sources de la révélation divine; c'est leur rôle d'indiquer de quelle manière les vérités enseignées par le magistère vivant se trouvent « explicitement ou implicitement dans les Écritures et la Tradition ». En outre, l'une et l'autre source de la doctrine divinement révélée contient des trésors de vérité si nombreux et si grands qu'on ne les épuisera jamais. C'est pourquoi, par l'étude des sources, les sciences sacrées rajeunissent sans cesse, tandis que la spéculation qui néglige de pousser au delà l'étude du dépôt révélé, l'expérience nous l'a appris, devient stérile.

Mais

ce dépôt, ce n'est pas à chacun des fidèles, ni même aux théologiens eux-mêmes que Notre divin Rédempteur en a confié l'interprétation authentique, mais au seul magistère de l'Église.

c) *Précision d'erreurs particulières.* — Concernant l'autorité de la sainte Écriture :

Certains, en effet, osent fausser le sens de la définition du Concile du Vatican qui proclame Dieu auteur des Écritures, reprenant ainsi une opinion bien des fois condamnée selon laquelle l'inerrance de l'Écriture ne s'étendrait qu'à ce qui concerne Dieu, les choses morales et religieuses. Bien plus, ils parlent à tort du sens humain des Livres sacrés, sous lequel se cacherait le sens divin, seul infaillible, disent-ils. Dans l'interprétation de l'Écriture,

ils ne veulent aucunement qu'on tienne compte de l'analogie de la foi et de la tradition de l'Église; en sorte qu'il faudrait ramener l'enseignement des saints Pères et du magistère au sens de l'Écriture interprétée d'une manière purement humaine par les exégètes, plutôt que d'expliquer la sainte Écriture selon l'esprit de l'Église, que le Christ Notre-Seigneur a établie gardienne et interprète de l'entier dépôt de la vérité divinement révélée.

En outre, le sens littéral de l'Écriture et l'exposé qu'en ont élaboré, sous la vigilance de l'Église, tant et de si grands exégètes, doivent céder, selon les décrets fallacieux de ces maîtres, devant l'exégèse nouvelle, qu'ils appellent symbolique et spirituelle...

Concernant les différentes parties de la théologie :

On met en doute la puissance de la raison à démontrer, par des arguments tirés des créatures, sans l'aide de la révélation, l'existence d'un Dieu personnel; on nie que le monde ait commencé et on prétend que la création du monde était nécessaire puisqu'elle procéderait de la nécessaire libéralité de l'amour divin; on refuse à Dieu la prescience éternelle et infaillible des actions libres des hommes.

Quelques-uns même se demandent si les anges sont des créatures personnelles, si la matière diffère essentiellement de l'esprit. D'autres déforment la vraie notion de la gratuité de l'ordre surnaturel, quand ils prétendent que Dieu ne peut créer des êtres doués d'intelligence sans les ordonner et les appeler à la vision béatifique. Ce n'est pas assez; écartant les définitions du Concile de Trente, on fausse la notion du péché originel et en même temps celle du péché en général, en tant qu'il est offense de Dieu, celle aussi de la satisfaction que le Christ a présentée pour nous. Il s'en trouve pour soutenir que la doctrine de la transsubstantiation, fondée, disent-ils, sur une notion philosophique vieillie de la substance, doit être corrigée, de telle sorte que la présence réelle du Christ dans l'Eucharistie se réduise à une sorte de symbolisme.

Concernant l'Église et la crédibilité de la foi catholique :

Certains sont d'avis qu'ils ne sont point liés par la doctrine que Nous exposions, il y a peu d'années, en Notre Encyclique et qui s'appuie sur les sources de la révélation, à savoir que le Corps mystique du Christ et l'Église catholique romaine sont une seule et même chose. Quelques-uns réduisent à une vaine formule la nécessité d'appartenir à l'Église pour arriver au salut éternel. D'autres, enfin, n'admettent pas le caractère rationnel des signes de crédibilité de la foi catholique.

2° *La philosophie.*

a) *La philosophie enseignée dans l'Église.* — Reprenant l'enseignement qu'elle donnait à son début, l'Encyclique rappelle le souci que l'Église a d'un enseignement philosophique, et son rôle nécessaire de vigilance pour que s'exerce avec rectitude l'usage de la raison. Ainsi s'est dégagée cette

« philosophie saine, que nous avons reçue des siècles chrétiens qui nous ont précédés, comme un patrimoine depuis longtemps constitué ».

Cette philosophie reçue et communément admise dans l'Église, défend l'authentique et exacte valeur de la connaissance humaine, les principes inébranlables de la métaphysique — principes de raison suffisante, de causalité et de finalité — enfin la capacité d'arriver à une vérité certaine et immuable.

Cette philosophie présente de nombreux points qui ne touchent, ni directement ni indirectement, aux questions de foi et de morale et que l'Église, pour ce motif, abandonne à la libre discussion des esprits compétents. En d'autres domaines, au contraire, ceux surtout qui concernent les principes et les énoncés essentiels que Nous avons rappelés, la même liberté n'existe pas. Même en ces questions essentielles, il est permis de donner à la philosophie un vêtement plus juste et plus riche, de la défendre par des exposés plus efficaces, de la dégager de certaines présentations scolaires moins adaptées, de l'enrichir prudemment de certains apports de la pensée humaine.

Mais

il n'est jamais permis de la renverser, de la contaminer par de faux principes ou de l'estimer un monument imposant, certes, mais d'un autre âge.

Le travail de recherche doit donc continuer, car

tout ce que la raison humaine, en ses recherches sincères, pourra découvrir de vérité, ne peut sûrement pas s'opposer aux vérités acquises.

Mais

que le chrétien, philosophe ou théologien, n'embrasse donc pas avec précipitation et légèreté toutes les nouveautés du jour...

Si on a bien saisi ces points de vue, on apercevra sans peine pourquoi l'Église exige que ses futurs prêtres soient formés aux disciplines philosophiques « selon la méthode, la doctrine et les principes du Docteur Angélique ». C'est que l'expérience de plusieurs siècles lui a parfaitement appris que la méthode de l'Aquinate, qu'il s'agisse de former de jeunes esprits ou d'approfondir les vérités les plus secrètes, s'impose entre toutes par ses mérites singuliers; sa doctrine s'harmonise avec la révélation divine comme par un juste accord; elle est singulièrement efficace pour établir, avec sûreté, les fondements de la foi, comme aussi, pour recueillir, de façon sûre et utile, les fruits du vrai progrès.

b) *Critiques inadmissibles à l'égard de cette philosophie.* — Trois critiques sont rejetées comme inacceptables par l'Encyclique :

La première consiste à dire que « notre philosophie soutient à tort la possibilité d'une métaphysique absolument vraie » et que « les réalités, surtout les réalités transcen-

dantes, ne se peuvent mieux exprimer que par des doctrines disparates ».

La seconde critique est que « la philosophie *perennis* n'est qu'une philosophie des essences immuables, tandis que l'esprit d'aujourd'hui doit considérer l'existence des êtres singuliers et la vie toujours fluente ».

Le troisième reproche est « de ne considérer dans le processus de la connaissance que l'intelligence et de négliger le rôle de la volonté ». Ce qui « n'est point le cas », car le Docteur commun a insisté sur l'influence considérable de la volonté droite pour l'acquisition de la vérité. Mais « la prétention de ces novateurs » est

d'attribuer aux facultés du vouloir et du sentiment une certaine puissance intuitive..., mêlant mal à propos connaissance et acte de la volonté.

c) *Les disciplines philosophiques compromises.* — De telles doctrines compromettent particulièrement la théodicée et l'éthique.

3° *Les sciences positives.*

« Plusieurs réclament avec insistance que la religion catholique tienne le plus grand compte de ces disciplines. » C'est sans aucun doute chose louable.

lorsqu'il s'agit de faits véritablement établis, mais lorsqu'il s'agit plutôt d'hypothèses qui touchent à l'enseignement de l'Écriture ou de la Tradition, même si elles ont quelque fondement scientifique, il faut les accueillir avec prudence.

*1. La biologie et l'anthropologie.*

a) *L'évolution.*

En conséquence, l'Église n'interdit pas que la doctrine de l'évolution, pour autant qu'elle recherche si le corps humain fut tiré d'une matière déjà existante et vivante — car la foi catholique nous oblige à maintenir l'immédiate création des âmes par Dieu — dans l'état actuel des sciences et de la théologie, soit l'objet de recherches et de discussions, de la part des savants de l'un et l'autre parti, de telle sorte que les raisons qui favorisent ou combattent l'une ou l'autre opinion soient examinées et jugées avec le sérieux nécessaire, modération et mesure; à la condition toutefois que tous soient prêts à se soumettre au jugement de l'Église, à qui le Christ a confié le mandat d'interpréter avec autorité les Écritures et de protéger la foi.

b) *Le polygénisme.*

Les fidèles ne peuvent embrasser une doctrine dont les tenants soutiennent ou bien, qu'il y a eu sur terre, après Adam, de vrais hommes qui ne descendent pas de lui par génération naturelle comme du premier père de tous, ou bien qu'Adam désigne l'ensemble de ces multiples premiers pères.

On ne voit, en effet, aucune façon d'accorder pareille doctrine avec ce qu'enseignent les sources de la vérité révélée et ce que proposent les actes du magistère ecclésiastique sur le péché originel, péché qui tire son origine d'un péché vraiment personnel.

2. *Les sciences historiques.*

L'erreur dénoncée ici vise ceux qui invoquent une lettre de la Commission pontificale des études bibliques à l'Archevêque de Paris pour interpréter les livres historiques de l'Ancien Testament.

Si les hagiographes anciens ont pris quelque chose aux narrations populaires (ce que l'on peut accorder), il ne faut jamais oublier qu'ils l'ont fait, aidés de l'inspiration divine, qui les gardait de toute erreur, dans le choix et l'appréciation de ces documents. On ne peut donc, d'aucune façon, mettre les récits populaires accueillis par les livres saints sur le même rang que les mythologies ou autres récits semblables...

## Conclusion

Nous enjoignons aux évêques et aux supérieurs généraux d'Ordres et d'Instituts religieux, leur en faisant une grave obligation de conscience, de veiller avec le plus grand soin à ce qu'on ne soutienne point les doctrines de ce genre dans les classes, dans les réunions ou par quelques écrits que ce soit, ni qu'on les enseigne de quelque façon que ce soit aux clercs ou aux fidèles.

Que les professeurs d'Instituts ecclésiastiques

cherchent, certes, de toutes leurs forces à concourir au progrès des sciences qu'ils enseignent, mais qu'ils se gardent aussi d'outrepasser les limites que Nous avons établies pour défendre la vérité de la foi et de la doctrine catholique.

## *LES SIGNES DU TEMPS*

*Moscou aura bien travaillé pour Washington.*

La victoire remportée par les Nations Unies en Corée est due, en fait, à la seule initiative américaine, de même que l'agression contre la Corée républicaine avait été le fait, non des communistes de Pyong-yang, mais de Moscou. Il est sans doute nécessaire que, ni Washington ni Moscou ne désirant pour le moment un conflit mondial, l'un et l'autre retirent la main de leur marionnette et lui rendent son autonomie. Mais toute la propagande soviétique ayant présenté l'affaire de Corée comme une épreuve de force entre le communisme et les États-Unis, pour l'opinion du monde entier de même que pour l'opinion des chefs responsables soviétiques et américains, cette opération se solde par une défaite du Kremlin et par un triomphe de l'Amérique. La mine enfarinée et les discours mielleux des diplomates ne changeront rien à cette réalité.

On sait quelle fut la surprise des Américains lors de l'attaque de juin : elle n'était pas feinte. Lors de son retour de Chine, voici trois ans, le général Marshall avait lui-même indiqué dans un rapport secret que la Corée, en cas de conflit international, n'était pas stratégiquement défendable. Washington avait tiré les conséquences de cette constatation : et depuis deux ans, les forces américaines ayant été enlevées de Corée, seule y restait la mission du général Church, conseiller « technique » de l'armée républicaine de Corée, à Séoul. Les

services de la Défense, à Washington, étant dans le plein de leur crise d'économies, on avait rogné sur les services de renseignements en Extrême-Orient, et ceux qui étaient destinés à surveiller les communistes de la Corée du Nord avaient été réduits à un état squelettique. Ceux des Sud-Coréens, avertis des conditions et de la date probable de l'attaque nordiste, prévinrent le général Church. Celui-ci, démuni de toute information d'origine américaine, leur accorda d'autant moins de crédit que Séoul ne faisait pas mystère de régler un jour coûte que coûte le problème coréen. On connaît la suite. Ajoutons, pour l'anecdote, que certaines informations, récemment parvenues de Moscou, font état de l'extrême mécontentement de Staline envers ses ministres dans toute cette occasion. Il considérerait — raisonnant à travers la dialectique marxiste — que, en se retirant de Corée, les États-Unis ont voulu créer un vide afin de provoquer l'entrée des communistes et de permettre, après défaite de ceux-ci, l'établissement des U.S.A. devant Vladivostok. Il est probable qu'avant de courir les risques de ce machiavélisme, les Américains auraient plus simplement évité d'évacuer la péninsule.

L'irritation du Kremlin peut se fonder sur des raisons autrement graves. La victoire des Occidentaux contre les forces d'un satellite russe y est moins importante — mis à part ses immenses effets psychologiques — que le réveil des États-Unis provoqué par l'agression, et par le viol d'un pacte : celui qui fut concerté à Yalta et à Potsdam entre le chef du gouvernement soviétique et le président des États-Unis. Avant l'agression sur la Corée du sud, les crédits militaires étaient rognés, non seulement par le ministre de la Défense d'alors, M. Johnson, mais par M. Truman lui-même : encore en mai dernier, il s'opposait à la constitution d'une flotte aérienne de combat de soixante-dix groupes; il estimait que quarante-huit groupes accordaient les responsabilités des États-Unis et leurs possibilités économiques en temps

de paix. Au sein même de l'administration, la politique de M. Johnson s'opposait à celle du Département d'État. Face aux Européens, les États-Unis, divisés dans le milieu même de leur maison, manquaient d'imagination, d'autorité et de foi pour conseiller efficacement l'unité du Continent, sur quelque plan que ce soit, économique, politique ou militaire.

Deux mois après la décision de M. Truman de faire protéger l'indépendance de la Corée républicaine par les forces des États-Unis, l'unité était réalisée dans l'administration avec le départ de M. Johnson et son remplacement par le général Marshall. On ne peut en effet oublier que ce fut M. Acheson qui, le premier, à Cleveland en 1946, parla de l'aide économique à l'Europe, offrant ainsi au futur secrétaire d'État (le général Marshall le devint l'année suivante) les idées maîtresses du plan économique qui devait porter son nom. Tout le personnel recruté par M. Truman depuis deux ans à des fins de politique électorale, et qui faisaient peser sur la politique étrangère des États-Unis le plus lourd des handicaps, est remplacé, homme par homme, depuis deux mois, par les hommes dont le général Marshall s'était autrefois entouré : Finletter, Symington, Lovett. C'est une équipe unie que M. Staline a conduite au pouvoir à Washington.

La politique d'usure patiente conduite jusqu'en juin par le Kremlin aboutissait à user en Amérique le parti démocrate, et les élections du mois prochain se présentaient pour lui sous le jour le plus défavorable : elles risquaient de conduire au pouvoir les hommes d'affaires du parti républicain et de fournir aux Soviets l'occasion de discuter en tête à tête avec eux le partage du monde en grandes zones d'influence, qui eussent brisé l'unité des Occidentaux. Le renforcement des démocrates, que beaucoup, chez les républicains eux-mêmes, attendent des élections partielles d'octobre, conduirait à un renforcement de la politique « européenne » des États-Unis

et à l'abandon définitif de toute politique isolationniste.

Les hésitations, on pourrait dire la mauvaise volonté — due tout simplement à leur profond amour de la paix — dont les États-Unis accompagnaient leur réarmement, le programme dont le symbole était « les quarante-huit groupes » est remplacé, dès maintenant, par le programme suivant, qui entrera en vigueur à partir de juillet 1951. Il viendra prendre la suite des quelque vingt-cinq milliards de crédits supplémentaires que les Américains ont voté depuis l'ouverture des hostilités en Corée. Ce nouveau programme, que le président Truman étudie à l'heure actuelle, comporte les points suivants : une force totale de trois millions d'hommes, au lieu de un million huit cent mille aujourd'hui. Sur ce chiffre, l'armée de terre posséderait dix-huit divisions. Cent groupes d'aviation, au lieu de soixante-dix-huit, comme il fut décidé sitôt après l'attaque sur la Corée. Quant à la flotte, son épine dorsale sera constituée par cinq cuirassés de 45.000 tonnes, au lieu d'un seul, le *Missouri,* et par neuf porte-avions lourds (de 37.000 tonnes à 45.000 tonnes). Déjà le *New Jersey* (cuirassé de 45.000 tonnes) a été tiré de la gélatine et il vient d'entrer en escadre. Notons que les opérations de remise en activité ont duré exactement un mois. Deux autres cuirassés suivront d'ici février 1951, le *Iowa* et le *Wisconsin.* Le financement de cet effort sera assuré par un budget estimé dès maintenant à quarante-cinquante milliards de dollars, soit environ le triple du budget consenti jusqu'à présent par le parlement américain.

L'exemple coréen a enfin conduit les États-Unis à définir le principe de leur nouvelle stratégie : c'est désormais l'Europe qui doit, la première, être défendue contre toute intervention soviétique. Le général Bradley, chef d'état-major général, l'a annoncé en ces termes :

Deux fois déjà, en 1918 et en 1944, les soldats, les marins et les aviateurs américains ont eu à entrer en guerre en Europe. Cette fois-ci, nous avons l'intention de nous trouver

sur place avec nos amis avant que la lutte ne commence, dans l'espoir que notre détermination évidente pourra faire réfléchir l'agresseur et l'empêcher de déclencher la moindre guerre.

Il est possible qu'une semblable puissance — et nous ne disons rien de la mobilisation industrielle qui accompagne sa création — offre une tentation à ceux qui, à Washington même, voudraient régler une fois pour toutes le sort de l'Union Soviétique. Mais ceux qui, en France et ailleurs, veulent voir dans cette hypothèse la preuve que l'Amérique veut la guerre, oublient déjà que l'une des raisons de la « démission » de M. Johnson fut qu'il était, contre le secrétaire d'État, la tête de file des partisans de la guerre préventive. On peut penser que l'Amérique, avec sa haine de l'encasernement et de la vie militaire, cherchera bien plutôt à utiliser sa force, comme le disait Bradley, pour intimider tout candidat à l'agression. Au cas où celle-ci se produirait, ce dont les connaisseurs les plus avertis de l'U.R.S.S. doutent chaque jour davantage, la présence d'une armée américaine en Europe éviterait sans doute aux États-Unis de n'y revenir que pour libérer un désert ruiné.

JEAN CREACH.

*Le gouvernement et le minimum vital.*

La loi du 11 février 1950, relative aux conventions collectives et aux procédures de règlement des conflits collectifs de travail, a marqué le passage d'un régime de salaires réglementé par les pouvoirs publics à un régime de salaires résultant de la libre discussion entre les partis. Toutefois, au moment de se débarrasser complètement de l'intervention gouvernementale, on a pensé

qu'il était bon que l'État assurât un minimum décent qui permît à chaque travailleur de vivre.

Mais, compromis entre de nombreuses tendances, la loi du 11 février 1950 a prévu la fixation de deux salaires minima entièrement distincts.

L'un, dont il est question à l'article 31-G, est « le salaire minimum national professionnel de l'ouvrier ou de l'employé sans qualification »; il doit être contenu obligatoirement dans les dispositions des conventions collectives nationales et correspond à la base de la hiérarchie des salaires : c'est le coefficient 100. Il est déterminé librement par accord entre les partis et peut, par exemple, être inférieur à celui dont il est question maintenant.

L'autre est « le salaire minimum national interprofessionnel garanti » à fixer par décret; il s'impose même contre l'accord des partis; étant national et interprofessionnel, il s'applique, en outre, aux travailleurs, quel que soit le lieu où ils exercent leur activité et quelle que soit la profession qui les emploie.

En principe, ce plancher n'a aucun rapport avec le coefficient 100 et ne devrait pas influencer le calcul des salaires; c'est pourquoi la loi avait prévu, à la Commission supérieure de Conventions collectives, d'élaborer la composition d'un budget-type servant à la détermination du salaire minimum interprofessionnel garanti.

La partie alimentaire du budget-type a été l'objet de nombreuses propositions qui ne se différenciaient pas très sensiblement, puisque celles du C.N.P.F. étaient de 6.685 fr. et celles de la C.G.T. de 8.134 fr. Mais, c'est évidemment dans la partie non alimentaire que les différences ont été plus grandes; très exactement du simple au double puisque le C.N.P.F. proposait 5.475 fr. et la C.G.T. 10.866 fr.

A supposer que l'on se mette d'accord pour un total, diverses questions importantes restaient à régler. En particulier, un abattement était susceptible d'être opéré

sur la valeur du budget-type parisien, en vue de la détermination d'un budget-type national. C'est évidemment une très mauvaise méthode de calculer un minimum provincial, mais, d'après les textes de la loi, il ne semblait pas y avoir un autre moyen de procéder. Cette difficulté a été résolue en adoptant des abattements de zone allant jusqu'à 18 %.

Enfin, il fallait déterminer la durée mensuelle en fonction de laquelle devait être calculé le salaire minimum horaire garanti.

En fait, tout ce beau calcul reposait sur l'indépendance complète du coefficient 100 et du salaire minimum interprofessionnel garanti. Or, il est évident que ces deux chiffres ne peuvent être indépendants et que, pratiquement, les syndicats demanderaient l'alignement des salaires supérieurs sur les plus faibles. C'est pourquoi le gouvernement a traité le problème comme la détermination de la base d'une échelle et non pas comme une mesure sociale destinée à fixer la rémunération minima. Une fois de plus, il a été prouvé que le souci d'assurer un minimum vital aux travailleurs ne pouvait se dégager de la notion plus générale d'une échelle de salaires.

J. Dumontier.

*Minimum vital et classe ouvrière.*

Le décret du 23 août 1950 a fixé à 78 fr. pour Paris et à 64 fr. pour la zone de salaires la plus basse le salaire minimum interprofessionnel garanti.

Ce décret était pris en application de l'article 31 X de la loi du 11 février 1950 relative aux Conventions collectives, qui prévoyait que, compte tenu d'un budget-type établi par la commission supérieure des Conventions collectives et des conditions économiques générales, un décret pris en Conseil des ministres fixerait le minimum garanti interprofessionnel.

Il faut entendre par ce terme le salaire au-dessous duquel aucun travailleur ne peut être rémunéré; c'est un plancher, une garantie dans le régime de liberté des salaires contre les exploitations possibles.

Remarquons que l'article 31 G de la loi du 11 février, en fixant le contenu obligatoire des Conventions collectives, parlait du salaire minimum national professionnel de l'ouvrier ou de l'employé sans qualification, salaire auquel seront appliqués les différents coefficients hiérarchiques pour déterminer les salaires minima des différentes catégories professionnelles.

Il convient donc bien de noter la différence entre le minimum interprofessionnel garanti et le minimum professionnel garanti. L'un est une garantie sociale, l'autre un salaire particulier à une branche d'industrie, base sur laquelle se calculent tous les salaires de l'industrie.

Si ces deux notions sont théoriquement indépendantes, il convient de rappeler qu'au cours des contacts de février-mars entre organisations ouvrières et patronales, ces dernières déclarèrent, entre autres, ne pas vouloir s'engager avant de connaître le chiffre du minimum interprofessionnel garanti qu'allait fixer le gouvernement.

Il y a donc un lien de fait important, dépendance sentie également par l'analyse de l'attitude patronale au cours des travaux de mise sur pied et de chiffrage du budget-type. Si l'un n'avait eu aucun rapport avec l'autre, pourquoi les patrons ont-ils défendu un chiffre de 12.000 fr. pour le budget-type alors que les salariés défendaient 17.500 fr. ?

En raison de l'importance de la fixation de ce salaire interprofessionnel garanti, qui influera sur les discussions en vue d'accords de salaire ou de la détermination dans les conventions collectives du minimum professionnel garanti, le décret du 23 août 1950 souleva dans la classe ouvrière de nombreuses réactions.

— En raison tout d'abord du chiffre. Si pour certaines industries ou catégories il représente une amélioration, en général il n'apporte par grand'chose, il est jugé insuffisant. 78 fr. de l'heure pour Paris, cela représente pour deux cents heures (donc quarante-huit heures par semaine) 16.500 fr. par mois environ si l'on ajoute l'indemnité de transport de 800 fr. Qui oserait prétendre vivre normalement avec une telle somme ? Mais tout le monde ne fait pas quarante-huit heures, certains en font quarante et même moins, rendons-nous compte de ce que cela représente par mois. Comment s'étonner alors que des ouvriers sidérurgistes de l'Est, malgré leur dur métier, doivent faire des semaines de soixante heures et plus pour gagner un salaire convenable ?

— Parce que dans 78 fr. sont incorporées de nombreuses primes. Si on parle grands principes, cela peut s'expliquer, mais dans les faits comment faire admettre à l'ouvrier qui a, par exemple, 65 fr. de salaire de base, plus 13 fr. de prime de rendement, qu'il doit continuer son effort de rendement puisque avec ou sans sa prime de rendement il touchera toujours 78 fr. qui lui sont automatiquement garantis ? L'application sera pleine de difficultés, de désaccords.

— Enfin et surtout à cause de l'esprit qui a inspiré le gouvernement. Personne n'ignore que par les Conventions collectives les travailleurs espèrent obtenir une amélioration de leurs salaires. De nombreux témoignages viennent fréquemment insister sur la faiblesse des salaires français. L'enquête faite récemment dans le cadre des discussions du pool acier-charbon démontre que nous arrivons en bien mauvais rang. Il y a en France un problème des salaires. Or que trouvons-nous dans le texte de présentation du décret :

Il est essentiel qu'aucun malentendu n'existe sur ce qui précède. La fixation du salaire minimum national interprofessionnel garanti, considéré comme minimum social dû à tout salarié qui apporte son travail à une entreprise, ne peut avoir comme conséquence l'augmentation automatique de tous les salaires dans toutes les catégories professionnelles, dans toutes les branches d'industries. Outre qu'on fausserait ainsi la pensée du législateur, on aboutirait alors à une augmentation telle des charges des entreprises qu'elle entraînerait un mouvement inflationniste et que le sort des travailleurs les moins favorisés, au lieu d'être amélioré, se trouverait aggravé.

Le gouvernement veillera très attentivement sur cette situation, notamment à l'occasion des marchés conclus par les administrations publiques, civiles et militaires.

La position : pas d'augmentation généralisée des salaires, est nettement exprimée, accompagnée aussi des menaces par le jeu des marchés de l'État.

Les travailleurs demandaient que l'État, dans le régime de liberté des salaires, donne des garanties de base, mais laisse ensuite patrons et ouvriers régler les salaires.

Il y a, répétons-le, en France, un problème des salaires auquel les travailleurs espéraient aider à la solution par les Conventions collectives. Pensons alors quels encouragements le texte cité donne au patronat, dont l'intransigeance manifestée au début de l'années ne semble pas avoir faibli.

On pourra, bien entendu, objecter aux organisations syndicales qu'au lieu de réclamer l'augmentation des salaires, il vaudrait mieux qu'elles luttent pour des réformes économiques : fiscalité, distribution, etc.

Les travailleurs sont conscients de ces problèmes, ils se

sont battus pour leur solution, ils souhaitent que le parl ment et le gouvernement, qui savent si souvent leur parl des dangers de l'inflation et les appeler à la raison, aient courage, en tenant compte de l'intérêt national et oubliant un peu les élections prochaines, de voter et réaliser ces réformes indispensables. Car enfin qui, ch nous, fait les lois et les applique ? Il faudrait, lorsque l'o fait la morale aux salariés « qui ne savent que revend quer », se le demander un peu.

Lorsque, plus tard, les historiens se pencheront sur noti époque pour étudier la contribution de la classe ouvrière la vie de la nation, ne verront-ils pas que, par leurs pos tions, les dirigeants du pays ont, au cours des années q ont suivi la Libération, acculé la classe ouvrière à la rever dication, amollissant peu à peu sa volonté d'apports con tructifs.

Le décret du 23 août, aspect de cette orientation, nou prouve une fois de plus que l'on ne veut pas ni voir les pr blèmes en face, ni les résoudre, situation particulièreme dangereuse à l'heure où notre pays a besoin de reprend confiance en lui-même.

CH. SAVOUILLAN.

## *Le mythe de Pénélope.*

Que le renouveau déjà ancien des mythes grecs soit pot certains une consolation à la mort de Dieu, tandis que d'a tres y verront un témoignage des exigences toujours l mêmes de l'esprit humain, le fait est là qui prête à réflexi au moment où les études gréco-latines paraissent au plu grand nombre avoir épuisé toutes leurs vertus bénéfiques.

Mais c'est une bien mauvaise voie que celle qui nous mené du Prométhée nietzschéen au Sisyphe désabusé d Temps des Assassins. Quelques pas de plus et nous adorion Anubis. Grâce aux Dieux et à la ferveur obstinée de deu lecteurs d'Homère, un nouveau mythe vient d'être lancé su le marché dont la valeur exemplaire ne le cède en rien celle de ses prédécesseurs[1]. Il s'agit de Pénélope, femm

1. *Le Mythe de Pénélope*, par R. et M. Alain-Peyrefitte. Collectio « Les Essais », Gallimard, éditeur.

d'Ulysse, lui-même fils du héros de l'Absurde. Sur ce personnage, trop touchant pour n'être pas suspect, nous manquions jusque-là, à vrai dire, d'éclaircissements valables. *Le Mythe de Pénélope* en surabonde qui, ne se limitant pas à l'analyse d'un type littéraire, s'essaye à son propos à une phénoménologie de la Fidélité.

Et pourtant, ce terme est récusé dès l'abord par nos auteurs avec une rare violence : « Celui qui n'a plus pour ressort que sa fidélité est déjà désespéré; son recours au passé n'est qu'entêtement, obstination, parfois sadisme. » Une formule ainsi frappée semble bien inacceptable. Si, en effet, le concept de fidélité peut se définir extérieurement comme une atteinte à l'autonomie de la personne et même comme une aliénation, une analyse plus profonde découvre qu'en faisant s'élever l'homme au-dessus d'une existence en proie à la durée, il exprime le mieux sa volonté créatrice. La nécessité ne se faisait donc pas sentir de substituer à ce vieux mot si riche le vocable de « confiance » sous le prétexte qu'il recouvre seul dans leur plénitude « les trois attitudes de foi, d'espérance et d'amour ». Sans cette triade aussi, il n'y a pas de fidélité véritable. Mais, laissant de côté cette question de terminologie, signalons combien *Le Mythe de Pénélope* non seulement fourmille de vues ingénieuses sur l'épopée homérique à la façon, par exemple, de cet excellent raccourci : « La guerre de Troie est la reconquête d'une infidèle; les voyages d'Ulysse sont la reconquête d'un infidèle. *L'Iliade*, où règne l'épée, est le triomphe de l'homme. *L'Odyssée*, que domine une quenouille, est le triomphe de la femme », mais surtout rend au personnage de Pénélope son dynamisme premier. Bien loin de dépérir de langueur, en effet, à la façon d'Ariane ou plus tard de Didon, Pénélope est de façon active à la fois « attente et projet ». Car la tapisserie défaite n'est pas, comme le tonneau des Danaïdes ou le rocher de Sisyphe, « l'expression d'une absurde ascension vers un sommet qui se dérobe », mais la ruse efficace qui permet à Pénélope de faire croire aux prétendants qu'elle ne délaisse pas le présent. Or, elle a choisi l'avenir et l'espoir. Contre l'être vécu d'Ulysse, si détestable, elle a parié pour l'être réel, celui que seul l'amour peut révéler, et c'est elle qui gagnera la partie. L'aube d'une civilisation se lève sur le mythe de la rédemption d'un homme par sa femme. Quel réconfort et quel symbole!

R. GUERRAND.

## *La II^e Assemblée de Strasbourg et ses suites au Congrès de Constance.*

Au début de la récente Assemblée Générale du Conseil de l'Europe, chacun se demandait si les Britanniques poursuivraient, contre l'intégration du Continent, la politique d'obstruction que, de l'aveu aujourd'hui général, ils pratiquent depuis plus d'un an. Pour se faire une opinion fondée, et éviter que celle-ci soit acrimonieuse, il eût été opportun de considérer l'objectif d'ensemble, toujours recherché par le gouvernement du Royaume-Uni, en fait de politique étrangère : s'assurer des appuis contractuels, refuser de se lier constitutionnellement. Voilà l'attitude des Britanniques envers la communauté anglo-saxonne. Voilà, constatation plus impressionnante et consolante pour les Européens, les relations recherchées avec les membres du Commonwealth, si près du cœur de tout Anglais. Ce Commonwealth, dont il est courant d'opposer les exigences à celles d'une union européenne, plaçant la Grande-Bretagne dans le cas de l'âne de Buridan, ne jouit pas d'un traitement supérieur au nôtre, et les Anglais s'affirment libres, à son égard, dans les termes imprécis mais fidèles d'un *gentlemen's agreement*. Position commode, avouons-le, qui donne une certaine sécurité sans quelques-uns de ses inconvénients, et sert de prétexte, à l'égard des autres, pour refuser de se lier plus intimement.

La constance britannique a mis rapidement en relief les termes excellents de la formule du comte Coudenhove-Kalergi : « Faire l'Europe avec l'Angleterre si possible, sans l'Angleterre s'il le faut, contre l'Angleterre jamais. » Cette fois-ci on est resté au premier terme, et la patience l'a emporté. Certes, ce ne fut pas sans luttes, où les influences personnelles, du président

Spaak et de M. Paul Reynaud entre autres, ont modéré les impatients, parmi lesquels il faut placer un André Philip pour la France et, l'exception confirme la règle, le parlementaire britannique Mac Millan. Sur un autre plan, le comte Sforza a joué un rôle important au Comité des Ministres. On chuchote que grand fut le mécontentement de M. Bevin de voir l'Assemblée se saisir des problèmes militaires, élargissant ainsi ses compétences et renforçant son autorité, par le truchement d'une motion sur la Corée, proposée par Sforza, adoptée par Bevin et ses collègues, dont plusieurs étaient du complot, et renvoyée pour examen aux parlementaires.

Bien entendu, la partie s'est jouée principalement dans les coulisses. Les Britanniques, passés maîtres en fait de *lobbing* (négociations de couloirs), se sont servis de toutes leurs cartes. Certains députés, le fait est patent mais il est impossible de les nommer, se sont plaints d'avoir subi des pressions gouvernementales directes. Ces pratiques inadmissibles, si elles se répandaient, aboutiraient à mettre, contre l'esprit même du Conseil de l'Europe, non seulement le Comité des Ministres, mais l'Assemblée consultative elle-même, entre les mains des gouvernements. Elles sont favorisées par le fait que, parmi les délégations nationales, deux sont nommées par les gouvernements et non élues dans les parlements. Le Foreign Office a pesé fortement sur les parlementaires allemands de la zone britannique. Ajoutons que la solidarité socialiste a joué en faveur de Londres, aujourd'hui considérée comme la capitale de la IIe Internationale. Ainsi des diplomates hollandais, échappant à cette dernière considération, se sont montrés plus résistants que des compatriotes parlementaires, et à fortiori que les hommes d'État.

Dans ces conditions et sous ces influences, le Rubicon ne fut pas franchi, les Allemands restant divisés, les Scandinaves restrictifs, seuls les Italiens, dans leur ensemble, désirant aller de l'avant. Les autres déléga-

tions ont réparti leurs voix selon les appartenances politiques, parmi les Français le R.P.F. votant avec les Anglais. Les Turcs ont pris le même parti, pour cette raison particulière que, désirant adhérer au Pacte Atlantique, ils attendent des Britanniques leur appui.

A la fin de l'Assemblée certains éprouvaient une impression de découragement, mais aussi de clarification. Le comte Coudenhove déclarait plaisamment ne plus confier que 27 % de son capital politique au Conseil, en retrait de 3 % sur l'année précédente, comme il a été rapporté dans un article antérieur. Clarification aussi, les positions de chacun étant prises, et le Conseil de l'Europe restant valable comme moyen de contact diplomatique entre une Europe décidée à se faire et les dissidents britanniques et scandinaves. Fait important et satisfaisant, bien des parlementaires d'outre-Manche encourageaient, à titre personnel, les continentaux à aller de l'avant. Ils ressentaient, pour la première fois dans l'histoire, que l'Angleterre, pouvant s'appuyer dorénavant sur le bloc atlantique, n'avait rien à craindre d'une Europe unie.

Qu'allait-il se passer au IV^e^ Congrès parlementaire européen de Constance? La chose est d'importance puisqu'il s'agissait de la première conférence internationale tenue en Allemagne depuis la dernière guerre mondiale. Se réunissaient en septembre à Constance sous la présidence de Georges Bohy, président du groupe parlementaire socialiste belge, cent-trente-neuf parlementaires allemands, autrichiens, belges, français, italiens, luxembourgeois, sarrois, turcs, pour reprendre l'étude des mêmes problèmes. J'ai eu l'honneur d'assister aux travaux de cette conférence en tant qu'observateur.

La discussion a repris sur le même thème : l'Europe avec ou sans les Anglais. Notons que ceux-ci n'étaient pas présents, officiellement tout au moins. Les partisans

d'une politique conciliante à l'égard de la Grande-Bretagne développèrent qu'elle avait fait, ces dernières années, compte tenu de ses impératifs, des efforts impressionnants et louables de rapprochement qui justifiaient qu'on espérât mieux et qu'on attende. Pouvait-on aussi négliger le problème du plein emploi qui, sans l'apport de l'économie britannique, ne saurait être résolu? Et, surtout, cette Europe sans l'Angleterre serait aussi une Europe sans les Turcs, sans les Grecs, sans les Scandinaves, sans Bénélux, une Europe où la France et l'Allemagne seraient seules face à face, une Europe bientôt allemande, n'était le désagréable rôle d'arbitre réservé à l'Italie. Pour être objectif, il faut révéler que les partisans de cette thèse pensaient surtout que ce serait là le noyau d'une Europe non socialiste, et surtout d'une Europe chrétienne, pour être précis : démo-chrétienne.

Le parti adverse rappelait que la politique britannique, sous des apparences diverses, restait la même, qui vingt ans plus tôt avait fait avorter les projets Briand de fédération. Et, par ailleurs, n'était-il pas rassurant pour les socialistes que certains d'entre eux, Philip en France, Loeb en Allemagne, aient accepté cette conception? Les Italiens, particulièrement, avancèrent ces arguments avec une conviction fortifiée peut-être par la pensée secrète que le rôle d'arbitre des différends franco-allemands n'était pas si désagréable, probablement même profitable, et l'occasion de surclasser définitivement sur le Continent l'autre grande nation latine, l'Espagne.

En dehors d'une motion favorable à la constitution d'une armée commune (van der Shueren, Belgique), sur laquelle la délégation allemande s'abstint, faute pour son pays de disposer de sa pleine souveraineté; d'un engagement solennel pris, par tous les participants, de donner leur appui intégral, dans leurs parlements, à toutes les résolutions adoptées à Strasbourg; le fait

principal a été le ralliement de tout le Congrès à la thès activiste. Ce fut certes le résultat de longs débats, d négociations ardues, et d'un compromis sur le déla accordé à la Grande-Bretagne. Il n'en reste pas moin que le texte suivant a été voté à l'unanimité :

Le Congrès... constate avec regret qu'à l'Assemblée d Strasbourg certains délégués, dont la majorité des délégué britanniques, ont opposé à la formule fédérale des objection importantes... Constate avec inquiétude que l'Europe pour rait, dès lors et dans l'état actuel du problème, être placée devant l'alternative, ou de renoncer à une unité qu'elle croi être une nécessité vitale, ou de ne la réaliser que sur un plan limité et proprement continental... Fait appel à la Grande Bretagne pour qu'elle ne place pas le continent devant cett alternative tragique... Si toutefois la Grande-Bretagne jugeai une telle politique incompatible avec ses intérêts nationaux les pays du continent qui sont déjà prêts à se fédérer se trouveraient devant l'obligation impérieuse de franchir la première étape par la création et la mise en état de fonctionner, avant 1952, ... d'une fédération continentale dans l'attente de voir la Grande-Bretagne s'associer à cette initiative.

Ainsi, un pas a été fait vers ce que le comte Coudenhove-Kalergi, Secrétaire Général du Congrès, avait appelé l'Union Charlemagne, laquelle trouverai son soutien dans un pool Schuman étendu progressivement à d'autres branches de l'économie. La suite est à débattre à Strasbourg, où la session de l'Assemblée consultative reprendra en novembre.

Jacques Nantet.

## *Rationalisation et réarmement.*

La conjoncture de réarmement est accueillie avec une satisfaction sincère dans les milieux industriels de tous les pays. Le monde des affaires a toujours préféré l'inflation à la déflation, tout en réclamant, bien entendu, de la part du gouvernement, une politique antiinflationniste énergique, c'est-à-dire une forte pression sur les salaires et la liberté des prix, conformément aux règles élémentaires de l'économie libérale.

Toute hausse des prix assure aux industriels et commerçants des bénéfices supplémentaires, notamment grâce à la revalorisation des stocks. Seule la déflation comporte des risques véritables. Dans cette dernière phase économique, le monde des affaires accepte plus facilement une politique dirigiste nationale ou internationale que dans une période de vraie ou de fausse prospérité. Dans ces conditions, on comprend facilement que, depuis quelques semaines, des voix autorisées de plus en plus nombreuses affirment que le plan Schuman, ainsi que les divers efforts d'unification économique du continent européen, seraient dépassés par les événement. Il ne serait plus question d'éliminer les producteurs marginaux, mais de fournir à tout prix un maximum de marchandises. En présence d'une demande croissante, la concurrence intereuropéenne ne poserait plus de problèmes, tous les fabricants étant assurés jusqu'à nouvel ordre de débouchés stables.

Ce raisonnement est aussi intéressé que faux. Le réarmement n'est pas seulement une source de bénéfices pour une minorité d'industriels et de commerçants, mais avant tout une lourde charge pour tous les peuples occidentaux. Il est absolument indispensable d'obtenir les matières de base nécessaires, notamment le charbon et l'acier, aux prix les plus bas. Plus les prix sont élevés, plus la charge financière du réarmement sera lourde. C'est l'évidence même, et il est fort regrettable que le monde des affaires ne l'ait pas encore parfaitement compris. Le but du plan Schuman a toujours été l'abaissement des prix de revient européens pour le charbon et l'acier. Il faudra essayer d'atteindre ce but rapidement.

N'oublions pas non plus que la conjoncture d'armement est nécessairement provisoire et qu'à sa fin l'Europe occidentale sera encore plus affaiblie qu'à l'heure actuelle. Renoncer au plan Schuman et à la création de marchés euro-

péens unis, parce que la menace de la concurrence internationale s'évanouit pour un moment, serait réellement pour suivre une politique économique aveugle et imprévoyante. L'Europe est trop pauvre pour se permettre le luxe de renvoyer son organisation économique rationnelle à nouveau de quelques années. Indépendamment de toute fluctuation de conjoncture, il faut préparer l'unification économique du continent, car, autrement, nous perdrions tout espoir de retrouver notre équilibre et notre indépendance.

ALFRED FRISCH.

## *Azimuths*

### *Laïcs et clercs.*

Le dernier cahier de *Geist und Leben* (Esprit et Vie) que publient à Würzburg des Jésuites allemands a pour thème unique : le laïc et la sainteté chrétienne. Plusieurs pages avouent le malaise des laïcs dans l'Église. Voici par exemple le début de l'éditorial (p. 241) :

La discussion sur la place du laïc dans l'Église est chez nous aussi, entrée dans une phase plus aiguë. Le résultat en a même été souvent une tension malheureuse entre clercs et laïcs, une mutuelle critique et méfiance. A l'origine de cette tension, on trouve moins des considérations théoriques, — lesquelles d'ordinaire marchent derrière, — que la pratique, la collaboration concrète. Trop souvent l'opposition est soulevée par des luttes de compétence et finit par des questions d'organisation; on laisse fréquemment de côté l'objet le plus important, c'est-à-dire la formation religieuse et spirituelle des laïcs à leur tâche spécifique : la christianisation des « ordres » naturels de ce monde, sans laquelle est impensable le travail en profondeur de l'Action catholique. C'est à cet objet qu'est consacré ce cahier spécial; la plupart du temps, il laisse parler exclusivement les laïcs; que cela soit aujourd'hui possible, c'est déjà par soi seul un bon signe et un témoignage de la grande connaissance de foi et de l'authentique vie religieuse existant dans l'actuel mouvement catholique des laïcs.

Sous la rubrique « Miroir du temps » (pp. 310-311), le P. Semmelroth écrit à son tour :

Indiscutablement, nous assistons dans l'Église à un phénomène qui répond à la démocratisation de la vie publique. Le laïc se sent majeur. Il se voit offrir dans l'appel qui lui est adressé par la hiérarchie des droits et des devoirs qui lui reviennent... de par l'institution du Christ lui-même.

Faisant allusion à des écrits récents, l'un d'un canoniste jésuite, un autre d'un ecclésiologue dominicain, le P. Koster, sur la promotion laïque, il y renifle quelques fumées apologétiques : ces théologiens ressentent l'obligation de lutter contre le reproche fait à l'Église d'être « l'Église du clergé », comme l'écrivait dès 1918 U. Schutz dans une étude sur le Code de droit canonique. Sans doute sur les 2414 canons que ce code dédie *ad majorem Dei gloriam*, un seul, deux à la rigueur, pensent expressément au droit des laïcs : droit de recevoir des prêtres les biens spirituels.

La faute, ou la raison, en est, d'une part, que

la fonction doctrinale de l'Église hiérarchique a été, par le privilège de l'infaillibilité, mise dans un relief extraordinaire vis-à-vis de l'Église écoutante. Mais la raison la plus importante et valable qui a contribué à trop déniveler l'un par rapport à l'autre, clergé et laïcat, c'est l'habitude de n'entendre généralement par « Église » que la hiérarchie. De cette habitude, la faute retombe sur les deux : jusqu'aujourd'hui les ecclésiastiques ne sont pas tous disposés à laisser l'Action catholique devenir vraiment « action »... Les laïcs, eux, pour un bon nombre, ne se sont nullement éveillés à ce que réclame d'eux leur réalité objective de membres de l'Église.

Sur ce dernier point, sans vouloir, bien sûr, refuser aux laïcs toute responsabilité, c'est peut-être à leurs éducateurs d'abord qu'il faut en faire grief.

Le P. Semmelroth continue par des réflexions intéressantes sur le rôle du sens de la foi chez les laïcs par rapport au développement du dogme. De ce problème traité par le P. Koster, on trouvera dans le *Tablet* (n° du 2 sept. et sq.) une illustration aux couleurs assez vives, à propos de la prochaine définition de l'Assomption. Pour terminer, nous est évoqué ce laïc qui, consultant sur notre sujet un dictionnaire allemand de connaissances religieuses, ne trouva pour tout potage au mot « laïc » qu'un renvoi : « voir au mot clergé ».

Le cahier se conclut, p. 311-315, par une sorte de table d'orientation sur les « questions fondamentales d'une ascèse laïque, dressée par le P. Wulf, coéditeur de la revue. A tout seigneur, tout honneur; il évoque en commençant le P. Con-

gar et son article paru dans *La Vie Intellectuelle* en décembre 1946, qui lui paraît avoir suscité et ordonné un débat laïcologique toujours en cours. Le P. Wulf en évoque la littérature : mis à part un numéro spécial (sept. 1948) de la courageuse revue laïque *Integrity* aux États-Unis, c'est surtout la chrétienté occidentale, France, Belgique, Hollande, Allemagne — il ne cite ni l'Angleterre, ni l'Italie, ni l'Espagne qui s'est intéressée aux quatre faces du problème :

Histoire des rapports entre clercs et laïcs, — fondement théologique de l'état laïc et de sa tâche chrétienne, — droit des laïcs dans l'Église, — finalement ascèse laïque, ou, comme on dit en France, spiritualité laïque. En Allemagne on n'a malheureusement guère attaqué que les côtés historique et canonique du problème total. Et c'est dommage. Car ni l'exposé historique ni un commentaire canonique n'aideront beaucoup à donner aux laïcs leur majorité spirituelle et ecclésiale, à approfondir chez eux les dispositions apostoliques nécessaires à la rechristianisation de l'Occident, choses qui doivent être la visée de tous les efforts pour une laïcologie.

C'est donc à fonder théologiquement l'état laïc et à en développer la spiritualité qu'il faut s'attacher. Sur le premier de ces deux points, le P. Wulf reste insatisfait :

Sans doute depuis longtemps la conscience surnaturelle de sa vocation a été réveillée chez le laïc par la reviviscence de doctrines comme l'incorporation au Corps mystique de tous les baptisés, le sacerdoce des fidèles et l'appel à l'apostolat. Mais tant que nous fera défaut à ce point une vue théologique profonde et large de la fonction du laïc dans la médiation du salut, comment s'étonner que, dans l'Église, le laïc ne soit pas suffisamment pris au sérieux, et qu'il ne voie pas assez clairement le mode et la racine de sa mission et tâche divine à l'intérieur de la hiérarchie ?

Par contre, sur la spiritualité laïque, les travaux sont plus poussés, bien que cette question dépende en son fond de la solution du problème précédent. La revue allemande a fait appel en particulier à plusieurs laïcs dont Walter Dirks, directeur des *Frankfurter Hefte*, et Robert Scherer. Du premier, l'essai sur le chrétien à la fois perdu pour le monde et plein d'amitié pour lui; du second, le parallèle entre la perfection du laïc et celle du religieux sont très intéressants. Mais puisque le prochain cahier du *Supplément à la Vie Spirituelle*, consacré à la spiritualité du laïc, compte en parler, mieux vaut y renvoyer le lecteur curieux. Un dernier point seulement me retiendra. Le P. Wulf développe, p. 313, sa théologie de la tâche propre au laïc chrétien :

En quoi consiste-t-elle ? En quoi consiste plus précisément la christianisation des ordres naturels : mariage, famille, État, mé-

tier et culture ? Non pas à simplement restaurer et guérir ces ordres avec l'appui de la grâce surnaturelle. Ni non plus à simplement en approfondir et ennoblir, à partir de la foi, les biens et domaines naturels. Mais, finalement, elle consiste à faire participer le monde profane, non racheté, à l'unique fin surnaturelle de l'homme, à la vie divine donnée par la grâce. Du fait que l'homme imprime sur le monde la puissance du Père, l'éclat du Fils, l'ardeur de l'Esprit, le monde prend part à son commerce, avec la Trinité. Plus est profonde ainsi l'insertion des ordres naturels de ce monde dans l'unique fin surnaturelle de l'homme, plus clairs et parfaits deviennent-ils dans leur propre domaine et vice versa.

A cette progression en trois temps qui s'achève en la Trinité, on ne peut dénier l'élan. J'aimerais pourtant que le tremplin fût mieux assuré. Le mot de christianisation est noble mais trompeur et satisfait mieux la sensibilité que l'intelligence ou même l'imagination. Car « christianisation » des ordres naturels semble signifier que les ordres naturels en eux-mêmes soient christianisés; qu'un État chrétien aurait dans ses institutions mêmes un caractère, christique ou trinitaire, spécifique, qui le distinguerait aux yeux mêmes du profane, de tous les autres États, dans sa structure et son comportement; mais si l'on entend par christianisation l'usage que fait de son État un chrétien qui tend à sa vision béatifique, cette christianisation reste très extérieure, et l'on peut dire que l'État naziste de Hitler fut pour tel Allemand aussi chrétien que purent l'être pour d'autres l'État très catholique de Philippe II ou l'État pontifical de Jules II. Si l'on entend par christianisation non un changement interne spécifique, mais soit une bénédiction extérieure, par exemple : le sacre pour l'empereur, soit un parallèle sacré, comme peut l'être une confrérie pour un métier, cela ne change guère la structure de l'Empire, ni la structure de la corporation; un sacramental sanctifie et modifie l'usage plus que la chose : on bénit bien une meute, les automobiles et, dit-on, les canons. Si l'on entend enfin par christianisation le retour des institutions à l'équilibre naturel dont elles jouissaient avant le péché originel, c'est une sorte d'eschatologisme à rebours, si l'on peut dire, où l'espérance est remplacée par l'illusion; en tout cas, je ne vois guère ce qu'il peut y avoir là d'authentiquement chrétien : ni les préceptes ou conseils du Christ, ni son comportement terrestre, ni le jeu de ses fonctions actuelles ou futures, n'apportent aide ou encouragement à pareille recherche. Sans doute on n'opposera le mariage; mais seul le mariage entre les chrétiens réalise le sacrement dans toute son ampleur. Pour le non-chrétien marié à un chrétien, la sanctification dont parle Paul (I Cor., VII, 14) est externe. Et le sacrement n'est pas

aux époux chrétiens une garantie absolue, ni pour la fécon dité, ni contre le divorce. L'État ou la corporation ne sont eux, la matière d'aucun sacrement, ni ne peuvent se référer à un exemplaire mystique proposé par le Nouveau Testa ment; les Puissances du péché y jouissent d'une plus grand liberté d'action. Bref, je crains qu'avec les meilleures inten tions du monde — du monde chrétien s'entend —, certain théologie de la christianisation ne soit décevante et ne recou vre, malgré soi, ce qu'on appelle en d'autres lieux une alié nation. S'il n'a que cette seule carte, le pauvre laïc qu cherche sa place dans l'Église et la spiritualité risque de s retrouver finalement entre deux chaises, celles où sont soli dement assis le prêtre et le religieux.

Il est temps d'arrêter là cette pointe dans le domain réservé aux laïcs. En ce qui concerne la fonction hiérar chique, je trouve peu de choses dans mes revues. Sauf un note d'érudition, mais d'érudition anglaise, à propos de sain Ignace d'Antioche, qui pourra être utile aux lecteurs d dixième volume de *Sources chrétiennes*. De cette note paru sous la signature de H. Chadwick (Cambridge) dans l savante *Harvard Theological Review*, je transcris le début e la fin.

Parmi les nombreux traits remarquables des lettres d'Ignace peut-être n'en est-il pas de plus curieux que ses idées particulières concernant la valeur du silence. Son insistance est presque comique. À rappeler que lorsqu'un évêque garde le silence, il doit être l'ob jet d'un spécial respect.

Après avoir cité les documents, écarté les interprétation inexactes, évoqué une possible influence gnostique, H. Chad wick termine :

Le silence étant donc une caractéristique fondamentale de Dieu lui-même, Ignace est conduit par sa théorie que l'evêque est l contre-partie terrestre de l'archétype divin, à sa notion que le silenc de l'évêque est une chose chargée du sens le plus profond. Dieu est silence; donc, lorsque les hommes voient leur évêque silencieux ils doivent ressentir à son égard d'autant plus de révérence, car c'est alors qu'il ressemble le plus à Dieu. Et s'il prêche, peut-être son sermon doit-il être considéré comme le « Verbe procédant d silence ». Ignace a repris de l'hellénisme la conception lumifère qu les choses terrestres répondent aux célestes... et l'a appliquée d tout son cœur à sa conception de l'Église et de ses ministères. Déterminer si dans son opinion concernant la vertu du silence épis copal il y a des éléments de valeur permanente, cela dépasse l'objet de cette note.

A.-Z. Serrand.

## Les mois d'août et septembre

*Corée :* Pendant six semaines les Nord-Coréens répéteront les attaques contre le réduit Pohang-Taegu-Fusan, dans lequel les troupes des Nations-Unies se sont réfugiées; 5 août, passage du Naktong; 11 août, première occupation de Pohang; 17 août, pression autour de Taegu; 3 septembre, offensive générale, seconde occupation de Pohang. Le 15 septembre, les troupes des Nations-Unies débarquent à Inchon, près de Séoul; le 17, les « marines » s'emparent de Kimpo; le 19, les armées du Sud passent à l'offensive; le 20, nouveau débarquement à Samchok; le 26 septembre, reprise de Séoul et jonction entre les armées du Nord et du Sud. Le 29, le gouvernement Syngmann Rhee est rétabli solennellement à Séoul par le général Mac Arthur. Les troupes nordistes qui ont échappé à l'encerclement se regroupent derrière le 38e parallèle.

*Le Conseil de Sécurité* a été présidé durant le mois d'août par M. Malik, représentant soviétique, qui n'avait pas reparu depuis le 10 janvier dernier, et, durant le mois de septembre, par sir Gladwyn Jebb, représentant britannique. Son activité sera nulle ou à peu près, le délégué soviétique agissant contre l'action du Conseil en Corée, et la majorité des autres délégués rejetant ses propositions : 1er août, maintien du représentant des nationalistes chinois; 4, refus de l'audition des Nord-Coréens; 29 et 31, inscriptions à l'ordre du jour de la question de Formose et du bombardement du territoire chinois; 1er septembre, un représentant de la Corée du Sud est invité à prendre part au Conseil; 6, note soviétique sur l'avion abattu par les Américains; 11, refus de l'audition d'un représentant de Peking et, le 12, veto de l'U.R.S.S. contre l'envoi d'une commission d'enquête en Mandchourie. Le 18, lecture du rapport du général Mac-Arthur.

*O.N.U.* — L'Assemblée générale s'ouvre le 19 septembre. L'admission du gouvernement de Pékin est repoussée. M. Acheson demande l'inscription de la question de Formose et le renforcement des pouvoirs de l'assemblée.

*Le réarmement occidental.* — Le gouvernement anglais é
le gouvernement belge décident le service militaire de deu
ans; le gouvernement français, celui de dix-huit mois. Le
suppléants, réunis à *Londres*, le 22 août, étudient ces diffé
rents projets, décident l'accroissement immédiat et rapid
des armements de première nécessité, recommandent l'util
sation totale de la capacité de production et insistent su
l'importance des plans de réarmement et de financement. L
9 septembre, le président Truman annonce une augmenta
tion substantielle des effectifs américains en Europe. Le
effectifs anglais en Allemagne sont portés de deux à trois d
visions. A *New-York*, première conférence des Trois (12
18 septembre); Conseil de l'Atlantique. Nouvelle conférenc
des Trois (22-26 septembre), qui se séparent sans résoudre l
question du réarmement allemand, les Américains souhaitan
la création de dix divisions allemandes sans état-major auto
nome, la Grande-Bretagne, et surtout la France, s'opposan
à cette solution. A *Washington*, M. Harrisson est nomm
chef de la production de guerre (11 septembre), et le généra
Marshall, secrétaire à la Défense en remplacement d
M. Johnson (12 septembre). Le 25 août la commission d
Congrès approuve les crédits pour l'aide militaire à l'étran
ger, et le 22 septembre dix-sept milliards de crédit sont voté
pour la défense américaine et alliée. Le gouvernement d'*Ot
tawa* offre trois cent millions de dollars de matériel mil
taire, et celui de *Londres* décide un crédit supplémentair
de cent millions de livres. Le 26 août, le département d'Éta
désavoue M. Matthews, qui exhortait les Américains à êtr
les « premiers agresseurs pour la Paix », c'est-à-dire
déclencher la guerre préventive.

*Mesures et manifestations anticommunistes.* — *Rome*
5 août, perquisitions dans les permanences communistes
*Liége*, 18 août, assassinat du secrétaire général du parti com
muniste belge. *Athènes*, 19 août, condamnation à mort d
treize communistes. *Berne*, 5 septembre, le gouvernemen
épure tous les fonctionnaires communistes. *Paris*, 7 septembre
opérations de police contre les communistes étrangers. *Bruxe
les*, 12 septembre, élimination des fonctionnaires commu
nistes. *Londres*, 16 septembre, le secrétaire général du syn
dicat des transports demande la mise hors la loi du par
communiste. *Bonn*, 19 septembre, le gouvernement fédéra
décide d'éliminer les communistes de l'administration.
*Washington*, le 30 août, la chambre des Représentants ap
prouve un projet de répression des « mesures subversives »; l
12 septembre, le Sénat vote un projet d'internement de

communistes en cas de guerre; les 22 et 23 septembre, Représentants et Sénateurs repoussent le veto du président Truman contre les mesures répressives. *Flushing-Meadows*, 23 septembre, M. Acheson présente à M. Vynchinski ses excuses pour les paroles prononcées par M. Dewey au banquet offert par la ville de New-York à l'O.N.U.

*Strasbourg* (7-29 août), deuxième session de l'Assemblée consultative européenne. *Belgique*, le 11 août, le prince Beaudouin prête le serment de fidélité, et le 15 le sénateur Pholien préside le ministère formé par les soins de M. van Zeeland. *Indonésie* (15 août), proclamation de l'État indonésien. *Afrique du Sud* (11 septembre), mort du maréchal Smuts.

## LIVRES

### LES REPLIS DE LA SINCERITE

**Paul Claudel et André Gide : Correspondance**[1]

*Commencée sur le plan littéraire, cette correspondance devient rapidement un duel d'âmes. Claudel veut convertir. Gide résiste. Un étrange dialogue se poursuit pendant des années. Soudain, Claudel découvre le secret de l'immoralisme gidien; indigné, il réagit avec violence et Gide oppose une humble opiniâtreté. L'orage dure un mois, mais ils n'arrivent plus à se dire ce qui leur est réciproquement impensable et il s'établit entre eux un interminable silence, rarement coupé, lourd de continuelles pensées inéchangées.*

1. Éd. Gallimard, 400 pp.

*Il y a là, dit-on, un témoignage capital sur le dram spirituel de notre temps. Cela est vrai dans toute l mesure où Claudel et Gide sont de grands écrivains e où tous deux s'appliquent avec une extraordinaire cons tance à débattre entre eux le problème religieux.*

*Aussi leurs lettres mériteraient-elles d'être longue ment analysées dans leur contenu positif. On y verrait sans doute, qu'on fait preuve de quelque légèreté lors qu'on assure que, devant la poursuite de Claudel, Gid ne cesse de se dérober, car, même s'il est exact qu'il s dérobe, il le fait avec tant de patience, de constance d'humble modestie, que le trait le plus marquant de so attitude devient alors le fait qu'il se prête volontiers cette poursuite. S'il ne se laisse pas cerner, ce n'est pa faute de se laisser poursuivre. Pourtant Claudel ne s lasse pas de le poursuivre pendant vingt-cinq ans. Cer tes, il y a quelque chose de très ambigu dans l'attitud de Gide, mais de valablement ambigu, en ce sens qu'i n'en fait pas un confort, à la manière de Montaigne On peut penser qu'il eût renoncé de toute son âme cette ambiguïté, si quelque chose d'indicible s'était pro duit, mais ce quelque chose, un événement très intim en lui, ne s'est pas produit. Il eut beau attendre d Claudel, avec une stupéfiante humilité, un mystérieu secours, la longue lutte amicale qui les unit semble êtr demeurée stérile. Près de deux cents lettres n'ont abou qu'au silence, au mutuel abandon d'un dialogue impos sible.*

*C'est que, peut-être, il convient d'attacher plus d'im portance encore à leur silence central qu'à leur dialo gue, si riche soit-il. Silence dont le dialogue ne sil lonne jamais que les marges. Les deux épistoliers on livré tout ce qui subsistait de leur correspondance M. Robert Mallet l'a annotée avec grand soin, et, ce pendant, on ne peut se défendre du sentiment que l'es sentiel n'est pas dit. L'abondance même de cette corres pondance en est une raison importante, car les deu*

*écrivains se sont rarement rencontrés, Gide habitant la France et Claudel séjournant au loin en raison de sa carrière diplomatique. Ils n'ont tant correspondu que dans la mesure où ils ont peu conversé. Quelles que soient l'intelligence et l'amitié, le fait d'être lointaines pèse lourdement; le voisinage et la communication verbale sont irremplaçables.*

*Auraient-elles suffi pour que le débat cesse d'être insoluble entre deux esprits si différents? On peut en douter.*

*A travers les méandres des hésitations de Gide, les coups de bélier portés par Claudel se perdent. Il faut d'ailleurs reconnaître que les arguments de Claudel sur la foi, si forts qu'ils puissent sembler, témoignent davantage de sa propre psychologie qu'ils n'ont de valeur* erga omnes. *S'il n'y a qu'une vraie foi, il y a bien des types de conversion, et l'on sent que le problème de Gide est tout autre que celui de Claudel. Il serait injuste de parler ici de colonialisme spirituel, mais il est des cas où ce ne serait pas déplacé, malheureusement, et Gide ne manque pas de résister à tout ce qui pourrait y ressembler.*

*On peut d'ailleurs se demander si ce qui était en jeu dans un tel dialogue n'était pas bien davantage l'espérance plutôt que la foi. Les deux forces sont intimement unies chez Claudel. Elles semblent dissociées chez Gide : la foi s'obstine à vivre malaisément, sans cesse minée qu'elle est par une phtisie de l'espérance. C'est par là que Gide se sépare à la fois des croyants qui unissent l'espérance à la foi et des prométhéens qui rejettent la foi parce qu'ils lui préfèrent d'autres espérances. L'histoire de son* Prométhée *finit par une églogue.*

*Cependant, si tout n'est pas dit, c'est que cette correspondance pose plus que tout la question capitale de la sincérité. Non qu'il y ait quelque motif de douter que Gide ait correspondu d'un cœur sincère avec Claudel. Mais on sait à quel point Gide a affirmé le primat de la*

*sincérité pour en faire le fondement de sa morale littéraire. On n'ignore pas non plus à quel point ce principe est devenu régnant dans les Lettres modernes. Il y a triomphé d'autant plus facilement qu'il a semblé n'être mû que par le pur appétit de la vérité intégrale et de la connaissance de soi. On n'a peut-être pas assez souligné à quel point, sous cette apparence pure et simple, il recélait de mystères ambigus.*

*A ce point de vue comme aux autres, les deux lettres du 2 et du 7 mars 1914, échangées entre Claudel et Gide, sont des plus significatives : le secret de l'immoraliste y est nettement nommé. Et, pourtant, sous cette clarté, que d'ombres énigmatiques! Ainsi, il a fallu tant d'années pour que Claudel puisse* savoir? *Ni les œuvres de Gide, ni ses lettres, ni leurs communs amis n'ont pu couper court à une si longue méprise sur un fait si important pour Gide? Mais il y a plus extraordinaire encore, c'est ce cri bouleversant de sincérité que Gide adresse à Claudel : « Je vous supplie donc uniquement de considérer ceci : c'est que j'aime ma femme plus que ma vie, et que je ne pourrais vous pardonner tout geste de vous, toute parole qui porterait atteinte à son bonheur. » A quoi Claudel répond aisément : « Vous me dites de garder ma lettre pour vous, vous me priez de ne laisser rien soupçonner à votre femme. Malheureux! et en même temps vous livrez à la publicité, vous affichez sur tous les murs de Paris un texte qui pour tous aura la valeur d'un aveu définitif et officiel. » Réponse logique et pourtant faible en un sens, puisqu'il se révèle qu'en dépit de toute littérature, il y a un mystère d'insincérité au cœur de la vie de Gide. Non qu'il ne soit chaque fois sincère, mais il y a en lui des secteurs de sincérité qui ne communiquent pas les uns avec les autres. On n'oserait pas le dire si Gide lui-même n'avait consenti à publier de telles lettres.*

*Il faut par contre le souligner, car le cas de Gide n'est pas isolé. On peut même penser que, dans un certain*

*nombre de cas, l'ambiguïté des œuvres modernes, depuis le mode allusif de Gide jusqu'aux poésies les plus hermétiques, est motivée, outre les considérations esthétiques, par d'impérieuses raisons morales dont l'immoraliste, dans le secret de son cœur, n'a pu consentir à se détacher. Si la littérature moderne tend à être obscure, en même temps qu'à être sincère, ce n'est pas seulement parce que l'homme qui veut se connaître doit descendre dans ses plus ténébreux replis intérieurs, c'est aussi parce que, dans l'obscurité allusive de ses expressions, il cherche, assez souvent, à la fois à transmettre son secret à d'autres initiés ou candidats à l'initiation, mais à le maintenir méconnaissable aux yeux des profanes. L'auteur se confesse en public, mais souvent il a pris soin de mettre un masque. Le héros de son roman, l'ambiguïté du style ou même l'énigme bizarre des métaphores servent à la fois de révélation pour les initiés, d'amusement pour le gros du public et d'alibi pour les proches. C'est qu'il y a aussi, dans le public, une mère ou une femme qui ne doivent pas savoir l'inavouable.*

*Ainsi y a-t-il, parfois, sous le drapeau officiel de la sincérité littéraire, un singulier mélange de cynisme et de pharisaïsme. Ne le condamnons pas en pharisiens à notre tour, car il y a là une sinistre vérité enfermée dans le cœur de tout homme qui n'est pas un saint. Il est vrai que la littérature en témoigne de façon plus grave et plus spectaculaire. Par une terrible représaille, un certain appétit effréné de sincérité arrive à produire en compensation de monstrueuses insincérités. Bien des adeptes de la « sincérité » sont aussi les plus insaisissables et les plus retors des hommes. En quoi, en effet, une « sincérité » indéfiniment fragmentée, sous prétexte de ne renoncer à aucune de ses contradictions intimes, se distinguerait-elle de l'insincérité? O sincérité, que de mensonges l'on commet en ton nom! Il n'y a qu'une sincérité, celle des saints. C'est un non-sens de préten-*

*dre qu'il y a une sincérité authentique dans le mal. D'avance elle est pourrie. Les démons peuvent nous souffler des moments de franchise intempestive, ils ne peuvent être de bien persévérants professeurs de morale.*

*Ici la littérature, la philosophie, les hommes sont impuissants à répondre à de tels drames. Et, celui-là même qui prétend trouver la lucidité sur soi en se livrant à l'esprit de ténèbres est-il si sûr de se connaître? Même la lettre de Gide, en date du 7 mars, si crue et si bouleversante qu'elle soit par son ton de sincérité, laisse planer une ombre de doute et d'ambiguïté plus troublante que toutes les autres. Nous ne prétendrons pas la sonder. Toute âme est inaccessible en son ultime secret. Comme le disait Bernanos, elle n'est livrée qu'à la douce pitié de Dieu.*

*Aujourd'hui encore, même après lecture des dernières pages du* Journal *publiées par Gide, où il semble terriblement oublieux de tout ce qu'il écoutait jadis avec un tremblant respect, je ne pense pas que ce soit par hasard que Madeleine Gide, la femme de Gide, aujourd'hui disparue, apparaisse par une seule lettre à la fin de ce long dialogue et uniquement pour répondre à Claudel :*

*« Tous ceux qui aiment André Gide, comme mérite d'être aimée cette âme très noble, doivent prier pour lui. Je le fais chaque jour — et vous aussi, n'est-ce pas? »*

*Qui oserait ajouter à cette lettre?*

MICHEL CARROUGES.

## *Poètes et blasphémateurs.*

Depuis six lustres que des poètes qui se voulaient anti-poètes ont proclamé la révolution (dite) surréaliste, les plus sages parmi les sages se sont résignés à lire des vers emplis d'injures, des strophes homicides et déicides. C'est pourquoi Prévert, ex-surréaliste pratiquant les méthodes surréalistes, ne scandalise qu'à peine, émeut plutôt, lasse rarement. Nous avons ici même parlé de son avant-dernier recueil (*Paroles*). Avec *Histoires*[1], rien de nouveau à signaler. Ces poèmes ajoutent quantitativement aux premiers — bien sûr! — mais ils n'ajoutent pas qualitativement. Des grincheux concluraient à l'inutilité de leur publication. Ils auraient tort. Ce n'est pas qu'il renouvelle son art ou sa doctrine qu'on doit exiger de l'écrivain, mais plutôt la fidélité à lui-même : qu'il se continue, qu'il tienne, qu'il s'acharne. Qu'il se développe aussi, évidemment! Mais se continuer dans le temps, et ne fût-ce qu'en quantité, n'est-ce pas déjà se développer?

Ce sur quoi s'acharne Prévert, c'est invariablement les dévots et l'image qu'il s'est faite, une fois pour toutes, de Dieu. Les dévots : « *Joyeux anthropophages — comme ils connaissaient bien les usages — avec un très touchant ensemble — ils se sont tous précipités sur la table sainte — et n'en ont fait qu'une bouchée* (de l'hostie, comparée par le poète à un *sandwich*). » Dieu :

*Poissons amis aimés*
*Qui avez assisté*
*À cette calamité :*
*La pêche miraculeuse.*
. . . . . .
*Poissons! poissons!*
*Comme vous avez dû rire*
*Le jour de la crucifixion...*

Si Prévert a rompu avec Breton, s'il a quitté officiellement, en 1930, le groupe surréaliste pour militer dans les rangs de la révolution politique, c'est par vénération (mais

1. *Histoires*, par J. Prévert (la deuxième moitié du recueil est occupée par des poèmes imitatifs d'André Verdet), éd. du « Pré aux Clercs ».

oui, et même par dévotion) pour les pauvres, pour *l'enfant fou, sous-alimenté et décalcifié,* pour le vieillard couché dans les draps sales, et souriant, malgré le vent d'hiver qui entre dans la chambre par les carreaux cassés... Les pauvres, disons-nous, pas seulement les indigents de la nourriture et du vêtement, pas seulement les indigents du porte-monnaie, du confort matériel et de la quiétude financière, mais aussi, mais surtout, dans les plus récents poèmes, les dépourvus du bonheur intellectuel et moral, sans oublier les animaux, les plantes et nos frères les objets — notre frère le soleil (*paillard, bon enfant* et souriant), notre frère le pont Louis-Philippe, nos frères les arbres et les fruits, notre sœur la Seine et notre sœur la lune.

Que pour autant l'on n'aille pas appliquer à Prévert l'épithète de franciscain! Rien ne le retiendrait de saccager la « belle et douce nature », parce que, au fond, elle ne lui paraît ni tellement douce ni tellement belle. Elle est ce que les hommes en font, leur reflet, leur esclave. Non, Prévert n'est pas François d'Assise — saint ou pas saint — car la présence d'un Poverello au XX[e] siècle « ferait voler notre monde en éclats ». C'est Rilke, lui aussi comparé au « petit pauvre », qui eut un jour cette réplique. Vraie pour les deux — et pour Prévert et pour Rilke.

Certes, comme le poète de *Paroles,* celui du *Livre d'Heures* montra une véritable dévotion pour les gens et les choses simples. Dans *La Vie de Marie*[2], on trouve ces versets :

*Parlent le vent, la pluie, le vol de l'oiseau et le feu...*
*Comme sa joie par un ange s'écoule, l'univers se livre à travers le berger...*

Voilà où les créatures de tous ordres concourent à l'harmonie du monde : dans la vision d'un poète qui a choisi pour thème les mystères de la religion. Choix d'ailleurs gratuit. Rilke ne prend pas l'attitude de l'oraison. Cussat-Blanc, qui présente *La Vie de Marie,* a le mérite de ne pas agenouiller de force son Rilke. La justesse des rappels évangéliques, l'intuition même des choses divines ne nous font pas un poète franchement orthodoxe.

La question se poserait de savoir s'il en existe. Mis à part, évidemment, les poètes mystiques, ou ceux de l'Ancien Testament. Nous avons certes des poètes de la Joie, de l'Es-

2. Voir *Le Choix de Rilke,* par Claire Lucques (De Nobili Press), et *La Vie de Marie* (traduite de Rilke, par J. Cussat-Blanc, chez Marcel Boin).

pérance, vertus dans lesquelles ils mettent plus de foi que de erbosité. Comme le dit Albert Béguin[3] : « Le mystère qui st remis en pleine lumière par ces poètes d'aujourd'hui est elui de la communion des saints, de l'universelle solidarité es âmes qui furent, qui sont et qui seront. »

L'avant-dernier recueil de Jean-Claude Renard, *Cantiques pour des Pays perdus*, répondait à ce souci universel, en onction de la charité chrétienne. *Haute-Mer*[4], qu'il nous ivre aujourd'hui, semblera hésiter entre plusieurs préoccuations. L'auteur lui-même nous les présente comme des explorations ». Ce sont des fragments, d'une forme préise, patiemment polie, baudelairienne. On y sent l'exigence laquelle nous faisions plus haut allusion — parmi beaucoup d'autres. Mais la vénération l'emporte. Moins popuire que Prévert, incontestablement plus orthodoxe que Rainer-Maria Rilke, Renard fixe notre attention et nous onne quelques droits sur lui pour demain.

MAURICE CHAVARDÈS.

## LIVRES REÇUS

### DIVERS

uillain DE BENOUVILLE (préface de) : *Vie exemplaire du comte d'Estienne d'Orves*. Plon, 19×12, 333 pp.

Henri BERNARD-MAÎTRE : *Pour la compréhension de l'Indochine et de l'Occident*. Les Belles-Lettres, 16×25, 200 pp., 360 fr.

Ibéric CAHUET : *Le voyage de Mme de Piré*. Fasquelle, 12×19, 286 pp., 300 fr.

ean CAYROL : *Lazare parmi nous*. Seuil, 14×19, 112 pp.

DIVERS : *Le Dieu des ténèbres*. Calmann-Lévy, 14×21, 312 pp.

Gabrielle FERRIÈRES : *Jean Cavaillès*. P.U.F., 14×21, 236 pp., 400 fr.

Augustin FLICHE : *Mon père, Louis Fliche*. Bloud et Gay, 13×20, 208 pp.

P. DU JEU : *C'est décidé... nous nous marions*. Bonne Presse, 18×12, 64 pp.

uiz KÖCH : *Rommel*. Corrêa, 14×18, 280 pp., 390 fr.

Harry LEVIN : *James Joyce*. Robert Marin, 14×19, 384 pp.

3. Dans *Cinquante années de découverte*, volume collectif où sont nalysées la littérature, la philosophie, la musique et les sciences u demi-siècle (éd. du Seuil).

4. *Haute-Mer*, par J.-Cl. Renard (éd. Points et Contre-Points).

Maurice Nédoncelle : *La souffrance*. Bloud et Gay, 14×19, 88 pp.
Alan Paton : *Pleure, ô pays bien-aimé*. Albin Michel, 13×19, 342 pp., 420 fr.
Robert Payne : *Journal de Chine*. Stock.
Isabelle Rivière : *A chaque jour suffit sa joie*. Emile-Paul, 14×22, 416 pp.
Yann Roullet : *Mon Dieu, mon Dieu, pourquoi m'as-tu abandonné?* Plon, 12×19, 236 pp.
Jean Sarenne : *Trois curés en montagne*. Arthaud, 13×20, 240 pp.
A. T'Serstevens : *Tahiti*. 2 vol., Albin Michel, 14×19, 408 pp., chaque vol. : 600 fr.
Henri Valentino : *Madame de Condorcet*. Perrin, 18×12, 288 pp., 300 fr.
Agnès Wathelet-Eeman : *La Vie, l'Amour et la Joie*. Novissima, 14×18, 320 pp.

## THEATRE

### *Compagnies provinciales.*

Les mois de juin et de juillet représentent désormais une saison dramatique d'un intérêt exceptionnel. Mieux peut-être que les spectacles parisiens de l'année, les efforts des centres provinciaux et le concours des jeunes compagnies permettent de saisir les désirs, les déficiences, les recherches qui sont la vie profonde du théâtre.

Où sont maintenant, à Paris, ces laboratoires que furent le Studio des Champs-Élysées avec Gaston Baty, le Théâtre des Arts avec Pitoëff, l'Atelier avec Dullin? Ce qui, aujourd'hui, nous rappelle les essais de ce temps déjà ancien et pourtant si proche, c'est la très belle présentation de *Mesure pour mesure* par M. Jean Dasté, et la Compagnie de Saint-Étienne ou celle de *l'Échange* par M. Hubert Gignoux et le Centre dramatique de l'Ouest. Qui est-ce qui nous révèle le théâtre irlandais de Sean O'Casey? La jeune compagnie de Philippe Kellerson avec *Junon et le Paon*, qui a bien mérité la plus haute récompense du concours. Où le théâtre élisabé-

chain trouve-t-il des metteurs en scène courageux? *Béatrice ou la Remplaçante* dépassait les forces de la Compagnie Sacha Pitoëff comme, en 1949, *Le Vengeur* de Tourneur dépassait celles de la compagnie de Gentilhomme; qui leur reprocherait d'avoir osé[1]? *Méfie-toi de l'eau qui dort* est une comédie peu connue de Calderon; c'est le Galion d'or, de Marseille, qui la monte dans un décor simple et ingénieux, avec de beaux costumes. Ne parlons pas des *Choéphores* d'Eschyle, puisque le groupe du Théâtre antique de la Sorbonne a pour mission de nous convier chaque année à un pèlerinage aux sources.

Les directeurs parisiens ne jouent la partie qu'avec une forte assurance sur la vie; c'est leur droit et sans doute leur devoir. La tyrannie des chiffres n'est pas le moindre mal de ce temps. Mais si l'illustre théâtre reprend la grand'route, suivons-le et reconnaissons, là où il subsiste, le goût du risque et du jeu pour le jeu; aidons ceux qui parient à perdre le moins possible.

Un autre fait, moins réconfortant, doit être signalé. On reproche aux directeurs parisiens de ne rien faire pour les jeunes auteurs; ils répondent que la marée des manuscrits ne leur laisse vraiment rien. Les expériences de juin et de juillet ne permettent pas de mettre leur parole en doute.

Les quatre centres provinciaux ont présenté neuf spectacles, mais une seule œuvre d'un jeune auteur français; elle fut déclarée détestable à l'unanimité. Si Aristophane, Molière, Shakespeare, Claudel forment le fonds des répertoires, c'est qu'un metteur en scène intelligent et audacieux trouve dans leurs pièces cet appel à l'imagination, cette invitation à l'aventure, cette inspi-

1. Signalons un très précieux recueil édité par Desclée de Brouwer : *Théâtre anglais, Moyen-Age et Renaissance... prédécesseurs et contemporains de Shakespeare*, nouvelle traduction française avec remarques et notes par Pierre Messiaen. On ne pouvait faire œuvre plus utile.

ration contagieuse qui sont la vraie jeunesse de l'œuvre d'art.

Les jeunes compagnies qui ont présenté des pièces de jeunes auteurs ont révélé des metteurs en scène comme M. Le Poulain, que l'on retrouvera sûrement un jour aux prises avec Shakespeare, d'excellents peintres de décor, et même, ce qui était rare les années précédentes, des acteurs. Mais que d'efforts perdus! Fausse poésie, fausse éloquence, dissertation dialoguée... le contraste entre l'œuvre et la représentation paraît si violent que l'on se demande si un nouveau jansénisme dramatique ne serait pas indispensable.

Après Copeau, la poésie plus humaine de Baty et de Jouvet était nécessaire. A l'époque où Marigny est devenu, par Jean-Louis Barrault, le temple du goût et de la magnificence, où les théâtres nationaux ont retrouvé, malgré leur pauvreté, le sens du luxe, peut-être faudrait-il qu'un autre Copeau repense la consigne : « par-delà toutes les peintures! » Le plateau nu n'est certes pas l'idéal de l'esthétique dramatique; mais une crise d'ascétisme peut être aussi nécessaire à l'art qu'à la vie.

Ce qui est sûr, c'est que le théâtre « engagé » semble bien être théâtralement embourbé. La leçon des *Mains sales* n'a pas été comprise. Une fois encore, esthétique naturaliste et servitude idéologique se rejoignent dans un théâtre où le réel perd sa troisième dimension et où les mots refoulent l'action.

Que la révolution russe ou la révolution anonyme, que la guerre d'Espagne ou l'épopée palestinienne soient, pour de jeunes auteurs de 1950, des actualités obsédantes, rien de plus naturel. Ni Eschyle, ni Aristophane, ni Molière, ni Racine n'ignoraient leur temps. Ce qui est dangereux, c'est que le souci d'expliquer et de justifier l'emporte sur celui d'exprimer et de célébrer. Une jeune troupe d'amateurs, le groupe Spartacus du Centre laïque des Auberges de la jeunesse, eut quelques beaux moments inspirés par une foi sans doute imprécise

en une rédemption de l'homme par les hommes, et ceci dans la mesure même où cette foi s'affirmait en dehors de toute démonstration et de toute prédication. Mais il s'agissait de jeux dramatiques plutôt que de pièce, et il semble malheureusement qu'il y ait dans la pièce une tentation de la thèse et du discours à laquelle peu savent résister.

Aussi n'est-il pas mauvais que la Compagnie Sacha Pitoëff ait présenté un *nô* japonais adapté par M. Paul Arnold, pour nous rappeler une certaine pureté dramatique, avec le rôle du geste et de la mimique peu propres à traduire les spéculations de l'intelligence. Il n'est pas plus question de bannir les idées du théâtre que de supprimer les décors; mais quand les idées deviennent thèses et menacent le dialogue dans son essence dramatique, il est bon de rappeler qu'à la limite le théâtre peut s'en passer.

Dans le même ordre d'idées, on signalera *Viviane*, féerie en trois actes, par Georges Jamati (Paris, Savel). Voici donc deux esthéticiens du théâtre, MM. Paul Arnold et Jamati, qui, passant de la réflexion à la création, s'attachent à des formes de théâtre essentiellement poétiques, où les mots et les gestes ont mission de transposer le réel pour suggérer son mystère.

La compagnie Philippe Kellerson a mérité qu'un théâtre la recueille, à la rentrée, avec *Junon et le Paon*, de Sean O'Casey. Le pseudo-capitaine John Boyle est une espèce de Tartarin irlandais, mais courageux comme Falstaff et paresseux comme le photographe du *Canard sauvage*; flanqué de son voisin « Joxer » Baly, un Iago des faubourgs, il anime une bouffonnerie lugubre, variation irlandaise sur le thème des *Misérables*. Le premier acte est un chef-d'œuvre comique; au milieu du second, nous comprenons que la farce n'est pas seulement l'envers du drame, mais que le drame naît de la farce. Une famille est condamnée au malheur, et le destin qui mys-

térieusement l'accable se sert de deux ivrognes pour faire ses mauvais coups. La comédie tourne au mélodrame, mélodrame romantique de la fille-mère, mélodrame patriotique de la résistance irlandaise, ce qui gêne le public français et nous éloigne des tragédies de J. M. Synge (nous ne connaissons d'ailleurs pas le texte original); mais ce mélodrame final a tout de même une signification profonde, il exprime le mal de l'existence. *Junon et le Paon* ou Schopenhauer commenté par deux pochards.

HENRI GOUHIER.

## CINEMA

*Les films français au Festival de Venise.*

Au Festival de Venise, la France est sortie nettement victorieuse de la compétition avec le premier grand prix international, quatre films primés et deux autres films qui ne sont pas sans valeur et qui ont été favorablement accueillis. *Rendez-vous avec la chance*, de Reinert, est une tentative valable pour nous intéresser aux rêveries et aux déceptions d'un homme comme les autres. On peut seulement regretter que les ambitions de cet homme comme les autres se bornent à faire une fugue avec sa petite amie. Henri Guisol fait d'ailleurs dans ce film une création remarquable. *La vie commence demain*, de Nicole Vedrès, qui n'a pas non plus été primé, est loin d'être un film sans intérêt. L'idée d'aller interviewer pour le spectateur les plus grands noms d'aujourd'hui sur les problèmes les plus permanents de notre époque était excellente. On peut regretter seulement que les auteurs n'aient pas trouvé un lien plus habile entre les différentes interviews et que le film, malgré son habileté, conserve l'allure un peu incertaine d'une œuvre d'amateur.

Le premier grand prix international est allé à *Justice est faite*, d'André Cayatte, dont le succès auprès du public fut considérable. L'originalité de son sujet (explication des réactions des sept membres du jury de Cour d'Assises d'après

ur caractère et leur situation), l'importance du problème u'il pose (relativité de la justice humaine dans un cas très élicat d'euthanasie), font de *Justice est faite* un très bon lm, extrêmement intéressant, construit et réalisé avec une briété et une maîtrise sans défaut. L'intrigue est servie ar un dialogue précis et juste, grâce auquel ce film, où on arle beaucoup, ne donne jamais l'impression d'être bavard. nfin l'interprétation qui ne comprend aucune vedette fait reuve d'une homogénéité et d'une justesse sans défaillance ui sont tout à l'honneur du talent d'André Cayatte comme irecteur d'acteurs. Si les qualités de *Justice est faite* sont ncontestables, on doit noter pourtant que trois autres films ançais avaient fait une aussi grosse impression. *Orphée* eprend et orchestre avec les plus larges moyens les thèmes poétiques » et cinématographiques dont Jean Cocteau avait nné l'esquisse dans *Le sang d'un poète,* cette heureuse nprovisation qui marque le début de sa carrière cinémato- raphique. On ne peut juger *Orphée* sans prendre parti sur « fabrication pratique » de Jean Cocteau, mais on doit connaître l'exceptionnel intérêt d'une œuvre qui se situe ir un plan nettement irréaliste et qui fait au langage des nages une violence comparable à celle qu'a exercée la ésie moderne sur le langage des mots. Toutes qualités qui stifient pleinement l'attribution à *Orphée* du grand prix e la critique internationale.

Ce sont de tout autres attraits qui expliquent le succès contestable de *La Ronde* de Max Ophuls. Ce festival du ertinage 1900 dans le cadre d'une Vienne fantaisiste réunit ne distribuiton éclatante (où l'on remarque surtout la réus- te de Daniel Gélin) et enchaîne une série de sketches (qui nt tous une variation sur la même « chose ») dans l'allègre ouvement d'une construction qui a valu au film le prix du eilleur scénario.

Parmi tous les films français, et sans doute parmi tous les ms présentés, la plus grande sensation a été causée par *ieu a besoin des hommes,* réalisé par Jean Delannoy avec scénario et un dialogue d'Aurenche et Bost, et magni- quement interprété par Pierre Fresnay. Le film a obtenu deuxième grand prix international, derrière *Justice est ite* et ex-aequo avec *Prima Communione* et *Panic in the reet.* Malgré les remous causés autour de ce film par l'ex- ême audace de son sujet sur le plan religieux, il a rem- rté également le prix de l'*Office catholique international Cinéma.* Non pas qu'il s'agisse d'un film apologétique ou lifiant. Son sujet extrêmement bizarre est tiré d'un fait vers réel qui s'est déroulé voilà plusieurs générations dans

le milieu déshérité des habitants de l'île de Sein. Cette population du bout du monde vit sur une terre hostile dans un isolement complet. Pilleurs d'épaves, et au besoin naufrageurs, les paroissiens de l'île ont été laissés à eux-mêmes par leur dernier curé. Le désir de la pratique religieuse est pourtant si vivant dans cette population que le sacristain du village sera poussé par ses compatriotes à remplacer progressivement le prêtre absent, dans toutes ses fonctions et même à usurper ses pouvoirs sacerdotaux.

On voit combien le sujet est particulier par le cadre et les circonstances. Et sans doute la signification même du film peut-elle paraître ambiguë à cause surtout de l'autorité bourrue et somme toute antipathique avec laquelle le nouveau curé (incarné par Brochard) vient remettre de l'ordre dans cette paroisse qui est arrivée bien inconsciemment au bord même de l'hérésie. Mais ce qui fait l'intérêt du film, ce qui lui donne un style bouleversant et une valeur exceptionnelle, c'est la profondeur et l'intensité du sentiment religieux qui se dégage de l'attitude de chacun des personnages. L'accusation de tendance protestante qui a été lancée contre le film (parce que sans doute Delannoy, Bost et Fresnay sont d'origine protestante) semble tout à fait inexacte dans la mesure où tout le film est orienté contre une religion d'inspiration, puisque cette paroisse ne peut satisfaire son besoin de Dieu sans avoir recours à la messe et aux sacrements. Si le titre même du film a une signification, il souligne le fait que « Dieu a besoin des hommes » comme intermédiaire entre Lui et le peuple. Le film tout entier est une illustration de l'importance du rôle du prêtre et des sacrements dont il est le ministre.

*Dieu a besoin des hommes* est un film trop important pour que nous ne revenions pas sur son analyse au moment où il sera présenté au public. Signalons seulement dès maintenant que Jean Delannoy a réalisé là une œuvre d'une qualité artistique exceptionnelle et traité un des sujets les plus profondément religieux (au vrai sens du mot) qu'on n'ait jamais porté à l'écran.

J.-P. CHARTIER.

Imp. AUBIN, LIGUGÉ (Vienne). *Le Gérant* : G. CHIFFLOT.
D. L., 4e trimestre 1950. — Imprimeur, n° 531.

N.M.P.P.

# *Le dogme de l'Assomption*

*Le 1er novembre 1950 sera dans l'Église le jour de la proclamation du dogme de l'Assomption. Nombreux seront cependant de par le monde ceux qui n'auront pas vu ainsi l'opportunité de cette proclamation. Nos frères séparés, surtout les « réformés », soucieux de l'unité œcuménique, s'émeuvent de voir l'Église ajouter aux anciens dogmes un nouveau, dont ils ne trouvent pas l'enseignement littéral dans les livres de l'Écriture. Pour de tout autres raisons, ceux qui se donnent le beau nom de « libres penseurs », et qui croyaient entrevoir ces derniers temps dans l'Église une défense pour la liberté de l'homme, protestent contre ce dogmatisme qui prétend dépasser les seules lumières de la raison. Plus nombreux peut-être encore seront les catholiques qui recevront la nouvelle définition avec obéissance, mais sans tenter d'en saisir l'importance et l'opportunité.*

N'ont-ils pas toujours cru que la Vierge était au ciel près de son Fils, et dès leur plus tendre enfance n'ont-ils pas célébré la fête de l'Assomption? Ils le croyaient avec certitude, parce qu'ils conformaient leur foi à celle de leur Église, et que telle était la Foi de l'Église. En ce jour de Toussaint, rien de plus n'y est ajouté, et l'éclat de cette proclamation n'atteindra, que de fort loin, la gloire que l'humble femme de Nazareth connaît maintenant dans la béatitude, et celle qu'elle connaît dans le cœur des chrétiens.

Pourtant, s'il pouvait rester quelque incertitude, la définition du dogme la fait évanouir. La foi se définit en son essence par son objet premier : la mort et la résurrection du Christ, Fils de Dieu, dont il n'est point

*raison de faire un dogme au sens technique. Car le témoignage à cette vérité est la raison d'être de l'Église et nul ne peut hésiter à ce propos. La mise en question n'est possible que sur le retentissement, en tous les domaines, de cette affirmation essentielle. A ceux qui ont reçu mission de régir l'Église de Dieu, aux évêques de fixer la réponse lorsque le moment semble opportun. Et parce que les évêques ne forment un corps que groupés autour du successeur de Pierre, l'évêque de Rome a seul le pouvoir, selon l'expression de saint Thomas, de publier le Credo; il peut même, après avoir mené enquête comme il fit pour l'Assomption, auprès de ses frères dans l'épiscopat, parler seul, comme en cette Toussaint 1950, en soulignant qu'il ne fait qu'énoncer infailliblement la foi commune de l'Église.*

*Au sujet de l'Assomption, nul ne conteste donc que soit proclamée la foi unanime de l'Église catholique. Aussi est-ce plutôt l'opportunité et la signification de cette proclamation en notre temps qu'il faut chercher. On ne la trouvera que dans sa liaison avec la Croix et la Résurrection : c'est l'œuvre de la Rédemption qui est une fois de plus rappelée.*

*Le Fils de Dieu est mort et ressuscité pour tous les hommes : sa mère est la première à en bénéficier. Mais à qui se réfère sans cesse à l'Évangile, revient l'étrange parole : « Celui qui écoute ma parole et qui la garde, celui-là est mon frère, et ma sœur, et* ma mère. » *Si la mère du Christ est déjà glorieuse au ciel, tout homme est aussi appelé à la même gloire.*

*Mais le dogme précise que l'âme de Marie n'est pas seule dans la béatitude; son corps y est aussi. Le dogme intéresse l'économie universelle. C'est le retentissement total de la Rédemption, enveloppant les corps comme les âmes, qui est affirmé au milieu de ce siècle, où surgis-*

*sent tant de raisons de désespérer pour la vie de nos corps. L'Église trouve nécessaire de rappeler, par la glorification de la Vierge, que les corps sont aussi appelés à l'immortalité. Le chrétien ne peut plus se croire autorisé à se réfugier dans la seule vie de l'âme, à négliger cet univers où les corps ont à naître, vivre, mourir, où ils doivent trouver les éléments de leur gloire future. La Mère du Crucifié ressuscité fait un devoir à tous ses fils de travailler au salut d'un monde menacé, mais qui doit être un jour glorifié. A moins que, selon la pertinente remarque de l'abbé Journet, l'Esprit ne prépare l'Église « aux suprêmes combats contre l'Antéchrist » en prenant une conscience plus précise des magnificences qu'Il a préparées pour elle en l'au-delà. Et pourquoi n'aurait-Il pas ce double projet d'affirmer la certitude que nous avons pour la fin des temps d'une gloire éternelle, et de ranimer le courage pour sauver un monde, digne aussi de notre attachement, et qui semble chaque jour refuser plus sauvagement le salut?*

*Mais comment le catholique donnera-t-il aux autres l'intelligence de la proclamation faite le jour de la Toussaint s'il ne l'acquiert pas d'abord pour lui-même? Comment pourra-t-il se faire comprendre de ses frères séparés s'il ne voit clairement lui-même que toute nouvelle définition prononcée par son Église se rattache à l'affirmation essentielle de la foi, et n'a pas d'autre but que de nous faire pénétrer les conséquences et les exigences de la mort et de la résurrection du Christ, Fils de Dieu? Même à ceux qui ne confessent pas le Christ, la dogmatique chrétienne ne peut aujourd'hui prendre sens que structurée par la Rédemption. Nous ne manquerons pas à l'honneur dû à Marie si nous rappelons que sa glorification sur terre a pour but dernier de nous inciter à confesser son Fils.* — **V. I.**

# LE SENS DE L'HISTOIRE ET LA PENSÉE CHRÉTIENNE

## I

Le sens de l'histoire est une des grandes transformations de l'esprit humain. Il n'est pas fort ancien. Il semble qu'on en peut situer le premier éveil au XVIII[e] siècle. *Le Siècle de Louis XIV* et la *Grandeur et décadence des Romains* ne représenteraient ils pas un élément nouveau dans le développement de la pensée ?

Mais surtout je retrouve dans mes souvenirs d'enfance les bataillons serrés des grands historiens qui s'échelonnent tout au long du XIX[e] siècle, les *Récits des temps mérovingiens* et l'*Histoire de la conquête de l'Angleterre par les Normands* d'Augustin Thierry, les volumes massifs de Guizot, de Thiers, l'*Histoire des Girondins* de Lamartine, l'*Histoire des Ducs de Bourgogne* de de Barante, en douze volumes, que je dévorais vers mes quinze ans, Duruy, lourd pavé d'histoire presque universelle, et Michelet, Mignet, toute une cohorte.

Et les étrangers ? Macaulay, Mommsen avec ses volumes dont je n'ose dire le nombre...

Et tous ces in-quarto, ces livres en quatre, six, douze volumes, se vendent, se traduisent, se rééditent. Combien d'éditions à l'*Histoire de la Révolution et de l'Empire* de Thiers ?

Cependant l'histoire, la science historique, n'est qu'un noyau central. Le souci de l'histoire envahit tout. Un des aspects essentiels du romantisme est le goût du passé.

Il s'agit de reconstituer le passé comme passé, avec ses caractères propres.

Le roman et le drame historiques prétendent être vraiment historiques, et, s'ils nous font sourire aujourd'hui, ils apportent en leur temps un souffle tout nouveau. La différence est sans doute plus grande entre le roman historique de Walter Scott et la tragédie de Racine qu'entre le même roman historique et celui de notre temps.

Le sens historique se manifeste donc d'abord par le goût de l'histoire et le désir d'une histoire vraie. Cela peut sembler un truisme, et, en effet, c'est un truisme, mais comme l'évidence est rarement perçue par les intellectuels, ce truisme s'oppose à une conviction fréquemment exprimée selon laquelle le sens de l'histoire viendrait des philosophes.

En beaucoup de matières, les philosophes sont des suiveurs. Ils subissent les courants de leur siècle, mais le plus souvent sans s'en rendre compte, car ils manquent au plus haut point du sens de l'histoire qui situe l'homme dans son temps. Les philosophes devaient subir l'influence de l'esprit historique, et celui-ci commence à imprégner la philosophie dès le XVIII[e] siècle, en imprimant un tour historique à la spéculation.

Dégager les lois de l'évolution humaine devient un des premiers problèmes de la philosophie, et parfois le premier ou l'unique. Rappelons Condorcet en passant; mais, surtout, cette tendance triomphe avec les néo-kantiens et avec Comte sous des formes très différentes.

Rapprocher des auteurs aussi divers montre combien le courant est universel. Le seul point commun entre Hegel et Comte est que leur philosophie se présente comme une « esquisse des progrès du genre humain ». Et assurément aucun philosophe n'a conscience de subir l'influence de Walter Scott, du mouvement historique ou des châteaux à créneaux. Cependant tout cela fait partie du même ensemble. En descendant le fil du siècle on arrive ainsi à Karl Marx. Un des plus grands succès intellectuels du marxisme a été de faire croire à beaucoup que le sens de l'histoire est une découverte de Marx. Or, pour celui qui a lui-même quelque peu le sens de l'histoire, il est évident que Marx représente seulement un maillon dans la chaîne qui court tout le long des XIX^e^ et XX^e^ siècles.

*
* *

Le sens de l'histoire correspond donc à un point de vue ou à une optique qui transforme tous les problèmes humains. Quelle que soit la question qu'on étudie, on doit commencer par se demander : où se situe-t-elle sur le plan de l'histoire ?

On ne peut plus écrire un livre sur un philosophe, ni sur un musicien ou sur un homme d'État, sans le situer à son époque, rechercher les influences qu'il a subies, reconstituer le « moment historique ». « παντα ρει », dirait-on bien avec le vieux sage; tout coule, tout change; le problème de ma vie, de celle de chacun de nous, de celle de la communauté, de toutes les communautés, depuis la familiale jusqu'à la nationale et à l'universelle, n'est que de la place que j'occupe, que nous occupons, qu'elles occupent dans le mouvement

indéfini. Plus d'en soi; plus de stable; plus rien qui reste; tout est mouvement.

Ces propos expliquent beaucoup du relativisme dont la pensée du siècle est imprégnée, et cependant ils n'impliquent aucun relativisme philosophique, car la Bible en est remplie. Que l'homme passe, que le monde des apparences soit une nuée, qu'on ne puisse faire fond sur rien parmi les biens de la terre, quelle philosophie plus éternelle? Quand on a compris que Dieu existe, on devient affreusement relativiste pour tout ce qui n'est pas lui, parce qu'en présence d'un absolu authentique, en véritablement absolu, tous les relatifs prennent leur plein relief de relatif, tandis que ceux qui n'arrivent pas à percevoir l'existence de l'absolu véritable mêlent constamment le relatif d'absolu, embrouillent ainsi les cartes et finissent par ne plus voir clair en rien.

Ils arrivent même à faire du mouvement un absolu, de l'écoulement de l'histoire un absolu. Plus rien, alors, ne veut rien dire et le seul absolu qu'on finit par toucher est la confusion absolue.

***

Comme toutes les attitudes fondamentales de l'esprit, le sens de l'histoire imprègne la pensée du siècle et se traduit dans toutes les démarches de l'homme, s'adaptant à tous les systèmes et à toutes les formes de pensée et d'action, sans qu'on puisse le rattacher à un système. Mais, comme toute attitude nouvelle de l'esprit, il se heurte aussi aux habitudes prises et aux tendances naturelles.

Le sens de l'histoire correspond à un niveau intellectuel assez élevé, car il n'est possible que si l'usage de

l'écriture et de l'image permet de faire revivre le passé. Et il suppose des esprits adaptés à l'écriture.

Or, même dans notre société où l'écrit et l'image tiennent une si grande place, la plupart des esprits ne sont pas encore parvenus au stade de développement intellectuel qui fait de ce qu'on lit un existant. Pour le plus grand nombre n'existe que ce qu'ils perçoivent directement par les sens.

Ceci va particulièrement à l'encontre du sens de l'histoire, de même que c'est un obstacle majeur à la formation du sens international. Pour la plupart n'existe que ce qu'ils voient ou ont vu. C'est pourquoi le monde commence avec eux; tout le reste est « de la théorie », comme dit l'homme « de bon sens »; et « théorie », dans sa pensée, est du non réel. Quand l'homme de la rue dit : « On a toujours fait cela », cela signifie simplement qu'il l'a toujours vu faire.

L'homme moyen ne se situe pas; il est le centre; tout se situe par rapport à lui, et ce qui n'a pas rapport à lui de façon perceptible est comme non existant. D'une certaine manière, il est tout; ce qui ne compte pas pour lui ne compte pas en soi.

Et quand on se place au point de vue qui nous occupe ici, on a l'impression que, même dans notre civilisation de la machine, le nombre de vrais civilisés, c'est-à-dire d'hommes que la civilisation ait atteints au point de transformer existentiellement leur être, est fort réduit.

On sait combien les marxistes parlent du sens de l'histoire et s'en attribuent en quelque sorte le monopole. Ceux d'entre nous qui ont l'occasion de rencontrer des marxistes peuvent faire à ce propos des expériences qui rappellent la « physique amusante » dont on lisait les tours sur les cahiers d'écolier de ma jeunesse.

Quand on fait observer à un marxiste que Marx est mort en 1883, que cela commence à être long et qu'il est arrivé beaucoup d'événements depuis, que Marx est comme tout le monde un personnage historique qu'il faut situer en son temps, et que le temps commence à être fort différent, le marxiste réagit d'habitude de façon violente. Et si on insiste en disant que la loi même du matérialisme historique ne peut être qu'un produit du temps, que le communisme actuel doit l'être encore, et cela en vertu même des principes du système, que le communisme va donc disparaître, qu'il serait bon de songer au système et aux institutions de remplacement; en d'autres termes, quand on essaie de situer Marx, le marxisme, le communisme dans la logique du système, le marxiste est fort mécontent, et c'est tout exceptionnellement qu'on en rencontre un qui accepte ce relativisme appliqué à ses propres idées et essaie de l'intégrer à son attitude pratique.

En réalité, beaucoup de philosophies qui se présentent comme des interprétations de l'histoire — le marxisme, le racisme par exemple — ne sont que des philosophies d'immobilité à revêtement historique; elles cherchent à discerner dans le passé une ligne d'évolution qui conduise au terme qu'elles désirent et s'imaginent qu'une fois ce terme atteint, plus rien ne changera.

Un des dangers de notre temps se trouve dans un jargon historiciste cachant une pensée qui ne s'inspire aucunement de l'histoire. Ceux qui ont à tout instant à la bouche l'évolution historique et le sens de l'histoire, mais qui ignorent tout de la réalité historique et qui n'en ont aucune curiosité sont éminemment suspects. Le sens de l'histoire s'acquiert en cultivant l'histoire; il suppose la curiosité du passé, en tant qu'il explique le

présent. Ce n'est ni chez Hegel, ni chez Marx, ni chez Spengler qu'il faut le chercher, mais chez Guizot, dans l'*Histoire de la Civilisation*, ou, de nos jours, chez Dawson.

Car l'histoire est ce qu'on appelle en philosophie traditionnelle un fait contingent, c'est-à-dire qu'elle peut évoluer de plusieurs manières, et le seul moyen de savoir comment elle évolue en fait est d'aller voir.

Cependant le sens de l'histoire se développe incontestablement de façon continue depuis un siècle et demi et il transforme l'esprit humain. Comme en toutes matières, la multiplicité même des contrefaçons est un signe d'influence. Aux uns plus, aux autres moins, il donne le sens du mouvement dans l'évolution humaine et, en permettant d'enregistrer tout ce qui change, permet de situer les éléments à leur niveau d'importance. Il aide à prendre conscience de toute relativité et, par là, de l'absolu véritable qui se traduit dans la vie par le stable. Dégager tout ce qui change dégage ce qui ne change pas. Accepter que change tout ce qui doit changer permet les transformations qu'impose la vie, et c'est le seul moyen d'éviter les catastrophes. Si le genre humain, jusqu'ici, n'a progressé qu'en roulant de catastrophe en catastrophe et s'il paraît continuer au même rythme, c'est d'abord parce qu'on n'accepte pas de changer ce qui doit changer et qu'ensuite d'autres, prenant le contre-pied, ne voient plus ce qui doit être maintenu. Le sens de l'histoire représente dans ce mouvement un aspect intellectuel décisif. Il suppose lui-même des vertus morales dont nous n'avons pas le temps de parler ici, mais le noter seulement au passage montre plus intensément encore à quel point il imprègne tout l'homme.

## II

L'histoire de l'attitude chrétienne à l'égard de l'histoire est une drôle d'histoire. Commençons par la raconter : rien n'introduira mieux la question.

Le christianisme se présente comme une histoire. Il est vrai que, selon les points de vue, on peut dire que le christianisme est avant tout une religion, une doctrine, une formule de vie, un homme. Les uns disent : « Ce qui est essentiel, c'est le dogme. » « C'est la morale », disent les autres. Tout cela est vrai dans un certain sens; mais il est vrai aussi que tout cela se présente dans une histoire.

L'Ancien Testament est avant tout une histoire, de la création, de la chute, du peuple élu, et il aboutit à l'histoire du Christ ou de la Rédemption. Dans les Actes des Apôtres, plusieurs sermons apostoliques donnent le schéma de la première prédication : elle est éminemment historique, résumant l'Ancien Testament et montrant l'aboutissement de celui-ci dans le Christ.

Tout ceci paraît tellement évident qu'on se demande comment on a pu le perdre de vue. Et pourtant c'est ce qui est arrivé. Quand l'Église est parvenue à une certaine stabilité, on a cru que le mouvement devait cesser, que les formules, les cadres sociaux, la vie même ne devaient presque plus évoluer, et que, si le christianisme correspondait à une histoire dans le passé, cette histoire était arrivée à son terme et qu'il n'y avait donc plus de changements importants à attendre.

Cependant beaucoup de choses bougeaient et il semble impossible de ne pas le voir. On savait bien que la définition de l'Immaculée Conception est de 1854 et celle de

l'infaillibilité pontificale de 1870. Mais l'attention n'était pas attirée; l'Église donnait l'impression d'un monolithe majestueux où rien ne bouge, où rien ne peut bouger.

Néanmoins le sens de l'histoire dont on vient de voir l'importance dans la pensée contemporaine a envahi l'Église aussi. Bien compris, c'est un ressourcement. Malheureusement certaines origines sont impures et elles ont donné lieu à des déviations dont l'épisode moderniste est un échantillon.

Malgré cela, il pénètre irrésistiblement la pensée chrétienne et renouvelle beaucoup de points de vue.

Mais, pour être précis, il faut s'entendre sur le mot « histoire », dont on use et abuse. La phrase d'introduction qu'on a lue plus haut montre comment on joue sur le mot.

Histoire désigne avant tout quelque chose qu'on raconte : « les enfants aiment les histoires ». Un récit porte sur une succession de faits enchaînés. L'histoire suppose donc succession et enchaînement. Pas d'histoire sans succession, mais pas d'histoire non plus si les faits se succèdent sans lien.

Ce sens primitif simple est généralement oublié aujourd'hui au point que les dictionnaires donnent, comme sens premier, « récit des événements de la vie d'un peuple ». En réalité, il s'agit simplement là de certaines histoires parmi d'autres.

Ensuite l'Histoire que nous écrirons avec un grand H est la *science* qui étudie la succession des événements et, au XIX^e^ siècle, le mot a pris le sens métaphysique de la succession des événements *en soi*, étudiée dans ses lois, ramenée à des catégories générales de l'esprit en faisant abstraction des faits. Dans la philosophie

allemande en particulier, après les néo-kantiens, cette philosophie de l'histoire a donné lieu à de nombreuses spéculations plus ou moins ésotériques.

Au début, l'Histoire ne s'intéressait qu'aux événements extraordinaires ou exceptionnels; c'étaient les seuls qui parussent dignes d'être racontés. On le voit encore dans les histoires de primitifs et d'enfants : de minute en minute ou d'alinéa en alinéa, doivent se produire des coups de théâtre. Et c'est pourquoi, au temps où l'histoire avait moins d'importance qu'aujourd'hui, on ne s'attachait qu'à ce qu'on appelle dédaigneusement, de notre temps, « l'histoire-bataille », c'est-à-dire des événements exceptionnels. De là aussi que, dans le langage courant, dire de quelqu'un qu'il « fait beaucoup d'histoires » ou « qu'il fait des histoires de tout », c'est dire qu'il prend tout au tragique ou qu'il fait de tout des événements importants.

Mais, nous l'avons vu, le développement du sens de l'histoire amène à comprendre que rien ne s'explique si on n'en connaît les origines, c'est-à-dire la succession des faits qui ont permis le phénomène, et ce sens de l'histoire donne un relief particulièrement fort et tout nouveau à l'ancienne distinction métaphysique entre le nécessaire et le contingent, parce que, le contingent étant non nécessaire, pourrait être différent de ce qu'il est, et on ne le connaît exactement que si on explique comment il est apparu et les influences qui ont concouru à le faire tel qu'il est.

Comme tout ce qui n'est pas Dieu est contingent, cette méthode s'étend très loin et rompt avec l'ancienne attitude de pensée qui prenait son départ dans le nécessaire divin et en déduisait la nature de tout ce qui existe en essayant de ne pas sortir des exigences du néces-

saire. Les philosophes n'ont jamais aimé le contingent. Comme la philosophie est essentiellement réflexion, la tendance spontanée du philosophe n'est pas de s'attarder longuement à l'observation des faits. Mais la réflexion pure ne porte que sur le nécessaire; dans l'ordre contingent, la réflexion déraille du moment qu'elle ne s'attache pas à une réalité dûment observée et analysée.

L'idéal spontané des philosophes est de déduire toute connaissance de quelques principes nécessaires, connus par la raison seule. Cet idéal a trouvé son achèvement dans la philosophie qu'on appelle aujourd'hui classique, de Descartes à Kant, et c'est la rigueur même de leur rationalisme qui a provoqué les réactions en sens divers auxquelles nous assistons depuis le XIX^e^ siècle. Mais certains métaphysiciens restent inclinés à ramener le plus d'objets possible au plan du nécessaire en spéculant sur le contingent d'après l'observation élémentaire dont ils tirent inévitablement des conséquences irréelles. Ils prétendront, par exemple, traiter des conditions de la vie de l'esprit sur le plan du nécessaire, et leurs spéculations paraissent pure fantaisie au penseur contemporain pour lequel la vie de l'esprit est un fait d'expérience manifesté dans l'existentiel, et pour lequel, dès lors, il faut commencer par l'observer comme un réel s'imposant à nous et non comme le fruit d'une déduction intellectuelle.

Mais l'observation de la vie de l'esprit comporte celle de ses origines et de son développement, et rejoint par là l'attitude historique. Le sens de l'histoire est étroitement lié à l'esprit positif et à l'attitude de soumission au fait, caractéristiques de tout le développement scientifique.

Il n'y a d'histoire que s'il y a succession; il n'y a

succession que s'il y a changement. Mais succession suppose enchaînement dans les changements, et l'enchaînement suppose certains éléments subsistant au milieu des changements. Si le christianisme est une réalité historique, tout cela doit s'y retrouver.

On dit couramment aujourd'hui que l'Église ou le christianisme se réalise dans l'histoire : cela veut dire que le christianisme est une réalité subsistante passant par des états successifs. Et on parle aussi de « christianisme historique » qu'on oppose au christianisme du Christ, le christianisme du Christ étant l'œuvre, l'enseignement du Christ, le christianisme historique étant ce que le christianisme primitif devient au cours des siècles...

Il est évident que l'Église telle qu'elle se présente aujourd'hui ne s'identifie pas avec le christianisme tel qu'il était à la mort du Sauveur. C'est évident, et cependant je me demande si j'y ai jamais songé avant... mettons 1930.

Je crois que, dans ma jeunesse, ce qui paraît évident aujourd'hui eût paru blasphématoire, et je me demande s'il ne paraît pas encore tel à quelques tenants de la vieille école. D'ailleurs, le mot même « christianisme historique » est récent. On ne parlait pas de cela non plus; il y avait un christianisme, un seul, le christianisme tout court, qui était celui de Jésus et de l'Église catholique. Si l'Église avait développé ou explicité certains aspects de la doctrine, fixé des rites ou des institutions, c'était uniquement dans la ligne de ce que le Christ avait fait et selon une nécessité interne ne comportant qu'une voie. Il semblait évident que l'Église évolue selon un plan divin excluant toute autre éventualité, et on n'opérait pas de distinction de plans entre

ce qui correspond en effet à une nécessité interne et ce qui est accidentel. Tout se justifiait sur le plan du nécessaire.

Je ne sais si cette attitude était absolument universelle; mais en tout cas j'ai été élevé ainsi et, à part quelques esprits hardis tels que Newman, j'ai l'impression que tout ce que je lisais dans ma jeunesse était imprégné de cette atmosphère. Les ouvrages historiques qui commençaient à paraître nous paraissaient révéler des horizons tout nouveaux, et d'ailleurs le modernisme a montré combien ces perspectives déroutaient les esprits.

En d'autres termes, l'évolution du christianisme se concevait jusque-là à sens unique; il n'eût pu être autre qu'il n'a été et il était entièrement contenu en germe dans l'enseignement primitif. On le sortait donc du contingent pour l'intégrer, d'une manière ou l'autre, au plan du nécessaire.

Et tout cela est vrai d'une certaine manière, mais le sens de l'histoire découvre en même temps d'autres perspectives.

Que la plante soit tout entière contenue dans le germe est à la fois vrai et faux. Il est vrai que la plante est prédéterminée par le germe dans une certaine mesure, mais elle dépend aussi de la terre qui la porte, du soleil et de la pluie, de la chaleur et du froid. La plante est le germe développé, non seulement par son dynamisme interne, mais grâce à des nourritures qui lui sont venues du dehors et dont l'effet peut être variable.

***

Dans l'Église comme au dehors, le sens de l'histoire

s'est d'abord manifesté par l'intérêt porté à l'histoire en tant que science. Presque tout le développement scientifique dans la théologie du XX^e^ siècle est, sur le plan ou par le moyen de l'histoire, exégèse, histoire de la théologie ou théologie positive, histoire ecclésiastique. Il en est résulté une perspective de l'Église très conforme à l'Évangile, mais très différente de celle qu'on avait précédemment, car, de ces travaux historiques, il est clairement résulté que le Royaume de Dieu ou l'Église est un germe jeté par le Christ et développé au cours des siècles sous mille influences agissant sur le noyau primitif, et l'amenant à se développer selon des modalités non nécessaires et souvent imprévisibles.

Beaucoup de ces mouvements se sont produits sous l'influence de facteurs non chrétiens, parfois païens, comme la philosophie d'Aristote, parfois simples résultats de passions humaines, comme les guerres ou les régimes politiques. Et le péché a exercé aussi son influence. L'Église du XX^e^ siècle porte encore la trace d'usages introduits aux XV^e^ et XVI^e^, sous des papes dont on ne se rappelle le nom qu'avec gêne, et qui sont, en grande partie, les responsables de la crise protestante.

Ainsi apparaît la notion de christianisme historique, le christianisme tel qu'il se manifeste dans un contexte humain où il joue un rôle de ferment. On peut pousser l'image en observant que l'action du ferment ne dépend pas seulement de sa valeur à lui, mais aussi de la pâte où on le dépose. Du ferment déposé dans de l'huile, ou du sel dans du plâtre resteront sans efficacité...

Le christianisme historique est donc toujours plus ou moins corrompu; il correspond à la rencontre du christianisme avec un ensemble de facteurs humains parmi

lesquels il en est de valeur diverse. Et la notion de christianisme historique amène à l'idée que l'Église a toujours besoin de se purifier, qu'il doit toujours y avoir à l'intérieur de l'Église un effort d'assainissement, en vue de réaliser pleinement l'esprit de l'Évangile.

D'autre part, on se rend compte que l'Église, elle aussi, est dans l'histoire, ce qui veut dire qu'elle change sans arrêt. Au XIX^e^ siècle, l'Église paraissait stabilisée, c'est-à-dire que tous les détails de l'enseignement doctrinal, de la discipline, de l'organisation semblaient fixés immuablement, et quand quelque chose changeait, — car les changements étaient constants, — tout l'effort de l'esprit se portait à démontrer que ces changements n'en étaient pas...

D'ailleurs, faute de connaissances historiques, on ne se rendait pas compte des changements. Par exemple, l'enseignement théologique au XIX^e^ siècle était dominé par la morale, et celle-ci se réduisait à la casuistique. On ne m'a jamais dit dans ma jeunesse que ce fût là un phénomène récent, ni qu'il correspondît à un ensemble de réactions sociales portant une date... Et les aînés d'entre nous se souviennent encore des résistances qui se sont rencontrées lorsqu'on a commencé à insinuer que saint Thomas étant du XIII^e^ siècle, il fallait l'interpréter dans l'optique de son temps et ne pas chercher chez lui la solution de problèmes que personne ne posaient à cette époque...

Dès lors, le catholique de 1900 défendait comme nécessaire tout ce qui existait à ce moment-là dans l'Église, et jusqu'aux détails les plus insignifiants. Puisque rien ne se produisait sans une volonté expresse de Dieu, tout empruntait à cette action divine un égal caractère de nécessité. On sera stupéfait, dans quelques années,

uand on étudiera historiquement la période dont nous ortons, de voir la façon dont l'esprit durcissait les con- ingences sur un plan d'absolu. Ce sera un sentiment nalogue à celui qu'éveille en nous le rôle joué par le ort de la barbe par les prêtres ou par l'emploi du pain zyme au sacrifice, dans les querelles qui préludèrent au chisme oriental.

***

Le mouvement de pensée et d'étude qui résulte du léveloppement de l'histoire amène donc des modifica- ions de perspective assez considérables dans les domai- nes les plus divers. Mais il ne faut pas s'étonner qu'il roduise un certain désarroi chez un assez grand nom- ore d'esprits, dont les uns, de tendance conservatrice, raignent des menaces d'hérésie dans tout changement le mots ou dans toute forme nouvelle de présentation, t dont les autres, pris par une sorte de snobisme de nouveauté, croient faire preuve d'esprit moderne en etant par-dessus bord tout ce qui n'est pas strictement du XX[e] siècle... Ainsi ceux qui concluent de ce que saint Thomas est du XIII[e] siècle, qu'il n'y a plus rien à en tirer et qu'il faut le laisser au magasin des rebuts pour ne parler qu'un langage existentialiste inspiré de Hei- degger ou de Sartre.

Ce genre de déviations explique l'encyclique *Humani generis*, qui vient de rappeler l'importance de la tradi- tion. Le sens exact de l'histoire ne peut d'ailleurs don- ner que le sens de la tradition. La préoccupation d'être toujours à l'avant-poste des formules les plus modernes, de s'attacher à l'aujourd'hui comme si le monde com- mençait et n'était pas solidaire d'un passé est une mé-

connaissance du sens de l'histoire qui est, nous l'avons vu, sens de la succession et de la continuité. L'encyclique rappelle à plusieurs reprises qu'on ne doit négliger aucun des apports valables du temps, mais elle indique que, de l'observatoire incomparable où on se trouve au Vatican, les dangers de déviations apparaissent sérieux, et en particulier celui de rompre avec la tradition sous prétexte d'adaptation au temps.

Sans doute peut-on aussi rattacher au sens de l'histoire la distinction qui devient familière entre catholique et chrétien.

Autrefois il allait de soi que les deux s'identifiaient, et la réaction antiprotestante, en particulier, avait souligné de tout son poids l'identité. Il n'y avait de vrais chrétiens que les catholiques, et on était d'autant plus chrétien qu'on était plus catholique.

Et de nouveau, cela est vrai.

Et de nouveau, il y a autre chose.

On peut être catholique de deux manières. On peut l'être parce qu'on est chrétien et pour être pleinement chrétien, parce que l'Église est la dépositaire du message divin; et on peut l'être aussi par attachement à une institution humaine qui s'appelle l'Église catholique, et à laquelle on s'attache parce que c'est l'habitude dans le milieu où on vit, parce qu'elle fait partie des traditions nationales, etc.

Or, on s'est aperçu que beaucoup de catholiques s'attachaient à l'Église de cette façon, sans se soucier de suivre ou d'imiter le Christ. Un certain esprit catholique détourne même de rechercher ce que comporte la vocation chrétienne : « Qu'avez-vous besoin de chercher? Il n'y a pas de problèmes : faites ce que l'Église vous dit et tout ira bien. » Le chrétien n'a donc pas à se tourner

ers le Christ, sinon en matière de dévotion, sur le plan ffectif. L'Église est chargée par le Christ de poursuivre on œuvre : le fidèle n'a qu'à obéir.

On obtient ainsi des fidèles plus catholiques que chréiens, c'est-à-dire soucieux uniquement de l'Église et nsoucieux du Christ. Si l'Église elle-même leur conseille de se tourner vers le Christ, en lisant les Évangiles ar exemple, ils se montrent peu enthousiastes, car ils e voient pas à quoi cela leur servira : l'Église n'est-elle as là pour dire ce qu'ils doivent croire et faire?

Par là s'explique la réaction de ceux qui aiment se ire chrétiens, chrétiens d'abord et catholiques pour être hrétiens. L'Église, pour eux, est une échelle pour aller u Christ; mais c'est le Christ qui est le but.

On leur a dit : « Vous ne trouverez pas le Christ ors de l'Église. » On a donc insisté sur l'Église : il aut d'abord être dans l'Église, condition première pour ller au Christ. Maintenant on passe à une étape ultéieure. On s'aperçoit qu'on peut être dans l'Église sans voir l'esprit du Christ, et que, si l'appartenance à l'Église est une condition de l'appartenance entière au hrist, il est possible cependant de s'attacher à l'Église our d'autres motifs que le Christ. De là la formule : il e faut pas seulement être catholique, mais chrétien.

Ceci, de nouveau, expose à des déviations, car s'il est rroné de croire qu'on puisse ne pas se préoccuper de uivre le Christ sous prétexte qu'on est catholique, il ne 'est pas moins de croire qu'on puisse se désintéresser e ce qu'enseigne l'Église sous prétexte qu'on suit le hrist. Il faut déplorer qu'on ait accepté d'opposer catholique et chrétien; l'un ne va pas sans l'autre, et ici ncore l'encyclique *Humani generis* avertit d'un danger u point de vue doctrinal en parlant d'un esprit de mé-

connaissance à l'égard du magistère de l'Église. On pourrait ajouter qu'on trouve la même déviation dans certaines attitudes pratiques à l'égard de la tradition liturgique et morale.

***

Être catholique, c'est donc être membre de l'Église, et on l'est nécessairement dans son pays et dans son temps. Mais le catholicisme actuel est un catholicisme historique, c'est-à-dire qu'il propose le christianisme intégré dans un ensemble de valeurs humaines qui passeront. On doit donc distinguer la part de l'humain qui est contingente et transitoire et la part du divin qui se retrouvera à toutes les étapes de l'histoire. Mais comment opérer cette distinction sans se tenir très fermement au Nouveau Testament et sans étudier constamment l'Église dans son développement historique, de façon qu'émerge ce qui reste et ce qui passe ?

On trouve une préfiguration de ce sens historique dans les arguments scripturaires et de tradition qui tiennent une si grande place en théologie. Préfiguration, parce que le développement des sciences historiques donne à ces arguments une précision toute nouvelle. A connaître mieux le sens exact de l'Écriture et des textes anciens, on peut reconstituer avec une sûreté de plus en plus parfaite, et le noyau primitif, et la continuité du développement, ce qui permet aussi de situer les déviations.

L'image de l'Église qui se dégage de ces tendances apparaît ainsi à certains égards très nouvelle. Il y a un siècle, on avait l'impression qu'en ce qui concerne

la structure intérieure de l'Église, l'œuvre était achevée et qu'il n'y avait plus qu'à convertir les païens, c'est-à-dire à les faire entrer dans un bercail entièrement construit. Aujourd'hui l'attention se porte sur les « problèmes d'adaptation de l'Église en marche » : ce titre d'un ouvrage récent exprime bien les préoccupations; quand on parle de l' « Église en marche », on ne vise pas seulement un développement quantitatif par l'accroissement numérique des catholiques, mais aussi un développement intérieur.

L'Église apparaît donc comme un organisme en évolution perpétuelle, assimilant constamment des éléments nouveaux, s'adaptant sans cesse à des circonstances nouvelles et aux problèmes nouveaux que posent toutes les transformations humaines. On n'arrivera jamais à un état qui puisse être considéré comme un terme. Chaque génération verra naître de nouveaux problèmes et l'Église devra toujours s'adapter. Elle devra toujours lutter aussi, car jamais les hommes ne seront tous parfaits, et pour que la lutte cesse d'être nécessaire, il faudrait qu'ils le soient, qu'ils le restent et que les hommes nouveaux qui leur succèdent le soient aussi.

Même l'enseignement doit s'adapter, car l'enseignement s'adresse aux hommes, et les hommes changent. Mais quand on étend cette préoccupation d'adaptation à tous les aspects de la vie, on ne peut empêcher une inquiétude, car il y a des valeurs permanentes à sauvegarder et, dans ce flux perpétuel, où mettre la limite de l'immuable?

Les valeurs permanentes se retrouvent dans le germe, l'enseignement du Christ et la vie du Christ. Si l'esprit chrétien de notre temps retourne avec tant d'élan vers le Christ, c'est parce que le développement du sens de

l'histoire souligne avec intensité ce qui est essentiel et permanent. Et l'action de l'Esprit-Saint dans l'Église a pour but de garantir que l'essentiel sera toujours sauvegardé. Mais on voit de mieux en mieux, comme le Sauveur lui-même l'a dit, que cet essentiel est vraiment une semence, un levain, et qu'il doit apparaître au monde dans l'arbre à la ramure sans cesse changeante qui en sort, dans la pâte dont le levain fait le volume et la saveur.

L'Église est en marche; elle le sera toujours. Le message du Christ indique la voie à suivre et dresse l'échelle des valeurs; mais sur le chemin terrestre, dans la forêt des événements où s'entre-choque tout l'humain, seul le sens de l'histoire permet de dégager le fil authentique de la tradition chrétienne en manifestant de quelle manière l'enseignement du Maître s'applique dans les réalités contingentes de la vie.

Ce point-ci met particulièrement en relief l'importance du magistère de l'Église. L'encyclique *Humani generis* souligne, nous l'avons vu, la déviation actuelle de certains théologiens qui le négligent ou même le « méprisent » (le terme est dans l'encyclique). Mais le développement du sens historique rend, en quelque sorte, ce magistère plus important encore, car, si l'Église doit constamment s'adapter et si elle est « en marche », les dangers de déviation sont plus pressants que si elle se cantonne dans une immobilité majestueuse. Il n'y a pas de problème de suivre le droit chemin pour celui qui reste en place.

Si l'Église actuelle n'est plus seulement l'Église telle que le Christ l'a fondée, mais une Église historique, l'assistance de l'Esprit apparaît plus nécessaire pour nous donner la certitude que cette Église historique est bien

ans la ligne du Christ et reste bien l'Église du Christ. es raisonnements humains, les recherches scientifiques e suffiront jamais à donner la certitude absolue qu'on st dans la ligne du Christ. Il y faut plus, l'assistance ivine que le Maître a garanti à son Église et, plus que mais dès lors, les fidèles doivent se serrer autour d'elle s'imprégner de son esprit.

JACQUES LECLERCQ.

---

## A NOS LECTEURS ÉTRANGERS

*Dans le numéro d'octobre, j'ai écrit un article : « Le chrétien n'a-t-il rien à dire ? » destiné d'abord à susciter le dialogue avec les catholiques étrangers.*

*Ceux-ci veulent-ils faire l'effort de m'écrire* (dans la langue de leur choix) *s'ils pensent :*

1° *que j'ai analysé correctement la situation du monde dans lequel se situe notre témoignage de Foi chrétienne.* Non, quelles sont mes erreurs ?

2° *que, pour faciliter le dialogue entre catholiques de différents pays, j'ai eu raison de reconnaître la Foi chrétienne d'abord comme Foi au Christ, Fils de Dieu, mort et ressuscité pour tous les hommes ?* Si j'ai eu tort, pourquoi ?

*Merci.*

A.-J. MAYDIEU.

# L'ASIE ET SES LIBERATEURS

## LES ÉTATS-UNIS ET LES IMPÉRIALISMES ASIATIQUES

La politique asiatique des États-Unis obéit à u réflexe et à une conviction. Le réflexe, c'est l'anticolo nialisme : cette ancienne colonie émancipée donner spontanément tort aux colonisateurs, par système e sans discuter; toutes les nations d'Amérique en sont l peu ou prou, et le gouvernement de Washington a plu tôt freiné telles d'entre elles, Argentine ou Guatémala que poussent aux extrêmes des revendications précise sur les Folkland ou le Honduras britannique; on ne l pas vu convoiter les Bermudes... La conviction, c'es que le nationalisme représente en Orient le seul antidot efficace du communisme : vous ne mobiliserez pas le masses au profit de maîtres étrangers; elles écouteron celui qui leur promettra l'indépendance; donnez-leu cette indépendance, montrez-leur combien Moscou l compromet, et vous les aurez avec vous pourvu qu leurs dirigeants indigènes les engagent sans biaise dans la voie du progrès social.

La thèse a ses contradicteurs. On lui oppose, en Eu rope, des arguments plausibles. M. François-Charle

Roux avait beau jeu de rappeler récemment à quel point le brusque affranchissement de l'Asie comporte d'aléas : massacres par-ci, guerre civile par-là, il s'agit parfois d'une régression brutale, et les réfugiés du Bengale ou les victimes de l'anarchie birmane ont lieu de regretter la paix d'antan... Tout cela paraît indiscutable. Et l'on peut se demander si les puissances de l'Occident ne commettent pas une grave faute morale en abandonnant les responsabilités civilisatrices qu'elles ont assumées. La colonisation bien entendue, à vrai dire, n'est pas une fin mais un moyen, et réussit dans la mesure où elle forme des peuples capables de se passer d'elle, tout comme l'apostolat missionnaire, s'il réussit, aboutit à céder la place aux Églises indigènes. Il est aussi presque inévitable que la sujétion impatiente les classes instruites avant même que les masses ne soient mûres pour s'en affranchir. Et l'homme est ainsi fait qu'il préfère une liberté sans confort à la prospérité sous tutelle. Que n'eût-on pu dire contre l'émancipation de l'Amérique latine suivie, presque partout, d'une anarchie sans frein ? Qu'en ont pensé les Espagnols ? Mais les intéressés n'estiment pas avoir payé leur indépendance trop cher.

Dans le cas présent, cependant, le mouvement a été accéléré du dehors. Il n'eût pas spontanément brûlé les étapes. Il a fallu l'occupation japonaise, et le démenti que la guerre et ses atrocités apportèrent à la supériorité morale de l'Occident, pour que, les deux niveaux de civilisation s'étant rapprochés, la domination politique de l'une sur l'autre n'ait plus paru justifiée. L'Asie d'un Gandhi, toute imprégnée de christianisme, ne pouvait-elle pas donner des leçons à l'Europe redevenue païenne ?

Il a fallu aussi le prestige des États-Unis, seule puissance victorieuse en Extrême-Orient. Ils ont délibérément entrepris de mettre fin au système colonial. Que cette politique réusssisse ou non, ils en ont encouru

toute la responsabilité. N'est-ce pas Franklin Roosevelt qui disait à son fils ne pas vouloir rétablir les Empires britanniques et français? Malgré des expériences qui ont amené Washington à nuancer son attitude, beaucoup d'Américains, même haut placés, voudraient continuer dans la même voie. Reste à savoir si, en supprimant un « impérialisme » lointain et atténué, ils ne s'exposent pas, dans leur ignorance de l'histoire, à faire le jeu d'impérialisme beauoup plus proches et redoutables.

Même cette question appelle des nuances. Les nationalismes européens du XIX[e] siècle ont pris la forme de mouvements unitaires. On a pu craindre un impérialisme piémontais, et, avec beaucoup plus de raison, celui de la Prusse. Mais la suite a montré que les États absorbés, royaume de Naples ou Hanovre, ne répondaient plus à aucune réalité vivante; en Allemagne, à l'exception peut-être de la Bavière, toutes les péripéties ultérieures, victoires et défaites, n'ont pu qu'activer leur fusion. Bien des structures que les nationalismes asiatiques jettent à terre peuvent être semblablement périmées, et nous ne nous apitoierons pas outre mesure sur les maharadjahs. La tragédie commencerait lorsqu'un peuple, en raison de son nombre ou de sa force, tenterait de s'annexer malgré lui un peuple plus petit; il ne respecterait guère les traditions que la colonisation laissait subsister; et dans cet immense continent où se côtoient tant d'humanités différentes, nous risquons d'avoir abandonné les faibles ou les arriérés aux caprices de jeunes despotes. Le drame de l'Indochine, à cet égard comme aux autres, ne peut se considérer isolément, il faut le situer ici dans un ensemble.

L'Inde offre une surprise agréable. Tient-elle à ce que son émancipation s'est faite sans brisure ou simplement au fait que les nouveaux dirigeants avaient eu l'occasion d'apprendre l'exercice du pouvoir? Longtemps avant de présider à ses destinées, M. Rejegopalacherier, son pre-

mier général indigène, avait gouverné Madras; sir Ramaswani Mudaliar, qui le représente aux Nations-Unies, a figuré au ministère sous les Anglais; la diplomatie, l'administration, utilisent les princes déchus; Nehru n'a rien d'un fanatique illettré, ni Patel, son second, qui apporte à son humanisme enrichi d'occidentalisme le concours du mysticisme hérité de Gandhi. Ils ambitionnent pour leur pays une place à la tête de l'Asie; ils ont conscience de sa masse et de sa féconde variété; l'éclipse de la Chine supprime une concurrence, et ils la remplaceraient aisément, avec les bénédictions américaines, en groupant sous leur égide les nationalismes non communistes, mais ils savent éviter les gestes inconsidérés et manœuvrent avec prudence entre Washington et Moscou.

Et pourtant, même aux Indes, que de périls latents, que de chiquenaudes aux procédures normales! Le pire n'a pas eu lieu, la guerre sainte, le massacre généralisé : les bagarres entre hindouistes et musulmans n'ont, somme toute, pas dépassé le degré de fréquence et de gravité qu'elles atteignaient auparavant; encore la séparation chirurgicale du Pakistan ne s'est-elle pas opérée sans accompagnement de larmes et de sang, sans pillages, sans enlèvements, sans ce double exode qui a déraciné et ruiné, dans les régions frontières, des millions d'individus; et l'on se demande toujours ce qu'il adviendra de cet État paradoxal, coupé en deux fragments inégaux dont le plus petit isole à son tour, ou peu s'en faut, la province indienne d'Assam. Le sort du Cachemire peut d'un jour à l'autre faire rebondir les hostilités : peuplée de musulmans, mais associée à l'Inde par son souverain hindouiste, la principauté himalayenne reste occupée moitié par les uns, moitié par les autres, et les Nations Unies auront fort à faire pour imposer un plébiscite régulier.

Pakistan mis à part, l'unitarisme de la Nouvelle-Delhi ne fléchit point. Sunegadh, Haïderabad ont

éprouvé ce qu'il en coûte de ne pas renoncer de bonne grâce à l'autonomie. Nous avons déjà raconté cette révolution qui, fusionnant les États féodaux et les transformant en simples entités administratives, enjambe d'un coup plusieurs siècles. Peut-être, en considération du résultat, l'histoire montrera-t-elle de l'indulgence pour les méthodes, comme elle le fait lorsqu'il s'agit d'un Louis XI. Il ne semble pas d'ailleurs que l'unité se fasse au bénéfice exclusif d'un peuple ou d'une région; les musulmans eux-mêmes, dès lors qu'ils adhèrent au parti du Congrès, occupent souvent des places d'honneur comme jadis le Dr Ansari ou de nos jours un Asaf Ali ou un Moulane Abul Kalam Azad.

Mais au bénéfice d'un groupe social? C'est là, sans doute, le point noir. Tant que subsistera l'extrême misère et l'ignorance des masses, la classe dirigeante n'apparaîtra que comme une croûte fragile sous laquelle dort un volcan. Il paraît inévitable qu'elle gouverne seule longtemps encore; saura-t-elle le faire sans égoïsme? Les aspirations sociales indéniables d'un Nehru, qui l'ont promené naguère jusqu'à Moscou, dureront-elles mieux que celles du Kuomintang à ses débuts? Le Congrès évitera-t-il la sclérose, la corruption, où tombent les partis uniques après un règne trop prolongé? Les tentatives d'organiser des partis dissidents montrent que le péril n'échappe pas aux esprits avertis et témoignent d'un malaise naissant.

L'Indonésie, elle, offre au contraire un spectacle presque scandaleux. La Hollande, qui la gouvernait en paix depuis trois siècles, n'avait certes pas mérité les pressions qui l'ont contrainte à l'évacuer; les intérêts pétroliers hostiles à la Royal Dutch, l'Australie, l'Inde, les Philippines du général Romulo, se sont combinés aux Nations-Unies pour imposer ce départ et pour faire relaxer les chefs de la République indonésienne au moment où cette dernière allait succomber militairement;

n'y a pas eu seulement, comme en Indochine, carence ganisée du pouvoir métropolitain, mais abdication rcée d'une autorité déjà rétablie. Du moins celle-ci ait-elle pris ses précautions pour empêcher Java — iarante millions d'âmes — d'écraser ses voisins par force du nombre; elles sont restées lettre morte et, en pit des accords qui prévoyaient une fédération, l'uni- ration politique de l'archipel s'est poursuivie au galop. Cette fois, il s'agit nettement d'un impérialisme. Le ys le plus riche, le plus cohérent, le plus peuplé, en- nd s'agréger les îles voisines en dépit d'un passé dif- rent et de résistances encore vivaces. Il en rencontre Java même, où l'Ouest, qui devait rester autonome, accepte pas volontiers la domination de Djogdjekerta. e là le succès éphémère du capitaine Westerling, qui ut être un aventurier, mais n'en avait pas moins re- ueilli sur place des appuis significatifs et n'a dû son rortement qu'à son erreur de s'être mis dans la gueule u loup en croyant trouver des amis à Singapour... Peu près, le sultan de Pontianak, membre du gouverne- ent central, était inculpé de trahison pour avoir voulu réserver le statut autonome de Bornéo; l'intimidation menait la plupart des autres territoires à voter sponta- ément leur propre disparition; un dernier s'y refusait, Indonésie orientale, avec ses myriades d'îles grandes petites échelonnées entre l'archipel de la Sonde et la ouvelle-Guinée; on n'a pas oublié l'insurrection d'Ab- ul Aziz à Macassar et l'arrestation de son chef, venu négociateur, pris en otage; les Moluques, depuis, ont leur tour proclamé leur indépendance malgré tant exemples dérourageants, et tiennent encore le coup, oique bloquées par la marine indonésienne qui cherche les réduire par la famine...

L'indifférence de l'opinion mondiale, à vrai dire, scan- alise plus encore que ces méthodes policières et que s manquements systématiques à la parole donnée. ais qui l'alerterait? Que lui importent des événements

présentés par les dépêches d'agence comme d'obscures émeutes en des pays inconnus, lorsqu'elles n'insinuent pas qu'il s'agit d'anciens officiers au service des Pays-Bas et que les Néerlandais pourraient bien être derrière ? Ainsi, demain, ceux des Indochinois ou des Nord-Africains qui ont porté notre uniforme et qui entendraient résister à telle ou telle hégémonie locale se verraient disqualifier par leur compréhension même de l'Occident... Et l'on ne pose pas davantage la question de l'aptitude à l'indépendance chez les « pirates malais » d'hier ou les primitifs du voisinage : ou plutôt les Malais revendiquent hautement la tutelle de ces primitifs; c'est le sens de leurs visées sur la Nouvelle-Guinée, tandis que l'Australie, qui cette fois s'y oppose, proposerait volontiers, la bonne âme, de s'y substituer elle-même aux Néerlandais...

Si le but est, encore ici, de coaguler un État solide et animé d'une ferveur qui lui permette de tenir bon contre Moscou, est-on bien sûr que ces méthodes y acheminent ? N'entretiendront-elles pas des amertumes ? Les anciens soldats dont on nous parle, et leurs compatriotes du crû, se battront-ils de bon cœur pour les maîtres de Java ? Et parmi ces derniers eux-mêmes, comment ne pas rappeler qu'il s'est déjà produit une tentative de révolution « rouge », avec la complicité de M. Sjarir, qui avait été jusqu'alors le bras droit du président Soekarno ?

L'Indochine, dans cette perspective, ressemble passablement à l'Indonésie, et l'Indochine française ne peut se séparer de ses voisins, la Birmanie et le Siam. Géographiquement, la péninsule tout entière formerait une unité, autant que l'Inde; c'est une histoire récente qui, au lieu de l'unifier sous une métropole commune, l'a répartie en trois zones; la zone centrale, le Siam, ne demanderait pas mieux que d'attirer les autres dans sa sphère, et sans doute cette attraction s'exercerait-elle

en haine du Vietnam, sur le Cambodge et le Laos — les Américains l'écrivent, ils le souhaitent peut-être — le jour où la France n'y serait qu'un souvenir du passé. Et pourtant, aux heures d'éclipse française, le Siam ne s'était guère privé d'un coup de dents à leurs dépens : ils ne viendront à lui que comme un moindre mal, — même si nous admettons que cette expression de « moindre mal » définit aussi ce que représentait pour eux, aux prises avec le Vietnam et le Siam, le protectorat de la France...

Mais nous parlons beaucoup trop du Vietnam, pas assez de ce qui l'entoure. Avec ses vingt-cinq millions d'âmes, sa position correspond assez, en comparaison des trois millions de Cambodgiens et du million de Laotiens, à celle de Java par rapport à l'Indonésie. Il a la même façon superbe de ne parler que de lui, et de taire l'existence, sur son propre territoire, de ces primitifs plus que les Moïs, dont on se demande quel sera l'avenir. S'il a mal accepté la France, c'est qu'elle l'a arrêté en pleine croissance conquérante, au moment où il absorbait tout doucement les pays voisins. Ces réflexions valent aussi bien pour le Vietnam de Bao-Daï que pour celui de Ho Chi-Minh, et elles s'appliqueraient tout autant à la Birmanie, où la révolte des Karens indique que toutes les nationalités n'acceptent pas de bon cœur la prédominance de Rangou. L'anarchie birmane, où l'on a compté jusqu'à sept pouvoirs rivaux, où les gouvernementaux et les Karens et les communistes orthodoxes et les communistes dissidents s'entre-tuent à qui mieux mieux, donne peut-être une idée de ce qu'aurait été l'Indochine française si l'interrègne de 1945 avait duré : à voir les choses sous cet angle, les responsabilités d'incidents comme celui de Hanoï prennent un caractère local, il n'est même plus question principalement d'une guerre au communisme, et la présence de nos troupes apparaît comme une sauvegarde qui a seule empêché le chaos général. Que d'ailleurs un tel chaos puisse frayer

la voie à un régime de fer, accueilli en désespoir de cause par une population lassée de souffrir, que devant les impuissances asiatiques les ordres de Moscou puissent venir prendre la place laissée vacante par les instructions de Rome ou de Paris, il suffit de considérer la Chine pour s'en apercevoir; c'est d'ailleurs à peu près le contraire de la théorie sur laquelle reposent les calculs américains...

Il est difficile de juger, à distance, si des considérations analogues interviennent aux Philippines, et la Corée offre l'exemple inverse d'une nation dont l'unité séculaire a été brisée par une coupure artificielle. Mais, aux Philippines, la misère rurale alimente les guérillas communistes, les Kirkbalahaps, qui portent leurs déprédations sur une grande partie de Luçon, l'île principale, et jusqu'aux abords de Manille; une de leurs embuscades coûtait la vie, il n'y a pas si longtemps, à la veuve et à la fille de l'ancien président Osména. Quant à la Corée, si les élections hostiles au président Syngmen Rhee ont bien démontré, quelques semaines avant l'invasion, que le Sud du pays faisait authentiquement l'apprentissage de la démocratie, elles n'en révélaient pas moins un malaise qui explique en partie l'apathie populaire et la fragilité de l'édifice devant le choc.

De tout cela que conclurons-nous? Qu'il faut revenir au régime colonial? Oh! que non pas! Aucune restauration n'a jamais abouti. Le vrai réalisme consiste, non à justifier les institutions passées, si valables fussent-elles, mais à tirer parti des faits présents. A voir avec quelle inconscience les États américains à esclaves, avant la guerre de Sécession, se sont enferrés à vouloir maintenir le principe inadmissible de l'esclavage, on se prend à rêver et à se demander quelles choses, dans notre société, acceptées sans discussion, choqueront tout autant la postérité? Le service militaire obligatoire? La présence de fonctionnaires européens au bout du monde? Encore ni l'un ni l'autre ne représentent-ils, comme l'es-

avage, un mal sans contre-partie. Il suffit de se rap-
ler le cannibalisme africain, la piraterie barbaresque,
s supplices chinois ou la condition des intouchables
x Indes, l'esclavage lui-même pratiqué dans toute
sie et l'Afrique, de se reporter par la pensée au monde
iental ou équatorial de 1850, pour rendre justice à
euvre civilisatrice de l'Europe; il suffit de constater
ssort hygiénique et démographique des populations,
les pays qui doivent leur existence à l'extermination
s indigènes n'ont certes pas le droit de critiquer.
on, la colonisation à la manière des Brazza et des
autey n'a pas été un mal. Mais, comme de toute
telle, il vient une heure où elle deviendrait une bri-
ade si elle continuait.

Cette heure a-t-elle sonné pour l'Asie? Ou jugerons-
us son émancipation prématurée? Le constater ne
angerait rien au fait accompli. Mais il arrive souvent
l'historien d'enregistrer des faits accomplis peu ré-
uissants. L'avenir seul dira si celui-ci n'a pas été un
pect d'une décadence générale et si les États-Unis en
contribuant, n'ont pas commis une erreur difficile à
parer. Le présent a déjà réservé de graves déceptions
leur espoir d'instaurer partout la démocratie; pour
s peuples accoutumés aux despotes depuis le com-
encement des temps, le despotisme peut aisément pa-
ître le chemin du moindre effort.

Et puis, n'y a-t-il pas contradiction à rêver pour l'O-
nt d'une indépendance absolue au moment même où
ne grande nation d'Occident, l'Allemagne, est placée
us le contrôle d'étrangers, où la France admet le prin-
pe de restrictions à sa souveraineté? N'est-ce pas un
achronisme? Nous évoquions les nationalismes du
IX^e^ siècle : ceux de l'Asie en représentent en effet le
olongement. Ils fournissent la preuve qu'un décalage
bsiste entre les civilisations. Nous ne serions pas logi-
es si nous les approuvions sans nuance tout en dénon-
nt chez nous le danger des isolationnismes. L'avenir

n'est pas au repliement des peuples ni des continen sur eux-mêmes; et aux accords régionaux qui placer trop souvent le faible à la merci du fort, aux partage géographiques tels que Hitler les proposait à l'Angle terre, il est permis de juger préférables des associatior supra-continentales à base fédérative. Il est très inquié tant pour la paix et pour la liberté de voir l'Inde c l'Indonésie s'engager sur la voie inverse; il l'est encor plus de voir avec quel parti pris de ne pas discuter leur propagandistes plaident leur cause. A l'anarchie chao tique, fruit des ignorances de Washington, et dont le États-Unis sont la première victime, ne serait-il pa encore temps de substituer des organisations fédérale telles que les esquissaient le Commonwealth britannique ou la conférence de Brazzaville?

AUGUSTE VIATTE.

## MAO SE RALLIERA-T-IL AU TROISIÈME CAMP?

Mao Tse-Tung est-il un communiste dont l'obéissance à Moscou est certaine. Sera-t-il un nouveau Tito? Ou bien ni l'une ni l'autre de ces hypothèses ne sont exactes? Nous publions ici à titre de document la réponse donnée dans la *Correspondance socialiste internationale* de septembre 1950, par Bipinlal Das. Nos lecteurs doivent être avertis que leur auteur est un de ces socialistes hindous, dont l'espoir est de voir l'Asie échapper au communisme, et l'ambition de faire de l'Inde le champion des nations asiatiques. Dans cet article, la Chine est vue par un Hindou, Mao Tse-Tung vu par un socialiste.

Le caractère fondamental de la révolution chinoise — autrement dit de la « guerre civile » — est son con-

nu agrarien prédominant. Ce fut donc une « guerre » tre deux États, au sein du même pays, et non pas une volte armée ou une insurrection spontanée sur le terri- ire administré par Chiang.

L'armée de libération, sous la direction de la paysan- rie soutenue par la classe ouvrière et les classes oyennes, s'attaqua au régime féodal, réactionnaire et rrompu de Chiang Kai-Shek et l'écrasa en très peu de mps. Les classes perpétuellement opprimées, et sur- ut la paysannerie, à l'intérieur de la Chine de Chiang, anifestèrent, par un soutien moral, une très forte sistance massive, leur sympathie à l'égard des libéra- urs en marche, au delà de la ligne de front. En dehors s armées de Chiang et des classes qu'elles représen- ent, il n'y eut pour ainsi dire aucune opposition à ao : au contraire, les masses populaires acclamèrent ao et son armée libératrice de plein cœur et sponta- ment.

Les gens en avaient assez d'attendre désespérément changement de situation, et les communistes consti- aient pour le peuple chinois l'unique alternative en ce du régime de Chiang.

Le programme agraire de Mao et ses activités sur les rritoires qu'il contrôlait depuis quelques années s'é- ent propagés à travers les frontières et avaient éveillé s espoirs au cœur des populations écrasées par le rou- u compresseur du régime Chiang : elles étaient êtes à accepter avec enthousiasme Mao comme leur uveur. C'est le fait de cette adhésion spontanée des sses (qui n'a rien de commun avec un soulèvement ganisé et encadré) qui comporte la plus profonde gnification quant au caractère de la révolution chi- ise.

Les méthodes employées par Mao pour établir les uvelles autorités immédiatement après la conquête du uvoir ont marqué une différence avec ce qu'on se

plaît à considérer comme les « traditions comm nistes » : *toutes les classes*, à l'exception des hobereau féodaux et des grands capitalistes natifs ou étranger ont été associées avec le nouveau gouvernement.

La confiance de Mao à l'égard des organisateurs p pulaires *autres que son parti communiste*, et le soutie qu'il a pu recevoir de leur part pour réaliser son pr gramme, a donné *un contenu démocratique* (sinon enco une forme démocratique) à la révolution chinoise.

*Dictature des opprimés.*

La politique à large vue de Mao Tse-Tung est la co séquence logique du processus et de la composition la révolution dans la période qui a précédé la prise d pouvoir. Le régime de Mao est aussi une dictatur mais c'est celle des classes opprimées — paysanneri classe ouvrière et classes moyennes — et non pas seul ment la dictature du prolétariat, ou celle du parti cor muniste. Naturellement, les communistes constituent force dominante au gouvernement, mais la collaborati des forces non communistes à l'administration des Éta constitue à elle seule une différence considérable p rapport à la ligne stalinienne. C'est cette collaborati qui est destinée à influencer la politique et le programm du gouvernement Mao non seulement à l'intérieur, ma aussi, après un certain temps, à l'extérieur.

Est-ce que le Kominform tolérera cela ? Est-ce q cela entraînera une modification d'attitude du comm nisme international ? Comment se fait-il que Mao semb encore se réclamer de la politique du Kominform ? Ur étude superficielle de la politique extérieure actuelle Mao et de ses derniers accords avec Staline ne suffit p pour nous fournir les réponses à ces questions angoi santes.

Il nous faut examiner les forces et les faits comm

ls sont pour estimer correctement le présent et l'avenir lu phénomène chinois.

Trois facteurs fondamentaux détermineront l'orientation du communisme chinois : le plus important réside lans le caractère paysan de la direction de la révolution chinoise. La paysannerie est essentiellement un élément démocratique : le caractère social et la psychologie du paysan sont tels qu'ils rendent impossibles aussi bien la dictature par les paysans que la dictature sur les paysans, dans un pays à prédominance agrarienne écrasante.

*Structure de la société chinoise.*

Quelle que soit la phase temporaire qu'elle traverse aujourd'hui, la paysannerie, en vertu de la part déterminante qu'elle a prise dans la révolution chinoise, est certaine d'infléchir le cours du développement du communisme chinois vers une forme et un contenu pleinement démocratique.

Le second facteur est constitué par la structure de la société chinoise. La centralisation totale est quelque chose d'étranger à l'histoire de la Chine. Tout programme basé sur une centralisation du pouvoir économique et politique est voué à l'échec en Chine.

Au contraire, un programme, un plan basé sur le principe de la décentralisation pourrait conduire rapidement la Chine vers le socialisme et le communisme dans les circonstances présentes.

Les communistes chinois ne peuvent pas être et ne sont pas aveugles au point de ne pas voir cette dure réalité.

Un troisième facteur jouera aussi son rôle propre dans la détermination du caractère spécifique du communisme chinois : c'est le long soubassement historique de la civilisation chinoise. Sans entrer dans le détail de l'exa-

men des caractéristiques de base de la civilisation chinoise, on peut déclarer sans risque d'erreur que le peuple de Chine héritier des traditions d'une vieille et riche civilisation ne tolérera jamais de plein gré un genre de vie totalement contrôlé et commandé dans le domaine des sentiments humanitaires les plus raffinés.

S'il est bien dirigé, le peuple chinois contribuera donc grandement à la construction d'un genre de vie qui, à travers de nouvelles conditions sociales, sera basé sur une libre coopération et un humanisme à larges assises.

Mao Tse-Tung semble, dès à présent, très attentif à cet aspect de sa tâche dans l'établissement du communisme en Chine.

Alors que ces facteurs fondamentaux inviteront Mao Tse-Tung, au moment voulu, à s'éloigner des formes totalitaires du communisme et à travailler dans des formes mieux appropriées aux conditions existant en Chine, il y aura aussi d'autres facteurs de poids qui pourront persuader Mao et son parti qu'ils ne doivent pas être les domestiques de Staline et de Moscou. Déjà, Mao est conscient de l'énorme importance stratégique, des dimensions exceptionnelles et des futures possibilités du grand pays à la tête duquel il est placé. Aussitôt qu'il aura pu stabiliser son régime à travers la Chine, sortir le pays de sa présente débilité économique et s'engager dans son programme complet de socialisation sans rencontrer d'obstacles ou d'opposition, la Chine, avec ses quatre cent cinquante millions d'habitants, deviendra l'une des plus grandes puissances du monde. Alors, la position internationale et le prestige qu'elle aura atteints lui permettront de se placer sur le plan d'égalité, peut-être même de supériorité à l'égard de la Russie. Même aujourd'hui, la Chine est fière de sa grandeur, de son long passé historique et sa position en Asie.

*ifférence avec la Yougoslavie.*

Le surgissement de la Chine communiste est donc un énement de portée historique incalculable et riche de ofondes possibilités. C'est une folie que de placer ce énomène dans la même catégorie que les pays comnistes de l'Europe orientale. C'est une grosse erreur e tenter d'assimiler Mao à Tito, car les conditions jectives sont complètement différentes en Yougoslavie en Chine.

Tandis que la Yougoslavie porte encore tous les symptnes du totalitarisme et ne possède pas le potentiel d'atction capable de rassembler les forces socialistes antitaliniennes, et cela pour de multiples raisons, la Chine uvelle, au contraire, montre des signes distincts de nocratie depuis son départ en direction du socialisme elle a des chances de devenir à brève échéance une rce rivale pour une nouvelle expression du communisme mondial.

C'est cela qui explique l'attitude de Moscou à l'égard Mao et de Tito. Staline traite durement Tito : il connt ses moyens; il peut agir avec lui efficacement. Le minform n'a donc pas hésité à expulser Tito et à le noncer comme un agent anglo-américain : il sait en et que Tito n'est pas en mesure, avec sa politique, largir sa sphère d'influence dans les conditions interionales actuelles.

Mais le même Staline et le même Kominform sont venus à un accord avec Mao Tse-Tung en dépit du que ce dernier avait rompu avec la ligne stalinienne ditionnelle. Staline est pleinement conscient du rôle Mao a déjà rempli, de son influence dans la Chine mmuniste et de l'influence de la Chine en Asie.

Aujourd'hui les communistes d'Asie regardent plutôt côté de Mao que du côté de Staline lorsqu'ils souhaient des conseils et une inspiration.

Une puissante section des communistes hindous a déjà commencé à présenter Mao « comme le dernier contributeur à l'extension de la théorie marxiste ». Depuis quelque temps déjà, Ho Chi-Minh, le grand leader communiste du Viet-Nam, a choisi de recevoir des directives plutôt de Pékin que de Moscou. En conséquence, c'est plutôt Staline que Truman qui est devenu plus inquiet depuis l'émergeance de la Chine communiste.

Staline, anxieux d'arriver à un accord permanent avec son rival en puissance Mao Tse-Tung, le garde au sein du Kominform, même au prix de certains sacrifices, et s'efforce de gagner les communistes chinois, avec ou même sans Mao, si possible.

D'autre part, Mao a été obligé par les circonstances de l'état actuel de son pays, et particulièrement la situation internationale, de faire des déclarations d'allégeance complète au Kominform et de signer un accord de travail avec Staline. Mais ceci n'est qu'une phase temporaire.

Dès que la Chine sera remise debout et que les forces socialistes des autres parties de l'Asie auront gagné plus d'initiative, ou bien Mao devra quitter le Kominform, ou bien le Kominform lui-même devra réviser complètement son orientation pour s'adapter aux conditions asiatiques.

Les directives récemment envoyées aux communistes hindous illustrent bien ce point. Il serait téméraire pour quiconque d'oser faire aujourd'hui quelque prédiction que ce soit sur l'avenir du communisme chinois. Mais on peut affirmer sans risque de se tromper qu'il n'y a aucune probabilité de voir triompher en Asie la ligne stalinienne.

BIPINLAL DAS.

## CAOBANG, AVERTISSEMENT TRAGIQUE

« Ceux de Caobang sont morts exactement comme ils savaient qu'ils mourraient, écrivait un correspondant de guerre[1]. Ils sont morts sur la RC 4, une route qu'un homme vivant ne parcourt pas deux fois. »

S'il y a du nouveau, et du nouveau tragique, sous le ciel du Vietnam, il faut croire que rien ne s'est passé qui n'était attendu, attendu jusqu'à la mort, par les hommes auxquels avait été confiée une impossible mission, mais inattendu de l'opinion française atteinte après un double ou triple rideau de censures, inattendu peut-être même du gouvernement. Le *Daily Telegraph* a bien raison de remarquer que cela est « plus grave que la défaite elle-même ».

***

Mais quelle est la surprise? Est-ce de trouver un adversaire organisé, une véritable armée viet-minh, et non plus des bandes de guérillas mal armées? Soyons justes alors, et n'allons pas prétendre, avec toute la naïveté d'un officier d'état-major, que l'organisation militaire du Viet-Minh date d'hier; et si, toutefois, l'organisation en guérillas l'emportait sur les unités constituées et concentrées, elle avait déjà permis au Viet-Minh de contrôler les trois quarts du pays, sinon le même pourcentage de la population. On a assez pu dire et redire, sur le témoignage des coloniaux les plus divers rapatriés d'Indochine, que le Corps expéditionnaire ne

1. Charles Favrel dans *Le Monde*. On est tout de même amèrement déçu de ce que des journalistes qui ont approché le front tonkinois aient attendu la catastrophe pour nous dire qu'elle devait arriver.

contrôlait effectivement pour sa part que des centres et certaines voies de communications hors desquelles il n'y a plus aucune sécurité.

La surprise est-elle de trouver un adversaire doté d'un matériel perfectionné, de défense anti-aérienne, d'artillerie? Il y a beau temps que tous les efforts ont été impuissants à tenir la frontière sino-vietnamienne. Faut-il dès lors s'étonner que le Viet-Minh reçoive une aide substantielle de la Chine communiste? Voici bientôt un an que la « République démocratique du Vietnam » a été reconnue officiellement par l'U.R.S.S. et la Chine. Pourquoi la Chine communiste, non reconnue par la France et les U.S.A., rejetée du concert des Nations Unies, n'apporterait-elle pas une aide, discrète mais efficace, à un voisin que tout lui unit?

La surprise serait-elle que des Orientaux soient désormais en mesure de s'approprier et de mettre en œuvre les techniques, et spécialement les techniques guerrières venues d'Occident, tandis que l'on éprouve, d'autre part, tant de difficulté à constituer les unités de l'armée Bao-Daï? C'est peut-être un dernier reste de romantisme dont il faut se départir, quitte à parler d'un nouveau « péril jaune » doublant le « péril rouge » : quelques rares mais « héroïques » fusils européens ne suffisent plus à « tenir en respect » des foules asiatiques, surtout lorsque ces dernières ne sont plus armées de simples sagaies, mais s'appuient à la fois sur une conscience nationale forte et bénéficient de l'aide d'alliés extérieurs puissants.

Il ne faut d'ailleurs qu'un minimum d'imagination, et il n'est point besoin d'être stratège patenté pour comprendre l'inéluctabilité du sort de colonnes en repli, engagées au fond de défilés montagneux, harcelées de toutes parts. La garnison de Caobang, totalement encerclée, n'avait d'autre perspective que de mourir sur place, plus ou moins tôt, ou de mourir en tentant de forcer le cercle.

⁂

On peut certes se demander si l'évacuation n'eût pas été possible, et partant salutaire, quelques mois plus tôt, avant la prise de Dong-Khé en mai dernier, qui laissait Caobang à l'abandon. Dong-Khé fut sans doute une manière de réveil brutal pour le haut-commandement; mais le rapport Revers avait déjà conclu à l'impossibilité de tenir les postes du Nord-Tonkin. Est-ce le seul fait de la divulgation de ce rapport, qui fut tôt connu du Viet-Minh, qui avait fait remettre l'exécution de cette conclusion ?

C'est un lieu commun dans la presse internationale depuis un an et un leit-motiv de la diplomatie française, que les positions tenues en Indochine constituent la clef de voûte de la défense du Sud-Est asiatique contre le déferlement communiste. Où serait cette clef de voûte, sinon, par excellence, sur la frontière sino-vietnamienne ? Et là, le prestige de la France se trouvait engagé.

Prestige bien faible en face du Viet-Minh et de la Chine communiste. Prestige au moins en face de l'opinion française et européenne, plus encore et par-dessus tout vis-à-vis de l'Amérique; et là, prestige tout en équilibre entre la nécessité de persuader que les positions françaises, primordiales, tenaient envers et contre tout, et la nécessité de prouver un besoin d'armes, un besoin d'aide économique sans lesquelles ces positions seraient sévèrement menacées. Ces positions-frontières abandonnées, la nécessité d'une aide militaire extérieure est surabondamment démontrée; la politique de prestige, en revanche, se trouve, une fois encore, lourdement compromise.

Le Viet-Minh a éprouvé sa force. Est-il d'ores et déjà en mesure de pousser très loin son avantage? Nous n'en savons rien. Désireux de sauvegarder les rizières (chaque grain de riz étant aussi précieux qu'une goutte

de sang, dit la radio V.-M.), il est vraisemblable qu'il s'efforcera d'empêcher la stabilisaiton du front au nord d'Hanoï.

Cette perte de prestige est aussi ressentie du côté du gouvernement Bao-Daï. Celui-ci ,et son président du Conseil ont fini par regagner l'Indochine sans attendre les résultats toujours hypothétiques de la Conférence de Pau. Pour rehausser un prestige qui a toujours besoin de s'affirmer, ils s'efforceront d'obtenir de la France plus de concessions en leur faveur, espérant bénéficier en ce sens de l'appui américain.

Est-ce à dire, comme le demande le *Statesman and Nation,* que, fortifié par ses vacances cannoises, Bao-Daï se dispose à jouer les Sygman Rhee? Il faudrait pour cela que le gourvenement américain soit aussi partisan que Mac Arthur de la nécessité du « East first ». A l'issue des entretiens avec MM. Petsche et Moch, la décision a bien été prise, à Washington, de donner un rang prioritaire aux envois de matériel de guerre à l'Indochine. On n'en saisit pas moins outre Atlantique, comme le fait le *New-York Herald Tribune,* toute la différence entre la situation de Corée et celle du Vietnam :

> Tout cela constitue naturellement un parallèle important avec la situation de Corée. On a quelque raison de croire que cette frontière sera le prochain point où frappera l'impérialisme agressif communiste.
>
> Cependant le parallèle ne peut être poussé jusqu'aut bout du fait que le gouvernement vietnamien, soutenu par les Français, n'est pas une création de l'O.N.U. Il n'est pas indépendant, bien qu'il ait reçu un degré considérable d'autonomie au sein de l'Union française ».

*
**

La situation est telle pourtant que la France est désormais hors d'état d'emporter, par ses propres moyens, la décision du Viet-Nam sur un plan militaire. Ses

appels réitérés à l'aide américaine le montrent assez. Mais peut-on penser que l'aide matérielle venue de l'autre rive du Pacifique sera elle-même suffisante? Il y a encore un problème d'hommes. Quels contingents pourront être distraits, sans imprudence grave, du dispositif de défense de l'Occident? Pourra-t-on d'autre part longtemps, sans soulever de légitimes protestations, envoyer pour de nouvelles « missions de sacrifice », des tirailleurs nord-africains ou noirs?

On voit à quelle impasse nous a conduit et nous conduit encore la recherche d'une solution de force. Mais quel autre moyen d'en sortir?

Inutile de dire que l'initiative de négociations avec Ho Chi-Minh ne saurait plus valablement être tentée directement à l'heure actuelle. Non pas simplement, comme le soutiennent certains, hier encore partisans de cette initiative, parce que l'équilibre des forces est rompu à notre trop net désavantage, mais parce qu'une telle initiative se heurterait inévitablement à des conditions inacceptables, et qui seraient jugées telles, non seulement par la France, mais, gageons-le, par l'Amérique elle-même. Sans compter qu'elle constituerait une odieuse trahison à l'égard des hommes (en dehors de Bao-Daï lui-même) qui ont voulu faire confiance, malgré tout, à l'Union française.

Il ne reste plus alors que de s'en remettre à l'O.N.U. Non qu'il se trouverait à Lake-Success une majorité de puissances disposées à voir dans la guerre d'Indochine une autre Corée. On essuierait certainement une opposition de l'Inde dont nous n'avons rien fait pour nous concilier les faveurs. Qui trouverait d'ailleurs, en l'espèce, à définir une « agression caractérisée »?

L'O.N.U. demeure pourtant, par définition, l'organisme chargé d'assurer le « maintien de la paix » dans toutes les régions du monde. Faire appel aux bons offices de l'O.N.U. postulerait évidemment la renonciation tacite, de la part de la France, à sa politique de

prestige, sans issue sur le plan militaire comme sur le plan proprement politique. Le lien d'association du Vietnam dans l'Union française s'amenuiserait encore davantage. La France ne perdrait pas pour autant toute chance de faire prendre en considération et ses « intérêts légitimes » et ceux des deux autres États du Cambodge et du Laos. Un tel appel, comme le faisait d'ailleurs remarquer *The Economist*, aurait une signification beaucoup plus sérieuse maintenant qu'elle ne l'aurait eue avant le règlement de l'affaire coréenne.

Dans l'hypothèse même où une solution pacifique ne pourrait intervenir, la France n'apparaîtrait plus seule responsable d'une situation aux imbrications internationales multiples, situation à laquelle elle ne peut plus, en tout état de cause, faire face seule.

En face de l'impasse, la solution indiquée n'est pas une simple voie de retraite, mais la voie de liquidation d'une position (morale et politique plus encore que militaire) intenable. Qu'on le veuille ou non, la guerre au Vietnam demeure revêtue d'un caractère *colonial* qui pèse lourd dans la recherche du règlement. Ce handicap ne peut être éliminé par les proclamations les plus éloquentes. Il faut un acte : qu'on le fasse pendant qu'il est encore temps.

PIERRE-ALBIN MARTEL.

# BALZAC,
# PSYCHOLOGUE DE LA PATERNITÉ

D'innombrables pages de la *Comédie humaine* sont consacrées au sentiment de la paternité. Depuis ses premières œuvres — dans *La Vindetta*, en 1830, le vieux Bartoloméo di Piombo s'oppose farouchement au mariage de sa fille Ginevre qu'il aime d'un amour plus que paternel, — jusqu'aux dernières — dans la *Cousine Bette*, en 1847, est évoquée en terme d'un lyrisme passionné, la joie du vieil Hulot lorsqu'il croit qu'il va être père d'un enfant de Mme Marneffi — Balzac n'a jamais cessé de reprendre, sans jamais l'épuiser, l'analyse d'un sentiment qui, de tous les sentiments humains, est sans doute le plus généralement répandu, le plus instinctif et le plus puissant. En vérité, ce n'est pas un article de quelques pages qu'il faudrait consacrer à l'étude de Balzac, psychologue — et aussi poète, car il le fut! — de la paternité, mais un livre tout entier. Il faut donc ici nous borner. Je centrerai donc mon analyse sur l'œuvre la plus célèbre et aussi la plus significative — son titre seul est assez éloquent! — *Le Père Goriot*, où Balzac s'est proposé, si nous en croyons une lettre à l'Étrangère d'octobre 1834, de nous donner « la peinture d'un sentiment si grand que rien ne l'épuise, ni les froissements, ni les blessures, ni l'injustice » dont le

héros serait « un homme qui est père comme un saint, un martyr est chrétien ».

On sait qu'il n'a pas été pleinement fidèle à son projet. *Le Père Goriot* est bien autre chose qu'un drame de l'amour paternel. Il est aussi le roman de Rastignac, le jeune ambitieux pauvre qui conquiert Paris; il est le roman, ou une partie du roman de Vautrin, l'homme en révolte ouverte contre la société; il est enfin le roman de plusieurs femmes dont Mme de Bauséant, Delphine de Nucingen, Anastasie de Restaud, dont la vie conjugale et extra-conjugale n'est qu'un tissu de contradictions et de souffrances. Cependant, c'est sur le père Goriot que le romancier a, comme il le dit lui-même, « projeté toute la lumière de son tableau ». De la première page à la dernière, ce personnage reste présent devant notre esprit. Même lorsque Rastignac, s'échappant de la pension Vauquer, va respirer l'air parfumé des salons aristocratiques du faubourg Saint-Germain, c'est encore lui qu'il rencontre dans les recoins obscurs des escaliers dérobés, c'est son nom imprudemment prononcé qui lui fait fermer les portes de l'hôtel de Restaud, c'est lui qui favorise ses amours avec Delphine; c'est avec lui qu'il s'entretient à chacun de ses retours à la pension. Et, dans les derniers chapitres du livre, lorsqu'il est assailli par ses filles qui lui réclament un argent qu'il ne peut plus donner, lorsqu'il agonise seul sur son misérable grabat pendant qu'elles étalent au bal leurs robes et leurs bijoux, le père Goriot prend décidément la première place du drame.

Au reste il n'est pas sans intérêt de noter qu'il n'est pas seul, dans ce livre, à incarner la paternité. Tout se passe comme si Balzac, obsédé par sa préoccupation principale, avait eu besoin pour nous donner de ce sen-

timent, dans cette œuvre, une image vraiment complète, d'en déposer comme un reflet, comme un écho dans l'âme de plusieurs autres personnages. Qu'on relise à ce point de vue l'admirable lettre de la mère de Rastignac, si mesurée, si juste de ton et pourtant si ardemment, si profondément aimante! N'apporte-t-elle pas comme un écho féminin et amorti aux déclamations violentes et passionnées du père Goriot ? Voyez d'autre part la série de personnages du roman qui jouent ou rêvent de jouer, auprès de Rastignac, ce rôle de « protecteur » dont nous verrons dans notre analyse qu'il est une des formes essentielles du sentiment de la paternité. Pour Vautrin, la chose est évidente. Dans le mélange de sentiments passionnés, confus et équivoques qui le poussent vers Eugène, une analyse un peu lucide ne peut manquer de faire une place de premier plan à un instinct paternel refoulé. Il l'appelle constamment « mon enfant », « mon petit »; il le regarde d'un « air paternellement railleur », « paternellement méprisant ». Mais a-t-on assez observé l'étrange ressemblance qui existe entre les attitudes et les discours de cette aristocratique grande dame qu'est la comtesse de Beauséant et ceux de ce hors-la-loi qu'est Vautrin ? Comme lui, elle conseille ce jeune ambitieux, comme lui elle le protège, comme lui elle dirige sa marche hésitante à travers la jungle de Paris. Elle joue déjà près d'Eugène le rôle amoureusement maternel que, l'année suivante, dans *Le Lis dans la Vallée*, le romancier fera jouer à Mme de Mortsauf auprès de Félix de Vandenesse. Et Victorine Taillefer elle-même, éprouve pour Eugène des sentiments d'où la maternité n'est pas absente. Lorsque celui-ci, cédant à la tentation, se décide à faire la cour à cette jeune fille pauvre qu'un crime rendra demain peut-être la plus

riche héritière de Paris, Balzac nous dit qu'elle avait « dans sa physionomie quelque chose de maternellement protecteur qui la rendait fière ».

Terminons cette rapide énumération par une note humoristique. Elle ne manque jamais chez Balzac. « Eugène, nous dit-il, rencontra dans son tailleur un homme qui avait compris la paternité de son commerce et qui se considérait comme un trait d'union entre le présent et l'avenir des jeunes gens! »

***

Revenons au père Goriot. Ce qui frappe dès l'abord chez ce personnage c'est son caractère excessif, *monstrueux*. L'étude que Balzac nous offre ici est en réalité beaucoup moins celle de paternité que celle de la *passion paternelle*. Nous dépassons le domaine de la psychologie pour entrer dans celui de la pathologie. Depuis de longues années déjà, s'il faut en croire certaines de ses confidences, en tous cas depuis la fin de 1830, époque où s'était précisé dans son esprit le vaste projet de sa *Pathologie de la vie sociale*, Balzac avait centré son attention sur les effets de la pensée dans la vie et, plus précisément, sur les effets de la passion — forme suprême de la pensée — sur la vie physique et spirituelle de l'homme. Il était profondément persuadé que la pensée est une arme à double tranchant, qu'elle « vivifie et tue ». Cette théorie, il l'avait d'abord mise en œuvre sous une forme « fantastique » dans le mythe de la *Peau de Chagrin* (1831), puis dans l'analyse précise, serrée, objective, de la folie de *Louis Lambert* (1832), et surtout dans ses deux plus grandes œuvres antérieures au *Père Goriot* : *Eugénie Grandet* (1833) et *La Recher-*

*che de l'Absolu* (1834). Son nouveau personnage était donc destiné à montrer une fois de plus les effets de la passion. L'amour paternel allait aboutir chez Goriot aux mêmes effets que l'avarice chez Grandet ou la passion scientifique chez Balthazar Claes.

Le premier, le plus apparent de ces effets de la passion est *la concentration de tous les sentiments en un seul*. Goriot est un *monomane*. Seules ses filles l'intéressent; il ne pense qu'à elles, ne vit que pour elles; il se compare lui-même à un joueur et trouve pour exprimer l'intensité de sa passion cette phrase étonnante : « *Mes filles étaient mon vice à moi.* » De là une exaspération des sentiments de sympathie ou d'antipathie à l'égard des autres, selon que l'objet aimé est par eux favorisé ou mis en danger. « Je lui cirerais ses bottes! » dit Goriot à Rastignac en lui parlant de l'homme qui rendrait sa fille heureuse; et inversement, en parlant de du Marsay, l'amant qui la torture : « Il m'a pris des envies de lui tordre le cou! » et à Rastignac lui-même : « Si vous la trahissez, je vous couperai le cou! » Ailleurs il dit encore : « J'ai le sang d'un tigre »; et il proclame son envie de tuer Nucingen, mais, ajoute-t-il, « ce ne serait pas un homicide; c'est une tête de veau, un porc! » A l'égard de ce qui ne touche pas sa passion, il s'enferme au contraire dans la plus monstrueuse indifférence. Le fameux cri de Balthazar Claes : « J'allais décomposer l'azote! » est repris ici au moment où Rastignac annonce à Goriot l'arrestation de Vautrin : « Eh bien! lui répond-il, qu'est-ce que cela me fait? Je dîne avec ma fille chez vous! » Le passionné est donc naturellement *immoral* ou plus exactement *amoral*. Goriot invoquera à son lit de mort les lois divines et humaines. En réalité, comme Balzac lui-même le faisait remarquer

dans sa *Préface*, de 1835, il est une espèce de sauvage pour qui le problème moral ne se pose même pas. On l'eût sans doute fort surpris en lui demandant s'il n'éprouvait pas quelques scrupules à installer lui-même sa fille Delphine et Eugène dans leur appartement pour y abriter leurs amours adultères! Pour donner de l'argent à ses filles, pour leur éviter de la souffrance, il est prêt à tout, au vol, à l'assassinat : « J'assassinerai cet homme! » dit-il en parlant de Restaud, et il songe à « donner l'assaut à la Banque! »

La passion, dit Balzac, vivifie et tue. Elle vivifie d'abord; elle exalte l'homme au-dessus de lui-même; elle en fait un être sublime, un héros. Le père Goriot est un homme simple, d'origine très humble, sans aucune culture, sans aucun relief. Otez-lui sa passion, il est inexistant. Mais celle-ci le transfigure. Elle décuple ses forces physiques : rappelez-vous l'étonnante scène nocturne au cours de laquelle Rastignac l'aperçoit en train de tordre une soupière en vermeil et la transformer en lingot. Elle décuple aussi ses forces intellectuelles. Dès qu'il apprend les graves périls financiers qui menacent ses filles, ce pauvre diable qui avait l'air complètement abruti retrouve tout son génie de commerçant et d'homme d'affaires pour arracher à Nucingen la fortune de sa fille; et son activité se révèle efficace. Enfin à cet homme inculte, à ce « Huron de la halle au blé » à cet « Illinois de la farine », la passion donne une étonnante puissance d'éloquence. D'où le caractère, malgré tout vraisemblable, des grands discours qu'il tient à Eugène au cours du roman —, particulièrement pendant la longue scène de son agonie.

Mais tout excès se paie. La passion est aussi et surtout une puissance destructrice, une puissance de mort.

Un des « mots » de ce roman — qui en contient beaucoup, car Balzac s'y révèle très influencé par une conception dramatique de l'art romanesque — un des mots les plus forts et les plus profonds est celui que prononce Vautrin lorsque les pensionnaires l'interrogent sur le mystérieux travail du père Goriot tordant sa soupière de vermeil :

— Il ne fait rien, dit-il; il défait!

Rien n'est plus vrai. Goriot défait son argenterie. Mais ce n'est qu'un geste symbolique. En réalité, il se défait lui-même. D'une manière moins dramatique que pour Balthazar Claes, mais selon un processus cruellement identique, le romancier du *Père Goriot* nous a montré cette lente désintégration de l'être par la passion, dont les effets sont d'autant plus apparents qu'au point de départ la victime était plus forte et plus riche. Il nous décrit, dans les premières pages du roman, le progressif appauvrissement de ce bourgeois cossu retiré des affaires qui, peu à peu, devient un « pauvre », avant de finir comme un « misérable »; il nous montre sa dégradation extérieure, la disparition des signes apparents de la santé et de la joie de vivre. Mais il insiste surtout — et c'est plus grave! — sur les symptômes croissants d'*imbécilité*. Il y a chez le père Goriot un côté « vieillard gâteux » qui prend par moments des formes inquiétantes. Ses tics se multiplient; il ne cesse plus de renifler son pain pour en sentir la farine; il pleure sur le gilet de Rastignac parce qu'il a frôlé le corsage de sa fille et il demande au jeune homme de le lui laisser comme une relique; et lorsqu'il les voit installés dans leur petit appartement de la rue d'Artois, il exécute devant eux une danse de joie puérile qui, chez un homme de cet âge,

prend une allure douloureuse. Quant au sentiment de la dignité, il y a longtemps qu'il l'a perdu. Il subit depuis toujours les affronts de ses gendres et ceux de leurs domestiques! A la pension Vauquer, il est victime de la cruauté des pensionnaires, du mépris de Mme Vauquer, qu'il a déçue dans ses espérances matrimoniales. Il est un *Patirâs*, un souffre-douleur. Il est prêt à toutes les humiliations.

L'étape finale est celle de la folie et de la mort. Car c'est bien de sa passion que meurt le père Goriot. Le romancier a tenu à l'affirmer aussi clairement que possible. Lorsque Delphine achève de révéler à son père les terribles difficultés financières où elle se débat, « tu viens, lui dit-il, de me donner un coup de hache sur la tête ». Puis, à la fin de la longue scène qui suit, où les deux sœurs se sont atrocement querellées devant lui et où, suivant l'expression du romancier, elles « avaient battu sans relâche le cœur de leur père », il « tombe sur son lit comme frappé par une balle ».

*
* *

En prenant le parti de donner au sentiment paternel chez son héros un caractère si intense, si excessif, en un mot si monstrueux, on voit, bien ce que Balzac a gagné. D'une part, il a enrichi sa galerie de monomanes, de victimes de la passion d'un « cas » particulièrement bien traité, pathétique au plus haut degré; d'autre part, il a obtenu des effets dramatiques intenses et accru pour ses lecteurs l'intérêt proprement romanesque de son œuvre. En revanche, il a considérablement limité la portée de ses analyses sur le sentiment paternel, car ce qui est pathologique ne saurait être présenté comme normal.

Bien plus, le sentiment paternel, tel qu'il nous est présenté chez Goriot, n'est pas seulement un sentiment normal poussé à un degré anormal, il est, par la passion même, par la maladie morale dont elle est le signe, radicalement transformé et faussé. Chez un être normal, équilibré, non passionné, le sentiment paternel est en effet, par essence *un amour de l'autre en tant qu'autre.* Tel il nous apparaît dans la lettre de la mère d'Eugène. Nous voyons cette mère préoccupée avant tout non de satisfaire sa propre passion maternelle en accordant à son fils tout ce qu'il lui demande, mais d'abord du salut spirituel de celui-ci. Le père Goriot n'a pas compris qu'au nom même de son amour pour ses filles, il devait leur imposer des sacrifices, ne pas céder à tous leurs caprices. Elles sont le type même des « enfants gâtés ». Les malheurs qu'elles éprouvent et les souffrances que, par voie de conséquence naturelle, elles lui imposent sont une suite nécessaire de la déplorable éducation qu'il leur a donnée. Balzac le reconnaît formellement à plusieurs reprises. Dans l'exposé qu'il nous fait de la vie passée de Goriot devenu veuf, il déclare : « L'éducation de ses deux filles fut naturellement déraisonnable. » Il note aussi la grave erreur commise par Goriot lorsque, cédant à la vanité de ses filles, il les a mariées, grâce à sa fortune, dans des milieux sociaux trop différents du leur. Goriot lui-même à son lit de mort avoue ses erreurs : « Moi seul ait causé les désordres de mes filles; je les ai gâtées... »

*
* *

Ces réserves faites, il est juste de reconnaître que, dans ce grand roman, Balzac nous a apporté, malgré tout, sur la paternité, plusieurs vérités substantielles qui

méritent d'être dégagées et méditées. Il a très fortement insisté sur le caractère instinctif, charnel, physique, il faut même dire physiologique du lien qui unit les parents aux enfants. Il a très bien vu que nous sommes ici en présence d'un des sentiments par lesquels la nature humaine se rapproche le plus de la nature animale. Et qu'il tire peut-être de là son exceptionnelle puissance. Il le définit « un sentiment irréfléchi » qui élève l'homme *jusqu'au sublime de la nature canine.* Le père Goriot, en termes naïfs, parce qu'il est un homme simple, exprime fort bien ces sentiments élémentaires que tous les parents ont connus. Rappelons-nous ses confidences sur la joie qu'il éprouve à voir passer ses filles dans de brillants attelages sur les Champs-Élysées : « J'aime les chevaux qui les traînent et je voudrais être le petit chien qu'elles ont sur les genoux. » Il avoue ingénuement son désir d'un contact purement physique : « Est-ce bon de se frotter à sa robe, de se mettre à son pas, de partager sa chaleur! » « Il se couchait aux pieds de sa fille pour les baiser; il la regardait longtemps dans les yeux; il frottait sa tête contre sa robe; enfin il faisait des folies comme en aurait fait l'amant le plus jeune et le plus tendre... »

Ce mot d' « amant » nous fait dresser l'oreille, nous suggérant aussitôt une explication « freudienne » du sentiment que Goriot éprouve pour ses filles. Faut-il parler d'inceste? tout au moins de « refoulement » d'un désir incestueux non avoué? L'œuvre de Balzac est pleine de ces suggestions sur des sentiments mystérieux, que les psychologues de son époque n'avaient pas encore découverts au fond des ténèbres du cœur humain. Ce désir de contact physique si nettement affirmé chez Goriot est un « transfert » de ses puissances de désir

noureux que la mort de sa femme toute jeune encore
e lui a pas permis de satisfaire pleinement. Balzac nous
iggère cette explication : « Dans cette situation, le
ntiment de la paternité se développa chez Goriot jus-
u'à la déraison. Il reporta ses affections trompées par
mort sur ses deux filles. » Mais est-il bien nécessaire
aller chercher des explications ténébreuses à un aspect
ssi élémentaire du sentiment paternel et la vieille
xplication populaire de la « voix du sang » ne suffit-
le pas à en rendre compte? Sans doute serait-elle
ieux à sa place s'il s'agissait d'une mère. Les liens
arnels entre une femme et l'enfant qu'elle a porté et
laité tant de mois sont si puissants! L'expérience quo-
lienne nous montre pourtant qu'ils existent aussi chez
omme.

En tous cas, Balzac y croyait, c'est certain. Et son
pinion se fondait sur une expérience personnelle toute
cente. Il s'agit ici d'un épisode de sa vie sentimentale
ui reste entouré, aujourd'hui encore, d'un grand mys-
re, mais dont nous connaissons l'essentiel. Dix-huit
ois environ avant de se mettre à écrire *Le Père Goriot*,
romancier avait eu, d'une de ses maîtresses, un enfant
turel. Cet événement avait produit en son âme un pro-
nd bouleversement dont certaines pages du roman
rtent certainement la trace. Nous ne pouvons nous
mpêcher de penser que c'est sa voix que nous enten-
ons derrière celle de son héros lorsqu'il prononce ces
aroles simples et émouvantes :

Quand vous serez père, quand vous direz en voyant
gouiller vos enfants : « C'est sorti de moi! » que vous
ntirez ces petites créatures tenir à chaque goutte de votre
ng, dont elles sont la fine fleur, car c'est ça! vous vous
oirez attaché à leur peau, vous croirez être agité vous-
ême par leur marche.

Ces derniers mots nous conduisent à découvrir un autre aspect du sentiment paternel, lié au premier, mais différent de lui. Ce qui attache si profondément les parents aux enfants, plus encore que le lien charnel, c'est la possibilité unique qu'ils leur offrent de se prolonger au-delà des limites normales d'une vie humaine, de revivre en d'autres êtres qui à la fois sont et ne sont pas eux. Le désir de contact physique qui agite si puissamment le père Goriot à l'égard de ses filles est le signe d'un désir beaucoup plus profond et plus spirituel, celui d'une substitution d'un autre être à notre être; opération mystérieuse par laquelle, en nous donnant entièrement à l'autre et en paraissant ainsi nous perdre, nous nous retrouvons et nous vivons d'une vie nouvelle et plus intense :

> Ma vie à moi est dans mes deux filles! [...] Je n'ai point froid si elles ont chaud; je ne m'ennuie jamais quand elles rient. Je n'ai de chagrins que les leurs. [...] Je ne peux pas vous expliquer ça. C'est des mouvements intérieurs qui répandent l'aise partout. Enfin, je vis trois fois...

Nous voyons par là combien les explications d'ordre érotique que nous évoquions plus haut, si elles ne doivent pas être complètement rejetées, s'avèrent insuffisantes à expliquer l'essence de la paternité. Le caractère spécifique de ce sentiment tel que nous le fait apparaître Balzac, ce qui le distingue radicalement de la passion amoureuse qui est essentiellement désir de possession, c'est qu'il est au contraire désir de don total, absolu, pleinement désintéressé. Il n'est pas nécessaire de développer ce thème. Le roman tout entier en est l'illustration. Contentons-nous de citer ces mots que le romancier a placés dans la bouche de son héros, nous fournis-

ont ainsi l'une des plus belles définitions de la pater-
ité : « Ah! c'est moi qui suis l'auteur de ses joies comme
suis l'auteur de ses jours! Les pères doivent toujours
onner pour être heureux. *Donner toujours est ce qui*
*uit qu'on est père!* »

Or, il se pourrait que, contrairement à ce que la
sychologie classique traditionnelle nous a rabâché, le
ésir du don de soi fut chez l'homme aussi profond,
ussi instinctif, aussi élémentaire que le désir de posses-
ion : « S'il est un sentiment inné dans le cœur de
homme, dit Balzac, n'est-ce par l'orgueil de la protec-
ion exercée à tout moment en faveur d'un être faible? »
ette phrase, écrite à propos de l'amour conjugal de
oriot, ne s'applique-t-elle pas plus justement encore
son amour paternel? Cet « orgueil de la protection »
e mot « fierté » ou le mot « joie » serait plus juste) qui
st à la racine de vocations telles que celles des éduca-
eurs, des prêtres, des religieuses, des philanthropes de
out ordre, nous avons dit en tête de cette étude qu'elle
tait le premier moteur de l'élan qui pousse vers Eugène
es êtres aussi différents que Vautrin, la comtesse de
Beauséant ou Victorine Taillefer. Mais n'est-il pas évi-
ent que c'est chez les parents qu'elle trouve son épa-
ouissement parfait? Par la nature et par les lois hu-
aines et divines, le père est chargé de protéger, de
uider, de transformer en hommes pleinement hommes
es petits êtres sortis de lui. Il est auprès d'eux sur
erre le premier, le principal délégué de la Providence, et
ar là, autant que par le mystérieux pouvoir de la géné-
ation, il participe étroitement à l'action de Dieu.

Cela aussi Balzac l'a vu et il l'a dit dans une phrase
trange, divinatrice dont il n'a pas peut-être vu les
nfinis prolongements et qu'il n'a pas développée, mais

qui donne à son analyse une extraordinaire grandeur : « Voulez-vous que je vous dise une drôle de chose ? confie un soir le père Goriot à Rastignac. Eh bien ! *quand j'ai été père j'ai compris Dieu!* »

Il ne serait pas hors de propos de tirer de cette simple phrase, jetée là comme en passant, une « mystique de la paternité ». Balzac n'était certainement pas éloigné de penser que le père est, sur la terre, la plus parfaite image de Dieu. Image du Dieu-Créateur, image du Dieu-Providence, il est aussi l'image la plus parfaite peut-être du Dieu souffrant, du Dieu-Rédempteur. L'une des vérités sur lesquelles le romancier a délibérément insisté c'est que le sentiment paternel est générateur de souffrances. Ici et là, il a fait évoquer par son héros les joies que lui ont apportées ses filles lorsqu'elles n'étaient encore que des enfants; mais ce sont de rares éclaircies dans un sombre paysage de douleur. Le roman tout entier pourrait s'appeler la Passion d'un père. Dans une page de son récit, Balzac est même allé jusqu'à appeler Goriot : « le Christ de la paternité. » On peut sans doute l'accuser d'avoir influé arbitrairement sur les événements, d'avoir donné à ce père des filles au cœur trop dur, des gendres trop infâmes; on peut penser qu'il s'est laissé entraîner par son génie de romancier ou de dramaturge qui exigeait des caractères violemment contrastés pour obtenir des conflits dramatiques. Je crois pourtant qu'il n'a fait qu'exagérer une vérité profonde qui nous est révélée tous les jours par la vie et dont nous pourrions trouver d'innombrables exemples dans d'autres œuvres littéraires (telle que *L'Arlésienne* de Daudet). Cette vérité, c'est que *l'amour descend et ne remonte pas*, que l'égoïsme parfois féroce des enfants est une loi naturelle qui ne sera jamais qu'atténuée,

amortie par les efforts continus d'une éducation religieuse; et qu'en somme, si la paternité est en un certain sens la source des joies les plus pures et les plus hautes de l'être humain, elle est aussi et surtout une école de renoncement, de souffrance, de douleurs. Mais aussi donne-t-elle, par là même, au chrétien qui a vraiment compris sa vocation de père, l'occasion de réaliser le plus parfaitement et le plus simplement du monde sa vocation de chrétien.

Bernard Guyon.

# TROIS CONGRES

*Un Congrès des philosophes de langue française.*

D'un congrès de philosophie des sciences, réuni l'an dernier à Paris, on a dit qu'il s'occupait beaucoup des sciences et très peu de la philosophie. A Bordeaux où, en septembre dernier, les philosophes de langue française avaient pour sujet de travail « Les Sciences et la Sagesse », on a en revanche beaucoup parlé du sage et beaucoup moins des savants.

Mais ce n'est pas exclusivement sur le thème de leurs travaux que de telles réunions, plus fréquentes depuis la guerre, peuvent nous renseigner. On va parfois jusqu'à soutenir que le sujet proposé ne constitue qu'un « test » destiné à révéler, avec l'atmosphère, la température, ardente ou tiède, du moment philosophique. Le congrès de Bordeaux avait-il la valeur d'un bon thermomètre ?

Une fois de plus, on a vu combien le prestige des grands noms nous dispose à accorder une attention incontestablement féconde à toute sorte de lieux communs. De nouveau, la foule des philosophes offrait une mine d'observations caractérologiques et sociologiques. Et, comme dans les congrès précédents, le temps se trouvait tamisé jusqu'à entourer d'une légère grisaille d'inactualité les plus brûlantes inquiétudes de l'époque. Mais, pour être moins hauts en couleur que dans le plein vent de la discussion publique, certains débats contemporains ne manquaient pas cependant de se manifester dans leurs contours caractéristiques.

C'est surtout la « séance de synthèse », dirigée avec

finiment de tact et d'intelligence par M. Gaston Ber-
er, qui a permis de voir s'opposer dans quelques brè-
s interventions les tendances les plus représentatives.
La première place revient ici sans conteste à M. Gon-
th, dont la personnalité et la doctrine avaient déjà mar-
né l'ensemble du congrès. A partir de sa conception
alectique, le grand mathématicien et philosophe suisse
erchait à situer le rapport entre les sciences et la phi-
sophie. Reconnaître dans la recherche scientifique un
rénement philosophique, et, chose plus grave, donner
toute philosophie un caractère « révisible » au même
re que les résultats expérimentaux, voilà ce que
. Gonseth voudrait obtenir des penseurs de notre épo-
ie. Cette exigence, le P. Isaye, de Louvain, l'avait déjà
umise à une critique très serrée au cours d'une com-
unication donnée en séance plénière. Dans la discus-
on finale, M. Mesnard fit appel au témoignage de l'His-
ire de la Philosophie, et M. Husson dégagea le sens
act de l'œuvre bergsonienne.

Mais, à côté de cet affrontement de la science et de
philosophie, un autre débat mit aux prises les tenants
une sagesse rationnelle et de jeunes philosophes pour
squels il n'y a plus de sagesse digne de ce nom. C'est
que la présence de Raymond Polin, déjà très agis-
nte au cours du débat avec Georges Bastide, prit à
uveau de l'importance. Beaucoup dans la pensée et la
nsibilité de M. Polin rappelle l'existentialisme contem-
brain. Mais il réussit à se passer de toute une termino-
gie lourdement technique, d'une consistance parfois
puteuse, et sa personnalité de philosophe ne s'en af-
me que mieux. MM. Georges Bastide et Raymond
yer cherchent cependant à lui faire admettre qu'il
fend lui-même une forme de sagesse. Tous deux ac-
rdent leur confiance aux clartés de la conscience
flexive.

On vit enfin se manifester deux orientations entre les-
elles il n'y a pas de communication et donc pas de

débat possible : celle de M. Gusdorf et celle de M. Palliard. Nous devons à M. Gusdorf un *Traité de l'existence morale* qu'on a qualifié de « premier traité de morale existentialiste ». Durant les débats du congrès, le jeune professeur de l'Université de Strasbourg, en reprenant, dans un sens très différent, une expression de M. Palliard, a insisté sur la « déchirure du temps » qui sépare la nouvelle génération de ses aînés. Les circonstances tragiques de la mort d'Henri Bergson et de Léon Brunschvicg expriment pour lui la faillite de l'idéal de sagesse que proposaient (chacun dans sa perspective propre) ces deux penseurs. Faisant allusion à l'encyclique *Humani generis*, il reproche à ce congrès de n'avoir accordé aucune place aux doctrines contemporaines telles l'existentialisme et le marxisme. « J'approuve, dit-il, l'hérétique Polin. »

On se retrouva dans une tout autre perspective avec l'intervention de M. Palliard, dont la communication, en séance plénière, sur « l'Ordre dans l'Amour » avait déjà produit une profonde impression et donné lieu à un savoureux débat sur les pouvoirs de la musique. La forte vitalité de l'œuvre blondélienne se manifesta ici dans une pensée infiniment suggestive et très personnelle.

Nous avons cru nécessaire de transcrire l'essentiel de cette séance de synthèse qui, surtout grâce à la présence médiatrice de son président, a pu concentrer en quelques instants la substance de très nombreux débats. Était-ce là une substance vraiment substantielle ? C'est beaucoup moins certain. On ne quitte pas une réunion de philosophes sans un sentiment de découragement.

Sans doute, la pensée souple et vigoureuse d'un Ferdinand Gonseth, à la fois savant et philosophe profondément humain, répond-elle à de nombreuses exigences du monde moderne. Mais — nous aurions aimé le lui dire au cours des dernières discussions — justement la

luidité accueillante de sa doctrine a provoqué chez beaucoup de ses auditeurs, surtout s'ils étaient chrétiens, un mouvement de recul. Certes, lorsque le grand penseur suisse déclare inconcevable une philosophie coupée de la science, il faudrait, pour le désapprouver, se réclamer d'une tradition platonicienne ou idéaliste qui n'est pas la nôtre. Mais il reste que sa fine distinction entre « l'inaliénable » et « l'irréformable » ne précise pas une simple nuance. Elle oppose deux conceptions radicalement différentes de l'homme et de la vérité. Ici, aussi peu dialecticiens que nous soyons, nous ne pouvons éviter de nous souvenir qu'en dialectique les deux termes les plus rapprochés s'affrontent comme deux extrêmes. Il y aura ainsi dans la pensée moderne des façons de voir qui paraissent très peu éloignées l'une de l'autre et que tout un monde sépare. Si l'on voulait s'en rendre compte et en prendre franchement son parti, beaucoup de débats dans beaucoup de domaines se trouveraient assainis. Malheureusement, d'un côté comme de l'autre, l'effort indispensable d'identification philosophique s'arrête très souvent en chemin.

Nous n'avons pas éprouvé la même hésitation en écoutant Raymond Polin et Georges Gusdorf. Malgré tout ce qui l'en distingue, M. Polin participe des difficultés et aussi de la crise actuelle des existentialismes. Comme eux, il a accompli sa démarche philosophique essentielle en sortant de la philosophie. Sans doute, le même chemin pourrait être parcouru à des vitesses différentes à travers un même paysage diversement éclairé. Mais on n'ira pas plus loin — sans changer de direction. Il y a même un certain risque de faire du « sur place » dont les interventions de M. Gusdorf démontrèrent la gravité. Installé comme administrateur du conflit des générations, on se trouve menacé d'une précoce mise à la retraite. L'argument du bulletin de naissance ne tarde pas à se tourner contre son auteur. Ne contestons pas, en revanche, qu'on peut douter de la prise sur

le réel d'une certaine pensée universitaire, quelle que soit la diversité de ses nuances.

Prête à se dissoudre soit dans le concret, soit dans l'abstrait, la philosophie contemporaine mène ainsi une existence précaire et quelque peu anémique. Est-elle destinée à s'abîmer dans cette langueur ? L'expérience du congrès de Bordeaux ne justifierait pas un pronostic aussi sévère. Sans fard ni déguisement prétentieux, l'état actuel de la conscience philosophique s'y est manifesté en toute loyauté. Il y a là un signe encourageant. Espérons donc que cette lucidité serve de départ à un nouvel élan que les besoins de notre époque ne cessent d'exiger. Dans ce sens, la philosophie vit en effet un moment privilégié. Elle n'a pas aujourd'hui à démontrer sa raison d'être, mais à être présente, partout on l'attend.

GEORGES HAHN.

## « *Pax Romana* » : Amsterdam, 20-26 août.

« Pax Romana » a tenu de grandes assises à Amsterdam. Groupement universitaire catholique international, « Pax Romana » réunit les étudiants dans le M.I.E.C. (Mouvement international des étudiants catholiques) et les diplômés universitaires dans le M.I.I.C. (Mouvement international des Intellectuels catholiques). Le Congrès d'Amsterdam rassemblait les deux sections.

C'était vraiment un rassemblement : deux mille personnes de toute langue et de tous les continents autour de thèmes universels abordant tous les aspects de l'attitude de l'intellectuel catholique en face du monde actuel; cérémonies émouvantes, spécialement aux messes du matin célébrées par d'éminentes personnalités religieuses

dans les différents sanctuaires d'Amsterdam; réception par la reine au musée d'Amsterdam, excursions et soirées artistiques; une semaine de vie communautaire catholique où s'affirme la communauté de pensée et de vie catholique et où se nouent les amitiés.

Par rapport aux congrès d'avant-guerre, celui d'Amsterdam marque un pas en avant dans la coordination, l'application des congressistes, la tenue des séances, l'assiduité au travail. Le pas suivant dans le développement du mouvement sera sans doute d'attirer plus vivement les groupes d'intellectuels engagés dans l'action. Pour que les membres de l'enseignement, les juristes, les médecins, les ingénieurs se sentent attirés, il faudra préciser davantage les thèmes étudiés. Déjà une fresque impressionnante de l'attitude du chrétien devant le monde se dégageait de l'ensemble des rapports présentés, mais, si les étudiants peuvent s'en contenter, parce qu'ils ne sont pas encore à l'âge des responsabilités, leurs aînés engagés dans les problèmes réels de la vie publique et privée ne se dérangeront pour un congrès que s'il leur apporte une lumière sur le plan où se situent leurs préoccupations.

Et on ne peut s'empêcher de regretter que les dirigeants du congrès, absorbés par les préoccupations d'organisation, n'aient pu réunir ceux qu'ils avaient eux-mêmes invités à parler aux assemblées, de façon à délibérer avec eux à loisir sur les thèmes à traiter dans la suite. On a trop l'impression que l'objet du congrès se limite à réunir une grande assemblée, aussi nombreuse que possible, avec une représentation du plus grand nombre de pays possible et qu'on n'attache pas une grande importance à ce que des questions précises soient étudiées de façon à marquer un progrès dans la prise de conscience des positions chrétiennes. Pourtant « Pax Romana » ne fera la conquête du monde intellectuel que s'il parvient à lui apporter des valeurs intellectuelles qu'on ne trouve pas ailleurs.

*Premier Congrès mondial de Sociologie.* Zurich, 3-9 septembre.

Le Congrès mondial de Sociologie réuni à Zurich, de pair avec le Congrès mondial des Sciences politiques, était une manifestation importante des efforts accomplis par l'Unesco pour développer l'étude des questions sociales sur le plan international. L'un et l'autre étaient organisés par les sociétés internationales fondées sous le patronage de l'Unesco.

De nombreux pays étaient représentés et des rapports présentés en grand nombre par des personnalités de tous pays, mais surtout d'Europe occidentale. Ces rapports se succédaient à une cadence telle que le temps de parole dut être strictement limité, les orateurs se bornant à résumer en dix minutes la matière du *scientific paper* préalablement communiqué au comité.

L'objet était d'étudier les problèmes que posent les relations internationales et le rapprochement entre les peuples, aussi bien sur le plan sociologique que sur le plan politique. Commencé en début de semaine, les deux congrès atteignirent leur apogée le jeudi par une *Round Table Conference* réunissant l'un et l'autre sur la question des minorités.

Mais, si le plan se présentait avec une apparence d'harmonie, la réalisation fut plus confuse. Il résulta des rapports en matière de sociologie que, dans beaucoup de pays, la notion de sociologie est obscure, que le terme est employé comme synonyme « d'études sociales » au sens le plus général et il n'y eut que peu de rapports s'attachant à ce qui paraissait l'objet de la réunion : déterminer la façon d'aborder l'étude des tensions et des rapprochements internationaux, ou rendre compte des études déjà faites, les critiquer et rechercher ce qu'on peut en tirer; tandis que les rapports du Con-

grès des Sciences politiques s'attardaient en général dans un juridisme largement dépassé par les faits. La conclusion la plus nette qui se dégageait des deux congrès était la nécessité de commencer par préciser la position, l'objet et la méthode des sciences qui en faisaient l'objet.

Il semble, malheureusement, que les organisateurs de congrès internationaux soient avant tout absorbés par les objectifs qu'on serait tenté de qualifier de « politiques » : réunir l'adhésion du plus de pays possible; ensuite doser la représentation des pays de diverses catégories dans les comités selon les principes de la représentation proportionnelle. On ne cherche pas avant tout à grouper les hommes qui travaillent et se montrent désireux de faire avancer la science, mais d'assurer une représentation de pays, de façon à retrouver au comité, par exemple, un pays de l'Amérique du Sud et un pays de l'Europe orientale, même si on ne fait guère de sociologie et si on n'étudie guère la science politique dans ces pays. Ces préoccupations donnent lieu à des négociations de couloir qui absorbent davantage l'attention que le travail scientifique. Et il en est de même de la détermination du pays où aura lieu le congrès suivant, au sujet duquel se heurtent les nationalismes en opposition radicale avec l'idée de coopération internationale et de développement d'un esprit international qui forme la façade de l'organisation.

On ne peut s'empêcher de se demander si ce n'est pas mettre la charrue avant les bœufs. Les bœufs, ici, ce sont les travailleurs scientifiques; la charrue c'est l'organisation internationale liée aux structures politiques. Ne faudrait-il pas d'abord chercher les hommes qui travaillent en quelque pays que ce soit, chercher le moyen de les aider à travailler et d'augmenter leur nombre, et ensuite créer un organisme international correspondant à cette réalité scientifique?

Jacques Leclercq.

# L'ACTION CATHOLIQUE EN MILIEU OUVRIER

## I. — *La J.O.C. a vingt-cinq ans.*

Elle a plus de vingt-cinq ans, car il faut remonter avec L. Borlée (dans *La Revue Nouvelle*, 15 septembre, pp. 145 sq.) jusqu'au jour où, « au chevet de son père mourant, laissant les siens dans le besoin, le jeune Joseph Cardijn prit l'engagement de devenir prêtre et de consacrer son sacerdoce au salut des ouvriers ». Cette émotion chrétienne est « le point de départ de la J.O.C.; communiquée aux autres, elle est l'énergie qui fait vivre la J.O.C. ». Chargé des œuvres masculines de Laeken, Cardijn prépare longuement ses jeunes gens au lancement de la J.O.C. en 1925. Elle se développera grâce, si l'on peut dire, aux mâchoires du P. Cardijn, à son éloquence, à sa ténacité, capables de convaincre ouvriers, cardinaux, le pape lui-même, grâce aussi à son sens international et à son génie si heureusement belge d'organisation. En 1935, la J.O.C. « se révèle sur le plan national au congrès de Bruxelles; en 1937, elle apparaît en France en plein essor au congrès de Paris; en 1950, au congrès de Bruxelles, la J.O.C. s'est montrée, aux yeux de tous, internationale » (*ibid.*, p. 147).

De ce congrès, qui réunit cent mille jocistes et qui se prolongea dans des séances d'études diverses, la presse a donné les détails, avec des photographies impressionnantes. On a aussi remarqué le message radiophonique que S. S. Pie XII daigna adresser au congrès. Deux considérations sont livrées à la méditation des jocistes : 1) Le devoir d'une attentive vigilance sur le plan culturel. Les matérialistes eux-mêmes en viennent mainte-

nant à vouloir donner à l'ouvrier une valeur culturelle; de là la nécessité pour les jocistes de maintenir inviolablement la juste ligne de démarcation entre une conception purement terrestre et celle de l'Église; de là aussi l'occasion du succès de la J.O.C., car un seul trait d'union joint l'ouvrier au monde de l'esprit, c'est son fond religieux, l'étincelle divine qui sommeille au fond de son être. 2) Une mise en garde contre une méprise trop courante même parmi les catholiques, qui consiste à diviser les hommes en deux catégories : ouvriers et non ouvriers. S'y abandonner, c'est faire preuve de myopie intellectuelle, c'est se bercer de la fâcheuse illusion que l'Église ne se gagnera les ouvriers qu'à la condition de se plier à toutes les exigences, fussent-elles irréalisables. Or, l'Église ne peut s'écarter de la droite ligne de la justice et de la charité, de l'ordre naturel et surnaturel...

La vie jociste, en France du moins, avait, sur un plan, prévenu ces monitions par ses contacts fraternels avec les groupes voisins de l'Action catholique. On sait l'essor que sa spécialisation a provoqué dans tous les Mouvements jeunes et adultes. Les exemples ne manquent pas : on en trouvera dans le dossier 83 (21 juillet 1950) du *Centre d'information catholique* (C.I.C., 163, boulevard Malesherbes), intitulé bilan de l'A.C.J.F., et dans le récent numéro 56 de *Masses ouvrières*, dont une part importante, et très émouvante, laisse parler une équipe d'A.C.I. Mais, plutôt que cette action latérale, plutôt même que les résultats institutionnels de la J.O.C., c'est l'avancée adulte de celle-ci que je voudrais signaler. Les problèmes évoqués ici concernent la France. Si l'on désire des renseignements sur le Mouvement ouvrier chrétien belge, on les trouvera dans le dossier 43 du C.I.C.; d'autre part, l'attitude des catholiques allemands en face de la réalité sociale est l'objet du dossier 85 (4 août 1950).

II. — *De la J.O.C. à l'A.C.O.*

La J.O.C. devait nécessairement chercher à prolonger son élan chez ses membres que les années et le mariage transformaient d'adolescents en adultes, aux responsabilités désormais plus délimitées et plus lourdes. La Ligue Ouvrière Catholique (L.O.C.) voulait répondre à ce souci. Ses débuts furent difficiles, et il ne fait mystère pour personne qu'en 1939 elle n'avait pas encore trouvé sa voie. Les circonstances de l'occupation donnèrent à sa charité inventive un terrain d'activité et des méthodes nouvelles : elle se mua peu à peu en Mouvement Populaire des Familles dont le nom souligne le caractère familial. Le M.P.F. faisait appel au sens si profond de la solidarité, de la mutualité ouvrières, pour y faire jouer efficacement la fraternité et le sens moral chrétiens. Le M.P.F. avait pour cellules de base les communautés naturelles de quartier, il en atteignait toutes les familles, de quelque obédience spirituelle qu'elles fussent; il s'offrait aux meneurs naturels de ces communautés, qui ne pouvaient trouver dans l'activité politique ou syndicale qu'un exercice clandestin. Vint la Libération dont il est inutile de redire en détail les effets. En politique, ce fut l'essor du parti communiste et la naissance du M.R.P. Au plan syndical, la C.F.T.C., la C.G.T., bientôt F.O., regroupaient leurs adhérents. Le M.P.F., désormais organisé, avait à trouver sa voie propre parmi tous les organismes ouvriers, à prendre sa place parmi les organisations familiales et en même temps — ce n'était pas le plus facile — à accorder avec ce qu'il jugerait être désormais sa tâche sociale particulière, le mandat qu'il avait hérité de la L.O.C., et qui l'habilitait à tout ce qui était Action catholique adulte dans la classe ouvrière, bref, à se faire une place dans le mouvement de promotion ouvrière, tout en exerçant sa fonction dans le mouvement de promotion chrétienne.

l a son organe d'expression et de propagande : *Monde ouvrier,* hebdomadaire qui tirera à quatre-vingt-dix mille. Il a pour soutien quatre-vingt mille cotisants, et surtout des militants d'une admirable générosité.

Aux congrès d'Issy-les-Moulineaux en juillet 1948 et de Villeurbanne en 1949, furent débattues les questions fondamentales : quelle attitude prendre à l'égard de l'Union Nationale des Associations Familiales, du syndicalisme, de la politique?

Sur le premier point, aux deux tiers des voix, on vota en 1949 la rupture avec l'U.N.A.F., on dénonça « la duperie d'un corps familial qui ne représente que la défense de certains avantages et privilèges particuliers »; il fallait créer « un véritable corps familial ouvrier pleinement représentatif d'intérêts tout aussi légitimes, qui sont systématiquement bafoués actuellement ».

Assurant ainsi son autonomie parmi les organisations familiales, le M.P.F. allait aussi l'assurer sur le plan des organisations ouvrières. Et d'abord à l'égard du syndicalisme; à l'égard de qui il faisait jouer, comme mouvement familial, sa conscience de la totalité ouvrière. Tout en laissant aux organismes spécialisés leurs responsabilités limitées, le M.P.F. se charge de maintenir et d'assurer l'unité vitale de la vie ouvrière. Des problèmes du milieu de travail, l'action revendicatrice des syndicats ne regarde que quelques-uns. Le M.P.F. propose donc des équipes d'action qui travailleront soit au plan de l'entreprise, soit au plan de la localité; les membres des équipes prendront des responsabilités dans les syndicats, mais en intégreront l'activité dans une action plus large. A ces équipes, le congrès de 1949 demande de travailler à la transformation de l'entreprise capitaliste; il semble, selon certains observateurs, avoir été partisan de l'unité syndicale; il invite en outre techniciens, ingénieurs et cadres à se mettre au service de la promotion ouvrière. On voit à quel point cette action déborde le syndicalisme traditionnel.

Enfin sur le plan politique, le M.P.F. rencontre ce que les rapporteurs, au congrès de 1949, appellent les problèmes généraux :

C'est le secteur qui touche à toutes les questions où la politique intervient. Nous ne pouvons pas les ignorer. La classe ouvrière ne peut pas les laisser de côté. De plus en plus d'ailleurs, toutes les grandes décisions sur tous les problèmes relèvent du législateur, et alors la politique intervient, que ce soit pour les salaires, les prix, les loyers, la Sécurité sociale, la fiscalité, le budget, l'amnistie, comme pour les problèmes internationaux. Nous devons, en dehors des partis politiques, dans une autre perspective, au service seulement de la classe ouvrière, définir nos positions et les faire connaître à tous les groupes politiques et au gouvernement.

Ce qu'est actuellement le M.P.F., on le verra résumé dans le remarquable rapport de M. Alvergnat au congrès de Villeurbanne, rapport dont on trouvera d'autres extraits et une analyse dans le dossier 55 du C.I.C.

Avec ce congrès national, et considérant la grande avancée que le Mouvement vient de faire avec cette prise de conscience d'une promotion ouvrière collective et totale, notre Mouvement connaît une nouvelle étape.

Notre Mouvement doit, dorénavant, être à la hauteur d'une *Centrale ouvrière véritable et complète*, il doit assurer :

— une fonction *éducatrice* en vue d'éclairer le peuple, de l'aider à avoir conscience de ses responsabilités, d'assumer ensuite ces responsabilités, d'inspirer un nouveau courage à ceux qui fléchissent;

— une fonction *représentative* auprès des pouvoirs publics et des institutions du pays;

une fonction de *service* qui aura un double but, celui de répondre à un certain nombre de besoins des travailleurs et de leurs familles par nos propres moyens.

— et, en même temps, d'être des « prototypes » de futures institutions dont nous faisons d'abord l'ébauche sur le plan du Mouvement.

Le M.P.F. est intervenu plusieurs fois dans l'opinion ou près des pouvoirs publics, à propos, par exemple, du salaire minimum pour exprimer son propre point de vue

sur les questions sociales ou politiques intéressant la classe ouvrière. Il s'est nettement posé comme corps représentatif du Monde ouvrier, à côté des syndicats et des partis. Il a ses objectifs, il a en propre ses méthodes, sinon sa tactique. Dans ce domaine où, avec les intérêts objectifs de la promotion ouvrière, une concurrence serrée fait sentir sa pression, des frottements et des divergences étaient fatales, soit avec les organismes catholiques extérieurs au M.P.F., soit à l'intérieur même du Mouvement. Quelque opinion que l'on puisse avoir sur la politique générale du M.P.F., — politique qui semble devoir être l'enjeu du congrès de Nancy, — toutes ces prises de position, tous ces remous, ne pouvaient favoriser l'unité de vues et de sentiments que l'on croit désirable pour l'efficacité et la pureté d'un mouvement officiel d'Action catholique. La question d'un organisme d'Action catholique indépendant du M.P.F. était depuis lontemps posée. Hiérarques et laïcs s'en étaient inquiétés; des essais avaient été localement tentés. La question vient d'être résolue en mars dernier par la décision de la hiérarchie française donnant un statut nouveau à cette Action catholique. Cette création, l'A.C.O. (Action catholique ouvrière) fera l'objet de la prochaine note.

A.-Z. SERRAND.

## *LES SIGNES DU TEMPS*

*Truman et Mac Arthur à l'île de Wake.*

La rencontre, déjà historique, du président et du général, du pouvoir civil et de l'autorité militaire, aura fait couler beaucoup d'encre quand paraîtront ces lignes. Les analystes politiques auront proposé leur solution à ce double problème : pourquoi les deux chefs se sont-ils rencontrés, quels sont les résultats de l'entrevue ?

Un peu de retard donne le temps de la réflexion. Nier qu'un certain désaccord opposait les deux personnalités serait d'une diplomatie inutile. Tout le monde se souvient de l'incident des vétérans, de ce discours communiqué à la presse par le général le 30 août dernier et dont le président avait empêché qu'il fut prononcé, où Formose était évoquée sans ambage et sans l'agrément du Département d'État. Tout le monde a rapporté des propos de l'entourage présidentiel, sévères pour le général et laissant prévoir le pire. Mais, entre temps, éclate la victoire de Corée. Ces deux hommes qui ne peuvent se comprendre, faute de se rencontrer, jouissent tout à coup d'un prestige presque égal. Les élections américaines approchent, et c'est un adversaire politique qui est en train de vaincre en Asie. Le président doit être associé à sa victoire et, pour la bonne conduite des affaires, un accord doit être atteint. Le lieu de la ren-

contre, à mi-chemin, se trouve ainsi fixé. J'entends qu'aux États-Unis on ne s'embarrasse pas de protocole et qu'un président n'hésite pas à aller au-devant d'un général, son subordonné, engagé dans la bataille. L'argument est valable. Il n'en reste pas moins que le dit général a perdu un jour à attendre sur place, et qu'il était aussi expédient qu'il continuât sa route jusqu'au pouvoir suprême. L'impression est renforcée par l'atmosphère de l'entrevue. Chacun arrive entouré de ses conseillers, les consulte séparément et se retire avec eux, alors que les collaborateurs de Mac Arthur devraient être les premiers à la disposition de Truman. N'y a-t-il pas là quelque chose d'une conférence internationale ?

Les résultats de l'entrevue peuvent se mesurer à l'appréciation de la position de chacun au départ. On a dit que le président Truman arrivait avec la préoccupation de l'ensemble diplomatique américain, alors que le général Mac Arthur apportait sa connaissance approfondie de l'Asie, avec sa tendance à donner le pas aux problèmes qu'elle suscite. J'imagine que cette vue est juste dans un sens, mais qu'elle n'est pas complète. Le président, auquel il appartint de prendre la responsabilité de l'intervention militaire en Corée, contre l'avis du Pentagone, apporte lui-même un correctif, en accordant, dans l'immédiat en tous cas, une priorité à l'Extrême-Orient. Pour être plus exact, il faudrait ajouter que, somme toute, Mac Arthur est plus dur que Truman. On a été jusqu'à parler d'une propension à la guerre préventive, dont le propagandiste était Jonhson, écarté entre temps par le président. En ne considérant que l'Asie, la neutralisation de Formose, les ouvertures secrètes pour la reconnaissance de Mao Tse-Tung ajoutent leur note de souplesse à la diplomatie présidentielle.

La question est alors de savoir comment se sont constituées et sur quoi s'appuient les positions réciproques du président Truman et du général Mac Arthur. Celui-ci

se tient au milieu d'une armée, stationnée dans ce qu'on pourrait appeler l'Extrême-Occident. Voilà les éléments de sa force et de sa réflexion. L'Occident, aujourd'hui, c'est l'Amérique, premier thème du président, qui doit traduire la pensée des fonctionnaires du *State Department*, tenir compte des objections pratiques, des possibilités du Pentagone, et d'une certaine tendance isolationniste, toujours vivante aux États-Unis, où elle s'est manifestée vigoureusement jusqu'à Pearl-Harbour. Mais l'Amérique n'entre pas seule en compte. Truman est à la tête d'une grande coalition dont il doit prendre la température. Que pense l'Angleterre? Elle a déjà reconnu la Chine communiste, précédant ainsi les coups de sonde américains. Elle se ressent, dans une certaine mesure, de l'idéalisme pacifiste du travaillisme traditionnel qui, récemment encore, au Congrès de Margate, relevait la tête. Et, surtout, elle cherche à rallier les Dominions, dans un effort de conciliation qui exclut toute imprudence. Depuis cent ans les guerres ont été la ruine de la France, comme elles ont été la fortune des États-Unis. Comment s'étonner alors que les points de vue ne soient pas les mêmes? Surtout que le dernier conflit s'est soldé, essentiellement, par une victoire anglo-saxonne, où l'Europe n'existait plus, dans cette image, rappelée fortement par le président Spaak, d'un soldat russe et d'un soldat américain se serrant la main sur les bords de l'Elbe. L'Angleterre, qui cache ses appréhensions européennes derrière son attachement au Pacte Atlantique, ne se fait pas faute de marquer ces différences. Elles s'expriment dans les objections de M. Schuman au réarmement allemand, qui devaient résonner encore aux oreilles du président Truman alors qu'il s'entretenait dans la petite île de Wake. Il sait bien ce que parler veut dire et que l'argumentation de M. Schuman tient moins à la crainte de voir une Allemagne réarmée se tourner contre la France (le sort réservé aux Adenauer de l'Allemagne orientale est une

garantie), qu'au désir de ne pas tirer la queue du loup russe, si bien occupé ailleurs. Et encore, ces pouvoirs réticents à s'engager plus avant en Corée, qui n'y envoient qu'un petit aviso ou un bataillon tardif. Et encore cette Allemagne, où le dévoué Adenauer a tant de mal à surmonter les haut-le-cœur du peuple allemand devant la pilule du réarmement, provoquant démissions retentissantes et active propagande des milieux protestants. Tout cela est dans sa tête, comme la Yougoslavie qui s'obstine à s'abstenir et ce Moyen-Orient rallié, après tant d'hésitations, pour le Liban et la Syrie, et point du tout, pour l'Égypte, aux sanctions de Corée. Ce Moyen-Orient où se renforce l'influence communiste, par le canal des réfugiés palestiniens et les rancœurs de l'ex-Muphti, replié à Gaza. Ainsi le président éprouve cet affaiblissement progressif à mesure que sa pensée s'éloigne du général victorieux, assis en face de lui.

Le résultat de la confrontation peut seulement être recherché aujourd'hui dans le discours prononcé à San-Francisco par le président Truman, sur le chemin de son retour. Deux impressions ressortent, avec les commentaires qui ont suivi. Le président a parlé pour les deux parties réunies, et aucune note discordante n'est venue de Tokio infirmer ses dires. Les avertissements jetés à l'U.R.S.S. n'ont jamais été plus fermes. Ainsi, il apparaît que le général n'a pas eu beaucoup à céder pour que l'accord se fasse, avec ce que cela comporte pour le traité japonais, pour Formose et surtout pour l'Indochine. On peut s'attendre à un secours rapide et impressionnant dans le Sud-Est asiatique. L'accord semble fait. N'est-ce pas de grande importance pour le président Truman, dont le partenaire a probablement tout lieu de se féliciter aussi ?

JACQUES NANTET.

*Grève sans grévistes à Vienne.*

Les troubles (bénins, d'ailleurs, somme toute) qui se sont produits à Vienne du 26 septembre au 7 octobre sont connus du public étranger. Du moins quant aux faits extérieurs : le 26, un accord sur les prix et salaires (le quatrième depuis 1945) augmente de 30 à 40 % les prix agricoles, et, sous la pression d'une manifestation communiste dans le quartier des ministères, relève les salaires de 10 à 13 %. A la fin de la semaine, une conférence de délégués d'entreprise ou prétendus tels lance un ultimatum au gouvernement et, à l'expiration de cet ultimatum, l'ordre de grève générale. Cet ordre est boycotté par à peu près toute la population ouvrière, sauf en zone d'occupation soviétique, où des commandos communistes cherchent à imposer son exécution, appuyés par les autorités soviétiques, qui font obstacle à l'intervention de la police et mettent parfois leurs camions militaires en travers des rails du tramway. Retrait de l'ordre et, le samedi 7 octobre, grande manifestation socialiste d'action de grâces. Il y a lieu en effet de rendre grâces, et spécialement aux autorités soviétiques d'occupation, au cynisme de leur immixtion, à la rapacité, à la brutalité dont elles font preuve depuis cinq ans. Ce sont les autorités soviétiques d'occupation qui, par des méthodes plus efficaces que toute propagande adverse, ont rendu les ouvriers viennois assez anticommunistes pour renoncer aux revendications les plus légitimes plutôt que de les laisser exploiter par le parti communiste. Ce sont elles qui assurent aux partis gouvernementaux autrichiens un sursis qu'ils pourraient utiliser pour réfléchir. Pour se dire par exemple que, lorsque le président socialiste de l'Union des syndicats veut lui faire croire qu'une augmentation de salaire de 10 % compense un renchérissement de 30 % des produits alimentaires; lorsque, la petite peur à peine passée, le président du parti populiste — chrétien (*sic*) social (*sic*) — rejette le principe d'une réglementation des prix, l'ouvrier à huit cents schillings (11.000 fr.) par mois a bien du mérite à ne pas devenir communiste. Bien du mérite; *et que la chair est faible.*

Il est temps que le parti qui prétend incarner le catholicisme autrichien cesse de servir aussi systématiquement les exigences de l'Argent; et temps que les socialistes soutiennent plus énergiquement les revendications des pauvres.

Il est dangereux, à la longue, de n'avoir que les sottises de l'adversaire comme protection contre les conséquences des siennes propres.

Léon Davidovitch.

*Les cadres subalternes de l'armée allemande.*

Le gouvernement l'affirma devant le parlement, les députés sauront bien le proclamer au printemps prochain devant leurs électeurs : les représentants français se seront opposés autant que possible au réarmement de l'Allemagne; mais, à vrai dire, ils ne pouvaient rien dans cette affaire.

C'est un fait : il y aura très bientôt une armée allemande ou, si vous préférez, des contingents allemands, incorporés dans une armée européenne (qui d'ailleurs n'existe pas encore).

Ce n'est plus le moment de discuter si le projet était ou non souhaitable. La France a évidemment quelques raisons de craindre une reconstitution de la puissance militaire allemande, mais les Américains ont estimé qu'il fallait prendre les soldats là où ils étaient, et que la création d'une armée atlantique ne devait plus souffrir aucun retard.

Plus intéressantes paraissent les réactions des principaux intéressés : les Allemands. Un Gallup indiquait, l'été dernier, que 74 % des mobilisables refusaient de servir dans une nouvelle Wehrmacht. Mais d'autres sondages effectués depuis lors laissent entrevoir une modification de l'opinion à ce propos.

Sont partisans d'une remilitarisation, les anciens cadres de l'armée. Ils exigent d'ailleurs, en même temps, une révision des procès de dénazification. Le chancelier Adenauer, lui, s'inquiète d'abord de la menace que fait peser sur son régime la police populaire orientale, et le drame de la Corée lui a donné une conscience accrue du péril.

Mais les adversaires du projet restent nombreux. On connaît la position du pasteur Niemöller et de certains cercles religieux. A deux reprises, le pasteur a écrit au chancelier : « Si les Alliés, dit-il, demandent à l'Alle-

magne une contribution d'armes et de soldats, qu'ils donnent eux-mêmes des ordres et ne se cachent pas derrière une démocratie allemande. »

Cette attitude rencontre des échos. Les pacifistes sincères suivent le pasteur. Et puis, il y a la foule des autres, de ceux qui craignent de s'engager trop tôt. Il n'y a guère, certains industriels accordaient des subventions occultes au parti communiste : ils entendaient prendre ainsi une assurance sur les risques d'une occupation soviétique qu'ils prévoient probable. Quant aux Allemands moyens, ils savent bien qu'en cas de conflit ils auraient une position assez particulière. Le traité de paix n'a jamais été signé et, en strict droit international, on peut fort bien tenir légalement les soldats allemands pour des francs-tireurs irréguliers.

Il reste un autre danger dont on a conscience en Allemagne. Pour éviter les inconvénients, maintes fois dénoncés, d'une Wehrmacht, les Américains prétendent que les contingents seront directement placés sous une autorité atlantique.

Mais les cadres subalternes — les *feldwebels* — n'ont-ils pas créé la Wehrmacht, de célèbre mémoire, tout autant sinon plus que les généraux? L'esprit d'une troupe est donné par les sous-officiers, en contact permanent avec les hommes beaucoup plus que par les officiers.

Or, le journaliste allemand Ernst Friedlander écrit dans le *Frankfurter neue press* : « Si l'on veut trouver cent mille ou même trois cent mille soldats, il suffit de les chercher parmi les mercenaires, ou parmi les civils qui ont échoué ailleurs... Mais une armée chargée de défendre la démocratie et l'Europe serait un non-sens si elle ne comprenait pas des démocrates et des Européens convaincus. »

C'est, précisément, le problème posé. Et E. Friedlander apporte lui-même la réponse :

« La différence entre les armées des armées occiden-

tales et l'armée allemande ne résidait pas dans le fait que les unes étaient démocratiques et que l'autre ne l'était pas. Mais les armées occidentales, elles, n'étaient pas antidémocratiques, tandis qu'on peut très bien trouver cette caractéristique dans toute l'histoire de l'armée allemande. »

Et l'on retrouve alors le véritable S.O.S. qu'au nom du parti socialiste M. Carlo Schmidt lançait aux Alliés : « Ne nous enlevez pas la seule victoire que notre peuple ait remporté en 1945, la victoire sur le militarisme prussien. »

BERNARD FÉRON.

*Un centenaire en Grande-Bretagne.*

Quand on compare l'invective lancée par *The Times* contre le pape et le cardinal Wiseman, qui rentra en Angleterre, premier archevêque de Westminster, et le respect manifesté actuellement à notre égard, on a raison de s'en féliciter. Il serait facile de compter nos apôtres et nos poètes — un Hopkins, un Patmore, un Chesterton, un Hinsley, un Manning, un Mac Nabb — et de retomber ensuite dans une satisfaction, une complaisance stériles. Il serait tentant de se reposer dans le souvenir des grandes cérémonies, auxquelles assistèrent de nombreux cardinaux et prélats venus de l'Europe et de l'Amérique et qui se déroulèrent récemment à Londres. Il importe plus, me semble-t-il, d'examiner la structure du catholicisme anglais pour en estimer et les éléments durables et les quelques faiblesses. Il était tout naturel que lesdites célébrations fussent concentrées autour des évêques et que nous rappelions les grands personnages de notre épiscopat, tel l'archevêque Ullathorne, ami fidèle de Newman. Il reste pourtant non

moins vrai qu'il y a, dans l'Église d'Angleterre, un manque d'unité qui vient du fait que les esprits les plus avancés ont tendance à s'attacher aux ordres religieux et que, par conséquent, tout ce qui existe de plus original et de plus courageux dans l'affrontement chrétien se crée à part, dans les coulisses et les petites chapelles sans que la vie paroissiale en soit beaucoup affectée. Cela vaut surtout pour les activités liturgiques. Il y a une forte entente entre les laïcs avertis et les religieux — on pense aux écoles bénédictines attachées aux grandes abbayes; aux collèges jésuites — surtout à Campion Hall (Oxford), ainsi qu'à l'initiative jésuite qui nous a donné *The Month,* laquelle est incontestablement la meilleure revue mensuelle en Angleterre; à l'œuvre dominicaine dont l'esprit le plus large se manifeste dans *Blackfriars* — mais tout cela se heurte de temps en temps à un cléricalisme désespérément conventionnel et somnolent.

Certes, on ne peut pas se rendre compte du progrès de l'Église en Angleterre sans éprouver un sentiment de profonde reconnaissance pour l'enrichissement que nous apporte sans cesse la foi solide des Irlandais; mais il y a du vrai dans les paroles prononcées jadis à Rome par un évêque anglais : « Notre plus grand besoin, c'est un clergé indigène. » C'était Newman lui-même qui constata à quel point la culture anglaise est une culture protestante, puisque le génie anglais avait évolué hors de l'Église. Je ne pense à aucune compromission quand je dis que les Anglais reviendront à la foi au fur et à mesure que l'Église en Angleterre se fera anglaise. Il est à remarquer que les Anglicans qui ont le plus de sympathie pour le catholicisme se sentent plus à leur aise dans le climat du catholicisme français que chez leurs compatriotes. Pourtant il existe déjà chez eux une compréhension de la liturgie et un approfondissement des Écritures saintes qui manquent à bien des catholiques, en Angleterre ou ailleurs. Il faut souhaiter un éveil plus

grand de vocations sacerdotales parmi les Anglais, pour que le caractère de notre peuple se traduise par notre catholicisme. Il faut surtout que notre goût insatiable de liberté, notre excentricité même, ne soient pas détruits, mais plutôt réalisés par notre intégration dans l'unité de l'Église. Ceci ne se fera que par les catholiques anglais. Bref, notre fidélité au Saint-Siège n'a aucun besoin de se transformer en une « Romanità » à outrance.

ROBERT SPEAIGHT.

*Vers la signature des Conventions collectives.*

Après la fixation du minimum garanti par le décret du 23 août et la période des congés payés, il était aisé de prévoir que des contacts allaient s'établir entre patrons et salariés pour tenter de réaliser des accords provisoires de salaire et d'aborder la discussion des conventions collectives.

Dès la mi-septembre, les patrons du textile du Nord signaient un accord avec les syndicats C.F.T.C. et F.O.; à la même époque, la direction de la régie Renault signait, elle aussi, un accord avec les sections syndicales C.F.T.C., F.O., C.T.I. et C.G.T.

Ces deux accords furent suivis d'autres dans des industries et des régions diverses, de nombreuses discussions sont en cours.

Il ne nous paraît pas facile de parler du contenu des accords, une étude intéressante ne pouvant être utilement faite que lorsqu'il y en aura de nombreux réalisés.

Mais quelles sont, à l'heure actuelle, les constatations que l'on peut faire?

Nous avions dit à la suite des grèves de février-mars

que le patronat était une force disciplinée et organisée, il le montre cette fois encore, sa position étant à quelque chose près la même de partout : proposition d'un nouveau barème de base avec le plus souvent un minimum d'augmentation garanti. Étudions différents accords, et en de nombreux articles nous trouverons facilement la marque de fabrique commune.

Les positions ouvrières ne manquent également pas d'intérêt. Alors qu'après avoir fixé leurs positions revendicatives, les organisations C.F.T.C. et F.O. n'en acceptent pas moins de discuter des accords provisoires de salaire, la C.G.T., en dénonçant leur abandon, leur trahison, refusa de mettre sa signature sous ces textes que les autres organisations considéraient comme une étape vers la réalisation de leurs revendications.

Mais, au Comité confédéral national, Benoît Frachon déclara qu'il fallait signer ces accords, et H. Raynaud, dans la *Vie ouvrière*, expliqua que les militants avaient fait une erreur en s'abstenant et que dorénavant les représentants C.G.T. devraient participer aux accords provisoires. Les militants ont bon dos, la C.G.T., toujours très sensible aux réactions ouvrières, sentait combien il était dangereux de ne pas avoir sa griffe sous des accords qui accordaient des avantages aux travailleurs. Elle constatait aussi qu'en refusant de signer elle rompait des ententes entre organisations syndicales ou détruisait toutes les possibilités d'en faire. Lorsqu'on connaît le prix que la C.G.T. attache à l'unité d'action, on comprendra que cette considération n'a pas dû être étrangère à la nouvelle position. De plus, le gouvernement et le patronat s'efforçant le plus souvent de l'isoler, ne pas signer aurait été les aider dans leur jeu.

Il convient de remarquer que ces discussions ne sont pas marquées de mouvements valant d'être signalés, si ce n'est celui de Nantes.

Lorsque nous parlons de Nantes, nous ne pensons pas à la grève d'une heure de la métallurgie, ni au meeting

qui se tint à cette occasion, mais à l'action faite par les délégués des Établissements Brissonneau.

Pour faire pression sur leur patron ainsi que sur de nombreux camarades plus prêts à rouspéter qu'à agir, les délégués décidèrent de faire une grève de la faim. Ils tinrent pendant presque une semaine, ne s'alimentant qu'avec du tilleul et ne cessèrent que sur la pression des syndicats inquiets pour leur santé.

A Nantes, un accord intéressant a été signé; par leur manifestation bien particulière, les délégués de chez Brissonneau ont aidé à l'obtenir. Ne pensant pas que cette forme d'action puisse être généralisée, nous espérons que la classe ouvrière comprenne, par ce magnifique exemple, qu'elle n'obtiendra que ce pour quoi elle agira, s'organisera, etc., et que tout ceci demande des sacrifices.

Période, donc, de calme, calme cependant apparent, car, dans les organisations syndicales ouvrières et patronales, règne une grande activité, on compare des chiffres, prépare des contre-propositions; période durant laquelle, sans nul doute, vont être signés de nombreux accords de salaire. Après ceux-ci viendront les conventions collectives. Les positions semblent être sur ce point très opposées. Les uns veulent avancer, les autres, voyant que l'on est déjà bien assez loin, sont décidés à ne pas bouger en restant cramponnés à la législation actuellement appliquée.

L'avenir nous apprendra qui aura raison et, en fait, s'il y aura ou non des conventions collectives.

Ch. Savouillan.

*Réarmement ou reconstruction.*

La concurrence entre les impératifs militaires, économiques ou sociaux, posés au pays en même temps et dans des

termes aussi pressants, conduira dans les prochains mois à des options inévitables. Dès à présent, nous savons bien que les objectifs du réarmement ne pourront être atteints sans dommage pour la politique d'investissement et pour le niveau de vie des Français.

Au moment où des mesures législatives importantes en faveur du logement paraissaient devoir développer l'effort à grand peine entrepris, allons-nous voir, au contraire, l'ajournement des constructions d'immeubles promis aux innombrables sans logis?

Cette question, beaucoup se la posent qui craignent l'arrêt des chantiers, relativement peu nombreux pourtant jusqu'ici, mais qu'ils regardent avec joie et avec gratitude, encore tout surpris que des temps soient à nouveau venus en France où il ne soit plus absolument impossible et fou de construire.

Or, à la vérité, une expansion de crédit en faveur du logement n'était jusqu'à présent envisagée qu'avec beaucoup de prudence et beaucoup d'hésitation, car elle eût assurément entraîné une importante hausse des prix pour un faible accroissement de la construction. Le chômage, dans le bâtiment, est inférieur à 2 % des effectifs salariés, et la réparation et l'entretien des immeubles vieillis occupent à eux seuls une part notable de la main-d'œuvre. Sans accroissement important d'effectifs, l'activité de la construction restera à des niveaux largement insuffisants et sans commune mesure avec les besoins réels du pays.

Beaucoup accuseront de cette insuffisance l'effort d'armement seul et seront crus et, certes, cette accusation pourra être, pour une part, fondée. Mais les raisons essentielles resteront d'abord celles de l'insuffisance des effectifs, qui posent au pays le problème à long terme de l'orientation des sources de main-d'œuvre vers les professions du bâtiment.

Quoi qu'il advienne pourtant, ce problème ne se résoudra que lentement, car la crainte du chômage, qui ne devrait frapper que des activités moins importantes pour la vie du pays, paralysera longtemps toute possibilité de larges accroissements d'effectifs et tout effort sérieux de développement de la construction.

Pour l'instant tout au moins et pour les mois à venir, la politique d'armements n'est donc pas l'obstacle majeur au problème du logement. Il importe d'obtenir qu'elle ne devienne pas rapidement cet obstacle, alors que les réalisations acquises durant ces dernières années, comparées à celles de quelques pays étrangers, restent si maigres.

Le tableau suivant qui, pour la Suède, ne concerne que les seules localités urbaines, et, pour la Grande-Bretagne et

la France, ne comprend pas les constructions provisoires, le rappelle de cruelle manière :

NOMBRE DE NOUVEAUX LOGEMENTS TERMINÉS ENTRE LE 1er JANVIER 1946 ET LE 31 DÉCEMBRE 1948

| | *Suède* | *Suisse* | *Grande-Bretagne* | *Hollande* | *France* |
|---|---|---|---|---|---|
| au total | 150.000 | 51.500 | 422.700 | 43.000 | 55.000 |
| par 100.000 hab. | 221 | 114 | 87 | 45 | 13 |

Certes, la Grande-Bretagne n'a eu que relativement peu de destructions de ports et d'ouvrages d'art qui ont retenu, durant les premières années, une part importante de l'effort français; la Hollande n'a pas eu jusqu'ici à soutenir un budget de guerre comparable au budget de la France. Mais la Hollande vient, tout récemment, de célébrer l'achèvement de son cent millième logement, alors que la France, au milieu de 1950, atteint à peine ce chiffre, et les investissements réalisés par la Grande-Bretagne dans le domaine du logement paraissent énormes, par comparaison aux efforts ou même aux projets français : 461 millions de livres en 1947, 477 millions de livres en 1948, 421 millions de livres en 1949, soit 20 % du total des investissements bruts.

L'Angleterre peut, à la rigueur, ralentir son programme de construction; les États-Unis le peuvent. Mais une grande partie de la population française est si étroitement et si mal logée qu'il est impossible de ralentir le maigre effort entrepris. Il faut à tout prix faire davantage et redire, demain comme hier, qu'il n'y a dans le pays aucun problème plus grave et plus urgent.

R. PARÈS.

## *L'église du plateau d'Assy ou la renaissance de l'art religieux.*

Pour ceux qui suivent avec quelque attention le cheminement et les réalisations de l'art moderne, et en particulier de l'art religieux, Assy n'est plus un nom inconnu.

Enthousiaste d'abord à la lecture des grands noms qui avaient prêté leur concours à l'édification et à la décoration de l'église d'Assy, j'avais révisé mon jugement à la suite de critiques très diverses et des avis les plus partagés. J'y suis monté au hasard de mes vacances, curieux, presque hésitant. Aujourd'hui me reste le souvenir d'une sorte de miracle.

Le plateau d'Assy, station sanatoriale de la Haute-Savoie, vit naître ce que le monde attendait depuis longtemps : une œuvre qui résume en elle-même l'extraordinaire richesse de l'art contemporain. La foi l'a permise, grande entre toute, relevant un défi jeté aux artistes par une société sceptique et pusillanime. Grâce à l'immense travail du P. Couturier et de tous les promoteurs d'un art religieux vivant, Assy restera un haut lieu de la renaissance de l'art sacré.

Les noms de Braque, de Léger, de Bonnard, de Lurçat, de Bazaine, de Matisse et de Rouault, ne signifient plus seulement une recherche individuelle, très précieuse sans doute, mais réduite à un superbe isolement; ils sont devenus les symboles, l'image effective, indéniable, de la communauté des pécheurs et de la communion des saints.

Assy, pays de sapins et de rochers; d'espoir, de guérison ou de mort. L'église fait corps avec ce paysage aux rythmes saillants et majestueux.

Commencée en 1937 sous la direction de l'architecte Novarina, à qui l'on devait déjà l'église du Fayet, toute proche, elle fut consacrée cet été. Il serait trop long de retracer l'historique des travaux. On le trouvera dans le dernier numéro de *L'Art sacré*, de la main propre du P. Couturier. Une architecture simple, un beau granit qui n'a rien perdu de sa force lui gardent le visage rupestre d'une église savoyarde, soulevée d'une haute tour aux proportions osées mais justes. La façade, large triangle soutenu par huit colonnes arrondies, laisse découvrir peu à peu l'imposante mosaïque de Fernand Léger. Le toit épouse comme un bouclier la franche courbure de l'abside. Chose curieuse et déconcertante au premier abord, que cette mosaïque étalant ses grandes surfaces de couleurs vives, rouge et bleu, vert, jaune, entrelacées des litanies de la Vierge. Elle éclate comme une sonnerie de trompettes et ne tolère nulle indifférence.

Notre-Dame de toutes Grâces. C'est à elle que Léger, le peintre du constructivisme, le poète du rythme mécanique, voue ses flaques de joie qui entourent comme un ciel imaginaire et radieux la rose souriante, éclose entre les deux colonnes du centre : le visage clément de la Femme qui invite au repos et au pardon. Je l'ai croisée du pas et du

regard et j'ai fait tourner autour de moi une roue multicolore; j'ai senti vibrer ce mur comme une chose vivante. L'étonnement des yeux a fait place au ravissement de l'âme.

Puis je suis entré. Le feu de la façade s'est éteint dans la pénombre et l'intimité; la lumière alors s'est faite complice du mystère. Tout oblige à plier le genou et à se taire.

Devant l'autel, sobre, se dresse l'étonnant crucifix de Germaine Richier. Le Christ a perdu son visage pour mieux être à tous. Sa chair meurtrie est devenue croix et ne dit plus que souffrance : l'Homme déchiré entre la grandeur et la misère. Dans l'axe concave du chœur s'ouvre l'admirable tapisserie de Lurçat. Quatre couleurs dominent : rouge, noir, blanc et vert. Au centre apparaît la femme de l'Apocalypse dans la plénitude et l'angoisse de l'enfantement : le dragon, orgueilleux et superbe, l'affronte et la nargue. « De sa queue il a entraîné un tiers des étoiles du ciel et il les jeta par terre. » Mais il se voit vaincu par un ange, étrange guerrier tombé de quelque ciel inconnu. Le tout est encadré, sur la gauche, par l'arbre de la création plongeant ses racines dans les quatre règnes naturels; sur la droite, l'arbre de Jessée symbolisant la Rédemption. La hardiesse de conception, le foisonnement des formes, l'équilibre des surfaces, en un mot ce qui fait de Lurçat le maître de la tapisserie française, acquièrent ici une indéniable grandeur spirituelle. Certains ont cru devoir attaquer Lurçat en lui reprochant son manque de sens religieux. Qu'il me soit permis de m'inscrire en faux contre de telles assertions. Que ses détracteurs révisent eux-mêmes leur jugement sur l'art sacré avant de vouer à une critique injuste ce témoignage vivant de la pensée et de la spiritualité contemporaine.

Était-ce tenter l'impossible que de demander à Matisse, ce magicien de la ligne, et à Bonnard, le doux intimiste, de faire revivre sous les mêmes voûtes les grandes figures de sant Dominique et de saint François de Sales? Ils se sont partagé les deux panneaux des autels latéraux. Le saint Dominique de Matisse, tracé pur, noir sur un fond de céramique jaune, exprime avec rigueur la clarté de la vérité, l'évidence d'un visage effacé dans la contemplation et de la *lectio divina* que recèle le livre que le saint tient en main.

Bonnard fit un saint François de Sales entouré de misé-reux, d'enfants et de vieillards. Le langage de la charité relève ici d'une intime discrétion que seul un pinceau infiniment nuancé pouvait interpréter sans enfreindre les lois de l'évocation. Le vieux maître avait aimé la figure de ce saint; en le peignant il avait fini d'apprendre son métier. A l'arrière-plan, Annecy flamboie dans les oranges et les rouges.

Lorsqu'on se penche sur l'autel de saint Dominique on

découvre la porte du tabernacle : un poisson. Un simple poisson, tel que Braque seul sait en sculpter dans le bronze, chargé du graphisme de la Rédemption. Ἰχθύς. Une courbe sans défaut, l'irréprochable toucher d'une matière offert à la vie, voilà qui suffit à Braque pour rendre hommage à l'Eucharistie.

Revenu vers le fond de l'église, j'avais l'impression d'aller au-devant des choses de Dieu. Le mur était ouvert sur l'immensité d'un univers caché. C'était les vitraux de Rouault : les scènes de la Passion et les bouquets mystiques où la lumière du jour se mêle aux admirables couleurs du peintre du *Miserere*. La ligne inaltérable de ces corps, le sourire extatique d'un vase ou d'un fruit, la pénétrante sonorité des rouges orangés et des verts qui semblent sortir du fond de l'eau reflètent une âme profondément humble, violente dans sa soumission à l'œuvre de la Grâce. Les vitraux de Bazaine, éclatants comme des lames de feu — particulièrement le roi David — sont dédiés aux musiciens sacrés. Ils confirment avec ceux de Rouault les possibilités nouvelles de l'art du vitrail. On peut regretter la diversité des artistes qui se sont partagé les vitraux de la nef : Berçot, Brianchon, le P. Couturier, Bony, Adeline Hébert-Stevens. Parfaitement valables en eux-mêmes, ils ne laissent pourtant pas le souvenir d'une unité aussi profonde que celle de Braque et de Matisse, par exemple.

En descendant à la crypte on peut admirer les petits vitraux de Madeleine Huré, qui retracent le Sacrifice divin dans ses préfigurations et son éternel renouvellement, du sacrifice d'Abraham à celui de la messe. Madeleine Huré est discrète, tendre, comme seule une femme sait l'être. Une statue de la Vierge de Lipchitz et le baptistère de Chagall (émaux et vitraux) viendront parfaire l'église du plateau d'Assy.

Rien n'a été laissé à l'avenant ou à la médiocrité. Ainsi surgit un chef-d'œuvre tel que la renaissance de l'art moderne nous permettait de l'espérer; nous l'avons respiré comme un parfum et vécu comme une aventure merveilleuse.

PH. SECRETAN.

Le dernier numéro de *L'Art sacré* traite de l'église du plateau d'Assy. On y trouvera de nombreuses reproductions ainsi que des textes du P. Couturier et du chanoine Devémy qui participa très activement à l'édification de l'église d'Assy.

## *Azimuths*

### *Statistiques, mission et chrétienté.*

Le dernier cahier d'*Idées et Forces* — dernier, hélas! en un double sens — a pour thème : « Les confessions chrétiennes devant le communisme. » Le P. Naïdenoff, par son article : « Statistique et religion », donne — nous avertit le liminaire — tout leur sens à l'article suivant : *La conjoncture missionnaire en Chine*, et aux trois dossiers qui forment le gros du cahiers : *Catholicisme et communisme — Protestantisme et communisme — L'Église orthodoxe russe en face du communisme.* Les trois signatures : H. Chambre, S. J., le pasteur A. Dumas, C. Dumont, O. P., en disent la valeur. L'ensemble est passionnant, non seulement par le thème traité et ses résonances actuelles, mais encore par la manière dont il est développé.

Le P. Naïdenoff commence par critiquer les méthodes statistiques en usage dans les Églises traditionnelles et dans les Églises missionnaires; seules, celles des Églises minoritaires en pays chrétien lui paraissent exactes parce qu'elles comptent les entrées et les sorties. Et pourtant une statistique exacte est impérieusement nécessaire; car la foule des baptisés qui ont pratiquement renié leur baptême encombre les bilans, fausse les rouages de l'Église, et empêche un travail missionnaire mené avec la technique des temps modernes.

Il analyse ensuite le rapport entre natalité et catholicisme, pour attaquer le principe connu : familles catholiques-familles nombreuses. Car il y a une poussée nataliste formidable dans l'Asie païenne. Et même dans des pays européens, dont le statut culturel et religieux permet une comparaison valable, l'Irlande catholique a une très faible natalité, alors que la Hollande catholique en a une très forte.

Sans doute, il faut, avec le P. Naïdenoff expliquer cette diversité par des raisons sociologiques très extérieures au christianisme. Cependant, s'il avait eu le temps, j'aurais aimé qu'il prévienne une légère objection que l'on peut tirer de la phrase où il évoque la différence des taux de natalité dans la Hollande catholique et la Hollande protestante. Mais comme il a raison de souligner que la biologie favorise les masses non chrétiennes!

En trente ans, les catholiques ont augmenté (en théorie) de cent millions, et les non-catholiques ont augmenté (en fait) de 400 millions, quatre fois plus vite! Donc ce n'est pas au simple jeu des lois de la natalité, comme certains ont pu le penser naïvement, que le christianisme peut demander des chances d'avenir, tout au contraire (p. 6).

Le P. Naïdenoff montre ensuite la poussée formidable de l'athéisme, c'est surtout à son aile marchante, le communisme, que l'athéisme doit cette avancée. Mais partout gagne l'indifférence religieuse. Des voix provocantes affirment « l'irrémédiable anesthésie du sens religieux ».

Il est possible, dira-t-il encore (p. 9), que la majeure partie de l'Asie et de l'Europe soit pour de longues années fermée tant aux manifestations des religions autochtones qu'à la pénétration missionnaire... Entre Rome et près d'un milliard d'individus, la frontière est fermée.

Même cette sorte de front des religions monothéistes, qui semble par réaction se dessiner, si heureuse qu'en soit l'influence sur le polythéisme, n'est pas sans dangers; il peut provoquer une certaine saturation des âmes et représenter le repliement du ghetto.

Faut-il désespérer? Je sais que certains sociologues catholiques et non catholiques sont arrivés par des inductions diverses à découvrir dans l'histoire comme un cycle au rythme ternaire, où le matérialisme rationaliste fait place au spiritualisme religieux. Ils croient que nous allons revenir à cette première phase. Le P. Naïdenoff, sans nous donner ses raisons, semble partager, sinon leur vision du monde, du moins leur espoir.

Quoi qu'il advienne, écrit-il (p. 10), il est certain que, dans ce désert religieux, l'énergie spirituelle, après s'être ramassée sur elle-même, explosera un jour selon des lignes de force qu'il n'est pas décevant de sonder.

Quelles seront ces lignes de force? Autant qu'on le puisse dégager, le P. Naïdenoff commence par déconseiller au

catholiques de compter sur l'alternance élite-masses. Premièrement, il est difficile de s'entendre sur la définition de l'élite sociologique. Deuxièmement, l'exemple du catholicisme états-unien, auquel l'auteur consacre une analyse relativement longue (pp. 10 et 11), montre un baptême des structures modernes réalisé par une chrétienté dont les deux caractéristiques sont à ses yeux de n'être ni une élite sociale, puisque proche du prolétariat, ni une élite spirituelle, puisque faisant jouer une masse cohérente, disciplinée et nettement définie.

Si le binome élite-masses est fallacieux, il faut rechercher des corrélations plus importantes entre facteurs humains et flux et reflux de la foi religieuse. Sans doute il faut faire la part du mystère de la grâce, sensible dans la naissance comme dans la mort de chrétientés entières : Afrique, Japon, etc. Il reste néanmoins, aux yeux du P. Naïdenoff, un lien tenace, une étroite solidarité entre la vie spirituelle et la vie biologique, entre l'âme religieuse et le corps des civilisations. Visible dans leur commune décadence, elle l'est aussi dans leur commune ascension : alors des familles adaptées à l'époque par leur biologie, dominent les populations voisines, et, si elles sont porteuses d'une foi religieuse, cette foi qui les soutient se développe et se propage avec eux. Comme preuve de décadence due au vieillissement biologique et à l'infidélité morale, il évoque les Gallo-Romains; comme preuve de familles adaptées et rayonnantes, les Canadiens, les colons du Maroc; comme preuve de foi envahissante, la chrétienté lyonnaise primitive l'actuelle chrétienté anglo-saxonne.

Toutefois, le Père, rencontrant ici certaines intuitions de Toynbee, discerne dans la progression religieuse deux étapes : d'abord force ascensionnelle de la masse minoritaire, puis acceptation de ce monde nouveau par les cadres de la nation. Il voit une confirmation de cette loi sociologique dans Constantin et souhaite qu'elle se vérifie à nouveau pour les masses asiatiques contemporaines :

Seule l'inauguration d'une ère constantinienne permettra d'engranger les moissons blanchissantes; que l'empereur Constantin se réincarne dans un individu ou dans un parti, la seule issue est que la minorité christianophile soit appelée à diriger les destinées de la majorité. A ce moment-là, il fera bon être chrétien, et la majorité, ainsi que cela se produisit au IVe siècle, s'engouffrera dans l'Eglise et demandera le baptême. Avec sa christianisation progressive naîtra une nouvelle civilisation chrétienne.

Ces présupposés une fois admis, on peut reprendre les données statistiques sous un double aspect. D'une part, sur la base d'évaluations proportionnelles, fixer un indice de la situation ou de la

santé d'une chrétienté. D'autre part, par le moyen de courbes comparées, établir la tendance générale. Les évaluations proportionnelles et la courbe de tendance doivent porter : 1° sur le rapport catholique et non catholique, 2° sur le rapport clergé et population globale, 3° sur le rapport du clergé et de la communauté catholique, 4° sur le rapport du clergé indigène et clergé étranger, 5° sur l'extension des auxiliaires religieuses (pp. 13-14).

La fin de l'article est consacrée à définir ces courbes par des chiffres très évocateurs. Et le Père, après avoir encouragé certains travaux français et félicité les travaux anglo-saxons, conclut :

Mais nul n'a encore osé s'attaquer à des statistiques complètes ni à en tirer des réflexions méthodiques. Ce serait pourtant rendre un réel service à la cause de l'Église catholique dans l'ère de l'efficience et de la technique où nous sommes entrés.

Les lecteurs fidèles — s'il s'en trouve — des *Azimuths* ont deviné avec quelle révérence on a salué au passage ce sympathique Constantin, politique aux intuitions heureuses, — prosélyte resté à la porte jusqu'à sa mort, « évêque » du paganisme romain, peu ferré sur le dogme, assez expéditif en morale, mais à qui il a été beaucoup pardonné, parce qu'il a beaucoup donné. Les yeux ronds avec lesquels le contemplaient les bons évêques provinciaux, convoqués par lui à Nicée, sont presque une tradition de chrétienté. Il ne faut pas néanmoins que la splendeur de ce personnage légendaire nous charme au point de nous faire perdre le sens critique.

Mes devoirs donc une fois rendus à Sa Majesté sérénissime et impulsive, il me faut redescendre au malheureux XX^e^ siècle dont nous avons l'honneur d'être. Et là, je sens quelque difficulté à admettre non les chiffres, ni les critiques ou réserves du P. Naïdenoff, mais son interprétation et ses bases inductives. Ces questions ont assez d'influence sur le comportement missionnaire pour mériter qu'on s'y arrête quelque peu.

Je m'attacherai surtout aux pages 12, 13, 14, que je viens de résumer; j'espère être fidèle à la pensée de l'auteur et à sa progression en transposant en termes de sociologie religieuse deux problèmes, celui, d'une part, des rapports entre la minorité active et la masse qu'elle pénètre, d'autre part et à un second stade, celui des rapports entre la minorité envahissante et les responsables politiques, hommes ou partis au pouvoir.

2) *La minorité et la masse environnante.*

Il faudrait ici, je crois, distinguer soigneusement à quelles causes cette minorité doit son mordant, sa vitalité. Purement biologique, sa vitalité ne pose pas ici de problème. Il serait seulement intéressant d'en étudier d'abord les modalités, puis l'en analyser les résultats non seulement religieux, mais missionnaires. Autre, en effet, le mode de rencontre biologique, religieuse et missionnaire des Barbares et de la Gaule romaine, qui d'ailleurs n'a pas été aussi simpliste qu'on nous le dit page 12, autre celui des actuels colons français et de l'Islam marocain, autre enfin celui des colons français du XVII^e^ siècle et du Canada.

Comme exemples de vitalité non plus biologique, mais proprement religieuse, on nous évoque la primitive chrétienté lyonnaise, et l'actuelle chrétienté états-unienne. Est-ce vraiment la même Espérance qui soulève ces deux groupes? De plus, le P. Naïdenoff nous invite, page 5, à faire la part de la vitalité biologique, de la « natalité exubérante » des États-Unis dans leur ensemble. D'un autre côté, il est difficile de comparer les difficultés de Pothin et d'Irénée à celles du cardinal Spellmann ou de Mgr Sheen; Truman n'est pas un Commode; dans les rapports publics entre catholiques et protestants, on en n'est pas encore aux lynchages. Et quant au baptême des structures, presse, stade, radio, cinéma, je veux bien qu'il existe et qu'on y adore Dieu, mais peut-on appeler vraiment « baptême » le moralisme spécifique des Anglo-saxons en général, s'il laisse intact dans ces structures mêmes un capitalisme que des théologiens autorisés — occidentaux, il est vrai, ont traité d'athéisme? Bref, ce baptême ne serait peut-être encore que l'exorcisme d'un seul diable. En tout cas, il est peut-être trop tôt pour juger : la chrétienté lyonnaise a réussi; la chrétienté états-unienne n'est encore que minorité; elle semble d'ailleurs ressentir certaines inquiétudes de son caractère « massif », et rejeter à sa manière, c'est-à-dire très efficacement, la disproportion entre sa masse et ses élites. Qu'on ne voie ici aucune critique faite à cette magnifique chrétienté; seuls peuvent s'exercer les Américains eux-mêmes et les autorités romaines. Mais pour nous, s'il est utile de faire des comparaisons avec l'Europe religieuse, d'extrapoler pour l'Asie missionnaire, il est bon aussi de souligner les différences, surtout celles sur quoi la volonté ne peut rien : celles qui prennent place, comme résultat de toute une histoire, parmi les données du problème. On peut regretter, critiquer ces données, mais elles s'imposent aux hypothèses de solution.

b) *La minorité et les responsables politiques.*

La même remarque me semble valable en ce qui concerne Constantin. Cet immense personnage est difficile à traiter avec tous les égards qu'il mérite, car il a un millénaire et demi d'existence; c'est une antonomase, une dynastie, une courbe géométrico-historique, un genre politique. Il y a en particulier le type 313, accepté par l'Église, qui a survécu à Byzance jusqu'en 1453, et en Russie jusqu'en 1917; le type 800, dit Charlemagne, choisi par l'Église, révision du précédent par le pape Léon III, refondu au XIII[e] siècle par Philippe-Auguste, réformé en Allemagne au XVI[e], éteint chez nous en 1789 et chez nos voisins en 1918. L'histoire en a surtout connu la forme autocratique. La forme démocratique-occidentale est plus fuyante.

Le P. Naïdenoff s'intéresse surtout au Constantin premier du nom, l'éponyme, comme disent mes maîtres. Si on analyse cette divine surprise, la première chrétienté, une triple conjonction me semble l'avoir permise; d'abord une masse païenne assez amorphe politiquement, tenue par un solide réseau bureaucratique, et religieusement inquiète; puis une Église d'abord assez souple encore, apostolique de toute elle-même, organisée, riche, mais conquérante, persécutée mais soulevée par l'espérance, avec une liturgie à la fois mystérieuse et accessible; en troisième lieu un pouvoir politique disputé entre plusieurs concurrents, chacun cherchant partout des atouts. A cette triple conjoncture, il faut ajouter une triple chance; c'est Constantin qui a gagné, Constantin religieusement et politiquement monothéiste, celui qui avait misé sur le christianisme. Et il a dominé le monde alors connu, assimilé les Goths, contenu les Parthes. Enfin, surtout, il a duré.

Si ces présupposés sont exacts, si ces trois séries de conditions sont nécessaires et suffisantes, pour autant que se prête l'expérience historique, peut-on au XX[e] siècle espérer un Constantin ?

Puisque l'Asie semble à bon droit dominer l'horizon du P. Naïdenoff, je chercherai quelques éléments de la réponse dans le remarquable article qui suit le sien, intitulé « la conjoncture missionnaire en Chine » (pp. 17-30). Encore me contenterai-je de ce qui concerne l'Église, laissant à d'autres de calculer l'évolution possible de la politique chinoise et de sonder les inquiétudes religieuses des masses chinoises actuelles. Peut-on dire que l'Église catholique chinoise de 1950 a les mêmes chances que l'Église catholique romaine en 313 ? J'en doute. D'abord, l'Église catholique a seize siè-

tes de plus, dont dix au moins de chrétienté; en outre, l'Église chinoise semble s'être compromise avec un ersatz de Constantin, le protestant Tchang Kaï-Chek (p. 17), dont la corruption et l'impuissance a entravé la « mobilisation morale » (p. 18) et qui n'a pas su satisfaire le besoin de justice sociale (p. 19) ni le sens eschatologique (p. 19), ni la tradition chinoise d'universalisme (p. 20). Et voici qui touche plus directement l'Église, et qui est plus important : 1° le catholicisme est resté étranger, importé, malgré les efforts pour créer un clergé indigène; de plus « derrière le missionnaire se profile toujours l'ombre d'une canonnière » (p. 21); 2° le catholicisme est resté trop lointain : pas d'effort intellectuel, alors qu'en Chine il fallait — contrairement, semble-t-il, à la tactique américaine, et en conformité avec la technique des Jésuites au XVII^e siècle — viser l'élite intellectuelle avant la masse. Or, dans le domaine de la vulgarisation, peu de livres ont été traduits, ou seulement de second ordre;

un missionnaire déclarait récemment : « C'est un péché mortel qu'il ait fallu attendre cent ans pour traduire la Parole de Dieu dans le Pays des Livres Sacrés » (p. 22).

Je crois savoir qu'en Indochine aussi, les *Examens* de Tronson ont été traduits avant l'Évangile. Dans le domaine de l'élaboration doctrinale, même insuffisance : au lieu de découvrir dans la pensée chinoise les diverses pierres d'attente,

les missionnaires se sont contentés d'une prédication catéchistique occidentale et surtout trop latine dans sa forme; ... (ils) ont cherché tout simplement à appliquer aux fidèles chinois un catholicisme élaboré à « l'étranger pour répondre aux besoins des chrétientés embourgeoisées de l'Occident » (p. 22);

3° le catholicisme n'a eu aucune crise de croissance, malgré ses martyrs, à cause d'une formation insuffisante du clergé chinois, formé à la latine, coupé de son milieu par sa culture et sa sécurité économique (pp. 23-24).

Je ne puis malheureusement rien citer du reste. Mais ce résumé suffit pour qu'on puisse conclure que si l'on veut une Église chinoise prête à soutenir le choc du futur Constantin, il faudrait la préparer par des méthodes pré-constantiniennes. Est-ce possible, et comment ? C'est à d'autres que moi d'y répondre. Ceux que la Chine missionnaire intéresse trouveront dans *Unterwegs* (1950, n° 3) un article traduit en allemand, du missionnaire anglican G. Baker, intitulé « L'Église chrétienne sous une autorité non chrétienne ». Les références à l'Église primitive et aux rapports avec l'Islam

paraissent à ce missionnaire très instructives pour résoudre, d'un point de vue non catholique, les relations avec la Chine actuelle.

Avant de conclure, je voudrais rappeler un fait et poser une question. Si l'on trouve un Constantin souhaitable, il faut en choisir un qui réussisse. L'exemple de Tchang Kaï-Chek est éloquent, pour faire un exemple français plus récent. Celui aussi que fournit l'histoire missionnaire du Japon au XVII^e siècle, évoqué dans les *Annales* (de L. Febvre, chez A. Colin, avril-juin 1950, pp. 198-212), et sur lequel j'aimerais revenir. Ma question sera la suivante : si l'on estime un Constantin souhaitable à certains points de vue, ne faut-il pas demander à l'histoire, maîtresse de vie, dit Léon XIII après Cicéron, si l'expérience de chrétienté est de tous points désirable ? Ici encore, c'est à l'historien de résoudre ce problème délicat et passionné en faisant appel à ses confrères ou à ses maîtres : l'apologète, le docteur, etc. Mais peut-être la discussion restera-t-elle à jamais ouverte entre « prophètes ».

A.-Z. SERRAND.

## Le mois d'octobre

Le 14 octobre, dans l'île de Wake, le général Mac Arthur a un entretien d'une heure avec le président Truman, venu exprès de Washington, et qui, le 17, fait à San Francisco un important discours dans lequel il invite l'U.R.S.S. à donner des signes de sa volonté de paix.

*La guerre de Corée.* — Après l'adoption, le 7 octobre, par l'O.N.U., de la résolution des Huit, autorisant l'occupation de toute la Corée, le général Mac Arthur lance une dernière sommation et fait franchir le 38^e parallèle à ses troupes. Celles-ci occupent la capitale, Pyong Yang, et après le parachutage du 20 sur les arrières communistes et le débarquement à Wonsan, sont pratiquement maîtresse du pays. Le gouvernement de Pékin se contente de faire savoir par une déclaration du ministre des Affaires étrangères, le 11, que « le franchissement du 38^e parallèle constitue une menace pour la Chine ». — Aussitôt réinstallé à Séoul, le président Syngmann Rhee inaugure un régime de sanglante répres-

ion. Autorisation lui est refusée par l'O.N.U. d'étendre son gouvernement à tout le pays. Dans les derniers jours du mois, on signale un raidissement des troupes nord-coréennes, un recul des troupes du Sud et la présence de forces chinoises au sud du Yalu, frontière entre la Corée et la Mandchourie.

*Viet-Nam.* — L'évacuation de Caobang et de Pakha, le 3, aboutit au désastre où sont pratiquement exterminées la colonne évacuante et la colonne qui venait de That Khé à sa rencontre. Le 11, évacuation de Thai Nguyen. Le 17, M. Letourneau et le général Juin arrivent en mission extraordinaire. Le 20, évacuation de Langson. Le 17, M. Jules Moch obtient une importante aide en matériel et armements; mais, par ailleurs, M. Acheson déclare qu'aucun appui en hommes ne sera accordé en Indochine.

*Thibet.* — 27 octobre, des unités chinoises pénètrent au Thibet.

*Indonésie.* — Le 3, les troupes indonésiennes attaquent l'île d'Amboine et rejettent, le 10, la demande de cessation des hostilités présentée le 7 par la commission de l'O.N.U.

*O.N.U.* — Les 23 et 24 octobre, dans un regain de faveur, l'O.N.U. fête le cinquième anniversaire de la charte de sa fondation à San Francisco. Le 18 avait été adopté à la commission politique, par cinquante-cinq voix contre cinq (U.R.S.S. et satellites), le préambule de la Résolution des Sept permettant à l'Assemblée d'agir en cas d'agression si le Conseil de Sécurité est paralysé par un veto. Les jours suivants se passent dans une atmosphère de conciliante collaboration pour l'élection de la « Commission d'observation pour la paix », où est élu un représentant de l'U.R.S.S. Les difficultés renaissent à l'occasion de l'élection du secrétaire général de l'Assemblée, fonction remplie jusqu'ici par M. Trygve Lie.

*La Haye.* — La France porte devant la Cour internationale son différend avec l'Association commerciale américaine du Maroc.

*Le réarmement allemand.* — En dépit du désaccord franco-américain, l'Allemagne occidentale étudie sous la direction du comte Schwerin les conditions de son réarmement. Le 8, M. Mac Cloye déclare que la participation allemande à la défense de l'Europe n'est possible que si le gouvernement et le peuple allemands y sont favorables. Par protestation contre ce réarmement, le ministre de l'intérieur (C.D U.,

protestant ami du pasteur Niemoehler) démissionne; il est remplacé par le Dr Lehr (C.D.U., également protestant) qui déclare, le 12, que l'Allemagne ne sera pas une armée de mercenaires, et fait publier, le 14, par l'Industriekurier, un discours qu'il prononça le 1er octobre, alors qu'il n'était pas encore ministre, et dans lequel il attaqua violemment le pool Schuman. Le 19 octobre, le gouvernement de Moscou fait remettre une note aux gouvernements occidentaux pour protester contre le réarmement de l'Allemagne occidentale, et le 20 s'ouvre à Prague la conférence des ministres des Affaires étrangères de l'U.R.S.S. et des démocraties populaires qui s'achève par la même protestation. Le 24, le quai d'Orsay fait tenir aux représentants diplomatiques du pays du Pacte Atlantique une note proposant l'intégration d'unités allemandes dans l'armée européenne, la discussion internationale devant commencer sur ce point après que seront signés les premiers accords sur le pool Schuman. Le comte Schwerin, qui avait déclaré le 25 la nécessité de mettre en place dès maintenant les états-majors allemands, « est démissionné » le 30. Depuis le 28, le Comité de Défense Atlantique est réuni à Washington.

*U.R.S.S.* — La campagne préparatoire aux élections de novembre se déchaîne avec violence, prenant pour trempli la situation internationale. Le 5, M. Stassen annonce qu'il a demandé au maréchal Staline un entretien personnel. Sa demande reste sans succès.

*Grande-Bretagne.* — *Margate,* Congrès travailliste, M. Bevin fait rejeter, le 5, la motion de gauche, et fait approuver le 6, la politique du gouvernement à l'égard du pool Schuman. *Blackpool,* 12 octobre, ouverture du Congrès conservateur. Le 19, démission pour raisons de santé de M. Stafford Cripps; il est remplacé par M. Gaitskell.

*Autriche.* — Vienne (4-5 octobre), grève générale manquée. *Jordanie,* 14 octobre, formation du nouveau gouvernement. *Israël,* 15 octobre, M. Ben Gourion est chargé de former le nouveau gouvernement. *Beyrouth,* le 30, le général Hinnaoui, auteur du dernier coup d'État, est assassiné. *Athènes* 3 octobre, M. Venizelos annonce la négociation de pactes de sécurité avec l'Italie, la Turquie et la Yougoslavie. *Suède,* 29 octobre, mort du roi Gustave V de Suède.

*France.* — 1er octobre, voyage du sultan du Maroc à Paris. 17 octobre, rentrée parlementaire; débats sur l'Indochine et sur le réarmement allemand.

# MALRAUX OU L'ANGE TRAQUE

*L'héroïsme n'est pas une perfection morale, et les occasions ne manquent pas de constater qu'il s'oppose beaucoup à la sainteté. Il s'accommode de tout, du plaisir, de l'ennui, de l'ambition, du désespoir. De tout, sauf du retour en arrière, c'est-à-dire de la trahison. Ne lui donnons pas plus d'éclat qu'il n'en mérite : sa présence est plus souvent le signe d'une époque déshumanisée que d'un siècle de justice et d'amour. Malheur aux peuples qui font une grande consommation de héros! Ils vivent vertigineusement, se grisent d'altitude et omettent de considérer que leur piédestal est d'ordinaire fait de cadavres. Contre Horace, Camille a cent fois raison de maudire la superbe romaine, dans le panneau de laquelle tombe Corneille : ne parle-t-il par d'*honorer *le triomphateur?*

*Voilà un geste que ni Malraux ni ceux de ses personnages qui témoignent pour lui ne sont prêts à accomplir. De Bernanos, on a dit qu'il avait la rage des causes perdues. On pourrait dire du romancier de* La Voie royale *qu'il a plutôt la rage des causes* incentendues. *C'est bien pourquoi le héros l'intéresse à peine, qui est jugé une fois pour toutes, qui ne s'est jamais posé de questions, au sujet de qui on ne s'en pose presque jamais. Qui est, pour tout dire, invulnérable. Or, Malraux est le plus vulnérable de nos contemporains : il n'est pas une angoisse qui ne fasse flèche contre lui. S'il*

*a couru l'univers, souvent en armes, ce fut plus fréquemment à la recherche d'un nouveau problème que dans un but idéologique. Shangaï, Barcelone : des questions. Des questions brûlant comme une torche. En Chine : « La souffrance ne peut avoir de sens que quand elle ne mène pas à la mort, et elle y mène presque toujours... » Le communiste Kyo pose en ces termes la question du mal physique. Dans une maison d'Altenbourg : « Nous ne sommes hommes que par la pensée; nous ne pensons que ce que l'histoire nous laisse penser, et sans doute n'a-t-elle pas de sens. Car l'homme est un hasard, et, pour l'essentiel, le monde est fait d'oubli. » Ainsi Mollberg met-il en cause la valeur de l'intelligence. Dans les* Conquérants, *Garine proclame : « Je hais la bourgeoisie dont je sors... Mais quant aux autres, je sais si bien qu'ils deviendraient abjects dès que nous aurions triomphé ensemble... » Voilà posé le problème de l'éducation.*

*Malraux-Kyo, Malraux-Garine, Malraux-Mollberg, Malraux-poseur-de-questions : un homme taraudé. Rien ne l'arrêtera. Il va de la révolte à la passivité, mais pour lui tous les chemins ne mènent pas à cette révolte ni à cette passivité. Un seul lui est praticable : le chemin de l'angoisse... Ordinairement, les gens de parti sont très sûrs de leur programme. Malraux n'est pas de ceux-là. Même devant cinq mille acolytes (acolytes d'un autre que lui, évidemment), sur une estadre politique, il a le front lourd, la parole inquiète, les gestes interrogateurs. Bien fort serait qui pacifierait cette âme!*

*Depuis longtemps, depuis son premier roman, Malraux sait qu'à ses questions personne n'apportera une réponse satisfaisante. D'en avoir la certitude ne l'arrête pas de chercher, de dévisager le passé et le présent, chaque homme en particulier et la foule sans visage, mais non sans âme. Démarche opposée à celle de l'aventurier, qui attend quelque chose, qui court au mystère avec l'intention de le violer à coups de poings ou de*

*fusil. L'aventurier consent bien à perdre un membre dans la bataille, mais il tient à sauver l'essentiel. L'Évangile le condamne qui dit : « Celui qui veut sauver son âme la perdra. » L'aventurier a plus d'entrailles que d'esprit. Tandis que Malraux, intellectuel, raisonneur (avec une raison au singulier, et peu encombré de raisons au pluriel) décevra quiconque préfère l'adhésion à la réflexion.*

*Sur les champs de guerre de Toulouse, ou de Talavera, sur les quais de Hong-Kong et dans les rues de Shangaï, Malraux est un soldat parmi des milliers de soldats. En réalité, il n'est pourtant pas un soldat comme les autres. Implacable, il suppute, il remue des idées, il s'applique à saisir sans espoir ce qui justifie l'homme. Où la plupart ne pensent qu'à tuer, pour éviter de l'être, il pense à la vie, — et à la mort sans doute, — mais non tellement à la sienne propre. C'est de cette hauteur que des hommes fortement entravés par une foi politique cherchent à faire choir celui qu'ils ont beau jeu d'accuser d'angélisme. Malraux agace, bien sûr, les dialecticiens soucieux d'efficacité immédiate, — qui reprochent à l'un de ses personnages, Tchen, de soulager un ennemi mourant, alors qu'il y avait les siens à aider. Si la charité bien ordonnée commence par soi-même (ainsi que le veut le plus bourgeois des proverbes), il est logique — oh combien! — de prendre une chaise, un miroir et un traité de médecine. Une seule charité est alors praticable : la charité de soi-même pour soi. Mais est-ce là ce qu'on entend par charité?*

*Qu'on n'aille pas remarquer que ce mot, faisant partie du vocabulaire chrétien, est ici hors de propos. Malraux n'a rien d'un moine, et ce n'est pas nous qui le baptiserons de force. Mais le portrait serait partiel, et partial, sans ce trait de son visage intérieur qu'est l'affrontement avec la culture chrétienne. Le typographe de Barcelone qui déclare à Ximénès : « On n'enseigne pas à tendre l'autre joue à des gens qui depuis deux mille ans n'ont jamais reçu que des gifles », pose du coup une nouvelle*

*question, la plus troublante pour nous, celle que l'auteur formule en dix endroits de son œuvre : « Qu'est-ce que le christianisme a fait du peuple? » Gardons-nous d'y répondre sereinement. Et n'oublions pas, si nous tentons une défense, la parole de Job : « Dieu n'a pas besoin de nos mensonges. »*

*Si Malraux fait dire à Perken : « Toute ma vie dépend de ce que je pense du geste d'appuyer sur la gâchette au moment où je suce le canon de ce revolver. Il s'agit de savoir si je pense : je me détruis, ou : j'agis. La vie est une matière. Il s'agit de savoir ce qu'on en fait, bien qu'on n'en fasse jamais rien... Mais il y a plusieurs façons de n'en rien faire... » — si Malraux tourne autour du problème de la destinée, s'il le fait avec cette amertume, ne nous y trompons pas. Ce n'est pas d'être inutile (dans le sens existentialiste : « L'homme est une passion inutile », a dit Sartre), mais de n'être pas plus utile; c'est de savoir que la bataille est immense et les guerriers peu nombreux. Il est dans la bataille. On ne peut lui demander une adhésion plus franche. Mais ce serait perdre sa peine que d'exiger qu'il manie l'arme sans se demander s'il en résultera une plus grande communion ou une plus grande solitude humaine.*

*Cet ange violent a son mystère, une dernière question : non pas de savoir pourquoi il est ange, mais pourquoi le sentiment de l'imperfection universelle rejoint celui de la contrainte.*

MAURICE CHAVARDÈS.

# CINEMA

*A propos de la querelle autour de : « Dieu a besoin des hommes ».*

Nous avons déjà dit, en rendant compte du Festival de Venise, l'importance du film de Delannoy, *Dieu a besoin des hommes*, et nous laissions prévoir les discussions qu'il ne pourrait manquer de susciter. Le prix international qui lui a été attribué par le jury du Festival ne sera guère contesté, car l'œuvre s'impose par sa grande qualité artistique. Le prix de l'*Office catholique international du cinéma*, en soulignant l'intérêt que les catholiques attachent au film, a étonné certains et contraint les chrétiens à se poser les problèmes soulevés par le film.

*Dieu a besoin des hommes* n'est pas un film à thèse. Ce n'est pas non plus un film à idées (au sens où *Justice est faite* et *La vie commence demain* sont des films à idées). C'est un récit qui prend prétexte d'un événement vrai, survenu voilà plusieurs générations dans l'île de Sein, à l'extrême pointe de la Bretagne. Nous avons déjà résumé le sujet dans notre dernière chronique. Essayons seulement de dégager les questions qu'il pose.

La population de l'île de Sein telle que nous la présente le film (en situant le récit voilà cent ans) est fruste et primitive. Dans cette île désolée, sans eau, sans bois, sans culture, les seules ressources normales sont la pêche et l'exploitation du goémon. Les îliens y ajoutent le pillage des épaves que la mer jette sur leur côte. Il leur arrive même d'aider aux naufrages en allumant des feux pour attirer les navires. Il leur arrive aussi de faire sur le continent des incursions pour ramener un cochon ou quelques fagots. Toute la population de l'île est complice de ces pillages et de ces vols. Le dernier curé a tout fait pour la ramener dans le droit chemin et a fini par s'enfuir, désespéré, préférant être aumônier des bagnards plutôt que recteur de l'île de Sein.

Cette population désormais sans prêtre est, malgré ses péchés, profondément religieuse et chrétienne. Le principal

mérite du film consiste à rendre sans cesse présent à l'esprit et au cœur du spectateur la profondeur de ce besoin religieux insatisfait. Les îliens exigent, envers et contre tout, d'avoir leur messe le dimanche. Quand une femme de l'île se croit à l'agonie, elle est torturée par l'idée de mourir sans confession. On nous fait partager chez d'autres une véritable faim de Dieu et de la communion.

Ces circonstances incitent le sacristain Thomas, un pêcheur de l'île comme les autres, à essayer, selon ses moyens, de remplacer le prêtre. Il ne s'occupe au début que de l'entretien de l'église. Le dimanche, la population force la porte et Thomas fait chanter le *Credo* et prend la parole pour rappeler à l'assistance ses fautes et les raisons de son abandon. Mais les fidèles exigent sans cesse plus. Thomas est contraint par eux, en plusieurs circonstances, d'administrer des simulacres de sacrements. Il sait et proclame qu'il n'en a pas le droit. Il résiste autant qu'il peut et va supplier, sur le continent, le curé le plus proche de venir à son secours. Mais la paroisse reste toujours abandonnée à elle-même; Thomas en vient finalement à se préparer à dire lui-même la messe.

A ce moment seulement intervient dans le film un véritable prêtre. C'est un curé breton, bon prêtre, mais brusque de ton et d'allure (comme il en existe d'ailleurs); il a été investi par son évêque de la pénible mission d'enquêter sur les sacrilèges qui, aux dires des gens du continent, se déroulent dans l'île et doit ramener de l'ordre dans cette paroisse qui s'est placée, inconsciemment d'ailleurs, au bord de l'hérésie. On lui a imposé une escorte de gendarmes qui n'arrangent pas les choses et qui doivent enquêter de leur côté sur les crimes et délits des îliens.

Malgré la dureté (explicable) de l'algarade dont le gratifie le curé, Thomas reconnaît ses erreurs et se soumet. Un drame (le suicide d'un habitant de l'île) remet tout en question, car le curé se doit d'interdire l'enterrement religieux du suicidé et dresse ainsi tous les paroissiens contre lui. Thomas se trouve une fois encore placé par les circonstances en opposition avec les règles de l'Église. Il use ensuite de tout son ascendant pour amener la population à une soumission définitive à l'autorité légitime du vrai prêtre (autorité qu'il a toujours reconnue).

*
* *

Donnons la partie belle à ceux qui critiquent le film et examinons les principales accusations portées contre lui.

Delannoy a bien spécifié, dans la présentation qu'il a faite du film à Venise, et dans les interviews qu'il a données en privé ou à la radio, qu'il n'a jamais eu l'intention de faire un film d'édification ou de propagande religieuse. Il ajoute même — et nous serions tout à fait d'accord avec lui sur ce point — qu'un film, en voulant trop prouver, manque son but et que l'essentiel pour lui était de « rencontrer Dieu » et de poser à l'écran le problème de la foi. Précisons d'autre part que les prix qu'attribue l'*Office catholique international du cinéma* ne sont pas destinés à récompenser des films édifiants ou même spécifiquement « catholiques », mais des films qui, par leur haute tenue et leur portée, peuvent « contribuer au relèvement spirituel et moral ».

Par une sorte de déformation prédicante, les critiques les plus banales et les plus courantes qui ont été faites, au cours de projections devant des auditoires catholiques, ont consisté à regretter que le film n'ait pas pris l'allure d'une sorte de sermon ou d'illustration du catéchisme. Pour schématiser, on aurait voulu que le sacristain soit un « bon jeune homme » qui, à chaque demande des fidèles, réponde par un petit exposé sur la signification et la valeur de chaque sacrement; le film se serait terminé par l'arrivée d'un « saint prêtre » pourvu de toutes les qualités humaines et divines qui aurait conquis un à un tous ses paroissiens et donné l'exemple du retournement d'une « mauvaise paroisse » devenue « paroisse modèle ».

Il est inutile d'insister sur l'erreur d'une telle position. On peut concevoir des « films de patronage » destinés à montrer les choses telles qu'elles devraient être, et qui seraient l'analogue des histoires édifiantes et pédagogiques que l'on raconte aux enfants. Mais on peut douter de l'influence que peuvent avoir de tels récits sur un public d'adultes et sur le grand public en général. Comment croire à un monde où tout se déroule comme il se doit? Ce n'est pas le cas du nôtre. En montrant le monde tel qu'il devrait être on décrit un monde faux. On veut en faire un exemple. Mais quelle est la valeur d'un exemple auquel on ne croit pas?

*Dieu a besoin des hommes* développe le récit d'un cas particulier, localisé et daté. Il décrit une population vraie avec ses péchés et ses grandeurs, sa foi et ses incompréhensions. Il pose ainsi des problèmes sans en imposer la solution. C'est là que réside son intérêt.

Mais le film s'est heurté à un autre ordre de critiques : celles des intellectuels qui sont choqués par le décalage entre la grandeur des problèmes soulevés et l'humilité, la simpli-

cité d'âme et de langage de ces chrétiens illettrés. Je pense à la position de mon confrère Chauvet du *Figaro*, qui écrit : « *On ne refuse naturellement pas de s'intéresser au salut de ces êtres, encore qu'ils fassent du crime leur pain quotidien... On observe avec sympathie les efforts que tente un pauvre indigène analphabète* », mais qui ajoute « *ses gestes traduisent une sorte d'indigence morale et n'éveillent déjà plus qu'une demi-pitié... Quant aux « fidèles »... certains d'entre eux témoignent d'une grande misère intellectuelle qui les identifient presque au « minus habens »*. Il conclut enfin : « *Dès cet instant, le procès nous paraît tout à fait clair : nous sommes en présence d'une humanité dont le paupérisme intellectuel intéresserait plutôt les auteurs de courts métrages documentaires.* »

L'essentiel de cette position consiste à juger qu'un « pauvre indigène analphabète » et une population affligée d'une grande « misère intellectuelle » ne sont pas dignes de poser devant nous des problèmes aussi élevés, aussi difficiles que ceux de la foi et du rôle du prêtre.

Faut-il rappeler que c'est à des analphabètes, à des pauvres et à des misérables (intellectuellement aussi bien que matériellement) que fut prêché l'Évangile et que ce sont des gens simples, sans cesse au bord de la superstition, dont la foi nous est sans cesse donnée en exemple par le Christ ? Faut-il rappeler que les apôtres eux-mêmes font sans cesse preuve d'un « paupérisme intellectuel » qui les remplit d'incompréhension à l'égard des paroles du Seigneur ? Sans doute le peuple que nous présente le film n'est-il pas un peuple qui découvre le christianisme, c'est un peuple très anciennement christianisé; pourtant, l'atmosphère du film fait souvent penser aux premiers temps du christianisme, à l'explosion de la foi dans un monde encore tout humain, c'est-à-dire dans un monde païen. On y saisit la foi et le besoin religieux à sa source et dans ses racines les plus profondes, comme une réponse aux questions essentielles que pose la vie même; la naissance et la mort, l'inquiétude d'un au-delà et le besoin d'une transcendance suscitée par une lutte constante avec une nature inhospitalière.

A-t-on le droit, dans ces conditions, de se désintéresser du film parce que l'humanité qu'il représente n'est pas une humanité cultivée et intellectuellement supérieure ? La religion n'est pas seulement l'affaire des gens cultivés, et les plus intelligents d'entre eux ont des leçons à prendre au spectacle des réactions d'êtres simples mais vrais. Quant à la condescendance avec laquelle on accepterait de se pencher sur ces êtres « qui font du crime leur pain quotidien », elle

moigne d'un singulier oubli de la condition pécheresse dans quelle tout chrétien ne peut manquer de se trouver lui-ême placé.

Au demeurant, si nous reconnaissons volontiers que les rsonnages du film correspondent à ce que nous pouvons voir d'une population arriérée et coupée du monde, nous geons tout à fait inexact de parler d' « indigence morale » propos de Thomas et de *minus habentes* à propos des tres iliens. Indigence morale chez cet homme qui trouve de i-même les mots qu'il faut pour parler de Dieu à ses frères qui vit d'une manière pathétique la découverte des respon-bilités et des problèmes de conscience qui se posent au prê-e ? En fait de *minus habens,* nous ne découvrons dans le m que la folle qui est donnée comme telle. Les autres sont x prises avec des problèmes humains singulièrement sem-bles aux nôtres et qu'il ne serait pas difficile de trans-ser dans la vie personnelle de chacun d'entre nous.

Il semble que cette sorte de critique se ramène essentielle-ent à une question d'expression. Tous ces personnages rlent haut et fort comme le font des gens vivant en plein r et souvent en pleine mer. Ils utilisent les mots de tous s jours pour exprimer des pensées qui débordent le cercle la vie quotidienne. Leur vocabulaire ne comprend pres-e aucun terme abstrait. Mais c'est précisément le mérite s scénaristes-dialoguistes Aurenche et Bost d'avoir su leur re parler le langage vrai des gens simples et d'avoir donné ce langage sans phrases une grandeur et une force qui ccorde à la grandeur même du sujet. Il peut sembler suffisant d'aborder des questions aussi difficiles que le rôle prêtre dans l'administration des sacrements sans avoir ours aux finesses du langage théologique ou philosophi-e; mais c'est précisément l'emploi du langage de tous les urs qui donne au film sa vérité et à son message une uveauté et une violence auquel n'importe quel public sera nsible.

Notre intention n'est pas de démontrer que le film est ns défaut et qu'on ne peut lui reprocher aucune insuffi-nce. L'hebdomadaire *Radio-Cinéma* a procédé dans son méro du 29 octobre à une intéressante confrontation des inions d'un certain nombre de personnalités catholiques à gard du film. Une réserve importante — beaucoup plus lable que les précédentes — a été reprise par presque tous ux qui ne se déclaraient pas entièrement d'accord avec le m. Elle porte sur l'opposition incontestable qui s'établit tre les besoins réels de cette population dans le domaine

religieux et la réponse qui leur est donnée par l'Église con
tituée, par la hiérarchie.

Le sujet même du film s'appuie sur l'absence du prêtr
Quand la hiérarchie envoie enfin un prêtre, il appara
humainement beaucoup moins sympathique que Thomas,
sacristain; il n'est pas de l'île, il n'est pas sorti de ce peupl
il arrive de l'extérieur avec une mission d'autorité et d
discipline. Quoique son attitude soit extrêmement vraisem
blable et nullement caricaturale, quoique chacun de se
gestes et chacune de ses paroles soient objectivement et doctr
nalement justifiés, l'ensemble de son comportement ne peu
que souligner le manque de contact entre ce pasteur et so
troupeau, l'abîme qui s'est creusée, dans ce cas particulie
entre le prêtre et les fidèles.

Tout en reconnaissant le caractère incontestablement rel
gieux du film, on a parfois prononcé à son sujet le mot d'an
ticléricalisme. Non pas au sens le plus commun et le plu
politisé du mot, au sens où l'anticléricalisme consiste à tou
ner le prêtre en ridicule et à le charger de tous les défau
et de toutes les fautes que la morale chrétienne dénonce.
s'agit de l'anticléricalisme plus profond qui consiste à cr
tiquer le rôle et le statut du prêtre dans la société d'hie
et parfois dans celle d'aujourd'hui, à dénoncer l'importanc
attachée par certains aux institutions plutôt qu'au témo
gnage et la conception du prêtre comme une sorte de fon
tionnaire d'autorité.

Le film ne donne pas de réponse à la question ainsi posé
Il décrit seulement, sur un cas particulier, un état de fa
qui existe dans d'autres cas. Peut-on lui reprocher de n'avo
pas donné cette réponse, de n'avoir pas indiqué la solutio
(que l'Église actuelle cherche encore elle-même) au pr
blème de l'absence de prêtres dans certains paroisses, à cel
de l'abandon de certaines masses populaires, à celui de l'
daptation du ministère à certaines exigences particulières
Il nous semble important pour les catholique et le clerg
de voir posé, de l'extérieur, avec un tel respect et un s
sérieux, des questions qui suscitent l'inquiétude actuelle d
chacun. Quant au public incroyant qui verra le film, croit-o
que ces questions seront nouvelles pour lui, qu'il ne se le
sera pas déjà posées? Il semble au contraire qu'elles s
situent dans le film sur un plan beaucoup plus noble, beau
coup plus vrai que dans l'opinion publique moyenne et dan
la polémique entretenue par les adversaires de l'Église.

La comparaison du film et du roman de Queffelec, *L
recteur de l'île de Sein*, dont il est tiré, conduit à un regr

beaucoup plus justifié que les critiques précédentes. Dans le roman, le sacristain Thomas trouve sa vocation dans l'aventure où l'ont engagé les circonstances. Il entre au séminaire et finit par revenir comme prêtre ordonné dans son île. L'épisode authentique dont Queffelec s'est inspiré se termina de la même manière. Et sans doute c'est là la réponse la plus valable de l'Église à l'opposition qui apparaît entre l'homme sorti du peuple pour le service de Dieu et celui qui arrive de l'extérieur. Cette réponse consiste à reconnaître la valeur de la vocation de Thomas, à la confirmer en donnant à cet homme sorti du peuple les pouvoirs d'un prêtre.

Le film s'arrête au moment de la soumission de Thomas et des îliens au nouveau curé envoyé par l'évêque. L'histoire reste ouverte. Elle ne comporte pas d'épilogue. Cette différence tient en partie aux nécessités techniques de l'adaptation d'un roman à l'écran (unité dramatique et nécessaire brièveté). Elle tient surtout, me semble-t-il, à la volonté des auteurs de faire choc, de poser des problèmes sans leur donner de solution, de susciter chez les spectateurs une inquiétude, plutôt que de les rassurer en leur répétant une fois encore que tout finit par s'arranger ».

Tel qu'il est, le film ne peut manquer de faire réfléchir les spectateurs, ce qui me paraît essentiel. Il me semble que c'est aux catholiques qui verront le film plutôt qu'aux auteurs eux-mêmes qu'il appartient de conclure, de chercher les réponses aux questions posées. Et si l'on répond que les spectateurs catholiques sont incapables de trouver eux-mêmes les réponses, c'est avouer une bien grande insuffisance de leur formation et reconnaître que le film pose dans son ensemble une question singulièrement actuelle. C'est aussi souligner l'importance qu'il y a à faire entrer le cinéma et la culture qu'il aporte ou qu'il réclame, dans le cadre de nos préoccupations les plus urgentes.

Car, après tout, les critiques les plus pertinentes et les regrets les plus justifiés ne changent rien à un fait incontestable : ce film existe, il touche à des questions qui ne peuvent laisser aucun chrétien indifférent, il sera vu par des millions de spectateurs. Il ne s'agit pas tant pour nous de savoir ce que le film aurait dû être, de le refaire à notre guise, que de nous demander comment il est possible d'en faire comprendre aux catholiques toute l'importance et de trouver le moyen de faire connaître à ceux qui ne sont pas catholiques les réponses que nous proposons aux problèmes qu'il suscite.

J.-P. Chartier.

# LIVRES

## *Nouvelle littérature et nouvelle critique.*

Il y a longtemps qu'André Breton a proclamé la fin d
la littérature entendue comme art « d'agrémenter, si pe
que ce soit, les loisirs d'autrui ». Et c'est tout de suite aprè
la guerre de 1914-1918 que Rivière publiait sa fameuse étud
sur la crise du concept de littérature. Mais l'un et l'autr
parlaient d'une métamorphose renouvelant les fondement
de l'activité humaine appelée littérature, les modifiant et n
les détruisant pas. Pour eux s'instaure la dictature de l
littérature : elle agrandit son domaine, occupe ceux qui n'é
taient pas les siens, se voue à une sorte d'impérialisme, tan
dis qu'elle se pense comme la plus puissante des activités
S'il y a métamorphose de l'idée de littérature, elle consist
essentiellement en ceci : jamais la littérature ne crut si fo
en la littérature.

Or ils sont nombreux aujourd'hui ceux qui proclamen
une nouvelle crise, bien que ce ne puisse plus être une cri
du concept de littérature si l'on voit bien que ce concept es
aboli. Dans sa volonté la plus manifeste, la littérature refus
d'être une idée parmi d'autres, un monde particulier dans l
monde et, plus encore, n'accepte pas d'être une activit
appartenant à un ordre différent de celui de toutes les act
vités humaines. Les écrivains ne croient plus en la litté
rature. En bref, la littérature[1], parce qu'elle ne repose plu
sur une assise esthétique ni sur un désir d'apporter un
contribution autonome à une civilisation commune, inte
rompt son rapport avec l'humanisme.

C'est en 1919 que Block publiait son *Effondrement d
l'humanisme*. Le terrain n'est pas vierge, le problème n'es

1. Naturellement, il ne s'agit pas de toute la littérature, mais d
celle qui exprime le plus complètement l'époque que nous vivon

ts neuf. Peut-être cependant pouvons-nous atteindre au-
ourd'hui, et aujourd'hui seulement, le bouleversement des
œurs littéraires dans toute son ampleur. Pierre de Bois-
effre[2] tente de le prendre d'aussi loin que possible, à partir
Barrès et jusqu'à Malraux, non sans passer par Gide,
Mauriac, Bernanos et Montherlant. En cours de route, il
arque bien que la métamorphose correspond d'abord à
l'agonie des « gens de lettres », d'hommes pour qui la
ittérature... représentait une fin en soi... »; il voit aussi que
romancier entre dans une sorte de débat social, loin de se
rner à l'entretien ou au perfectionnement de son instru-
ent et de son univers à lui. Bernanos en a à l' « homme
aliste », Montherlant à la « midinette » et Malraux à
« exploiteur », c'est-à-dire à trois produits typiques d'un
ècle et demi de « conquêtes bourgeoises ». Mais Pierre de
oisdeffre s'en tient là. A peine note-t-il que nous sommes
ntrés dans *l'âge métaphysique* qui voit l'écrivain corriger
réformer la figure de l'homme, mais on cherche vaine-
ent dans son livre l'illustration de ce « métaphysique d'a-
rd » que lui prête son préfacier (André Maurois). S'il parle
la « signification dans l'histoire » d'une littérature, du
roblème « d'incarner les possibilités de l'homme », com-
ent ne pas flairer alors la pire des facticités? Car il n'a
montrer cette évolution dans une œuvre particulière.
llons, Pierre de Boisdeffre aura entendu parler de « méta-
orphose » dans les salons où l'on s'ennuie.

S'il y a nouvelle littérature, il y a monde nouveau - du
oins modifié en profondeur — et sans doute y a-t-il plus de
nances de trouver une critique correspondante là où nous
ouvons un critique *dans-le-monde*, séculier plus que per-
nne, engagé dans l'histoire en train de se faire, à la
nite un marxiste. Claude Roy[3] commence son livre en
andissant une étiquette : je suis communiste, dit-il. En
rité, il éprouve le besoin de le rappeler, car la chose ne se
it pas. Plus qu'une critique, Claude Roy écrit un vrai
man d'aventures capable de faire de Valéry un engagé, de
int John Perse un marxiste, de Duhamel un écrivain chi-
is, de Claudel un précurseur de Malraux, le tout agré-
enté de pastiches, de mimétisme, de formules (« Sartre est
n Lautréamont refroidi ») et même de paris (Supervielle
ttaché à la *Phénoménologie de la perception* de Merleau-
onty). Et notre métamorphose? Assurément il s'en moque.

2. Pierre de Boisdeffre, ***Métamorphose de la littérature*** (Alsatia).
3. Claude Roy, *Descriptions critiques* (Gallimard).

Ce qui lui convient, c'est de montrer son talent d'écrivain, car il sait écrire : aussi bien que Giraudoux, aussi mal que Sartre. Critiquer ? Il exerce sa sympathie, trouvant de la poésie dans Cocteau, de l'action dans Eluard, du communisme dans l'hermétisme.

Il est piquant de constater que l'examen de la littérature-dans-le-monde en tant que tel n'est jamais fait par les marxistes, et que la critique dite communiste est traditionnelle, je dirais presque réactionnaire : ainsi Claude Roy critique comme Thibaudet, Kanapa comme Massis et Jean Larnac comme André Thérive. C'est loin du marxisme que se forme une critique valable pour une littérature bouleversée, enfin accordée au rythme du monde, et peut-être est-il lourd de sens que nous en trouvions la première image chez un Pierre-Henri Simon[4] qui n'a guère séparé jusqu'ici son christianisme de son œuvre. A propos de Malraux, Sartre, Camus et Saint-Exupéry, P.-H. Simon[4] est le premier à introduire clairement dans la critique littéraire ce concept de cassure qui sépare deux âges : naguère les écrivains se nourrissaient à la grande idée de l'homme transcendant à l'histoire, pour tout dire à l'idéalisme; mais « ... depuis environ 1930... de nombreux écrivains français... vont réagir aux pressions des circonstances dans un sens non humaniste. Jetés dans un univers sans cohérence ni ordre, où triomphent la force brutale et les instincts... ceux-là ne veulent plus, ne peuvent plus croire à un homme idéal, au règne de l'esprit, à la finalité transcendante d'une espèce promise à la justice et au bonheur », « ... la tendance existentialiste se substitue à la tendance humaniste », dit-il plus loin. Il faut lire cette analyse descriptive, de la plus rigoureuse exactitude. Mais il n'est pas sûr que l'analyse prospective qui la suit soit également valable. « En somme, ce dont nous avons besoin, c'est d'un nouveau *Discours sur la méthode* », car P.-H. Simon pense que les nouveaux philosophes nettoient « les déblais de structures périmées », trouvant là leur « mission purificatrice ». Nous sommes, selon lui, dans un état de transition. Immédiatement après l'écroulement de l'humanisme (dont il a vu le paroxysme au début de la dernière guerre, et même à la fin des vies des plus grands anti-humanistes comme à l'extrémité de leurs œuvres, il aperçoit une restauration de l'humanisme — un humanisme qui serait non tant l'enveloppe historique de la culture, mais la nécessité la plus urgente de conscience claire. En quoi il va un peu trop vite en besogne. Penser que

4. P.-H. Simon, *L'Homme en procès* (La Baconnière).

œuvre de Malraux comporte un glissement de l'éthique à
esthétique, ce recours à l'art équivalent à un retour à l'hu-
anisme; que le totalisme de Sartre joue un rôle identique
artre commencerait là où finit Malraux : le remède de
irt à l'angoisse humaine); suivre Camus, dont le point
départ, d'ailleurs peu connu (celui de *Noces*, cosmique,
la joie élémentaire, du panthéisme sensuel), est anti-
manisme, mais le point d'arrivée un humanisme limité
en que réel; dire que Saint-Exupéry n'est autre qu'un
manisme intégral et classique portant l'idéalisme à la tem-
rature de l'héroïsme et que sa seule excursion hors de
tte ligne est une « tendance au relativisme moral et au
rticularisme anarchique », tout cela n'est pas absolument
ux. Mais l'observation n'est vraie qu'à la condition d'élar-
r le contenu du mot humanisme. Plus que l'élargir : l'é-
rteler. Ainsi, du reste, Brunschvicg se disait-il rationa-
te. Mais quelle sorte de restauration est-ce là si elle sup-
se une inversion de sens? Au surplus, Sartre et Camus,
in d'avoir fini leur œuvre, ont certainement achevé de la
nser. D'autres continuent de modifier leur apport. Si ces
aîtres ne sont pas encore la littérature toute faite, ils ne
nt plus la littérature qui se fait. C'est à partir de leurs
gations qu'un jeune roman se forme, non sur la base de
tentation du point final, du *positif* qui est la leur aujour-
hui. On ne voit pas chez les romanciers de dernière heure,
chez Malaquais ou Norman Mailer, ni chez Nathalie Sar-
ute ou le roman italien, s'esquisser une sorte de récupé-
tion de l'humanisme, mais au contraire se poursuivre,
us forcenée que jamais, la destruction d'une image
maine que l'homme avait mis trois siècles à élever. Aussi
en, on peut appeler la reconstitution de l'humanisme, mais
ne peut guère en lire les témoignages à travers une lit-
rature qui ne s'est pas encore arrêtée dans sa marche hors
elle-même ni retirée de l'arène.

Comme le montre R.-M. Albérès[5], c'est dans leur mou-
ement, leur dynamisme qu'il faut interroger les écrivains
ajeurs de ce temps et leur demander les significations
sentielles, non dans les retouches qu'ils apportent eux-
êmes à une œuvre bien forcée de se fermer, de tendre à un
pos. De Malraux, Camus, Bernanos, Anouilh, Aragon et
rtre, peut-on dire qu'ils divergent en tant de particula-
smes esthétiques? Mais c'est dans la mesure où ils s'in-

5. R.-M. Albérès, *La révolte des écrivains d'aujourd'hui* (Corrêa).
. aussi du même auteur, *Portrait de notre héros* (Le Portulan).

terrogent sur leur acte d'écrivains. Hors de cet arrêt momen
tané, de cette « récréation » éthique, c'est réellement par l
volonté d'accuser puis de détruire un pharisaïsme massif
incarné par la société qu'ils se ressemblent, se réunissent
Le procès à l'homme qu'ils intentent alors, et l'action néga
trice qui le suit, tant qu'on les voit se développer, il est im
possible de penser qu'ils laissent place à une reconstitutio
de l'édifice ancien. Par contre, R.-M. Albérès et P.-H. Simo
peuvent, par-delà même le contraste, s'accorder : le second
au travers des œuvres niant ou accusant Dieu, rêve d'u
humanisme chrétien de nouveau formulé ou implanté, et l
premier, s'il décrit le démantèlement de l'édifice humaniste
écrit : « Ce n'est pas tant Dieu qui est mort que ces valeur
intermédiaires entre Dieu et l'homme et dont on faisait de
essences. » On avait établi entre Dieu et l'homme un réseau
de canalisations par où passaient les dialogues; ce sont ce
sortes de tuyaux tout faits qu'une littérature révoltée a
rompus, parce qu'ils empruntaient les chemins du pharis
saïsme et reposaient sur une image de l'homme devenue
fausse avec le temps. L'escalier seul de valeurs sociales
figées, momifiées, est renversé. Le dialogue homme-Dieu
n'en est pas pour cela ni interrompu ni rendu impossible.
La question est de lui donner une forme, un langage, une
voie enfin qui soit de nouveau praticable sans mensonge.

GABRIEL VENAISSIN.

## *Des romanciers et des hommes.*

La matière romanesque, en gros, se répartit doublement
observation de l'homme, observation de la société. Ce n'est
pas à dire que l'une aille toujours sans l'autre, au contraire
De même que l'homme seul (Robinson sans mémoire) ne
donnerait au romancier rien qui nous divertisse beaucoup
de même les faits et gestes du troupeau en tant que tel
(c'est-à-dire sans conscience individuelle) ne permettraient
qu'une peinture hétéroclite et glacée.

Il y a, cependant, des romans qui plus délibérément pui
sent leur substance dans les rapports multiples de l'homme
avec l'homme : romans politiques, romans sociologiques, ro

mans historiques (voir, dans la production récente, *La Nuit est ma Lumière*, d'Étienne de Greeff, *Vertus du Désordre*, de Charles Plisnier, *Et le Buisson devint Cendres*, de Sperber, *Les Vaincus*, de Richter — et, d'une façon générale, les deux tiers des romans allemands et au moins les trois quarts des romans américains). Ce sont des ouvrages gorgés de sang, de désirs, mais de désirs se situant sur le plan de l'ambition, où la volonté de puissance le dispute à la tendresse avec laquelle quelques-uns se tournent vers autrui.

Voici en revanche des récits imaginaires où l'individu tient la vedette[1]. Avec Benigro Cacérès, nous avons l'homme-ouvrier, celui que la pauvreté n'accable que pour donner à l'âme une plus haute vertu. J.-M.-A. Paroutaud nous livre le portrait de l'homme-hors-la-loi, buriné lui aussi par l'injustice ambiante. Quant au Joseph Day de Julien Green, il est l'homme-archange, bourreau de soi-même, pitoyable victime d'une impossible pureté. Tous, ils sont des hommes, des hommes seuls, ou presque — hommes par leurs limites, hommes même et surtout par leur échec ou leur insatisfaction profonde.

Julien Green est le romancier du drame intime. Qu'il le soit sans bâillement, qu'on le lise en 1950 avec autant d'intérêt que les récits d'insurrection ou de guerre, prouve un talent assez rare. Nous ne savons pas (n'étant pas fabricant de *prière d'insérer*) si *Moïra* est un des événements littéraires de l'année; nous admettrons — pourquoi pas ? — que sa parution dans la *Table Ronde* a éveillé la curiosité d'un certain public. C'est que ce public connaît fort mal l'auteur de *Mont-Cinère*, de *Varouna*, d'*Adrienne Mesurat*, de *Minuit*. Rien qui pique la curiosité dans *Moïra*, en effet. Ni le sujet (religieux dans le sens des préoccupations que Green manifeste dans son *Journal*), ni le style (dépouillé à l'extrême, ne jouant que d'un registre d'épithètes soigneusement épurées).

Joseph Day, fils de paysans rigoristes, se fait inscrire dans une université américaine. Il est pauvre, il est farouche, il est tout d'une pièce. Son seul souci : la foi. C'est pour l'établir sur des bases de plus en plus stables que Joseph a tout quitté, venant étudier le grec, qui lui permettra de lire, en cette langue, le Nouveau Testament. Il est pur, peut-être parce qu'il est pauvre, farouche et entier. Il est pur à l'excès,

1. *Varouna*, par Julien Green (Plon); *La Ville incertaine*, par J.-M.-A. Paroutaud (Éd. Robert Marin); *La Rencontre des Hommes*, par B. Cacérès (Seuil).

châtre l'Écriture et défie le monde – ce monde pour lequel il se félicite que le Christ n'ait pas prié et où il ne veut voir que des pourceaux. Tenant dans sa main une fleur de magnolia, il constate que « ces pétales froissés semblent d'une blancheur moins pure que sa propre chair, que sa peau rivalise d'éclat avec eux, la peau fine de ses doigts, celle des poignets, à la fois mate et rayonnante »... Ce pudique connaîtra le vertige des sens auprès d'une fille de joie, Moïra, dont il se débarrassera après la fornication, en l'étouffant.

Le plus important n'est pas dit, à savoir si la faute grandira Joseph, en le décapant de son puritanisme, ou bien va exacerber jusqu'à la folie son aversion charnelle. De la première à la dernière page, le drame sourd, prend l'ampleur d'un torrent, d'une marée qui dévaste, engloutit, souille et brise, mais dont on sait dès le début qu'elle doit briser, souiller, dévaster et engloutir. Ne le devine-t-on même pas un peu trop ? Le potentiel tragique eût vraisemblablement gagné à ce que le torrent fasse irruption de façon plus soudaine.

Après l'homme-archange, voici l'homme-hors-la-loi. En fuite d'un pays où l'on tue les coupables il aboutit à la ville où l'on tue au hasard. Coupable lui-même, et condamné à mort, il essaie en vain de s'habituer au châtiment des innocents. Malgré de louables efforts, cet assassin de la plus commune espèce, sans grandeur ni révolte, s'échappe de la ville pour revenir vers l'échafaud, auprès de rassurants (?) gendarmes. Atmosphère à la Kafka, sans vraisemblance, artificielle au possible. L'auteur souhaite qu'on voie mille choses dans *La Ville incertaine*. Bien trop modeste pour qu'on ne le satisfasse point! A sa place, j'eusse désiré cependant une allusion unique, étayée de plus d'enthousiasme (ou de haine, au choix). La peinture de l'homme-hors-la-loi n'encombre guère notre littérature. Elle était à faire. Mon avis est qu'elle le reste, dans le cadre d'un récit non fantastique : la réalité du carcan juridique n'a nul besoin d'imaginaires surcharges!

L'homme-ouvrier, de Benigno Cacérès, parle à la première personne, usant d'un *je* qui n'est jamais haïssable, mais parfois monotone. Grisaille consentie, je crois, dont il n'est pas question de faire grief à l'auteur. Si sa confession est linéaire, c'est qu'après tout son aventure n'a qu'une seule orientation. « Plus je réfléchis, dit l'homme-Cacérès, plus il me semble me rendre compte que l'on distingue trop la vie de tous les jours de ce qui est appelé la culture. Je sais mieux, maintenant, que toutes les connaissances de la terre ne feront jamais un homme cultivé s'il ne réfléchit à ce qui

ui arrive, au monde qui l'entoure, à celui qui le précède, à elui qu'il faut créer. Mais que de difficultés pour se situer, omprendre, savoir! Je le dis sans haine : il semble que tout oit lié contre nous. Comment réfléchir, comment acquérir es connaissances qui permettent de vivre en homme, si cer- aines conditions matérielles n'existent pas? »

On voit où tend ce roman (est-ce bien un roman, d'ail- eurs? Un journal sans date, plutôt...) : l'ascension ouvrière ers la connaissance intellectuelle. L'ouvrier muré dans son nétier n'est pas un homme. Non plus que l'intellectuel vo- uant sur ses abstractions. Laissons le cérébral se débrouil- er, mais comment ne pas prendre parti, avec Benigno Cacé- ès, pour plus de justice dans les rapports humains et pour n mise en commun des richesses spirituelles?

Maurice Chavardès.

# THEATRE

Lorsqu'on parle du « théâtre contemporain », de quoi s'agit-il ? Ceux qui écriront l'histoire de la présente année dramatique n'en donneraient qu'une image imparfaite s'il la réduisait aux pièces nouvelles. Non seulement le public semble préférer les valeurs sûres que lui offrent les « reprises », mais, de plus en plus, les « nouveautés » les plus intéressantes sont les reprises.

Bien sûr, quand l'Odéon — pardon, la Salle Luxembourg de la Comédie-Française — reprend *Le Chant du berceau* et *Le Président Hautecœur*, il n'est pas question de nouveauté, mais de facilité. Reconnaissons, d'ailleurs, dans ces pièces deux beaux et grands sujets : le besoin du sentiment maternel dans le cœur de religieuses et la conversion d'un procureur à l'humain dans la découverte tardive de l'amour. Mais les coloris de Gregorio et Maria Martinez deviennent vite doucereux : leur charme était plus sensible dans le cadre moins massif et moins doré du Studio des Champs-Élysées en 1932. Loin de chercher l'effet dans la vérité comme Édouard Bourdet, si M. Roger Ferdinand atteint parfois la vérité dans l'effet, le plus souvent il se contente de l'effet tout seul; ses personnages vivent pour la galerie plus que par eux-mêmes.

On n'ose féliciter les comédiens français de bien jouer de telles pièces : ils les jouent trop bien. La pire école est celle où l'on triomphe au-dessous de soi-même. Si la Salle Luxembourg ne peut vivre qu'à ce prix, que les comédiens français se retirent Salle Richelieu. Ils viennent de nous montrer ce qu'ils peuvent faire avec Marivaux. L'acte des *Sincères* n'est pas son chef-d'œuvre : il est cependant fort curieux de voir ce que devient « le misanthrope » dans ce marivaudage où la sincérité s'exténue en coquetterie, où la volonté de sincé-

ité se substitue à la sincérité et, en définitive, l'abolit. *La Double inconstance,* elle, est un chef-d'œuvre; on aimerait à commenter l'intérêt psychologique et l'audace sociologique de cette pièce. Disons seulement : voilà une « reprise » qui est une leçon d'élégance, de goût, d'intelligence, plus neuve que bien des « nouveautés ».

Ceux qui ne peuvent aller Salle Richelieu auront des consolations avec les deux spectacles que le Théâtre Hébertot sera tourner en province et à l'étranger : une présentation de *L'Annonce faite à Marie,* probe et soignée comme un bon travail d'artisan, où le souci de fidélité se révèle plus efficace que toute superstition d'originalité; une présentation du *Caligula* de M. Albert Camus, d'autant plus difficile que le jeune acteur chargé du principal rôle se heurtait dans nos mémoires au souvenir de M. Gérard Philippe. Or le jeu moins poétique et plus intellectuel de M. Michel Herbaud éclaire d'autres aspects du drame; il est « valable » et sauve, à sa manière, l'étrange grandeur de cette œuvre où tant d'idées se mêlent avant de prendre forme.

Il serait extrêmement curieux de comparer la folie lucide du Caligula de M. Albert Camus à la lucidité folle de l'Henri IV de Pirandello. D'abord, si chacun des deux auteurs refuse le titre de philosophe, leur sensibilité affinée par la réflexion postule une philosophie et chacune des deux œuvres peut être considérée comme une « somme » de cette philosophie. Adaptant le mot de Mélisande à leur agnosticisme, l'un comme l'autre pourraient dire : « Si j'étais homme, j'aurais pitié du cœur des hommes. » Mais pouvons-nous être vraiment homme? La conscience tragique de l'absurde devrait nous permettre d'y arriver... « Si la vérité est de nier les dieux, son erreur, dit Camus de son héros, est de nier les hommes; on ne peut détruire tout sans se détruire soi-même. » Caligula meurt parce qu'il refuse l'amitié, l'amour... tout ce qui, par sa permanence, est peut-être image de l'éternel. Il n'est pas sûr que, dans la vision pirandellienne du monde, de tels sentiments soient encore possibles sous les masques de nos personnages et dans la mobilité imprévisible de notre personnalité.

Dans une cavalcade où il incarne Henri IV, — celui de Canossa et non celui de la poule au pot, — un jeune Italien tombe de cheval; le choc produit un délire : désormais il se croit Henri IV et, avec la complicité d'une famille épouvantée, il revit l'histoire de l'empereur, au milieu de gens qui portent costumes du XI^e^ siècle, dans une maison où le cadre du palais impérial a été reconstitué. Au moment où le rideau se lève, sa folie dure depuis vingt ans, mais,

depuis huit, elle n'est plus qu'une comédie. Guéri, il s'est heurté à des questions qui mettent en jeu l'existence. D'abord, l'existence quotidienne : comment retrouver un avenir dans un présent complètement étranger? Ensuite, comment improviser le jeu de la vie réelle alors qu'il est si tentant de revivre une histoire où les jeux sont faits? Enfin, plus profondément encore, cette folie est peut-être une fatalité...

La mise en scène de M. André Barsacq, l'art émouvant de M. Jean Vilar, — mal à l'aise, semble-t-il, dans l'équivoque de la folie simulée, mais vraiment « grand » dans la clarté cruelle et désespérée des deux derniers actes, — une interprétation intelligente dans un décor de Léon Gischia, cette réussite signifie non seulement que *Henri IV* restera longtemps à l'affiche de L'Atelier, mais qu'un retour à Pirandello pourrait bien être une « des nouveautés » les plus importantes de la saison.

Un jeune homme a été tué à la guerre. Son père, qui fut aussi son chef, supporte l'épreuve en soldat. Il pleure son fils avec fierté. Sa mère n'a pas accepté; elle s'enferme dans la chapelle ardente et y entraîne la fiancée du mort. Voilà le drame.

Drame intérieur, dont les péripéties sont simples bien qu'elles naissent du choc de sentiments complexes. A l'acte premier, la jeune fille, tout en restant fidèle au souvenir de son fiancé, n'ose pas s'avouer qu'elle est attirée par un garçon séduisant et bon vivant, son partenaire de tennis. Celle qu'elle avait appelée « maman » sent cette résurrection comme une menace. Le second acte est dominé par un dialogue où Mme Aline Fortier éveille dans l'âme de Mireille une volonté de grandeur qui refoule la volonté de vivre. Elle lui fait croire que sa vocation est l'héroïsme, non le bonheur. « Pour une âme comme la tienne, le bonheur ne pourrait être qu'un autre nom du sacrifice. » Parole qui conduit à un pieux mensonge : la jeune fille dit « je vous aime » à un cousin de son fiancé, un cardiaque dont les médecins n'envisagent plus la guérison et qui ignore la gravité de son état. Le troisième acte nous montre Mireille mariée : elle a réussi à se prouver qu'elle était dans sa voie, mais cette certitude trop volontaire est à la merci d'un éclair. Que les propos de Mme Fortier laissent voir un reflet de mauvaise conscience, que la mort accidentelle du beau camarade de tennis provoque un remous dans les profondeurs de l'oubli, et l'héroïne redevient femme. Des émotions significatives trahissent les secrets que chacun craignait de savoir. Mireille découvre que sa vocation était de vivre et d'être heureuse; Mme For-

ier comprend qu'elle a poussé sa fille à un suicide; le mari s'aperçoit qu'il a été épousé par pitié et qu'on s'est chargé le lui comme d'une croix. Il reste trois misérables dans la chapelle ardente où les cierges sont éteints.

Ces trois actes représentent la tragédie de la vertu trahie par elle-même. Le postulat de cette œuvre douloureuse semble être que la vie est bonne et que la vertu est vraiment vertu quand elle agit dans le sens de la vie. Il ne s'agit pas dans *La Chapelle ardente* de fausses vertus, mais de vertus faussées.

La fidélité d'Aline n'est pas cette fidélité créatrice qui, dans la philosophie de Gabriel Marcel, est une condition fondamentale de l'existence. Elle est, au contraire, une fidélité destructrice parce qu'elle est coupée de l'espérance, autre condition fondamentale de l'existence. Par elle, le passé stérilise le présent : l'être sans avenir ne vit plus, il survit.

Si la douleur n'est pas une vertu, elle peut devenir source de vertu : ici, elle est une intoxication, comme l'écrit M. Joseph Chenu dans son livre, *Le théâtre de Gabriel Marcel et sa signification métaphysique* (Aubier, 1948, p. 109). Les symptômes de cette intoxication ont été finement analysés par M. Chenu : « Depuis la mort de Raymond, c'est comme si on n'avait plus le droit de vivre, comme si toute vie était une injure à la mémoire du mort, comme un manque de respect et une profanation, comme si l'on devait s'excuser de vivre auprès de ceux qui ne sont plus... » (p. 106). Mme Fortier recherche la compagnie des âmes en deuil; son intérêt pour le malheur des autres cesse d'être charité pour devenir volupté; et, surtout, sa douleur est sa gloire.

La douleur prend ici la rigidité d'un honneur. La grandeur et le prestige de la douleur sont en quelque sorte cappés au profit d'un autre sentiment, le mépris de ce qui est vivant. De là l'extraordinaire puissance d'Aline sur sa « fille », aveuglée par l'admiration, au sens fort et originel du mot. Mireille est une jeune fille indépendante, qui se veut libre et se croit libre. C'est librement qu'elle est du côté de la « mère », qu'elle refuse d'épouser son camarade d'ennis, qu'elle devient la femme d'un malade. De fait, Mme Fortier ne la contraint pas plus que le curé Badilon ne contraint Sygne de Coufontaine; mais, comme le prêtre de Claudel, elle pourrait dire : je vous tente selon votre grandeur. La différence est que Mme Fortier n'est pas Dieu : Dieu connaît le secret des cœurs, et Sygne répond librement à un appel conforme à sa vraie vocation;

Mme Fortier croit connaître le secret d'un cœur, et Mireille croit répondre librement à un appel contraire à sa vraie vocation.

De sorte que cette tragédie de la fidélité est aussi celle de la lucidité. A la fidélité faussée correspond une pseudo-lucidité. Les personnages de *La Chapelle ardente* ont la prétention de se connaître, le drame coïncide avec la découverte qu'ils font de leur personne sous leur personnage. Aucune tâche n'est plus difficile que celle de faire vivre sur la scène des êtres à la fois inconscients et transparents, dont le jeu est clair pour nous avant de l'être pour eux. On pense parfois ici à l'Ibsen de *Rosmersholm*.

*La Chapelle ardente* fut jouée à Paris en 1925 et publiée dans le recueil *Trois Pièces* (Plon, 1931). C'est une œuvre vraiment dramatique parce qu'elle est dramatiquement vraie. Sa représentation était très attendue et devait constituer, par elle-même, la meilleure riposte au préjugé dont le théâtre de Gabriel Marcel fut trop longtemps victime. Malheureusement, la mise en scène et le jeu de M. Claude Martin risquent fort de le faire rebondir, malgré l'intéressante création de Mme Mary Grant dans le rôle d'Aline. Deux trop longs entr'actes brisent le rythme et détruisent l'atmosphère de l'œuvre. Les acteurs se croient tenus de parler à voix basse, comme dans un sanctuaire, on les entend très mal. Enfin, si Mme Fortier est dans la chapelle ardente, les autres personnages sont dans la vie, même Mireille, qui existe sur deux plans, et surtout le colonel Fortier, esprit équilibré, actif, généreux — au sens où l'on parle d'un vin généreux comme au sens où l'on parle d'un cœur généreux; ce chef qui a l'intelligence de l'humain, le texte de Gabriel Marcel le montre tendre et bourru, passionné et lucide... Le metteur en scène l'a éteint comme il a éteint Mireille : la pièce entière est jouée sous un voile de crêpe.

L'expérience est à refaire.

HENRI GOUHIER.

Imp. AUBIN, LIGUGÉ (Vienne). *Le Gérant :* G. CHIFFLOT.
D. L., 4e trimestre 1950. — Imprimeur, n° 531.
N.M.P.P.

# *La guerre d'Indochine*

*lui n'en aurait mauvaise conscience? C'est pourquoi, s doute, les journaux ne lui donnent pas trop de ce. Ils en parlent à coup sûr; mais en quels termes és! tandis que le sang coule là-bas, le Français ne sait pourquoi il se bat au Vietnam.*

*lul ne prétend qu'il soit facile de dire ce qu'il faut re. A qui ne souhaite pas en chaque continent le mphe des partisans soviétiques, l'abandon du pays lo-Chi-Minh ne peut être la solution qui s'impose. n seulement parce que la guerre d'Indochine n'est un élément du conflit mondial et que la France n'est tout à fait libre de ses décisions, mais aussi parce la France ne peut, reniant ses promesses, abandon- au sort effroyable qui les attend ceux qui lui ont confiance. Mais l'intérêt de la France ne peut non s être envisagé avec insouciance. On sait les réper- sions qu'aurait dans toute l'Union française l'aban- apeuré de l'Asie. Or dans la crise de croissance que verse l'humanité, c'est un devoir pour les Français maintenir, par fidélité envers l'humanité elle-même, éritage de la civilisation française. Le chrétien, qui nul privilège pour dénouer les questions embrouil- , peut cependant aider à ce devoir en maintenant, sa rectitude, la vertu de patriotisme.*

*e patriotisme, ainsi conçu, doit triompher des ten- ons qui le menacent. La première est celle des inté- sordides. Il n'est pas besoin d'y insister, tant cha-*

*cun trouve honteux le gain permis par le trafic d piastres. Il est plus nécessaire de dénoncer un orgu national, un nationalisme, pour tout dire, qui n'est q la trahison du véritable patriotisme.*

*Au lieu de songer à la mission civilisatrice de France, réclamée par les Vietnamiens eux-mêmes, le n tionalisme n'a en vue que la possession de toutes l terres un jour occupées par nos armées; il s'y attache tout prix comme un avare à son or. Il n'est que de ra peler les événements de ces dernières années pour sais le tort qu'un tel nationalisme a pu faire à la France Asie. Pour s'en tenir à un exemple, « la carte Bao-Daï que l'on n'a pas utilisée en 1946 comme moyen de re dre au Vietnam son autonomie et de créer une solid amitié entre lui et la France, n'a été jouée que tro années plus tard et avec de grossières roueries. Pou tant, les avertissements n'avaient pas manqué. L même, des hommes qui connaissaient l'Indochine pou y avoir vécu et créé de solides amitiés avec ses habitan ont alerté sur la profondeur du réveil national, sur l nécessité de laisser ce peuple prendre en main ses dest nées. Ni l'influence civilisatrice, ni même les intérêt économiques de la France n'y eurent perdu. Dans l même hiver de 1947-1948, au retour d'un rapide voyag dans la péninsule asiatique, Georges Duhamel, que l'o ne peut accuser de complicité avec le communisme avait rappelé à ses compatriotes que la France n'avai pas pour mission d'apporter l'oppression, mais la li berté. On n'a pas voulu l'écouter; bien plus, on a étouff sa voix. Et la même erreur stupide continue. Il suffit d lire certaines feuilles qui se prétendent françaises pou s'en convaincre. C'est contre ce nationalisme malfai sant que les chrétiens doivent conjuguer leurs efforts.*

*Jamais n'a été si unanimement requis un patriotisme fidèle à l'héritage français, mais hostile à tout calcul inavouable.*

*De dire que la guerre d'Indochine aura ses répercus-ons sur toute l'Union française le montrerait déjà. Il t bien sûr, en effet, que les peuples du Maroc, de unisie, de Madagascar, de toute l'Afrique occidentale équatoriale suivent avec attention l'issue du combat ené en Asie. Mais ne serait-ce pas l'occasion de mon-er quelle est notre intention : garder des terres comme s biens que nous voulons exploiter, ou amener à la berté des peuples qui aimeront à se dire français ou our le moins nos amis? Pareil but est sans doute dif-cile à atteindre, et seuls ceux qui connaissent cha-ue population peuvent dire en chaque cas le meilleur oyen d'y parvenir. Mais le chrétien de France a, pour on compte, mission de veiller à ce que naisse sur sa erre d'Europe ce vouloir d'amitié et de libération ccueillante.*

*Mais en Europe aussi le même problème se pose. L'ar-cle de Hours paru en octobre dernier, sur « l'Europe à e pas faire », n'avait pas pour but de réveiller chez les rançais un nationalisme néfaste, mais de leur rappeler héritage français à maintenir dans la nouvelle com-unauté qui sera demain leur grande patrie.*

*Conscience de la valeur que représente son héritage ivilisateur, mais refus d'accepter le néfaste égoïsme 'un nationalisme borné, telle est la double attitude qui st aujourd'hui réclamée des Français. Elle est difficile tenir en sa vérité. Ne se croyant pas de lumière spé-iale pour connaître l'exacte vérité sur les événements i pour inventer les techniques qui lui permettront d'a-ir avec efficacité, le chrétien sait qu'il a le devoir de naintenir en sa rectitude la volonté de l'homme. La nerre d'Indochine en est aujourd'hui l'occasion. Il ne aut pas que l'on mène encore là-bas une guerre d'op-ression.* — V. I.

# MATERIALISME SCIENTIFIQUE ET FOI RELIGIEUSE

*Matérialistes athées et matérialistes chrétiens.*

Quelle que soit par ailleurs leur attitude de foi ou d'incroyance, les hommes de science font assez souvent preuve, au niveau même de leur culture scientifique, d'un matérialisme quasi instinctif qui tend à se confondre dans leur esprit avec les règles de la pensée rationnelle. A partir de là sans doute les positions prises en matière religieuse peuvent différer du tout au tout. Certains expliciteront en doctrine ce matérialisme et penseront y voir la justification de leur incroyance. D'autres réussiront à associer une attitude religieuse à la mentalité matérialiste qu'ils tiennent de leur culture scientifique. Ils ont beaucoup moins de peine à le faire qu'on ne le supposerait parfois : les ressources concrètes de la psychologie humaine sont nombreuses. Mais il reste que les uns et les autres apparaîtront pratiquement d'accord sur un certain fond. Tous pensent que la science permet de retrouver toute la réalité à laquelle atteint l'expérience humaine à partir de données matérielles coordonnées conformément à des lois précises.

Cette attitude d'esprit, nous venons de le dire, n'est

as forcément sur-le-champ un obstacle psychologique
une attitude religieuse. On a pu entendre parfois des
ommes de science, par ailleurs chrétiens excellents et
onvaincus, se déclarer expressément matérialistes à
intérieur de leur science et tout au long de leur travail
e laboratoire, voire étendre sans difficulté apparente
ette attitude d'esprit très au delà du domaine propre de
ur science. Les mêmes hommes se seraient d'ailleurs
efusé à tirer de ce fait les conséquences qui font alors
u matérialisme une doctrine philosophique absolue, une
onclusion qui n'est plus mise en balance avec rien
'autre.

Il n'est pas sûr néanmoins que l'absence d'obstacle
sychologiquement ressenti et que le refus d'en venir
ux conclusions philosophiques du matérialisme garan-
issent la parfaite cohérence de la position adoptée par le
royant, lorsqu'il accepte une orientation de l'esprit
cientifique toute semblable en pratique à celle dont fait
reuve un matérialiste déterminé. De fait lorsque la foi
eligieuse fait ressentir ses exigences intellectuelles, il
pparaît qu'elle conduit l'esprit du croyant à tenir pour
raies des affirmations difficilement compatibles avec les
hèses, explicites ou implicites, du matérialisme scien-
ifique.

*Position de l'Église.*

Au reste, sinon la conscience des hommes de science,
u moins celle des théologiens et celle de l'Église en
énéral est alertée là-dessus, qui voit dans le matéria-
isme scientifique une conception des choses fort dange-
euse pour la foi religieuse. Même si la foi peut subsister
sychologiquement dans un esprit imprégné de ce maté-

rialisme lorsqu'il s'adonne à la connaissance scientifique il en résultera le plus souvent une certaine diminution du sens authentique de la foi, à tout le moins lorsqu'il s'agira d'envisager des réalités à propos desquelles la science a, elle aussi, son mot à dire. De soi donc la foi religieuse — celle au moins dont nous nous occupons présentement — reconnaît une signification aux raisonnements des incroyants qui pensent justifier leur incroyance à partir des attitudes de leur matérialisme scientifique : poussé à bout ce matérialisme est, en bonne logique, destructeur de la foi. Il est vrai que le sentiment commun de l'Église et que le jugement des théologiens sont aussi que ce matérialisme est le fruit d'une illusion de la pensée humaine, et qu'il n'est nullement nécessaire à l'esprit scientifique.

Il va de soi qu'une intelligence croyante dûment avertie ne peut absolument pas traiter à la légère cette réaction qui l'avertit d'une incompatibilité essentielle entre les attitudes du matérialisme scientifique, tel qu'il est couramment entendu, et une vision du monde accueillante aux certitudes de la foi. Rien n'autorise le chrétien qui réfléchit à sa foi à accepter de penser en matérialiste en quelque domaine que ce soit, ce domaine fût-il celui de la science. Au delà donc des accommodements psychologiques par lesquels chacun résout son propre problème, il y a à tenter là-dessus une confrontation de principe entre les enseignements authentiques de la foi religieuse et les perspectives de la pensée scientifique.

Force nous est de tenter pour elle-même l'analyse de l'attitude scientifique moderne en vue d'y déceler les principaux motifs intellectuels des thèses ou des tendances matérialistes. Nous pourrons montrer ainsi que l'esprit scientifique tente d'exprimer de la sorte un bon nombre de vérités qu'il est essentiel de ne point mécon-

tre. Mais nous espérons montrer aussi que la façon
t la science incline à juger des choses, pour peu
elle soit suffisamment raisonnée, permet très bien de
vegarder toutes les vérités auxquelles l'esprit scien-
jue appuie d'instinct son matérialisme sans conduire
ucune manière aux conclusions du matérialisme lui-
me.

## I

### Brève histoire du matérialisme

Le matérialisme scientifique actuel prend place dans
développement d'une tradition de pensée qui a très
guement réfléchi au problème de la matière et au
s à donner à ce mot. Même lorsque ces réflexions ne
t pas explicitées, il n'en reste pas moins qu'elles se
nt comme inscrites dans les usages communs de la
nsée. Il est indispensable d'y revenir lorsqu'on veut
mprendre un peu mieux ce qui est en question.

*eux conceptions de la matière chez les Grecs.*

En fait, dès que les spéculations de la pensée grecque
latives à la matière ont commencé de se développer,
y voit apparaître deux perspectives assez différentes.
ns la première, le mot « matière » veut désigner avant
ut quelque chose de bien concret. Il y a de la matière
où nous observons des corps, là où l'expérience peut
ettre en évidence des réalités situées dans l'espace et
urvues de certaines propriétés telles que pesanteur,
sistance au toucher, etc. La matière s'opposera alors
besoin à l'espace vide ou parcouru par des énergies

telles la lumière; elle s'opposera de même à ces énerg
qui semblent habiter les corps en mouvement et pas
incorporellement des uns aux autres. D'autre part, t
jours dans cette même perspective, le concept de mati
adjoindra à cette première notion l'idée d'une réal
*plus élémentaire* que ce qui apparaît sur-le-champ da
le corps complexe. Par exemple la chair des vivants,
tissu végétal des plantes sont des corps composés av
des particules matérielles plus simples et d'espèces moi
nombreuses. A la limite on doit aboutir à des particu
risations primitives de la matière dont les combinaiso
engendrent, par échelons successifs de complexité cro
sante, les corps de notre expérience usuelle. Ces partic
larisations primitives sont *à trouver* : on sait combi
la science antique fut impuissante à résoudre ce pr
blème, et il ne faut pas dissimuler par ailleurs que
science moderne nous a ménagé bien des surprises
mesure que l'itinéraire ainsi amorcé a développé s
étapes.

Mais il est aussi une autre façon d'envisager la m
tière, apparue pour ainsi dire simultanément dans
pensée grecque et dont l'influence sur les idées, bien q
moins facile à exposer à des esprits exclusivement scie
tifiques, n'en a pas moins été capitale. C'est celle de
conception dite « hylémorphiste » des réalités appart
nant à l'univers changeant de notre expérience. Cet
conception s'est élaborée avec la philosophie aristotél
cienne et, directement ou indirectement, a joué un rô
fondamental dans toutes les spéculations concernant
nature au moins jusqu'à la naissance de la science mo
derne.

Dans cette perspective, le mot « matière » prend u
sens plus abstrait, plus spécifiquement philosophique.

ne s'agit plus d'évoquer à la pensée une corporéité douée de certains attributs empiriques, mais un principe, plus dialectique qu'empirique, de l'être en devenir.

Un des traits essentiels de la notion de matière à l'intérieur de la conception hylémorphiste est d'ailleurs sa mise en regard de la notion de « forme », ce mot disant le principe actualisateur de la matière. Un point d'appui est ainsi trouvé à l'idée d'une hiérarchisation des choses suivant des états plus ou moins nobles de l'être, la vie de l'esprit humain étant le cas extrême qui nous en soit accessible.

*La science moderne bénéficiaire et adversaire de l'hylémorphisme.*

Hommes de sciences et philosophes d'aujourd'hui seront peut-être assez souvent d'accord pour juger assez archaïques les spéculations conduisant aux conceptions hylémorphistes. Il n'empêche que, sur deux points au moins, l'analyse du sens moderne du mot matière ne peut éviter de s'y référer.

En premier lieu, c'est de ces spéculations que procède l'idée, essentielle à la physique, des réalités se conservant dans le monde en dépit des devenirs auxquels les choses sont soumises. C'est, en effet, à l'invariance de la matière ainsi envisagée par la pensée philosophique que, dès Aristote, nous voyons la pensée grecque lier, par une extrapolation cosmologique hardie, l'énoncé des principes de conservation.

Par ailleurs, ce que la science moderne entend par matière exige, pour des raisons d'ordre méthodologique essentielles à la science, d'être compris à partir de la dualité aperçue par la pensée philosophique de l'anti-

quité et dans une opposition expresse à ce que l'esprit avait l'habitude de situer du côté de la « forme », à savoir les déterminants psychiques ou vitaux de l'existence, lorsque ceux-ci se trouvent intervenir. Le « monde matériel », c'est ce qui subsiste du réel, une fois que l'on s'interdit absolument d'y considérer ce qui y apparaît de vital ou de psychique.

Il y a là quelque chose de si important et de si éclairant pour la compréhension juste du matérialisme scientifique qu'il convient d'y insister. La science physique moderne a commencé le jour où l'esprit a su développer clairement et méthodiquement l'étude du comportement des corps comme tels. Impossible de jeter les bases de cette étude si la pensée accepte sans discrimination tous les traits de la nature et du devenir concrets. Sauf quelques exceptions, le comportement naturel des corps de notre expérience est la résultante mêlée de toutes sortes d'influences, y compris celle de la vie et celle des êtres doués d'initiative consciente. La pluie qui tombe, par exemple, apparaît concrètement à la fois chute de gouttes d'un liquide pesant, action des vents et de cycles météorologiques complexes auxquels présidait, pour les Anciens, une énergie reçue du soleil et de nature fort ambiguë, mi-corporelle, mi-psychique. La pierre que je jette se meut en partie en raison de ses propriétés inertiques intrinsèques et en partie en raison de l'impulsion que je lui communique dans laquelle l'aspect purement mécanique et l'aspect psychologiquement intentionnel ne sont pas distingués d'emblée, et ainsi de suite. Si la pensée veut trop mettre tout cela sur le même plan, elle ne pourra que s'embrouiller inextricablement dès les premiers pas dans l'étude de la nature.

C'est de fait ce qui est arrivé à la pensée grecque, qui

incapable de définir avec assez d'assurance une ence des mouvements corporels. C'est ce qui s'est duit de même à la période de la Renaissance, où la plut de ceux qui étudiaient la nature demeuraient obsé par une sorte d'animisme encore mal tiré au clair. ur assurer les bases de la science moderne, l'intelli nce devait prendre la décision de séparer à tout le ins un domaine du réel dans lequel les incidences bio iques et psychiques de l'être seraient *a priori* écartées la prise en considération. C'est la décision qui se ua avec un Galilée, avec un Descartes et bien d'au s, devenant la source des conceptions mécanistes érente à la physique depuis cette époque [1].

*annonce du matérialisme.*

Bien entendu, pareille décision doit être possible et re reconnue comme telle. Or, ce qui la rend possible, st précisément la vérité rudimentaire contenue dans squisse de la philosophie hylémorphiste à laquelle Occident a si longtemps consacré ses spéculations. Ce i, par contre, fut le génie des fondateurs de la science oderne, ce fut de lire, dans les habitudes de pensée nsi stabilisées, la possibilité même d'un niveau de con dération mécaniste du réel, chose dont l'idée ne venait s à ceux qui achevaient en elles leur vision du monde on l'acquis traditionnel de la cosmologie hylémor iste. En réduisant la notion de la dualité hylémor ique au rang de moyens de vocabulaire allant sans

. Pour plus de détails on peut consulter là-dessus le monumental très remarquable ouvrage du R. P. Lenoble, *Mersenne et la ssance du mécanisme*, en particulier le ch. x tout entier, et spé lement la conclusion, pp. 380-382.

dire, puis en donnant à ce que l'esprit était déjà habitu
à rapporter à la notion de matière une autonomie con
ceptuelle jusque-là inconnue, la science mécanique réal
sait une sorte de promotion méthodologique des caté
gories de la matérialité. Il est impossible de comprendr
vraiment le matérialisme scientifique moderne sans teni
compte de la façon dont le processus s'est accompli.

L'orientation de la pensée scientifique est en effet e
premier lieu celle d'un refus *méthodologique,* catégor
que sur le plan méthodologique, d'avoir affaire, dans l
domaine de la science bien entendu, à autre chose qu'
ce que tous les esprits cultivés s'accordaient à opposer
comme matière et matérialité, à d'autres réalités o
influences où ils pouvaient soupçonner le fait d'autr
chose que ce qui était précisément appelé matière : vie
pensée, âme, etc. Refus promu lui aussi à l'état d'ha
bitude de pensée et caractéristique précisément de c
qu'on appelle désormais la raison scientifique. Les idée
philosophiques propres à Descartes ou à tel autre fonda
teur de la science moderne ne rallieront pas les esprits
Il n'en reste pas moins que depuis le temps de Descarte
il apparaîtrait profondément déraisonnable de commen
cer la physique par l'étude des mouvements d'êtres
vivants ou conscients ou insuffisamment soustraits
l'influence de pareils êtres. Ce serait le meilleur moyen
pensons-nous nous-mêmes instinctivement, de ne plu
rien débrouiller dans les phénomènes.

Tel est en bref l'apport d'un long passé de réflexion
antérieures à la science même. Simultanément la pensé
scientifique comporte dès sa naissance tout un pro
gramme positif aux éléments assez nettement définis. O
prendra en considération les objets situés dans l'espac
au niveau de l'existence infra-biologique : inertes, co
porels, pourvus de certaines qualités déterminantes de

tats de mouvement, pourvus également, si besoin est, le pouvoirs agissant sur le mouvement des autres réa-ités. Et, à partir de ces déterminations reconnues au ein du réel, l'on cherchera à pousser aussi avant que ossible l'explication des phénomènes susceptibles d'ap-araître à ce niveau : mouvements, interactions qualita-ives variées, combinaisons complexes et comportement le ces combinaisons.

*Le mécanisme classique.*

Le programme ainsi tracé, non seulement se montra n guide sûr et fécond pour l'explication des phéno-mènes généraux du mouvement des corps dans l'espace, nais conduisit bientôt à une vue de l'univers déjà fort ynthétique et en apparence inéluctable. C'est celle du déterminisme mécaniste classique. Il faut dire sommai-rement en quoi il consiste.

Le premier objectif de la science physique est l'étude les mouvements dans l'espace. Or ces mouvements ap-arurent à l'étude scientifique déterminés tout au long lu temps, d'une part par l'état de la réalité prise à l'ins-ant où commence la considération du mouvement con-idéré, et, d'autre part, par un certain nombre de rela-ions nécessaires reconnues comme lois de la nature. En ce qui concerne cet état de la réalité, la mécanique clas-ique affirme qu'une description suffisante en est donnée ne fois que l'on a défini la situation dans l'espace et l'impulsion de chacun des mobiles, puis les actions que es mobiles peuvent exercer les uns sur les autres en onction de propriétés telles que la masse, la charge lectrique, etc. Quant aux « lois de la nature », ce sont les relations entre grandeurs du type de celles qui inter-

viennent dans la description de l'état initial (ou que l'on peut définir mathématiquement à partir de celles-ci) et la variable temporelle. Ces relations sont spécifiées de façon telle qu'en principe tout état ultérieur d'un système matériel soustrait aux influences extérieures est univoquement déterminé par l'état dans lequel il se trouve au moment où l'on commence d'en considérer le devenir.

La formule célèbre de Laplace résume de façon synthétique cette vision déterministe :

> Nous devons envisager l'état présent de l'univers comme l'effet de son état antérieur et comme la cause de ce qui va suivre. Une intelligence qui pour un instant donné connaîtrait toutes les forces dont la nature est animée et la situation respective des êtres qui la composent, si d'ailleurs elle était assez vaste pour soumettre ces derniers à l'analyse, embrasserait dans la même formule les mouvements des plus grands corps de l'univers et ceux du plus léger atome : rien ne serait incertain pour elle et l'avenir comme le passé serait présent à ses yeux. L'esprit humain offre, dans la perfection qu'il a su donner à l'Astronomie, une faible esquisse de cette intelligence [2].

Bien des fois cité, ce texte est en effet absolument typique de l'idée que la physique classique conduisait à se faire de l'univers des corps.

Or, ce premier résultat idéologique de la science moderne prend inévitablement la plus grande importance. A partir du moment où pour n'importe quel corps l'état physique décrit en termes exclusivement mécaniques entraîne nécessairement, compte tenu du seul état physique du milieu dans lequel il évolue, toutes les déterminations de son mouvement ultérieur, peu importe que ce corps soit ou non vivant, qu'il soit ou non habité par

2. *Essai philosophique sur les probabilités*, Éd. Solovine, p. 3

une conscience : son comportement physique n'en sera en rien modifié. Non seulement une même formule peut embrasser « les mouvements des plus grands corps de l'univers et ceux du plus léger atome », mais elle embrasse aussi les mouvements de mon corps à moi. Tous les gestes de toute l'humanité au cours de son histoire sont inscrits dans l'état initial de l'univers et dans les lois d'une nature exclusivement physique. Conclusion passablement embarrassante, à la réflexion, car elle semble dénier à la vie ou à la conscience tout pouvoir de commander les gestes d'un organisme.

*Extension du mécanisme.*

En fait, le développement de la science moderne ne s'est nullement confiné à la mise sur pied d'une physico-mécanique, et la pensée s'est trouvée bientôt jetée sur de nouvelles avenues l'approchant davantage encore des thèses d'un matérialisme systématique. La chimie a débrouillé l'écheveau des combinaisons des corps, et en particulier de celles qui interviennent dans l'architecture matérielle des organismes vivants. Les études physiologiques ont par ailleurs montré avec une précision toujours croissante combien étroite était la liaison entre le conditionnement organique, descriptible en termes physico-chimiques, et le comportement biologique. De leur côté, les analyses de la vie mentale permettaient de déceler d'assez analogues liaisons entre le biologique et le psychique, entre les couches inférieures et les activités dites « supérieures » du psychisme lui-même. Vinrent enfin les découvertes faites en particulier par la paléontologie, qui conduisirent l'esprit à envisager la possibilité de transitions entre espèces vivantes et jus-

qu'à celle d'une couche animale au genre humain. Jointes aux autres résultats qui viennent d'être évoqués, ces découvertes préparèrent la voie à une idée radicalement nouvelle des rapports entre les différentes modalités de l'être accessible à l'expérience.

La science moderne est partie de l'idée d'une dualité entre univers matériel et autre chose : âme, conscience, etc. La frontière pouvait différer suivant les opinions philosophiques. Ainsi Descartes pensait-il que cette dualité était radicalement simple, mettant d'un côté l'univers physique, de l'autre le monde exclusivement humain de la conscience pensante : pour lui végétaux et animaux doivent être tenus pour de simples automates. Pour la plupart, au contraire, des hommes de science postérieurs, cette dualité se présentait de façon plus complexe : c'est avec la vie, *a fortiori* avec l'animalité que devait commencer l'opposition à la pure matière, ressort de la science physico-mécanique. Mais, quelles que fussent les précisions apportées, l'idée était celle de cette dualité commandant une séparation méthodologique des domaines d'étude, séparation sans laquelle les premiers pas de la science de la nature étaient absolument impossibles. A mesure cependant que la démarche scientifique s'est développée et a accumulé ses résultats, l'idée en question a littéralement viré à celle d'une déduction possible, réduisant ce qui avait été initialement écarté à ce qui avait été retenu comme objet de science. Non seulement la science physico-mécanique expliquait les processus de l'univers matériel, mais il serait possible de comprendre un engendrement de l'être vivant, et ultérieurement de l'être conscient et pensant, à partir de la seule matière et des propriétés intrinsèques qui se manifestent déjà au niveau de ce que nous disons inerte. Ce virage idéologique est le facteur essentiel des pensées

nimatrices du matérialisme scientifique moderne ou volutionniste. Il faut essayer de préciser ses raisons.

*'aisons du matérialisme évolutionniste.*

La première vient probablement des enseignements de u chimique organique. Plus celle-ci s'est développée, lus ses résultats ont semblé combler l'hiatus qui exis- ait entre les combinaisons physico-chimiques des corps lémentaires et les organismes vivants. A l'heure ac- uelle cet hiatus n'est pas comblé, et la transition entre omplexe physico-chimique et organisme vivant ne sau- ait aucunement être dite fait acquis à la science. Mais e qui est vrai, c'est que d'un bord à l'autre la distance semblé aller se rétrécissant sans cesse : elle est aujour- 'hui à peu près celle qui sépare les virus, qu'étudient es biologistes, des grosses molécules organiques, dont a structure est bien connue des chimistes. A certains gards cette distance apparaît minime, et on comprend ue bien des esprits scientifiques soient tentés d'anti- iper sa complète disparition, ne voyant dans les orga- ismes vivants que des combinaisons d'atomes matériels structure un peu plus complexe que ne l'est celle des rosses molécules, la complexité de la structure suffisant arfaitement à rendre raison des nouvelles propriétés du out qui font alors parler de vie.

La seconde vient, semble-t-il, de l'apport des décou- ertes paléontologiques et des systématisations qu'en nt fait les doctrines évolutionnistes. En particulier la ajorité des hommes de science compétents incline à dmettre que l'apparition de l'homme lui-même, avec les rérogatives psychiques exceptionnelles qui l'ont fait ire doué d'une âme spirituelle, a eu lieu historiquement

à partir d'une souche animale dont le niveau ment
devait être peu différent de celui que nous pouvons o
server chez les singes supérieurs. Ethnologie et anthr
pologie préhistoriques conjuguées suggèrent d'ailleu
l'idée d'un très progressif affermissement des faculté
que nous jugeons distinctives de la spiritualité humain
Il semble alors que le cas même de l'homme, que nou
pensons le plus décisif en ce qui concerne l'opposition
l'esprit à la matière, puisse être considéré comme résu
tant d'une évolution naturelle, décomposable en stad
successifs, affectant conjointement un organisme resta
organisme animal et un psychisme initialement situé a
niveau animal. S'il en est ainsi, il semble que, parvenu
un certain point de développement de la vie animal
une simple modification de la complexion psycho-biol
gique de l'espèce suffise à donner lieu à l'être humain,
flux même de l'évolution réalisant tout naturelleme
cette modification.

De toute manière, qu'il s'agisse de l'opposition ent
l'inerte et le vivant, entre l'animal et l'homme, la diss
ciation initiale semble pour finir tourner à la possibili
d'expliquer intégralement le vivant et ses propriétés
partir de l'inerte, l'homme sur la base de l'animalit
Bien qu'on ne puisse honnêtement dire que la scien
ait, dans son état actuel, démontré cette possibilité, to
se passe comme si le mouvement de ses découvertes
indiquait toujours plus nettement l'éventualité. Pou
sant alors plus loin encore l'anticipation et l'extrapol
tion de la connaissance scientifique, ne pouvons-no
penser que d'un bout à l'autre de l'échelle des êtres q
nous voyons appartenir à la nature, de l'inerte au vivan
du végétal à l'animal, de l'animal à l'homme, la dédu
tion est, par degrés, intégralement réalisable? C'e
précisément ce que pense aujourd'hui le matérialis

volutionniste : la matière et son évolution déjà apparente
u niveau des études purement physiques de l'univers
uffisent à rendre compte de cela même que nous com-
nencions par opposer à la matière en le disant spiri-
uel : vie, sensibilité animale, conscience humaine.

Il est important de comparer l'esquisse de cette solu-
ion avec celles qui se proposaient dans la perspective
lassique du déterminisme. La pensée s'en tenait alors
lus ou moins explicitement à l'affirmation initiale de la
ualité entre matière et spiritualité. Dans ces conditions,
ue l'âme soit censée modifier inexplicablement certaines
ituations mécaniques au sein du monde matériel, que sa
ie intime soit imaginée accordée au flux de l'organisme
orporel par un parallélisme psycho-physiologique, l'es-
rit reste étranger au monde de la matière. Du coup la
ature propre de l'action humaine est dangereusement
ompromise d'un côté comme de l'autre.

Toute philosophie d'appartenance de la réalité humaine
la trame même de ce monde trouvera là un empêche-
ent plus ou moins immédiat, dont la gêne ne peut
anquer de se faire sentir. En proposant, au contraire,
ne déduction de toutes choses à partir de la matière,
e matérialisme scientifique pare à ces difficultés. L'être
t l'action de ce que la pensée mettait initialement « du
ôté de l'esprit » ne sont qu'une modalité — plus inté-
grée si l'on veut, mais rien de plus — de l'être et de
'action constructibles à partir de la matérialité de base
le l'univers. Ils appartiennent donc au système de réa-
ités destinées à réagir réellement les unes sur les autres,
ncore que les modes de réactions soient autres dans
es différents cas : disons que l'organisation des rap-
orts entre réalités toutes inanimées est plus simple que
ette organisation là où le reste entre en scène. Mais il
n'y a au total qu'une différence de degré. D'un bout à

l'autre de l'existence, l'organisation est une, et c'est c qui a été mis et retenu « du côté de la matière » qui l commande.

La vision scientifique de l'univers semble alors, à la faveur du renversement dialectique qui se fait de l'opposition initiale à la déduction finale, coïncider au maximum avec la pensée philosophique de l'appartenance de l'homme au monde. C'est précisément sous cette forme que le matérialisme scientifique, aujourd'hui matérialisme évolutionniste plus encore que matérialisme déterministe, rejoint d'instinct les schémas d'une pensée marxiste. L'évolution, avec ses mille façons de tisser l'être à partir du donné, peut être naturellement considérée comme la « dialectique » générale de la matière, de même que la dialectique peut être identifiée à la spécialisation de l'évolution que réclame l'émergence de l'univers mental chez l'homme. Matérialisme scientifique et matérialisme dialectique peuvent ainsi arriver à se reconnaître l'un dans l'autre.

Tels sont, esquissés, à grands traits, les principaux éléments du matérialisme scientifique. La synthèse qui les assemble dans une doctrine opposée aux affirmations spiritualistes est-elle justifiée ? C'est ce que nous essaierons d'examiner dans le prochain article.

(*A suivre.*)

D. DUBARLE

# LES DEMOCRATES D'INSPIRATION CHRETIENNE ENTRE LES DEUX GUERRES (1919-1939)

## I

### 1919-1924

Deux fois vaincus — et comme chrétiens et comme émocrates — décimés au moins autant, sinon peut-être avantage, qu'aucune autre famille spirituelle de la génération sacrifiée », les démocrates d'inspiration hrétienne apparaissent, au cœur du premier conflit nondial, comme définitivement éliminés de la vie publique[1].

*Mais quel temps fut jamais plus fertile en miracles.*

Au moment où tout paraît fini, la démocratie chrétienne va prendre un troisième départ qui la conduira bien au delà du double obstacle ecclésial et électoral sur lequel, deux fois déjà, elle s'était écrasée, en 1898 et en 910.

### *L'Ame française.*

L'*Ame française*, tel est le titre chargé de passé et

1. Les dimensions de la revue ayant nécessité d'importantes abréviations dans l'article de M. Prélot, la rédaction s'excuse d'avoir supprimé presque tous les noms de ceux qui ont milité dans les différents groupes politiques et sociaux d'inspiration chrétienne. Ils sont d'ailleurs dans toutes les mémoires.

prometteur d'avenir que porte le petit journal fondé e 1917, au cœur de « l'année trouble », par l'abbé Jean d Saint-André et par Emmanuel Rivière. Le second, pou servir ses idées, avait brisé sa carrière d'ingénieur de chemins de fer et s'était fait imprimeur à Blois; le pre mier s'appelait en littérature Paul Hérémence, et on lu devait des pages de critique profondes et délicates. I n'eut pas le temps, à la tête du nouveau journal, de don ner sa mesure. Il était tué au début de 1918 et, de c fait, la direction effective de l'organe passait à Paris aux mains de deux aspirants, l'un et l'autre grièvemen blessés, Ernest Pezet et Raymond-Laurent.

L'idée mère de l'*Ame française,* comme toute grande idée, était simple dans son principe, mais d'une difficulté extrême dans sa réalisation. Au moment où cette modeste feuille s'adresse à eux, les démocrates d'inspiration chrétienne étaient les vaincus non seulement de leurs adversaires et de l'événement, mais de leurs propres oppositions. Sur eux planait la malédiction de la Maison divisée destinée à périr.

Il y avait d'abord ce qu'un juriste appellerait la *summa divisio* : celle des catholiques sociaux et des démocrates chrétiens, séparant en deux grands troncs, aux racines cependant plus lointaines, la postérité directe de *Rerum Novarum.* Issues des mêmes impulsions de la conscience chrétienne, elles s'étaient souvent combattues ou du moins ignorées, se jugeant réciproquement l'une timorée, l'autre imprudente.

Politiquement, les catholiques sociaux se divisaient eux-mêmes selon de multiples nuances allant des monarchistes intransigeants, comme le marquis de La Tour du Pin, aux républicains sans réserve tels Étienne Lamy.

Quant aux démocrates chrétiens, la poussée du *Sillon*

ait multiplié en leur sein les fractions et les chapelles. Mais la guerre qui avait conduit à de bien d'autres tentes ne devait-elle pas permettre la réconciliation et rassemblement de ceux qu'après tout rien d'essentiel séparait?

Influence de ce climat spirituel, bénédiction du sacri-e des morts, l'étonnant fut que, quasi sans moyens atériels, l'entreprise réussit. Au début de 1919 l'en-nte était faite. Elle se trouvait en mesure de jouer mmédiatement un rôle notable et d'entrer politiquement n lice aux élections de l'automne, quand se produisit événement capital qui allait tout retarder de cinq ans , sans doute, restreindre sensiblement le succès, dans ntre-deux-guerres, des démocrates d'inspiration chré-énne *.

Au rassemblement ainsi constitué, il ne manquait qu'un ef. Unanimement, les regards se fixaient sur Marc angnier.

Celui-ci était alors dans toute la force de sa maturité. avait quarante-six ans et portait encore le bel uni-rme noir de chef de bataillon du génie. Après une mpagne dans les tranchées de l'Artois, il avait accom-i à Rome une mission officieuse. L'accueil de Be-oît XV, affectueux et confiant, s'était moins adressé u fils soumis sans hésitation ni réserve aux ordres du int-Siège qu'à l'un de ceux que le nouveau pape, l'é-ve de Rampolla, appelait « ses vieux amis ».

Celle-ci serait-elle, comme paraissait le souhaiter le ouverain Pontife, éducative et apostolique, à l'instar u Sillon des « beaux temps », ou, au contraire, propre-ent politique, comme le désiraient bon nombre d'amis

* Je n'apporte ici que mes souvenirs, ma documentation écrite ant péri en 1940.

de Sangnier et, en particulier, le groupe de l'*Ame française* ?

*Le refus de Marc Sangnier.*

Pour fournir à « Marc » l'occasion de se prononcer un déjeuner réunit au restaurant Vefour, sous les arcades du Palais-Royal, le lundi de la Pentecôte 1919, à peu près tous les éléments valables, catholiques sociaux et démocrates chrétiens, qu'intéressait le problème et qui avaient pu rejoindre Paris. Les télégrammes et les lettres d'adhésion s'entassaient devant Marc, qui présidait la table d'honneur entre les abbés Desgranges et Thellier de Poncheville. Les camarades du Nord arrivèrent pendant le repas, avec Victor Diligent et Gaston Sorlin, tous deux si prématurément disparus. Selon l'usage, les toasts commencèrent de bonne heure et se multiplièrent. Mais la parole attendue était celle de Marc. Quand il se leva, un grand silence se fit, une attente haletante et presque angoissée. Les premières paroles, d'abord toutes simples, prirent bientôt leur essor, exaltant en amples et harmonieuses périodes... l'*Ame française* qui devait nous inspirer dans la paix comme dans la guerre. Jouant sur le titre de l'organe qui nous réunissait, l'orateur esquivait la réponse. Autour de moi, les visages se crispaient ou pâlissaient. En termes d'une haute élévation, mais d'une évidente netteté, Marc Sangnier refusait d'être le chef du rassemblement qui avait été formé pour lui. Pas davantage, il ne révélait ses propres desseins [2].

De quels mobiles procédait exactement cette éloquente

2. Dirai-je que, personnellement, je participai peu au désarroi général, tout à la joie d'avoir noué, ce jour-là, amitié avec mon voisin de table, l'un des meilleurs esprits parmi nos aînés : Paul Archambault, que la mort vient d'enlever.

érobade ? Sans doute ceux-ci étaient-ils complexes et, cente ans après, devant une tombe quasi fraîche, il este encore difficile de les analyser à fond. Vraisemblalement, Marc écoutait, une fois de plus, s'élever en lui es voix intérieures, celles conjointes de son tempérament et de sa vocation : de son tempérament qui l'enraîna toujours à se laisser faire par la vie et à se refuser l'avance à toute détermination précise, de sa vocation ui n'était pas d'ordre politique.

Mais ce que nous voyons clairement aujourd'hui restait alors obscur. Marc Sangnier semblait lui-même partager l'illusion commune. Quelques années encore, l estimera utile, voire indispensable, à son action d'accéder au Parlement. Par suite, au lieu de se prononcer sans ambage sur le fond, il laissera croire que ses hésitations avaient trait à des modalités.

Au cours de l'été 1919, pendant « le pont » du 15 août, dans un Paris presque vide, il reconstitue *La Jeune République* avec un quarteron de fidèles et une douzaine de jeunes. Un peu plus tôt, le 22 juin, *La Démocratie* avait reparu sous forme d'un hebdomadaire. Le passé encore tout proche d'avant 1914 semblait sur le point de revivre, alors qu'au contraire il s'évanouissait à jamais...

Simultanément, un certain nombre de démocrates chrétiens, anciens sillonistes, ou isolés des multiples obédiences évoquées plus haut, reformaient ou organisaient des fédérations autonomes. La plus importante était celle du Finistère.

*Le Bloc national.*

En surface — je réserve les arrière-pensées — il n'y

avait pas entre *Jeunes Républicains* et membres des Fédérations autonomes d'oppositions sensibles. Les éléments réunis de part et d'autre étaient de formation identique ou, pour le moins, très voisine. On ne pouvait relever aucune différence sérieuse de programme, ni même de tactique, puisque, en fait, quelques semaines plus tard, les uns et les autres allaient adhérer au Bloc national, cartel électoral anticommuniste (on disait alors antibolcheviste) qui dans la Seine groupait la majorité et même en banlieue l'unanimité des républicains anti-collectivistes. Après certaines hésitations qui faillirent l'emporter, le 20 octobre 1919, le Comité de la Seine de *La Jeune République* se prononça pour l'adhésion. Marc Sangnier se rendit sur-le-champ au grand meeting que le Bloc national tenait déjà à la salle Wagram. Il y fut longuement acclamé.

Puis vint, le 16 novembre, la victoire commune : Marc Sangnier était élu, le second du troisième secteur de la Seine, par plus de soixante-quinze mille voix. Quatre jeunes républicains l'emportaient aussi. Aux Fédérations autonomes, Georges Thibout obtenait, en banlieue, la majorité absolue, tandis que Paul Simon revenait au Palais-Bourbon avec deux colistiers : Jean Jadé et Victor Balanant. En outre étaient élus plusieurs professeurs ou dirigeants des *Semaines Sociales*.

C'était la réplique française au vaste élan qui le même jour faisait triompher outre-monts le Parti Populaire italien. Répondant à l'appel lancé « aux hommes libres et forts » par Don Luigi Sturzo, l'Italie envoyait d'un seul coup à Monte-Cittorio quatre-vingt-dix-neuf députés « populaires ». Sans doute n'y avait-il pas cent démocrates chrétiens au Palais-Bourbon, mais probablement la moitié et certainement au delà du tiers. Or, au

eu de former un groupe à part, à l'instar de ce qui se assait chez nos voisins du Sud, du Nord ou de l'Est, selon les vœux des militants et de la jeunesse, ces us s'égayèrent en tous sens. Ils n'écoutèrent même as le conseil de leur doyen parlementaire, Paul Simon, s engageant à entrer tous dans un même groupe dont s auraient été l'élément dominant. Les uns allèrent à *Entente* de François Arago, les autres à l'*Action démo-ratique* de Bokanovski, voire aux *Républicains de gau-he* et à la *Gauche républicaine*. Marc Sangnier, lui-même, s'inscrivit... aux « non-inscrits ».

Au lieu de l'apparition d'une force parlementaire avec aquelle on aurait dû immédiatement compter, au lieu le la constitution d'un élément essentiel d'équilibre qui, e transportant tantôt à gauche tantôt à droite, eût ac-entué la politique sociale et la politique religieuse d'une hambre constamment incertaine dans ses desseins, au ieu d'une rapide accession aux responsabilités ministé-ielles, on eut la dispersion et l'impuissance.

### *La Ligue de la Démocratie.*

Le scandale de « la base », comme l'on dit aujour-l'hui, fut énorme. Sa réaction obligea les chefs à eprendre contact et à se demander si, faute de la large nion qu'avait préfigurée l'*Ame française*, on ne pouvait u moins coordonner l'action politique des démocrates hrétiens d'origine silloniste.

Je n'entrerai pas ici dans le détail des tractations qui menèrent, en août 1921, la formation de l'éphémère *Ligue nationale de la Démocratie*. Les contacts, pris en vril et en juin, aboutirent à un accord apparent dans equel les Fédérations de *La Jeune République* et des

républicains démocrates étaient juxtaposées (il y avait ainsi, dans la Seine, deux « Fédérations ») et non fusionnées. Après une cohabitation toujours ombrageuse et souvent orageuse, *La Jeune République* quittait le 11 juin 1922, la *Ligue nationale de la Démocratie*, dont elle avait en vain demandé la dissolution. Un différend sur la politique extérieure servit de prétexte; en réalité les oppositions de ce que j'ai appelé tout à l'heure « les arrière-pensées » étaient irréductibles.

Marc Sangnier, que ses premiers contacts avec le Parlement avaient immédiatement et irrémédiablement déçu, ne s'intéressait pas à la création d'un parti. Non sans raison, il jugeait le problème de la paix le premier de tous et voulait s'y consacrer entièrement. Son erreur, par contre, était d'entraîner dans cette action *La Jeune République*, sans renoncer pour elle aux ambitions électorales et parlementaires. Les républicains démocrates avaient, eux, le dessein de faire un vrai parti politique. Cela impliquait une recherche d'alliance et de concours nouveaux; cela comportait aussi certains ménagements de l'opinion modérée sans laquelle — on venait d'en faire l'expérience — aucun succès électoral n'était concevable.

Entre ces deux attitudes, l'une de pionnier, l'autre d'organisateur, il fallait choisir, et la sagesse eût été de s'y décider. Mais personne ne voulait prendre la responsabilité d'une séparation, sentant bien son extrême gravité. Si l'union ne pouvait s'accomplir entre des éléments aussi proches, avec qui serait-elle désormais possible? De nouveau, on retournerait aux chapelles. C'est alors qu'aux républicains démocrates fut proposé un appui massif, assez inattendu même pour certains de leurs dirigeants.

*Bureau d'Action civique.*

Comme nous l'avons dit, les différents mouvements tholiques sociaux, issus plus ou moins directement l'*Œuvre des Cercles,* puis de *Rerum Novarum,* étaient ur définition apolitiques. En général, du début du ècle à 1914, ceux qui existaient déjà avaient sympathisé vec l'*Action libérale* de Jacques Piou. A partir de 1906, avaient accentué leur indépendance, tout en conti-uant de faire voter pour elle. Sa non-reconstitution, rès la guerre, créait donc un vide politique. Les diver-s organisations, dont on doit souligner le souci de pécification et de spécialisation, n'entendaient pas le ombler elles-mêmes, mais elles avaient le désir qu'un arti nouveau se présentât, acceptable et même sédui-nt pour la majorité de leurs membres.

Toutefois, pour correspondre à de telles aspirations, ne formation politique neuve devait se situer autre-ent que ses devancières. En effet, depuis 1910, et sur-ut depuis 1914, l'opinion catholique avait sensiblement volué. Une partie des éléments conservateurs, naguère péraux, avait raidi son opposition et était passé au néo-onarchisme d'*Action française,* tandis que la majorité es éléments sociaux se portait dans l'autre sens. Il leur emblait que les deux mouvements de Jacques Piou et Marc Sangnier avaient tous les deux manqué leur ntrée dans l'arène, en choisissant leur point de départ n trop à droite, l'autre trop à gauche, le vrai lieu, our une rencontre des démocrates chrétiens et des tholiques sociaux, devant être le centre.

Précisément, c'était là que les républicains démo-ates, restés seuls à la *Ligue nationale de la Démo-atie,* entendaient se situer. Mais ils restaient en dé-

fiance vis-à-vis de ceux que, à tort ou à raison, ils pl
çaient à leur droite. Par ailleurs, les contacts organique
établis par l'*Ame française,* avaient désormais cess
En revanche, au milieu des négociations inutiles et d
éphémères collaborations, s'était nouées ou raffermi
certaines relations personnelles. Il y avait aussi, circ
lant entre les personnalités et les organisations, d
jeunes qui cherchaient leur voie...

Reprenant les études de Droit interrompues par m
appel sous les armes en 1917, j'étais, alors, l'élève
Robert Cornilleau au *Collège libre des Sciences sociale*
Il exposait, à son cours, les origines et le développ
ment de la démocratie chrétienne, et s'il attribuait a
*Sillon* sa large part, il fouillait aussi, avec la fidélité d'u
ami et l'attention d'un clinicien, le passé des petit
groupes qui, avec moins d'éclat, avaient cependant bie
servi « la Cause ». Après la leçon, Robert Cornillea
m'emmenait, en compagnie de Raymond-Laurent, qu
je connaissais depuis l'*Ame française,* prendre un boc
au *Cluny*. L'entretien continuait et je m'instruisais ave
avidité d'une histoire non écrite, si riche d'immédiat
enseignements. Puis, à mon tour, devenu membre à
même époque du Comité général de l'A.C.J.F. et bientô
président de sa Commission des Études, j'expliquai
mes deux aînés l'état d'esprit d'une jeunesse à laquell
je m'adressai presque chaque dimanche et qui, après s
devancière de la « génération sociale », entendait elle
même former la « génération civique ». Il ne pouva
être question pour nous de l'organiser en parti, ce qu
eût contredit notre tâche éducative, exclusivement situé
sur le terrain religieux. Mais il ne nous était pas interdi
de souhaiter que, conservant toute leur liberté, les jeune
citoyens que nous formions puissent un jour s'affilier

n parti professant leurs conceptions sociales et internaonales, ainsi que leur respect des valeurs spirituelles et vilisatrices. Un tel centre de ralliement n'existait alors ille part. Après l'échec de la *Ligue nationale de la émocratie,* il revenait, à mon avis, aux républicains émocrates de le constituer. Évidemment, mes interlocuteurs présentaient à mes suggestions des objections ariées, comme moi-même je critiquais certaines de leurs positions, une surtout, notamment en politique extéieure, beaucoup plus proche de *La Jeune République.* urtout je n'arrivais pas à faire tomber chez eux le ieux préjugé silloniste suivant lequel le reste des catholiques français ne pouvait être qu'un affreux ramassis e « réactionnaires ».

Bientôt, cependant, Raymond-Laurent allait avoir la reuve du contraire, administrée non plus par un étuiant sujet aux enthousiasmes de son âge et de son état, ais par des personnalités qualifiées et confirmées. A la *emaine Sociale* de Strasbourg, en août 1922, Adéodat oissard, secrétaire général des *Semaines Sociales de rance,* Gaston Tessier, secrétaire général de la *Confélération française des Syndicats chrétiens,* Charles Flory, résident général de l'*Association catholique de la Jeuesse française,* venaient lui affirmer que, si les républicains démocrates donnaient à leur action l'ampleur d'un nouvement national, ils auraient l'audience très large des catholiques sociaux. De cette conversation dont Raymond-Laurent a écrit qu'elle lui occasionna un véritable « choc psychologique » devait naître peu après le *Bureau d'Action civique.* Organe de liaison des catholiques sociaux et républicains démocrates, il se donnait pour premier rôle d'empêcher que se renouvelât la funeste dispersion de la Chambre bleu-horizon.

A l'automne de 1923, celle-ci touchait à son terme e le moment était venu de préparer la consultation d printemps prochain. Comme l'on sait, le scrutin majo ritaire mâtiné de représentation proportionnelle, en vi gueur depuis 1919, obligeait à la constitution de vaste cartels. *La Jeune République* qui, suivant l'impulsio que nous avons dite, était devenue à peu près exclusive ment une ligue d'action pacifique, limitait ses efforts Paris. Elle essayait d'y constituer une très large allianc englobant tous les adversaires de la politique extérieur de Raymond Poincaré. Les socialistes, représentés sur tout par Bracke-Desrousseaux, firent échoués la combi naison qui eût emporté la majorité relative. Une list d'*Union républicaine pour la Paix,* composée, malgré so titre, exclusivement de *Jeunes Républicains,* n'obtin qu'un peu de plus de huit mille voix de moyenne ave quinze mille suffrages personnels à Marc Sangnier qui néanmoins, ne fut pas réélu.

De leur côté, des républicains démocrates figurèrent en général, sur les listes dites de Bloc national. Ils par ticipèrent à son écrasement, victimes aussi parfois per sonnellement des manœuvres de colistiers peu scrupu leux. Et, cependant, ce que n'avait pu réaliser l victoire de 1919 allait sortir de la défaite de 1924 : u groupe parlementaire et un parti national.

## II

### 1924-1932

L'échec des démocrates d'inspiration chrétienne ayan eu, entre 1919 et 1924, son point de départ dans leu

LE CADEAU
QUI DURE
TOUTE L'ANNÉE

*Offrez à vos amis*
*un abonnement à*

LA VIE
NTELLECTUELLE

lui la force politique que les démocrates d'inspiratio chrétienne n'avaient antérieurement jamais réussi à constituer.

Dans ses grandes lignes, l'organisation n'était pas sans analogie avec celle du Parti Socialiste Unifi (S.F.I.O.), le seul parti français existant alors réelle ment. De plus, en réaction contre le « centralisme autoritaire » de *La Jeune République,* qui avait été l'une de causes de l'échec de la *Ligue Nationale de la Démocratie,* le P.D.P. était de structure nettement fédéraliste. A cent cotisants — hommes ou femmes — une fédération pouvait être constituée. Aucune adhésion individuelle n'était admise à l'organisation centrale. On devait, en fait, s'étoffer rapidement par la constitution tementale voisine ou participer à la formation d'une fédération interdépartementale. Toutes les fédérations jouissaient de la plus large autonomie et pouvaient avoir leur titre propre. Leurs obligations se limitaient au respect des statuts et du programme du parti, ainsi qu'aux décisions de son *Congrès national.*

Le centre parisien, en principe très réduit puisque toute la vie du parti avait pour cadre les fédérations, devait, en fait, s'étoffer rapidement par la constitution d'une série variée d'organismes nationaux. Les principaux étaient un *Bureau d'Études* dirigé par Auguste Bastianelli, un secrétariat parlementaire que j'organisai, une *Fédération des Élus municipaux,* une *Association des Journalistes démocrates,* une *Fédération féminine,* des *Jeunesses démocrates populaires* créées plus tard à Grenoble en 1932; enfin, un *Secrétariat international des partis démocrates d'inspiration chrétienne* assurant les liaisons extérieures et groupant les formations étrangères analogues. Chaque année, une réunion à Paris, à An-

rs, à Cologne, à Bruxelles, à Bois-le-Duc, à Luxem-
ourg, etc., permettait d'utiles contacts et de fructueu-
s confrontations des conceptions et des informations.
Mais le plus important des moyens d'action du centre
ational était incontestablement son hebdomadaire : *Le*
*etit Démocrate*. Avec l'appui matériel de l'*Ouest-Éclair*,
lui adviendra de tirer certains numéros jusqu'à cent
ille. Sa force, toutefois, sera surtout dans la fidélité
e ses abonnés, qui atteindront une vingtaine de mille.
obert Cornilleau avait fondé le journal en 1912, ainsi
u'un organe local de banlieue; il sut très vite, après
921, en faire, selon un terme qu'il affectionnait, un
Moniteur » de l'opinion.

*a doctrine.*

En même temps qu'ils forgeaient à leur action cette
olide armature, les démocrates d'inspiration chrétienne
e donnaient une doctrine politique.

Jusqu'alors celle-ci était restée très incertaine, et cette
mprécision, soumise à une critique sans bienveillance,
'avait pas été étrangère aux difficultés de la première
émocratie chrétienne et à la condamnation du *Sillon*.
nstruits par l'expérience, appartenant aussi à une géné-
ation que l'on a déjà présentée imbue de réalisme
t de technicité, les démocrates populaires distinguent
oigneusement l'action politique de l'action religieuse ou
ociale; et sur le terrain ainsi délimité, ils entendent
enser politiquement et non par simple référence à des
artis pris moraux ou à des aspirations sentimentales.

Ils écartent comme titre, bien qu'à l'extérieur elle
eur fut souvent donnée, l'appellation de « démocrates
hrétiens », dont l'usage politique demeure alors prohibé

depuis l'encyclique *Graves de communi*, tandis qu'
prête ailleurs aux soupçons de « cléricalisme ». Il
s'appellent « démocrates populaires », malgré le lége
pléonasme des termes, pour souligner, d'une part, leu
adhésion déterminée au gouvernement « pour le peuple
et « par le peuple »; pour, d'autre part, indiquer leu
conception organique et anti-individualiste de la vi
sociale. Longtemps, les deux attitudes avaient été sé
parées, voire opposées, l'une étant plus spécialemen
défendue par les démocrates chrétiens et l'autre par le
catholiques sociaux. Les premiers, par « républica-
nisme », avaient accepté trop facilement certaines thèse
révolutionnaires ou libérales; inversement, les second
avaient transposé dans le domaine politique diverse
données concernant l'organisation sociale et minimise
souvent l'activité propre du citoyen. La démocratie po-
pulaire transcendait ces oppositions et, faisant sienne la
théorie, alors toute nouvelle, de l'*Institution* formulée par
Maurice Hauriou, était à la fois personnaliste dans ses
fins et communautaire dans ses procédés.

Il y avait là intellectuellement des positions originales
et fortes, traduites pour la première fois par des vocable
appelés à une singulière fortune : « Démocratie popu-
laire », « Personnalisme », « Institutionnalisme »...
Beaucoup, malheureusement, ne devaient apprécier la va-
leur de cette terminologie que lorsqu'elle se serait adul-
térée en d'autres mains. Il n'en reste pas moins que,
dès la fin des années Vingt, le parti détenait ce qui est
essentiel à toute grande œuvre politique, sa doctrine de
l'État que précisa, notamment, le congrès de Nancy de
novembre 1929.

*zénith.*

Dans les secteurs les plus divers de l'opinion, une mple curiosité suivait le P.D.P. Bien que, la considént comme exclusivement religieuse, ils aient gardé ans l'affaire de la condamnation de l'*Action française* ne réserve extrême, les démocrates d'inspiration chréenne connaissaient souvent la calomnie malveillante de extrême droite. De leur côté aussi, certains pontifes la Troisième se gaussaient de leur inexpérience. Un eux pion, porte-parole d'un état-major sans troupe, s traitait « d'échappés de patronage », sans savoir sans oute très bien ce qu'était cette institution, ni la façon 'y être admis ou d'en sortir. Cependant, dans l'enemble, au cours des dernières années Vingt, qui furent s seules heureuses de l'après-guerre, le P.D.P. grandissait dans la faveur commune. Tous ceux qui cherchaient alors dans notre vie publique une note de renouveau se tournaient vers lui.

Quelques gestes cristallisaient cette attente d'une orce saine, en pleine montée : celui d'Edouard Herriot, ollicitant, lors de l'une des nombreuses crises de l'année 926, Champetier de Ribes pour tenter avec lui, Lucien omier et François Pietri une expérience audacieuse; elui de Paul Boncour, caressant le projet d'un ministère e jeunes qui eût pris, sous sa direction, la relève de oincaré et où les démocrates populaires auraient tenu ne place importante; celui, enfin, moins large sans oute mais effectif cette fois, d'André Tardieu appelant hampetier de Ribes dans son premier ministère, dont les ébuts, au moins, furent aussi ceux d'une politique nouelle.

De vastes perspectives s'ouvraient ainsi devant les

démocrates d'inspiration chrétienne. L'illusion, la jeu
nesse, la confiance en soi avaient peut-être leur pa
dans les couleurs qui semblaient alors parer l'horizon
mais l'œuvre déjà accomplie laissait aux artisans de l
première heure, comme à ceux qui les avaient ensuit
rejoints, espérer mieux que le piétinement de la second
décade de l'après-guerre dans laquelle nous entron
maintenant.

## III

### 1932-1939

Le recul du temps confirme aujourd'hui nos appréhen
sions d'alors : l'année 1932 marque l'échec relatif d
P.D.P. ou, si l'on préfère, les limites de son succès.

Pour user d'un terme emprunté au vocabulaire sillo
niste (c'était déjà le titre en 1907, d'un meeting au ma
nège Saint-Paul), « la trouée » ne sera pas faite. Alor
que tant de signes la laissait présager et que l'annon
çaient de l'extérieur certains hommes politiques de pre
mier plan, on maintiendra vaille que vaille les position
acquises. La troisième vague de la démocratie chré
tienne ne sera pas brisée net comme ses devancières
mais elle va stagner et sur quelques points croupir
Dans les deux législatures de 1932 et de 1936, le groupe
tombera à treize (plus trois apparentés) et à onze mem
bres (plus deux apparentés).

D'autre part, reflet de cette faiblesse, le P.D.P. ne

3. Je fais allusion ici aux événements qui amenèrent l'abbé Tro
chu, décédé ces temps derniers, à quitter l'*Ouest-Eclair*. Le malaise
qui en résulta fut d'autant plus grave que le P.D.P. eut toujours le
culte de la reconnaissance et le sens le plus délicat de l'amitié.

rticipera pas au gouvernement durant près de six s, de la démission du troisième ministère Tardieu, le mai 1932, à la constitution du troisième ministère aladier, le 10 avril 1938. Il ne sera pas sollicité par les efs radicaux de 1932 à 1934 (ce qui était après tout gique), mais pas davantage par les personnalités pré- lant à des ministères d'Union : Doumergue, Flandin, uisson et Laval. Par contre, c'est de lui-même que endra le refus d'entrer dans le second ministère Sar- ut. Aucune décision ne fut peut-être plus grave dans s répercussions historiques. Obéissant à des scrupules ofessionnels hautement honorables, Champetier de ibes, avocat à la Cour, estima ne pouvoir accepter les eaux. Mais en déclinant l'offre, on peut penser que ce ur-là le parti joua, avec son destin, celui de la paix et la France[4].

*aisons d'une stagnation.*

L'histoire examinera si cette occasion perdue fut la ule erreur ou s'il y en eut d'autres, mais il n'est point ssible de poursuivre cette analyse sans s'interroger instant sur les raisons de la stagnation électorale et arlementaire que l'on vient de décrire.

Communément, le mode de scrutin a été surtout incri- iné et, semble-t-il, non sans juste motif. Sauf en cer- ins points, d'ordinaire périphériques, de la carte élec- rale, les forces démocrates d'inspiration chrétienne

4. On sait, en effet, que le cabinet Sarraut ne renonça à une ction militaire, en riposte à l'entrée de la *Wehrmacht* en Rhéna- ie, qu'à une très faible majorité. La présence d'un vice-président u Conseil clairvoyant et courageux eût pu et dû changer le cours es choses.

étaient trop diluées pour être efficaces à l'échelon arro dissementier. Sur le plan national, comme l'observa Albert Thibaudet, la famille chrétienne-sociale était l'u des cinq ou six grands courants politiques français. Su le plan départemental, on devait encore compter avec elle, comme on l'avait vu en 1919 ou en 1924, et l faire sa place dans une liste de coalition. En revanche à l'uninominal, l'étiquette démocrate populaire n'appo tait que peu de voix, tandis qu'elle soulevait de tr agissantes hostilités. Au second tour, s'il y parvenai notre candidat réalisait difficilement sur son nom l concentration. La gauche le taxait de « clérical » et l droite de « rouge chrétien ». Même dans certains évê chés, pour ne pas parler de préfectures ou de chambre de commerce, on préférait en sous-main un républicai de gauche ou un « radical modéré » (telles étaient le inconséquences du vocabulaire), meilleur catalyseur de forces hostiles à l'extrême gauche, instrument plus do cile aux suggestions des intérêts locaux.

Mais, pour accuser uniquement le régime électoral, il faudrait oublier l'expérience antérieure du parti socia liste; il faudrait surtout que la faiblesse du groupe par lementaire démocrate populaire n'eût tenu qu'aux élec teurs. Or, en 1932 et plus encore en 1936, elle résulter surtout de lui-même, de son absence d'attraction et d sa médiocrité comme agent recruteur. En effet, dans l Chambre de 1932, se constitue un *Groupe républicain e social,* dont le président, Georges Pernot, est un catho lique social notoire, professeur aux *Semaines* et diri geant du mouvement familial. Cette nouvelle formation compte seize membres qui deviendront vingt-trois en 1936. Par ailleurs, les Alsaciens et les Lorrains fondent avec six membres en 1932, un groupe de *Républicains*

*du Centre* qui, sous le nom d'*Indépendants d'Action populaire*, passera à quinze en 1936, c'est-à-dire autant que d'élus démocrates populaires... Plus à gauche, *La Jeune République* reprendra, à partir de 1936, une place notable, après avoir semblé sur le point de disparaître, abandonnée par Marc Sangnier lui-même. Ce dernier, battu en 1928 dans son ancienne circonscription d'Issy-les-Moulineaux, où il avait été deux fois candidat avant 1914, battu en 1932 à la Roche-sur-Yon, s'était retiré de la vie politique, suivi par un certain nombre de fidèles. Par ailleurs, deux députés, élus en Anjou sous l'étiquette jeune républicaine, Louis Rolland et Albert Blanchoin avaient, après certaines hésitations, rejoint le groupe démocrate-populaire. Pendant quelque temps, Guy Menant, député de la Mayenne, siège seul aux Indépendants de gauche, rejoint, après une élection partielle en Meurthe-et-Moselle, par Philippe Serre, futur sous-secrétaire d'État au Travail dans le second ministère Chautemps. Il y aura ensuite avec lui, dans la Chambre du Front populaire, deux autres élus jeune républicains, le Dr Boulet et Jean Leroy et quelques sympathisants dont Planck, du Nord, et Delom-Sorbé, des Basses-Pyrénées.

De la sorte, le P.D.P. cessait de réaliser l'unité démocrate chrétienne et catholique sociale comme aussi d'en porter les couleurs et d'en soutenir les espoirs. On en revenait, avec sans doute de nouvelles et importantes variantes, à une situation analogue à celle de 1919. Une bonne cinquantaine d'élus — car il y en avait encore dans d'autres groupes — s'égaillait en une demi-douzaine de formations la plupart du temps parallèles, mais parfois antagonistes. Ainsi, lorsque Georges Bidault sera candidat démocrate populaire dans l'Orne,

contre Roulleau-Dugage, il trouvera, en outre, adversaire imprévu, un *Jeune Républicain,* ancien dirigeant comme lui-même de l'A.C.J.F., alors notaire dans le Sarladais, que rien vraiment ne semblait appeler en Normandie pour y combattre un ami.

De ces dispersions, sinon de ces divisions, plusieurs ont accusé, après le mauvais scrutin, l'absence d'une personnalité susceptible, comme jadis Jaurès aux socialistes, d'imposer l'union et d'en prendre la tête. Tel fut l'avis, non seulement d'un observateur très lucide, mais très extérieur, comme Albert Thibaudet dans *Les Idées politiques de la France,* mais aussi, à l'époque, de Francisque Gay dans son *Mémoire confidentiel* de 1935 intitulé *Pour un rassemblement des forces démocratiques d'inspiration chrétienne.* Depuis, avec le recul de la guerre, Raymond-Laurent, dans une très intéressante conférence faite par lui sur *Les Origines du Mouvement Républicain Populaire,* a émis un jugement analogue.

Cependant, cette autre explication de l'échec ne me semble pas non plus déterminante. Il est sûr que le socialisme français a été largement l'œuvre du député de Carmaux avant 1914, de Léon Blum après 1920, mais, par contre, le parti radical a gouverné la France sans avoir jamais eu de *leader* incontesté. Ayant beaucoup fréquenté les milieux politiques d'alors, j'ai le sentiment qu'une forte personnalité aurait plus effrayé qu'attiré. Ce qui a très exactement manqué, c'est le diplomate infatigable et adroit qui eût, sans bénéfice personnel, constamment rapproché les points de vue et concilié les personnes. Un tel homme ne s'est pas rencontré. Au surplus, pour que son action eût été efficace, il aurait fallu qu'une volonté de puissance — et partant d'union — existât effectivement. Or, dans tous les

groupes dont j'ai parlé, la préoccupation dominante était celle du *statu quo* qu'on devait se garder de risquer dans quelque aventure. On se trouvait si bien entre soi et chez soi que le mieux était d'y demeurer, sans se rendre compte qu'il était alors vain d'espérer mettre son empreinte sur les hommes et sur les événements.

Au fond, la grande faiblesse du P.D.P. fut en lui-même et précisément dans la timidité de son équipe dirigeante. Je ne nommerai personne par égard pour le souvenir, l'âge ou les services rendus. D'ailleurs, c'est dans leur ensemble que la Commission exécutive — qu'avec Robert Cornilleau nous appelions « Le Sénat » — le groupe parlementaire et même les intellectuels du parti était d'une invraisemblable timidité. Courageux — leurs blessures et leurs médailles de la première guerre, leur attitude résistante dans la seconde l'ont prouvé largement — ils étaient cependant timorés à un point qui rétrospectivement stupéfie. La plupart avaient toutes les vertus de la vie privée; on aimait leur culture ou leur expérience; on ne pouvait qu'être touché de leur modestie et de leur réserve; mais à peu près aucun n'avait le sens de véritables exigences du succès dans la vie publique. Toute leur ambition était de figurer comme une force d'appoint, sans se rendre compte du caractère révolutionnaire que prenait peu à peu l'époque où ils vivaient et du rôle énorme qu'ils auraient pu y jouer. Chaque fois que la ligne politique générale se trouvait mise en cause par un vote ou un discours, ils étaient bourrelés de scrupules et pétris d'inquiétude. Certes, les scrupules étaient toujours honorables et les inquiétudes souvent justifiées. On ne pouvait même que se rendre à leurs arguments, mais, pour finir, on aboutissait à une paralysie de l'action à peu près complète.

Plus petite est une troupe, plus elle doit être agile et manœuvrière. Après quelques hésitations, le groupe avait su prendre à ses débuts, en 1925, une position assez indépendante pour provoquer du côté des radicaux ou des socialistes indépendants les initiatives que l'on a rappelées plus haut. En 1928, le P.D.P. se trouva pleinement disponible, et je me souviens encore de l'intense curiosité, dans la presse et dans les couloirs, avec laquelle on attendait sa décision après la chute du dernier ministère Briand. Mais, presque aussitôt, la position du groupe se fixa à droite, avec l'acceptation d'un sous-secrétariat d'État dans le ministère Tardieu. Plusieurs et non des moindres parmi nos amis placent à ce point le tournant fâcheux qui conduisit à l'échec : cette participation et celles qui suivirent aux deux autres ministères Tardieu et aux deux ministères Laval qui couvrirent le reste de la législature ayant amené le P.D.P. à avaliser une politique qui n'était pas toujours la sienne et que, pour finir, le pays devait rejeter. Tout bien pesé, il semble que la faute fut de n'avoir pas très rapidement redressé cette attitude en entrant dans une formation différente, jouant ainsi le rôle de groupe pivot ou charnière que sa situation donnait au P.D.P. dans une Chambre où le déplacement de quelques voix suffisait à faire ou à défaire les majorités. On se crut tenu à des vœux perpétuels de fidélité, non seulement à l'égard de Tardieu qui était un chef « chic », mais de Laval, dont le passé et le présent — sans parler de l'avenir — ne comportaient pas tant de scrupules.

Ce n'était d'ailleurs pas seulement l'occasion, mais la volonté même de manœuvrer qui faisaient défaut. On le vit bien lorsque Robert Cornilleau posa un jour, dans *Le Petit Démocrate,* cette simple question : « Pourquoi

as? », c'est-à-dire : « Pourquoi pas une collaboration ouvernementale et parlementaire des démocrates popu-aires et des socialistes? » Il y avait là un problème qui éritait d'être élucidé. Une solution positive lui avait éjà été donnée dans plusieurs pays voisins, et c'était ute d'avoir pu réaliser cette conjonction que l'Italie ait devenue fasciste. En France, d'une élection à l'au-e, mathématiquement et psychologiquement, les con-itions pouvaient être réunies obligeant à une option. e fut cependant un beau *tollé*. Presque tout l'état-major it pris de panique sur un froncement de sourcils 'Henri de Kérillis, qui jouait au mentor de l'opinion ationale. On obligea, d'une part, le directeur du *Petit émocrate* à tant d'atténuations et de rectifications que on propos délavé devint sans portée; d'autre part, on contraignit à déclarer qu'il n'avait parlé qu'en son om personnel, ce qui était au fond le désavouer... Pour e consoler, le pauvre Robert écrivit un feuilleton à clés u'il intitula férocement : *Le navire sans capitaine*.

## L'Aube *et la Nef*.

Qu'un peu d'audace et d'imagination eût suffi à écar-er certaines difficultés déclarées *a priori* invincibles, c'est e que devait démontrer la création, au début de 1932, u journal *L'Aube*.

Un soir de janvier 1932, Francisque Gay convoqua es amis rue Garancière pour leur annoncer qu'avec Gaston Tessier il fondait un quotidien qui paraîtrait mois suivant et pour lequel il lui fallait... cinquante ille francs. Plusieurs crurent que Francisque Gay plai-antait. Mais il s'agissait bel et bien de lancer un jour-al, et de le lancer sans argent, dans un milieu où la

grande fortune ne s'était jamais rencontrée et où l'a sance était souvent compromise. Avec une exceptionnel prescience du public à viser et de l'équipe intelle tuelle qu'il réunirait, Francisque Gay savait détenir d'a vance ce que d'autres auraient dû acheter : des le teurs et des rédacteurs. Il lui était ainsi permis de ren verser l'ordre des facteurs en faisant confiance d'abor à l'humain et en pensant, avec la sagesse populaire, qu les plaies d'argent ne sont jamais mortelles.

L'audace, au surplus, n'était pas dans les seules mo dalités du lancement. Elle était aussi dans l'instan choisi. Non seulement 1932 marquait, comme nous l'a vons dit tout à l'heure, l'arrêt du P.D.P., mais encor le moment où l'indécision des années tournantes s'ache vait dans les préludes d'une seconde avant-guerre et d déclin de la troisième République. Moment difficile pou un journal voué aux deux tâches qui avaient constam ment été celles des démocrates d'inspiration chrétienne supprimer ou du moins réduire les divisions toujour renaissantes entre leurs diverses nuances; donner à leur idées dans l'opinion française et étrangère l'audienc nécessaire à toute action d'envergure.

Désormais, il y avait « du nouveau dans le sec teur », comme devait le constater un jour Paul Archam bault. Enfin s'accomplissait cette œuvre dont la cons tution d'un groupe et d'un parti n'avait jamais paru beaucoup d'entre nous que les préliminaires obligés le rassemblement d'une opinion autour des tâches d salut public.

*La fin d'une époque.*

C'est qu'à partir de 1936 l'ampleur, la gravité, l

apidité des événements attirent de plus en plus les émocrates d'inspiration chrétienne, sinon hors de leur omaine habituel de réflexion et d'action, du moins hors u confinement antérieur où ils s'étaient souvent trop mplu. Le sentiment commun ne se fait jour qu'à tra- ers d'immenses bouleversements, on va vers une trans- rmation des modes d'action jusqu'ici adoptés.

Ce renouvellement prend en octobre 1938 une première rme précise avec la fondation de la N.E.F., c'est-à-dire es *Nouvelles Équipes françaises* par « les amis de *'Aube* ».

Par ce fait, indépendamment de la guerre qui allait urvenir, se produisait, à l'intérieur même du mouve- ent démocrate d'inspiration chrétienne, une rupture ui, par elle-même, marquait de façon nette la fin de époque que nous venons trop rapidement d'évoquer.

D'une part, la formation d'une organisation distincte, ifférente du P.D.P. et de la *Jeune République*, quoique ur empruntant certains éléments importants, était la onstatation implicite de l'échec de l'un et de l'autre. D'autre part, l'entrée en lice, comme dirigeants de la .E.F., de la génération de l'entre-deux-guerres son- ait la retraite politique des anciens combattants de 914.

Une organisation nouvelle, une génération nouvelle renaient, selon le titre d'un Cahier contemporain de *a Nouvelle Journée*, « une option sur demain », sans avoir encore que, pour la lever, il lui faudrait tra- erser la double nuit d'une occupation ennemie et braver effondrement intérieur.

MARCEL PRÉLOT.

## LE DETECTIVE ET LES MYSTIQUES

« De nos jours, la science est aussi acharnée à pour chasser et persécuter les sorciers que la religion il y trois cents ans », écrit Daly King dans un de ses roman policiers[1]. Et Chesterton écrit des romans policier dans lesquels la religion se conjugue aujourd'hui avec l science afin de combattre et de convertir les sorciers Héros de ces romans, l'abbé Brown y joue le rôle d détective. Il n'associe pas seulement la foi à la raison il appuie celle-là sur celle-ci qui crève toutes les bulle que gonfle l'imagination; davantage, parce qu'il croi en Dieu, il lance son intelligence à l'assaut des forte resses de la magie. Parce qu'il est prêtre, il est policier

Son catéchisme contient cinq articles. Premièrement « si je veux des miracles, je sais où les prendre[2] ». Deuxièmement, « où ma foi m'enseigne qu'il n'y a pa de miracles, je ne veux prendre que des phénomène naturels ». Troisièmement, « je dois donc explique ceux-ci naturellement ». Quatrièmement, « réfuter tout explication surnaturelle qui m'en est proposée ». Cin quièmement, « accuser ainsi l'incroyance qui conditionn

1. *Obelists fly high* (Le drame de la carlingue).
2. *Le miracle de Moon Crescent.*

s explications ». « Voici la première conséquence de négation de Dieu : vous perdez le sens commun et ne ouvez plus voir les choses telles qu'elles sont... Et le ien devient présage, le chat un mystère, le cochon une ascotte... Tout cela parce que vous avez peur de uatre mots : Il fut fait homme[3]. » Croyant et donc crédule[4], l'abbé Brown apprend à ses frères trop crédules la philosophie positive.

En même temps qu'il nous suggère la valeur chrétienne des « naturalistes » romans policiers, il nous permet de définir quelques éléments de ceux-ci :

un événement extraordinaire ou énigme,

une imagination qui le transforme, voire tend à le ansformer en mystère,

un entendement qui le ramène à l'ordre et qui substue au mystère imaginé l'énoncé puis la solution d'un roblème.

Le *detective novel* s'oppose par là généralement au oman d'aventures dont le titre même se réclame du ésordre, spécialement au roman noir que fascine l'aspect sensible de l'événement, singulièrement au roman épouvante (*thriller*) qui cultive l'imagination et se euple volontiers de sorciers ou de fantômes. En ce mps que la littérature court les champs de l'Absurde, tricote encore des laines raisonnables; et, malgré les athématiques ou l'art psychologique qui imposait naière des conceptions de pure intelligence, il file des roduits sensibles afin d'en tirer intelligemment des ées. Servirait-il la philosophie de saint Thomas ?

L'accident dont il naît prend habituellement figure un crime. Quelquefois d'un vol. Extraordinairement,

3. *L'oracle du chien.*
4. *The incredulity of Father Brown.*

d'un incendie, voire d'un naufrage[5]. Toujours, de l'œu vre mauvaise d'un homme. Cette œuvre, un autr homme se donne pour œuvre de l'expliquer. Qui a vo les diamants de la couronne? Pourquoi le chien d Mlle Martin a-t-il été coupé en morceaux? Commen a-t-on pu entrer dans la chambre jaune? Le détectiv va et vient entre la physique et la psychologie : il inter prète les faits, il monte jusqu'à la compréhension d malfaiteur, et de celle-ci il redescend sur celle-là. Il res semble à un historien, il jugerait ridicule les philosophe qui ne s'intéressent qu'à la matière et ceux qui ne s'in téressent qu'à l'esprit. Anthony Berkeley distingue troi parties dans *Murder in the basement* (La morte gan tée) : connaissance des événements, connaissance de acteurs à travers les événements, connaissance des évé nements au moyen des acteurs. A sa façon de jouer au poker, Van Dine diagnostique un criminel[6]; par la men talité d'un comédien, Agatha Christie relie raisonnable ment deux assassinats[7].

Puisqu'ils mettent en livre un détective qui entre prend de comprendre ce qu'a fait un meurtrier, voire un voleur, les auteurs de romans policiers obéissent au premier commandement du « Crime club » : n'esca moter aucun fait connu de l'enquêteur[8]. Corollaire : le liseur ne doit pas être moins bien informé que l'inspec teur principal. L'écrivain obéissant essaiera de vous assimiler au détective.

Quand donc vous apprenez que « le policier se baisse

5. F. W. Crofts, *The Starvel tragedy*, *The loss of the Mary Vosper* (Perdu en mer).

6. *The canari murder case* (L'assassinat du canari).

7. *Three acts tragedy*.

8. S. S. van Dine, *Crime dans la neige*; P. Macdonald, *The maze* (L'énigme).

et ramasse un petit objet qu'il met dans sa poche » grâce auquel il identifiera le criminel, quand un littérateur vous ment — puisqu'il dit simultanément que vous êtes le policier qui « ramasse un petit objet » et que vous ne l'êtes pas, car vous ignorez la nature de cet objet —, quand vous jouissez des mensonges de Peter Cheyney, vous ne lisez pas un *detective novel*. Mais vous éprouvez la nature de ce dernier quand vous suivez l'inspecteur French, de Crofts, ou l'inspecteur Pointer, de Fielding, héritier des mohicans, et que vous collectionnez les boutons, les cigarettes, les horaires que l'inspecteur vous offre. Quand vous feuilletez les documents que proposent simplement Doroty Sayers[9] et, dans *The maze* (L'énigme), Philippe Macdonald. Quand vous vous heurtez à l'habituel « défi au lecteur » d'Ellery Queen, qui prouve que vous disposez des mêmes données que le détective et que vous pouvez résoudre vous-mêmes le problème qu'il résout. Le roman policier paraît ainsi de constitution démocratique.

Sa législation toutefois oblige l'activité intellectuelle du lecteur à sauter par-dessus l'obstacle de phénomènes inexpliqués qui semblent momentanément inexplicables. Les femmes de M. Bowlay disparaissent sans que la police retrouve leurs corps[10]; Marcia Tait meurt parmi des neiges où son meurtrier ne laisse aucune trace[11]; M. Bender est assassiné dans une chambre où il s'enferma et où plusieurs femmes furent empoisonnées[12]. Depuis les histoires d'Hérodote jusqu'aux *Quatre vipères*

9. *The documents in the case.*
10. C. Dickson, *My late wives.*
11. C. Dickson, *The white priory murders* (S. M. intervient).
12. C. Dickson, *The red widow murders.*

de Pierre Véry, le « problème du local clos » paraît le problème type du roman policier.

John Dickson Carr, qui l'a souvent posé, sous le pseudonyme de Carter Dickson, en propose une théorie cependant qu'il expose ses différentes solutions [13] : ce problème paraît violer les habituelles lois de la nature et de l'âme. Il réveille donc toutes les superstitions. Puisque aucun homme n'a pu entrer dans ce pavillon où un homme a été assassiné, puisque aucun homme n'a pu en sortir, le meurtrier ne doit-il pas être un « esprit » [14] ? Le roman policier atteste que la « mentalité primitive » dont procèdent les dictatures vit aussi bien chez les Européens civilisés que chez les sauvages australiens, il montre comment et pourquoi elle dispute à « la mentalité logique » l'interprétation des faits, il veut démontrer sa défaite.

Certes, ses énigmes suggèrent l'intervention de puissances surhumaines : un individu poignarde un autre individu sans trouer les vêtements de ce dernier [15], sans quitter la chambre par la fenêtre de laquelle il voit mourir sa victime dans une maison voisine [16], sans s'approcher visiblement de cette victime [17]. Et cette suggestion tente notre esprit paresseux, qui préfère inventer des forces occultes afin d'expliquer immédiatement les faits plutôt que de travailler à explorer les phénomènes, à dissoudre leurs contradictions et à découvrir leur loi de série. Mais nous ne succombons à la tentation que parce que différents facteurs fortifient celle-ci. Premiè-

13. *The three coffins.*
14. C. Dickson, *The plague court murders* (La maison de la peste).
15. S. S. van Dine, *Le chien mort.*
16. J. D. Carr, *The emperor's snuffbox* (Un coup sur la tabatière).
17. J. D. Carr, *He who whispers.*

rement, non seulement, de façon générale, une situation extraordinaire cause des troubles émotifs auxquels remédient aisément des croyances « primitives », mais encore, de façon spéciale, la mort semble posséder des vertus et occasionner des exercices magiques; davantage, si le crime paraît l'aliment principal du roman policier, c'est qu'il excite cette peur et cette colère dont les psychologues montrent qu'elles inventent des esprits malveillants. Deuxièmement, l'énigme du « local clos » favorise l'apparition des démons en proposant un véritable cabinet de sorcellerie, interdit aux profanes (qui ne peuvent y entrer sans perdre la vie), où s'enferment des « esprits surnaturels » que peut seul évoquer et diriger un « voyant ».

Ne soyons point alors surpris d'entendre les romanciers jouer les principaux thèmes de la pensée prélogique ou illogique. Ellery Queen et Agatha Christie composent des romans avec les refrains de chansons puériles [18], le premier, sous le nom de Barnaby Ross, mêle, dans sa *Tragédie de Y*, les airs de l'enfance et ceux de la folie; Van Dine introduit démence et sorcellerie dans les contes de *Ma Mère l'Oye* : « Un homme du nom de Moineau a tué un autre homme qui s'appelait Cock Robin avec un arc et des flèches. Il y a là-dessous un sens subtil et diabolique [19]. » Les démons habitent, après les fous, les romans de Patrick Quentin [20], pendant que les fantômes se logent dans les titres de Margery Allingham [21] et les dragons dans ceux de nombreux écrivains. John Dickson Carr paraît le maître

18. *Il était une vieille femme, Cinq petits cochons, Dix petits nègres.*
19. *The bishop murder case* (Le fou des échecs).
20. *Puzzle pour démons.*
21. *Mort d'un fantôme, La maison fantôme.*

d'une littérature qui tente de faire prendre les vessies du *detective novel* pour des lanternes magiques [22].

Ces lanternes, le confident du détective — qui, depuis les aventures de Sherlock Holmes, paraît toujours une doublure de Watson — les allume. A leur lumière, il transforme les événements en rêves, voire « en véritables cauchemars [23] », il entrevoit des vampires et des ectoplasmes, il est prêt à formuler une théorie de ce que Daly King appelle les phénomènes « damnés » par la science et à étendre cette théorie au policier en lui attribuant « le don de seconde vue ». C'est un mythologue et en même temps un mystique : il ne parle que d'événements mystérieux, il participe à des mystères dont le détective dévoile les rites. C'est l'homme mystifié qui croit aux annonces d'un fakir sur la dernière page des journaux et à l'annonciation d'un chef politique. Au vrai, Carter Dickson paraît souvent nous mystifier quand, afin de découper le puzzle d'un local clos, il nous fait admettre des événements inadmissibles; et Chesterton nous mystifie toujours. Raymond Chandler n'a point tort de dénoncer [24] les invraisemblances du fameux *Mystère de la maison rouge* de A. A. Milne : l'auteur d'un roman policier est, dans tous les sens du terme, un mystificateur [25].

22. *La main de marbre, Le naufragé du Titanic, Le secret du gibet, Douche écossaise*, etc.

23. Cf. les œuvres principales de van Dine, *The Greene murder case* (La série sanglante), *The scarabee murder case;* et d'Ellery Queen, *The egyptian cross mystery* (Le mystère des trois croix), *The greek coffin mystery* (Deux morts dans un cercueil).

24. *La rousse rafle tout*, introduction.

25. Cf. la nouvelle exemplaire de C. Rawson, *Une histoire de l'au-delà*, où l'auteur répond à un défi de John Dickson Carr : « La victime est trouvée dans une pièce dont toutes les ouvertures sont scellées de l'intérieur avec des bandes de papier gommé, et pourtant

Il s'exerce donc, dit John Dickson Carr, à nous « dé-appointer » en expliquant naturellement les phénomènes où nous imaginions sentir l'effet de forces surnaturelles. Il ressemble à un médecin qui ne paraît fortifier satisfaire momentanément notre appétit maladif de vins ou de devinettes que pour mieux nous guérir. Et nous sommes souvent tentés de critiquer ses solutions ses problèmes, voire de condamner le genre littéraire qu'il choisit, c'est que nous ne lui pardonnons pas de décevoir la passion de magie qu'il diagnostique en nous. Le ressentiment ne nous chatouille-t-il pas quand nous voyons le policier détruire les rêves de son confident? L'enquêteur brise les boules de cristal et découvre des charlatans dans l'enveloppe des spirites, il dégonfle les fantômes, abaisse les divins dictateurs du crime et fait connaître les poisons inconnus. Il nous ramène au monde sensible; il n'a rien d'un sage platonicien ni des héros de « la littérature d'évasion ». Il dit *Ici*; il dit *Maintenant*. Il sert tellement l'ordre simple de la vie habituelle que son auteur tend à proscrire des phénomènes exceptionnels — sosies, jumeaux —, voire des découvertes scientifiques si récentes que l'incompétence du lecteur risque de les convertir en révélations magiques. Van Dine n'ose présenter, dans *The kennel murder case*, un mort qui marche, et Carter Dickson, dans *Nine and death makes ten*, de fausses empreintes digitales, qu'en s'appuyant sur des livres de criminologie.

Contre nos terreurs primitives et leurs produits mystiques, le détective, messager de la culture, nous offre l'exemple de ce qu'on appelle la pensée « hypothético-

le meurtrier a disparu... et l'explication du phénomène est si courte que vous pourriez presque l'écrire sur une tête d'épingle. »

déductive ». Il engendre ainsi deux familles différent de romans dont les uns s'attachent principalement à découverte spirituelle des lois et les autres à la déco verte matérielle des faits.

A la première famille appartiennent les détectiv amateurs dont l'intelligence ridiculise les préjugés la police officielle : les ancêtres de ceux-là, Dupin, She lock Holmes, Arsène Lupin, Rouletabille, ont une de cendance si nombreuse qu'elle s'illustre, aujourd'hu par des aveugles, des sourds et des femmes. Cette f mille a pour étendard : la logique de l'hypothèse. pour modèle : *The poisoned chocolate murder case*[26] où Anthony Berkeley énumère sept solutions différent de la même énigme de telle sorte que chaque soluti comprenne les précédentes et puisse se déduire de cell qui la suivent. Un véritable résumé de l'histoire d théories scientifiques.

Les membres de la seconde famille se soucient d faits qui servent à l'induction des lois et des faits qu l'on peut déduire de celles-ci; ils vivent la technique d la vérification; ils ridiculisent parfois les conceptio pures des psychologues amateurs[27], voire des profe sionnels de la psychologie[28], ils appartiennent généra ment à Scotland Yard et ils nous confessent leurs p tientes enquêtes dans les livres de Fielding, d'Aust Freeman, de Ngaio Narch et d'Henry Wade; ils parai sent tous disciples du héros de F. W. Crofts, l'inspe teur French, et vouloir imiter le chef-d'œuvre de ce de nier qui détruit minutieusement un alibi pendant deu cents pages du *Dernier voyage de sir Magill*.

26. Traduit, dit-on, sous le titre : *Le club des détectives.*

27. E. Queen, *The greek coffin mystery;* J. D. Carr, *The blac spectacles.*

28. C. Daly King, *Obelists at sea.*

La seconde famille n'est toutefois pas plus pure que la première : French l'expérimentateur raisonne[29], pendant que Nigel Strangeways, l'amateur d'idées qui anime les romans de Nicholas Blake[30], imite les chasseurs de traces; lord Peter Wimsey[31] associe, principalement dans *Unnatural death*, l'activité du physicien et celle du « scout ». Les romans policiers paraissent des bâtards humains où la logique s'incarne et où le travail est pensée.

Leur organisation se révèle quand les écrivains, inspirés par *Crime et châtiment*, veulent les habiller à l'envers : Crofts, Freeman, Hamilton ou Iles[32] commencent par nous offrir la perspective du malfaiteur. Celui-ci transforme un meurtre en accident, construit un alibi, prépare un « crime parfait ». Il semble parer à l'avance toutes les attaques prévisibles de la police. Comment quelqu'un pourrait-il l'accuser? Qui d'autre que lui pourrait connaître son méfait? Nous ne sommes pas ainsi seulement sensibilisés à une activité intelligente qui relie des événements que le coupable dissocia, mais à l'activité d'un historien qui reconstitue la vérité et finit par apercevoir le coupable qui prétendait échapper au regard d'autrui.

Le détective, ce n'est pas en effet la Raison pure, c'est un homme raisonnable qui travaille à résoudre les problèmes que lui posent d'autres hommes : c'est un père dont un automobiliste écrasa l'enfant qui, l'intelli-

29. Cf. le raisonnement qui ouvre *Le cercueil marin*, par lequel French passe de la découverte d'une malle sur la plage à la connaissance du pont d'où la malle fut jetée.

30. Pseudonyme de C. Day Lewis.

31. Héros de Dorothy Sayers.

32. Les noms de Francis Iles et Anthony Berkeley désignent un même écrivain.

gence aiguisée par la passion, cherche le criminel afin de se venger, dans l'admirable récit de Blake, *Que la bête meure*; c'est un individu qui « fait son métier », un métier différent du nôtre, qui se trompe parfois, qui demande l'aide de ses chefs, voire de sa femme, dans tous les romans de Crofts où la grisaille d'un style, aussi neutre que celui de Baring, donne à l'inspecteur French la couleur de notre semblable.

Parce que le policier ne ressemble pas au surhomme que peignit Conan Doyle, il ne possède jamais une vérité absolue : il cherche celle-ci, il s'efforce de l'atteindre, il ne formule que des approximations. Wade termine l'enquête d'*Une femme solitaire* par des doutes. Daly King montre ironiquement que les innocents sont aussi coupables d'intention que le coupable officiel du *Drame de la carlingue,* et que ce coupable, malgré les démonstrations du policier, malgré ses aveux, n'est pas le coupable réel. Anthony Berkeley, expert du *detective novel*, prouve ironiquement, au moyen de *Trial and error* (Une erreur judiciaire), qu'un criminel ne peut arriver à démontrer son crime à autrui, et, au moyen de *Malice aforethought* (Préméditation), qu'un meurtrier peut être puni pour un meurtre qu'il n'a pas commis[33]. Davantage, la première version du *Poisoned chocolate murder case* se termine par la solution triomphale de Roger Sherringham, alors qu'une seconde version qui condamne cette solution et propose une solution nouvelle ricoche sur tous les romans dont Sherringham prétendit résoudre les énigmes et suggère que ceux-là s'achèvent peut-être par une erreur judiciaire. Comment alors le détective faillible oserait-il jouer le rôle d'un juge? Nous

33. Faulkner (*Sanctuaire*) et Cains (*Le facteur sonne toujours deux fois*) jouent le même thème.

sommes pas surpris qu'il refuse ordinairement d'agir
-même en justicier.

Ainsi l'homme qui vainquit la magie par une science
il s'efforce de maîtriser la nature et défendre la
iété, ne semble pas satisfait de son intelligence, mais
nquiète encore. Les problèmes qu'il travaille à poser
à résoudre paraissent le conduire jusqu'à un nouveau
stère. Ne nous ramène-t-il pas à notre gare de départ
au drapeau chrétien de l'abbé Brown? Crofts, le
positif » ingénieur de romans policiers, retourne lui-
me à Chesterton par la voie d'*Antidote to venom*
i attend impatiemment un traducteur)[34]. Il nous di-
e naturellement vers la confession qui termine surna-
ellement le livre et révèle le sens de celui-ci : le seul
idote contre le venin qui empoisonna l'empoisonneur,
st la religion[35].

Le roman policier n'apparaît-il pas alors comme la
ure d'un roman du péché et de la Grâce? Nous avons
jadis Balzac et Estaunié, Dostoïevski et Bernanos

4. Ce roman, dit simplement Crofts, « est premièrement une
tative pour combiner les formes directes et inversées du roman
icier, deuxièmement un effort pour conter l'histoire d'un crime
façon positive ».

5. Georges, que torture depuis son crime le besoin de se dénon-
comprend soudain dans sa misère « qu'il *existe* un Dieu, que
ien et le mal importent *vraiment* dans sa vie, que s'il existe un
oir pour lui, c'est par l'intermédiaire de l'Homme-Dieu »... Il
. lui qui n'a pas prié depuis trente ans. Il « comprend alors
la confession est une question de vie ou de mort ». « Sa
re et sa confession sont les premiers pas vers un contact avec
u. Bien que la tristesse de ce qu'il fit demeure, il se sait main-
ant pardonné, soulagé de son poids de culpabilité, et avec une
e et une confiance dans l'avenir qu'il n'avait jamais expéri-
ntée. » Dans sa prison, où « il paye les conséquences de sa
le », la « paix » pousse en lui. Malgré les peines futures,
our la première fois dans la vie il est réellement heureux »
XXIII et dernier, Pan Books, 1949, pp. 245-248).

dessiner cette figure. Un humoriste anglo-saxon intit
lerait celle-ci : l'affaire du pommier tragique. Ada
s'enferme par sa faute mortelle dans un local parfai
ment clos. Seul, Dieu peut y pénétrer. Mais commen
Et pourquoi ? Seule, la foi des chrétiens peut répondr
Elle nous permet de comprendre que Graham Gree
utilise la technique du *detective novel* afin de nous mo
trer Adam chassé par Celui qui traverse les murail
du péché. Et qu'inversement Chesterton transfigure
roman policier afin d'en extraire une parabole,
*nommé Jeudi*, qui est l'image de la chasse à Dieu, so
verain chef des policiers et des anarchistes pécheurs.

MAXIME CHASTAING.

# *NOTES ET CHRONIQUES*

## ACTION CATHOLIQUE EN MILIEU OUVRIER

### I. — *L'Action Catholique Ouvrière (A.C.O.)**.

#### *L'éclatement du M.P.F.*

Cette année 1950, année jubilaire de la J.O.C., aura donc se produire une mutation significative dans l'Action catho- ue française. Amorcée depuis longtemps, elle s'est pro- te au mois de mars et affirmée dans l'évolution d'octobre. M.P.F. sont sortis, en mars, l'A.C.O. (Action Catholique vrière) et, en octobre, le M.L.P. (Mouvement de Libéra- n du Peuple), comme il vient de se baptiser au Congrès Nancy.

Peut-être sera-t-il utile de citer d'abord quelques-unes des tions votées à ce Congrès, et que j'extrais du dossier I.C. du 27 octobre.

La Promotion des peuples pour laquelle nous luttons signifie cession des travailleurs de tous les pays et des peuples colonisés : n standard de vie humain, conforme aux besoins modernes; — à gestion de l'économique, du social et du politique; — à une vie sonnelle et familiale épanouissante, ouverte à une vraie culture. *Nous entendons poursuivre* cette volonté de promotion en tenant apte du Sens de l'homme, du Sens de l'histoire et des valeurs qui rattachent précisées dans le rapport d'orientation.

Conscient de l'impossibilité d'accéder à cette Promotion dans le ime capitaliste, le Mouvement Populaire des Familles estime il appartient au Mouvement ouvrier de lutter dans l'unité pour vènement d'une Société nouvelle. Société dont les structures socia-

* *La Vie Intellectuelle*, novembre 1950, pp. 456-461.

les, économiques et politiques seront basées sur : La suprématie l'homme et du travail sur l'argent. — Leur accession à la directi effective des institutions. — La sauvegarde des libertés, de la ju tice et de la paix.

Sur l'A.C.O., le dossier le plus complet et accessible trouve dans le numéro 55 (juin-juillet 1950) de *Masses o vrières*, auquel je me référerai fréquemment. Avant de pr senter les textes décisifs, il est intéressant, je crois, décrire la procédure qui les a élaborés.

Pour diverses raisons, déjà évoquées (*La Vie Intellectuel* novembre 1950, pp. 456-461), des groupes d' « animation s rituelle » s'étaient fondés çà et là, soutenus par un bullet *Témoignage*. Il parut bientôt utile de répondre avec pl d'ampleur au besoin qui les avait suscités. En 1949, d contacts furent établis entre hiérarchie et laïcat ouvrier, invita les laïcs à faire des propositions. Ils se réunirent, divers diocèses, le 10 novembre. Une commission en sort dont les travaux furent approuvés le 5 mars 1950 par u assemblée qui réunissait cent cinquante laïcs de cinquante un diocèses. Des lignes d'orientation ainsi dégagées, et s mises à une commission épiscopale, sortit la décision l'A.C.A. (Assemblée des Cardinaux et Archevêques) du 16 mars. On a souligné (*Masses ouvrières*, pp. 21-22) le ractère volontairement incomplet et provisoire des div textes. Je ne donnerai maintenant que les titres de le paragraphes, dont j'aurai tout à l'heure à citer de plus lo extraits; voici d'abord les propositions du laïcat :

*a*) L'A.C.O. doit être centrée sur la classe ouvrière, sur le mil ouvrier; *b*) doit être tournée vers les « engagés »; *c*) doit former militants à animer chrétiennement tous les secteurs de la vie vrière. Elle n'est pas seulement l'animation d'engagements pa culiers; *d*) doit être dirigée par les laïcs; *e*) n'a pas à constituer services temporels; *f*) doit être « une »; *g*) ne doit pas se limiter hommes engagés dans certaines organisations, à l'exclusion toutes autres; elle doit se présenter comme quelque chose de n et d'ouvert largement.

Le texte de l'A.C.A. (Assemblée des Cardinaux et Arc vêques de France), après des compliments décernés aux centes négociations, définit les traits fondamentaux du M

ement qui commence. Ici encore je ne citerai que les titres es paragraphes :

1° Le caractère essentiellement apostolique de l'A.C.O.; 2° l'in-ndance et la transcendance de l'A.C.O.; 3° les buts principaux de .A.C.O. : éducation, animation, témoignage.

On trouvera dans *Masses ouvrières* le commentaire de ces xtes, soit par des évêques, soit par des aumôniers. Igr Guerry (pp. 3-17) traite de « L'A.C.O. et les décisions e la hiérarchie ». Mgr Ancel (pp. 62-75), du « rôle du prê-e ». L'Aumônerie souligne (pp. 34-42) les notes caractéris-ques de l'A.C.O. :

1° Elle ne gérera pas de services temporels; 2° elle s'adresse aux ngagés; 3° elle sera « une »; 4° elle sera pour tous un ferment; ° elle est la chose des laïcs.

'où l'on tire (pp. 43-44) des applications pratiques, déve-ppées, par exemple, pp. 76-96.

Me servant de ces divers textes, j'en voudrais regrouper s notions pour essayer de donner de l'A.C.O., avec la défi-ition canonique, une description plus concrète et sa caracté-stique dans l'évolution de l'A.C. De là quatre paragraphes : e mandat de l'A.C.O. — Ses relations avec les mouvements vriers. — Ses relations avec les structures ecclésiales. — n caractère de mutation; sur quoi je me permettrai quel-ues réflexions personnelles.

### *Le Mandat de l'A.C.O.*

Les textes de l'A.C.A. permettent de dégager ce qui paraît tuellement essentiel à la hiérarchie française dans l'Action tholique. C'est un apostolat organisé en participation de la ission apostolique de l'Église... L'A.C.O. ne peut compter ns ses rangs que des chrétiens. — Mgr Guerry lui donne ur but (pp. 7-8) :

vancée du Royaume de Dieu... la montée de tout (le) milieu vrier dans la charité surnaturelle de Jésus-Christ, la transforma-n de toute la vie ouvrière pour qu'elle soit celle de fils de Dieu et membres du Corps du Christ... Le militant ouvrier chrétien...

doit constamment avoir le souci d'une présence de l'Église, dans son milieu ouvrier, le souci de faire que, par son action, dans ce monde profane et temporel, la mission apostolique de l'Église puisse s'accomplir et que les conditions de la vie ouvrière rendent possible une vie chrétienne, une vie humaine, dans le Christ.

Pour Mgr Ancel (p. 68), l'A.C.O. est une action apostolique qui a pour but direct la christianisation de toute la vie ouvrière par la prise en charge personnelle et communautaire des divers milieux ouvriers et de tous ceux qui les constituent. Elle vise à la fois la transformation des milieux de vie et des personnes, pour permettre à chaque ouvrier de venir librement au Christ et de vivre librement sa vie chrétienne.

D'où la nécessité du mandat :

Il ne peut y avoir d'apostolat, au grand sens du mot, même entendu analogiquement, que dans la participation à la mission apostolique de l'Église. Et il ne peut y avoir d'apostolat *organisé* des laïcs que dans une participation et une collaboration à l'apostolat de la hiérarchie, à la mission des successeurs des apôtres, par un mandat que l'évêque donne à ce mouvement apostolique des laïcs qu'est l'Action catholique (Mgr Guerry, *Masses ouvrières*, p. 8).

Quelle sera dès lors la structure de l'A.C.O. ? On y retrouvera les plans communs à toute Action catholique : structure locale, structure diocésaine, structure nationale. Ces deux dernières sont touchées par un vœu de l'A.C.A.

Il est nécessaire que, dans chaque diocèse, se constitue un centre d'A.C.O. mandaté par l'évêque. Ces équipes diocésaines, fortement nouées, seront la base de l'organisation, en pleine vie ouvrière ; elles seront rattachées à un centre national qui sera en ce moment un organisme de liaison et de carrefour entre les équipes diocésaines.

Au plan local, domine le problème des relations entre clergé et laïcat. Dans les propositions des laïcs, on pouvait lire :

L'A.C.O. doit être dirigée par les laïcs. ... Les laïcs sont dirigeants : le prêtre, représentant de la hiérarchie, est gardien de

doctrine et source de la vie spirituelle. Le laïcat ouvrier pourra ainsi faire entendre sa voix dans l'Église et remplir son irremplaçable mission.

Le texte de l'A.C.A. n'a pas traité ce problème. Les aumôniers (*Masses ouvrières,* pp. 40-42), utilisant un texte du cardinal Gasparri écrit en 1922, disent :

De tout temps, la formulation des principes doctrinaux a été réservée à la hiérarchie, tandis que la mise en application pratique — avec tout le choix que cela comporte des moyens à employer et même des solutions à préconiser — a été maintes fois reconnue comme du domaine des laïcs.

Mgr Ancel (pp. 62-65) recommande au prêtre de respecter loyalement la charge apostolique du laïcat, à qui il appartient de formuler les réponses à ses problèmes et de prendre ses décisions. Le prêtre ne jouerait pas franc jeu qui manœuvrerait habilement ses laïcs pour obtenir « spontanément » les conclusions ou décisions préparées par lui. Son rôle est avant tout d'apporter la lumière de l'Évangile telle qu'elle est présentée par le magistère de l'Église, et, quand il le faut, les ordres de la hiérarchie. Il doit être en garde contre le prophétisme indépendant chez les laïcs et contre sa propre tendance à mettre en avant les opinions théologiques qu'il chérit.

*Les relations de l'A.C.O. avec les mouvements ouvriers.*

Elle s'adresse à leurs militants chrétiens, aux chrétiens « engagés », c'est-à-dire,

non seulement ceux qui ont un engagement très important, un engagement de tête (familial, syndical, politique, M.P.F.), mais aussi ceux qui ont un engagement de militants de base, c'est-à-dire qui donnent de leur temps et de leur peine au Mouvement ouvrier, en vue d'une promotion collective...

Les équipes de base solidement constituées resteront juges de la possibilité d'assimiler tels ou tels foyers ou militants qui ne répondent pas immédiatement aux conditions mentionnées.

Aucun mouvement n'en est exclu :

L'A.C.O. ne doit pas se limiter aux hommes engagés dans ce taines organisations à l'exclusion de toutes autres; elle doit se pr senter comme quelque chose de neuf et d'ouvert largement... Nou devons pouvoir y retrouver des syndicalistes et des politiques d diverses tendances...

Mais l'A.C.O. ne se substitue à aucun d'eux. Elle leu laisse leurs rôles et activités propres dans la promotion de l classe ouvrière, dans le combat ouvrier pour la promotio ouvrière simplement humaine, pour la libération économiqu des travailleurs. Elle ne vise pas comme eux la transfor mation technique des structures politiques ou économique de la Cité terrestre. Pour assurer leur indépendance et s transcendance, elle se refuse même, à la différence de l L.O.C. ou du M.P.F., à constituer des services temporels La J.O.C., certains mouvements d'A.C. adulte continuent pour des raisons diverses, à y voir une partie intégrante d leur tâche. L'A.C.O. se l'interdit, comme aussi d'impose à ses membres des options temporelles.

Que leur apporte-t-elle alors ? En trois mots, empruntés à la déclaration de l'A.C.A., une éducation, une animation e un mode spécial de témoignage apostolique.

Éducation d'abord

à partir de tous les problèmes de vie pour en découvrir les aspects chrétiens - faire prendre conscience à ses membres de leurs res ponsabilités de citoyens et d'apôtres — rechercher à la lumière d la foi, les réalisations concrètes qu'ils auraient le devoir de susciter ou de promouvoir dans leurs mouvements temporels. Elle estime qu'une de ses tâches les plus importantes est de faire découvrir à ses membres la doctrine de l'Église et de les former à leur mission de rendre témoignage à la vérité du christianisme... (p. 31).

Car, dira Mgr Guerry, l'A.C.O. se désintéresse si peu du monde que, sans l'organiser elle-même, — ce qui est le rôle de l'État, des mouvements politiques, syndicaux, économiques, — elle se doit de l'animer par ses militants avec sa doctrine,

en faisant pénétrer partout sa conception chrétienne de l'homme avec toutes ses exigences dans le plan individuel, familial, social, international, selon les principes de la doctrine sociale de l'Église.

Et il ajoute en note :

Des discussions s'étaient élevées, en ces dernières années, sur le bien-fondé du terme : « doctrine sociale de l'Église ». La hiérarchie maintient ce nom qui se trouve constamment inscrit dans les documents pontificaux, mais elle précise : « les *principes* de la doctrine sociale », et par là se place sur un terrain où la controverse ne se présente pas, car tous les catholiques sont bien d'accord pour reconnaître qu'il y a dans la doctrine de l'Église des *principes* fondamentaux sur la personne humaine, la famille, le travail, la liberté, les rapports des hommes entre eux, dans la profession et la vie internationale.

En second lieu, l'A.C.O. apporte aux militants une animation spirituelle.

En troisième lieu, un mode spécial de témoignage :

Le témoignage communautaire de charité et de l'unité des chrétiens dans le Christ, que l'A.C.O. apportera devant tous, croyants et incroyants, [...] Chacun d'entre eux conservera son attachement à son mouvement temporel et en suivra les consignes particulières dans son action politique, sociale, syndicale, etc. Mais l'A.C.O., ils apprendront à se connaître, à s'accepter avec leurs points de vue différents, à s'entr'aider, à s'aimer tous dans le Christ d'un même amour. Les témoignages individuels ont leur valeur. Rien cependant ne peut remplacer le témoignage collectif d'une communauté humaine cimentée par l'amour de Jésus-Christ, car celle-ci sera comme la présence de l'Église vivante dans le monde ouvrier qui ne la connaît pas encore (p. 33).

*Relations de l'A.C.O. avec les structures ecclésiales.*

Dans leurs lignes d'orientation, les laïcs terminaient leur premier paragraphe par la phrase suivante :

N'oublions pas que l'A.C.O. doit représenter dans l'Église, la classe ouvrière, et l'Église dans la classe ouvrière, afin que se réalise le rapprochement de l'Église et du peuple.

De ce texte on peut voir un premier commentaire dans l'allocution prononcée le 5 mars par Gérard Espéret (*Masses ouvrières*, p. 176) :

... L'Église dont les aspects humains extérieurs nous ont souvent

rebutés, et surtout rebutent nos camarades, — mais aussi l'Église Corps mystique du Christ, porteuse de beaucoup d'humanités et d toute grâce, — mais aussi l'Église en pleine transformation, s nous voulons en être. Cela nous amène à poser bien clairement le points sur lesquels nous nous sommes trouvés tous d'accord L'A.C.O., que nous aurons à rechercher et à mettre au point, doi être : 1° une action de laïcs majeurs; 2° une action ayant pou but le soutien spirituel des militants engagés dans le Mouve ment ouvrier et ayant conscience du rôle providentiel de celui-ci 3° une mission d'Église pour la conquête et l'apostolat; 4° un mission dans l'Église, à la transformation de laquelle nous vou lons pouvoir travailler.

Nous insisterons sur le quatrième point, qui demande qu'un nouvelle formule soit mise au point; elle se trouve dans la ligne directe de tout ce que nous avons poursuivi depuis l'intégration des laïcs à des tâches missionnaires.

Faut-il voir un début de mise au point dans les page (*Masses ouvrières*, 65-69) que consacre à ce sujet Mgr Ancel L'A.C.O., dit-il, a pour but direct la christianisation de tout la vie terrestre de l'ouvrier; par conséquent, elle ne doit pas d'une part, se transformer en confrérie pieuse. On ne doi pas sans doute mépriser ni écarter l'orientation spirituelle de certains chrétiens qui désirent donner plus de part dans leu vie à la contemplation et à la spiritualité; mais cette orien tation n'est pas caractéristique de l'A.C. spécialisée : l'A.C est centrifuge. — L'A.C.O. ne doit pas, d'autre part, s'o rienter vers la transformation des structures paroissiales, o vers l'animation spirituelle de la communauté paroissiale Mgr Ancel reconnaît l'importance d'une vie paroissiale adaptée et vivante; il reconnaît comme légitime le désir grai dissant qu'en éprouvent les ouvriers formés par l'A.C.O Mais il n'est pas de l'objet propre de l'A.C.O. d'y travaille directement, encore que toute influence ne lui soit pas inter dite.

*La place de l'A.C.O. dans l'évolution de l'Action catholique*

Deux pressions, comme je l'ai déjà dit, ont provoqué cet éclatement du M.P.F., l'une d'en haut, l'autre d'en bas. L un souci de transcendance chrétienne, ici un besoin de plu ralisme politico-social.

Le souci de la hiérarchie est très bien exprimé dans le cond paragraphe de sa décision (p. 29) :

L'A.C.O. doit demeurer, en raison même de la transcendance de mission, indépendante à l'égard de tous les mouvements tem-rels. Son rôle n'est pas la transformation technique des struc-res politiques ou économiques de la cité terrestre. Elle enseigne x chrétiens le devoir capital qui leur incombe comme citoyens, s'engager dans cette tâche urgente de l'aménagement d'un onde humain, plus juste, plus fraternel, plus capable de s'ouvrir rayonnement du christianisme. Elle doit animer cette cité de sprit chrétien, en y faisant pénétrer la conception chrétienne l'homme avec toutes ses exigences dans le plan individuel, fa-ilial, social, international, selon les principes de la doctrine so-ale de l'Église. Mais l'A.C.O., comme telle, respecte les fran-ises de l'ordre temporel et l'autonomie de l'État dans son do-aine propre. Elle s'interdit, comme telle, d'imposer à ses mem-res des options temporelles. Si nécessaire et si noble que soit animation spirituelle qu'elle apporte aux militants des divers ouvements, l'Action catholique ne tire pas sa valeur de cette re-tion avec le temporel qu'elle anime : elle a une valeur par elle-ême, absolue, indépendante de tous ses rapports avec quoi que soit. Tout sa valeur vient de ce qu'elle est organe d'Église dans milieu de vie, et de ce qu'elle reçoit le mandat de coopérer à établissement progressif du Royaume de Dieu dans ce milieu uvrier qui lui est confié.

Les besoins des laïcs sont d'autre part exprimés par gr Guerry en ces termes (p. 6) :

Après le danger de confondre insensiblement leur mission apos-olique de chrétiens avec l'action qu'ils menaient sur un plan tem-orel pour le combat ouvrier, il y avait un second danger, celui 'imposer, au nom de leur mouvement, des positions à tous les hrétiens dans un domaine où les options temporelles doivent de-eurer libres. Or, d'autres chrétiens, engagés dans l'action syn-icale ou politique, et qui étaient décidés à conserver la liberté de eurs propres options, comme ils en avaient le droit, éprouvaient ependant, comme leurs frères du M.P.F., le besoin d'un secours pirituel dans leur action temporelle et aussi de se rejoindre entre hrétiens dans l'unité du Christ et de l'Église.

Dans la nouvelle fondation, provoquée par ces diverses ensions, le laïcat se voit surtout permis à la fois le plura-sme civique et l'unité spirituelle; la hiérarchie voit surtout

sauvée la transcendance chrétienne par rapport aux nécessités tactiques de l'engagement ouvrier. Les observateurs qui ne sont ni du laïcat ni de la hiérarchie y saluent volontiers une promotion de la franchise laïque dans le profane, qui sauvegarde la nécessaire sujétion ecclésiale; cette promotion a été saluée et soulignée par l'abbé Pézeril dans *Esprit* (octobre, pp. 571-576) et par les aumôniers de la Mission ouvrière (*Masses ouvrières*, surtout pp. 34-44).

Cependant s'est exprimée sinon une crainte, en tous cas une certaine réserve, devant l'avenir, soit chez les laïcs, soit chez les théologiens. Une solution, même débattue avec toutes les garanties d'objectivité, n'a jamais résolu tous les problèmes, surtout à notre époque où les définitions vieillissent si vite. Je voudrais signaler d'abord les interrogations qui restent posées, en évoquant au passage les problèmes chrétiens plus larges dont la solution préalable permettra de répondre à ces interrogations.

## IV. — *Problèmes de mutation.*

Je grouperai sous trois titres ces problèmes : ceux qui se posent en général à l'Action catholique en milieu ouvrier, — puis ceux que devra résoudre, en conséquence, la jeune A.C.O., — enfin ceux que pose à toute Action catholique, du moins en France, cette évolution récente dans le milieu spécialisé qui lui fut et demeure un domaine d'expérience exemplaire ou, mieux, privilégié.

### *Action catholique en milieu ouvrier.*

A la différence des Actions catholiques bourgeoise ou rurale qui n'avaient qu'un objectif, l'Action catholique, chez les ouvriers, s'en est assigné deux : le premier, simple adaptation à la classe ouvrière du Mandat commun à toute Action catholique, la promotion de l'Église en milieu ouvrier; le second, qui lui est propre, la promotion ecclésiale du prolétariat.

On comprend que ce dernier objectif n'existe pas pour les ruraux ni les bourgeois; ils ont leur place faite dans l'Église,

nt les raisons, conséquences et manifestations n'ont pas nous intéresser ici. On comprend aussi que les membres rétiens de la classe ouvrière se préoccupent de s'y faire ie place : dernière-née, mais se sentant devenir adulte, e désire quitter le coin des enfants, pour prendre place, égalité, à la table familiale. Un certain ressentiment urrait, s'il trouvait de l'opposition chez les aînés, nuancer puissant sentiment de justice. Justice, car il s'appuie d'une rt sur les faits des « ecclésialisations » féodale, (rurale), urgeoise; il arrive même à maturité en un temps où ces its ont été justifiés par principes et théologisés. Sentiment issant, d'autre part, car il est soutenu par une vitalité discutable nourrie d'une double convergence entre le socio-gique et l'évangélique, convergence de motifs objectifs et mobiles subjectifs.

L'ouvrier chrétien sent avec force ce que des théologiens i ont mis au clair : une certaine connivence entre le prolé-ire et le pauvre des psaumes et des béatitudes, à qui le rétien doit reconnaître une éminente dignité de l'Église. n outre, il sent obscurément ce que des théologiens lui ont ncore mis au clair, que c'est le Mouvement ouvrier vécu par s chrétiens qui redonnera actuellement à l'Église la jeu-esse dont elle a périodiquement besoin. Sûr aussi du triom-he de ce mouvement, il veut que l'Église soit présente à ce iomphe. Il sait de plus combien toute dualité interne nuit u dynamisme de la lutte; il veut que dans sa lutte pour les eux causes qui lui tiennent à cœur, il y ait comme une nduction entre les deux élans. Si, d'autre part, dans le Iouvement ouvrier même, il pense devoir fraternellement ominer certaines pressions idéologiques ou sociales, il veut ouvoir leur opposer sur tous les terrains une pression éga-ement forte et par des moyens semblables; par quoi il ejoint certaines exigences de son autre objectif : la christia-isation de la classe ouvrière. Les deux objectifs sont en utre liés par d'autres exigences de l'évangélisation : com-ient attirer ou garder à l'Église des individus ou des collec-vités ouvrières converties si les communautés ecclésiales ne convertissent pas elles-mêmes? Car les paraliturgies ou-rières ne sont qu'une étape provisoire; un catéchuménat ne peut prolonger; il doit déboucher sans heurt sur la pa-oisse. Or les paroisses capables de supporter un tel caté-

chuménat, et dont la Mission de Paris et les diverses expériences similaires offrent des prototypes, ne sont pas nombreuses et se heurtent à pas mal d'incompréhensions ou d'inerties. Bref, pour toutes sortes de raisons, promotion ecclésiale du prolétariat et promotion ouvrière de l'Église se tiennent étroitement.

Or l'une et l'autre devaient rencontrer de sérieuses difficultés dans le milieu ecclésial et dans le milieu ouvrier. Il suffira d'en indiquer quelques-unes.

Le corps catholique a diverses raisons de montrer peu d'empressement devant le premier objectif : la Promotion ouvrière dans l'Église; raisons théologiques ou sentimentales, particulières à telles catégories de chrétiens ou communes à tous. On est quelque peu revenu de la loi de l' « assomption » prise comme principe de catholicité. On en accommode assez bien un passé déjà cuit; ce qui ne veut pas dire qu'il soit sain. Mais devant un présent plutôt virulent, en pleine fermentation, il est humain, trop humain, qu'on temporise ou qu'on attende de l'avenir une meilleure conjoncture, c'est-à-dire d'être bousculé par le problème, ou de le trouver basculé. D'autre part, l'espèce de connaturalité établie entre le pauvre évangélique et le travailleur industriel, ou plutôt entre la classe des pauvres évangéliques et le prolétariat organisé n'est pas de tout point convaincante; car la sociologie, surtout telle sociologie, ne peut donner qu'une partie du contexte qui définit cette pauvreté bienheureuse. De plus, l'Église répugne à devoir sa « jeunesse » à des réalités sociales où son Esprit et son expérience discernent des traces ou des causes de vieillesse. Les métaphores sont trompeuses : mais une transfusion de sang jeune n'a jamais rajeuni profondément un organisme s'il n'a en soi la source de sa régénérescence. Il faudrait d'ailleurs que sur la réforme de l'Église, le Mouvement ouvrier catholique puisse avoir une vue unanime et qui soit autre chose qu'une simplification dangereuse de ce problème délicat, dont le P. Congar vient de donner un remarquable exposé sous le titre *Vraie et fausse réforme dans l'Église*. (Ed. du Cerf.)

D'autre part, le second objectif rencontre aussi dans son domaine spécialisé des difficultés spéciales, qu'il s'agisse de l'évangélisation ou de la christianisation. On sait en effet que le Mouvement ouvrier est chez nous depuis longtemps

arisé non par un travaillisme plus ou moins marxiste et
s ou moins protestant-libéral, mais par le communisme
stricte obédience. La structure comme la pensée commu-
es sont puissamment hostiles aussi bien à l'apostolat
à la christianisation. L'Église et la chrétienté trouvent
lui un redoutable adversaire, dont l'unité, partout pré-
te et efficace, répond à toute question théorique ou pra-
ue. Pour l'entamer, l'évangélisation requiert une maîtrise
la doctrine, le témoignage existentiel d'une charité fra-
nelle propre au catholicisme; or l'on peut dire que l'une
l'autre sont plus des désirs que des faits. Ce qui donne
son aux militants de songer à certaines réformes ecclé-
les, comme indispensables pour leur permettre de remplir
mandat qui leur est confiée. La christianisation du milieu
rier, d'autre part, se heurte à cette même polarisation de
léal et de la lutte par le communisme. Or, pour en endi-
er ou dominer la pression, les chrétiens n'auront pas et
peuvent avoir, comme chrétiens, une idéologie aussi une,
déductions théoriques et intuitions pratiques soient aussi
oitement liées. Il est également difficile de faire rejoindre
l'enseignement actuel de l'Église l'idéal concret proposé
r les communistes, même dépouillé de son athéisme mili-
nt. De sorte que ni l'unité à partir d'en haut, ni l'unité
partir d'en bas ne sont possibles aux catholiques; et tant
e la démocratie restera vivante, un pluralisme catholique
vrier restera légitime, où jouera la vieille dialectique entre
erté et efficacité, et qui se heurtera et au pluralisme catho-
ue non ouvrier dans l'Église, et à l'unitarisme communiste
ns le milieu ouvrier.

*Action catholique ouvrière.*

La nouvelle fondation risque de porter longtemps les traces
s luttes dont elle est née, et de perdre de son dynamisme.
r la mise au point ou la mise en garde de Mgr Ancel,
nt j'ai parlé, lui interdit pratiquement l'un de ses objec-
s : la promotion ouvrière dans l'Église. Et en ce qui con-
rne l'autre objectif, on peut douter que l'A.C.O. trouve
pidement son équilibre, si toute action et toute option
mporelle échappe à son travail. L'étude des principes de la

doctrine sociale catholique risque de tourner en rond ou à cercle, n'étant ni stimulée, ni vivifiée par les problèmes de l'action immédiate. Ces principes donneront rapidement l'impression qu'ils sont plus utiles pour marquer les sens interdits que pour promouvoir la marche en avant. De plus, fraternels que soient les groupes d'A.C.O., ils ne détruiront pas facilement, chez les non-chrétiens témoins de cette charité, ni le sentiment qu'elle n'existe qu'à condition d'être quelque peu abstraite, ni le sentiment que derrière elle se profile une Église qui à tort ou à raison leur paraît difficile à comprendre, ou même redoutable, et dont ils savent qu'elle exige une charité ouverte à d'autres classes. D'autre part cette fondation marque de toute façon un recul stratégique si justifié qu'il puisse être, et dont la seule Action catholique en milieu ouvrier aura fait les frais. Enfin, reportée de l'action sur l'étude, cette Action catholique verra nécessairement se développer en soi la part du clergé, des techniciens de la théologie et se réduire l'activité des laïcs.

*L'Action catholique en général.*

Cette mutation pose donc, pour diverses raisons, des problèmes très importants d'Action catholique. D'abord à toute l'Action catholique française, plus marquée que d'autres, que la belge par exemple, par une vieille tradition de défiance contre l'influence du clergé, et moins curieuse, dans ses parties les plus vivantes, d'un moralisme assez familier.

Mais aussi à toute Action catholique en général. On a de longtemps souligné l'ambiguïté de ses définitions canoniques aussi bien que des réalisations tentées en France ou ailleurs. Cette ambiguïté explique que les pouvoirs autoritaires l'aient fréquemment attaquée comme politique, qu'ils se soient sentis gênés dans leurs attaques, et que les documents pontificaux l'aient résolument défendue comme apostolique, ce qui a quelque temps permis à sa résistance une relative souplesse.

Peut-être cela tient-il à ce qu'on a cherché dans l'Action catholique à rajeunir la vieille notion de chrétienté, mais avec une double caractéristique. Il fallait d'une part actuellement, en pays démocratique, démocratiser cette tâche de

chrétienté », alors qu'au Moyen-Age elle était dévolue aux inces désignés par le droit canonique ou le droit divin. l'autre part, au Moyen-Age, cette tâche était une simple pression du pouvoir royal et, pour emprunter le langage éologique récent des « missions », elle relevait d'une sorte mission royale. Or l'évolution, de Boniface VIII à éon XIII, des relations entre le politique et l'ecclésial, a mené l'Église à reporter sur la mission évangélique, ou pro-hétique, ce qu'elle confiait autrefois à la mission royale. ès lors, deux questions se posaient : le rôle du laïc dans évangélisation et secondement le rôle du laïcat organisé ns cette évangélisation. Comment comprendre la partici-tion du laïcat organisé à l'apostolat hiérarchique? Ins-uit par l'expérience ancienne, pour préserver les droits de la iérarchie, on a insisté sur la christianisation des milieux et s structures plus que sur l'évangélisation des individus. a tactique récente a, de plus, exigé, pour l'une et l'autre, la écialisation. L'Action catholique est donc devenue christia-isation spécialisée, justifiée à partir de l'évangélisation, prise n charge par des laïcats organisés. D'où la diversité des .C., rurale, bourgeoise, ouvrière; d'où aussi le retentis-ement possible dans ce domaine quasi ecclésial des luttes ociologiques. Surtout, les rapports de la christianisation et e l'apostolat n'ont jamais été bien définis. La difficulté en st grande d'ailleurs, aussi bien théologique qu'existentielle. lusieurs problèmes me paraissent ventiler cette question élicate des rapports entre l'apostolat et la christianisation. D'une part, comment se manifeste, réussie, la christianisa-ion de telle structure ou de tel milieu. Ensuite, comment ces liverses christianisations pourraient-elles s'accorder entre lles. Finalement, quels sont les rapports de la christianisa-ion avec la doctrine évangélique et, problème différent, avec s conditions d'exercice et de réussite de l'évangélisation.

On se hasarde, dans cette Revue, à poser ces questions apitales. Les données sont neuves, les principes anciens, es tempéraments différents, les charismes divers. Les déci-ions dépendent heureusement de l'Église une, de l'Église ternelle.

A.-Z. SERRAND.

# L'INDE ET LA CHINE

Invasion du Thibet par la Chine communiste, participation chinoise à la « défense » de la Corée du Nord, voilà deux ordres d'événements qui ont paru surprendre. Surprise indienne dans le premier cas; stupeur occidentale dans le second. Il y a pourtant beau temps que les leaders de la Chine démocratique et populaire avaient proclamé, qu'une fois atteintes les limites de la Chine proprement dites, ils se feraient un devoir de « libérer » Formose et le Thibet. C'est moins leur faute que celle de la position prise par le président Truman si la question de Formose dut être remise, mais pour ce qui est de la Corée, les porte-parole du gouvernement de Pékin avaient depuis longtemps annoncé que la Chine ne pouvait rester insensible en face de « l'agression des impérialistes américains », et la menace s'était encore précisée depuis le franchissement du 38e parallèle par les troupes des Nations Unies. Qu'espérait-on à New-Delhi ou à Washington ?

## I. — *Échec à la neutralité indienne.*

On ne saurait liquider la question en assurant, comme la revue catholique *America*, que le Pandit Nehru est peut-être la personnalité « la plus déroutante de la politique mondiale d'aujourd'hui ». Si, comme les Américains, nous sommes déroutés par son attitude, c'est sans doute que nous ne l'avons pas comprise. Nous ne saurions en tout cas nous réjouir de voir un homme qui a voulu suivre, en dépit de tout, une politique de neutralité, et plus, une politique de paix, subir un tel affront.

Nehru ne pouvait, certes, ignorer la menace que la Chine communiste faisait peser sur le Thibet, et le

danger plus lointain qui en résulterait pour l'Inde. Il a donc tenté, par le jeu de négociations diplomatiques, de mettre Chine et Thibet d'accord sur la base de la reconnaissance de l'autonomie locale du Thibet et, pour ce dernier, de la suzeraineté des autorités de Pékin. Les choses paraissaient sur le point d'aboutir, bien que le départ pour Pékin d'une délégation thibétaine ait été retardée, en raison surtout des longueurs d'obtention des visas pour *Hong-Kong* : c'est alors que l'ordre fut donné aux troupes chinoises de se mettre en marche.

A la note du gouvernement de l'Inde en date du 26 octobre, Pékin répondait : « Le Thibet constitue une partie intégrante du territoire chinois. Le problème du Thibet est un problème purement intérieur chinois. » La réponse chinoise ajoutait que l'entrée au Thibet des troupes populaires ne tendrait dès lors qu'à « protéger » les frontières de... la Chine, et terminait en qualifiant de soumission aux « influences étrangères hostiles à la Chine et au Thibet » la protestation indienne.

La deuxième protestation de l'Inde ne pouvait que se heurter à un mur de silence.

L'Inde avait pourtant cherché à déterminer en Asie un équilibre international extérieur aux deux blocs occidental et russe. Ayant noué des relations diplomatiques avec Mao Tse-tung, elle avait multiplié les efforts en vue d'obtenir la reconnaissance du gouvernement communiste de Pékin et son admission aux Nations Unies et au Conseil de Sécurité.

La voici rejetée dans le camp des « impérialistes occidentaux » et des puissances dont le point de vue est soumis aux « puissances hostiles »... Qui n'est pas avec moi est contre! D'autant plus injurieuse est l'affirmation que les forces communistes doivent au Thibet protéger les frontières de la Chine : dans une région qui constitue à elle seule une défense naturelle sans équivalent, protection contre qui? contre l'Inde? Que l'on pense ce que l'on veut de son action de police contre le Nizam

de Haïderabad, l'imagine-t-on portant atteinte à l'intégrité du territoire chinois ? Contre les puissances hostiles utilisant l'Inde comme base de départ pour une action militaire contre la Chine à travers le Thibet ? Ce serait assurément en vertu d'une stratégie singulière...

On ne peut que conclure à la volonté bien déterminée des puissances communistes de ruiner toutes positions de neutralité, afin de démontrer que ces dernières ne sont que les supports plus ou moins camouflés de la « politique d'agression américaine ».

A vrai dire, quels qu'aient été les efforts de l'Inde pour obtenir un « règlement pacifique » de l'affaire de Corée, les régimes communistes chinois ou soviétiques ne pouvaient guère lui pardonner d'avoir tout d'abord reconnu, avec les puissances occidentales, l' « agression » des Nord-Coréens et d'avoir ainsi favorisé l'action militaire entreprise par les Nations Unies.

On sait d'ailleurs que les efforts accomplis par le gouvernement indien en faveur du règlement coréen n'ont pas reçu, outre Atlantique, un écho très favorable.

... Tout ce que le gouvernement de l'Inde a entrepris durant les derniers mois avait pour but d'arrêter la course vers la guerre générale. Ce faisant, ses actions ont été souvent mal interprétées et critiquées, mais il maintenait sa politique sans tenir compte du mécontentement des grandes puissances...

dit la seconde note au gouvernement de Pékin.

Convaincu depuis fort longtemps à Washington de la nécessité de s'appuyer sur les États asiatiques non communistes dont on est prêt à favoriser la formation et le développement, on comprend mal les velléités d'indépendance de ces mêmes États à l'égard de la politique du Département d'État : et c'est en cela sans doute que la personnalité d'un Nehru peut sembler « déroutante » à des gens qui ont conscience d'apporter au monde, et en particulier à l'Asie, par le truchement des institutions démocratiques de style américain, le bonheur et la pros-

périté. On comprend mal l'assimilation que font les Asiatiques de la politique américaine aux impérialismes coloniaux, d'autant que, comme le rappelait Auguste Viatte, on a cru se fonder sur un réflexe anticolonialiste. On comprend mal, et on ignore même totalement, que l'attitude très concrète des G. I's paraît à des Coréens comme elle a pu paraître en 1942 aux Nord-Africains) enfantine et grossière. L'Asie, de l'Inde à la Chine, avec les philosophies pourtant différentes, est consciente et fière d'un héritage qu'une Amérique, éprise de technique, considère volontiers comme une toile de fond assez négligeable.

Proches ou non d'engendrer eux-mêmes de nouveaux impérialismes, les nationalismes asiatiques entendent d'abord se dégager de l'emprise de tous les impérialismes occidentaux. Il y a là un sentiment commun à toute l'Asie contemporaine — qui ne doit pas être assimilé aux slogans staliniens et que ne peut faire oublier l'attitude de certaines vedettes que l'occident tend à lui imposer (de Sygman Rhee à Bao Daï). La politique extérieure du Pandit Nehru s'efforçait de concilier cette donnée fondamentale aux exigences de l'opposition au communisme. D'ores et déjà a-t-il échoué ?

Sans doute l'échec cinglant essuyé sur la question du Thibet, sans modifier profondément l'équilibre des forces en Asie, aura des répercussions profondes sur la position internationale de l'Inde, comme il risquera de favoriser de nouvelles infiltrations communistes à l'intérieur de ce pays.

Il ne sert vraiment de rien d'affirmer, comme certains conservateurs britanniques, que, cette fois, Nehru peut-être aura compris. En butte, au dedans, à l'opposition puissante des conservateurs du Congrès, face aux problèmes douloureux d'un paupérisme effroyable[1], à la

1. Cf. dans *Esprit*, nº 10, 1950, l'article de Thibor Mende.

menace constante d'un communisme clandestin ma agissant, Nehru serait éliminé que les relations ent l'Inde et l'Occident seraient loin d'être améliorées. Bi au contraire! Le durcissement que manifestait dernièr ment certaines déclarations du Sardar Patel, vice-pr mier ministre et concurrent direct de Nehru, visait pri cipalement la position de l'Inde à l'égard des États vo sins : rien n'indique qu'il veuille signifier accommod ment envers les politiques occidentales.

II. — *Vers une guerre sino-américaine?*

La certitude d'une intervention chinoise au côté d Nord-Coréens était acquise bien avant la publication c communiqué Mac Arthur. Dès le 16 octobre, des priso niers chinois avaient avoué que depuis plusieurs jou des groupes armés chinois avaient été joints aux unit nord-coréennes. La dissimulation ne pouvait plus su sister dès l'instant où le choc subi par les forces allié forçait au recul. La gravité de l'état de fait apparaissa encore plus avec la proclamation du parti communis chinois, suivant laquelle *le peuple chinois se faisait u devoir sacré d'aider le peuple de Corée à résister à l'a gression américaine,* et l'action des « volontaires » corre pondait « *à un intérêt direct du peuple chinois, dicté p le besoin de sa propre défense* ».

Les menées agressives des impérialistes, dirigées par t États-Unis, portent sérieusement atteinte à la sécurité de Chine. Elles ne se bornent pas à détruire la Républiq populaire de Corée. Elles visent encore à l'annexion de Corée, à faire la loi en Asie, et à conquérir le monde entie

Comment envisager cette intervention chinoise? S'i git-il d'une véritable entrée en guerre ou d'une opér tion limitée émanant de simples volontaires? Le cara tère très officiel du recrutement donné à ces « volo taires », la position apportée par le P.C.C. semblera pencher en faveur de la première hypothèse. Il est vr

que les guerres — les guerres orientales en particulier — se passent volontiers de déclaration directe et ouverte. Il semble toutefois que l'interprétation puisse être un peu différente suivant le postulat qu'on adopte :

1er *postulat : il y a collusion complète entre Pékin et Moscou.* Dans ces conditions, les événements de Corée, comme ceux du Thibet, de Corée, voire du Viet-Nam, ne sont qu'un aspect de la stratégie du Kremlin. L'intervention chinoise en Corée, pour l'heure, libère les visées soviétiques en Europe, permet à Staline de jouer les Ponce Pilate, ou même d'avancer sur le plan occidental des perspectives de rencontre à quatre.

2e *postulat : Mao Tse-tung poursuit une politique beaucoup plus autonome*[2] *voire opposée à l'égard de Moscou.* Déjà, « l'agression » nord-coréenne aurait pu être déterminée par la volonté de Mao Tse-tung, contre l'avis même du gouvernement soviétique : sans compter avec la position Truman, elle aurait pu permettre une action concomitante sur Formose. Actuellement, la double intervention chinoise au Thibet et en Corée ressortirait du même plan. L'invasion du Thibet tendrait à démontrer aux Soviets que le gouvernement de Pékin poursuit des buts depuis longtemps fixés. L'intervention en Corée, qui nécessite le rassemblement en Mandchourie du plus gros des troupes chinoises, serait une mesure de sécurité en face des visées russes sur les territoires du nord de la Chine. L'intervention en Corée ne constituerait plus dès lors qu'un prétexte.

Nous ne nous hasarderons pas à opérer un choix entre ces deux perspectives. Aux risques de la première il faut joindre les chances que ménage la seconde. En dépit de tous les appels du pied assez maladroits effectués il y a plusieurs mois à un « titisme » chinois, Washington

2. Point de vue assez répandu en Angleterre et aussi une partie de l'opinion française : l'Observateur; G. Frazer, dans l'*Année politique et économique.*

serait cependant enclin à considérer comme vraie la première hypothèse.

Repoussant au moins provisoirement les conseils d'utilisation de bombe atomique contre le territoire chinois, Mr Dean Acheson a eu la sagesse de profiter des chances de négociations diplomatiques laissées par la venue à Lake-Success d'une délégation chinoise pour traiter de la question de Formose (bien que la citation à comparaître devant l'O.N.U., basée sur la note MacArthur, ait été repoussée par Pékin). En cherchant à rassurer la Chine en ce qui concerne le respect de ses frontières et l'absence de visées américaines sur le territoire chinois, en acceptant même la possibilité d'établir une zone neutre entre Corée et Mandchourie (excluant pourtant la formation d'un État-tampon), le gouvernement américain a voulu tenir un langage d'apaisement. Ce langage n'était pourtant pas sans menace : il exprimait clairement que dans le cas où les craintes chinoises camoufleraient une volonté d'immixtion en Corée, les États-Unis en tireraient toutes les conséquences.

L'attitude de la délégation chinoise à Lake Success fixera donc vraiment les Nations Unies sur les intentions du gouvernement de Pékin, sur l'avenir de la paix (ou de la guerre) en Extrême-Orient. Étant donné l'attente où l'on est de la venue de cette délégation, on ne peut s'empêcher de penser que des négociations auraient sans doute pu être entamées plus tôt si les Américains et la plupart de leurs alliés avaient adopté envers la Chine de Mao Tse-tung une attitude plus tolérante et si l'accès des Nations Unies ne leur avait pas été fermé. La position d'attente des États-Unis ne correspond-elle pas à une reconnaissance de fait ?

Mais les communistes chinois prendront-ils plus au sérieux les paroles d'apaisement des Américains que ceux-ci les menaces d'intervention chinoise.

Pierre-Albin Martel.

## LES SIGNES DU TEMPS

### *A propos des élections américaines.*

Les résultats des élections américaines du 7 novembre ont provoqué dans les autres pays de la coalition atlantique des jugements et une émotion qu'il convient, semble-t-il, de mesurer.

On connaît les chiffres : l'avance des républicains a réduit la prépondérance des démocrates de 54-42 à 49-47 au Sénat, de 263-171 à 235-199 dans la Chambre des Représentants. Le fait que le parti de l'Administration reste la « machine » parlementairement la plus forte n'empêche pas que beaucoup de vues présidentielles auront du mal à s'imposer dans le nouveau Congrès : il n'y a pas en effet de discipline de vote dans les partis américains; plus de la moitié des vingt-deux sénateurs démocrates du Sud sont des opposants résolus au *Fair Deal* de Harry Truman; leur opposition ne sera pas compensée par l'appui que telle ou telle proposition pourra trouver auprès des quelques sept républicains d'esprit indépendant et « libéral » — au sens américain du terme.

Ces élections sont un échec incontestable des groupes *labor and liberal*, en raison de la défaite d'une bonne part de leurs favoris et de l'éclatant succès d'adversaires de choix tels que le sénateur Taft, co-auteur du fameux *Bill Taft-Hartley*. Bien que les dirigeants des organismes syndicaux d'action politique puissent se féliciter d'avoir évité un Congrès aussi « réactionnaire » que celui de 1946 (soixante et un républicains contre quarante-cinq démocrates au Sénat, deux cent quarante-six

contre cent quatre-vingt-huit à la Chambre des Représentants), l'expérience semble montrer que les moyens financiers, la méthode dans l'organisation, la propagande massive ne suffisent pas à assurer l'autorité et l'influence politiques de *leaders* du syndicalisme, sur les milieux du travail qu'il faut mobiliser et les éléments voisins dont il convient de gagner la sympathie.

Échec pour le *Fair Deal*, donc pour les groupes *labor and libéral*, échec aussi pour le président ? Oui, du fait que son action personnelle n'a pas déterminé la victoire de ses amis. Il ne faut cependant pas oublier que, dans les élections au Congrès qui se situent au milieu du terme présidentiel, le chef de l'Exécutif agit plus difficilement sur le corps électoral, les conditions locales ont plus d'importance, l'opposition enfin reprend de la force, comme ç'a été le cas dans toutes ces élections sauf une depuis le commencement de l'époque F. D. Roosevelt...

Mais les répercussions internationales de l'élection nous intéressent davantage.

La part faite de la vivacité des premières réactions, c'est un fait qu'auprès des Européens, et d'abord des Anglais, d'esprit progressiste, la confiance dans les États-Unis n'augmente pas lorsque d'évidents succès électoraux répondent à l'utilisation démagogique de l'anti-communisme, ni quand la tâche des organisations ouvrières et « libérales » aux États-Unis apparaît plus difficiles que certains ne l'imaginaient au lendemain des élections de novembre 1948.

Dans un ordre de questions immédiatement plus graves, des Européens qui se sentent exposés, presque sans défense, aux risques majeurs d'une guerre générale ne peuvent qu'être inquiets à la pensée que de telles élections peuvent encourager, aux frontières de la Mandchourie, les audaces du général Mac Arthur. Là encore, les réactions du *Labour* britannique ne sont pas différentes de celles de la masse non communiste de notre Occident continental.

Les États-Unis sont désormais trop engagés dans les affaires mondiales pour qu'on puisse parler valablement d' « isolationnisme », à moins qu'on ne signifie par ce terme une méconnaissance, un dédain des Européens, dans la tradition démagogique du *Chicago Tribune*. Dans la mesure où les récentes élections réduiraient l'autorité du présiednt Truman, et par voie de conséquence celle de son secrétaire d'État, le danger majeur serait celui que signale dans *Newsweek* (27 novembre 1950) Ernest K. Lindley : non une volonté mais un fait d'isolement, moins de communication, plus d'incompréhension entre les États-Unis et les autres démocraties occidentales, un relâchement des liens encore fragiles de l'alliance nord-atlantique. Cette dernière ne peut reposer que sur une communauté et non sur une domination : ce qui ne dépend pas seulement des Américains, mais de nous aussi, de nos attitudes, de notre consistance sociale et politique.

N'exagérons pas le péril qui vient de là-bas. Les États-Unis ne sont pas un pays de régime, donc de responsabilité parlementaire; l'Exécutif y est fort, s'il se trouve assez habile pour avoir l'appui de l'opinion; celle-ci, y compris celle des parlementaires, est mobile, sensible surtout aux réalités imprévues : après tout, c'est le Congrès républicain de 1946 qui fournit à l'administration Truman les moyens d'aider l'Europe. L'avenir reste ouvert — dans la mesure où les Européens de l'Ouest ne répondront pas aux incompréhensions américaines par de simples préjugés ni un facile désespoir.

PAUL VIGNAUX.

*La Yougoslavie, pays occidental.*

Il n'y avait pas grand mérite à le prévoir dès le mois de juin : la guerre de Corée entraînerait le ralliement plus ou moins enthousiaste de Tito au camp occidental.

Bien sûr, le ralliement ne s'est pas opéré en un jour. Au mois de juillet, la presse de Belgrade parlait encore des impérialismes anglo-saxons et le délégué yougoslave au Conseil de sécurité s'est abstenu lorsque fut décidée l'intervention de l'O.N.U. en Corée.

Mais depuis lors le retournement est à peu près total. Le bulletin de l'agence, *Tanjug*, se fait de plus en plus violent à l'égard de l'U.R.S.S., et s'il multiplie les déclarations de fidélité au marxisme-léninisme, il renonce à tenir Staline pour le chef de la révolution mondiale.

Au même moment, *Tanjug* accorde beaucoup d'intérêt aux personnalités travaillistes. Le gouvernement de Londres entraîne pour à peu son pays sur la voie du socialisme, cependant que, la première phase de sa révolution achevée, le gouvernement de Belgrade peut mettre un peu de « libéralisme » dans son régime. Ainsi on tente de montrer aux militants du parti que l'actuelle politique yougoslave correspond parfaitement au socialisme.

Et puisque les amis de nos amis sont nos amis, on veut bien admettre que le gouvernement Truman n'est pas foncièrement impérialiste. D'ailleurs les Américains ont « sans condition » accordé leur aide à la Yougoslavie. Quant au plan Marshall, il n'a pas été aussi dangereux qu'on l'avait dit : il a même rendu d'éminents services à la France et à l'Italie. C'est Tito lui-même qui l'a déclaré au représentant du *New-York Times*.

Sans doute la Yougoslavie n'adhère pas au plan Marshall. Mais la récolte a été désastreuse dans tous les Balkans : pour empêcher la disette totale, il faut prendre des mesures de rigueur. La transformation de ce pays agricole en puissance industrielle n'a pas arrangé les choses, et l'agitation inquiète le gouvernement. Mais les Américains prêtent des dollars, envoient des secours urgents, et les Anglais les imitent.

Seules, Tito nous le dit, des considérations humanitaires guident les Anglo-Saxons. Il n'est, bien sûr, pas question pour la Yougoslavie d'adhérer au Pacte atlantique. Elle n'est d'ailleurs pas une puissance atlantique. Elle veut bien cependant régler ses différends avec l'Italie, la Grèce et l'Autriche. Elle voudrait même bien libérer Mgr Stépinac... si le prélat n'entendait pas dénoncer l'injustice de son procès.

L'armée yougoslave reste théoriquement la plus forte d'Europe, mais elle ne peut remplacer le matériel qui lui avait été fourni jadis par l'U.R.S.S. Aussi le président Truman a-t-il demandé au Congrès de « faire un effort pour que le maréchal Tito reste au pouvoir, parce qu'il représente un

important facteur de la défense de l'Europe occidentale contre une agression soviétique ».

Vous pouvez alors parler d'une aide militaire pourvu que vous n'employiez pas le terme de « P.A.M. ». Vous envisagez un « Pacte méditerranéen » ? Vous aller trop vite : attendez que Franco paraisse un peu moins fasciste que maintenant.

Et puis vous négligez un élément essentiel. Il reste en Yougoslavie un certain nombre de militants qui n'ont pas « digéré » la condamnation du Kominform, qui gardent la nostalgie du temps où leur communisme n'était pas schismatique et qui ne désespèrent pas encore de l'improbable réconciliation.

Autant que de l'aide occidentale, Tito a besoin de l'adhésion de tous ses fidèles. La politique occidentale a d'ailleurs réussi jusqu'alors, parce qu'elle a su tenir compte des nécessités internes du régime titiste. Il lui suffit au reste de fixer l'abcès yougoslave au flanc du monde soviétique. Ce résultat vaut bien des secours envoyés sans autre condition.

B. FÉRON.

## *L'Espagne retrouvée.*

Le 4 novembre 1950, l'Assemblée des Nations Unies a décidé, par trente-huit voix contre dix et douze abstentions, de révoquer sa décision du 12 décembre 1946 et de laisser les Nations Unies libres de renouer des relations diplomatiques avec l'Espagne.

Les arguments de la géographie, de la stratégie et, sans doute aussi, ceux des cotonniers du Texas ont fini par l'emporter sur ceux des purs politiques. Regrettons que ces derniers, en fondant toujours leur raison sur une idéologie, la démocratie, aussi peu conforme que possible à la nature de l'Espagne, ou sur les ressentiments d'une minorité, n'aient jamais, en dix ans, été capables de créer en Espagne et hors d'Espagne les conditions qui lui eussent permis d'abandonner les liens et les naïvetés anachroniques de la dictature.

Regrettons que les stratèges et les marchands, en fondant toujours leur raison sur les nécessités de la guerre et de l'argent, dont les impérialismes sont aussi peu conformes que possibles à la nature de l'Espagne, viennent renforcer — car il est tard pour ne pas accepter les conditions de ses chefs actuels — les forces qui, chez notre voisine comme ailleurs, sont à la fois les plus capables de stériliser les germes de civilisation, et les mieux conformées pour empêcher le peuple espagnol d'apprendre à vivre dans la liberté.

En fait, néanmoins, il n'est pas trop tard pour adopter, aujourd'hui encore, à l'endroit de l'Espagne, une politique capable de créer une situation d'équilibre entre l'ordre et la liberté. On ne doit pourtant pas se dissimuler que le moment est passé — ce fut le printemps de 1945 — où cette politique pouvait être conduite en Espagne, ou envers l'Espagne, avec le plus d'aisance : la situation internationale fait aujourd'hui que la nation espagnole sera plus prête qu'hier à endosser les décisions des forces d'ordre et à se méfier de qui lui suggérerait de délivrer son instinct de liberté.

L'autarcie politique, économique et spirituelle a été possible en Espagne en partie parce qu'elle est, depuis toujours, dans le fil de la réalité espagnole; en partie parce que la politique suivie depuis six ans envers l'Espagne par les démocraties occidentales a tendu à nier cette réalité, et à vouloir imposer un idéal qui n'a jamais été celui de la majorité du peuple espagnol; en partie parce que les « forces d'autarcie », attaquées de front, alors que c'étaient elles qui possédaient le pouvoir dans tous ses aspects, se sont vu confirmées dans leur tendance naturelle : le blocus étant établi autour de l'Espagne, elles ont pu paraître aux yeux de la nation comme les seules capables de lui permettre de vivre. On peut prédire aujourd'hui que tout reliquat de cette politique de l'Occident envers l'Espagne aura les mêmes effets, et que l'évolution de l'Espagne sera retardée

d'autant plus que cette politique persistera. Les conditions de cette évolution ne pourront être réunies que lorsqu'elle cessera.

JEAN CREACH.

*L'administration française au Maroc.*

De fait, on en arrive de plus en plus à l'administration directe.

Cette situation, outre qu'elle est formellement contraire à l'esprit du Protectorat, offre les plus sérieux dangers. Ce serait absolument une illusion de croire que les Marocains ne se rendent pas compte de la mise à l'écart des affaires publiques dans laquelle ils sont tenus. Ils en souffrent et ils en causent.

De là à être accessibles, le jour venant, aux suggestions de revendications de leurs droits et aux inspirations hostiles, il n'y a qu'un pas. Ils sentiront de plus en plus ce qu'ils valent et leur force. Ils ne sont ni barbares ni inertes. Ils sont très curieux de ce qui se passe dans le monde et en sont très informés. Ils sont avides d'instruction et très adaptables. Il se forme chez eux une jeunesse qui se sent vivre et veut agir, qui a le goût de l'instruction et des affaires. A défaut des débouchés que notre administration lui donne si maigrement et dans des conditions si subalternes, elle cherchera sa voie ailleurs, d'une part, auprès des groupements européens qui sont tous prêts à l'accueillir et à s'en servir dans un but d'opposition, ou auprès des étrangers, ou auprès des groupements musulmans externes et enfin elle cherchera à se grouper elle-même pour formuler ses revendications, comme cela s'est déjà produit, en juin dernier, [...] pour réclamer une presse indépendante, des réformes dans l'enseignement, etc.

On peut être certain qu'il est en train de naître à côté de nous, à notre insu, tout un mouvement d'idées, de conciliabules, de commentaires sur les événements mondiaux et sur la situation faite à l'Islam, et qu'un de ces jours tout cela prendra corps et éclatera si nous ne nous en préoccupons pas et si nous ne prenons pas sans délai la direction de ce mouvement.

Je sais très bien quelles sont les difficultés pratiques. Il

n'est pas inutile de les rappeler. D'abord nous avons l'administration directe dans la peau, fonctionnaires venant de France, officiers venant d'Algérie. Nous ne savons pas l'arabe. Nous ne sommes pas patients. Et pour établir les rapports de service avec l'indigène, il faudrait au début, et pendant longtemps, beaucoup de patience. C'est une besogne lassante, ingrate, à cause de la différence des mentalités, des habitudes de travail, de la difficulté de les astreindre à traiter les affaires publiques avec précision et rapidité. Et pourtant le résultat serait plus vite atteint avec les Marocains qu'avec tout autre race musulmane, ainsi qu'on peut en juger par l'activité et le sens pratique qu'ils apportent aux affaires commerciales, dans leur coopération avec les Européens dans les affaires privées. Mais chez nous presque tout ce qui est administratif cède plus ou moins à la tendance de regarder l'indigène comme de race inférieure, comme quantité négligeable.

Il est urgent de crier « casse-cou ». Au contact de l'Europe et des Algériens et Tunisiens, soyons sûrs, je le répète, qu'il va se former très vite une jeunesse ambitieuse se jugeant insuffisamment employée, s'éduquant elle-même, apprenant le français et, dès qu'elle sentira sa valeur et sa force, se demandant pourquoi elle est tenue à l'écart de la gestion des affaires publiques.

Maréchal Lyautey.

(Extrait d'un discours du 18 novembre 1920.)

*Les accords sur les salaires dans la métallurgie parisienne.*

Pendant plus d'un mois, les organisations syndicales, ouvrières et patronales de la métallurgie parisienne se sont réunies plusieurs fois par semaine sans pouvoir arriver à un résultat positif. Le 27 octobre semblait devoir être le jour décisif; il le fut en effet, mais pas dans le sens espéré, puisque le président de séance rédigeait un procès-verbal de non-conciliation. Le 31 octobre pourtant, une nouvelle fois, tout le monde se trouvait

réuni et, après une vingtaine d'heures de discussion, un accord était signé entre le Groupe patronal et les Organisations ouvrières C.F.T.C. et F.O.

Que s'était-il passé? Tout simplement que des militants ouvriers, voulant qu'un suprême effort soit fait, avaient obtenu que de nouvelles propositions soient présentées par le Groupe patronal et ces propositions examinées dans une nouvelle réunion.

Quels étaient les points extrêmes, au début de cette discussion? Les patrons proposaient 68 fr., la C.G.T. restait sur sa revendication de 105 fr. de l'heure pour le manœuvre au coefficient 100 et voulant faire partir la hiérarchie de ce chiffre. Les syndicats C.F.T.C. proposèrent 75 fr. et obtinrent l'accord de la C.G.C. et de Force ouvrière. La C.G.T. annonça alors son intention de ne plus participer aux discussions, mais prétendit assister en observatrice aux débats, ce qui, bien, entendu, ne fut accepté par aucune des organisations.

Ce n'est que très tard dans la nuit que fut signé un accord de 72 fr., à la grande satisfaction des travailleurs, mais certainement pas des patrons, surtout des responsables nationaux de l'Union des Industries métallurgiques et minières, qui sentaient bien quels seraient les échos de cet accord en province. Quelle avait été effet la manœuvre patronale dans la région parisienne? Faire traîner les pourparlers le plus longtemps possible, malgré le précédent de la régie Renault, laisser conclure des accords provinciaux et surtout dans les régions à faible densité industrielle. Une seule exception à cette règle : les Ardennes; mais le Loiret, Besançon, la Seine-et-Marne, la Savoie, les Vosges, ne sont pas des régions de concentration métallurgique. Dans ces régions, la force syndicale est bien moindre également que dans la région parisienne, le Nord ou l'Est, qu'à Saint-Étienne ou Saint-Nazaire. La manœuvre n'a pas réussi : Paris avait son accord le 31 octobre, aussitôt toutes les régions s'emparaient de ce précédent.

Voyons maintenant le contenu de cet accord et examinons ce qu'il peut donner dès maintenant.

En aucun cas il n'apportera moins de 6 fr. de l'heure à l'ouvrier et 1.040 fr. par mois (6 fr. × 173 h. 33) au mensuel. Pour tous ceux gagnant moins de 100 fr. de l'heure ou 17.300 fr. par mois pour 173 heures, il était convenu d'un barême s'échelonnant de 12 fr. à 6 fr., base horaire. Mais le plus important était l'élévation des minima garantis : pour les « horaires », l'ancien minimum légal au point 100 était *59 fr. 50*. Il passe à *72 fr.* Pour les mensuels, la valeur du point, base de la hiérarchie, passe de 65,90 à 124,56 (72 × 173 h.). A noter qu'à ces salaires de base s'ajoutaient les deux primes de vie chère de 10 et 7 fr. En examinant les nouveaux tableaux de salaires et en les comparant aux anciens, il est facile de constater l'importante différence. Mais, disent certains, nombreux sont les salariés bien au-dessus de ces chiffres; c'est exact, mais ceux-là auront, avons-nous dit, au moins 6 fr., et les autres, tous les autres, qui eux étaient restés à des salaires minima ou tout près des minima, ceux-là sont les grands bénéficiaires de l'opération; les employés du bas de l'échelle sont en grande majorité dans ce cas. Une réflexion vient à l'esprit; les patrons payant bien leur personnel auront peu d'efforts à faire. Par contre, ceux qui le paient mal sont durement touchés.

Il est encore trop tôt pour juger l'importance de l'augmentation générale que cet accord va provoquer. En effet, son application est très complexe; de nombreuses primes ont pour base de calcul le salaire garanti, mais le patronat tentera certainement d'en changer le pourcentage. Du reste, son premier geste a été d'intégrer d'emblée aux salaires toutes les primes, ce qui est impossible pour certaines à cause de la législation en vigueur, pour les autres en raison de la résistance ouvrière.

Dans la période présente, les feuilles de paye sont si diverses et les méthodes de calcul si différentes qu'un accord régional ne pouvait prétendre régler d'un seul coup tous les problèmes. L'anarchie actuelle ne peut disparaître en une fois. Ce serait trop simple, trop beau. Il appartient donc aux délégués de régler ces différends dans chaque entreprise, voire très souvent pour chaque salarié, d'où reprise en main par le syndicat des intérêts directs des travailleurs.

Ainsi, il faut fixer un « taux d'affutage » qui soit aussi près que possible du salaire garanti; il faut revoir toutes les primes qui n'étaient que des salaires déguisés, alors que le problème était de payer des gens malgré la réglementation des salaires.

Nous avons fait un pas vers la remise en ordre des salaires par l'action syndicale.

La « hiérarchie Parodi » est conservée, malgré les déclarations patronales. Dans de nombreuses occasions les porte-parole des organisations patronales avaient très souvent précisé qu'il fallait supprimer toute classification hiérarchique calculée en points et en revenir à une hiérarchie en francs.

Cette formule facilite en effet la rémunération « au choix », à laquelle les organisations syndicales ouvrières s'opposent avec énergie.

A cause de la diversité des cas à régler, il est pratiquement impossible de chiffrer exactement l'augmentation globale. Ceux qui souhaitent l'inflation ont lancé des chiffres de 20 à 25 %. C'est beaucoup. Ceux qui veulent, ou minimiser les avantages obtenus et combattre l'accord, ou, dans les sphères gouvernementales, « parlent » d'empêcher la hausse des prix, pensent à 5 ou 6 %. Il semble que 10 à 12 % serait l'évolution vraisemblable.

Autre point digne de remarque : il n'y a pas, en fait, limitation du droit de grève, puisque les délais prévus

pour une action de ce genre s'appliquent aux seuls différends.

Afin d'être complet, on doit reconnaître que les négociations antérieures ont grandement facilité les ultimes réunions. Mais si les travailleurs se félicitent des avantages obtenus, ils ne méconnaissent nullement l'importance de l'effort qui reste à accomplir pour faire appliquer totalement et partout cet accord, la bonne volonté n'étant malheureusement pas contagieuse.

B. Bobin.

*Une confrontation des arts du monde : Venise 1950.*

La XXV[e] Biennale d'Art de Venise a fermé ses portes le 15 octobre. Pendant plus de trois mois, vingt-deux nations ont exposé un choix d'œuvres de leurs artistes, à côté d'un fond historique préparé par les organisateurs de cette manifestation, et comprenant principalement : les Fauves, le Cubisme analytique, le Futurisme, le Blaue Reiter (le Cavalier Bleu, groupe fondé en 1911 et auquel appartinrent Kandinsky, Klee, Marc, Macke, Kubis, Jawlensky, etc.). En outre, un certain nombre d'invitations avaient été adressées directement par la Biennale à des artistes comme Villon, Laurens, Arp, Zadkine, et de nombreux ensembles étaient consacrés soit à des rétrospectives comme : Constable, des sins de Seurat, le douanier Rousseau, Bonnard, Ensor, ou à des vivants tels Magnelli, Severini, Matthew Smith, Utrillo Matisse...

De cet immense rassemblement d'œuvres d'art, quels enseignements peut-on dégager concernant l'état artistique du monde actuel ?

En premier lieu, il faut bien circonscrire la matière même de la Biennale. Sauf Israël, aucun pays d'Asie n'y était représenté. D'Afrique, seulement paraissaient l'Égypte et l'Afrique du Sud. Les pays d'Europe sous la tutelle russe étaient absents. L'importance des envois variait beaucoup d'un pays à l'autre : l'Italie — nation organisatrice, et disposant sur place des œuvres — occupait une cinquantaine de salles, ce qui représentait environ deux mille pièces; les nations

étrangères se cantonnaient souvent dans leur pavillon où, par exemple, la Belgique en montrait cent une, l'Autriche cent quatre-vingt-six, la France cent cinquante. Enfin l'esprit dans lequel était fait le choix manquait d'unité : tantôt un ou deux artistes étaient abondamment représentés (Grande-Bretagne : Matthew, Smith et Barbara Hepworth; Suisse : Pellegrini et Suter...), tantôt un large échantillonnage était constitué (Espagne : cent trente-sept œuvres pour soixante-treize artistes; Autriche : cinquante artistes). Le juste milieu était d'ailleurs plus fréquent (Belgique : dix artistes; U.S.A. : sept artistes, quatre-vingt-deux œuvres).

L'opinion qu'on a pu se faire à Venise sur l'art actuel en général et sur celui des divers pays en particulier est incomplète et fausse. En effet, les comités nationaux préfèrent envoyer des œuvres d'artistes consacrés plutôt que des jeunes — même de talent reconnu — et en tous cas ont une insurmontable méfiance vis-à-vis des formes d'art révolutionnaires ou simplement nouvelles. La France, par exemple, était représentée par : Gromaire (58 ans), Caillard (51 ans), Lorjou (42 ans), Manessier (39 ans); et c'était déjà très bien à côté du Mexique (67, 64, 54 et 51 ans) ou de la Hollande (minimum 49 ans!).

Nous sommes donc obligés d'écarter l'art abstrait et l'art des jeunes, même figuratif, pour lesquels Paris est le carrefour du monde, et d'où on peut suivre tous les mouvements; et nous nous contenterons des leçons historiques de cette Biennale.

Si nous retirons les manifestations un peu aberrantes comme Constable ou Rousseau, il reste un effort pour caractériser les révolutions artistiques des douze ou quinze premières années du siècle. Les Fauves voulurent réaffirmer les droits de la couleur, les Cubistes de la forme, le Blaue Reiter de l'expression directe. Le Futurisme représente une tentative nationale pour arracher l'art italien au marasme et à la stérilité qui depuis plus d'un siècle était son état normal. Que reste-t-il de tout cela dans l'art contemporain? L'absence des récentes générations ne permet pas ici une réponse précise. Cependant, il faut bien remarquer que les grands initiateurs de ces mouvements ont trouvé chacun sa voie, souvent bien différente de celle de ses débuts. Braque, un moment fauve, alors que déjà il expérimentait le Cubisme, est resté l'un des plus fidèles à son esthétique passée : mais avec quelle évolution! Les Matisse, Marquet, Dufy, Derain n'ont plus grand chose de commun trente ans après Chatou. Les Futuristes Balla, Carrà, Severini encore moins.

Certes, le Cubisme par exemple, comme plus tard le Sur-

réalisme, est passé dans la vie courante : affiches, style décoratif, etc., et a donné une nouvelle vision du monde au public. Mais l'art n'en a pas été bouleversé. Les Fauves ont eu une tendance plus vaste, mais aussi moins précise, en ce sens que beaucoup de ceux qui ont refusé l'impressionnisme s'y sont référés, parfois d'assez loin. Il semblerait que le mot « École » dut être pris dans son acception la plus vague, comme un moment où l'on apprend quelque chose, mais qui n'a pas grande influence sur le cours ultérieur de la vie. Les réactions cubistes ou fauves ont été des moments dans l'histoire de l'art et dans le développement des artistes, et leur importance soudaine a tenu à la rencontre d'un certain nombre d'artistes que les circonstances avaient amenés à considérer les mêmes problèmes. Tous les artistes en ont retiré quelque profit, mais aucun renversement de l'attitude vis-à-vis de l'univers n'en a résulté, contrairement à ce qui s'était passé avec l'impressionnisme (présenté à la Biennale de 1948). Sans doute parce que ce dernier amenait une révolution à la base purement technique, un renversement de l'ordre des couleurs sur la palette, sans intention intellectuelle. Les Cubistes, les Fauves ne raisonnent pas sur des sensations, mais contre elles. Ce sont les vrais représentants de la plus pure tradition française tant artistique qu'intellectuelle et spirituelle : par là leur travail constructif n'était pas assimilable par le monde entier, surtout à bref délai.

De l'ensemble de la Biennale se dégage un effort généralisé sur des valeurs locales, nationales; cela par l'accentuation de certains caractères pour donner une expression plus frappante de singularité. On pourrait appeler très largement cette tendance un expressionnisme. Ce terme déjà vague qui peut s'appliquer à une conception de la représentation comme à une manière de traiter ou la ligne, ou la forme, ou la couleur, prend mille nuances suivant le pays et l'artiste. L'Europe centrale avec Kokoschka en donne un autre aspect que le Belge Permeke, que les Français Gromaire ou Lorjou si différents entre eux, que les Mexicains, Orozco par exemple. Peut-être y a-t-il en faveur de cet art des circonstances propres à la vie moderne. Il conviendra d'examiner de plus près ce problème sur la matière jeune et vivante des expositions parisiennes, en essayant de combler le fossé entre ce qu'a montré Venise et ce que montre Paris : une génération d'artistes demeurés dans leur pays.

Quoi qu'il en soit, la XXV^e^ Biennale d'Art a apporté une ample matière d'étude. Elle a montré l'inquiétude artistique des premières décades du XX^e^ siècle, qui souvent se résout en crise. C'est de cette inquiétude, de ces crises que l'art

'aujourd'hui cherche à se dégager, et le pessimisme relatif u'on put éprouver à Venise doit disparaître à la connaisance de faits artistiques les plus récents.

ROBERT VRINAT.

*mnistie.*

Dans le tumulte des événements extérieurs, il n'y a plus e problèmes de politique intérieure. Et c'est la chance (?) 'un gouvernement créé pour régler des histoires de bettes et marchandage électoral, de s'être trouvé face à face vec les guerres d'Asie, la création d'une économie de guerre n France et le réarmement allemand.

En attendant on amuse le tapis — la Chambre — et l'opiion, si tant est qu'elle demande autre chose que de garder position couchée, les yeux fermés dans la tempête (cela 'empêche pas le naufrage, mais à la rigueur diminue le al de mer) politique dont le reflet, sur le ciel politique, s'apelle en termes élégants « les incertitudes du gouvernenent ».

Et c'est ainsi que le problème de l'amnistie est venu au remier plan et qu'une discussion confuse a eu lieu durant e longues séances à la Chambre, discussion confuse où il t parlé de tout, sauf du texte gouvernemental.

Essayons d'analyser les complexes qui aboutissent à cette onfusion.

1° *La position Deshors,* du nom du député qui l'a le plus ettement présentée. Je le cite (*J. O.*, n° 104, A. N. p. 7111) :

« Il faut compter au minimum cinq cent mille personnes ui furent mises en état d'arrestation aux premiers jours, oit en prison, soit dans les camps d'internement.

« Aucune statistique pour les affaires réglées selon la loi u lynch, ni pour celles réglées par les comités locaux, on arle de cent mille à cent vingt mille exécutions sommaires, ais jusqu'à ce jour on n'a aucune liste exacte. »

Il est bien entendu que nous lui laissons la responsabilité e ces chiffres, reconnaissant d'ailleurs qu'au cours du débat s ne furent pas contestés et que l'orateur, sans cesse interompu dans le reste de son discours, ne souleva à ce moment as plus de réactions de l'Assemblée que lorsqu'il cita les hiffres officiels de l'épuration régulière, ceux que le Garde des sceaux devait reprendre par la suite.

Retenons qu'il s'agit là sinon d'une vérité objective, c moins d'une vérité d'opinion. Et la preuve c'est la surenchè des partis « situés à droite des socialistes. » (la clientèle d victimes vraies ou fausses de l'épuration se recrute princip lement dans les milieux qui votent pour eux) en faveur d l'amnistie. Elle montre que l'amnistie est électoraleme payante, que la masse des gens qui veulent une revanche (o une réparation) de 1945 est un appoint électoral précieux.

La « petite épuration » de 1914-1918 avait frappé les mi tants de gauche, aussi fut-ce le Cartel des gauches en 19 qui fit sa campagne électorale d'amnistie, et le premier ges de la Chambre en 1924 fut de la voter.

2° *La position socialiste.* Les socialistes n'ont pas gagner de voix dans cette affaire, ils ne pouvaient retrouv une aussi belle occasion de faire « gauche », c'est-à-dire marcher avec les communistes. D'autre part, c'est une occ sion sans danger d'exercer leur politique actuelle de pressi continue sur le gouvernement (pas de question de confiance A la rigueur, c'est une base de départ possible, sans inconv nients graves. Les précédents prétextes socialistes de cris gouvernementales ont été tellement absurdes qu'il est b pour eux d'en avoir toujours un passable à leur dispositio

3° *Les députés alsaciens-lorrains.* Un chiffre de M. Meck pour l'épuration administrative, 43 % des sanctions pris en France ont frappé des fonctionnaires de ces trois départ ments. Peut-on plus clairement démontrer que les gens o été frappé non pas proportionnellement à leurs fautes et leurs responsabilités personnelles, mais proportionnelleme à la rigueur des pressions qu'ils ont eues à subir ou, si l'o veut un terme galant, des tentations qu'ils ont eues à su monter ?

4° *La position communiste,* inutile de la décrire : « L Résistance c'est moi, tout ce qui n'est pas moi n'est pas Résistance. »

5° *La position résistante* s'inscrit en filigrane à travers l partis politiques; une espèce de dégoût et de découragemen L'annexion de la Résistance par les uns, le dédouanemen de grands coupables par certains résistants communist certes, mais autres aussi (peut-être se souvient-on d'un ce tain Peyré et d'un certain Bouzanquet) — voilà pour le d goût. Le découragement ? Sans doute de la confusion d début, des mains sales qui ont tripatouillé toute cette hi toire, de l'épuration ratée, des erreurs des cours martial et des comités de libération, de l'incompréhension de l'op nion à se souvenir de l'élan de survie nationale qu'a été u certain moment la Résistance, une espèce de honte à avou

les crimes dont elle a été rendue solidaire, alors que s'étale dans certaines revues auxquelles nous ne voulons pas faire une publicité supplémentaire, même sous couvert du *Journal Officiel*, ce qu'il y eut de plus sordide dans la dictature de l'abjection, alors que les pires sectaires et les pires profiteurs de Vichy, mêlant le vrai et le faux, mènent campagne contre ce que la Résistance a eu de plus sain.

6° *La position gouvernementale.* Pour la comprendre il faut tenir compte de notre exorde (parler de cela ou peigner la girafe...), d'un petit calcul mathématique (construire le résultante des forces analysées ci-dessus. On démontre en mécanique qu'un système de forces quelconque s'additionne en un vecteur et un couple, ici le vecteur est faible, le couple fait tourner en rond) et, en tant qu'un gouvernement est infiltré par les idées moyennes de ses administrations, d'une certaine mauvaise conscience administrative. Car les fonctionnaires ont vu pas mal de dossiers d'épuration (l'épuration administrative a été de loin la plus critiquable), le Conseil d'État a fait un petit folklore de décisions d'épuration et les a cassées en séries (pas toujours sur le fond, pas toujours à juste titre peut-être) et bien peu de fonctionnaires au courant osent encore défendre devant leur conscience ce qu'ils ont vu, même lorsqu'ils en ont profité.

A l'arrière-plan, un vrai problème, les pires sanctions ont été, jointes ou non à l'indignité nationale, en fait, les mesures accessoires : « interdictions professionnelles, perte de pension, de retraite, etc. », qui ont mis un tas de petits coupables hors d'état de gagner leur vie, alors que des plus coupables, ayant tiré leur peine de prison, ont retrouvé une vie normale, alors que la même peine frappant un individu ayant une autre profession est restée pour lui purement morale. Inégalité, iniquité.

Et pour maintenir le débat au niveau moyen qu'il a eu, ajoutons une note : tout le monde pensait au « inéligibles ». *Franc-Tireur*, il y a six mois, avait fait une chronique des « insubmersibles » pour désigner certains vieux routiers de la politique qui avaient survécu à leur propre faillite. Mettons-nous dans la peau d'un honnête homme, député par surcroît et démocrate par conviction. Quel espoir a-t-il au fond de lui-même lorsqu'il lui faut défendre le suffrage universel souverain contre la tentation de réélire certains hommes dans une Chambre où il siège en face de certains autres ? (Nous laissons au lecteur le plaisir de mettre des noms.)

H. MULLER.

*Péguy travesti.*

Les morts ont de larges épaules : on les charge d'à peu près tout ce qu'on veut. Il en est qu'on fait voter il en est à qui l'on fait prononcer des discours; il en est qui donnent des ordres du fond de la tombe; il en est même de très humbles qu'on transforme en héros; il en est, enfin, qui changent à tel point de visage et de taille qu'on ne les reconnaît plus.

De celui sur lequel, par exemple, s'est patiemment exercé M. René Johannet (*Vie et Mort de Charles Péguy* chez Flammarion), la métamorphose est complète. Il a vécu pauvre, anarchiste, anticlérical, pro-sémite. On nous le ressuscite bourgeois, conservateur, bon parois sien et raciste. Une seule chose n'a pas changé : son nom.

Charles Péguy a écrit : « La Cité harmonieuse a pour citoyens tous les hommes de toutes les races (Hellènes et Barbares, Juifs et Aryens, Latins, Germains et Slaves). » M. Johannet affirme que sa pensée a mené « Hitler et l'Allemagne jusqu'aux camps de concentration et au delà » (p. 351). « Les sans-culottes, a dit Péguy, continuent Jeanne d'Arc. » M. Johannet interprète que « la Révolution est essentiellement une opération d'ancien Régime » (p. 253), compare l'auteur de *Notre Jeunesse* au fondateur de *L'Action française* qui « l'un et l'autre, appartiennent à une même famille d'esprits » (p. 258). La dédicace de *Jeanne d'Arc* porte « A toutes celles et à tous ceux qui sont morts de leur mort humaine pour l'établissement de la République socialiste universelle. » Ce qui n'empêche pas M. Johannet de considérer le socialisme de Péguy comme une tocade qui, « presque tout de suite, s'est heurtée à un fait de civilisation supérieure » (p. 43), entendez tout simplement : la bourgeoisie.

Nul n'ignore que Péguy, converti, connaissant parfai-

ement l'étendue et la profondeur de son catholicisme, l'abstint des sacrements, et que, s'il choisit le sentier de la foi, ce ne fut point par vertu, « car nous n'en avons guère, confessait-il dans la *Prière de Confidence,* et non point par devoir, car nous ne l'aimons pas ». Il fit, cependant, un tout autre aveu à son biographe : « Marié tôt, toujours sage, toujours au travail, des enfants : je voudrais bien qu'on me dise si ce n'est pas cela, être catholique! » (p. 459).

Alors? Il ne nous viendrait pas à l'idée d'accuser M. Johannet d'invention, pas même d'exagération. Il ne nous viendrait pas davantage à l'idée de croire que Péguy parlant ait pu trahir Péguy écrivant. Quoi qu'il en soit, son œuvre garde toute sa valeur. Étant son premier témoin, elle suffit à notre admiration et à sa connaissance. Sans intention perverse, un biographe peut se tromper, soit en prenant des boutades pour argent comptant, soit en confondant ses désirs avec la réalité, soit en mêlant des dates, des événements, des confidences. Ainsi, M. Johannet nous parle-t-il (p. 377) du désir qu'il éprouva, en 1946, de « courir chez Romain Rolland », après lecture du tome II de son *Péguy*. Mais courir à cette date *chez* Romain Rolland, c'était — encore! — s'en prendre à un cadavre, puisque celui-ci était mort le 30 décembre 1944. Par ailleurs, la publication du *Péguy* fut posthume (10 février 1945) et à quelque date que fait lu M. Johannet, il n'avait aucune chance d'en pouvoir parler à l'auteur.

Au fond, tout au fond, M. Johannet n'a pas plus d'humour noir que de malveillance. Il est en vérité un maurrassien conséquent qui ne voudrait pas que Péguy fût été l'un des plus dangereux ennemis de « la vieille et laine société capitaliste », qui trouve que les grèves de 1907 étaient des grèves « dont le caractère professionnel n'avait rien d'évident », et qu'aujourd'hui « la possession de nombreux enfants est devenue parfois d'un rapport plus sûr qu'une industrie... ».

Il ne faut à personne demander plus qu'il ne peu donner : comprendre Péguy est certainement au-dessu des forces d'un homme qui ne conçoit que dans l'ordre dans le respect de l'autorité, non seulement la vie civ que, mais la vie religieuse. On admet, alors, que l'a effarouché (il l'avoue) la complainte de Mme Gervaise

*Et le Sauveur savait que ce Judas qu'il aime*
*Il ne le sauvait pas se donnant tout entier...*
*C'est alors qu'il sentit l'infinie agonie,*
*Et clama comme un fou l'épouvantable angoisse...*

Heureusement le *lamma sabacthani* n'est pas ap cryphe. Ni « la folie de la croix » dont parle saint Pau et que tant de chrétiens vécurent jusqu'au bout. Et pa davantage le *deposuit potentes de sede*, où Maurras v voulait voir que « le venin d'une adolescente juive ».

MAURICE CHAVARDÈS.

## *Un texte curieux.*

Nous avons trouvé ces jours-ci, dans un hebdomadai provincial russe, *Paix nouvelle*, un texte curieux : c'est cel d'une conférence prononcée à Limoges par M. Walde Rochet, député communiste, devant une réunion des cadr du parti.

Vous demandez, déclara M. Waldeck Rochet, pourquoi l'Uni Soviétique n'intervient pas en Corée ? Il est certain que si elle faisait, la guerre serait bientôt terminée, et les Américains jetés la mer. Cela est vrai, mais alors commencerait une guerre mo diale, guerre qui, pour le moment, est contraire à la politique paix de l'Union Soviétique. Nous pouvons être certains qu'u année de paix garantie est une année utilisée au maximum par l'U nion Soviétique pour renforcer son armée et celles des démocrati populaires.

C'est pour permettre ce réarmement, ce développement de la for de l'Union Soviétique aussi bien que celles des démocraties pop laires que nous devons continuer activement notre propagande e faveur de la paix. C'est ce mouvement pour la paix qui décomp sera les armées impérialistes et retardera l'éclatement de la guerr

Ne voyez-vous pas que c'est là le meilleur moyen pour assurer la struction de nos ennemis ? L'Union Soviétique choisira le bon oment et les impérialistes n'auront pas un mot à dire. C'est pour- oi vous devez comprendre combien il est important de développer otre action en faveur de la paix.

Cela, d'après l'organe russe, fut dit par M. Waldeck Ro- net le 6 octobre à Limoges. A chacun de conclure...

## *Henri Denis : son recteur, son ministre.*

*13 novembre.* — Au sortir d'une séance contre la guerre d'Indo- hine, M. Henri Denis, professeur à la Faculté de droit de Ren- es, est victime d'une agression et blessé par des parachutistes du orps expéditionnaire.

Sans cacher les divergences profondes qui le séparent de son col- gue sur le terrain politique, M. Paul Henry, recteur de l'Aca- émie de Rennes, adresse à M. Denis l'expression de sa sympathie t élève une protestation contre d'inadmissibles violences.

*21 novembre.* — On apprend que le recteur de l'Académie de ennes a été convoqué par M. P.-O. Lapie, ministre de l'Éduca- on nationale.

(*Résumé de la Presse.*)

Henri Denis sait la haute estime et l'attachement sans éserves que lui donnent ses compagnons de recherche et de avail, ses étudiants, tous ceux qui ont eu le privilège d'un ommerce intellectuel et une collaboration scientifique avec ui. Cette sorte de sentiment, dans notre pays, ne reconnaît as les frontières politiciennes et refuse de se plier aux mots 'ordre des sectes partisanes.

Il ne vaudrait pas la peine d'exprimer, dans cette revue, e que nous avons déjà écrit à notre ami, le jour même où a été victime d'une agression parfaitement odieuse.

Mais il semble opportun de poser, dans leur crudité, deux uestions.

Un recteur d'Académie, gardien des libertés universitaires, st-il homme de devoir et de cœur lorsque, — au delà de oute préférence philosophique, politique et personnelle, — rappelle avec fermeté que le sort des idées ne se décide pas ar voie de coups et blessures ? La réponse est : oui.

Quelle intention légitime peut avoir un ministre de l'Édu- ation nationale quand il convoque un recteur d'Académie ans les conditions que l'on sait ?

Ici chacun est réduit aux conjectures.

Se propose-t-il d'informer son recteur que le gouvernement profondément ému par une inqualifiable agression, a pr toutes mesures pour qu'elle ne *puisse* se reproduire ? Il e assuré, en ce cas, d'être approuvé et suivi par une immens majorité dans notre corporation.

A-t-il l'intention, après un complément d'informations après avoir connu, sans en pouvoir douter, le nombre de assaillants et celui des dents brisées, de dire sa sympathi au fonctionnaire qui a rappelé les principes élémentaire sans lesquels l'Université n'a plus qu'à fermer ses portes Un applaudissement unanime saluera son initiative.

Penserait-il, en revanche, à blâmer ce qui n'est pas blâ mable et à prendre une sanction contre un de ses collègues Bon nombre d'entre nous -- qui ne sont ni communistes n progressistes — se permettraient alors de lui demander su quelle notion « d'ordre public » nous devons raisonner devan nos étudiants.

L'Université française a un code d'indépendance et d'hon neur qui, — assez précisément exprimé dans les textes, — tire cependant toute sa force de lois non écrites.

La moindre hésitation dans leur sauvegarde et leur servic serait l'élément le plus grave de l'affaire.

François Perroux,
Professeur honoraire à la Faculté de Droi de Lyon,
Professeur à la Faculté de Droit de Paris

## *Azimuths*

Dans la préface au *Manuel du Chevalier chrétien*, Erasme nous présente le Christ comme le centre immobile de trois cercles : l clergé, les princes séculiers, le reste des laïcs. Ces derniers, bien que les plus éloignés du Christ, lui appartiennent néanmoins e doivent être rapprochés du centre par une éducation soignée. Clercs et princes n'aiment-ils pas d'être appelés pères ? Or, nul père digne de ce nom ne désire que ses enfants demeurent toujours en enfance

Ainsi commence dans *The Dublin Review* (1950, 3e trimestre, p. 66 sq.) l'article d'un jeune *scholar* anglais, né à Prague, mort à Bristol, en 1949, à l'âge de trente ans, l Dr W. Schenck. Selon Erasme donc et pour reprendre ses termes, *Sacerdotium, regnum, vulgus* se partagent la chré

tienté. Que désire Erasme, précepteur d'un monde, pour chacune de ces trois classes ? Aux princes d'assurer la paix de la chrétienté et de ne point faire de Dieu leur partisan ou leur condottiere. Il ne veut pas non plus

qu'on attribue au Christ les actions des princes et des magistrats; un régime séculier ne peut prétendre se baser sur le « droit divin ». La fonction des gouvernants n'est pas de rendre bons leurs sujets, mais de les rendre moins mauvais et d'empêcher les méchants de nuire au bien commun. Le mieux qu'on puisse attendre des gouvernants est d'être l'image ou plutôt l'ombre de la divine justice, mais seulement dans la mesure où le fer réfléchit la lumière.

Du clergé, Erasme réclamait une sérieuse réforme morale, mais moins séparée de la foi qu'on ne l'a prétendu (p. 75-79).

La base de son moralisme est incontestablement sa foi en la divinité du Christ... Mais Erasme s'interdit de rationaliser l'Incarnation... Il regarde comme une curiosité sacrilège toute recherche au delà des données fondamentales de la foi... Il fut, pour faire revivre un terme autrefois bien connu, un « minimiste », désireux de limiter la foi dogmatique à un petit nombre d'articles indispensables... Il y a des gens pour se réjouir des définitions tranchées de la théologie dogmatique, ... et qui tendent à introduire le dogmatisme dans toutes les sphères de la vie humaine; leur esprit logique ne peut rester en repos tant que le dernier bouc d'erreur n'est pas séparé de l'ultime brebis de vérité.

Erasme n'en est pas, qui base sa doctrine de la tolérance sur la parabole de l'ivraie et du froment. Faute de place, je laisse ce qui concerne son attachement à l'Église, ses idées sur l'éducation de l'élite laïque, pour passer à Ignace de Loyola (1491-1551), qui reprit avec plus d'ampleur son dessein. Il suffira de signaler l'article du P. Bernard-Maître, S. J. (pp. 811-834), dans la *Nouvelle Revue théologique* de septembre-octobre 1950, qui raconte les aventures d'Ignace à Paris de 1529 à 1536 et les débuts mouvementés de la Compagnie. On y verra, près d'Ignace, saint François Xavier, dont l'apostolat au Japon (1547-1551) nous est évoqué dans un article (pp. 198-212) des *Annales* (avril-juin 1950). Sous le titre : « Les débuts de la Compagnie de Jésus au Japon (1547-1583) », Pierre Chaunu y résume les deux thèses de doctorat de Léon Bourdon. J'en donnerai quelques extraits :

Comment faire accepter, mais d'abord comment exprimer les dogmes chrétiens ? La première prise de position de François Xavier à l'égard du problème avait péché par excès d'optimisme. Confiant dans la révélation universelle, nous dirions plutôt dans l'universa-

lité de la raison occidentale, il crut pouvoir trouver dans la langue nippone des termes traduisant les concepts chrétiens... Dans sa *Doutrina*, cette première ébauche d'un exposé du christianisme réduit aux très grandes lignes d'une religion rationnelle... François Xavier avait fait systématiquement et uniquement appel au vocabulaire nippon pour traduire des notions qu'il pensait sous-jacentes : dans la première version de saint François Xavier, « Sauveur » se traduit par *Hokoté*, « Dieu » par *Dainishi*. Or *Dainishi*, loin d'évoquer la notion d'un Dieu personnel, omniscient, omniprésent et créateur, est tout au plus l'équivalent (si l'on veut trouver des équivalents) de la *materia prima* des scolastiques. Peu avant la mort de l'apôtre (1551) il avait bien fallu se rendre à l'évidence : toute sa catéchèse, reposant sur la volonté de trouver entre la pensée japonaise et la pensée européenne des harmonies préétablies, était une erreur. C'est pourquoi, abandonnant résolument la catéchèse de François Xavier, ses successeurs substituèrent à ce que l'on pourrait appeler « la catéchèse du *Dainishi* », la « catéchèse du *Deos* ». Puisqu'il fallait renoncer à l'espoir de trouver en japonais des mots traduisant des notions complètement étrangères, jusque-là, à la pensée nippone, les jésuites se résolurent à imposer à leurs fidèles, avec des notions nouvelles, des mots nouveaux pour les exprimer. On eut recours au portugais, étant bien entendu qu'il restait à expliquer, avec les ressources d'une langue qui ne s'y prêtait guère, le contenu des mots nouveaux, supports de concepts étranges...

... Or la conversion d'un homme et d'une société à une religion nouvelle, plus peut-être encore qu'un transfert de concepts, est, dans une large mesure, un transfert de sensibilité : les jésuites du Japon en ont fait l'épreuve. Très heureusement, l'expérience acquise par d'autres dans l'*India portuguesa* pouvait leur servir. Ils savaient qu'il avait été impossible de vaincre le préjugé de l'intouchable, et que la conversion, au début de la conquête, de quelques parias, avait irrémédiablement compromis toute chance de gagner au christianisme les autres couches de la société indienne... C'est en grande partie pourquoi les Pères du Japon firent porter leurs premiers efforts sur les daïmios et les samouraïs.

Et pourtant... comment parler de conquête spirituelle sans modification de sensibilité ? C'était l'obstacle constant de ce que les missionnaires appelaient « la cruauté japonaise ». Un christianisme réduit à la théologie rationnelle de la *Doutrina* de saint François Xavier devait être dépassé, sous peine de perdre sa raison d'être. Pouvait-on dissimuler que le Dieu des chrétiens avait revêtu la chair d'un humble charpentier galiléen, et qu'il avait sacrifié son humanité sur la croix ? On s'y résolvait — et pourtant, avec quelle prudence ! ... Leur méfiance pour la croix qu'ils ne révélaient qu'en donnant le baptême, leur pudeur à l'égard de la sensibilité chrétienne, leur silence même à l'endroit des aspects du dogme impliquant cette sensibilité, leur préoccupation constante de ne pas choquer, nous prouvent combien les jésuites du Japon avaient compris et expérimenté la difficulté plus grande encore qu'il y a à transporter une sensibilité et une manière d'être, qu'à enrichir une pensée de concepts qui lui sont étrangers...

D'où vient alors la réussite si brillante et si éphémère? Après un bref résumé de l'histoire nippone et du négoce portugais et une brève description de l'état intérieur du Japon, on nous affirme que :

La réussite des jésuites portugais au Japon est fonction d'une situation qu'ils n'avaient pas créée et du merveilleux parti qu'ils surent immédiatement en tirer. Ils sont allés au-devant des besoins de l'économie japonaise, tandis qu'ils jouaient les impérialismes rivaux des daïmios du Sud, pourvoyeurs d'armes des princes dociles, pour la plus grande gloire de Dieu. Car, si les jésuites n'ont su pénétrer que très lentement la pensée religieuse du Japon, ils ont saisi immédiatement les possibilités que leur offrait la conjoncture politique et économique du moment... A l'appel de la Mission jésuite, l'État portugais acceptait de se faire courtier et caboteur; entre l'Empire du Milieu et l'archipel, la ligne demandée et établie conduisait annuellement les navires portugais venus de Chine le long de la côte de la moitié sud du Japon. Très rapidement, l'économie des principautés du Sud dans ses superstructures y demeura suspendue. Les daïmios le savaient, qui sollicitaient des missionnaires la venue du *navio*, et les missionnaires, qui s'en servaient comme d'un moyen de chantage. Pour être visités par la manne du navire portugais de Chine, les daïmios se convertissaient successivement au christianisme, ils entraînaient derrière eux le ralliement massif de leurs sujets, rompus depuis toujours à une obéissance passive. Léon Bourdon fournit les matériaux à quiconque voudrait écrire cette passionnante histoire; ... politique complexe aux mille arcanes..., chrétientés qui se développent et se rétrécissent suivant les caprices de la route des *navios* de la soie, Nagasaki devenu le centre de gravité du commerce et des missions portugaises au Japon; vers 1580, la route de la soie entre Chine et Japon s'est fixée : c'est l'heure de la grandeur de la chrétienté nippone qui se fixe pour trente ans.

Le chantage de la soie se double d'un chantage à l'arquebuse. L'introduction de l'arme à feu dans cette société guerrière y a provoqué des remous... Le trafic des armes à feu, dont ils avaient en fait le monopole d'importation, permettait aux jésuites de gonfler la puissance de daïmios clients et d'attirer dans leur jeu les rétifs et les rebelles.

Les premières années de la chrétienté nippone correspondent à l'apogée de la puissance de la féodalité du Sud, de même qu'elles correspondent à l'apogée du commerce portugais dans les mers de Chine. Le lien est évident dans le temps comme il l'est dans l'espace. Le domaine de la réussite chrétienne au Japon correspond très exactement à la partie sud de l'archipel qu'atteint le cabotage portugais et que domine la féodalité des grands daïmios. La densité du christianisme japonais va en s'amenuisant du Sud-Ouest au Nord-Est, suivant l'axe de pénétration et de la soie et des armes portugaises.

Cette réussite devait durer aussi longtemps que la conjoncture dont elle était le produit : besoins économiques du

Japon, que les jésuites portugais se trouvaient à même de satisfaire, morcellement politique des îles. La fin de l'article est consacrée à montrer que, liée à une conjoncture économique et politique, la prospérité chrétienne au Japon devait s'écrouler avec elle. Vers 1575 le shogounat passe en des mains énergiques. Le remembrement du Japon commence, défavorable d'abord aux bonzes, bientôt aux jésuites bannis en 1587. Après un peu de calme, ce sera, en 1614, la grande et sanglante persécution. Dans cette décadence auront joué les rivalités entre missionnaires, entre nations coloniales, catholiques et protestantes, que les Mémoires du temps souligneront davantage, mais le parallélisme souligné par Pierre Chaunu à la suite de Léon Bourdon vaut la peine d'être critiqué par les missiologues et même les missionnaires. Comme aussi la miraculeuse survie, du XVII[e] au XIX[e] siècle, d'une petite chrétienté catholique sans prêtres, sans eucharistie.

Mais voilà bien des questions déjà. Mieux vaut les arrêter ici et finir cette année d'*Azimuths* sur des éléments positifs. On en trouvera dans *La Revue nouvelle* d'octobre, p. 295, entre autres, qui nous fait part de la déclaration d'un mouvement espagnol d'Action catholique ouvrière, la H.O.A.C., dont le réalisme apostolique paraît plein de promesses à notre ami J. Delfosse.

La H.O.A.C. : 1° repousse, du point de vue du droit naturel, l'isolationnisme, aussi bien individuel que national... 2° Repousse également, d'un point de vue chrétien, l'isolationnisme systématique en quelque manière que ce soit, parce qu'elle l'estime contraire à notre qualité de catholique et, également, d'une certaine façon, parce qu'il est contraire au dogme du Corps mystique de Christ, si fécond en conséquences transcendentales. 3° Du point de vue pratique, l'isolationnisme national peut conduire — surtout s'il est animé par un nationalisme exagéré — à une surestimation systématique des vertus nationales propres, qui entraîne comme conséquence le mépris des qualités des autres peuples; ainsi se développe un orgueil national démesuré d'où est exclu l'esprit de charité et de fraternité chrétiennes et qui porte atteinte à la dignité de nos semblables. Tous ces maux augmentent en proportion si les moyens d'information se trouvent soumis à un monopole de la Presse, monopole contre lequel le pape s'est élevé récemment.

Et je terminerai par l'Italie. Les si utiles *Fiches documentaires* que l'abbé Kothen édite à Louvain nous offrent, dans le dossier 71, le résumé d'un livre récent du fameux P. Lombardi. Ce livre, *Pour une mobilisation générale des catholiques*, est un appel aux catholiques italiens. Ce livre est basé sur un inventaire sérieux. De ses critiques les Français apprendront avec soulagement qu'ils ne sont pas les seuls à

souffrir de certains maux, comme ils le croiraient à lire certains commentaires étrangers, quelque peu blatérants, d'*Humani Generis*. Ils y trouveront des idées intéressantes. Mais je trouve instructif d'offrir à mes lecteurs, après le troisième paragraphe espagnol ci-devant cité, quelques lignes du P. Lombardi. Sur elles se clôt une analyse au terme de laquelle un christianisme socialement vécu et appliqué apparaît comme la synthèse unique et nécessaire des légitimes aspirations libérales et communistes. Cette première partie de l'ouvrage se termine donc par

l'affirmation de la mission providentielle de l'Italie pour la réalisation de cet ordre social d'inspiration chrétienne.

Cette affirmation repose sur une autre : l'œuvre humano-divine du bonheur dans la gloire de Dieu aurait pour centre terrestre précisément l'Italie. Pour justifier ce point de vue, le Père fait appel à de multiples arguments (situation géographique; prééminence culturelle : droit romain, philosophie thomiste, poésie de Dante, art de Michel-Ange, Renaissance, Marco Polo, Christophe Colomb, Negrelli, Marconi, Mazzini, Garibaldi, etc.; et surtout la fixation à Rome du successeur de Pierre) qui, selon lui, suggèrent que l'Italie est le pivot géographique et historique du monde.

Il en conclut que si, comme il l'a rappelé précédemment, il y a urgence d'une grandiose expérience sociale-chrétienne, c'est l'Italie qui est tout naturellement appelée à la fournir.

Elle en a d'ailleurs les moyens par son caractère de nation fondamentalement catholique, les vertus traditionnelles de son peuple, son nationalisme ouvert, sa situation présente entre les deux blocs, l'existence d'un programme adéquat contenu dans les encycliques, etc.

Italie, « encore une fois dresse-toi; encore une fois l'histoire te regarde et attend de toi la parole nouvelle ! »

*Se non è vero, è bene trovato.*

A.-Z. SERRAND.

## JACQUES VILLON

*Le nom de Jacques Villon fut le premier qui me vint à l'esprit lorsqu'il fut projeté de consacrer à des artistes une série de brèves études. Jacques Villon : discrétion et modestie; page d'histoire dans l'art des années fécondes autour de 1910 et grand talent aujourd'hui consacré; rigueur de la construction née du Cubisme et goût spontané de la couleur et des valeurs, amour de la lumière; esprit de géométrie et esprit de finesse : un des artistes les plus caractéristiques du génie français.*

*Toute son œuvre porte le sceau de sa double activité : graveur et peintre, et de ses deux aspirations : construction et lumière.*

*Jacques Villon — de son vrai nom Gaston Duchamp — naquit à Damville (Eure) en 1875. Comme ses frères le sculpteur Duchamp-Villon et le peintre Marcel Duchamp, sa sœur Suzanne Duchamp, il devait rapidement sentir sa vocation. Dès le lycée, vers 1890-1891, il dessine et grave. De solides études littéraires repoussent jusqu'en 1899 ses débuts dans le métier d'artiste. Tout d'abord, avec la gravure, ce sont des dessins et des caricatures pour la plupart des journaux, qui en ce temps-là étaient ouverts aux artistes et dont le public était fort amateur et expert. Mais un jour il se consacre à la peinture. Une certaine forme de Cubisme fixe son choix vers 1910 : avec La Fresnaye, Gleizes, Léger, entre autres, il constitue le groupe « Section d'Or », dont l'activité est grande.*

*Survient la guerre : quatre ans sans peindre, mais quatre ans de concentration, de vie intérieure qui s'extérioriseront en œuvres d'une maturité plus grande; cependant Jacques Villon restera toujours fidèle aux principes qu'il s'est découverts dans sa jeunesse. C'est le plus bel exemple de permanence qu'on puisse rencontrer chez les maîtres modernes. Jusque vers 1930 les circonstances l'obligent à graver plus qu'à peindre, et de cette époque datent ces reproductions d'œuvres célèbres qu'il exécuta pour un éditeur d'art parisien. Enfin, peu à peu, mais profondément, s'étend sa renommée. C'est vers la fin de la dernière guerre qu'elle prend forme définitive : et l'exposition particulière qui lui fut consacrée à la récente Biennale d'Art de Venise constitua pour certains une révélation, pour beaucoup une confirmation de la place qu'il occupe au tout premier rang de l'art d'aujourd'hui.*

*Graveur ou peintre, ses préoccupations sont identiques, ses théories s'appliquent également. Ce mot : théorie, ne doit pas faire illusion. Rien de sec, de dogmatique, d'artificiel dans son œuvre : bien au contraire, c'est l'expression d'une extrême qualité d'artiste qui s'appuie sur les méthodes rigoureuses les plus propres à la mettre en valeur. Sous le vocable de Cubisme, c'est l'originalité la plus indéniable, la personnalité la plus marquée qui se réalise.*

*Suivant les conceptions des maîtres du passé occidental, de Léonard en particulier, il considère que la perception visuelle des objets se fait par pyramides, donc par un système de plans dont les intersections entre elles convergent; les aspects de l'objet s'inscrivent sur des plans disposés en profondeur. Il ne faut pas voir ici un système géométrique d'analyse ou de représentation. Analyse, certes, et poussée très loin; représentation, mais non description ou imitation. L'objet n'est pas fragmenté, disloqué, même pour être recréé par une synthèse des éléments ainsi dégagés. Le travail de Villon tend à dépouiller peu à peu le sujet de ses écorces suc-*

*cessives, à dégager une nouvelle réalité qui correspond à son essence et à la sensation propre à l'artiste simultanément. C'est une création bien plus qu'une reproduction. Qu'importe si la « chose » n'est pas immédiatement identifiable sur l'œuvre, puisqu'il s'agit d'un être nouveau qui nous apporte l'âme de l'artiste en union avec l'univers, et non une répétition objective de ce monde visible. Le système linéaire qui enchaîne l'œuvre répond aux lois d'harmonie, mais ce n'est ni son but ni sa raison d'être : c'est la simple rencontre des lois éternelles et d'une sensibilité qui les respecte spontanément. Il n'est pas non plus question de faire du tableau, ou de la gravure, une surface plane sans effet de profondeur. La conception de Villon est, par essence, à trois dimensions. L'évolution de ses œuvres réside dans un élargissement de la technique, originellement plus visible dans le détail de la touche colorée, pour aboutir à l'ampleur des plans ou fragments de plans qui se juxtaposent et se superposent sans se pénétrer. La projection sur le plan de la toile de ces secteurs plans nés de pyramides présente elle-même un développement pyramidal, c'est-à-dire qu'on peut l'articuler en triangles qui laissent repérer par la seule distribution de leurs contours le point de départ et les portions sensibles de la composition. Plastiquement, une œuvre de Villon se lit aisément, clairement.*

*L'originalité de Villon s'affirme plus grande encore par l'extension de sa méthode de connaissance au monde des couleurs. Les cubistes, s'ils se sont appliqués à l'analyse et à la réhabilitation de la forme par des volumes et des surfaces simples, n'ont pas entrepris d'action analogue sur la couleur. Leurs réalisations picturales, pour abouties et parfaites qu'elles soient chez certains, ne ressortissent à aucune esthétique particulière autre que leur goût personnel ou des recherches classiques de maîtrise opérées par réduction de la palette et par équilibre et combinaison des tons froids et des tons chauds. Or Vil-*

*lon est un amoureux de la lumière, et davantage de la lumière dans l'espace, comme les impressionnistes, ou les paysagistes hollandais, que de la lumière aux reflets des objets. Il sait que la localisation de la couleur est plus favorable à ce dernier effet, et que les couleurs ont une vie sociale particulière qui dépend de leurs rapports de voisinage, de leur disposition sur la toile, de leur répartition dans des contours de forme et de grandeur différentes. Tout comme les anciens, il sait que, dans les accords, certaines taches colorées semblent projetées vers le spectateur, d'autres au contraire s'enfoncent, reculent. A l'organisation pyramidale des surfaces et des formes correspond donc une articulation semblable des couleurs. La sensation d'espace est ainsi tout naturellement donnée avec celle de lumière. Enfin, il ne s'agit pas d'une convention à priori hors la connaissance de laquelle l'œuvre reste hermétique : le tableau parle pour tous le même langage, évident et clair.*

*Villon sans doute a toujours éprouvé une secrète prédilection pour l'art du noir et blanc, pour la gravure. Sa conception de la couleur-lumière lui permet de reporter d'un art à un autre les étapes successives de sa progression. Quelle que soit l'activité dominante d'une période, peinture ou gravure, on trouve dans toute son œuvre le transfert constant des aboutissements d'une technique à l'autre. Il s'est d'ailleurs créé une manière personnelle en gravure, faite de traits en quadrillage, où il joue en virtuose de l'épaisseur des lignes, de leur densité, des réserves de blanc qui donnent air et lumière à l'image.*

*Ceci nous amène à un dernier aspect de l'art de Villon : son graphisme. Graveur, il était naturel que ce moyen d'expression s'impose à lui et lui soit cher. Les lignes légères, acérées qui dans ses huiles courent parfois le long d'un plan, en sont une manifestation, la plus élémentaire. Mais on observe aussi des lignes qui courent à travers un objet, un être humain, lignes où appa-*

*raissent çà et là des points affirmés. Ce graphisme cursif n'est ni un contour, comme chez Mattisse, ni une analyse, comme souvent chez Picasso ou Braque, ni un dessin représentatif ou allusif, ni un symbole, ni un signe conceptuel. C'est une sorte de lieu géométrique des points par lesquels l'être représenté est plastiquement agrégé en un corps. « Si cet être éclatait, dit Villon, je sens qu'il éclaterait suivant cette ligne. » Les Extrême-Orientaux usent de lignes qui à leurs yeux sont créées par l'espace dynamique du tableau; des Occidentaux — Cézanne, semble-t-il, parfois, ou récemment Tal-Coat — tracent des lignes dynamiques de l'objet, des lignes d'énergie; d'autres, Klee par exemple, s'attachent aux lignes cinématiques, de mouvement et d'expression. Toutes ces lignes ont un certain rapport entre elles : mais celles de Villon semblent très proches d'un sens universel, cosmique, qui sans gratuité aucune relierait l'être aux influences de l'ambiance, lignes en quelque sorte de partage des attractions externes et internes auquel tout corps est soumis.*

*Ces quelques réflexions sur l'art de Villon ne sauraient éclairer l'inexplicable, c'est-à-dire la délicatesse, la subtilité, la douceur et la paix que l'homme possède et infuse à son œuvre, la somptuosité quiète de ses paysages lumineux, la puissance toujours mesurée de ses gravures où le détail n'est ni représentatif, ni significatif dans le sens d'un idéogramme, mais vrai.*

*Jacques Villon a récemment obtenu le Prix Carnegie de peinture. Tous ses admirateurs et amis en ont éprouvé une grande joie. Mais c'est un bien tardif hommage à cet homme au regard clair et doux, au sourire avenant et paisible, réservé, presque timide, à qui la vie a déjà apporté le bonheur d'être un des plus grands artistes de notre civilisation.*

ROBERT VRINAT.

# METAMORPHOSE DE LA LITTERATURE[1]

*Le monde change... la littérature aussi.*

Devant la société telle qu'elle était, contemporaine immédiate, comment se comportait la littérature de 1830 à 1930 ? Ou bien elle l'ignorait, la regardait sans la voir, passait au travers sans la toucher, pour bâtir au delà un autre monde : ainsi pour la littérature romantique (il y a un irréalisme chez le plus social des Victor Hugo), onirique (le surréalisme) ou plus ordinairement rêveuse. Ou bien elle s'en contentait, la décrivait, la prenait pour base et pour milieu, épousant ses structures, se coulant dans le moule qu'elle lui offrait. C'était, soit une littérature du *statu quo,* soit une littérature de révolte mystique, à but de création surhumaine. L'écrivain obéissait alors à un ensemble organique et relativement fixe de lois esthétiques, roi d'un royaume fermé où les coups d'État n'intéressaient que les membres de la corporation.

Ce n'est que récemment que l'inverse put avoir lieu. A force de répandre le monde fermé de la littérature dans le monde de l'homme, à force d'entr'ouvrir la sphère, l'écrivain fut bien forcé de voir qu'en fait, loin

1. A propos de *La littérature* (in *Cinquante années de découvertes*, Éd. du Seuil) et *Histoire du roman français* (Éd. du Seuil), par Cl. Ed. Magny; *Panorama de la nouvelle littérature française* (Gallimard) et *Métamorphose de la littérature* (Revue « La Table ronde »), par Gaëtan Picon; *Haute-École* (Julliard), par J.-L. Curtis, et *Lazare parmi nous* (La Baconnière), par Jean Cayrol.

de digérer le monde, c'était le monde qui le digérait, lui, maître et dieu de son univers.

Plus près de nous, à travers même un univers de littérature à structure en quelque sorte centrifuge, dont tous les regards sont ramenés vers un point central de divinisation ou de perfectionnement du travail esthétique (de la recréation du réel), on voit bien que le monde tenu à l'écart se venge, à moins que l'écrivain retiré de l'homme ne soit forcé d'obéir à ses tensions. Au plan du descriptif, là où l'écrivain demande à la société de lui fournir cadre et coloration, motif ou justification, un Mauriac parvient à nous donner, par contraste, autre chose qu'une simple image du réel social. Il nous conduit à porter un jugement de valeur, à condamner les bourgeois qu'il s'était contenté de peindre, de sorte que l'objectivité ou l'indifférence du romancier il nous faut bien la tenir pour une prise de position. Mais cette partialité par défaut ne s'adresse encore qu'à la structure morale, les personnages de Mauriac ne nous faisant haïr qu'un mal individuel.

Mauriac, toutefois, nous fait progresser en ce sens qu'il nous éloigne de la démonstration comme de l'accusation faite en termes explicites. Il nous conduit vers cet écroulement du roman à thèse remplacé par un art dépourvu de sens propagandiste mais capable — ainsi que le dit Claude-Edmonde Magny [2] — de mettre le lecteur « dans un certain état d'indignation objective ». « Policier et juge d'instruction », le romancier accuse le monde et la société, ne prononce pas le réquisitoire, mais oblige le lecteur à le faire. Ainsi chez Dos Passos, Malraux, Aragon, Guilloux.

Mais allons-nous appliquer à nos romanciers d'hier

2. Dans une étude qui fait un peu tourner la tête. Ce raccourci du roman est vertigineux. Il est dommage que l'auteur parle avec quelque ennui de la poésie, expédiée comme une affaire courante.

quelque principe de rétroactivité, les condamnant au nom de ce qu'ils auraient pu faire? En réalité, c'est qu'ils n'ont pas pu faire ce que font les romanciers d'aujourd'hui. Gide et Mauriac, Montherlant et Giraudoux furent des hommes heureux : c'était le temps où l'on rêvait d'être pauvre, où l'on s'offrait de l'inquiétude. Ils avaient tous, comme le remarque, en une brève économie littéraire, J.-L. Curtis[3], « l'indépendance économique, la quiétude matérielle, un milieu de haute et intense culture morale, l'accès immédiat aux cercles où se maintient la tradition d'un humanisme vivant... ». Ils avaient enfin la sécurité, ils furent peut-être les plus grands bourgeois qu'a produits la France, mais les derniers. « Ces écrivains et ces artistes — continue Curtis — n'ont pas perdu la vie, et d'abord parce qu'ils n'avaient pas à la gagner. » Et aussi, ils n'ont pas eu à faire leur vie — seulement leur œuvre. Il en est autrement aujourd'hui, au moment où les écrivains « refusent d'être, selon l'expression de Sartre, de purs consommateurs dans un monde productif. Ils auraient honte d'être tenus pour des amuseurs ». En fait, cette honte les forme. Honte du monde à travers la honte d'eux-mêmes : de ce qu'ils seraient en réalité s'ils continuaient à se prévaloir d'un poste social escarpé, à l'abri des fêlures du monde, des cancers du présent. Un Montherlant, aussi, a honte du monde, mais c'est une honte détachée, ironique, cinglante, royale, le fait d'une « race d'écrivains encombrants, je veux dire : qui encombrent leur œuvre de leur seule personne » (Curtis).

3. Son livre est agréable, mais sa critique un peu chétive, un peu scolaire, un tantinet goguenarde. Les pastiches sont pareillement trop faciles, trop proches du portrait-charge. Car J.-L. Curtis fait suivre chacun de ses essais d'un pastiche — lequel lui semble « l'achèvement naturel d'une étude critique ». On imaginerait mieux qu'elle commençât par là : une sorte de critique-mimétisme, déjà pressentie par Cl. Roy et d'ailleurs réalisée en partie par Giono (*Pour saluer Melville*) et Gracq (*André Breton*).

Il importe donc de s'entendre au moins sur deux points, à savoir qu'il serait stupide de ne pas voir dans les romanciers majeurs de l'entre-deux guerres de très grands artistes, tels peut-être que notre littérature n'en a jamais formés, de ne pas savoir aussi qu'il pouvait être suffisant, en 1930, de s'accommoder d'un art reflétant et soutenant une société solide par sa seule beauté formelle ou son seul psychologisme. Le monde a changé, nous n'avons pas le droit, en tant que participants de l'évolution humaine, en tant que chrétiens présents à ce monde — quel qu'il soit — d'ignorer les implications comme les données et comme les exigences de nouvelles situations faites à l'homme.

*Du roman-intrigue au roman-conception.*

Aussi bien, si le monde change, la littérature se modifie, et c'est parce qu'elle a dû, pour se sauver, confondre son destin avec celui de l'homme. Nous voyons bien que de plus en plus le roman actuel met à nu le fondement social, dans la mesure où il passe de la peinture des passions individuelles à un dévoilement de l'ordre collectif et va massivement du héros seul à la société déchirée. Mais l'évolution Proust-Jules Romains a infiniment moins d'importance que l'évolution Romains-Sartre : en fait, Romains échoue piteusement dans la mesure où il permet seulement au roman de s'appliquer à une surface plus grande. Sartre, lui, ne passe pas du centimètre carré au kilomètre carré, de l'individu à la foule, du salon à l'époque : il agit sur le roman dans l'exacte proportion de l'événement historique agissant sur l'organisation sociale traditionnelle; il corrode, il déblaie, faisant apparaître (c'est la partie négative de son œuvre, elle importe seule ici) que la société moderne est bâtie sur des fondations vermoulues; il nous oblige à prendre conscience que l'univers moral, celui qui sous-

tend le monde de chaque jour, est à remettre en question. Ainsi, avant lui, Malraux, Guilloux, Dos Passos et vingt autres.

Or, le scepticisme valérien, l'inquiétude gidienne, le psychologisme terriblement désorganisateur de Proust mettaient aussi à nu certains fondements : ils n'entamaient pas l'humanisme. Gaëtan Picon le dit fort bien[4] : « Valéry ne doute pas plus de l'intelligence que Gide de l'individu ou Claudel de Dieu : chez eux, l'homme est *soutenu*. » De même, par eux, la littérature s'appuie sur l'intelligence. Tout au contraire, le trouble existentiel révèle, en avant de l'homme, un vide, et c'est d'abord parce que l'œuvre s'avance, va plus loin, alors que les œuvres du roman d'avant-guerre « se referment sur elles-mêmes, se limitent à leur propre récit : à travers les romans naturalistes, elles héritent de l'unité sévère des tragédies classiques » (Picon), et cette perfection théâtrale est très sensible, par exemple, chez Mauriac.

Mauriac, Romains, Martin du Gard, Duhamel font « concurrence à l'état civil ». « ... C'est moins lui-même (le romancier) que son propre récit qui occupe la scène... Le roman est un spectacle et le romancier est le metteur en scène qui feint de laisser face à face le spectacle et le spectateur. » Il réussit à nous prendre à son piège : « nous donner l'illusion de la réalité ». Ces écrivains « se documentent, alors que leurs successeurs rêveront, penseront ou vivront ». (C'est toujours Gaëtan Picon qui parle.) « Un roman, au sens traditionnel, est la représentation fidèle d'un spectacle : au sens actuel, il est plutôt l'expression d'une vérité intérieure... A une

4. Dans un livre extrêmement peu ambitieux : un simple guide, un Baedeker si l'on veut, un catalogue Gallimard à en croire certains. Peu importe. C'est une œuvre nécessaire parce qu'elle s'applique à « la littérature en train de se faire ». Facile ? Mais il n'est pas sûr que la critique désormais doive être intelligente. Souhaitons-la plus lucide que montante et triomphante.

vision cloisonnée, compartimentée de l'homme et du monde s'oppose une vision qui les appréhende dans le sens de leur totalité : *au roman-intrigue succède le roman-conception*... A la peinture des caractères et du milieu succède l'affirmation d'attitudes éthiques et métaphysiques — à la limitation de l'individu par la psychologie et la société, l'engagement total de l'homme en lui-même et sa participation totale à l'histoire; au roman de la détermination (psychologique ou sociale) le roman de la liberté. » Là où Gide eût rêvé, Bernanos dénonce; là où Valéry eût fait de l'histoire un fatum, Malraux en fait un choix. Il n'est pas jusqu'à Giono qui ne veuille être directeur de conscience.

*L'âge métaphysique.*

Le roman recouvre un monde de moins en moins spécifiquement romanesque, de plus en plus vécu, pensé, voulu. Au trio Gide-Valéry-Proust succèdent les Bernanos, Saint-Exupéry, Malraux, Giono — nouvelle génération éthique, mais éthique d'une autre façon. Le problème de la vie et de sa possibilité déplace son centre (l'art) et même le perd, le dilue dans le monde. L'écrivain donne une clé qui n'est pas l'art : pour Malraux c'est l'héroïsme, pour Saint-Exupéry le devoir, pour Aragon la justice, pour Giono la fusion avec la nature, pour Bernanos l'honneur chrétien. Mais l'écrivain sépare encore ce qui est œuvre d'art de ce qui est œuvre d'accusation, tandis qu'aujourd'hui *Les grands cimetières sous la lune*, *La tentation de l'Occident*, *Service inutile* seraient des romans, tandis que maintenant un clivage semblable, entre roman et essai, s'établit à une hauteur tout à fait différente. *Le mythe de Sysiphe* ou *L'être et le néant* ne sont pas des essais d'engagement ou d'accusation, ne sont pas d'ordre éthique; ce sont

des œuvres de pensée, d'élucidation, d'ordre métaphysique. Et c'est ainsi que nous passons à l'âge métaphysique. Nous y passons tout aussi bien par un autre biais : Malraux ou Bernanos, c'est une littérature de l'action, mais parce que l'action est la seule possibilité, non point parce qu'elle est une décision. Le choix n'intervient qu'à l'intérieur de cette possibilité. L'angoisse de Camus et de Sartre prend naissance quand la question peut se poser : l'action est-elle seulement la dernière possibilité? Malraux était allé de l'Aventure à la Révolution, la possibilité se resserrant toujours en un goulot d'étranglement. Il était parti d'un jeu aristocratique. Pareillement, Bernanos est un prince, Mauriac un marquis, Aragon un seigneur échappé du XVIII[e] siècle; Montherlant retourne à un monde ancien par l'aristocratie de son style. Pour eux, ainsi que le dit Gaëtan Picon, c'est « l'antinomie de la perfection et de l'efficacité qui domine toute notre littérature ». Bernanos excepté, ils vont à la passion par le charme, ou vice-versa — les deux termes sont liés — ou bien au jeu par l'enjeu ou à l'enjeu par le jeu (hédonisme-héroïsme, érotisme-révolution, les positions étant toujours à base d'opposition). Pour Camus et Sartre, il n'en est plus de même : toute extériorité de l'écrivain par rapport à l'œuvre est détruite; toute prédication est supprimée et l'on voit bien comment se trouve modifié l'héritage éthique.

Aujourd'hui s'instaure ce que Picon appelle le *naturalisme métaphysique* dans lequel le témoignage prend la place de la réflexion et, au niveau du style, un ton de procès-verbal celle de l'effort vers la beauté. Sartre, fût-ce seulement parce qu'il est « le premier grand écrivain sans style », apparaît comme chef de file aussi bien d'un romanesque nouveau que de cette littérature de l'aveu (Maurice Sachs, Michel Leiris) suscitée soit par la dernière guerre, soit par l'écroulement d'aventures spirituelles ou leur passage au microscope. Même

un Queneau (« tantôt c'est un *à la manière de* la vie; tantôt un *à la manière de* la littérature »); même une littérature qui semble devoir être rattachée à la tradition du Fantastique (c'est finalement la revendication qui détermine Jean Genêt; le sordide que fait apparaître Noël Devaulx; un univers contraire à celui de Giraudoux que construit par transposition Julien Gracq) obéissent de loin à une espèce de constante de l'objectivité.

*Et demain? Réponse de Jean Cayrol.*

Il serait assez ridicule de penser que « l'âge métaphysique » sera dès demain dépassé; il ne le serait pas moins de suggérer qu'il n'évolue pas. En premier lieu, une littérature, si fraîchement installée fut-elle sur un terrain neuf, ne reçoit pas sans frémir le choc d'événements qui se nomment Guerre mondiale, Antisémitisme, Buchenwald, Facisme, Nazisme, Marxisme triomphant. En second lieu, Jean-Paul Sartre, s'il éclaire la condition humaine à son dernier point, n'offre pas une œuvre que tout homme faisant corps avec son temps puisse accepter. Chef de file, peut-être, mais d'autres viennent et viendront dont le témoignage ne nous laissera plus dans le cœur aucune faim. On peut dire dès maintenant qu'en pleine génération métaphysique croît une génération d'écrivains qu'il faudrait appeler « historienne ». Albert Cossery, Norman Mailer, Alan Paton, Silone, Piovene, Jean Malaquais écrivent l'histoire en même temps qu'elle se fait; par eux et avec eux, le roman devient le reflet immédiat du drame du monde, la courbe tremblotante exprimant la catastrophe permanente dont l'épicentre est partout.

Mais le plus éloigné et le plus proche de nous est sans nul doute cet écrivain qui poursuit et met à jour la mystérieuse corruption du monde par l'élément concentrationnaire, par le virus salvateur des morts-vivants. « Il est

temps — nous dit Jean Cayrol[5] — de former ces volontaires de la défense de l'esprit humain avec les seules vraies armes qui ne soient jamais démodées : la vérité et l'amour... Il est évident que nous entrons dans la nuit blanche de l'humanité et nous n'aurons jamais assez de toutes les mèches brûlantes de la mémoire pour nous éclairer... »

« La littérature qui achève de vivre dans les derniers soubresauts d'un capitalisme intellectuel ruiné — écrit encore Jean Cayrol — n'a jamais assez de sources pour tous ses écrivains ignorés ou révélés... Ne peut-elle esquisser en quelque sorte un romanesque concentrationnaire... ? Aussi n'est-il pas absurde d'envisager un art né directement d'une telle convulsion humaine, d'une catastrophe qui a ébranlé les fondements mêmes de notre conscience, un art qui serait peu propice au chantage qu'exerce tout mode littéraire, un art qui, par suite de ses créations et de ses procédés mêmes, porterait le nom d'art lazaréen. » Et alors, ayant vu le fond vertigineux du malheur, nous reconnaîtrions la face de l'Amour; qui empêcherait encore l'homme crucifié de buter contre le Christ et de le voir enfin ?

GABRIEL VENAISSIN.

5. Ce qu'un critique conscient devait dire de Rousset, d'Antelme, de Kogon, ce n'était pas : « Lisez, car c'est intéressant. » Mais : « Toute conscience qui n'aura pas approché du concentrationnal, il lui manquera de pouvoir rêver à la résurrection de l'homme occidental. » Il y a plus encore dans Cayrol. L'admirable livre ! Sans doute faut-il prier après l'avoir lu, prier pour que le malheur ne soit pas stérile.

André Chouraqui : *La condition juridique de l'Israélite marocain.* (Presses du Livre français).

La visite du Sultan à Paris a attiré l'attention du public sur le Maroc. A cette occasion, les flots de l'éloquence officielle se sont répandus et des articles officieux ont fait, une fois de plus, l'éloge de l'œuvre française dans ce pays, sur le thème bien connu du Maroc de Lyautey. Par réaction, quelques journalistes, dont Claude Bourdet dans *L'Observateur*, au retour d'un voyage de trois semaines dans le Protectorat, ont émis des critiques violentes contre notre administration, l'accusant d'étouffer, dans la violence et l'arbitraire, les aspirations nationalistes et en général tout mouvement populaire ou social.

Il fallait que le point fut fait entre les beni oui-oui et un clan d'opposants, parfois systématiques. L'ouvrage de M. André Chouraqui est, à cet égard, d'une grande utilité. Il ressort, du ton adopté et d'une considérable documentation, une impression d'objectivité presque parfaite. La condition des Juifs du Maroc, partie, mais non des moindres, du complexe marocain, est traitée par une personnalité qui a passé des années là-bas, comme magistrat. Voilà, enfin, de l'information sérieuse.

L'auteur, c'est l'originalité de sa pensée, a fortement poussé l'étude des deux aspects de la communauté juive au Maroc. D'une part, dans ses éléments les plus évolués, soutenue largement dans cette action par l'Alliance israélite universelle, si française dans son inspiration, elle représente, dans une civilisation par certains côtés encore moyenâgeuse, les valeurs occidentales modernes. D'autre part, dans les couches plus populaires ou plus traditionnelles, elle participe profondément à l'histoire de l'ensemble du peuple marocain. Ainsi les Juifs marocains, par cette double appartenance, sont essentiellement les intercesseurs, les introducteurs du progrès. Ils ne sont pas des étrangers, peuvent se faire écouter et amener leurs compatriotes à bénéficier de l'acquit culturel, social, scientifique de beaucoup d'entre eux.

Si l'on rapproche cette situation de celle de l'État d'Israël en face des Arabes du Moyen-Orient, on se rend compte de l'intérêt qu'en présente l'étude détaillée. Connaître les moyens d'action, d'influence et de stabilisation des Juifs marocains, c'est prévoir l'avenir du jeune État. Le succès, là aussi, viendra d'une compréhension réciproque, où les techniciens, si nombreux dans l'État l'Israël, pourront influencer tout le Moyen-Orient pour le fertiliser au bénéfice

de tous. Problème d'actualité, s'il en fut, quand on songe que s'ouvre une nouvelle époque orientale du peuple juif, du fait de l'atroce persécution nazie et la quasi destruction des communautés européennes. A-t-on remarqué que, dès maintenant, le groupe méditerranéen, après le groupe américain, est le plus important foyer israélite du monde ?

JACQUES NANTET.

## CINEMA

*Les Anglais ont inventé une nouvelle forme du comique.*

Nous assistons depuis quelques années, grâce au cinéma anglais, à la naissance d'un nouveau genre comique. L'événement est d'importance, car il ne s'agit pas d'un nouveau personnage comique ou d'une variation originale sur les recettes du comique éternel, mais d'une manière nouvelle de susciter le rire.

On enseigne aux élèves des lycées à distinguer entre le « comique de situation » et le « comique de caractère ». Le cinéma a largement illustré les deux genres. Depuis les films à poursuite de Mark Sermett jusqu'aux comédies américaines, toutes les situations comiques ont été exploitées. Charlot, en amenant à la perfection l'art du mime, et la plupart des grands comiques de l'écran ont créé des types qu'il faut placer dans la grande lignée des comiques psychologues. L'un et l'autre genre relèvent de l'explication du rire par Bergson comme résultat du contraste entre le mécanique et l'humain. Un genre voisin du comique, le burlesque, dont on peut chercher l'origine dans la farce, a connu au cinéma une vogue et acquis des lettres de noblesse que ne lui avait jamais fournies le théâtre. Ici le ressort du rire n'est plus celui qu'analysait Bergson; le burlesque est fondé sur l'absurde, notion très à la mode dans le monde contemporain.

Si l'on analyse *Passeport to Pimlico*, *Noblesse oblige*, *Whisky à gogo* et *Secret d'État*, films anglais qui, malgré les craintes des distributeurs, ont déchaîné le rire des salles

françaises aussi bien que des salles anglaises, on s'aperçoit qu'aucun de ces films ne peuvent se rattacher à une des catégories dont relevaient tous les autres films comiques; ni le comique de situation, ni le comique de caractère, ni le burlesque, ne suffisent à expliquer leur succès.

La première et la plus importante originalité de ces films, c'est qu'ils ne font appel à aucun acteur comique et que, même, aucun de leurs personnages n'est comique. Dans tous les autres films qui suscitent le rire, le succès dépend du talent ou du génie comique d'un interprète qui devient le personnage central et essentiel. Fernandel, comme il le dit, « passe avant le titre ». L'intrigue n'est qu'un prétexte pour mettre en valeur le jeu de Laurel et Hardy, d'Abbott et Costello, ou, en remontant plus loin, de Max Linder ou de Buster Keaton. On oublie les titres des films de Charlot pour ne se souvenir que de son personnage. Rien de tel dans *Passeport to Pimlico,* qui met en scène toute la population d'un quartier de Londres (dont aucun personnage pris isolément n'est particulièrement drôle), ou dans *Whisky à gogo,* où les Écossais du village, le postier et ses filles, l'épicière ou la capitaine n'ont aucune force comique particulière. Dennis Price, le héros de *Noblesse oblige,* et Douglas Fairbank, celui de *Secret d'État,* ne sont pas des acteurs comiques, ils jouent dans ces films exactement comme ils joueraient dans un drame ou un récit d'aventure.

Le second caractère de ces films, qui semble à première vue très secondaire, n'est pas moins important. Alors que, dans presque tous les films comiques, le cadre, l'ambiance sont plus ou moins conventionnels ou schématiques, cette série de films anglais concilie le comique et une forme du réalisme qui va parfois jusqu'au documentaire. Les décors des films de Charlot ne sont que des ébauches destinées à situer le personnage central auquel tout est sacrifié. Aucune recherche d'authenticité dans le cadre stéréotypé de la comédie américaine qui se déroule dans des appartements conçus comme des décors de théâtre. Dans *Passeport to Pimlico,* au contraire, nous faisons connaissance avec un quartier bombardé de la banlieue londonienne, et ce quartier est dépeint avec autant de précision que Naples dans *Païsa* ou Rome dans *Rome, ville ouverte. Whisky à gogo* commence par une présentation géographique du pays dont l'architecture, le climat, le paysage font partie intégrante de l'intrigue. *Secret d'État,* une fois admise la convention d'un pays imaginaire, présente ce pays par des images dans le style actualités filmées, et dans *Noblesse oblige,* malgré la charge évi-

ente, on ne peut manquer d'être sensible à l'aspect docu-
ntaire des diverses scènes qui évoquent l'atmosphère de
vie bourgeoise et aristocratique anglaise.

Films sans vedette comique, films où le cadre et le milieu
rennent autant d'importance que dans les drames ou les
hroniques réalistes, comment les films de ce qu'il faut bien
ppeler la « nouvelle école comique anglaise » parviennent-
s à susciter le rire ?

Avec ces films les Anglais ont inventé le « comique col-
ectif », qu'on pourrait aussi appeler « comique social » dans
mesure où c'est la société tout entière, la vie en société
ui suscite le rire.

Sans doute, dans tout film comique la société est-elle tou-
ours directement ou indirectement mise en cause. Dans le
comique de situation », la situation qui sert de point de
épart à l'intrigue est d'origine sociale. Quand Alceste fait
ire, c'est que son caractère se heurte à la censure sociale.
lais le personnage central est seul comique, c'est de lui que
'on rit. La vie sociale n'est que *l'occasion* de la situation ou
le l'effet comique.

Dans les films de la « nouvelle école comique anglaise »,
'est la vie sociale elle-même qui est comique et qui fait rire.

Nous avons tous subi la contrainte des restrictions et souf-
ert des réglementations qu'elles entraînaient. Que, par la
grâce du scénariste, soit créée une enclave « libre » dans un
quartier de Londres et voilà mis en cause tout le comporte-
ment d'une population et celui de tout un monde de contrô-
leurs, policiers, douaniers et hommes d'État. Qu'un navire
hargé de whisky échoue sur le rivage d'une côte écossaise
t tous les habitants privés de leur boisson favorite sont
ngagés dans une aventure collective burlesque. Les excès de
réglementation dus à l'état de guerre ne fournissent pas les
seuls ressorts de ce comique. Dans *Noblesse oblige* il suffit
que l'hériter lointain d'un titre de noblesse soit « logique
vec lui-même » et supprime tous les autres héritiers pour
que le système même de l'hérédité des titres et le comporte-
ment du monde aristocratique fasse éclater le rire. Dans
*Secret d'État*, la seule présence d'un démocrate dans un
régime totalitaire suffit à faire éclater l'absurdité fondamen-
tale de toute une société.

Dans tous ces scénarios, le passage à la limite, qui sert de
point de départ, entraîne des conséquences logiques qui sont
traitées avec le plus grand bon sens. Le ressort du comique
est ici l'absurde, comme dans les burlesques traditionnels,
mais il ne s'agit pas de l'absurdité d'un comportement indi-

viduel : c'est l'absurdité de la société qui est dénoncée. Le comique traditionnel, qu'il soit comique de situation, comique de caractère ou burlesque, était social par certains côtés, mais donnait toujours raison à la société et faisait rire de l'individu mal adapté. C'est l'inverse ici. La société est absurde et fait rire; l'individu non adapté a raison et suscite la sympathie du spectateur.

De pareils thèmes, réduits à leur schéma, pourraient servir de point de départ à des œuvres tragiques ou dramatiques. Ce comique lui aussi peut susciter des réflexions « si triste et si profondes que lorsqu'on vient d'en rire, on devrait en pleurer »; ce ne sont plus, en effet, nos seuls travers qui sont mis en cause, mais le monde même où nous vivons. Un danger menace le comique de ces films; c'est de transformer l'œuvre en allégorie transparente, d'en faire un simple alibi qui permet à l'auteur d'exprimer ses idées et ses critiques sur la société.

Les auteurs anglais échappent à cette menace grâce à un subtil dosage d'humour et d'ironie. Si le ressort comique et fondamental reste l'absurdité d'une situation sociale, dans le délai de la présentation des personnages et des aventures, le comique n'est jamais lourdement appuyé, ou ne donne jamais entièrement raison aux uns contre les autres.

Apparemment personne n'a raison, et l'auteur semble ne pas prendre parti. Attitude du « pince-sans-rire », évidemment, c'est-à-dire attitude ironique. Quand ils évoquent l'absurdité de la réglementation de Pimlico, l'attitude de ceux qui veulent priver de whisky les Écossais, celle des défenseurs de l'aristocratie ou du totalitarisme, les auteurs se gardent bien de charger ces personnages, de les tourner systématiquement en ridicule. Ils feignent même de leur donner raison; ils présentent tout au moins leur comportement comme normal. Cette feinte même est le secret de l'ironie. Le contexte suffit à faire apparaître l'absurdité, la déraison ou la monstruosité de leur comportement.

Inversement, ils se gardent bien de donner raison à ceux vers qui vont leur sympathie : les tenants du libéralisme alimentaire à Pimlico ou dans l'île écossaise, le docteur démocrate de *Secret d'État* ne font pas figure de raisonneurs ou de porte-parole de l'auteur. On semble presque leur donner tort, on les tourne gentiment en ridicule. Secret de l'humour, cette ironie au deuxième degré, qui consiste à dire en n'ayant pas l'air d'y croire, les vérités auxquelles on tient.

« Faire rire les honnêtes gens » a toujours passé pour un

métier difficile. Trouver des moyens nouveaux de les faire rire est plus difficile encore. On ne peut donc manquer de souligner toute la nouveauté qu'apporte la « nouvelle école comique anglaise ». S'attaquer à la société, à ses règles ou à sa politique est une entreprise dangereuse. Y parvenir sans donner aux films le ton de la propagande est plus délicat encore. Partant d'une situation volontairement absurde, nos films anglais ne prennent jamais ouvertement le ton de la satire, car ils ironisent sur ce qu'ils attaquent et présentent avec humour leur propre thèse.

Il resterait à dégager quelles sont ces thèses. Ce serait l'objet d'une autre étude. Notons pourtant que sous des dehors anodins *Passeport to Pimlico* et *Whisky à gogo* attaquent subtilement le travaillisme et à travers lui l'étatisme socialiste (en montrant les réglementations en elles-mêmes sans les rattacher au contexte de l'état de guerre qui les explique) et que *Secret d'État*, s'il attaque *tous* les totalitarismes, ne pourra manquer d'être ressenti comme une attaque par le pays actuellement le plus totalitaire.

Ici encore, le comique *castigat ridendo mores*, mais il ne s'agit plus du comportement des individus : la nouveauté consiste à faire rire de comportements collectifs.

J.-P. CHARTIER.

---

Nos amis sont priés de lire :

— en tête de cette livraison la **Lettre de Latour-Maubourg;**

— dans les pages de publicité, en conclusion, notre troisième lettre sur la propagande de « La Vie Intellectuelle », sa réussite et ses projets.

---

Imp. AUBIN, LIGUGÉ (Vienne). *Le Gérant :* G. CHIFFLOT.
D. L., 4e trimestre 1950. — Imprimeur, nº 531.
N.M.P.P.

# LA VIE INTELLECTUELLE

XVIII[e] ANNÉE — JANVIER 1950 A DÉCEMBRE 1950

## TABLES

### I. — TABLE DES ARTICLES SUIVANT L'ORDRE ALPHABÉTIQUE DES NOMS D'AUTEURS


V. I. : Noël de Palestine ..... 1
Id. : Face aux révolutions futures ..... 2 1
Id. : Ceux qui n'ont plus faim de la justice ..... 3 2
Id. : Emmanuel Mounier, témoin de Pâques ..... 4 3
Id. : Ne soyons pas des catholiques bornés ..... 5 5
Id. : L'appel de Stockholm et les chrétiens ..... 6 6
Id. : Une loi de l'efficacité chrétienne ..... 7
Id. : Guerres et rumeurs de guerres ..... 8 1
Id. : Une année décisive ..... 10 2
Id. : Le dogme de l'Assomption ..... 11 3
Id. : La guerre d'Indochine ..... 12 5

Anonymes :

L'Union Atlantique : Productivité ou sécurité ? ..... 5 5
Appel aux lecteurs ..... 7 1
L'encyclique « Humani generis » ..... 10 3
Un texte curieux ..... 12 6

A. F. : Querelles confessionnelles en Allemagne ..... 3 3
A. L. : Le roman policier ..... 2 2
Allo (G.) : Les leçons du Congrès de la J.A.C. ..... 6 7
Id. : Le monde rural dans l'économie moderne : la semaine sociale de Nantes ..... 10 3
A. M. : La semaine sainte à Séville ..... 5 5
Id. : Jeunesse catholique allemande ..... 5 5
Athayde (T. de) : La situation de l'Église au Brésil ..... 3 3

Bérault (G.) : Crise de l'Université en Grande-Bretagne.. 4 4
Bhimlal-Das : Mao se ralliera-t-il au troisième camp ? .... 11 4
Bongeaud (G.) : André Dhôtel ou le merveilleux quotidien. 5 6
Boulogne (Ch.-D.) : Le message suprême de Bernanos..... 5 5
Bouyer (L.) : Du Dieu caché au Dieu révélé ..... 2 2
Brabart (Y.) : Autour de la question royale ..... 4 4
Id. : Les élections belges ..... 7 9

| | | |
|---|---|---|
| Carrouges (M.) : Les replis de la sincérité : Paul Claudel et André Gide | 10 | 369 |
| Chartier (J.-P.) : Cinéma | 1 | 125 |
| Id. : Cinéma | 2 | 231 |
| Id. : Les monstres au cinéma | 3 | 381 |
| Id. : La beauté du Diable | 4 | 508 |
| Id. : La Marie du Port : le réalisme de Carné appliqué au monde petit-bourgeois | 5 | 635 |
| Id. : Autant en emporte le vent | 6 | 765 |
| Id. : Un très grand film : Alexandre Newsky | 7 | 126 |
| Id. : Deux films américains non conformistes | 8 | 253 |
| Id. : Les films français au festival de Venise | 10 | 389 |
| Id. : La querelle autour de « Dieu a besoin des hommes ». | 11 | 493 |
| Id. : Les Anglais ont inventé une forme de comique | 12 | 637 |
| Chastaing (M.) : Un existentialisme mystique | 1 | 98 |
| Id. : Le détective et les mystiques | 12 | 566 |
| Chavardès (M.) : On demande des saints romanciers | 1 | 111 |
| Id. : L'esprit allemand | 5 | 548 |
| Id. : Un code pour assassins | 5 | 666 |
| Id. : Et le buisson devint cendres | 5 | 613 |
| Id. : Dieu chez les romanciers | 6 | 756 |
| Id. : Graham Greene ou la nudité de Dieu | 7 | 113 |
| Id. : Le défaut de l'armure | 8 | 296 |
| Id. : Poètes et blasphémateurs | 10 | 375 |
| Id. : Malraux ou l'ange traqué | 11 | 489 |
| Id. : Des romanciers et des hommes | 11 | 504 |
| Id. : Péguy travesti | 12 | 619 |
| Chenu (M.-D.) : Chrétienté et Mission | 6 | 745 |
| Cheyron (P.) : Propositions de « trêve scolaire » | 1 | 91 |
| Id. : La question scolaire | 8 | 317 |
| Chifflot (Th.-G.) : La sainte Église universelle | 2 | 256 |
| Id. : Exégèse claudélienne | 5 | 607 |
| Id. : Sonnez les matines | 6 | 743 |
| Congar (Y.) : Culpabilité, responsabilité et sanctions collectives | 3 | 359 |
| Id. : Culpabilité, responsabilité collectives : deux applications concrètes | 4 | 387 |
| Id. : Mentalité de droite et intégrisme | 6 | 644 |
| Crémet (J.) : Moscou s'enferme derrière l'Oder | 7 | 86 |
| Id. : Les cartes de Moscou | 8 | 302 |
| Id. : Moscou aura bien travaillé pour Washington | 10 | 345 |
| Id. : L'Espagne retrouvée | 12 | 599 |
| Danselte (A.) : Marc Sangnier et le Sillon | 7 | 4 |
| Davidovitch (A.) : A Vienne, grèves sans gréviste | 11 | 466 |
| Dewailly (L. M.) : Protestantisme et Catholicisme | 2 | 255 |
| D. H. M. : Les journées universitaires de Bordeaux | 6 | 716 |
| Dubarle (D.) : Technique et avenir | 2 | 149 |
| Id. : Bourbakistes et autres mathématiciens | 2 | 240 |
| Id. : La machine en accusation | 3 | 334 |
| Id. : Guerre froide et génération spontanée | 6 | 744 |
| Id. : Matérialisme scientifique et foi religieuse | 12 | 516 |
| Dumery (H.) : Les trois grands de la philosophie | 3 | 357 |

| | | |
|---|---|---|
| Dumont (C.-J.) : L'Église romaine et le mouvement œcuménique | 4 | 433 |
| Dumontier (J.) : L'économie française a peur du grand air. | 2 | 182 |
| Id. : L'économie française à la recherche d'un stimulant. | 7 | 56 |
| Id. : Éloge des crises ministérielles | 8 | 215 |
| Id. : Le gouvernement et le minimum vital | 10 | 349 |
| Féron (B.) : La Sarre entre la France et l'Allemagne | 2 | 198 |
| Id. : L'état-major de la guerre froide | 5 | 603 |
| Id. : Tito et la politique de l'U.R.S.S. en Méditerranée | 6 | 729 |
| Id. : Il n'y a pas que la Corée | 8 | 206 |
| Id. : Les cadres subalternes de l'armée allemande | 11 | 467 |
| Frisch (A.) : Le syndicalisme et la Ruhr | 1 | 108 |
| Id. : Absurdités financières | 4 | 477 |
| Id. : L'autre Allemagne derrière le rideau de fer | 5 | 536 |
| Id. : Du plan Marshall à l'Union Atlantique | 5 | 59 |
| Id. : Le consortium européen du charbon et de l'acier | 6 | 73 |
| Id. : Les limites de la neutralité | 8 | 207 |
| Id. : Rationalisation et réarmement | 10 | 361 |
| Fumet (S.) : Max Jacob et l'humour sacré | 10 | 305 |
| Görres (I.) : Défaillisme chrétien | 8 | 132 |
| Gouhier (H.) : Jacques Copeau. Charles Dullin | 1 | 113 |
| Id. : Théâtre | 1 | 122 |
| Id. : Théâtre | 2 | 229 |
| Id. : Théâtre | 4 | 505 |
| Id. : Théâtre | 5 | 632 |
| Id. : Les jeunes compagnies provinciales | 7 | 122 |
| Id. : Compagnies provinciales | 10 | 377 |
| Id. : Théâtre | 11 | 568 |
| Gressin (A.) : La bombe à hydrogène n'existe pas | 4 | 465 |
| Gripon (V.) : Émigrés italiens en France | 8 | 190 |
| Guerrand (R.) : Louis Guilloux de Saint-Brieuc | 1 | 118 |
| Id. : Un romancier des derniers temps | 3 | 361 |
| Id. : Le mythe de Pénélope | 10 | 354 |
| Guillemin (H.) : Karl Barth | 2 | 233 |
| Id. : La pensée religieuse de Victor Hugo | 8 | 167 |
| Guillemin (Ph.) : Henri Michaux | 3 | 37 |
| Guyon (B.) : Balzac, psychologue de la paternité | 11 | 438 |
| Hahn (G.) : Les équivoques du désir de paix | 1 | 68 |
| Id. : La semaine des intellectuels catholiques | 6 | 721 |
| Id. : Un Congrès des philosophes de langue française | 11 | 448 |
| Heer (F.) : L'amour des ennemis | 5 | 513 |
| Hours (J.) : L'Europe à ne pas faire | 10 | 270 |
| J. D. : Ralliement à Bao-Daï | 1 | 97 |
| J. D. L. : Le problème de la productivité française | 6 | 665 |
| J. G. : Lectures russes | 3 | 372 |
| Julien (C.) : La publicité aux États-Unis | 1 | 47 |
| Id. : Hollywood creuse sa tombe | 2 | 207 |
| Id. : A propos d'un « superman » | 5 | 605 |
| Jussieu (R.) : L'Église catholique en Roumanie | 7 | 94 |

KU-YAMATA : Le Japon à la recherche d'une religion.... 1 105
. : La loi d'avortement au Japon ..... 2 200

CROIX (J.) : La philosophie de Maurice Blondel..... 7 27
URENT (F.) : Le rail et la route ..... 4 475
. : Réflexions sur les ressources essentielles de la Russie. 6 735
CLERCQ (J.) : Rencontre des chrétiens et des communistes. 2 131
. : Pensée chrétienne et sens de l'Histoire ..... 11 388
. : Congrès de « Pax Romana » et congrès de sociologie. 11 453
LONG (M.-H.) : Catéchisme élémentaire autour de l'objection de conscience ..... 1 62
QUILLER (J.) : Élections anglaises ..... 3 344
. : Le plan Schuman et les Anglais ..... 6 739
. : Le Labour-party et l'Europe ..... 7 67
SAGE (B.) : Les constructeurs de charrues aux champs.. 5 595
NCHAMPT (J.) : Une expérience lyonnaise de renouveau paroissial ..... 1 74

ARDIS (P.) : Art religieux, art sacré ..... 3 309
ARTEL (P.-A.) : Échec aux puissances coloniales..... 1 101
. : Titisme asiatique ? ..... 2 202
. : Les incidents de Côte-d'Ivoire et le R.D.A..... 3 348
. : Vietnam, glacis d'Extrême-Orient ..... 3 294
. : Disparition des fonctionnaires « petits blancs »..... 4 462
. : Partage et espoir des catholiques vietnamiens..... 5 601
. : Le Sud-Est asiatique et les politiques occidentales... 6 725
. : Tunisie et Union française ..... 7 101
. : L'Indochine ..... 11 427
. : L'Inde et la Chine ..... 12 588
AYDIEU (A.-J.) : Le catholicisme français dans le catholicisme mondial ..... 1 3
. : Les chrétiens n'ont-ils rien à dire ? ..... 10 260
. : A nos amis, à nos lecteurs ..... 10 385
ENAHEM (H.) : Exigence d'un droit international nouveau. 8 153
ESNARD (E.) : Peuples nord-africains ..... 5 591
OUTON (J.) : « Mon ami Vassia » ..... 2 214
ULLER (H.) : L'emploi en médecine légale de la narcoanalyse ..... 1 56
. : Fils du peuple (M. Thorez) ..... 1 100
. : Pour un jeune Français (Ch. Maurras) ..... 1 100
. : Une bureaucratie planétaire... ou interplanétaire ?.. 1 103
. : Histoire de tronçons ..... 1 110
. : Enfin du neuf ..... 2 213
. : Sur la pointe des pieds ..... 3 353
. : Les machiavéliens défenseurs de la liberté ..... 4 441
. : Patriotisme européen ..... 4 469
. : Autour de la grève de la sécurité sociale..... 5 561
. : D'une élection à l'autre ..... 7 9C
. : De crise en crise ..... 8 212
. : Amnistie ..... 12 609

ANTET (J.) : L'Alsace et le langage ..... 4 480
. : Stabilisation au Moyen-Orient ..... 6 731

ID. : L'Europe et la neutralité ..... 7
ID. : Les États-Unis en Extrême-Orient ..... 8
ID. : La IIe Assemblée de Strasbourg et ses suites au Congrès de Constance ..... 10
ID. : La rencontre Truman-Mac Arthur ..... 11
NIELLY (J.-B.) : Les étudiants latino-américains aux U.S.A. 8

PARAIN (B.) : La Russie absente et présente ..... 8
PARÈS (R.) : Logement ..... 4
ID. : Aménagement du territoire et logement ..... 5
ID. : Reconstruction et réarmement ..... 11
PERROUX (F.) : Ne soyons pas des Européens bornés..... 4
ID. : H. Denis, son recteur, son ministre ..... 12
POLANOWSKI (K.) : L'Église et l'État en Pologne ..... 6
PRADELLE (R. DE LA) : Ascq : fusillerons-nous les otages ?.. 7
PRÉLOT (M.) : Les démocrates d'inspiration chrétienne.... 12

ROINET (L.) : Hervé Bazin, le fils prodigue ..... 4
ROUNAULT (J.) : Pratique religieuse en U.R.S.S. ..... 6

SANDOMIR (W.) : Un poète mystique : Julien Torma..... 1
SAVOUILLAN (Ch.) : Grève et arbitrage ..... 1
ID. : Grève et contrat de travail ..... 2
ID. : L'expérience des grèves ..... 4
ID. : Minimum vital et classe ouvrière ..... 10
ID. : Vers les conventions collectives ..... 11
SECRETAN (Ph.) : Braque, peintre de la vision intérieure.. 4
ID. : Max Ernst ..... 6
ID. : L'église du plateau d'Assy ..... 11
SERRAND (A.-Z.) : Le catholicisme français dans le catholicisme mondial ..... 1
ID. : Azimuths ..... 2
ID. : Azimuths ..... 3
ID. : Azimuths ..... 4
ID. : Azimuths ..... 5
ID. : Azimuths ..... 6
ID. : Azimuths ..... 7
ID. : Azimuths ..... 8
ID. : Azimuths ..... 10
ID. : L'Action catholique en milieu ouvrier ..... 11
ID. : Azimuths ..... 11
ID. : L'Action catholique en milieu ouvrier (suite)..... 12
SIMON (P.-H.) : Images de guerre et de paix ..... 4
SOUMILLE (G.) : Métamorphoses de la littérature ..... 12
SPEAIGHT (R.) : Un centenaire en Grande-Bretagne..... 11
STEINMANN (J.) : Avec Péguy sur la grand'route ..... 4

TEYSSEDRE (B.) : Un jeune peintre de la désintégration.... 3

VENAISSIN (G.) : Paul Gadenne entre le monde et nous.... 2
ID. : La colonne de feu ..... 4
ID : M. Mourre : une baudruche de plus, une illusion de moins ..... 5

6. : Épidémie de peste ..... 5 636
D. : Romanciers chrétiens et romans qui ne le sont pas.. 6 759
D. : Henri Queffélec, romancier banal ..... 8 235
D. : Nouvelle littérature et nouvelle critique ..... 11 500
TERSANNE : La question des Lieux saints ..... 2 174
LATTE (A.) : La Chine communiste et l'avenir de l'Asie.. 3 285
D. : Après la Chine, la Corée ? ..... 7 84
D. : Les États-Unis et les impérialismes asiatiques..... 11 410
IGNAUX (P.) : Une nouvelle fédération mondiale des syndicats ..... 1 80
D. : Chrétiens devant le marxisme ..... 10 314
RINAT (R.) : Une confrontation des arts du monde. Venise 1950 ..... 12 606
D. : Jacques Villon ..... 12 622

VOLFE (Th.) : L'homme solitaire ..... 6 680
VYSZYNSKI (S.) : Lettre pastorale ..... 2 164

. (général) : Armée française ? ..... 7 89


## II. — TABLE BIBLIOGRAPHIQUE


ARASCH (C.) : Terrain vague ..... 6 756

BALDWIN (M.) : Je saute le mur ..... 8 250
BILLY (A.) : Le Narthex ..... 6 757
BOURGUET (P.) : Protestantisme et Catholicisme ..... 2 255
BOWEN (E.) : Emmeline ..... 1 120
BUBER-NEUMANN (G.) : Als Gefangene bei Stalin und Hitler. 3 374
BURNHAM : Les Machiavéliens, défenseurs de la liberté.... 4 441

CAYROL (J.) : Lazare parmi nous ..... 12 627
CHAINE (J.) : Littérature religieuse ..... 8 242
CHARLIER (Dom C.) : La lecture chrétienne de la Bible.... 8 241
CHOURAQUI (A.) : La condition juridique de l'Israélite marocain ..... 12 636
CHUN-CHAN-YEH : Fils du Sud ..... 8 251
CORTE (M. DE) : Essai sur la fin d'une civilisation..... 3 342
CURTIS (J.-L.) : Haute-École ..... 12 627
CZAPSKI (J.) : Terre inhumaine ..... 3 374

DALLIN (D.) : Le travail forcé en U.R.S.S. ..... 3 373
DOROLLE (M.) : Le raisonnement par analogie ..... 8 249
DUHAMEL (G.) : La pesée des âmes ..... 4 498
DUPLESSY (L.) : La machine ou l'homme ..... 3 337

ESTANG (L.) : Les stigmates ..... 6 760

FLOROVSKY (G.) et autres : La sainte Église universelle.... 2 256

GEVERS (M.) : L'herbier légendaire ..... 4 5
GHEORGHIU (V.) : La vingt-cinquième heure ..... 3 3
GILLET (S.-M.) : Thomas d'Aquin ..... 8 2
GOLDMANN (L.) : La communauté humaine et l'univers chez Kant ..... 8 2

HAMER (P.) : Karl Barth ..... 2 2
HANNOTEAUX (J.) : Les enfants de lumière ..... 1 1
HAVARD DE LA MONTAGNE (R.) : Histoire de la démocratie chrétienne de Lamennais à Georges Bidault ..... 7 1

JANS (A.) : Échec à l'homme ..... 4 5

KORIAKOV (M.) : Je me mets hors la loi ..... 3 3

LE HARDOUIN (M.) : La dame de cœur ..... 1 1

MAGNY (C.-E.) : La littérature ..... 12 6
ID. : Histoire du roman français ..... 12 6
MALRAUX : Les noyers de l'Altenburg ..... 4 4
MARCEL (G.) : Les techniques d'avilissement dans le monde et la pensée d'aujourd'hui ..... 3 3
MAUGHAM (S.) : Il suffit d'une nuit ..... 4 5
MAURIAC (F.) : Journal ..... 7 1
MERLE (R.) : Week-end à Zuydcoote ..... 4 4
MORA et ZWERNIAK : La justice soviétique ..... 3 3
MOUNIER (E.) : La machine en accusation ..... 3 3
ID. : Le personnalisme ..... 8 2
MOUSSET (P.) : Les échanges légers ..... 1 1

NICOLAIEVSKI (B.) : Le travail forcé en U.R.S.S. ..... 3 3

PIGON (G.) : Panorama de la nouvelle littérature française. 12 6
PLISNIER (C.) : Vertu du désordre ..... 6 7

QUEFFÉLEC (H.) : Au bout du monde ..... 4 5

ROLLET (H.) : Les étapes du catholicisme social ..... 7 1
ID. : Albert de Mun et le parti catholique ..... 7 1
ROUNAULT (J.) : Mon ami Vassia ..... 2 2

SARTRE (J.-P.) : La mort dans l'âme ..... 4 4
SERGE (V.) : L'affaire Toulaev ..... 3 3
SPERBER (M.) : Et le buisson devint cendres ..... 5 6
STEINMANN (J.) : Le prophète Isaïe, sa vie, son œuvre, son temps ..... 8 2
STUART (F.) : La colonne de feu ..... 4 5

VALTIN (J.) : Sans patrie ni frontières ..... 3 3
VUILLEMIN (J.) : Essai sur la signification de la mort ..... 8 2

WEILL (S.) : L'enracinement ..... 3 3